

331.3106244 S678B v.21 c.1
Societe de protection des a
Bulwings.
R.W.B. JACKSON LIBRARY

OISE CIR



3 0005 02023 6454

THE LIBRARY

The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada





LIBRARY

SEP 21 1970

THE ONTARIO INSTITUTE
FOR STUDIES IN EDUCATION

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS

ET

DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868.)

EXTRAIT DES STATUTS

La Société a pour but d'améliorer la condition des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

—

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

VINGT-DEUXIÈME ANNÉE

(TOME XXI).

PARIS

AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

44, RUE DE RENNES, 44

—

1888

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

REGISTRE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 1 juillet 1882)

Adresser à M. L. Durassier, ingénieur civil des Mines, Secrétaire,
rédacteur du BULLETIN, au siège de la Société de protection, les cor-
respondances et les communications relatives aux Questions de
l'Apprentissage et du Travail des enfants dans les manufactures.

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manœuvre
inter ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on
soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

—
VINGT-DEUXIÈME ANNÉE

(TOME XXII)

PARIS

AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

44 RUE DE RENNES, 44

EXÉCUTÉ PAR L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE

DES JEUNES TYPOGRAPHES DE L'IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CONSEIL D'HONNEUR

PRÉSIDENT :

M. le Ministre du Commerce.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Berthier** (Charles), ancien président du Tribunal de commerce.
- M. Corbon**, sénateur, président de la *Commission supérieure du travail des enfants*.
- M. Legouvé**, de l'Académie française.
- M. Robert** (Charles), ancien conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances contre l'incendie *l'Union*.
- M. Simon** (Jules), sénateur.
- M. Teisserenc de Bort**, sénateur.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. Bernard** (Martial), membre de la Chambre de commerce de Paris.
- M. Binder**, ancien membre du Conseil municipal de Paris.
- M. Bonjean** (Georges), président-fondateur de la *Société de l'Enfance abandonnée ou coupable*.
- M. de Boureuille**, ancien secrétaire général au Ministère des travaux publics.
- M. Carriot**, inspecteur d'Académie, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine.
- M. Colcombet**, manufacturier, à Saint-Étienne.
- M. Délerot** (Émile), vice-président du *Comité des publications* de la Société.
- M. Gillet**, manufacturier, à Lyon.
- M. Girard** (Paul), ancien directeur du Commerce intérieur (au Ministère du commerce).
- M. Gréard**, membre de l'Institut, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, vice-recteur de l'Académie de Paris.
- M. Herbet**, directeur de l'Administration pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur.
- M. de Heredia**, député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.
- M. Hiéland** (Léon), membre de la Chambre de commerce de Paris.
- M. Jacquemart**, inspecteur général de l'Enseignement technique.
- M. le baron Larrey**, député, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine.
- M. Lefébure** (Léon), ancien sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur du commerce, *secrétaire général honoraire* de la Société.
- M. Lemoine** (Henri), président-fondateur du Patronage de l'Ébénisterie.
- M. le Dr Marjolin**, chirurgien honoraire des Hôpitaux.

- M. Mourceau** (Henri), ancien manufacturier.
M. Nicolas, directeur du Commerce intérieur au Ministère du commerce.
M. Périn (Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, *secrétaire honoraire* de la Société.
M. Petit (Charles), président honoraire de la Société d'Assistance paternelle des Enfants des Fleurs et Plumes, ancien membre de la Chambre de commerce, *vice-président honoraire* de la Société.
M. Porcher, directeur de l'École Turgot.
M. Riché (Léon), publiciste.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

- M. Say** (Léon), sénateur, membre de l'Institut, ancien président du Sénat, ancien ministre des finances, ancien ambassadeur de la République Française près le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Bérard** (Paul), secrétaire du Comité consultatif des Arts et Manufactures.
M. Chaix (A.), imprimeur-éditeur, fondateur de l'École professionnelle.
M. Faustin Hélie, juge au Tribunal civil de la Seine, président du Comité judiciaire de la Société.
M. Follet (Félix), président d'honneur du Patronage du Papier peint.
M. Turney (R.), président de l'Assistance paternelle des Enfants des Fleurs et Plumes.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. Renault** (Léon), avocat, sénateur, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

SECRÉTAIRE :

- M. Durassier** (Léon), ingénieur civil des Mines, préparateur à l'École supérieure des Mines, ancien inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures.

TRÉSORIER :

- M. Roche** (Isidore), ingénieur civil.

CENSEURS :

- M. Groult**, fondateur de l'Internat manufacturier de Vitry.
M. Kœchlin-Engel (Rodolphe), manufacturier.
M. Lombart, fabricant de chocolat.
M. Nusse (Ernest), greffier de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation.
M. Perrin, docteur en médecine.
M. Sribier (Alphonse), président de la Chambre syndicale du caoutchouc.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE
(Décret du 4 juillet 1868)
Paris, 44, rue de Rennes.

9^{ME} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE

PROGRAMME DES PRIX

A DÉCERNER EN 1888

—
EXERCICE 1886-1888 (1).
—

LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES récompense, en séance solennelle, les personnes qui, par leur sollicitude pour les apprentis, l'ont aidée dans son œuvre, les contremaîtres et les contremaîtresses qui ont prodigué leurs soins aux enfants dont ils étaient chargés, enfin les apprentis qui se sont fait remarquer par une conduite et une moralité irréprochables.

Elle décerne :

- 1° Des mentions spéciales de reconnaissance ;
- 2° Des médailles de vermeil, d'argent ou de bronze ;
- 3° Des primes en argent et des livrets de Caisse d'épargne.

(1) Voir dans le *Bulletin de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures* : la 1^{re} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 27 octobre 1867 (t. I, p. 271-313) ; les *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868 (t. II, p. 319-345) et du 21 juin 1870 (t. IV, p. 10-33) ; la 2^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 5 juillet 1874 (t. VII, p. 357-410), la 3^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 30 avril 1876 (t. IX, p. 229-284) ; les *récompenses aux agents de l'autorité pour surveillance* (t. X, p. 9) ; la 4^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 28 juillet 1878 (t. XI, p. 401) ; la 5^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 4 juillet 1880 (t. XIII, p. 229) ; la 6^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 30 juillet 1882 (t. XV, p. 185) ; la 7^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 29 juin 1884 (t. XVII, p. 245) ; la 8^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE du 4 juillet 1886 (t. XIX, p. 163).

Les différents lauréats sont groupés dans l'ordre suivant :

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES).

OEuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles, Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS.

1^{re} Catégorie : — comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction, tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.

2^e Catégorie : — comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.

3^e Catégorie : — comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.

4^e Catégorie. — comprenant les personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux Industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.

III. — CONTREMAITRES OU CONTREMAITRESSES

QUI FONT PREUVE A UN HAUT DEGRÉ D'INTELLIGENCE ET DE DÉVOUEMENT ENVERS LES ENFANTS QU'ILS SURVEILLENT ET AUXQUELS ILS SONT CHARGÉS D'APPRENDRE LEUR MÉTIER.

(Pièces à produire pour les candidats : — 1^o un certificat de bonnes vie et mœurs émané de l'Autorité administrative ; 2^o une proposition exposant les mérites du candidat et le nombre d'années de service, adressés à la Société par le Patron qui l'emploie, ou directement par un membre de la Société.)

IV. — APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

DES LIVRETS DE DIVERSES VALEURS ET DES MÉDAILLES OU MENTIONS SERONT DÉCERNÉS :

1^o A des apprentis qui, présentés par des Patronages, Sociétés d'assistance paternelle, Écoles professionnelles, Industriels, se seront fait remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante ;

2^o A d'anciens apprentis devenus ouvriers qui seront restés dans la maison où ils ont accompli leur apprentissage.

(Pièces à produire : — une proposition exposant les mérites du candidat, nom, prénoms, âge, années de service, etc., adressée à la Société par le Patron qui l'emploie, ou directement par un membre de la Société.)

PRIX SPÉCIAUX

DÉCERNÉS PAR LES COMITÉS-ANNEXES

1. — PRIX DE L'Œuvre de l'Assistance judiciaire.

Une médaille d'honneur pour reconnaître les services rendus dans l'ordre judiciaire, à la cause des apprentis et enfants employés dans les manufactures. (Défense des intérêts des enfants victimes d'accidents devant les tribunaux, etc.)

2. — PRIX DE L'**Œuvre des Sociétés d'Assistance
paternelle.**

Une médaille d'honneur à la Société d'Assistance paternelle qui aura pris les mesures les plus efficaces pour développer l'enseignement technique des apprentis ou apprenties.

3. — PRIX DU **Comité des Accidents de fabrique.**

PRIX N° 1. — *Une médaille de vermeil et une mention spéciale*, pour une étude complète sur les transmissions de mouvement, faite au point de vue des accidents qu'elles peuvent causer et des moyens d'y remédier.

PRIX N° 2. — *Une médaille d'argent*, à tout industriel qui, dans ses ateliers, aura éloigné les causes d'accidents par sa transmission de mouvement, en adoptant tous les appareils ou moyens d'isolement et de couverture actuellement usités.

PRIX N° 3. — *Une médaille d'argent* sera donnée aux industriels qui, dans l'année, auront établi dans leurs ateliers plusieurs monte-courroies.

PRIX N° 4. — *Une médaille de vermeil et une mention spéciale* pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage de scies circulaires.

PRIX N° 5. — *Une médaille d'argent*, pour une étude sur les scies circulaires et sur les établissements, situés dans Paris, qui les emploient.

Le mémoire comprendra deux parties : 1° partie technique : 2° partie statistique.

PRIX N° 6. — *Une médaille d'argent*, à tout établissement qui, possédant plusieurs scies circulaires, les aura remplacées dans l'année par d'autres scies moins dangereuses.

PRIX N° 7. — *Une médaille en vermeil et mention*, pour toute invention ou perfectionnement ayant pour but de prévenir

les accidents dans une industrie quelconque employant des enfants.

PRIX N° 8. — *Une médaille en vermeil, avec ou sans prime en argent, pour tout directeur d'établissement, contremaître, ouvrier ou toute autre personne qui aura introduit dans les ateliers des améliorations spéciales ayant pour but de prévenir les accidents.*

PRIX N° 9. — *Une médaille d'argent, pour les patrons qui auront protégé et reçu dans leurs ateliers les enfants mutilés recommandés par le Comité des accidents de fabrique.*

PRIX N° 10. — *Une médaille d'argent avec mention spéciale pour tout perfectionnement important apporté aux machines agricoles, en vue de les rendre moins dangereuses.*

PRIX N° 11. — *Une médaille d'argent avec mention spéciale pour une étude sur la nature et la fréquence des accidents occasionnés par les machines agricoles.*

NOTA. — Des Programmes détaillés de ces divers prix seront envoyés par le Comité des accidents de fabrique aux personnes qui en feront la demande.

4. — PRIX DE L'Œuvre des Institutrices de charité.

Une médaille d'honneur sera décernée à l'institutrice (congréganiste ou laïque) que l'Œuvre reconnaîtra s'être dévouée à un haut degré à l'enseignement primaire des apprentis par des Cours d'ateliers.

5. — PRIX DU Comité des Bibliothèques.

Des médailles d'argent et de bronze, avec ou sans primes en argent, seront décernées :

1° Aux ouvrages d'éducation ou d'enseignement primaire et professionnel spécialement consacrés aux Apprentis et Enfants employés dans les manufactures;

2° Aux auteurs de publications littéraires ou scientifiques faites en vue d'instruire et de moraliser les enfants des ateliers.

CONDITIONS GÉNÉRALES

Le Jury des récompenses, nommé par l'Assemblée de la Société dans sa séance du 12 janvier, a commencé ses travaux le 1^{er} février 1888.

Les propositions de candidats, accompagnées des pièces à produire, devront parvenir le plus tôt possible, et avant le 1^{er} mai 1888, au siège de la Société, rue de Rennes, n° 44.

TOUTE PROPOSITION TARDIVE SERA CONSIDÉRÉE COMME NON AVENUE.

Le jour et le lieu de la Distribution des récompenses seront fixés ultérieurement (1).

Pour le Conseil d'administration de la Société de protection :

Le Secrétaire général,

LÉON RENAULT,
Sénateur.

Le Président,

LÉON SAY,
Sénateur,
de l'Académie française,
Membre de l'Institut.

(1) Les membres de la Société habitant Paris recevront une lettre d'invitation.

Il en sera remis également aux sociétaires des départements qui désireraient assister à la Distribution des prix.

— L'Agence de la Société de protection tiendra des billets d'entrée à la disposition des industriels qui lui en adresseront la demande.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX
DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 12 janvier 1888.

PRÉSIDENCE DE M. PAUL BÉRARD, l'un des vice-présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/2.

Absents excusés : MM. *Chaix, Striber.*

Le procès-verbal de la séance du 10 novembre 1887 est adopté.

COMMUNICATIONS. — M. le Secrétaire fait connaître à la Société les livres, brochures qui lui ont été offerts : le Bulletin mensuel de la Société d'Hygiène de l'enfance ; — celui de la Société des Crèches ; — l'Assemblée générale de la Société de secours mutuel des employés et ouvriers de la maison Piat ; — le premier Rapport des Inspecteurs de l'industrie de New-York, année 1886 ; — le rapport de la Commission départementale supérieure sur l'exercice 1886 ; — le Rapport annuel de la *Children's Aid Society de New-York*, — les Conférences sur le meuble faites par M. J. Fresson ; — une remarquable Causerie sur le papier peint par notre collègue M. Follet ; — les Statuts et règlements de la Bibliothèque populaire des amis de l'instruction du XVIII^e arrondissement ; — l'Écho des chambres syndicales de l'industrie et du bâtiment.

COMMISSION DES RECOMPENSES. — Sont nommés, MM. *Turney, de Bellay, Rodolphe Kœchlin, Dr Perrin, Roche, Thomas, Sriber, Durassier*, membres de la Commission des récompenses pour l'année 1888.

QUESTIONS A DISCUTER. — M. *Nusse* au nom de M. *Léon Durassier* donne lecture d'une étude de ce dernier sur l'Inspection,

Après la lecture de la première partie Circonscriptions, inspecteurs, résidences, tournées, poursuites, rapports, archives, M. le Président *P. Bérard* fait ses réserves quant à quelques-unes des idées émises dans ce travail remarquable.

M. *Bérard* estime que M. *Durassier* tend à supprimer, au profit des Inspecteurs, des attributions considérables des Conseils d'hygiène et des Chambres de commerce et la fonction des Inspecteurs lui paraît déjà trop chargée pour lui imposer des fardeaux nouveaux.

Par contre, M. *Bérard* trouve que M. *Durassier* donne trop d'importance aux Commissions locales composées de fonctionnaires bénévoles qui sont souvent un embarras pour l'Inspection.

M. *Turney* rappelle que les écrits publiés au *Bulletin* n'engagent que leur signataire et nullement la Société.

La Société, après avoir adhéré à cette motion de M. *Turney*, renvoie à sa prochaine séance la suite de la discussion sur l'étude de M. *Durassier*.

ÉLECTIONS. — MM. *Roche, Joret-Desclosières, Rodolphe Kœchlin*, après avoir dépouillé le scrutin de vote, le communiquent à M. le Président, *P. Bérard*, qui en proclame les résultats tels qu'ils sont relatés en tête du présent *Bulletin*.

M. *Monteau* exprime le vœu qu'à l'avenir le dépouillement du scrutin indique distinctement le nombre des électeurs présents et celui des électeurs qui ont voté par lettres conformément aux statuts.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Le Secrétaire de la Société,
Ernest Nusse.

RAPPORT DES CENSEURS SUR LES FINANCES

EXERCICE 1887

PROJET DE BUDGET POUR 1887

Alph. SRIER, *rapporteur*.

MESSIEURS,

Chargé d'examiner, au nom du Comité des Censeurs, la comptabilité et la situation financière de notre Société, j'ai à vous rendre compte de la mission qui m'a été confiée.

Ma tâche s'est trouvée considérablement simplifiée par l'exactitude et les soins minutieux que notre honorable trésorier, M. Roche, apporte à l'accomplissement de ses fonctions, et je dois tout d'abord lui adresser tous mes remerciements et les plus cordiales félicitations.

L'exercice 1887 s'établit ainsi :

Recettes	Fr. 49.331 70
Dépenses.	19.257 93
Reste en caisse.	93 73
Balance au crédit de notre compte au Comptoir d'Escompte.	12.728 83
TOTAL Fr.	<u>12.822 60</u>

Le total des recettes se décompose comme suit :

En caisse au 1 ^{er} janvier 1887	Fr. 303 30
Cotisations (dont 3 arriérées).	7.688 50
Subventions et dons :	

Du lycée Charlemagne.	Fr. 60
— Condorcet.	300
— Henri IV	300
— Louis-le-Grand.	300
— Saint-Louis	40
Du collège Rollin.	100
Du Ministre de l'Intérieur	300
De M. Belin	20 1.420

	<i>Report</i>	Fr.	1.420	»
12 souscriptions perpétuelles à capitaliser (1)			1.200	»
Vente de livres			23	95
Remboursement par le Comité de placement.			47	25
Prélèvements au Comptoir d'Escompte.			8.668	70
	TOTAL	Fr.	19.351	70
Voici maintenant le détail des dépenses :				
Subventions aux établissements ci-après :				
Assistance paternelle des fleurs et plumes.	Fr.	400		
Association parisienne contre les accidents du travail		400		
Association pour le placement en apprentis- sage d'orphelins des deux sexes.		200		
Chambre syndicale du papier		100		
École d'horlogerie		200		
École professionnelle Sainte-Anne à Nancy.		100		
Enfants de l'ébénisterie		200		
Patronage de la carrosserie.		50		
— laïque du III ^e arrondissement.		100		
— Notre-Dame-de-Nazareth.		100		
— Saint-Charles.		100		
— Sainte-Rosalie.		50		
— des tapissiers		50		
Société d'apprentissage de jeunes orphelins.		100		
— de protection des apprentis du pa- pier peint.		200	2.050	»
Loyer			800	»
Appointements de l'agent de la Société.			800	»
Frais administratifs			451	95
Comité de placement.			940	05
Publication du Bulletin			4.145	45
Legs Setier (dernier versement)			50	»
Frais de convocations et d'élections			324	55
Frais de recouvrement.			425	55
Comité des bibliothèques.			270	»
Versements au Comptoir d'Escompte.			9.000	40
	TOTAL	Fr.	19.257	95

(1) MM. Bollaert — Daubresse — Dumont — Gruyelle — Hadengue — Hugot — Lepreux — Les Mines de Bruay — Les Mines de Vicoigne — Luglien Leroy — Ridoux — Thiry.

La situation générale de notre Société se résume ainsi :

118 obligations P.-L.-M. à 350 francs . . .	Fr. 41.300 »
126 — Est 3 0/0 à —	44.100 »
Solde créditeur au Comptoir d'Escompte	12.728 85
En caisse.	93 75
Total de l'actif	Fr. 98.222 60
Dont il faut déduire :	
Dû au Comité des accidents de fabrique . . .	2.774 65
Plus intérêts à 4 0/0	27 75
Compte Chaix et C ^{ie} , non payé.	966 35
Impression du Bulletin du 4 ^{me} trimes-	
tre, environ	1.000 »
Pour souscriptions perpétuelles à capi-	
taliser	4.200 »
Reste à l'actif de la Société	Fr. 92.253 85
La balance au 31 décembre 1886 était	88.526 25
Soit une différence de	<u>3.727 60</u>

Nous sommes heureux de constater le rétablissement de la subvention de trois cents francs qu'a bien voulu nous accorder M. le Ministre de l'Intérieur, et nous lui renouvelons ici nos remerciements les plus sincères pour cette bienveillante décision.

Nous regrettons de n'avoir pas à nous féliciter d'une libéralité analogue de la part de M. le Ministre du commerce, président d'honneur de notre Société.

Enfin nous avons à constater une fois de plus l'insuccès de nos démarches auprès du Conseil municipal, afin d'en obtenir le rétablissement de la subvention qu'il avait bien voulu nous accorder autrefois, et qui nous a été retirée par suite d'un malentendu.

Nous espérons arriver à persuader aux élus de la ville de Paris que les ressources de la Société sont uniquement et entièrement consacrées à l'amélioration de l'existence et des conditions de travail des enfants de la classe ouvrière, cette partie si nombreuse et si intéressante de la population de notre grande ville.

Développer les institutions professionnelles, améliorer les conditions de l'apprentissage, augmenter le bien-être des jeunes apprentis, encourager les contremaîtres et contremaîtresses à s'occuper avec zèle et sollicitude de l'éducation industrielle des jeunes travailleurs qui leur sont confiés, stimuler dans le même esprit la bienveillance des chefs d'industrie, tel est le but que

poursuit depuis vingt ans notre Société. Il lui a été donné de pouvoir déjà faire quelque bien ; nous avons l'espoir qu'elle en pourra faire davantage encore par la suite, lorsque l'augmentation de ses ressources lui permettra de donner plus d'importance aux secours et aux encouragements de toute nature, qu'elle accorde dans les conditions du programme qu'elle s'est imposé.

La situation difficile de l'industrie rend plus utile et plus nécessaire que jamais l'intervention toute paternelle de notre Société. C'est par son action sur les industriels eux-mêmes, aussi bien que sur leurs apprentis et leur personnel tout entier, qu'elle relèvera le niveau moral de l'apprentissage, d'où procédera le relèvement de notre industrie française, et tout particulièrement de notre industrie parisienne, qui souffre si cruellement de la concurrence étrangère depuis quelques années.

C'est chaque année une satisfaction nouvelle pour le Comité des Censeurs d'adresser à M. Roche, trésorier de la Société, tous les remerciements et les félicitations qu'il mérite pour la scrupuleuse exactitude et le dévouement absolu avec lesquels il remplit ses délicates fonctions. Aussi vous demandons-nous, Messieurs, en même temps que l'approbation des comptes de sa gestion, la confirmation des éloges que nous nous plaisons à lui décerner.

Nous vous proposons également de voter des remerciements à M. Ginestou, agent de la Société, qui met tous ses soins à remplir ses attributions avec un tact parfait et un zèle intelligent.

Nous voyons avec un bien vif regret notre très sympathique et dévoué collègue, M. Nusse, résigner ses fonctions de secrétaire. Les occupations importantes qui l'absorbent nous ont mis dans l'impossibilité d'insister pour qu'il gardât plus longtemps dans notre Société le poste où nous l'avons vu pendant tant d'années se multiplier avec un zèle infatigable.

En lui renouvelant encore l'expression de toute la reconnaissance de nos collègues et de la Société tout entière, nous conservons l'espoir que son concours ne nous fera pas entièrement défaut dans l'avenir.

Nous souhaitons la bienvenue à M. Léon Durassier, notre nouveau secrétaire, en l'assurant qu'il peut compter sur notre concours assidu pour l'accomplissement de la tâche laborieuse qu'il a bien voulu assumer.

Nous vous proposons, Messieurs, pour l'exercice 1888, le projet de budget suivant :

— 17 —

RECETTES

Avoir disponible.	Fr.	12.822 60
Vente probable de livres.		50 »
Dons probables.		1.500 »
Cotisations probables.		7.500 »
Coupons de 244 obligations.		3.482 76
TOTAL	Fr.	<u>25.355 36</u>

DÉPENSES

Publication du Bulletin.	Fr.	5.000 »
Subventions aux Sociétés patronnées et secours		2.600 »
Subventions et secours imprévus		500 »
Frais de recouvrement		400 »
Fête des Récompenses		3.000 »
Loyer		800 »
Appointements de l'agent de la Société		800 »
Bibliothèque.		500 »
Frais de convocations et d'élections.		500 »
Frais administratifs		500 »
Comité de placement.		1.100 »
Participation à l'Exposition de 1889		1.000 »
TOTAL	Fr.	<u>16.700 »</u>

auxquels il convient d'ajouter le montant des sommes restant dues sur l'exercice 1887, savoir :

Comité des accidents de fabrique	Fr.	2.774 65
plus intérêts à 1 0/0		27 75
Facture Chaix et C ^{ie}		966 35
Bulletin du 4 ^e trimestre, environ.		1.000 »
Souscriptions perpétuelles à capitaliser		1.200 »
Ensemble	Fr.	<u>22.668 75</u>
laissant un excédent de recettes de		<u>2.686 61</u>
pour atteindre la somme précitée de	Fr.	<u>25.355.36</u>

Au nom du Comité des Censeurs :

Le rapporteur : Alphonse SRIBER.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes rendus de leurs travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

(Extrait du procès-verbal communiqué par M. DESCLOZIÈRES.)

Séance du 23 janvier 1888.

Présidence de M. *Faustin Hélie*.

Sont présents : MM. *Faustin Hélie, Humann, Froger de Mauny, Louiche-Desfontaines, Th. Martin, Desclozières.*

M. le Président communique une lettre de M. Millot s'excusant de ne pouvoir assister à la séance et une autre de M. Félix Tournier exprimant le regret d'être obligé de donner sa démission de membre du Comité judiciaire à raison du mauvais état de sa santé. Le Comité exprime tous ses regrets de la retraite de M. Tournier et charge M. le secrétaire de lui transmettre l'expression des sentiments qui lui sont conservés.

L'ordre du jour appelle l'audition du rapport de M. *Louiche-Desfontaines* sur sa visite à l'École professionnelle Diderot.

Le Comité remercie M. le rapporteur de ce travail qui fait connaître l'organisation et le fonctionnement de l'école Diderot d'une manière très complète et vote l'impression au *Bulletin*.

M. le rapporteur est invité à donner, à la suite de son travail, le nombre et le nom des écoles professionnelles actuelles subventionnées par la Ville de Paris.

La date de la prochaine séance est fixée au 12 mars. L'ordre du jour comprendra sous les numéros 1 et 3 les questions com-

prises sous les articles 1 et 2 à l'ordre du jour d'aujourd'hui et, en outre, sous le numéro 2, un rapport de M. Froger de Mauny sur l'organisation de la tutelle des apprentis.

Le Secrétaire du Comité,
Gabriel JORET-DESCLOZIÈRES.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

M. Jules Perin a exprimé le regret que la correction de l'épreuve de la séance du 14 novembre 1887 n'ait pas été faite avec le soin qu'elle comportait.

Il signale, notamment, que (p. 266 et 267 du t. XX), il faut lire :

« Il n'y a pas à faire ressortir (et non *répartir*). »

« Aux inspecteurs du travail des enfants, et au service de l'inspection des carrières (et non *aux services des carrières*), etc. »

M. Perin fait remarquer en outre qu'il n'a pas dit « n'être pas partisan d'une sanction quelconque » ; mais seulement n'être pas partisan que le défaut de déclaration d'un sinistre fût frappé d'une contravention, avec attribution de compétence à la juridiction correctionnelle, mais seulement qu'il pût être déféré au tribunal de simple police, ce qui lui paraissait suffisant dans l'espèce.

M. Louiche-Desfontaines, rédacteur de ce procès-verbal, a fait remarquer que les épreuves ne lui ayant pas été adressées, il n'avait pu relever et corriger les fautes signalées par M. Perin.

Séance du lundi 12 mars 1888.

Présidence de M. Faustin Hélie.

Sont présents : MM. Faustin Hélie président ; Froger de Mauny, vice-président ; Joret Desclosières, secrétaire ; Millot, Durassier secrétaire de la Société de protection ; Louiche-Desfontaines.

Est excusé : M. Th. Martin.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

M. Desclosières, ayant reçu de M. le Président avis de la publication d'une ordonnance de M. le Préfet de Police concernant la prohibition de l'emploi des filles mineures dans les brasseries, a

été invité à se procurer le texte de cette ordonnance. Elle porte la date du 24 février 1888 et est ainsi conçue :

« ARTICLE PREMIER. — Aucune fille mineure ne pourra être employée, à un titre quelconque, dans les cafés, cabarets, brasseries, ou autres débits de boissons. »

Le Comité exprime la satisfaction que lui fait éprouver la publication de cette ordonnance qui répond à un vœu par lui précédemment exprimé et dont les conclusions avaient été particulièrement développées dans une audience qui lui avait été accordée par M. le Préfet de police, *Camescasse*.

M. le Secrétaire lit l'extrait d'un procès-verbal de la réunion générale des présidents, présidentes et secrétaires des commissions locales du travail des enfants employés dans l'industrie, réunion tenue à la mairie du IV^e arrondissement, le 1^{er} décembre 1887, et adopte une proposition dont les termes ont également sollicité la détermination préfectorale réalisée par l'ordonnance précitée.

L'ordre du jour appelle le rapport de M. *Milliot* sur l'emploi des enfants dans les fêtes foraines. — M. le rapporteur fait observer qu'à raison de l'intempérie de la saison, les spectacles forains ont dû chômer et il demande l'ajournement de son rapport à une prochaine séance.

M. le Président rappelle que la discussion du rapport de M. *Nusse* relatif aux différents projets de loi modificatifs de la loi de 1874 était parvenue à la question intéressant le maintien ou la suppression des commissions locales. Après un échange d'observations présentées par MM. *Durassier*, *Desclosières*, *L. Desfontaines* et tendant à établir que, si on a constaté un certain antagonisme entre les commissions locales et l'administration, cet antagonisme pourrait disparaître par une pratique mieux entendue ; qu'en réalité, les commissions locales peuvent rendre des services, simplifier et éclairer la tâche de l'inspection, M. le Président met aux voix la délibération suivante :

— Considérant que l'expérience a prouvé que les commissions locales peuvent donner de bons résultats, en principe ; que si quelques inconvénients ont été signalés ils peuvent être rectifiés par la pratique et l'expérience, le Comité est d'avis qu'il y a lieu de maintenir les commissions locales. — Cette rédaction est adoptée à l'unanimité.

Le Comité fixe au lundi 30 avril la date de sa prochaine séance. L'ordre du jour comprendra : I. Le rapport de M. *Milliot* sur l'em-

ploi des enfants dans les fêtes foraines. II. Le rapport de M. F. de Mauny sur l'organisation de la tutelle des apprentis. M. Louiche-Desfontaines est invité à rechercher dans le *Bulletin* toutes les délibérations du Comité judiciaire depuis 1877 relatives, aux lois de 1851 et de 1874 sur l'apprentissage et le travail des mineurs; il en présentera le résumé à la séance de rentrée du mois de novembre.

Le Secrétaire,
Gabriel JOREY-DECLOSIÈRES.

NOTE DE LA RÉDACTION

Nous avons imprimé dans notre dernier numéro le procès-verbal de la séance du Comité du 14 novembre. Précédemment le Comité avait tenu une séance le 13 juin; malheureusement le procès-verbal de cette dernière séance s'est égaré: dans cette séance, le Comité judiciaire avait commencé la discussion relative aux divers projets de loi modifiant la loi de 1874 sur le travail des mineurs, et avait examiné incidemment la question de la sanction à donner aux contrats d'apprentissage et celle de la juridiction des prudhommes en ce qui concerne ces contrats.

Le rapport lu par M. Louiche-Desfontaines au Comité judiciaire dans sa séance du 23 janvier 1888 sera inséré dans notre prochain *Bulletin*. Nous regrettons que l'abondance des matières nous empêche de l'insérer dans le présent numéro.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CHAMBRES SYNDICALES

**Chambre syndicale de la bijouterie-imitation et des industries
qui s'y rattachent.**

Séance du 4 novembre 1887.

PRÉSIDENCE DE M. A. PIEL, PRÉSIDENT

M. LE PRÉSIDENT donne la parole à M. Lejolliot, président de la Commission de l'École de dessin, pour la lecture de son rapport.

**Rapport de M. Lejolliot, président de la
Commission de l'École de dessin.**

Messieurs, la Commission de l'école de dessin s'est réunie le 21 octobre dernier et son ordre du jour portait :

Formation du bureau, revision du règlement de l'École de dessin, concours de bijouterie.

Ont été nommés :

M. Lejolliot, président de la Commission.

M. Besson, vice-président.

M. Charles, secrétaire.

RÈGLEMENT

Le règlement a été soumis à l'examen de la Commission, qui s'est prononcée et a adopté les modifications qui sont soumises à la Chambre.

CONCOURS DE BIJOUTERIE ET DE GRAVURE

Après délibération, le modèle pour le concours de gravure et de modelage est déterminé, et M. Charles est chargé de faire faire la photographie de ce modèle.

Pour la bijouterie, il est décidé qu'il sera donné aux élèves à exé-

cuter pour ce concours : une agrafe de ceinture, un bracelet fantaisie, une épingle à cheveux. M. Piel se charge de présenter les types.

M. Mascuraud nous a donné communication d'un projet de concours avec les écoles de Paris en général. La Société des sciences et des arts industriels, dont M. Muzet est président, décernerait les récompenses.

Le résultat de ce concours est destiné spécialement à être soumis au Conseil municipal pour lui faire apprécier les travaux produits dans les écoles et l'intéresser davantage aux écoles industrielles.

M. LEJOLLIOT donne ensuite lecture du projet de modification des statuts de l'École de dessin.

Le projet est adopté à l'unanimité; en conséquence, l'impression de ces statuts est également votée.

Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment.

Séance du 4 novembre 1887.

Rapport de M. J. Chapuis, président de la Commission des Cours et Concours.

Monsieur le Président, Messieurs et chers Collègues, je viens vous rendre compte des travaux de la Commission des cours et concours d'encouragement aux apprentis pendant l'exercice 1886-87.

Afin de répartir ses travaux, la Commission a été divisée en trois sous-commissions :

La première sous-commission a été chargée de l'organisation des cours et concours, du classement des apprentis, de la confection de leurs dossiers, du choix des travaux de concours et de leur réception, de l'examen des rapports de MM. les Professeurs et de ceux de MM. les Présidents des divers jurys, et enfin de l'attribution des récompenses.

Cette sous-commission a eu aussi à s'occuper de l'installation des travaux de nos apprentis à l'Exposition des sciences et des arts industriels au Palais de l'Industrie, où ils ont obtenu une médaille d'argent, et l'un des professeurs de nos cours, M. Terrisse, une médaille de bronze.

Les importants travaux de cette sous-commission ont nécessité de nombreuses et laborieuses réunions.

Permettez-moi de vous signaler en cette circonstance le zèle déployé par notre cher secrétaire, M. Zeller, pour la surveillance qu'il a apportée dans les nombreuses séances des cours.

La deuxième sous-commission était chargée tout spécialement de recueillir les souscriptions et dons.

Nous devons adresser nos plus vives félicitations à notre nouveau trésorier, M. Ch. Bazin, qui s'est acquitté de sa mission avec le plus grand dévouement et aussi avec un égal succès, car non seulement

le montant des souscriptions s'est élevé à un chiffre supérieur à celui des années précédentes, mais encore les dons de livres ont été plus importants, grâce à ses démarches.

La troisième sous-commission, sous la présidence de M. Choquet, assisté de MM. Bazin, Bouchez, Chapuis, Paul Fano et Valdampierre, a été chargée de l'organisation de la séance solennelle de la distribution des prix, des invitations des notabilités devant former le bureau, des démarches à faire auprès des artistes qui ont donné tant d'attraits à la solennité.

Nous devons renouveler nos félicitations à notre cher collègue et ami M. Bouchez, qui, par ses rapports d'amitié avec le bien regretté M. Armand Roux et M^e Brunet-Lafleur, sa veuve, nous a assuré leur précieux concours.

Je dois ajouter que c'est grâce aux nombreuses relations artistiques de M. Roux que nous avons eu le choix des artistes distingués qui ont rehaussé, par leur présence, l'éclat de notre séance solennelle.

Maintenant, Messieurs, j'ai à vous faire connaître la marche croissante de notre œuvre et des modifications que nous avons cru devoir apporter dans l'organisation des cours et concours.

Le nombre des élèves qui se sont fait inscrire pour suivre les cours et participer aux concours s'est élevé à 120, dont 66 papetiers, 38 cartonniers et 16 graveurs et écrivains lithographes.

Le nombre des apprentis présentés à l'encouragement et de ceux qui ont pris part aux concours des travaux manuels, qui était de 79 l'an dernier, s'est élevé cette année à 102.

Les cours d'histoire spéciale, de géographie industrielle, de notions scientifiques, de langue française, d'arithmétique, de dessin linéaire et d'ornement ont eu lieu comme les années précédentes : les mercredi, jeudi et dimanche de chaque semaine.

MM. les Professeurs ont apporté différentes modifications dans le mode d'enseignement; en outre, les élèves sont interrogés à tour de rôle, de façon à captiver encore mieux leur attention aux leçons qui leur sont données.

Il en a été de même pour les cours théoriques et pratiques.

Vous vous rappelez que l'an dernier nous avons ajouté un cours spécial de fabrication de cartonnage auquel nous avons adjoint un cours de dessin géométrique appliqué à cette industrie. Ce cours d'enseignement théorique et pratique a pu être développé complètement cette année, et les résultats obtenus sont des plus satisfaisants.

Il résulte des rapports de MM. les Professeurs que de réels progrès ont été acquis cette année, malgré le grand nombre d'élèves nouveaux qui suivaient les cours pour la première fois. Cette année, nous aurons à nous louer de cette circonstance, car nous avons un plus grand nombre d'élèves de deuxième année.

Il ne nous a pas été possible pendant l'exercice écoulé de procéder à l'installation de notre école professionnelle, l'Administration n'ayant pu mettre à notre disposition en temps utile le local qu'elle nous avait promis, et en second lieu ce n'est que le mois dernier que nous avons pu obtenir la subvention exceptionneltte du Ministère du commerce dont les fonds sont destinés à l'achat des machines et outils pour les cours d'enseignement théorique et pratique.

Les concours de travaux manuels ont eu lieu, comme les années précédentes, sous la surveillance des délégués de la Commission, assistés de MM. Aubert, Gouchon et Guérin, chargés de leur organisation.

Les apprentis graveurs et écrivains lithographes ont été réunis dans la salle des cours de dessin pour y exécuter la première partie du concours. puis ils ont changé d'atelier pour exécuter la deuxième partie.

Le concours des apprentis cartonniers s'est fait dans la salle des cours du cartonnage.

Les apprentis papetiers ont été réunis dans les vastes ateliers que notre collègue et ami, M. Hauducœur, met gracieusement à notre disposition.

Les travaux de ces divers concours ont été examinés, comme précédemment, par des jurys spéciaux composés de jurés patrons et de jurés ouvriers.

Les rapports de MM. les Présidents des Jurys ont été unanimes à constater que les travaux ont été particulièrement remarquables.

Les récompenses décernées à nos jeunes lauréats consistaient en livrets de la Caisse d'épargne, en médailles de vermeil, argent et bronze, en volumes et en boîtes d'outils.

Nous avons ajouté cette année des livrets de la Caisse des retraites qui ont été décernés spécialement aux élèves qui se sont montrés les plus assidus aux cours.

Nous avons obtenu du Ministère du commerce deux médailles pour deux de nos professeurs, MM. Victor Rose et J. H. Gouchon. Nous comptons obtenir d'autres récompenses honorifiques pour deux membres de la Commission: notre espoir a été déçu; nous espérons que ces distinctions ne se feront pas attendre plus longtemps, afin de récompenser le zèle de ceux qui les ont méritées.

La marche progressive de notre œuvre a été justement appréciée par toutes les personnes qui s'intéressent à l'enseignement professionnel et notamment le Conseil municipal de la ville de Paris qui a porté à 2,000 fr. notre subvention annuelle; le Ministère du commerce a maintenu, pour cette année, la subvention de 1,000 fr.; promesse de l'augmenter pour l'exercice en cours, puis de nous accorder une subvention exceptionneltte pour l'achat des machines et outils pour l'installation de notre école professionnelle; le Ministère de

l'instruction publique et des beaux-arts continue à nous accorder quatre livrets de Caisse d'épargne de 25 fr. et des volumes destinés à récompenser nos principaux lauréats; la Préfecture de la Seine nous accorde également quelques volumes, et enfin les principaux libraires-éditeurs qui nous font des dons de livres, et tous nos généreux donateurs dont la liste serait trop longue à énumérer.

Nous espérons que ces encouragements nous seront continués et que nous conserverons le bienveillant appui du gouvernement, des pouvoirs publics et des notabilités que nous venons d'énumérer, afin de pouvoir mener à bonne fin l'œuvre entreprise par la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

La Chambre témoigne, par ses applaudissements, toute la satisfaction qu'elle éprouve du développement donné à l'œuvre des cours professionnels, et, par l'organe de son président, elle remercie M. Chapuis et ses zélés collaborateurs du dévouement dont ils font preuve, dévouement qui semble grandir avec les difficultés qu'ils rencontrent.

M. LE PRÉSIDENT ne veut point laisser échapper l'occasion d'exprimer la déception qu'il a éprouvée le jour de la distribution des récompenses aux apprentis de la papeterie et du cartonnage, lorsqu'il a su que, malgré la promesse qui lui avait été faite par M. Lockroy, les distinctions honorifiques sollicitées pour MM. Zeller et Guillet-Imbert ne leur seraient pas distribuées, par suite de l'absence de M. le Ministre, empêché à la dernière heure d'assister à la solennité.

Cette déception s'est renouvelée au moment de l'apparition de la liste des nominations du 14 Juillet dans l'ordre académique; il espère que la promesse faite ne tardera pas à être remplie et il tient à proclamer hautement l'estime sympathique que les deux membres de la Commission ont si justement inspirée autour d'eux, tant par leur mérite personnel que pour le constant concours qu'ils prêtent à l'instruction des apprentis.

M. CHAPUIS, à son tour, confirmant les regrets exprimés par l'assemblée, s'associe aux paroles du président.

La parole est donnée à M. Martin, qui fait une conférence.

Assistance paternelle des fleurs et plumes.

(Patronage industriel.)

Assemblée générale du 6 novembre 1887.

PRÉSIDENCE DE M. R. TURNEY, PRÉSIDENT.

Assisté de MM. Charles Petit, président-fondateur; Dubosq, vice-président honoraire; J. Caillaux, vice-président; M^{lle} Constance Laruelle; MM. R. d'Isle, secrétaire; Deilles, trésorier; Marienval père, Javey et Patay, membres du Conseil de censure.

La plupart des membres du Conseil, ainsi qu'un grand nombre de sociétaires, assistent à la séance.

Se sont excusés par lettre : M^{mes} Lecornu et Schey-Grégoir, MM. S. Alberti et Poisot.

Après lecture, le procès-verbal de la dernière assemblée générale est adopté.

M. LE PRÉSIDENT donne la parole à M. le secrétaire R. d'Isle pour la lecture du compte rendu de l'exercice.

Compte rendu de l'exercice par M. R. d'Isle, secrétaire.

Mesdames, Messieurs. Désigné par le Conseil pour faire le compte rendu de l'exercice, j'ai dû obéir; mais je vous avouerai que ce n'est pas sans une certaine appréhension que je me suis mis au travail.

Heureusement pour vous, je n'ai que la moitié de la tâche à accomplir : notre vice-président, M. Cailaux, est chargé du rapport sur les groupes de famille, qu'il dirige avec le zèle et le tact que nous lui connaissons tous et dont nous sommes heureux de le remercier.

La seconde partie vous dédommagera amplement de la première.

La situation que nous avons l'honneur de vous présenter, situation qui depuis plusieurs années avait suivi un mouvement ascensionnel, est inférieure à celle de 1886; nous avons alors cent cinquante-trois membres tant actifs que fondateurs, aujourd'hui cent cinquante-deux seulement.

La différence est minime; mais nous ne saurions trop engager les membres de notre Société à nous faire de nouvelles recrues.

Le nombre des enfants patronnés était, au moment de l'impression du *Bulletin*, de soixante et un; plusieurs contrats en cours ne nous sont pas parvenus; mais malgré cela, de ce côté encore, nous ne sommes pas en progression.

Le nombre des jeunes filles qui suivent nos cours du dimanche a, au contraire, un mouvement ascendant. La première division est de vingt-deux enfants patronnées, seize en dehors. La deuxième division trente enfants patronnées, neuf en dehors.

Ces résultats sont excellents, et nous sommes persuadés que c'est grâce à la façon aussi intelligente qu'instructive dont M^{me} Girard-Scribe et M. Chaplot font leurs cours qu'ils ont été obtenus.

M^{lle} Hermann, notre professeur de dessin, n'a pas été découragée par le peu de jeunes filles qui avaient suivi son cours en 1886; aussi a-t-elle vu cette année de nouvelles élèves se ranger autour d'elle et profiter des leçons qu'elle donne avec talent, amabilité et désintéressement.

Nous vous prions de vous joindre à nous pour adresser à nos trois professeurs tous nos remerciements et toutes nos félicitations.

Vingt-deux apprenties non patronnées ont pris part au concours

libre de cette année; il y a là une légère amélioration que nous espérons voir encore s'augmenter; car ce nombre est dérisoire, quand on pense aux avantages que nous donnons gratis.

Malgré les nombreuses démarches faites, une seule école municipale (l'école Bossuet) a répondu à notre appel pour le concours de travail entre les élèves fleuristes et plumassières; l'émulation que nous désirions éveiller se trouve singulièrement diminuée, ainsi que le faisait remarquer notre honorable président dans son discours au Trocadéro.

Nos donateurs ne nous ont pas fait défaut; ce n'est pas sans un vif sentiment de reconnaissance que nous avons vu M^{me} veuve Tétard et M. Bessang fils continuer les prix que leurs chers défunts nous avaient permis, par leurs dons annuels, de regarder comme une fondation.

Notre liste nécrologique est longue cette année.

M^{me} Bourdin, qui depuis 1874 avait partagé nos travaux avec toute l'assiduité, tout le dévouement que lui permettait un état de santé depuis quelques années chancelant, a été subitement enlevée à la tendresse de son époux, à l'affection de tous ceux qui avaient le bonheur de la connaître.

Nous avons encore eu à déplorer la perte de M^{lle} Hamel, une de nos élèves les plus distinguées; de M. Léon Dubreuil, architecte, membre honoraire depuis la fondation de notre Société, à laquelle il n'avait cessé de s'intéresser; de M. Goulet, membre fondateur qui, bien que n'appartenant pas à la corporation, nous donnait tous les ans un prix.

Le journal *l'Union nationale*, le *Courrier de la fabrique*, dirigé par M. Marrug, nous ont gracieusement ouvert leurs colonnes au moment du concours libre.

Un grand nombre de journaux politiques ont fait de même au moment de notre fête.

Merci à tous de leur appui!

Merci aussi à MM. Valentin et Andrisson, qui avaient bien voulu se charger des nombreuses démarches à faire en cette circonstance.

Le concours de travail a eu lieu le 24 avril. M^{me} Lecornu, chargée du rapport du jury de la fleur, a constaté que le concours était satisfaisant.

M^{me} Prin, dans son rapport sur la plume, est d'avis que le travail des élèves de première année avait surtout été remarquable.

Au lieu de trois, comme précédemment, deux de nos collègues ont été chargés de la répartition des cartes d'entrée de notre fête: MM. Arquin et J. Forest ont tellement bien rempli leur tâche que le service n'en a pas souffert.

A la distribution des récompenses, M. Lockroy, empêché, s'est fait remplacer au fauteuil de la présidence par M. Gustave Ollendorff, qui, cette année comme la précédente, a charmé son auditoire par une éloquente improvisation.

Le concert a été très brillant, les morceaux parfaitement choisis et exécutés.

Tous nos remerciements aux organisateurs.

La vente des programmes portant un numéro de tombola donnant droit au gain d'un vase de Sèvres, offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts, a donné un résultat satisfaisant pour une première année.

Les fleurs que contenait ce vase était le don de plusieurs des membres de notre Société.

Nous disons encore merci!

La quête! c'est là qu'on devrait être forcé de dire merci plus souvent!... Mais n'empiétons pas sur le compte rendu de M. le Trésorier.

Une proposition avait été faite par M. Diringer au sujet de la personne qui aurait mérité trois années de suite le prix d'excellence. Cette proposition, adoptée par le Conseil, a reçu sa sanction cette année : M^{lle} Eugénie Casan s'est vu, sur notre demande, décerner par M. le Ministre du commerce et de l'industrie une médaille d'argent grand module.

Afin de rendre plus facile l'attribution du prix de conduite, le Conseil a décidé qu'il serait distribué, par les soins des délégués, à tous les chefs de maison ayant des enfants du patronage des feuilles mensuelles où, chaque semaine, ils ont à remplir par une note variant de 20 pour très bien et 1 pour très mal les colonnes *exactitude, conduite, travail*. Nous ne saurions trop insister pour que ces feuilles soient constamment à jour.

Une place nous ayant été offerte à l'Exposition des sciences et des arts industriels, le Conseil a cru devoir en profiter. Le succès a dépassé notre attente.

Les travaux de nos élèves ont obtenu le diplôme d'honneur.

Le jury de l'enseignement technique nous a attribué la plus haute récompense dans cette section, la médaille d'or.

Nous devons être fiers, Mesdames et Messieurs, de ces récompenses, qui prouvent que nos peines et nos labeurs obtiennent un résultat! Mais ce dont nous devons être plus fiers encore, c'est d'avoir vu M. Gustave Ollendorff, au nom du Ministre, remettre à notre honorable président, M. R. Turney, la croix de la Légion d'honneur.

A cette occasion, le journal *l'Union* a consacré une de ses colonnes à M. Turney. M. le Président de la Chambre syndicale, notre sympathique vice-président, M. Caillaux, ont félicité notre président. Ce que je dirais ne pourrait que paraître tiède auprès de paroles dites par des voix plus autorisées que la mienne; mais que M. Turney me permette de lui dire en votre nom à tous que nous sommes heureux de la haute distinction dont il a été l'objet, heureux pour lui,

heureux pour les siens, heureux pour notre Société. (*Vifs applaudissements.*)

Permettez-moi, Mesdames et Messieurs, en terminant, de vous citer quelques-unes des paroles que M. R. Turney, notre président, nous adressait en réponse à nos félicitations :

« Nous n'avons qu'un regret, disait-il, c'est que cette justice ne nous ait pas été rendue quelques années plus tôt; alors, déjà, notre patronage avait incontestablement tout autant de droits à cette récompense que les autres Sociétés analogues, et ce ruban, fier couronnement d'une carrière honorablement remplie, eût reçu la destination la plus digne qui pût lui échoir en ornant la poitrine de notre vénéré président-fondateur, M. Ch. Petit. »

Nous nous associons tous à ces sentiments. Puisse, monsieur Ch. Petit, ce cri partant du cœur, être pour vous une compensation (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT adresse ses remerciements à l'assemblée, qui s'est jointe à M. d'Isle pour le féliciter au sujet de sa décoration. Cette récompense appartient à la Société. Il est fier de la devoir à une corporation dont il a fait partie si longtemps et dans laquelle il est vraiment heureux de constater combien il a acquis, combien il a conservé d'amis.

Compte rendu du trésorier par M. L. Deilles.

RECETTES

Solde au 13 novembre 1886 :

Chez le trésorier	Fr. 420 »
Au Crédit industriel	2.096 50
Reçu des protecteurs de l'Œuvre.	5.200 »
Reçu des donateurs	1.045 »
Reçu des sociétaires	1.892 »
Groupes de famille, journées d'apprenties	928 50
Quête au Trocadéro	682 35
Ressources diverses	1.707 60
TOTAL	Fr. 13.961 95

DÉPENSES

Indemnités de déplacement aux instituteurs.	Fr. 150 »
Impressions.	531 70
Frais de concert.	1.514 55
Livrets de Caisse d'épargne aux apprentis.	3.625 »
Prix et mentions.	72 »
Prix à l'Association des Orphelins.	50 »
A reporter	Fr. 5.943 25

	Report . Fr.	5.943 25
Au personnel de l'Union		50 »
Remboursement d'un cautionnement		70 »
A l'association des industriels		40 »
Groupes de famille, pension.		3.665 55
— matériel		550 80
Freis, d'administration, d'encaissement, timbres de reçus, affranchissement et divers.		265 25
En caisse le 8 novembre 1887 :		
Chez le Trésorier		322 »
Au Crédit industriel		3.095 40
TOTAL	Fr.	<u>13.974 95</u>

M. LE TRÉSORIER ajoute :

Notre modeste réserve n'a pas varié.

Mais si notre situation est restée la même, nous nous sommes enrichis d'une plus grande somme de bien et de services rendus à nos protégés; en plus de ce que nous leur attribuons annuellement en prix, livrets de caisse d'épargne, etc., etc., nous avons dépensé cette année une somme de plus de 4,000 francs pour les groupes de famille. Notre vice-président vous dira toute la satisfaction que nous éprouvons à la réussite de cette nouvelle bonne œuvre.

Les autres dépenses sont les mêmes que toutes les années. Mais, dans les recettes, j'ai à vous signaler l'augmentation du chiffre des protecteurs. Cela est dû surtout à la bienveillance de M. le Ministre du commerce, qui a élevé à 700 francs la somme que nous recevons tous les ans, grâce certainement à l'insistance et au zèle de notre cher président qui a su nous obtenir, cette année, la somme de 1,000 francs.

J'ai en outre à vous signaler une baisse, peu sensible il est vrai, dans le chiffre des cotisations des sociétaires, chiffre qui prouve un ralentissement dans les adhésions; et, si j'appelle votre attention sur ce point, c'est afin de stimuler votre zèle pour nous amener des recrues qui non seulement nous apporteront des ressources nouvelles, mais également, et chose précieuse, des dévouements nouveaux à notre chère Société.

Rapport du Conseil de censure par M. Pata.

Notre honorable Président m'ayant fait l'honneur de me désigner pour contrôler la gestion des fonds de la Société, je viens apporter ici, en faveur de notre trésorier, un certificat que tous vous avez déjà dans vos esprits.

J'ai accompli les formalités d'usage, auxquelles M. Deilles s'est prêté de la meilleure grâce du monde, insistant lui-même sur la nécessité d'une vérification minutieuse et complète, si bien que le cen-

seur se trouve dans l'obligation de rendre à l'esprit d'ordre, de méthode et de clarté que le trésorier apporte dans ses délicates fonctions un tel hommage que, si les règlements ne s'y opposaient, il viendrait tout naturellement à sa pensée de proposer la suppression du Conseil de censure comme d'un rouage inutile. (*Rires approbatifs.*)

M. LE PRÉSIDENT met aux voix l'adoption des comptes de M. le Trésorier.

Les comptes sont adoptés à l'unanimité.

Exposé de la situation des groupes de famille et propositions y relatives par M. le vice-président J. Caillaux.

Mesdames et Messieurs, dès l'année 1881, notre Conseil d'administration étudiait une proposition consistant à créer de petits internats d'apprenties ; à cette époque, l'apprentissage sérieux tendait déjà à disparaître et les esprits soucieux de cet état compromettant pensèrent qu'une création de ce genre en enrayerait les effets malheureux.

Le principe de cette fondation fut voté.

Depuis, cette excellente idée fit son chemin ; nous eûmes la satisfaction de voir la Société rechercher tous les moyens possibles d'arriver à une solution conforme à ce désir, et notre assemblée générale du 24 novembre 1885 étudiait à nouveau les conditions générales de cette organisation. Bien des objections furent présentées alors, toutes reposant sur la responsabilité que nous allions encourir ; les plus chauds partisans de cette proposition ne se dissimulaient pas les difficultés de l'application. Fallait-il pour cela piétiner sur place, ne rien essayer ? La grande majorité de cette assemblée ne fut pas de cet avis. La question financière fut aussi très ardemment discutée ; il s'agissait, en effet, d'aliéner une grande partie de nos ressources.

À l'unanimité, une somme de 10,000 francs, répartie sur trois années, fut mise à la disposition de notre Conseil pour la formation d'un ou plusieurs internats, dénommés *Groupes de famille*, et l'étude des voies et moyens renvoyée au Conseil d'administration.

Les mesures propres à hâter l'application de ce vote furent discutées avec toute la prudence et toute la sollicitude désirables ; il fallait tout d'abord établir un règlement embrassant les engagements de la Société, ceux de nos futures directrices et enfin ceux des parents.

Nous vous demandons la permission de vous rappeler les conditions générales de ce règlement, afin d'initier nos confrères à cette récente organisation.

Notre Société se charge de placer en apprentissage, chez nos sociétaires seulement, les enfants orphelines et celles qui ne peuvent être ni couchées ni nourries par leurs parents, soit par cause d'éloignement, soit par toute autre raison. Nous fournissons à ces enfants la literie, le logement, la nourriture, l'éclairage, le chauffage et le blan-

chissage; l'entretien seul reste à la charge des familles. Ces enfants sont installés par groupes de cinq à six, sous la direction d'une dame éprouvée. Cette directrice surveille nos protégées comme une mère de famille, signe tous les jours un livret de présence dont chaque enfant est munie, et qui constate les heures d'arrivée et de départ, soit de la maison familiale, soit de l'atelier. Cette dame, moyennant une rétribution mensuelle de 50 francs par enfant, fournit à chacune le matin, avant de partir, la soupe; elles emportent, pour le déjeuner de midi un plat de viande et légumes pouvant se réchauffer, un dessert, pain à discrétion et un carafon de vin. Le soir, en rentrant à leur groupe respectif, elles trouvent une bonne soupe, un plat de viande, un plat de légumes, un dessert, pain à discrétion et un carafon de vin. Par contre, le patron s'engage à payer à la Société une certaine somme par jour de présence; nous reviendrons tout à l'heure sur cette question. En cas de maladie d'une enfant, notre médecin est immédiatement demandé; les médicaments sont payés par la Société.

Lorsqu'une enfant nous est présentée, un dossier est constitué, une enquête est faite sur la moralité des parents ou tuteurs; un certificat médical constate que le candidat est d'une bonne santé, et cette enfant, après avoir fait un essai d'apprentissage dans une honorable maison, entre dans un de nos groupes de famille. Toutes les dames du Conseil sont chargées à tour de rôle de surveiller la stricte exécution des engagements pris par nos directrices, et font un rapport périodique sur chaque groupe.

C'est une tâche bien délicate que celle remplie par nos collègues; aussi nous vous prions de ne pas leur ménager vos félicitations.

Une Commission permanente s'occupe spécialement de la direction générale et de tous les détails; notre Conseil d'administration est tenu constamment au courant de ses travaux.

Le premier groupe de famille fut ouvert le 1^{er} avril 1886, installé rue Ménilmontant, n° 16, sous la direction d'une ancienne institutrice, M^{me} veuve Sauvage.

Cinq enfants sont confiés à sa sollicitude. Le deuxième groupe a été formé le 8 janvier dernier, rue Saint-Louis-en-l'Île, n° 35; M^{me} veuve Trappe en a été nommée directrice; cinq enfants sont en ce moment sous sa maternelle direction, une sixième apprentie entrera très prochainement dans ce groupe. Cinq autres enfants attendent la constitution d'une troisième maison de famille pour venir grossir notre jeune bataillon; nous avons une directrice prête à les accepter. La Commission se réunira prochainement pour décider de cette nouvelle installation.

La presse parisienne a été, comme toujours, très gracieuse à notre égard; le *Petit Journal*, en particulier, a bien voulu reproduire une

annonce concernant nos groupes de famille; aussi, nous avons la satisfaction de vous dire qu'aussitôt après cette insertion, vingt-huit demandes de placement en apprentissage nous ont été adressées; vingt-deux ont été instruites pour les groupes; les autres enfants ont été, par nos soins, placées en dehors.

Constatons, avec le plus vif regret, que l'empressement n'est pas égal de la part des patrons. Nous espérons qu'après les explications que nous vous fournissons, vous voudrez bien vous inscrire et nous faciliter ainsi le placement de nos protégées. Nous avons encore plusieurs enfants à notre disposition et nous n'avons plus de demandes de patrons. Les temps sont changés : autrefois nos confrères se plaignaient que notre Société ne procurait pas assez d'apprenties à ses membres; nous leur en offrons maintenant, et cependant le placement de ces enfants devient très difficile. Quelle en est la cause ?

Abordons franchement cette question.

Lorsque nos collègues nourrissaient et couchaient les apprenties, chaque enfant leur coûtait bien en moyenne deux francs par jour; ils n'osaient s'absenter, avaient une grande responsabilité, et l'augmentation des loyers les avait fait presque renoncer à l'apprentissage. Notre organisation nouvelle supprime pour eux tous ces désagréments; nous ne leur demandons, en échange, que de verser à la Société *une somme minima* de 50 centimes par jour la première année, 1 franc la deuxième année et 2 francs la troisième année, soit 1 fr. 20 par jour en moyenne; la Société prend à sa charge toutes les dépenses supplémentaires, donne, de plus, une garantie morale à l'exécution du contrat d'apprentissage; avec tous ces avantages les demandes de patrons devraient affluer.

Certains de nos confrères paraissent trouver le versement de la troisième année trop élevé; nous appelons vos observations à ce sujet.

Voici, du reste, Mesdames et Messieurs, un calcul qui vous permettra d'élucider cette question.

La nourriture, le logement, le blanchissage, etc., nous coûtent 50 francs par mois.

soit Fr. 600 par an.

La literie, les frais de pharmacie, les menues dépenses,
coûtent 36 par an.

TOTAL. . . . Fr. 636 —

Les payements versés par les patrons sont, en moyenne,
de 350 —

Restent à notre charge Fr. 286 par an.
et par enfant, soit, pour trois années d'apprentissage, 858 francs.

De plus, le Conseil ayant décidé de renvoyer de nos groupes toute enfant qui n'aurait pas une conduite exemplaire, un surcroît de

dépenses nous incombe de ce chef; car nous avons dû, depuis cette organisation, rayer trois enfants.

Cependant, si vous croyez qu'une nouvelle charge imposée à la Société faciliterait notre recrutement, nous nous tenons à votre disposition pour étudier cette modification.

Depuis l'ouverture de notre premier groupe jusqu'à ce jour, nous avons eu, en moyenne, huit enfants; nos dépenses ont été de 5,600 fr. environ; les patrons ont payé 1,040 francs. La Société a donc déboursé la somme de 4,560 fr.

Si, comme nous le souhaitons, notre œuvre s'élargit, la somme de 10,000 francs, votée pour trois années, pourra être absorbée avant la réunion de l'assemblée générale prochaine. Si vous pensez, comme nous, qu'il faut marcher en avant, que l'essai a été décisif, vous pourrez, sans crainte, décider que les groupes de famille seront désormais classés dans les services ordinaires de notre Société, comme l'organisation des concerts, l'allocation des prix, etc., etc. Le Conseil d'administration pourrait alors voter les fonds nécessaires au fonctionnement régulier de cette œuvre, sauf, bien entendu, à rendre compte de ses travaux à chaque assemblée générale.

Des subventions nouvelles et des dons nous ont été accordés spécialement pour nos groupes de famille; citons M. le Ministre du commerce et de l'industrie, qui nous a alloué 500 francs, la Société de protection des apprentis et enfants dans les manufactures, 200 fr., et M. F. Goy, juge au Tribunal de commerce, qui a mis gracieusement à la disposition du Conseil, la somme de 100 francs. Nous pouvons donc déjà compter sur une subvention annuelle importante, affectée spécialement à cette fondation.

Nous sommes persuadés que de nombreux imitateurs viendront se joindre à ces donateurs de la première heure, que nous remercions hautement de leur générosité.

Ces dons nous prouvent que nous sommes dans une excellente voie et que nous devons y persévérer.

Nous ne terminerons pas ce rapport sans vous demander d'adresser nos remerciements les plus chaleureux à M. le docteur G. Gallet-Lagouey, qui se dévoue toujours si gracieusement pour notre œuvre.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, nous vous prions, Mesdames et Messieurs, de décider que la Société devra persévérer dans la voie ouverte relativement aux groupes de famille, et que toutes les mesures à prendre pour le bon fonctionnement de cette œuvre seront confiées au Conseil d'administration, sous réserve d'en rendre compte à chaque assemblée générale. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT prie les membres de la Société de vouloir bien présenter les observations qu'ils auraient à faire sur ce rapport et surtout sur ses conclusions.

M. MILLON est contraire à la demande faite par M. le vice-président Caillaux; il ne croit pas que toute liberté doit être laissée au Conseil. Il sait bien qu'il n'y aura pas abus, mais le Conseil peut se laisser entraîner à prendre un trop grand nombre d'enfants, et de cette façon aliéner les fonds de la Société; il ne voudrait pas qu'une somme fixée d'avance, suivant nos ressources, pût être dépassée.

Quant à la somme moyenne de 1 fr. 20 par jour demandée à chaque patron pendant trois ans, il est fort probable que les réclamants n'ont pas bien calculé, car une apprentie couchée et nourrie chez eux leur reviendrait incontestablement plus cher.

M. MILLON termine en demandant à l'assemblée de vouloir bien rejeter les conclusions du rapport de M. le vice-président Caillaux.

M. D'ISLE ne voit pas les choses de cette façon :

Le Conseil n'a nullement l'intention d'augmenter dangereusement les dépenses des groupes de famille. Ce que demande M. Caillaux, c'est un vote de confiance pour qu'à un moment donné nous ne soyons pas arrêtés dans nos travaux.

M. MILLON tient à constater que s'il a donné son avis, c'est qu'il a été convoqué pour cela.

M. CAILLAUX défend son rapport pied à pied.

M. JAVEY en appuie les conclusions et demande que le prix payé par les patrons soit maintenu.

M. LE PRÉSIDENT : Si le Bureau a considéré que l'assemblée devait être consultée, c'est pour tenir compte de son avis.

M. Millon a raison quand il signale le danger d'aller en aveugles; mais ce n'est pas par la témérité que nous pêchons. Après avoir imité la fourmi, le moment est venu de faire emploi de nos fonds; appelée à devenir une institution de plus en plus importante dans nos industries, avons-nous une manière plus pratique, une occasion meilleure de rendre des services que de donner de l'extension à nos groupes de famille.

Plusieurs sommes nous ont été allouées d'une façon spéciale pour cette fondation. Il existe, du reste, pour grossir nos ressources un moyen qui est à la portée de tous nos amis : c'est de nous amener des sociétaires.

Dans l'avenir, nous serons ménagers des deniers de la Société comme nous l'avons été dans le passé.

Les conclusions du rapport de M. le vice-président Caillaux, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT fondateur, Charles Petit, s'excuse d'avoir si souvent manqué aux séances; mais, à partir du 1^{er} janvier, il prend sa retraite des fonctions qu'il remplissait auprès du Tribunal de commerce, ce qui lui permettra d'être plus souvent des nôtres. (*Applaudissements.*)

Communication sur l'organisation d'une bibliothèque de prêts.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'il court en ce moment par les rues une littérature malsaine, à la lecture de laquelle nous avons le devoir de soustraire, autant que possible, nos enfants patronnées. Pour donner à nos cours du dimanche un complément naturel, nous avons résolu de créer une bibliothèque de prêts à l'usage de nos élèves ; le règlement en est encore à faire ; mais déjà le concours d'un bibliothécaire nous est assuré et nous espérons recevoir de l'ancienne Commission du cours de teinture un meuble qui renfermait autrefois ses produits et qui abritera les volumes que nous comptons réunir.

M. Spuller, ministre de l'instruction publique, avait accueilli avec faveur une demande de livres que nous lui avions adressée ; mais il paraît que le ministère n'en accorde qu'aux bibliothèques fonctionnant déjà.

Bonne note a été prise de cette réponse pour l'avenir.

La maison Hachette, toujours libérale, nous a promis un certain nombre d'ouvrages.

Hier, M. Chaix fils accompagnait d'une lettre charmante l'envoi de plusieurs beaux volumes.

M. LE PRÉSIDENT compte que les membres de notre Société voudront bien nous envoyer quelques livres d'histoire, de science, voire même des romans pouvant être lus par des jeunes filles.

Les livres n'ont pas besoin d'être neufs ; ils seront reliés d'une façon uniforme par nos soins.

Cette communication est accueillie avec un intérêt marqué.

Proposition tendant à compléter l'article 12 des statuts en vue de réglementer l'honorariat des membres du Bureau.

M. LE PRÉSIDENT : Jusqu'à présent les statuts sont muets sur ce point. L'honorariat a été conféré par acclamation à quelques anciens collègues, dont les services justifiaient largement cette distinction ; mais nous avons cru qu'en l'entourant de certaines formalités, elle aurait plus de prix encore pour celui auquel on l'accorderait. Nous vous demanderons donc d'ajouter à la suite de l'article 12 les articles suivants :

ART. 13. — *L'honorariat de la plus haute fonction remplie peut être conféré à tout membre ayant fait partie du Bureau pendant au moins cinq années.*

La collation de ce titre n'a lieu que sur la proposition du Bureau en exercice, portée à l'ordre du jour et acceptée au scrutin secret par les deux tiers des conseillers présents.

Il cesse d'appartenir au membre qui se retire de la Société.

M. MILLON demande que la collation du titre ait lieu en assemblée générale.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que les grades du Bureau étant conférés par le Conseil, c'est le Conseil seul qui peut apprécier si l'honorariat est ou non mérité, 'puisque lui seul voit ses collègues à l'œuvre.

M. JAVEY est de cet avis; mais il ne voit pas pourquoi un ancien membre du Bureau qui ne pourrait plus payer sa cotisation serait pour cette cause privé de l'honorariat.

M. TURNEY, désirant prendre part à la discussion, demande à M. le Président fondateur Ch. Petit de vouloir bien le remplacer au fauteuil.

M. BOURDIN appuie les paroles de M. Javey.

M. DEILLES voit un précédent dans l'admission des personnes récompensées à titre de membres agrégés, puisqu'elles ne payent pas de cotisation.

M. TURNEY dit que le cas est différent : étant nommés à vie, les membres agrégés n'ont pas à se retirer de la Société; en les nommant, nous avons voulu donner à nos collaborateurs une preuve de notre vive sympathie; mais les membres honoraires sont généralement patrons ou anciens patrons, et peuvent payer une cotisation minime; s'ils la refusent, c'est qu'ils tiennent peu à rester attachés à la Société; celle-ci, à son tour, doit moins tenir à eux.

M. MILLON demande si les membres agrégés peuvent faire partie du Bureau.

Oui! assurément, répond M. Turney.

M. MILLON, dans ce cas, se rallie à l'avis de MM. Javey et Bourdin.

M. J. CAILLAUX fait remarquer qu'il est impossible de retenir de force un membre qui ne voudrait plus faire partie de la Société.

M. PATAY ne trouve pas le dernier paragraphe très clair.

M. TURNEY fait observer que la rédaction a eu pour but de ménager les susceptibilités.

M. ARQUIN se place au point de vue moral : un membre honoraire ne pouvant plus payer sa cotisation et désirant rendre des services est rayé. Qui est-ce qui y perdra? la Société.

Il s'associe donc à ses collègues pour demander la suppression du dernier alinéa.

M. le Président CH. PETIT met aux voix la première partie de la proposition, qui est acceptée à l'unanimité.

La deuxième partie : « Il cesse d'appartenir à tout membre qui se retire de la Société », est repoussée à l'unanimité moins cinq voix.

L'article 14 : « Le Conseil se réunit de droit une fois par mois, sauf pendant les vacances annuelles, durant lesquelles il peut être convoqué spécialement », est voté à l'unanimité sans discussion, ainsi que le remaniement des articles suivants, motivé par les additions convenues.

**Élections pour le renouvellement partiel des Conseils
d'administration et de censure.**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

9 membres à nommer pour 3 ans, 4 pour 2 ans, 2 pour 1 an.

Un membre du Conseil de censure pour trois ans.

A la suite de deux scrutins, sont nommés membres du Conseil d'administration : M^{me} Chauvin, MM. S. Alberti, F. Andrisson, J. Caillaux, Deilles, Diringer, R. d'Isle, L. Javey et Vallentin pour trois ans ;

M. Derneden pour deux ans ;

M^{lle} Tripstin et M. Collet pour un an ;

M. L. Marienval, membre du Conseil de censure pour trois ans.

La séance est levée à onze heures et demie.

Le Secrétaire,

R. D'ISLE.

Deuxième Congrès des Chambres syndicales de France.

Samedi 12 novembre a eu lieu, à deux heures, la séance de clôture du Congrès des Chambres syndicales de France.

Les rapporteurs des cinq sections sont venus respectivement donner connaissance à l'assemblée des différentes propositions étudiées, discutées et acceptées par chacune d'elles.

Nous donnons ci-dessous la nomenclature des vœux qui ont été soumis à la ratification des membres du Congrès.

5^e SECTION

ÉCONOMIE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

Apprentissage et contrats d'apprentissage.

Vœu :

1^o Tout apprentissage à temps déterminé devra être l'objet d'un contrat en double, qui pourra être fait sur papier libre et dont l'enregistrement sera gratuit ;

2^o Aucune juridiction ne devra accueillir les réclamations relatives aux apprentissages sans la présentation du contrat ;

3^o La loi du 22 février 1833 devra être modifiée comme suit :

Toute personne qui occupera un apprenti ne présentant pas le congé d'acquit de son apprentissage ou le certificat le déclarant libre de tout engagement, pourra être rendue légalement responsable des dommages et intérêts accordés par le tribunal au patron abandonné, quel que soit le nouvel état adopté par l'apprenti.

Vœu :

1^o Que la loi de 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie soit appliquée dans tous les bureaux, ateliers et manufactures de l'État.

2° Que les Chambres syndicales soient appelées à coopérer, chacune en ce qui la concerne, à la rédaction du règlement d'administration publique qui devra intervenir après la promulgation de la loi en préparation sur la réglementation du travail dans les manufactures ;

3° Que cette loi autorise le travail de nuit pour les femmes et les filles mineures âgées de 18 ans au moins ; et qu'elle laisse toute liberté aux hommes majeurs, tant pour le travail de jour que pour le travail de nuit.

Enseignement technique professionnel.

Vœu :

1° Que la plus grande extension possible soit donnée aux exercices du travail manuel et du dessin dans les écoles primaires, et qu'il soit donné aux enfants des notions élémentaires sur les principales matières premières et sur les procédés généraux de leur transformation, en appropriant ces enseignements aux besoins locaux, c'est-à-dire plus industriels dans les pays de fabriques, plus agricoles à la campagne ;

2° Que des écoles d'apprentis soient créées en aussi grand nombre que possible et appropriées aux industries locales pour former de bons ouvriers ;

3° Que des cours professionnels du jour, du soir, du dimanche, soient créés en aussi grand nombre que possible, et par spécialités, afin de compléter l'instruction technique des apprentis et des ouvriers ;

4° Que des patronages ou sociétés de protection soient créés, avec ou en dehors des cours professionnels, dans le but d'encourager et de récompenser les efforts, le mérite et les résultats des élèves, employés, ouvriers ou apprentis ; de faciliter leur placement et aussi d'établir entre eux des liens de confraternité ;

5° Que des encouragements soient accordés aux patrons ou aux établissements qui formeront les meilleurs apprentis ;

6° Que des écoles professionnelles régionales soient créées en nombre suffisant et appropriées aux besoins industriels, agricoles et commerciaux des régions. Ces écoles, qui formeront le second degré de l'instruction technique, prépareront les jeunes gens pour les carrières industrielles choisies par eux, et pour les écoles supérieures. L'étude des langues y sera développée ;

7° Qu'il soit créé dans les principales villes de France des Facultés techniques, qui, avec l'École centrale des Arts et manufactures, l'École des hautes études commerciales, l'Institut agronomique, l'Institut industriel du Nord, formeront le degré supérieur de l'enseignement technique ;

8° Que l'État encourage la création de bibliothèques et de musées d'art et d'industrie, par des dons, aux communes qui en auront fondé,

volumes, modèles, gravures et photographies se rattachant à ces matières et reproduisant les principaux chefs-d'œuvre d'art et d'industrie de nos musées nationaux ;

9^e Que les Chambres syndicales apportent à toutes ces œuvres leur concours le plus dévoué et le plus désintéressé et que, par leur initiative, elle provoquent ou secondent l'action des pouvoirs publics, de toutes les institutions et de toutes les personnes qui s'intéressent à l'œuvre de l'industrie nationale.

Chambre syndicale de la Bonneterie de gros.

Séance du mercredi 16 novembre 1887.

PRÉSIDENCE DE M. FEUTRY, VICE-PRÉSIDENT

M. LE PRÉSIDENT rend compte des travaux de la Commission mixte pour la fondation de l'école française de bonneterie.

Le succès de cette entreprise, dit-il, est absolument assuré. Toutes les bonnes volontés se groupent en vue de la réussite de ce projet patriotique.

Depuis notre dernière réunion, de nombreuses souscriptions ont déjà été recueillies.

Nous sommes heureux de compter parmi les premières la souscription, pour la somme de 100 francs, de la Chambre syndicale des négociants-commissionnaires qui a prouvé une fois de plus tout l'intérêt qu'elle porte au développement du commerce national.

La Chambre s'associe d'une manière unanime aux remerciements sincères de son président.

Il est ensuite ouvert une liste de souscription entre les membres présents. Chacun des membres de la Chambre souscrit à cette entreprise ; il est convenu que le total sera publié après que les souscriptions des membres absents auront été recueillies.

Tous ces membres de la Chambre sont instamment priés de réserver leur souscription pour la liste de la Chambre.

Chambre syndicale des Graveurs.

Séance du 16 novembre 1887.

La Chambre passe à la question des concours.

M. DEVAMBEZ dit qu'il était tout d'abord opposé à l'idée des concours d'ouvriers, mais qu'après réflexion il s'y rallie, à la condition toutefois que ces concours ne soient considérés que comme le complément de ceux de l'apprentissage ; il désire donc, par conséquent, que l'âge des concurrents soit limité et ne dépasse pas 20 à 25 ans.

Il pense aussi qu'il est nécessaire qu'une commission s'occupe, dans

un bref délai, de l'examen de tous les points se rattachant à cette question, afin de pouvoir présenter à la prochaine assemblée générale un projet complet d'organisation de ces concours.

M. CHEVALIER, qui est du même avis, dit que ce projet pourrait être élaboré par M. Tasset, le promoteur de l'idée, pour servir d'élément à la discussion qu'en fera la Chambre.

M. TASSET accepte cette proposition et soumettra un projet à la Chambre dans la prochaine séance.

M. NYCKEES donne ensuite lecture du texte de la lettre de remerciements qui a été adressée, au nom de la Chambre, aux donateurs et souscripteurs pour les concours d'apprentis.

Une proposition est également déposée par M. Nyckees :

« La Chambre, voulant donner une nouvelle preuve de l'intérêt qu'elle prend à l'encouragement des études professionnelles, décide :

» Qu'à partir du 1^{er} janvier 1888, les élèves qui seront admis au concours annuel pourront en même temps présenter à la Commission les études faites par eux à l'atelier pendant le courant de l'année.

» Ces études seront examinées et des récompenses seront accordées, indépendamment de celles décernées pour le concours.

» Il devra être joint à la présentation de ces travaux un bulletin signé du patron attestant l'application, la bonne tenue et l'exactitude de l'élève. »

M. PROVOST-BONDEL craint que la Chambre n'ait l'air de vouloir s'imposer dans les rapports entre les patrons et les apprentis ; quoique cela, cependant, il reconnaît que l'idée en elle-même semble louable.

M. NYCKEES répond qu'à son point de vue on ne saurait trop encourager le travail et la bonne conduite, non seulement pour la courte durée d'un concours, mais encore et surtout pour chaque jour, afin d'entretenir chez l'apprenti l'amour de ces deux qualités indispensables.

M. BING fait observer que si l'idée est bonne en elle-même, malheureusement elle ne fait que récompenser les élèves auxquels les patrons ont l'habitude de donner du temps pour faire des études en dehors du travail courant. Chez lui, il a appliqué la méthode de faire travailler les élèves constamment sur le travail de la maison ; ils ne pourraient donc, si actifs qu'ils soient, prétendre à une récompense de ce chef.

Chambre syndicale des Marchands Tailleurs de Paris.

Séance du 18 novembre 1887.

M. VIVIER présente le compte rendu de l'École professionnelle.

Il en résulte que le travail a été abondant pendant le mois d'octobre et que le produit a suffi à solder les appointements des professeurs.

Trois apprentis ont quitté l'École, ayant terminé leur apprentissage. Ils ont été remplacés par cinq nouveaux versant tous une rétribution

Le nombre des enfants qui était de trente-quatre a donc été porté à trente-six. Ces derniers se montrent, en général, dociles et attentifs; et il y a lieu d'espérer qu'ils deviendront de bons ouvriers.

Un des professeurs de l'École a dû la quitter pour faire son service militaire. Il y était entré comme apprenti en 1882 et était resté comme professeur. Il a témoigné le désir de rentrer à l'expiration de l'année qu'il a à passer sous les drapeaux.

Au point de vue de l'instruction, tous les enfants ont une instruction primaire assez complète; néanmoins, pour que les connaissances acquises ne soient pas oubliées, le directeur propose de faire, sous forme de conférence, quelques cours complémentaires pendant la morte-saison. MM. les délégués seront juges du temps que l'on peut y consacrer et des sujets qui y seront traités.

Cette proposition est adoptée par la Chambre qui se propose d'y adjoindre un cours professionnel.

M. KRIEGCK propose de faire faire du travail pour une maison, comme par exemple la Belle-Jardinière. Le travail ne demandant pas à être aussi soigné, on pourrait ainsi laisser terminer les pièces par les apprentis, leur instruction y gagnerait.

M. VIVIER répond que la proposition de M. Kriegck arrive dans un mauvais moment, car on a desservi l'École auprès du Conseil municipal en se servant précisément de cet argument, qu'elle travaillait pour cette maison de confection, et que celle-ci, faisant travailler à bon marché, nuisait aux ouvriers. On essaie même d'influencer le Conseil au sujet de la subvention qu'il accorde à l'École, en faisant croire que de cette façon elle fait du tort aux ouvriers.

M. LE PRÉSIDENT fait voir combien ces arguments sont faux, l'École n'ayant qu'un but : former de bons ouvriers, et il espère convaincre MM. les conseillers municipaux du mal fondé de cette insinuation.

Chambre syndicale des Graveurs en tous genres.

Le dimanche 4 décembre, à deux heures et demie, a eu lieu, à l'hôtel des Chambres syndicales, 10, rue de Lancry, la distribution des récompenses décernées par la Chambre syndicale des Graveurs en tous genres aux lauréats de son premier concours d'apprentis.

Cette cérémonie a été présidée par M. Muzet, président du Syndicat général.

Ont pris place sur l'estrade :

MM. Tasset, président de la Chambre syndicale; Devambez, vice-président; Nickees, secrétaire-trésorier; Janvier, secrétaire; Massin, vice-président de la Société d'encouragement de la joaillerie, bijouterie et orfèvrerie; Valdampierre, vice-président de la Chambre syndicale de la papeterie; Tessier, professeur de l'École de dessin de la

bijouterie-imitation ; Demengeot, Leborgne, Lechevrel, Le Double, E. Lemoine, Monnehay, Weill, membre du Comité.

M. MUZET ouvre la séance et donne la parole à M. Tasset, président de la Chambre syndicale, qui s'exprime en ces termes :

Mesdames et Messieurs, nous sommes des hommes d'atelier et non des orateurs !

» Et dans cette circonstance, nous n'avons qu'à solliciter votre bienveillance et faire appel à toute votre indulgence.

» Chers apprentis,

» En échange des récompenses et des encouragements que vous décernera tout à l'heure la Chambre syndicale, je crois devoir, conformément à la tradition, en ma qualité de président, vous faire un discours, vous donner des conseils.

» Que voulez-vous ? ce n'est pas ma faute, c'est l'usage, et je dois m'y conformer.

» Je ferai ce que je pourrai, pour ne pas abuser de la situation.

» Vous le savez déjà par expérience, pour faire ce qu'on veut, la bonne volonté seule, ne saurait suffire ! — il faut aussi de l'argent !

» Nous avons donc dû ouvrir une souscription parmi nous, nos collègues et nos confrères, et aussi nous adresser à certaines personnes qu'on trouve toujours disposées quand il s'agit d'encourager une œuvre utile, une œuvre de progrès ou d'initiative, si petite soit-elle !

» Aussi notre devoir est-il tout d'abord d'adresser publiquement un témoignage de notre profondé gratitude aux personnes de bonne volonté qui ont bien voulu répondre aux demandes de la Chambre syndicale et prendre part à la souscription en argent et livres d'art qui nous a permis de pourvoir largement aux besoins du concours auquel nous vous avons conviés.

» Parmi ces personnes, citons la Banque de France, les maisons Hachette et Cie, Quantin, Baschet, Bousso-Valadon, Hautecœur, Guérinet, Rouveyre, Robineau, la Chambre syndicale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie ; la Société d'encouragement de la joaillerie, bijouterie, orfèvrerie ; l'Union nationale du commerce et de l'industrie, etc., etc., etc..

» Remercions aussi ceux de nos membres qui, en plus de leurs souscriptions, par leurs démarches, leur temps donné, leurs ateliers ouverts libéralement pour votre concours, vous ont donné la preuve de l'intérêt qu'ils portent à l'apprentissage.

» Merci aussi tout particulièrement à notre secrétaire-trésorier, M. Nyckees, qui a bien voulu, pour assurer la réussite de notre premier concours, faire de nombreuses démarches souvent aussi ennuyeuses que délicates, et nous consacrer un temps considérable toujours précieux pour un chef de maison. (*Applaudissements.*)

» Remercions aussi de son dévouement tout particulier à votre cause notre cher doyen, M. Demengeot, dont le talent toujours jeune est pour tous un enseignement et un exemple !

» Lui, par ses œuvres si brillantes, si appréciées par nous et par l'étranger, a su élever son métier jusqu'à l'art et s'y faire une place qui honore la profession tout entière! (*Double salve d'applaudissements.*)

» Merci aussi aux assistants qui, par leur présence, viennent donner plus d'éclat à cette fête de notre famille professionnelle et encourager nos efforts pour l'avenir.

» Comme toutes les Chambres syndicales de patrons, la Chambre syndicale des Graveurs en tous genres a pour objet l'étude et la sauvegarde de tous les intérêts généraux de la profession.

» Et parmi tant de questions intéressantes; elle place au premier rang celles qui peuvent contribuer au développement, au progrès moral des apprentis et des ouvriers graveurs, et aussi celles qui tendent à resserrer les liens de la famille professionnelle.

» De formation récente, notre Chambre syndicale n'a pas été longtemps sans penser à vous, chers apprentis, sans vouloir vous témoigner l'intérêt qu'elle prend à vos études, sans chercher à stimuler, à encourager vos efforts.

» Elle veut suivre vos progrès d'apprentis, mais elle veut encore vous suivre au delà de votre apprentissage, car elle a porté à l'ordre du jour de sa prochaine séance l'étude et la discussion d'un projet tendant à l'organisation d'un concours d'ouvriers et la fondation d'un prix de la Chambre syndicale.

» Ce prix sera pour les graveurs ce que sont pour les ciseleurs les prix Crozatier et Willemsens; ce que sont pour les artistes les médailles du salon.

» Ce prix de notre Chambre syndicale sera pour les bons ouvriers un titre qui les recommandera particulièrement à l'estime de leurs confrères, à l'attention et au choix des meilleures maisons. Tel est l'objet du projet mis à l'étude !

» Les concours ouverts à votre émulation par la Chambre syndicale vous permettront de mesurer vos forces avec vos camarades des autres ateliers.

» Ils vous démontreront que vous devez accepter la lutte, ici comme ailleurs, autant par la qualité de votre dessin que par la bonne exécution de votre gravure.

» La gravure dans tous ses genres est une industrie d'art.

» Ce n'est qu'é par le dessin qu'une industrie devient une industrie d'art.

» Le métier on l'apprend à la longue, par la pratique de chaque jour : c'est en forgeant qu'on devient forgeron ! Mais le dessin demande

des études longues, sérieuses, des sacrifices même, jusqu'au jour où on est assez fort pour récolter le fruit de ses études.

» Dans chaque branche de la gravure, cherchez quels sont vos maîtres ouvriers, les réputations et vous verrez qu'à de rares exceptions près, ce sont toujours ceux qui dessinent le mieux qui occupent les meilleures places! (*Approbations.*)

» Or, chers apprentis, si vous avez de l'ambition, si vous voulez être un jour de bons ouvriers, d'excellents collaborateurs, des chefs de maisons sérieuses, fréquentez les écoles de dessin! Étudiez pendant que vous êtes en âge et en position de le faire! Que le gain, pendant la période du temps d'étude, ne soit pour vous qu'une question secondaire! Et quand vous aurez acquis une force qui vous assurera une situation honorable dans la profession, vous soutiendrez avec avantage la concurrence que ne pourra soutenir l'ouvrier insouciant qui aura toujours cherché le travail facile, sans conscience, sans art et par conséquent sans mérite! Travail qui amène fatalement au bout d'un certain temps l'avilissement des prix, l'avilissement du travail et l'amointrissement du travailleur lui-même!

» L'étude du dessin est aujourd'hui obligatoire dans les écoles, les collèges et les lycées, en France et dans d'autres pays. Il y a lieu de penser qu'il en résultera dans quelques années un progrès, une amélioration du goût chez le public, c'est-à-dire chez le client de l'avenir.

» Ce public sera donc plus difficile à satisfaire que celui d'aujourd'hui, et il s'adressera de préférence aux ouvriers artistes, qui trouveront là l'emploi de leur savoir et la juste rémunération du temps passé à leurs études.

» Chers élèves! si nous nous reportons au temps de notre jeunesse et surtout à l'époque où était en apprentissage le doyen de notre Chambre syndicale, encore aujourd'hui à la place d'honneur, quel immense changement!

» Combien l'élève studieux d'aujourd'hui est plus favorisé que ne l'était l'élève d'autrefois! Combien les difficultés sont moindres!

» Les écoles de dessin que vous trouvez maintenant dans tous les quartiers de Paris étaient absolument rares autrefois!

» Les méthodes étaient surannées et peu attrayantes; combien elles étaient loin de l'enseignement rationnel que vous trouvez aujourd'hui!

» Les expositions d'art si intéressantes, si souvent renouvelées, n'existaient pas.

» Toutes ces nombreuses publications artistiques qui nous mettent sous les yeux les chefs-d'œuvre et les richesses artistiques de tous les peuples et de tous les temps, ces documents, mis à la portée de tous, si utiles, si précieux et si nécessaires pour l'enseignement, l'éducation et le développement du goût, n'existaient pas non plus!

» Non plus les musées, les bibliothèques d'art décoratif !

» Tout cela était à faire !

» Que de progrès réalisés !

» Pensez aussi à tous les sacrifices que s'imposent l'État, la Ville de Paris et d'autres institutions particulières ou corporatives pour assurer le développement progressif de l'enseignement du dessin, base de nos industries d'art !

» Ces industries d'art, dont Paris semblait avoir autrefois le monopole, sont aujourd'hui terriblement concurrencées par les efforts des autres nations organisées maintenant pour la production, dont elles étaient autrefois et dont elles sont même encore aujourd'hui nos tributaires.

» Oui, il faut s'armer pour cette lutte, comme pour l'autre, pour ne pas être un jour privés des travaux qu'on donnera toujours de préférence aux plus forts, aux meilleurs !

» Combien vous seriez ingrats, coupables ou aveugles si vous ne profitiez pas de tous les sacrifices faits, de tous les encouragements donnés. Il y va de votre situation à venir ! il y va aussi d'intérêts supérieurs ! il y va des intérêts du pays ! (*Applaudissements.*)

» Je termine.

» Cultivez et développez donc votre intelligence par la lecture des livres utiles, si peu rares aujourd'hui, par la vue constante des œuvres d'art si faciles à rencontrer.

» Travaillez à élever votre goût, et votre intelligence, et votre horizon s'élargira !

Vous arriverez à comprendre par l'étude des choses de l'art les lois de l'harmonie de toutes choses.

» Vous comprendrez, par analogie, que le travail a, lui aussi, son harmonie, ses lois économiques qu'on ne saurait enfreindre sans qu'il en résulte un dommage pour le travail et le travailleur lui-même.

» Vous comprendrez aussi la solidarité des intérêts !

» Vous comprendrez que le commerçant, l'intermédiaire, l'industriel, le patron, l'ouvrier, l'apprenti sont autant de rouages nécessaires, aussi indispensables les uns que les autres à la grande machine du travail !

» Et vous arriverez naturellement à comprendre que ce n'est pas dans l'antagonisme des uns et des autres que se trouvera la solution des malentendus et des difficultés économiques dont le temps, le progrès et la science, qui vont toujours grandissant, auront un jour raison.

» Voilà, chers élèves, les conseils que je me suis cru autorisé à vous donner ; soyez persuadés qu'ils me sont dictés par les idées du progrès et par l'amour profond que j'ai des choses de notre profession.

» Aussi par le grand désir que j'ai de voir les jeunes porter plus

haut que nous n'avons pu le faire, le drapeau professionnel et le conduire, comme d'autres branches de l'art décoratif, sur son véritable chemin, sur le chemin du grand art. » (*Vifs applaudissements.*)

M. NYCKEES, secrétaire-trésorier, présente le rapport de la Commission du concours d'apprentis.

« Mesdames, Messieurs, avant de vous donner lecture du rapport que j'ai à vous présenter au nom de la Commission de la Chambre syndicale, je tiens à vous dire que c'est un très grand honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui devant vous et pour la première fois.

» Je remercie bien sincèrement mes collègues de me l'avoir réservé en me confiant une tâche que j'ai considérée comme un devoir qu'il m'a été agréable de remplir envers tous mes confrères qui font partie de notre Chambre, et à l'égard aussi du premier concours de nos apprentis. »

Rapport de la Commission du concours d'apprentis.

Une question digne du plus grand intérêt, celle de l'encouragement des études professionnelles, a été présentée et portée à l'ordre du jour d'une des séances de la Chambre le 20 avril dernier.

Les membres présents à cette séance ont pris l'initiative d'un concours annuel d'apprentis graveurs et en tous genres; ils ont décidé que le premier aurait lieu dans le courant d'octobre de cette année, avec cette condition obligatoire pour l'élève appelé à concourir, celle d'être Français. (*Applaudissements.*)

Une Commission a été nommée et chargée de son organisation.

Une souscription a été ouverte dans le but de couvrir les frais du concours et des récompenses à distribuer aux lauréats.

Des lettres ont été envoyées à nos confrères et aux personnes qui s'intéressent à la gravure pour obtenir des adhésions, et solliciter en même temps la part qu'ils voudraient bien prendre à notre souscription.

Des démarches nécessaires ont été faites, afin de faire participer à notre encouragement le plus grand nombre possible d'apprentis. Ces démarches n'ont pas été inutiles, car près de quarante élèves ont été admis au concours.

Tout en regrettant que ce nombre ne-soit pas plus important, nous devons cependant nous montrer satisfaits de celui qui nous a été présenté; il nous fait même espérer que l'année prochaine nos confrères répondront bien davantage à la demande qui leur sera faite, afin de nous aider autant que cela leur sera possible à continuer ce que nous avons bien commencé. (*Approbaton.*)

Le résultat que nous avons obtenu à l'égard de notre souscription

est des plus satisfaisants. Nous comptons sur la liste plus de cent donateurs. La valeur et la quantité des dons en nature qui nous ont été faits, tels que médaille, albums, livres d'art, gravures, etc., nous donne la satisfaction de récompenser dignement le mérite de ceux qui se sont fait remarquer par leurs travaux et nous permet aussi d'accorder un encouragement à ceux qui moins heureux, ont néanmoins apporté leur bonne volonté à concourir.

Afin de ne pas faire trop attendre nos lauréats et comprenant bien leur légitime impatience, je me hâte d'arriver à la question première en me bornant à vous en donner le résumé.

Le concours de dessin professionnel a été fait à l'hôtel des Chambres syndicales. 37 élèves ont concouru et représentaient les différents genres de gravure suivants : la taille-douce, la vaisselle, le cachet, la ciselure, le timbre, l'acier, l'écriture taille-douce et la lithographie. Quoique certaines parties de ce concours laissent à désirer, d'autres cependant ont engagé le jury à accorder 14 prix et 23 mentions d'encouragement.

Le concours de gravure a été fait dans les ateliers des membres de la Commission; 38 élèves ont concouru.

L'ensemble de ce concours d'exécution seulement a été jugé supérieur à celui du dessin; en conséquence, le jury a accordé 25 prix et 12 accessits; un seul a été jugé nul.

Je ne puis terminer ce rapport sans adresser à nos jeunes élèves les remerciements des membres de la Commission pour leur application pendant les études du concours et pour les encourager encore plus au travail. Je suis heureux de leur annoncer que la Chambre syndicale, à sa dernière séance, a décidé qu'à partir du 1^{er} janvier 1888, les élèves qui seront admis au concours annuel pourront en même temps présenter les études faites par eux à l'atelier pendant le courant de l'année; elles seront examinées et des récompenses leur seront accordées, indépendamment de celles décernées pour le concours.

Il devra être joint à la présentation de ces travaux un bulletin signé du patron attestant l'application, la bonne tenue et l'exactitude de l'élève (*Applaudissements.*)

M. MUZET se lève et prend la parole. Dans un discours improvisé, il explique et fait comprendre l'utilité des syndicats qui, sans avoir à diriger complètement les études professionnelles, ont, dans un but patriotique, à se préoccuper de l'enseignement par des concours d'apprentis, afin que ces jeunes deviennent de bons ouvriers et plus tard des chefs d'industrie capables de maintenir la réputation qui est acquise à la production industrielle et artistique de notre pays.

Après un hommage rendu à la présence de M. Massin, membre honoraire de la Chambre syndicale de la joaillerie et de la bijouterie, M. Muzet a rendu aussi hommage à celle de M. Demengeot, membre

de la Chambre, en termes les plus sympathiques pour notre illustre doyen; il a exprimé le regret d'avoir encore à attendre la récompense qui est due à son grand talent, au nombre des années passées dans le travail et avec honneur.

Il a adressé ensuite ses félicitations à la Chambre pour l'œuvre qu'elle a commencée et il a dit que notre Syndicat était venu se joindre un peu tardivement à l'Union des Chambres syndicales; il n'en avait pas moins bien rempli sa mission à l'égard des différentes questions qui, en peu de temps, ont été présentées dans l'intérêt général de la corporation et pour la part qu'elle doit prendre à l'Exposition universelle de notre centenaire en 1889.

En terminant, il a approuvé et engagé à joindre au concours des apprentis celui des ouvriers pour encourager ces utiles collaborateurs à se rapprocher des patrons, dont ils ont trop de tendance à s'éloigner. Comme président de la Société nationale des Arts industriels, il a annoncé que la Société mettrait un prix en argent pour ce concours à la disposition de la Chambre syndicale des Graveurs.

Ce discours a été très souvent applaudi.

M. JANVIER proclame les noms des lauréats du concours de dessin.

M. DEVAMBEZ, vice président de la Chambre syndicale, se lève, prend la parole et prononce le discours suivant :

M. DEVAMBEZ. — Mesdames et Messieurs, après l'allocation de notre honorable président, allocution conçue dans les termes les plus élevés et dans l'esprit le plus largement dévoué à la cause de la gravure; après le rapport si net et si précis de notre dévoué secrétaire, trésorier, je voudrais aussi vous exprimer ma pensée sur l'apprenti et sur l'apprentissage.

L'apprenti a toujours été le point de mire de mon attention et de ma préoccupation professionnelle, et un peu partout je me suis occupé de faire prévaloir mes idées sur ce sujet intéressant.

A mon avis, l'apprenti doit être l'objet de la sollicitude constante du patron, car c'est de l'apprentissage que dépend l'avenir de l'ouvrier dans le métier, et de l'homme dans la vie privée. Il est évident que si l'apprenti a fait un bon apprentissage il deviendra un bon ouvrier, tandis qu'il est douteux qu'il devienne un bon ouvrier si son apprentissage a été mauvais. Cela s'est vu, mais bien peu souvent.

Comment donc arriver à faire de bons ouvriers et à éviter qu'il s'en produise de mauvais? Voici, je crois, un des moyens avec lequel on peut obtenir ce résultat.

Le défaut principal est le manque d'aptitude des enfants.

L'apprenti, généralement, est présenté dans un atelier de gravure par ses parents, sans que ceux-ci soient bien certains de la vocation de leur enfant pour cette profession, et surtout sans savoir qu'il existe

des genres différents et assez nombreux dans la gravure ; par conséquent, ils le placent au hasard et ne peuvent prévoir toutes les conséquences qui peuvent en résulter. C'est donc au patron qui se charge de cet enfant qu'il incombe d'étudier ses aptitudes pour la profession qu'il s'engage à lui apprendre.

Pour moi, le patron doit au préalable ne prendre cet apprenti que s'il a été un écolier studieux et intelligent, et si ses études en dessin à l'école démontrent qu'il a du goût, puis il le prendra à l'essai pour six mois ou un an. Cette sorte de surnumérariat écoulé, s'il voit en lui l'étoffe d'un graveur, il le gardera et le poussera à l'étude. C'est l'intérêt commun du patron et de l'apprenti ; mais si cet enfant ne montre pas de dispositions, ou si ces dispositions ne sont que probables, le devoir du patron, là, est bien marqué ; il devra le rendre à ses parents sans hésitation et sans céder aux sollicitations des parents, qui, cela est naturel, invoqueront l'année passée à l'essai en disant : « Cela marchera peut-être et qu'on pourra essayer encore. » C'est du temps de perdu : un enfant ne peut devenir bon graveur que s'il a des aptitudes, et ces aptitudes doivent se produire dans cette année d'essai. Que le patron réfléchisse bien qu'en gardant cet apprenti sans aptitude, il assume la responsabilité de sa vie d'ouvrier. (*Approbatton.*)

Certainement on a vu de mauvais apprentis devenir bons ouvriers, mais c'est l'exception ; la plupart quittent le métier, et j'en connais qui, après avoir fait quatre ans d'apprentissage, se sont vus réduits à se faire garçons de magasin ou petits employés de commerce pour cause d'incapacité dans la gravure. Combien d'ouvriers arrivés à l'âge où l'on raisonne ont regretté amèrement que l'on n'ait pas agi envers eux comme je viens de le dire plus haut ! Ceux-là, si on les avait remerciés à temps, seraient peut-être devenus de bons ouvriers dans des professions s'accordant avec leurs aptitudes ; mais, en tous cas, ils n'auraient pas fait de mauvais graveurs.

Je causais, il y a quelques jours, avec un jardinier de mes amis, de nos apprentis, et il comparait ceux-ci avec les arbres qu'il soigne en disant qu'il ne pourrait jamais faire venir des abricots sur un poirier, malgré toute sa bonne volonté, et qu'il fallait s'inquiéter de la nature des fruits pour les greffer sur un arbre destiné à les faire fructifier.

Ainsi est l'arbre de la gravure ; il faut savoir quel fruit on greffe pour obtenir un bon résultat. J'engage donc les patrons à méditer sur cette question et à ne pas se laisser influencer, lors des débuts d'un apprenti, soit par les supplications des parents, soit par l'indécision qui se présente lorsqu'ils auront à remercier un apprenti qui ne donnera pas d'espoir ; il y va de l'avenir de l'enfant et surtout de l'avenir de la gravure, car, ne l'oubliez pas, ce sont les mauvais ouvriers qui tuent les métiers.

Mais si je viens d'indiquer quels sont à mon sens les devoirs des patrons, il ne s'ensuit pas que les apprentis et leurs parents n'aient pas, eux aussi, des obligations; car, si le patron est seul pour accomplir sa tâche, si l'apprenti ne lui aide pas par son application et sa bonne volonté, si les parents n'y apportent pas les conseils et la sévérité qu'ils doivent employer envers leurs enfants, la tâche sera trop lourde pour le patron, et il lui sera impossible d'arriver au résultat promis.

Il faut donc, Messieurs, et vous aussi, Mesdames, tenir la main sérieusement à ce que vos enfants soient exacts à l'atelier, qu'ils remplissent leur devoir vis-à-vis de leur patron, et les envoyer aux écoles de dessin le plus possible. Et vous, chers apprentis, pénétrez-vous bien qu'il n'y a qu'en écoutant attentivement les leçons de vos maîtres, en suivant leurs conseils et en travaillant ferme que vous arriverez à faire de bons ouvriers, à gagner de l'argent et à devenir un jour patrons à votre tour. Alors vous serez de vrais hommes et vous aurez conquis la vraie indépendance, celle qui s'appuie sur la valeur de soi-même, le travail et la bonne conduite. (*Applaudissements.*)

M. JANVIER, secrétaire, proclame les noms des lauréats pour le concours de gravure.

Cette distribution terminée, M. Muzet, avant de lever la séance, remet à M. Nyckees, secrétaire trésorier, un parchemin illustré offert par les membres de la Chambre syndicale comme témoignage de remerciements pour les soins dévoués qu'il a apportés au premier concours des apprentis.

A ce témoignage est venu s'ajouter l'accueil le plus sympathique de toutes les personnes présentes à cette solennité qui, par d'unanimes applaudissements, ont témoigné aussi leur bonne impression, à l'égard de l'encouragement des études professionnelles.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Chambre syndicale de la Ganterie et Peaux pour gants.

Séance du 12 décembre 1887.

Rapport de M. C. Rivière, membre de la Chambre syndicale de la ganterie et peaux pour Paris, délégué de la 5^e section du Congrès en 1887.

Monsieur le Président et chers Collègues, vous avez bien voulu me faire l'honneur de me désigner comme délégué de la 5^e section du deuxième Congrès des Chambres syndicales. Je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion d'assister à ces séances. Les discussions qui s'y sont produites ont été extrêmement intéressantes.

Je réclame toute votre indulgence, Messieurs, pour le rapport dont je vais vous donner lecture.

Six questions ont été posées et des vœux émis sur chacune d'elles par un vote.

En voici les textes :

- 1^o Apprentissage et contrat d'apprentissage ;
- 2^o Enseignement professionnel ;
- 3^o Relations entre Chambres syndicales patronales et d'ouvriers ;
- 4^o Accidents de fabrique ;
- 5^o Assurances commerciales ;
- 6^o Institutions de prévoyance et d'épargne.

Sur la première question, je vous ferai remarquer, Messieurs, qu'à Paris, les cas d'apprentissage pour notre école d'ouvriers coupeurs sont rares. Il y aurait lieu de provoquer une discussion sur cet important sujet pour que notre Chambre prenne une décision. Quant à l'article de la loi de 1874 applicable aux ouvriers, le vœu exprimé est ainsi formulé :

Que chaque Chambre syndicale soit appelée à coopérer, chacune en ce qui la concerne, à la rédaction d'un règlement d'administration qui pourra intervenir au moment de la loi en préparation pour le travail dans les fabriques ou les manufactures.

En effet, Messieurs, j'en appelle à l'attention de la Chambre. Les lois qui nous régissent sur le travail sont formelles ; cependant leur application n'est pas toujours compatible avec les besoins de certaines industries.

On accepte des commissions pour marchandises à faire fabriquer et à livrer par traité à des époques déterminées souvent pour ne pas manquer le départ d'un navire.

L'exécution exige donc, pour se conformer au délai de livraison, de se mettre en contravention avec la loi pour avoir fait travailler le personnel au delà du règlement. Il y a donc lieu de demander des modifications à ce règlement qui seraient étudiées avec soin par la Chambre syndicale et rédigées par elle.

2^o Pour la deuxième question :

Sur l'enseignement professionnel, je ne pense pas que notre industrie soit dans la nécessité de suivre des cours nombreux et compliqués.

Chambre syndicale des Marchands Tailleurs de Paris.

Séance du 16 novembre 1887.

M. VERSINI rend compte du travail de l'École professionnelle.

Il est entré à l'École pendant le mois de novembre 59 pièces dont le produit est de 1,261 francs.

Pendant le même mois, il a été livré 54 pièces produisant 1,413 francs. Les professeurs libres ont en outre livré 10 pièces, soit au total 64 pièces

ayant produit 1,433 francs, somme supérieure aux appointements des professeurs.

Apprentis. — Le nombre des apprentis n'a pas varié. L'un d'eux devait terminer ses trois années d'apprentissage le 11 décembre, mais ayant été malade, il a été reconnu qu'il avait encore besoin de rester à l'École.

Il a été convenu qu'il lui serait accordé une paye de 1 franc par jour en sus du déjeuner et qu'il resterait encore un an.

Il y a actuellement à l'École 8 professeurs et 36 apprentis. 11 pièces sont en main.

Le travail baisse un peu.

M. VERSINI fait appel à la bonne volonté de ses confrères pour apporter du travail à l'École.

M. VIVIER présente les comptes des onze premiers mois de l'année courante :

Les dépenses se montent à	Fr. 28,936 65
Les recettes à	24,965 50
Déficit.	<u>3,981 15</u>

Le déficit de l'année 1886 était de 4,943 fr. 80 c.; il y a donc une plus-value de 1,000 francs cette année; elle est due à l'augmentation de subvention de la Ville. Les dépenses ont été sensiblement les mêmes, mais il faut considérer que le nombre des enfants a augmenté.

Malheureusement l'École a été desservie cette année auprès du Conseil. Il a été écrit au rapporteur que l'on travaillait pour les grandes maisons de confection, et que l'on faisait plutôt des contremaitres que des ouvriers, ce qui est absolument contraire à la vérité; les livres sont là qui le prouvent. Il faut donc que l'on réagisse pour obtenir cette année la même subvention.

M. VERSINI propose d'envoyer aux conseillers les noms des patrons qui ont donné du travail à l'École.

M. VIVIER croit que ce serait très bien si ces messieurs avaient le loisir de les lire, ce dont il doute très fort; ce qu'il faut, c'est protester très énergiquement auprès des conseillers municipaux individuellement. Il propose une note résumant les sacrifices faits pour l'École depuis sa fondation. Cette note, très courte et très claire, permettra de défendre l'institution qui a déjà tant dépensé pour donner gratuitement l'instruction professionnelle à un grand nombre d'enfants.

L'impression de cette note est décidée, et il en sera adressé un exemplaire à chacun des conseillers municipaux.

Avant de se séparer, la Chambre décide que la réunion générale qui devait avoir lieu le 20 janvier, veille de la fête donnée au profit de l'École professionnelle, sera reportée au 27 janvier.

Chambre syndicale de la Ganterie et Peaux pour gants

Assemblée générale du 9 janvier 1888.

En principe, la majorité de la Chambre verrait avec plaisir se former des apprentis gantiers ; mais la question ayant besoin d'être étudiée sérieusement, la Chambre nomme MM. Fontaine, Lepeinteur et Rivière membres d'une commission chargée spécialement de cette étude. Ces messieurs auront donc à présenter un rapport à ce sujet à la prochaine séance.

ÉTUDE

SUR

L'INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE

EXPOSÉ

Il y a, en ce moment, sur le bureau de la Chambre cinq projets de lois qui tendent également à la modification de la législation actuelle sur le travail dans l'industrie.

Ces projets ont été, récemment, discutés dans le *Bulletin* par M. Nusse avec sa haute science du droit et toute sa connaissance des besoins de protection de l'enfance ouvrière.

Il est donc inutile que nous en refassions ici l'analyse, et en ce qui les concerne, nous pouvons nous contenter d'émettre le vœu que, dans le remaniement des lois du 9 septembre 1848 et du 19 mai 1874, il soit tenu le plus grand compte des considérations développées par le secrétaire si autorisé de notre Société.

Aussi, sans nous préoccuper davantage de ce que ces lois deviendront, ou mieux de ce qu'elles devraient devenir, nous considérerons seulement que la législation nouvelle, quelle qu'elle puisse être, ne vaudra jamais qu'en raison de ce que sera le service de l'inspection chargée de veiller à son exécution, et nous rechercherons quels en devraient être l'organisation et le fonctionnement pour arriver aux meilleurs résultats.

Nous mettrons à profit dans cette étude l'expérience que nous avons

(1) Cette étude est le développement d'un projet de réorganisation remis le 10 mai 1883 à M. Girard, alors directeur du commerce intérieur au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

acquise, pendant six années, comme inspecteur divisionnaire du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

Nous dirons, pour commencer, sur quelles bases nous voudrions voir reposer l'inspection du travail.

Nous estimons, avant tout, qu'il faut aux inspecteurs la plus grande autorité morale. Leurs efforts ne tendent à rien moins, en effet, qu'à réformer les mœurs industrielles, et même, après douze ans, c'est une entreprise qui demande encore à être conduite avec bien des ménagements, et dans laquelle il convient de n'user des moyens de coercition qu'avec une extrême prudence. D'autant plus qu'il y a presque toujours tendance à une véritable coalition entre les patrons et ceux que l'État a le devoir de protéger, dans un but suprême de sauvegarde sociale, pour tromper la vigilance des inspecteurs, et qu'aussi souvent que cette vigilance est mise en défaut, la crainte de la loi, malgré les pénalités qui y sont édictées, s'affaiblit de plus en plus.

Il n'y a, donc, d'acquis en semblable matière que ce qui l'est par adhésion volontaire; en sorte que c'est surtout une œuvre de persuasion que les inspecteurs ont à accomplir et qu'il est manifeste qu'ils obtiendront d'autant plus de résultats que leur autorité morale sera plus grande.

Cette autorité morale ils la tiendront, tout d'abord bien évidemment, de leur caractère, de leur valeur technique, de leur intégrité, de leur impartialité; mais ensuite et surtout de la nature de leurs attributions.

Si ces attributions restent réduites à la police industrielle, il est à craindre qu'ils ne soient jamais que des agents pour le pouvoir et des policiers pour les industriels.

Aussi voudrions-nous qu'elles fussent étendues et que les inspecteurs du travail fussent appelés à jouer auprès du Ministre du Commerce et de l'Industrie un rôle analogue à celui que jouent auprès de celui de l'Agriculture les inspecteurs de l'agriculture.

Et cela ne semble-t-il pas tout indiqué, quand c'est au Ministre du Commerce et de l'Industrie qu'il incombe de veiller aux intérêts économiques du pays, dont le jeu est constamment sous les yeux des inspecteurs du travail;

Quand c'est à lui qu'il appartient de favoriser ou tout au moins de sauvegarder, dans le présent comme dans l'avenir, la production, la circulation et la consommation des richesses dans le pays :

Soit, par l'organisation d'expositions universelles ou particulières, qui vulgarisent les procédés de fabrication, font connaître les goûts des peuples étrangers, augmentent les relations commerciales et suscitent une concurrence plus étendue;

Soit, par l'institution de concours qui engendrent chez tous ceux

qui coopèrent à la production des richesses une bienfaisante émulation ;

Soit, par l'indication dans les conseils du gouvernement, des ports à améliorer, des canaux à approfondir, des voies ferrées à établir, des tarifs à modifier pour arriver à une diminution des frais de transport au profit de la prospérité nationale ;

Soit, par le développement et le perfectionnement incessants de l'enseignement professionnel à tous les degrés qui préparent le personnel du commerce et de l'industrie ;

Soit, par une bonne police sanitaire ou industrielle qui conserve aussi intactes que possible toutes les forces vives du pays.

Et alors que les inspecteurs du travail ont déjà pour devoir de renseigner le Ministre du Commerce et de l'Industrie sur tous les points qui relèvent de la police industrielle, sur les conditions physiques, intellectuelles et morales du travail, sur sa durée journalière, sur la sécurité et la salubrité des ateliers, etc., ne pourraient-ils pas également le renseigner très utilement, puisqu'ils pénètrent dans tous les milieux de la production industrielle, sur les conditions économiques du travail, — sur la nature de l'outillage, — sur la valeur technique de l'ouvrier, du contremaître, de l'ingénieur, — sur les connaissances spéciales qu'il faudrait à l'enfant, à l'adolescent, à l'adulte pour qu'ils deviennent de bons ouvriers, de bons contremaîtres, de bons ingénieurs (*Renseignements propres à fixer ou à modifier les programmes de l'enseignement professionnel*) ; — sur les moyens paraissant les plus propres à faire progresser la main-d'œuvre (*Expositions régionales, particulières ou universelles, concours de main-d'œuvre entre mécaniciens, chauffeurs, conducteurs de métiers, etc.*) ; — sur la nature des contrats de main-d'œuvre, — sur les formes d'association, d'assurances, etc. ; — sur les matières premières entrant dans la production, — sur les droits dont elles sont frappées, — sur les frais de transport, — sur les réductions demandées pour les uns et pour les autres (*Préparation des traités du commerce et revision des tarifs des chemins de fer*), etc. ?

N'y a-t-il pas là un champ toujours ouvert à des enquêtes précieuses et pouvant être d'autant plus fécondes qu'elles seront continuées ? Ce qui peut être, si elles sont poursuivies par les inspecteurs du travail, qui seront, d'ailleurs, toujours aptes à cette besogne délicate s'ils ne sont jamais choisis que conformément aux prescriptions de la loi du 19 mai 1874, soit parmi les ingénieurs sortis des grandes écoles du pays, soit parmi d'anciens directeurs d'établissements industriels importants.

Nul doute, du reste, que les industriels ne se prêtent à ces enquêtes devant amener pour eux des mesures tutélaires et même bienfaisantes de la part des pouvoirs publics.

Nul doute, également, que les inspecteurs qui leur auront procuré

ces avantages par des rapports consciencieux et bien étudiés ne grandissent à leurs yeux et ne gagnent leur confiance.

De telle sorte que lorsqu'ils formuleront les exigences des lois de protection, relativement au personnel des usines, en affirmant (ce qui est vrai) que l'on peut y satisfaire, comme le veut l'humanité, sans que l'on ait, effectivement, à souffrir dans ses intérêts, ainsi qu'on peut le craindre à première vue, ils seront non seulement écoutés mais crus. Ce qui vaut mieux, car alors ils seront obéis au profit de tous. Il y aura eu adhésion volontaire de la part des intéressés et le progrès recherché dans les mœurs industrielles sera obtenu, comme il convient, par l'évidence de ses bienfaits.

Nous poursuivrons, donc, cette étude en partant de cette base que les inspecteurs du travail ne seront pas seulement les agents de la police industrielle qui incombe au Ministre du Commerce et de l'Industrie, mais qu'ils auront aussi pour mission de le renseigner sur tout ce qui touche aux intérêts économiques du pays : production, circulation, consommation des richesses.

Et nous la diviserons en les quatre parties suivantes :

- I. — Inspection proprement dite ;
- II. — Centralisation du service ;
- III. — Évaluation budgétaire ;
- IV. — Recrutement du personnel, — avancement, — retraite.

I

INSPECTION PROPREMENT DITE

Les points essentiels à examiner dans l'organisation de l'inspection proprement dite sont :

Les Circonscriptions, les Inspecteurs, les Résidences, les Tournées, les Poursuites, les Rapports, les Archives.

Ces divers points feront l'objet d'autant de paragraphes de cette première partie de notre travail.

§ 1^{er}. — *Circonscriptions.*

Il avait été institué par l'article 16 de la loi du 19 mai 1874, seize circonscriptions d'inspection, qui furent délimitées par le décret du 15 février 1875 ; puis la loi du 16 février 1883 ayant attribué aux Inspecteurs du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie la surveillance de l'exécution de la loi du 9 septembre 1848, et autorisé, par suite, le gouvernement à en augmenter le nombre, il fut institué par le décret du 27 mars 1885, vingt et une circonscriptions délimitées comme suit :

TABLEAU

des vingt et une circonscriptions d'inspection.

ORDRE de la circonscription.	RÉSIDENCE de L'INSPECTEUR divisionnaire	RESSORT de la CIRCONSCRIPTION	ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION DE L'IMPORTANCE INDUSTRIELLE			
			POPULATION	Nombre des propriétaires d'appareils à vapeur.	Nombre de chevaux- vapeur au service de l'industrie.	QUANTITÉ de combustibles minéraux employés.
1 ^{er}	Paris.....	Seine.	2.961.089	4.617	49.207	2.983.300
2 ^e	Versailles....	Seine-et-Oise. Seine-et-Marne. Eure-et-Loir.	1.256.944	2.378	25.491	1.195.100
3 ^e	Bourges.....	Cher. Indre. Loir-et-Cher. Loiret. Nièvre.	1.653.230	1.616	20.184	657.800
4 ^e	Dijon.....	Côte-d'Or. Doubs. Jura. Saône-et-Loire. Yonne.	1.955.078	2.354	46.068	1.447.800
5 ^e	Nancy.....	Belfort (territoire de). Meurthe-et-Moselle. Haute-Saône. Vosges.	1.216.112	1.103	48.861	2.106.400
6 ^e	Reims.....	Aube. Marne. Haute-Marne. Meuse.	1.226.620	1.636	25.532	992.500
7 ^e	Saint-Quentin.	Aisne. Ardennes.	888.684	1.657	27.990	1.417.400
8 ^e	Lille.....	Nord.	1.670.184	3.560	103.211	5.024.000
9 ^e	Amiens.....	Pas-de-Calais. Somme.	1.402.508	1.849	50.656	2.598.000
10 ^e	Rouen.....	Eure. Oise. Seine-Inférieure.	1.595.361	1.563	58.757	1.626.000
11 ^e	Caen.....	Calvados. Manche. Mayenne. Orne.	1.665.443	922	12.765	515.200
12 ^e	Mantes.....	Côtes-du-Nord. Ille-et-Vilaine. Finistère. Loire-Inférieure. Morbihan. Vendée.	3.571.408	2.238	28.355	694.600

ORDRE de la circonscription.	RÉSIDENCE de L'INSPECTEUR divisionnaire	RESSORT de la CIRCONSCRIPTION	ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION DE L'IMPORTANCE INDUSTRIELLE			
			POPULATION	Nombre des propriétaires d'appareils à vapeur.	Nombre de chevaux- vapeur au service de l'industrie.	QUANTITÉ de combustibles minéraux employés
13 ^e	Angers	Indre-et-Loire. Maine-et-Loire. Sarthe. Deux-Sèvres. Vienne.	2.001.263	1.782	15.399	548.000
14 ^e	Limoges	Charente. Charente-Inférieure. Corrèze. Creuse. Dordogne. Lot. Haute-Vienne.	2.567.548	1.238	12.339	399.200
15 ^e	Bordeaux	Gers. Gironde. Landes. Lot-et-Garonne. Basses-Pyrénées. Hautes-Pyrénées.	2.327.763	1.343	14.743	563.200
16 ^e	Toulouse	Ariège. Aude. Haute-Garonne. Tarn. Tarn-et-Garonne. Pyrénées-Orientales.	1.834.858	1.349	12.320	567.600
17 ^e	Nîmes	Aveyron. Cantal. Gard. Hérault. Lozère.	1.654.975	1.558	28.548	1.237.900
18 ^e	Marseille	Alpes-Maritimes. Bouches-du-Rhône. Corse. Var. Vaucluse.	1.646.891	1.760	22.110	1.369.000
19 ^e	Grenoble	Basses-Alpes. Hautes-Alpes. Ardèche. Drôme. Isère.	1.524.185	1.460	14.547	802.300
20 ^e	Lyon	Ain. Rhône. Savoie. Haute-Savoie.	1.679.766	2.497	22.979	1.115.700
21 ^e	Saint-Étienne ..	Allier. Loire. Haute-Loire. Puy-de-Dôme.	1.918.993	1.794	51.895	2.173.000

Pour juger, en toute connaissance de cause, de la composition de ces circonscriptions, il eût fallu pouvoir mettre en regard de chacune d'elles la statistique complète de l'industrie qui s'y exerce. Malheureusement, cette statistique n'existe encore que pour l'industrie minérale (1885) et pour quelques industries principales (1873); nous avons donc dû, pour guider notre appréciation, nous contenter d'inscrire dans le tableau ci-dessus quelques éléments en rapport avec l'importance industrielle des diverses régions : 1^o la population (1886) à laquelle les industries locales relatives à l'alimentation, au vêtement, au logement, etc., sont, presque toujours, sensiblement proportionnelles; 2^o le nombre des propriétaires d'appareils à vapeur; 3^o la puissance en chevaux-vapeur de ces appareils; et 4^o enfin, la quantité des combustibles minéraux consommés, ces trois derniers éléments révélant assez bien l'importance de l'industrie générale, de celle dont les produits ne sont pas consommés, exclusivement, sur place; mais sont exportés soit sur d'autres points du territoire, soit même à l'étranger.

Par la comparaison de ces chiffres relatifs à chaque circonscription, on se rend compte (les 1^{re} et 8^o circonscriptions irréductibles (Seine et Nord) étant, d'ailleurs, mises à part) que le groupement des départements, par lequel elles ont été constituées, a été assez heureux.

Le résultat n'eût, d'ailleurs, pas été sensiblement meilleur si, au moment où ces vingt et une circonscriptions furent créées (1885), il en eût été accordé vingt-quatre ainsi qu'il avait été demandé.

Parmi elles, en effet, il en est bien, comme les 12^o et 14^o, où la population est sensiblement au-dessus de la moyenne; mais elles sont dans les régions les plus pauvres du pays et aussi les moins industrielles. Les inspecteurs n'y sont donc pas plus surchargés que dans les autres.

De plus, pour l'application *uniforme* de la loi (et c'est un point de la plus haute importance pour les intérêts en cause, toute inégalité de traitement ayant pour conséquence de fausser la concurrence), il importe beaucoup que le nombre des circonscriptions reste limité. La mesure dans laquelle il convient de se tenir eût donc peut-être été dépassée avec vingt-quatre circonscriptions. Et cela sans que leur importance industrielle en eût été réduite d'une façon telle qu'un seul inspecteur, par chacune d'elles, pût être enfin regardé comme suffisant.

Elles auraient toujours compté, en effet, plus de mille propriétaires d'appareils à vapeur en plus des nombreux industriels ayant dans leurs ateliers d'autres moteurs animés ou inanimés ou même n'en ayant pas du tout, et nous estimons d'après notre expérience personnelle qu'un inspecteur ne peut pas faire plus de deux cents

jours de tournée par an (étant donné le temps nécessaire aux déplacements), visiter par jour plus de cinq établissements de cent ouvriers ou leur équivalent en établissements de moindre importance, et y vérifier les conditions de travail de plus de cinq cents ouvriers, dont quarante à cinquante sujets mineurs.

La nécessité de deux inspecteurs par circonscription, sur laquelle nous reviendrons dans le paragraphe relatif au personnel, se serait donc toujours imposée.

Aussi considérons-nous, en résumé, comme satisfaisantes les vingt et une circonscriptions actuelles instituées par le décret du 27 mars 1885.

§ 2. — *Inspecteurs.*

Nous venons de dire que, dans l'intérêt suprême d'une application uniforme de la loi, il convenait de n'avoir pas plus de vingt et une circonscriptions d'inspection.

Nous avons dit, également, que chacune de ces circonscriptions d'inspection comptant plus de mille établissements industriels de plus de cent ouvriers, il y avait nécessité de leur attribuer deux inspecteurs.

Nous estimons donc que chacune d'elles comporterait un inspecteur divisionnaire et un adjoint, d'ailleurs de la même origine et ne différant entre eux que par le grade.

Et les attributions que nous avons énumérées comme nécessaires aux inspecteurs pour assurer leur autorité, seraient partagées entre eux comme suit :

Aux inspecteurs adjoints généralement plus jeunes ou plus nouveaux dans le service, incomberait de veiller à l'exécution des prescriptions les plus précises des lois sur le Travail dans l'Industrie.

Leur action tendrait surtout à assurer la stricte observation des prescriptions matérielles sur la durée journalière du travail, sur le travail de nuit, sur celui du dimanche, etc., etc.

Par les inspecteurs divisionnaires plus âgés, plus expérimentés, d'une capacité plus complètement éprouvée et dont on serait, par suite, en droit d'attendre des décisions plus réfléchies, seraient traitées, plus spécialement, les questions de service comportant des éléments d'appréciation, comme tout ce qui touche à la sécurité et à la salubrité des ateliers, par exemple.

C'est à eux, aussi, qu'il appartiendrait de poursuivre ces enquêtes économiques qui pourraient éclairer si puissamment et si heureusement le Ministre du Commerce et de l'Industrie pour l'accomplissement de sa haute mission de protection des intérêts matériels du pays.

L'institution de deux inspecteurs divisionnaires de grade différent dans chacune des circonscriptions aurait, de plus, l'avantage d'y

permettre la création d'une sorte de juridiction préalable de conciliation pour les contraventions aux prescriptions des lois sur le travail.

Les inspecteurs-adjoints constateraient toutes les infractions aux lois par des procès-verbaux qui se trouveraient, par là, revêtus du caractère le plus évident d'impartialité : la constatation pure et simple sans appréciation des cas.

Mais ces procès-verbaux ne seraient suivis de leurs conséquences judiciaires et pénales qu'après que les Inspecteurs divisionnaires auraient épuisé tous les moyens de persuasion pour amener les contrevenants à se mettre en règle de bonne volonté.

Par cette action prudente, on obtiendrait, très certainement, beaucoup de ces adhésions volontaires auxquelles nous ne croyons pas avoir attaché trop de prix dans notre exposé; et cela, dans de bien meilleures conditions que celles que nous nous étions vu obligé d'adopter pour agir dans cet esprit, alors que nous étions nous-même inspecteur divisionnaire.

Dans ce but, nous remettons, en effet, nos procès-verbaux à MM. les Procureurs de la République en les priant de vouloir bien se charger de l'œuvre de conciliation, dont nous venons de parler, et ils aboutissaient le plus souvent à un heureux résultat; mais c'était eux, et non nous, qui avaient le mérite de cet esprit de conduite, et notre autorité morale sur les industriels n'en était pas augmentée autant qu'elle l'aurait été, s'ils avaient su qu'ils devaient nous l'attribuer. Tel ne serait pas le cas si la combinaison de deux inspecteurs par circonscription, fonctionnant comme nous venons de le dire, était adoptée.

Cette marche du service pourrait, il est vrai, exister avec un seul inspecteur divisionnaire pourvu de ces inspecteurs départementaux que les Conseils généraux peuvent créer aux termes de l'article 21 de la loi du 19 mai 1874.

Mais, il est impossible de tenir compte ici de cette institution. Elle est encore beaucoup trop peu générale, bien qu'ayant sensiblement partout la même raison d'être. N'y a-t-il pas en effet, en chaque département, une industrie locale inhérente uniquement à la population, n'ayant en vue que la satisfaction de ses besoins immédiats : alimentation, logement, vêtement, etc., et n'est-ce pas surtout en vue de cette industrie que ces inspecteurs départementaux devraient être créés?

Nous nous réservons, du reste, de revenir sur eux dans une étude ultérieure; et quant à celle-ci, nous résumerons le présent paragraphe en proclamant, d'après les considérations qui viennent d'être développées, la nécessité, dans chaque circonscription, de deux inspecteurs, inégaux en grade, émanant du pouvoir central.

§ 3. — *Résidences.*

La loi du 19 mai 1874 impose aux inspecteurs de résider dans leurs circonscriptions.

Il est, par suite, de nécessité pour eux de le faire; d'autant plus que « l'inspecteur, comme tout officier de police judiciaire, donne l'indication de son domicile en tête de ses procès-verbaux et que cette mention doit y être portée à peine de nullité; qu'il (l'inspecteur) reçoit aussi à domicile les citations à témoins, soit à la requête du parquet, soit des parties en cause; qu'il (l'inspecteur) a encore à recevoir les avis des préfectures dans les cas d'accidents, de plaintes, d'assistance aux expertises, etc. » (1).

Il y a donc là une obligation étroite en raison de son importance juridique, et la résidence des inspecteurs doit être, comme le veut la loi, en un point de leur circonscription. Mais en quel point?

Il est évident que les résidences doivent être telles qu'il en résulte pour les inspecteurs la plus grande somme possible de mobilité dans les mouvements et la plus extrême facilité de déplacement.

Parmi les caractères d'une localité les plus propres à amener ce double résultat, il n'en est pas de plus essentiels que la convergence en ce lieu d'un très grand nombre de lignes de chemins de fer.

La résidence des inspecteurs en chacune des circonscriptions doit donc être, en dehors de toute autre considération, au point stratégique de chacune d'elles.

Pour les vingt et une circonscriptions actuellement existantes, et dont nous avons reconnu plus haut la composition assez heureuse, ces résidences ont été fixées respectivement à Paris, Versailles, Bourges, Dijon, Nancy, Reims, Saint-Quentin, Lille, Amiens, Rouen, Caen, Nantes, Angers, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Nîmes, Marseille, Grenoble, Lyon, Saint-Étienne.

Si l'on jette un coup d'œil sur une carte des chemins de fer français, on voit qu'il n'y a rien à reprendre aux points adoptés pour les résidences des inspecteurs.

Comme pour les circonscriptions, nous n'aurons donc à formuler ici pour les résidences qu'une approbation sans réserve de ce qui existe actuellement.

§ 4. — *Tournées.*

Si tout doit tendre à faciliter les mouvements des inspecteurs, c'est que les tournées sont la partie essentielle de leurs travaux.

(1) Eug. TALLON. *Manuel pratique et commentaire de la loi du 19 mai 1874.* 3^{me} Édition. Paris. F. Pichon. 1885.

Mais le bon choix des résidences n'est pas le seul moyen de les rendre plus aisées.

Elles seraient également facilitées à un très haut degré par la libre circulation des inspecteurs sur toutes les lignes des chemins de fer sillonnant leur circonscription.

Et il suffirait, pour que cet avantage leur fût assuré, que chacune des sept grandes Compagnies du réseau français consentît pour le service de l'inspection de huit à vingt permis (1) ne représentant ensemble que le double de l'étendue des lignes en exploitation.

Le tableau de la page suivante, où nous avons indiqué, pour chacune des circonscriptions, chacun des réseaux sur lesquels elle s'étend, suffit à mettre ce point en évidence.

On peut, donc, espérer que ce petit nombre de permis ne serait pas trop difficile à obtenir des Compagnies, qui sont ordinairement justiciables des inspecteurs, et qui en délivrent déjà à tous les fonctionnaires chargés des contrôles divers de leur vaste industrie.

Et ce résultat obtenu, les inspecteurs, partant de résidences bien placées et circulant librement sur toutes les voies ferrées de leur circonscription, pourraient faire aisément leurs tournées.

Comment, dès lors, devraient-ils les faire? On ne saurait leur tracer de règle à cet égard, attendu qu'elle ne pourrait être la même partout.

La nature des industries continues ou intermittentes, leur concentration ou leur dissémination, la connexion à établir avec certaines enquêtes prescrites ou s'imposant d'elles-mêmes, mille éléments divers peuvent et doivent influencer l'inspecteur et fixer ses résolutions.

Seul, en un mot, il est à même d'apprécier le moment où il convient de les faire, la durée qu'il faut leur donner, la mesure dans laquelle il importe de les répéter, etc.

La seule chose que l'on puisse et que l'on doive même imposer aux inspecteurs, à leur égard, c'est d'indiquer de la manière la plus précise comment ils les ont accomplies et quels résultats elles leur ont donnés.

Il conviendrait, donc, que leurs rapports fussent extrêmement complets sur ce point.

De plus, en ce qui touche à l'observation des lois, les inspecteurs devraient établir chez chaque industriel un bulletin de visite et signer le registre d'inscription du personnel assujetti aux lois.

Et les indications du bulletin seraient reportées sur un registre, où chaque industriel aurait sa page spéciale, de telle sorte que l'on puisse y suivre d'année en année, pour chacun d'eux, les variations dans l'observation de la loi.

(1) Le nombre des permis indiqués par le tableau suivant devant, en effet, être doublé puisqu'il y aurait deux inspecteurs par circonscription.

GRANDES Compagnies du Réseau	CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DU TRAVAIL																	NOMBRE de permis par Compagnie				
	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e	12 ^e	13 ^e	14 ^e	15 ^e	16 ^e	17 ^e		18 ^e	19 ^e	20 ^e	21 ^e
Etat. . . .	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1	1	1	1	1	»	»	»	»	1	9
Est	1	1	»	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6
Midi. . . .	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	1	»	»	»	»	4
Nord	1	1	»	»	»	»	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6
Orléans . .	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	1	1	1	1	»	»	»	1	10
Ouest	1	1	»	»	»	»	»	»	»	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	6
P.-L.-M . .	1	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	1	1	1	10
Nombre de permis par circonscription	6	6	3	2	2	2	2	1	1	2	1	3	3	2	3	3	3	1	1	1	3	51

Enfin, dans le cours de leurs tournées, les inspecteurs devraient se mettre en rapport autant qu'ils le pourraient avec les commissions locales instituées par les articles 20, 21 et 22 de la loi du 19 mai 1874.

§ 5. — *Poursuites.*

Nous avons, déjà, indiqué plusieurs fois dans quel esprit de prudence et de modération nous estimons que doivent agir les inspecteurs.

Mais, arrivés à ce paragraphe relatif aux poursuites qu'ils peuvent avoir à exercer contre les contrevenants, nous devons préciser encore notre manière de voir.

Elle s'appuie sur les recommandations empreintes d'une si haute sagesse, inscrites dans les instructions générales adressées, sous la date du 29 mai 1875, aux inspecteurs divisionnaires et rédigées sous l'inspiration si large de l'illustre président de la Commission supérieure d'alors, J.-B. Dumas, auquel notre Société est aussi heureuse que fière de devoir son existence.

Voici ces recommandations :

« Les inspecteurs s'inspireront de cet esprit de bienveillance et de fermeté qui éclaire et conseille plutôt qu'il ne réprime; ils écouteront les plaintes et les réclamations qui leur seront adressées, feront comprendre à tous la pensée de la loi, qui n'est pas de gêner l'industrie, mais bien d'assurer le développement intellectuel et physique de l'enfant, en vue même de faciliter le progrès du travail national. Bien renseignés sur le mobile qui a dirigé le législateur, les industriels comprendront les avantages de la loi et rendront ainsi, on doit l'espérer, très rare la rédaction de procès-verbaux destinés à préparer la répression des contraventions. »

Ce qui est tracé dans ces lignes, n'est-ce pas précisément l'œuvre de persuasion que les inspecteurs nous semblent devoir poursuivre, ainsi que nous l'avons dit en commençant, pour obtenir ces adhésions volontaires sans lesquelles on ne saurait réaliser une stricte observation des lois sur le travail?

Et n'y trouve-t-on pas aussi cette préoccupation d'arriver à ce résultat avec de très rares procès-verbaux, qui nous a inspiré, tout au moins en partie, notre combinaison de deux inspecteurs de grades différents par circonscription?

Avec elle, en effet, toutes les contraventions sont bien relevées par des procès-verbaux, mais ceux-ci ne sont pas suivis immédiatement de leurs conséquences judiciaires et pénales.

Avant que de leur donner suite, l'inspecteur divisionnaire auquel ils sont remis par l'inspecteur adjoint qui les a dressés, fait appel à la conciliation et invite les délinquants à se mettre en règle et ce n'est

que lorsque tous ses efforts, dans cette voie modérée, sont demeurés stériles qu'il laisse la justice suivre son cours.

Aussi semble-t-il légitime d'espérer qu'une résistance qui serait si imprudente dans ces conditions ne se produira que très rarement, et que le nombre des procès-verbaux, de ceux, du moins, qui seront suivis d'effet, sera très restreint. Ce qui maintiendra à ces lois nécessaires, bien que d'exception, leur caractère paternel sans nuire cependant à leur action effective puisque tous les cas délictueux auront été instruits, et que ceux-là seuls seront poursuivis comme il convient, pour lesquels il n'aura pas été donné satisfaction de bonne volonté.

Tel est donc, suivant nous, l'esprit dans lequel les infractions aux lois sur le travail dans l'industrie devront être poursuivies.

Il nous reste, maintenant, à examiner dans quels cas il y aura lieu de dresser des procès-verbaux.

Les obligations imposées aux industriels par la loi du 19 mai 1874 sont définies dans ses quinze premiers articles, et peuvent être présentées article par article sous les rubriques suivantes :

ART. 1. et 2. — Age d'admission.

ART. 3. — Durée du travail.

ART. 4. — Travail de nuit.

ART. 5. — Travail du dimanche.

ART. 6. — Usines à feu continu.

ART. 7. — Travaux souterrains.

ART. 8. — Fréquentation de l'école.

ART. 9. — Certificats d'instruction primaire.

ART. 10. — Livrets et registre.

ART. 11. — Affichage.

ART. 12. — Travaux fatigants et dangereux.

ART. 13. — Travaux dangereux et insalubres.

ART. 14. — Propreté et ventilation.

ART. 15. — Bonnes mœurs et décence publique.

Par la netteté et la précision de leur rédaction les onze premiers de ces articles ne prêtent à aucune erreur d'interprétation, et l'on ne saurait hésiter dans leur application.

Il en est de même des règlements d'administration publique qui les corroborent.

Mais, c'est tout différent pour les articles 12 et 13 et même 14 et 15, et dans la plupart des cas les infractions à leurs prescriptions sont vraiment de l'appréciation des inspecteurs.

Aussi, aux termes de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874, les inspecteurs ne peuvent-ils dresser procès-verbal en raison d'une cause de danger ou d'insalubrité reconnue par eux, qu'après avoir pris l'avis de la Commission locale et en le consignant dans leur procès-verbal.

M. Eugène Tallon estime, toutefois, qu'il ne saurait résulter une

fin de non-recevoir contre le procès-verbal de l'inspecteur de ce que l'avis de la commission locale n'aurait pas été recueilli.

Et la jurisprudence, après avoir penché dans ses premières décisions rendues sur la question dans le sens de l'obligation préalable d'avis dont le défaut constituerait une fin de non-recevoir, s'est prononcée, ultérieurement, pour que l'avis de la commission locale fût simplement requis pour être joint au procès-verbal de l'inspecteur non déclaré nul cependant par suite de l'absence initiale de cet avis (arrêt de la cour de Grenoble du 18 juin 1881).

Quoi qu'il en soit, la question reste obscure : sauf, naturellement, pour les cas nettement définis dans les règlements d'administration publique qui ont été édictés postérieurement, ainsi qu'il était prescrit dans ces articles de la loi.

Et voilà pour la prévention de danger ; mais, en cas d'accidents survenus, les incertitudes sont encore plus grandes, la loi étant absolument muette à cet égard.

Et il ne nous paraît pas que l'on puisse suppléer à son silence par cette simple formule que *l'outil ou l'installation ayant blessé, c'est qu'ils étaient dangereux*, de telle sorte que l'inspecteur puisse dresser procès-verbal en cas d'accidents comme il eût pu le faire dans ceux de simple prévention de danger.

Nous estimons, au contraire, que dans l'état actuel de la législation sur ce point, ce n'est pas à l'inspecteur qu'il appartient d'engager l'action en matière d'accident, mais uniquement au Parquet.

D'autant que les industriels ne sont pas tenus à notifier aux inspecteurs du travail les accidents survenus dans leurs industries comme ils sont tenus de le faire à la justice, ou à l'administration des mines, lorsque c'est dans cette industrie spéciale et dangereuse qu'ils se produisent. Et ce serait, assurément, la condition essentielle pour qu'ils pussent les instruire et les poursuivre ; ainsi qu'il incombe actuellement de le faire aux Procureurs de la République.

Ces magistrats ont d'ailleurs, relativement à ces sortes d'affaires, des instructions particulières pour ne les classer ou ne leur donner suite qu'après avoir pris l'avis des inspecteurs du travail (Circ. min. justice des 1^{er} mars 1876 et 14 juin 1879), et c'est pour les inspecteurs du travail, à leur tour, une obligation stricte de leur donner leur avis ainsi qu'aux préfets (Circ. min. commerce des 29 août 1875 et 26 juin 1885, — Eugène Tallon, n° 332, p. 387 du *Manuel pratique*, 3^e édition. Paris, 1885, et Bouquet, p. 72 du *Travail des enfants*. Paris, Berger, Levrault et C^{ie}, 1885).

Telle est, du moins, dans une affaire qui nous a été personnelle l'interprétation que nous avons cru devoir donner aux textes, et comme elle n'a pas été réfutée, il nous semble qu'elle peut être tenue pour fondée jusqu'à nouvel informé.

Nous regrettons, toutefois, que les choses doivent se passer ainsi, et nous voudrions que les industriels fussent astreints à la déclaration immédiate des accidents aux inspecteurs du travail, comme ils le sont actuellement vis-à-vis de la justice et de l'administration des mines.

Et, dans ces conditions nouvelles, ce pourrait être à eux qu'on fit, désormais, un devoir d'instruire et de poursuivre ces sortes d'affaires, qu'ils sont à même de traiter avec toute la compétence voulue.

Il nous paraît aussi utile, avant de clore ce paragraphe, d'émettre le vœu que d'une manière générale, soit par une assimilation à des délits des contraventions aux lois protectrices du travail, soit de toute autre manière, les inspecteurs divisionnaires soient, dans l'avenir, autorisés à dresser des procès-verbaux *par information*.

Il n'arrive, en effet, que trop souvent, surtout pour les établissements isolés, que l'approche de l'arrivée des inspecteurs est signalée et que les industriels ne s'y mettent en règle que pour le moment de leur passage.

Les inspecteurs apprennent ces faits par la rumeur publique, mais sans pouvoir, dans l'état actuel, les réprimer ; ce qui est fort grave, parce que cela met en évidence l'impuissance de leur action contre la mauvaise foi de certains coupables.

En définitive, il y a donc encore beaucoup à faire pour arriver à une action définie, précise et efficace en matière de poursuites.

Ce qui s'explique, d'ailleurs, le législateur de 1874 ayant dû compter avant tout sur le concours de tous les honnêtes citoyens pour faire entrer dans les mœurs la législation nouvelle essentiellement préventive et tutélaire, et cela surtout par la persuasion.

Mais sans abandonner cette voie qui reste pour nous toujours la meilleure, ainsi que nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, nous n'en estimons pas moins qu'il serait utile de mieux définir les points douteux révélés par la pratique.

Dans tous les cas, aussi longtemps que cela ne sera pas fait, nous admettons, comme correctif, avec notre organisation de deux inspecteurs par circonscription qu'aux inspecteurs-adjoints, sortant à peine des écoles, il appartiendrait surtout de verbaliser sur les onze premiers articles de la loi ; et que pour les quatre autres cela ne serait jamais fait autant que possible que par les inspecteurs divisionnaires plus expérimentés, plus réfléchis, mûris, en un mot, par l'âge et l'expérience, et cela même, si l'on arrive à les faire fonctionner régulièrement (ce qui serait peut-être le moyen) avec le concours des commissions locales, ainsi qu'il est prescrit en l'article 18 de la loi du 19 mai 1874.

En sorte que les deux inspecteurs de chaque circonscription se complèteraient l'un par l'autre et qu'en cas de maladie ou de tout autre

empêchement de l'un d'eux, l'autre pourrait le suppléer. Ce qui constituerait un énorme avantage sur l'état actuel, dans lequel une circonscription peut rester sans inspecteur pendant un temps relativement long.

§ 6. — *Rapports.*

Lorsque nous nous sommes occupés des tournées, nous avons dit : « La seule chose que l'on doive imposer, en ce qui les concerne, aux inspecteurs, c'est d'indiquer de la manière la plus précise de quelle nature ils les ont accomplies et quels résultats elles leur ont donné. »

Il n'est pas nécessaire, néanmoins, que les rapports soient très nombreux. Il suffit qu'ils soient très complets, et un rapport de tournées par trimestre est certainement suffisant.

Toutefois, les rapports trimestriels ne sauraient dispenser les inspecteurs du rapport annuel prescrit par l'article 19 de la loi du 19 mai 1874.

Les rapports annuels et de tournées des divers inspecteurs devraient être tous établis dans la même forme.

Cette forme serait arrêtée après que les inspecteurs auraient tous donné leur avis à cet égard.

Il importe d'amener sur ce point la plus grande uniformité possible dans le service; attendu que c'est le seul moyen de le centraliser aisément, et si la centralisation est défectueuse, il ne peut plus y avoir d'action dirigeante efficace.

Les rapports de tournées seraient accompagnés de tableaux où la situation dans laquelle aurait été trouvé chacun des industriels visités serait indiquée d'une manière complète et précise.

Le rapport annuel serait accompagné de tableaux résumant ces indications par départements, par catégorie d'industries et pour la circonscription tout entière.

Le travail matériel exécuté serait représenté par chaque inspecteur sur une carte de sa circonscription.

Les tableaux seraient tous identiques dans leur tracé et les cartes dressées toutes à la même échelle.

Il importerait, enfin, que tous les inspecteurs envoyassent leurs différents rapports au ministère à une même époque pour tous.

Et, enfin, autant que besoin serait, les inspecteurs divisionnaires enverraient chaque année, à l'occasion de la session d'août des conseils généraux, un rapport à chacun des préfets de leur circonscription, sur l'état d'observation, dans leurs départements respectifs, des lois de protection du travail à l'application desquelles ils auraient mission de veiller. Les inspecteurs rédigeraient, d'ailleurs, ces rapports dans la forme qui leur paraîtrait la plus convenable suivant le cas.

Enfin, étant donné notre système de deux inspecteurs par circonscription, ce sont les inspecteurs divisionnaires qui feraient au Ministre le rapport annuel et les rapports sur les conditions économiques de l'industrie de leur région et aussi ceux sur les accidents.

Aux inspecteurs-adjoints incomberait la rédaction des rapports relatifs à la police industrielle; mais pour la bonne règle ces rapports ne seraient adressés au Ministre que revêtus du contreseing des inspecteurs divisionnaires et amendés par eux s'il y avait lieu.

Ils en serait de même pour tous les rapports envoyés aux Préfets, qu'ils émanent des inspecteurs-adjoints ou des inspecteurs départementaux.

Mais il apparaît immédiatement qu'il ne suffirait pas que tous les travaux fussent envoyés au Ministre du Commerce et de l'Industrie ou aux Préfets et qu'il conviendrait aussi, pour la bonne marche, qu'ils demeurassent en minute à la disposition des inspecteurs en chacune des résidences des diverses circonscriptions.

Aussi, terminerons-nous cette partie de notre étude relative à l'inspection proprement dite par quelques mots ayant trait à la constitution et à la conservation des archives du service de l'inspection.

§ 7. — *Archives.*

Il importe donc que, dans chaque circonscription, il existe des archives complètes.

Le fond devrait, naturellement, en être formé par toute la correspondance avec le Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Mais il conviendrait, aussi, qu'elles renfermassent toute la correspondance du service, tant avec les diverses administrations départementales qu'avec les parquets, les commissions locales et les industriels.

Tous les documents émanant du service, lettres, rapports, etc., etc., devraient par suite être tirés dans des copies de lettres appelés à rester aux archives.

Et pour faciliter les recherches tous les documents devraient être répérés les uns par rapport aux autres; et il devrait être tenu, en chaque circonscription, un registre d'inscription de la correspondance au départ et à l'arrivée. Et en cas de changement de mains, ce registre permettrait de constater que toutes les collections sont complètes et il servirait à la transmission du service.

Les archives devraient, de plus, renfermer une statistique industrielle qui serait tenue à jour par tous les moyens les mieux appropriés.

Cette statistique serait reportée sur des cartes d'état-major de la circonscription, et chaque inspecteur aurait toujours avec lui en tournées la série de ces cartes.

Enfin, comme les archives ne sauraient être constituées en double sans de graves inconvénients, il conviendrait qu'elles fussent réunies dans un local affecté spécialement à l'inspection du travail dans les bureaux de l'administration départementale de la résidence de l'inspecteur (préfecture ou sous-préfecture).

Nous voudrions même qu'il y eût là un véritable secrétariat de l'inspection, où se trouverait un secrétaire-archiviste qui veillerait à la conservation des archives et ferait toutes les copies que les inspecteurs lui demanderaient pour le service.

Ce bureau de l'inspection s'imposerait, d'ailleurs, si (et nous avons déjà dit combien cela nous paraîtrait souhaitable au double point de vue de la sécurité et de l'hygiène des ateliers) les industriels étaient tenus à faire aux inspecteurs la déclaration des accidents survenus dans l'industrie pour qu'ils les instruisent et les poursuivent en tant que de besoin.

Il s'imposerait également, si à l'imitation de l'Espagne (et cela ne paraît pas moins souhaitable) il était jamais prescrit qu'à l'avenir en France on ne construira aucun établissement industriel d'un certain ordre sans que les plans en soient déposés dans les bureaux de l'inspection du travail industriel, en chacune des circonscriptions, pour être soumis à l'examen d'un jury spécial dont il devrait obtenir l'approbation en ce qui touche les prescriptions indispensables d'hygiène et de sécurité pour les ouvriers.

Cela termine la première partie de notre étude ; nous ne croyons pas toutefois devoir la clore sans la résumer dans les quelques lignes suivantes pour en bien faire saisir l'économie.

En résumé, nous estimons que, pour maintenir au service de l'inspection du travail toute l'unité désirable, il convient de ne pas augmenter le nombre des circonscriptions existant actuellement et qui nous paraissent, d'ailleurs, assez heureusement composées.

Nous trouvons, toutefois, qu'il est nécessaire de doter chacune d'elles de deux inspecteurs, mais de grades différents, tant en raison de leur importance industrielle que du besoin qui s'impose d'y créer une juridiction de conciliation pouvant amener l'observation des lois de protection du travail, nouvelles dans nos codes, plutôt par la persuasion que par la coercition, en sorte qu'elles pénètrent plus facilement dans les mœurs et qu'on obtienne ces adhésions volontaires qui seules assurent la stricte obéissance aux lois. D'autant qu'il importe que ces lois revêtent au plus tôt le caractère de toutes les lois qui est de contraindre à se conformer à la manière de voir commune les quelques récalcitrants qui se rencontrent toujours en toute société et non de soumettre la masse aux vues de quelques-uns.

Nous considérons que les résidences des inspecteurs ont été bien choisies pour assurer toute l'élasticité désirable à leurs déplacements,

mais qu'on pourrait faciliter encore davantage les tournées, qui sont la partie essentielle de leur service, en obtenant pour eux des diverses Compagnies de chemins de fer du réseau français des permis de circulation sur toutes les voies ferrées sillonnant leurs circonscriptions respectives.

Quant à ces tournées en elles-mêmes, nous estimons qu'il doit être laissé à leur égard une latitude absolument entière aux inspecteurs, à la charge par eux, toutefois, d'en rendre compte de la manière la plus circonstanciée dans leurs divers rapports.

Dans ces tournées incomberait aux inspecteurs-adjoints le devoir de dresser procès-verbal de toutes les contraventions relevées ; mais ces procès-verbaux ne devraient être suivis de leurs conséquences judiciaires et pénales qu'après que les industriels, appelés en conciliation par les inspecteurs divisionnaires, auraient refusé de se rendre à leurs observations et de se conformer de bonne volonté aux prescriptions légales.

Cette œuvre de conciliation formerait une partie des attributions des inspecteurs divisionnaires ; mais ils auraient, en outre, à s'occuper plus spécialement et si possible avec le concours des commissions locales, qu'ils s'efforceraient, par suite, de faire fonctionner, des moyens d'assurer la sécurité et l'hygiène des ateliers.

Ce sont eux qui procéderaient aux enquêtes sur les accidents, et qui feraient toutes les recherches nécessaires pour éclairer le Ministre du Commerce et de l'Industrie sur les conditions économiques de l'industrie de leurs circonscriptions.

Cette organisation et ce fonctionnement seraient enfin complétés par l'institution, en chacune des résidences des inspecteurs, d'un bureau pourvu d'un secrétaire-archiviste qui ferait l'expédition et la copie des divers rapports des inspecteurs et serait le gardien des archives de la circonscription. Il y aurait là un noyau de l'inspection du travail autour duquel viendraient s'en grouper tous les éléments divers.

Nous allons passer maintenant à la deuxième partie de notre étude.

II

CENTRALISATION DU SERVICE

La centralisation du service de l'inspection du travail dans l'industrie nous paraît nécessiter l'institution d'une inspection générale et de conférences périodiques entre les divers inspecteurs au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Nous allons, par suite, nous occuper successivement dans les cinq paragraphes suivants :

De la nécessité d'une inspection générale, de son organisation, de son fonctionnement, de la nécessité de conférences, de leur fonctionnement.

§ 1^{er} — *Nécessité d'une inspection générale.*

Il faut que les travaux des inspecteurs soient à la fois dirigés par le Ministre et résumés entre ses mains.

La Commission supérieure doit avoir connaissance des principaux faits qu'ils indiquent, des desiderata qu'ils signalent.

Elle en délibère et d'après son avis et celui du Comité consultatif des arts et manufactures, le conseil d'État étant entendu, les règlements d'administration publique que le Ministre juge nécessaires à la bonne exécution de la police industrielle sont portés à la signature du Président de la République.

Il y a ensuite à faire parvenir aux inspecteurs ces règlements, avec les instructions nécessaires pour qu'ils puissent veiller à leur exécution stricte et l'obtenir.

L'analyse des travaux des inspecteurs avec l'appréciation nécessaire des faits signalés par eux, la préparation des règlements d'administration publique et la rédaction des instructions relatives à leur application ne sauraient être faites utilement que par quelqu'un ayant pratiqué l'inspection à tous ses degrés et étant appelé à en suivre encore tous les jours le fonctionnement dans les établissements industriels eux-mêmes.

La science de l'ingénieur, la pratique de l'inspection, ne sont pas moins nécessaires que les connaissances administratives générales pour préparer toutes les mesures qu'il peut convenir de prendre pour arriver à une protection efficace du travail dans l'industrie.

Une mesure quelconque, en effet, ne vaut jamais qu'en raison de son caractère pratique; et même, quand elle est inapplicable, elle n'est pas seulement stérile, mais devient encore dangereuse parce qu'elle jette le trouble dans l'esprit des agents d'exécution, et les place dans l'incertitude sur la conduite à tenir. En présence des ordres inexécutables qu'ils reçoivent, ils ne savent plus comment concilier leurs devoirs d'obéissance hiérarchique avec les responsabilités qui se dressent devant eux dans le domaine des faits.

La nécessité d'un inspecteur général à la tête de l'inspection, d'ailleurs monté de grade en grade jusqu'à ce sommet, s'impose donc, pour assurer aux mesures émanant de l'administration centrale un caractère pratique et pour mettre les inspecteurs divisionnaires et adjoints, dans l'exercice de leurs délicates fonctions, à l'abri de toutes tracasseries possibles de bureaux susceptibles de s'irriter de n'être pas obéis passivement au cas même d'empêchements légaux ou

matériels qu'ils ignorent parce que la pratique seule les révèle et qu'ils ne la possèdent pas.

Un inspecteur général serait très certainement en toute circonstance le défenseur ardent de ses subordonnés intelligents, consciencieux et zélés, qui verraient, par suite, dans la certitude de cet appui la sécurité de leur position et y puiseraient la tranquillité d'esprit sans laquelle il n'est pas de bon travail possible.

De plus, en raison de sa haute situation, un inspecteur général pourrait aller jusqu'à faire des représentations à un Ministre entraîné par la passion politique dans les questions où elle doit faire trêve.

Il semble, en effet, que parvenu au sommet de son corps, à l'apogée des dignités offertes à son ambition, n'ayant plus rien à attendre que du respect et de la vénération de ses subordonnés, l'inspecteur général pourrait être poussé, par là même, à n'obéir en toutes circonstances qu'à sa conscience.

Tandis que, dans l'organisation actuelle, il peut paraître au moins imprudent d'espérer cette abnégation d'un simple chef de bureau, porté aux excès de zèle par le désir très légitime de parvenir, et manquant, d'ailleurs, pour préjuger de toutes les conséquences de ses actes, et de la maturité de l'âge et de la pratique des hommes et des choses.

Et il ne suffirait même pas, pour que l'on pût être plus rassuré à cet égard que ce chef de bureau fût pris parmi les inspecteurs; car, encore bien qu'il aurait alors les connaissances techniques suffisantes pour ne pas adresser à ses anciens collègues des ordres inexécutables ou intempestifs, il n'en manquerait toujours pas moins de l'autorité nécessaire pour empêcher contre eux (en tant qu'il le voudrût) les abus de pouvoir auquel un Ministre peut toujours se livrer dans l'état actuel de l'arbitraire administratif.

La nécessité d'une inspection générale s'impose donc par bien des considérations diverses; et nous allons dire maintenant comment il nous semble qu'elle devrait être organisée.

§ 2. — *Organisation de l'Inspection générale.*

De même que deux inspecteurs nous ont paru nécessaires en chacune des circonscriptions, nous estimons que l'inspection générale, instituée au Ministère du Commerce et de l'Industrie, devrait comporter deux inspecteurs généraux.

L'un d'eux, toutefois, ne serait qu'inspecteur général adjoint et partant inférieur en grade au chef du corps; mais, cependant, encore à un degré hiérarchique supérieur par rapport aux inspecteurs de l'inspection proprement dite placés sous ses ordres.

Nous jugeons ces deux inspecteurs généraux nécessaires pour trois raisons principales.

D'abord, parce que l'organisation du travail dans l'industrie, telle que nous la comprenons, embrasse deux ordres de questions bien distinctes : celles d'ordre purement administratif et celles d'ordre économique, et qu'à chaque ordre de questions doit répondre plus particulièrement un homme.

Ensuite, parce qu'il est essentiel que l'inspection générale ne reste pas sans chef pendant les tournées des inspecteurs généraux qui seront, tout au moins, fréquentes alors même qu'elles ne seraient pas longues prises isolément.

Enfin, parce qu'il importe qu'un inspecteur ne soit pas appelé à prendre la tête du service sans avoir subi une sorte d'initiation par son adjonction à un inspecteur général déjà en fonctions.

On va voir, en effet, quelle importance nous attribuons à ces hautes fonctions par le détail des devoirs qui nous paraissent incomber aux inspecteurs généraux, et que nous donnerons dans le prochain paragraphe.

Nous dirons toutefois auparavant qu'en dehors des deux inspecteurs généraux, l'inspection générale devrait comporter encore un secrétaire, un secrétaire-adjoint et deux expéditionnaires. Les deux secrétaires seraient des inspecteurs-adjoints de 1^{re} et de 2^{me} classe, qui se pénétreraient dans cette situation de l'esprit qui devrait les animer dans leurs fonctions actives ultérieures.

De plus, si besoin était, ils accompagneraient les inspecteurs généraux en tournée, ce qui les initierait encore davantage au service.

§ 3. — *Fonctionnement de l'Inspection générale.*

L'inspection générale du travail dans l'industrie centraliserait les travaux des inspecteurs et leur en accuserait réception.

Elle les analyserait, les résumerait et y ferait les réponses qu'il conviendrait.

Elle préparerait les travaux de la Commission supérieure et les résumerait. Aussi, l'inspecteur général devrait-il être membre de droit de cette Commission, dont le secrétaire serait le secrétaire même de l'inspection générale. Et, en cas d'absence, ces deux fonctionnaires seraient suppléés dans la Commission supérieure par l'inspecteur général-adjoint et le secrétaire-adjoint de l'inspection générale.

L'inspection générale réunirait les éléments du rapport annuel du Président de la Commission supérieure au Président de la République.

Elle formulerait les règlements d'administration publique corroborant les lois à l'exécution desquelles les inspecteurs du travail industriel auraient mission de veiller.

Elle suivrait et assurerait l'évolution de ces projets de règlements jusqu'à la promulgation des décrets y relatifs.

Elle assurerait l'exécution de ces règlements par tous les moyens qu'il conviendrait.

Elle préparerait les décisions, les arrêtés et les circulaires ministérielles relatives au service, et elle les ferait parvenir à qui de droit.

Elle mettrait en projets les améliorations à introduire après une étude attentive des législations et des organisations similaires des pays étrangers.

Enfin, elle assurerait par tous les moyens possibles la bonne marche du service, tant par des ordres nets, précis et pratiques, que par une surveillance active et directe.

Les inspecteurs généraux devraient faire, en effet, de fréquentes tournées dans lesquelles ils contrôleraient les travaux des inspecteurs, la tenue des archives, etc.

Ils devraient également s'attacher à vérifier, *de visu*, l'exactitude des rapports des inspecteurs sur les accidents, d'abord en raison de la gravité de la question; puis, aussi, parce qu'il y a presque toujours dans ces faits fortuits un enseignement sur les progrès à réaliser pour atteindre à une protection plus efficace de la main-d'œuvre tant en ce qui touche à la sécurité qu'à l'hygiène des ateliers.

C'est encore l'inspection générale qui préparerait les travaux des conférences dont nous concevons surtout la nécessité, ainsi que nous allons le dire, dans le but d'arriver à une application absolument uniforme, sur toute l'étendue du pays, des lois relatives au travail.

Il nous semble, d'ailleurs, que toute la tâche de l'inspection générale peut se résumer dans ce but suprême à atteindre pour que l'intervention malheureusement nécessaire de l'État, dans de semblables matières, ne vienne pas fausser, à l'avantage de quelques-uns ou au détriment de plusieurs, les lois naturelles de la concurrence commerciale et industrielle s'exerçant sans contrainte.

§ 4. — *Nécessité des conférences.*

Il est, avons-nous dit, d'un intérêt suprême, pour que la concurrence ne soit pas faussée par l'intervention de l'État dans les questions du travail, que les lois déterminant cette ingérence soient appliquées avec la plus stricte uniformité sur toute l'étendue du pays.

Les règlements les mieux faits, les instructions les plus précises, les inspections générales les plus fréquentes ne sauraient suffire à assurer ce résultat.

Il y faut un échange de vues entre les inspecteurs sous les yeux de leurs chefs, les deux inspecteurs généraux, attendu que dans des lois aussi récentes que celles sur le travail qui viennent à peine d'être introduites dans nos codes, il y a un côté très délicat, celui de l'interprétation.

Et c'est un point qui demande d'autant plus à être éclairé que la jurisprudence, ou tout au moins une jurisprudence définitivement fixée, fait encore défaut à ces lois.

De plus cette ligne de conduite uniforme si nécessaire ne peut apparaître clairement aux inspecteurs qu'après la discussion entre eux, des points qui les embarrassent.

C'est, en effet, dans ces discussions que s'élaborerait, comme d'elle-même, la solution de tous ces points délicats.

La nécessité des conférences entre les inspecteurs nous semble donc mise en évidence par ces diverses considérations et, les tenant pour nécessaires, nous allons dire maintenant quels pourraient être déjà, suivant nous, leurs travaux. Les événements de chaque jour ne manqueront pas, d'ailleurs, d'en indiquer d'autres encore qui devraient leur être attribués.

§ 5. — *Travaux des Conférences.*

On devrait, avant tout, chercher à fixer dans ces conférences l'interprétation à donner aux textes des lois et des règlements annexes, et cela, en tenant compte bien naturellement des jugements déjà rendus en ces matières par les cours et tribunaux.

Il nous semble importer beaucoup, en effet, que dans les poursuites contre les industriels, le gouvernement soit, pour ainsi dire, assuré que la justice statuera en sa faveur.

Puis ce sont les moyens les plus propres à assurer la bonne marche du service qui pourraient être mis en discussion, et les inspecteurs ne devraient pas se séparer avant que de les avoir arrêtés au moins momentanément.

Il pourrait, ou mieux dans notre pensée, il devrait en être de même de tous les tracés depuis celui du bulletin de visite jusqu'à celui des tableaux devant accompagner les différents rapports trimestriels ou annuels.

Et si nous donnons ces derniers travaux comme étant ceux qui devraient être accomplis, tout d'abord, dans les conférences, c'est que trop souvent l'on n'arrive à une plus grande régularité dans le fond que par une plus grande régularité dans la forme.

Tels pourraient, donc, être les travaux des conférences et pour qu'ils soient fructueux, il nous semble qu'il suffirait qu'elles fussent tenues seulement deux fois par an, en février et en novembre par exemple.

Et le programme de leurs travaux étant arrêté assez longtemps à l'avance, la durée de leurs sessions n'aurait pas besoin d'être de plus de six jours.

Enfin, la dépense qu'elles entraîneraient devrait être très limitée, étant donné que la libre circulation des inspecteurs sur les voies fer-

rées de leurs circonscriptions respectives pourrait facilement être étendue jusqu'à Paris pendant la durée des sessions par une entente avec les Compagnies du réseau, auprès desquelles on ne devrait pas rencontrer de difficultés, le principe de la libre circulation étant acquis pour les inspecteurs.

Et maintenant, sans insister davantage sur ce sujet, nous allons terminer cette deuxième partie de notre étude en la résumant en quelques lignes.

En raison des diverses considérations que nous venons de faire valoir, nous estimons que la centralisation du service de l'inspection du travail dans l'industrie ne saurait être faite que par l'institution, au Ministère du Commerce et de l'Industrie, d'une inspection générale et de conférences.

Le personnel de l'inspection générale se composerait d'un inspecteur général, d'un inspecteur général adjoint, d'un secrétaire, d'un secrétaire-adjoint et de deux expéditionnaires.

Le secrétaire et le secrétaire-adjoint seraient les inspecteurs-adjoints de 1^{re} et de 2^{me} classe. Ils feraient dans ces positions un véritable stage et ils y prendraient l'esprit de conduite qui devrait les diriger dans leurs fonctions actives ultérieures.

Tous les travaux de l'inspection proprement dite seraient résumés par l'inspection générale, qui préparerait aussi, d'après eux, les travaux de la Commission supérieure et les développements nécessaires de la législation.

Enfin, l'inspection générale dirigerait le service et veillerait à sa bonne marche par tous les moyens possibles et notamment par des tournées.

Des conférences auraient lieu deux fois par an, entre tous les inspecteurs réunis, et sous la haute direction des deux inspecteurs généraux qui en seraient les président et vice-président et avec le concours des secrétaire et secrétaire-adjoint de l'inspection générale qui y rempliraient les mêmes fonctions.

Une ligne de conduite uniforme sur tous les points du service serait arrêtée dans ces conférences et elle devrait être scrupuleusement suivie par tous les inspecteurs, après son approbation par le Ministre.

Nous estimons que dans ces conditions l'action de l'inspection du travail dans l'industrie serait portée au plus haut point possible, et nous allons rechercher maintenant dans la troisième partie de notre étude à combien tout le service ainsi organisé reviendrait annuellement.

ÉVALUATION BUDGÉTAIRE

Nous venons de rappeler que l'inspection du travail dans l'industrie instituée suivant nos vues comprendrait un inspecteur général, un inspecteur-adjoint, un secrétaire, un secrétaire-adjoint et deux expéditionnaires.

Avant de passer à l'établissement du budget du service tout entier, nous rappellerons que pour nous l'inspection proprement dite doit compter en chacune des vingt et une circonscriptions qui la composent un inspecteur divisionnaire, un inspecteur-adjoint et un archiviste.

De plus, nous estimons que, pour que tous les fonctionnaires aient un stimulant à leur zèle, il importe qu'il y ait deux classes dans tous les grades et que chacune des premières classes compte un nombre de titulaires moitié de celui des titulaires de la deuxième classe.

Nous considérons enfin comme nécessaire et suffisante l'attribution de 10,000 francs pour frais de bureau et de tournées à l'inspection générale et de 5,500 francs pour le même objet à chacune des circonscriptions d'inscription.

Il convient de noter ici que, par suite de nos combinaisons, tous les inspecteurs jouissant de la libre circulation sur les chemins de fer seraient en réalité mieux dotés avec les allocations ci-dessus que dans l'état actuel des choses.

Et si on l'établit sur ces bases, le budget de l'inspection peut être présenté comme suit :

INSPECTION DU TRAVAIL INDUSTRIEL

Vingt et une circonscriptions territoriales.

INSPECTION GÉNÉRALE

ARTICLE PREMIER. — *Traitements.*

1 inspecteur général de 1 ^{re} classe.	Fr. 8.000 »	
1 inspecteur général de 2 ^e classe.	7.000 »	
1 secrétaire.	4.000 »	
1 secrétaire-adjoint.	3.000 »	
2 expéditionnaires (2.400 + 1.800)	4.200 »	26.200 »

Report . . . Fr. 26.200 »

ARTICLE 2. — *Frais de tournée.*

Frais de tournée de l'inspection générale (maximum) Fr. 10.000 »

INSPECTION PROPREMENT DITE

ARTICLE PREMIER. — *Traitements.*

Inspecteurs divisionnaires.

7 inspecteurs divisionnaires de 1 ^{re} classe	
à 6,000 francs.	Fr. 42.000 »
14 inspecteurs divisionnaires de 2 ^e classe	
à 5,000 francs.	70.000 »

Inspecteurs adjoints.

7 inspecteurs-adjoints de 1 ^{re} classe à 4,000 fr.	28.000 »
14 inspecteurs-adjoints de 2 ^e classe à 3,000 fr.	42.000 »

Secrétaire-archivistes.

7 secrétaires-archivistes de 1 ^{re} classe à	
1,500 francs.	10.500 »
secrétaires archivistes de 2 ^e classe à	
1,200 francs.	Fr. 16.800 » 209.300 »

ARTICLE 2. — *Frais de tournée et de bureau.*

21 circonscriptions à 5,500 francs l'une.	115.500 »
TOTAL.	Fr. 361.000 »

Le chiffre inscrit, actuellement, au Chapitre XII du Budget du ministère du Commerce et de l'industrie pour l'Inspection du travail est de 176,000 francs.

Pour satisfaire à nos diverses combinaisons, il faudrait donc doubler ce chiffre.

Nous estimons que cet excès de dépenses est pleinement justifié.

En effet, tandis que, dans l'état actuel des choses, l'inspection ne compte qu'un personnel de vingt et un inspecteurs divisionnaires, ce personnel s'élèverait, si nos combinaisons étaient adoptées, à quarante-six inspecteurs de tous grades et vingt et un archivistes.

Il serait plus que triplé, la dépense étant à peine doublée. L'argent serait donc en réalité mieux dépensé. Surtout que le service présenterait alors une homogénéité parfaite et que l'on ne serait jamais

exposé à le voir chômer soit par suite de vacance d'un poste, soit pour cause de maladie d'un fonctionnaire ou pour toute autre raison. La caractéristique de notre projet est, en effet, d'avoir partout deux hommes pouvant toujours se suppléer en cas de besoin.

Nous ajouterons qu'il nous semble, d'ailleurs, que l'on ne saurait hésiter à inscrire au budget la somme nécessaire à la mise sur pied de l'inspection, quelque aggravation de nos charges financières qui paraisse devoir en résulter.

N'est-il pas évident, en effet, qu'il y a bien meilleur emploi des deniers publics quand une dépense donne des résultats effectifs que lorsqu'une dépense même bien moindre n'en donne que peu ou pas, ainsi qu'il en est toujours avec les organisations insuffisantes ?

Il serait donc bien préférable d'allouer 361,000 francs pour l'inspection du travail dans l'industrie plutôt que de continuer à ne lui accorder que 176,000 francs (1); puisque, avec la première somme, on la mettrait debout et qu'elle rendrait tout ce que l'on est en droit d'en attendre, tandis qu'avec la seconde elle ne peut que continuer à donner les maigres résultats dont l'opinion publique s'est déjà plainte plus d'une fois avec trop de raisons.

En résumé, il nous paraît préférable de dépenser le double et d'avoir des résultats que de dépenser moitié moins et de n'en avoir pas.

Le budget que nous venons de présenter est, donc, pleinement justifié; aussi passerons-nous, sans nous y arrêter davantage, à la quatrième partie de notre étude.

IV

RECRUTEMENT — AVANCEMENT — RETRAITE

On a très certainement déjà jugé, par les développements qui précèdent, que nous estimons que l'inspection du travail dans l'industrie doit être un corps constitué.

Telle est bien, en effet, notre conviction et en voici les raisons :

Les inspecteurs du travail, avons-nous dit, n'obtiendront de résultats durables dans leur mission que s'ils jouissent auprès des industriels d'une autorité morale incontestée.

Et cette autorité morale, avons-nous dit encore, ils la tiendront, comme il en est toujours, de leur caractère, de leur savoir, de leur impartialité et de l'importance de leurs fonctions.

(1) Et pour montrer toute l'insuffisance de ce chiffre de 176,000 francs, ne suffit-il pas d'indiquer que le budget de la seule inspection départementale de la Seine est de 136,450 francs ?

De l'importance que nous voudrions voir attribuer aux fonctions des inspecteurs du travail, nous en avons déjà suffisamment parlé, et de leur savoir nous nous occuperons bientôt.

Il ne nous reste donc plus à envisager ici que leur caractère et leur impartialité.

Il nous paraît à peine nécessaire de démontrer que de tous les fonctionnaires, ceux-là seuls qui appartiennent aux corps constitués peuvent (sans danger pour eux-mêmes et partant réellement) montrer leur caractère et agir en toute impartialité, en toute sincérité de conscience.

C'est un fait que nous révèle l'expérience de chaque jour et qui s'explique d'ailleurs suffisamment par la propriété du grade, sinon de la fonction qui assure à celui qui la possède une certaine indépendance.

Certainement que le pouvoir ne peut plus se livrer aussi facilement à l'arbitraire administratif à l'égard de ces fonctionnaires privilégiés; mais n'est-ce pas tout à l'avantage du public qui trouve à cela une large compensation dans l'intégrité avec laquelle les devoirs professionnels sont remplis?

Et de toutes les fonctions en est-il qui demandent à être pratiquées avec plus d'intégrité que celles des inspecteurs du travail, alors surtout que dans l'état actuel de la législation, une action pouvant mettre en cause les intérêts matériels et moraux des industriels est presque entièrement laissée à leur appréciation?

Il importe donc que l'inspection du travail dans l'industrie constitue un corps.

Et la nécessité de ce corps étant reconnue, nous allons rechercher quels devraient en être: le recrutement, l'avancement, la retraite.

§ 1^{er}. — *Recrutement.*

Le savoir technique des inspecteurs du travail nous paraît suffisamment garanti par les conditions d'admission à ces fonctions inscrites dans l'article 17 de la loi du 19 mai 1874.

Nous estimons, toutefois, qu'étant donné le développement qu'a déjà pris la législation du travail, il importe que les candidats admissibles aux termes de cet article 17, en raison de leurs connaissances générales attestées par un diplôme d'ingénieur, soient appelés à faire preuve dans un examen d'admission d'une connaissance suffisante de cette législation du travail et de leur aptitude à bien satisfaire à toutes les exigences du service au point de vue des rapports, des tournées.

A cet examen ne seraient donc admis que des ingénieurs, des industriels et des inspecteurs départementaux; toutefois ces derniers ne devraient l'être qu'à la condition d'avoir été pris par les conseils généraux dans les cas prévus par l'article 17 de la loi du 19 mai 1874.

Ainsi, par exemple, les candidatures des médecins, fussent-ils même docteurs (1), nous paraissent devoir être absolument rejetées; attendu que si les ingénieurs sont bien initiés à l'hygiène des ateliers, ce qui n'a pas empêché le législateur de 1874 de prévoir certains cas où l'inspection est tenue de prendre l'avis des médecins, ceux-ci ne reçoivent jamais au cours de leurs études (d'ailleurs fort sérieuses en tous points) la moindre notion sur l'industrie en général, encore moins en ses particularités.

On peut donc tenir les médecins, si savants qu'ils soient d'ailleurs, pour absolument impropres à juger de la sécurité des ateliers ou des conditions particulières du travail et, à plus forte raison encore, à recueillir des données économiques relatives à l'industrie et à ses besoins; ce qui, nous l'avons dit, devrait former, tout au moins, une bonne part de la besogne des inspecteurs et notamment des inspecteurs divisionnaires.

Pour entrer dans l'inspection un concours devrait donc être ouvert entre les candidats admissibles aux termes de l'article 17 de la loi du 19 mai 1874.

Quant au programme de ce concours, il est évident qu'il ne saurait trouver sa place ici; mais nous croyons, pourtant, en avoir suffisamment indiqué les grandes lignes en disant que les candidats devraient être appelés à faire preuve d'une connaissance suffisante de la législation du travail et de toutes les aptitudes nécessaires à l'accomplissement des devoirs de la profession.

Il n'y aurait, d'ailleurs, de concours ouvert que pour le grade d'inspecteur-adjoint de deuxième classe, et c'est par là que l'inspection aurait, déjà, le caractère d'un corps constitué.

Et comme le traitement affecté au premier grade ne serait que de 3,000 francs, il est probable que la plupart des candidats au concours seraient de jeunes ingénieurs sortant des écoles. Ce serait un débouché sur lequel ils ne manqueraient très probablement pas de se porter et en assez grande quantité pour que l'inspection pût se recruter presque exclusivement parmi eux, et cette accession des jeunes lui donnerait un regain de forces vives des plus heureux.

Maintenant que nous avons dit comment on entrerait dans l'inspection, nous allons exposer comment nous estimons que l'avancement s'y ferait.

§ 2. — *Avancement.*

Étant donné que l'on n'entrerait dans l'inspection qu'avec le grade le plus bas d'inspecteur-adjoint de deuxième classe et que toutes les positions supérieures seraient, par suite, réservées exclusivement aux

(1) Projet de loi déposé le 13 novembre 1886 par le gouvernement.

fonctionnaires du corps, nous estimons que les plus méritants des inspecteurs devraient avancer environ d'une classe tous les cinq ans et d'un grade tous les dix ans.

En sorte qu'en admettant l'entrée dans le corps à l'âge de vingt-cinq ans, l'inspecteur-adjoint de deuxième classe passerait à la première classe de ce grade vers trente ans, avec une augmentation de 1,000 francs, puis qu'il deviendrait inspecteur divisionnaire de deuxième classe vers trente-cinq ans avec une nouvelle augmentation de 1,000 francs, et enfin inspecteur divisionnaire de première classe vers quarante ans, avec encore 1,000 francs d'augmentation.

A cet âge et dans ce dernier grade il aurait donc 6,000 de traitement; et en admettant qu'avec un minimum de cinquante ans d'âge et de vingt-cinq ans de service on pût faire valoir ses droits à la retraite, il pourrait rester dix ans dans cette situation, d'ailleurs suffisamment avantageuse.

De plus, les plus dignes des inspecteurs divisionnaires de première classe pourraient toujours espérer devenir, pendant ce temps, inspecteurs généraux de deuxième, puis de première classe; l'incitation au zèle existerait toujours pour eux.

Comme, du reste, il y a tout intérêt à ce que les inspecteurs restent le plus longtemps possible dans la même circonscription pour la bien connaître, les classes comme les grades seraient attribués uniquement à la personne et non à la fonction.

Tout cela étant dit, il ne nous reste plus qu'un mot à ajouter sur les retraites pour en avoir fini avec cette quatrième et dernière partie de notre étude; c'est ce que nous allons faire.

§ 3. — *Retraite.*

Les inspecteurs, avons-nous dit, auraient droit à la retraite après vingt-cinq ans de service et avec un minimum d'âge de 50 ans.

Ce sont là des conditions avantageuses; mais elles nous paraissent imposées par la nature des choses. Le service de l'inspection est très pénible, et après vingt-cinq ans de services et au delà de 50 ans d'âge les aptitudes physiques peuvent très certainement et très souvent manquer pour une telle sorte de travail.

Au point de vue pécuniaire la retraite devrait, d'ailleurs, être liquidée suivant les règles en vigueur. Si elles restaient ce qu'elles sont aujourd'hui, la retraite d'un inspecteur divisionnaire de 1^{re} classe (et c'est un grade auquel tous les bons serviteurs devraient pouvoir prétendre) serait de 3,000 francs.

Et, comme il est assez rare aujourd'hui de dépasser dans l'industrie privée un traitement de 6,000 francs, et qu'il est fort difficile, sinon impossible, d'y économiser 3,000 francs de rente en vingt-cinq ans, il

ne fait pas doute pour nous que les candidats à l'admission dans l'inspection ne soient très nombreux.

Nous pensons même qu'ils le seront tellement que, si l'on estimait qu'un examen ne pût révéler toutes les conditions devant être remplies pour être inspecteur de travail, on pourrait laisser à la Commission supérieure le soin de prendre parmi les quatre premiers sujets indiqués par le concours, deux candidats à désigner plus particulièrement au choix du Ministre qui, à son tour, apprécierait quel est celui des deux qui conviendrait le mieux pour le service.

La solution deviendrait ainsi aussi parfaite que possible et le favoritisme serait, d'ailleurs, suffisamment écarté par la nécessité de ne prendre l'inspecteur que dans les quatre premiers sortis du concours.

En résumé on voit, d'après ce que nous venons de dire, que, dans l'inspection du travail, l'avancement serait assez normal et assez important, la retraite assez belle et assez rapide pour qu'elle fût recherchée par de nombreux candidats.

Son recrutement serait, donc, assuré et même facile et dans des conditions de connaissances générales et particulières telles que la marche du service serait bonne et que tous les résultats désirables seraient obtenus, bien certainement.

Nous voilà arrivé au terme de notre étude; il nous semble, toutefois, que nous ne saurions la clore sans nous résumer et conclure; c'est ce que nous allons faire aussi brièvement que possible.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Dans cette étude nous sommes parti de cette idée que l'inspection du travail devait jouer auprès du Ministre du Commerce et de l'Industrie un rôle très important, non seulement quant à la police industrielle, mais aussi comme instrument d'information sur les conditions économiques de l'industrie.

Nous avons admis qu'elle devait l'aider également dans sa double mission de conservation des forces vives du pays, et de sauvegarde et de protection de ses intérêts matériels.

Cette conception des attributions de l'inspection du travail a eu pour résultat de nous faire envisager son développement comme nécessaire.

Toutefois, les harmonies économiques ne pouvant découler que du libre essor des intérêts en présence, nous avons dû admettre immédiatement que le nombre actuel des circonscriptions ne saurait être augmenté.

Il importe, en effet, essentiellement que ce nombre reste limité pour que l'action tutélaire de l'État qui s'impose exceptionnellement en ces matières par des raisons d'ordre social, s'exerce bien de la même manière partout et ne vienne pas fausser, par conséquent, la libre concurrence qui est la source de ces harmonies.

Le développement nécessaire de l'inspection nous est donc apparu comme devant être réalisé par une augmentation du nombre des inspecteurs. Nous avons dit que nous estimions qu'il suffirait qu'il y en eût deux, au lieu d'un, dans chacune des circonscriptions actuelles.

Par là la puissance de l'inspection serait bien en proportion des devoirs dont l'accomplissement lui incomberait; et, de plus, si les inspecteurs placés à côté l'un de l'autre en chacune des circonscriptions étaient de grades différents, un tribunal de conciliation se trouverait tout naturellement formé, qui amènerait, très certainement, le plus grand nombre des délinquants à l'observation des prescriptions légales sans qu'il y eût à laisser suivre aux procès-verbaux leurs conséquences judiciaires et pénales.

Les lois de protection du travail garderaient ainsi ce caractère paternel que le législateur de 1874 a cherché à leur imprimer et qu'il convient tant de leur conserver puisqu'elles ne tendent à rien moins qu'à réformer les mœurs industrielles : ce qui ne doit et ne peut vraiment être obtenu que par des adhésions volontaires de tous les intéressés.

Passant ensuite en revue les différents éléments de l'inspection du travail, nous avons été amené à approuver le choix des résidences actuellement fixées aux inspecteurs; et pour qu'avec cela, leur faculté de déplacement fût portée au maximum, il nous a suffi d'émettre le vœu que la libre circulation, sur toutes les voies ferrées sillonnant leurs circonscriptions respectives, leur fût accordée à la demande du Gouvernement par les différentes Compagnies du réseau.

Quant aux tournées, nous avons dû reconnaître qu'il n'était que les inspecteurs qui pussent juger de leur opportunité, de l'étendue et de la durée à leur donner, etc., et qu'en définitive il n'y avait à leur demander, à cet égard, que d'en rendre compte avec le plus de précision possible.

Pour les poursuites nous avons rappelé l'esprit de prudente conduite recommandé aux inspecteurs sur les conseils de J.-B. Dumas, l'illustre président de la première Commission supérieure du travail dans l'industrie, et nous avons dit combien il nous paraissait nécessaire de ne point s'en écarter encore, bien que la loi du 19 mai 1874 fût déjà en vigueur depuis douze ans.

Il nous semble, en effet, qu'il reste toujours beaucoup à faire par la voie de la persuasion et qu'y renoncer ce serait s'exposer à rendre la loi odieuse à ceux-là mêmes qu'elle protège.

Passant ensuite aux rapports que les inspecteurs devraient adresser au Ministre du Commerce et de l'Industrie, aux préfets des départements de leurs circonscriptions, etc., nous avons dit qu'il ne les faudrait pas nombreux mais circonstanciés, et qu'il importait surtout, pour la centralisation du service, qu'ils fussent tous présentés dans la même forme et aux mêmes époques.

Nous avons dit aussi l'utilité qu'il y aurait à constituer des archives absolument complètes en chacune des circonscriptions, à leur affecter un local administratif en la résidence des inspecteurs et à y placer un secrétaire-archiviste qui les dégagerait de la besogne accessoire du service : mise au net des rapports, etc. Ce secrétariat aurait, de plus, l'avantage de donner un véritable corps à l'inspection du travail en province.

Tel a été, en substance, l'exposé de nos vues sur l'inspection proprement dite. Nous avons traité, ensuite, de la centralisation du service.

Dans cette seconde partie de notre étude, notre objectif a été d'assurer aux Inspecteurs des juges et des guides compétents.

Il faut, en effet, une connaissance profonde de l'industrie, une pratique prolongée de la surveillance des ateliers pour adopter avec toute la sûreté de vue désirable les mesures de protection véritablement les plus effectives. Et sans ce savoir technique, ce n'est que trop souvent que l'on se laissera séduire par des apparences trompeuses (1) ; et rien de plus grave, car il n'est que le juste qui soit accepté en sem-

(1) Ainsi, pour le repos du dimanche dans les verreries, le décret du 5 mars 1877 n'autorise le travail des enfants que jusqu'à 8 h. du matin, et les maîtres-verriers demandent qu'il le soit jusqu'à midi. — Eh bien, quelle que soit l'apparence, et quoique les maîtres-verriers semblent solliciter une augmentation de quatre heures de travail par semaine pour les enfants, on les protégerait, effectivement, beaucoup mieux en satisfaisant à leur demande qu'en maintenant le décret du 5 mars 1877 dans sa teneur actuelle. — En effet, dans l'industrie du verre, c'est la matière et les appareils dans lesquels on opère qui fixent la durée du travail. — On peut seulement combiner sa marche de manière à en faire tomber les périodes en tel ou tel moment du jour. Et si on se conforme à la coutume, il se trouve naturellement que tout est pour le mieux, que le travail est régulier, qu'il se fait pendant les heures les plus fraîches du jour et qu'il laisse les plus longues périodes de nuit possibles pour le repos. Et c'est là ce qui exige que le travail soit autorisé le dimanche jusqu'à midi pour que les enfants commencent le travail le dimanche matin à 4 h. pour le reprendre ensuite le lundi à la même heure et de même les jours suivants. Ils reposent ainsi toutes les nuits ; tandis que pour finir le dimanche à 8 h. il leur faut se mettre au travail le samedi à 10 h. du soir, puis ayant fini le dimanche matin à 8 h., recommencer le dimanche soir à 10 h. du soir et par conséquent passer sans sommeil les deux nuits du samedi au dimanche et du dimanche au lundi. Leurs forces sont donc moins bien ménagées que s'ils sont mis à même de suivre la coutume, et nous avons donc eu raison de dire que malgré les apparences c'est en autorisant leur travail jusqu'à midi le dimanche qu'on les protégerait plus efficacement qu'en ne les autorisant à travailler que jusqu'à 8 h. du matin. — Cette anomalie tient à ce que l'industrie dont il s'agit est toute particulière et que les enfants ne sauraient y faire par semaine ni plus ni moins de 56 heures, étant donné qu'il y a 70 heures de soufflage et qu'une place tournante assure à chaque place fixe deux heures de repos par jour. En sorte qu'en réalité le problème de la protection revient à chercher comment il est le plus avantageux pour eux de faire les 56 heures de travail irrédutibles et inaugmentables, et il se trouve (et ce fait n'est pas pour étonner) que c'est en se conformant à la coutume et voilà pourquoi la limitation inférieure, inscrite dans le décret du 5 mars 1877, se trouve en défaut malgré l'apparence. C'est ce que nous avons cherché à mettre en évidence dans notre précédent travail sur les verreries (*Bulletin* du 3^{me} trimestre 1887).

blable matière, parce qu'il ne froisse pas les intérêts et que même, le plus souvent, il les concilie tous.

Et l'importance de ces connaissances techniques et pratiques ayant été dégagée par nous, nous avons présenté naturellement, comme de toute nécessité, la création d'une inspection générale appelée à centraliser le service et à lui donner l'impulsion qu'il convient.

De plus, quels que pussent être les avantages à attendre de la haute compétence de l'inspection générale, ils ne nous ont pas paru être les seuls ; et nous avons exprimé la pensée que l'inspection trouverait, dans cette création, la plus haute expression d'unité et qu'elle deviendrait un corps constitué bien hiérarchisé et dont les membres se trouveraient ainsi placés, autant qu'il est possible, à l'abri de l'arbitraire ministériel, ce qui leur permettrait d'agir, dans une sorte de sécurité et en toute sincérité de conscience, avec cette intégrité et cette impartialité qui donnent à ceux dont elles marquent les actes une grande autorité morale, qui, à se rencontrer chez les inspecteurs, seraient, nous le croyons, fécondes en très heureux résultats.

Et pour que l'on retrouvât bien dans l'inspection générale la marque de cette unité nécessaire, nous avons dit que le secrétariat en devrait être formé par deux inspecteurs adjoints qui feraient là une sorte de stage, tant auprès des inspecteurs généraux que de la Commission supérieure dont ils seraient également les secrétaires.

Nous nous sommes étendu, ensuite, sur les attributions de cette inspection générale appelée à centraliser, à diriger et à surveiller le service, et à y faire régner, par conséquent, avec le même esprit, les mêmes règles de conduite aussi bien dans le sens de la coercition que dans celui de la persuasion, suivant les cas.

Il y a, en effet, à atteindre par l'unité d'action une équité suprême vers laquelle doivent tendre tous les efforts, qui nous a fait dire également combien il nous paraîtrait utile d'instituer entre tous les inspecteurs des conférences, au moins bi-annuelles, où ils échangeraient leurs vues sur toutes les questions et où ils s'entendraient pour leur donner, en tant que semblables, la même solution en chacune de leurs circonscriptions.

Et l'inspection générale étant constituée, le personnel de tout le service a existé pour nous et nous avons pu dans la troisième partie de notre étude en établir le budget.

Nous sommes arrivé à un total de 361,000 francs au lieu de 167,000 francs, somme à laquelle il se chiffre actuellement ; mais nous avons cru pouvoir dire, à cet égard, que mieux valait, comme emploi des deniers publics, dépenser double et avoir des résultats que dépenser moitié moins et n'en avoir pas.

Enfin, dans la quatrième partie de notre étude, nous avons traité du recrutement, de l'avancement et de la retraite.

Attachant (et ce avec toute raison, nous le croyons) la plus grande importance aux connaissances techniques chez les inspecteurs, nous avons considéré que nul ne devrait être admissible aux fonctions d'inspecteurs du travail que conformément à l'article 17 de la loi du 19 mars 1874, et même avec cette extension que les inspecteurs départementaux ne sauraient l'être qu'autant qu'ils auraient été choisis par les conseils généraux dans les conditions prescrites par cet article.

De plus, ces conditions ne donnant de garanties que sur les connaissances générales des candidats, nous avons ajouté qu'il nous semblerait nécessaire d'ouvrir entre les admissibles un concours d'admission, et que même le caractère des inspecteurs ayant une très grande importance, la Commission supérieure pourrait être, encore, appelée à choisir, entre les quatre premiers sortant de ce concours, deux sujets à présenter au choix du Ministre qui proclamerait enfin entre eux l'heureux élu. En sorte que l'on réaliserait sur ce point toute la sélection possible.

Pour l'avancement il nous a paru qu'il serait assez rapide et susciterait, par conséquent, une émulation suffisante si l'on ne pouvait entrer dans le corps que par le grade inférieur et s'il était institué deux classes par grade avec une proportion de $\frac{1}{3}$ de 1^{re} classe et de $\frac{2}{3}$ de 2^{me} classe.

Enfin pour la retraite il nous a semblé qu'en raison du caractère éminemment actif de la fonction d'inspecteur, elle pourrait être fixée à vingt-cinq ans de services avec un minimum d'âge de 50 ans.

Et, nous résumant sur cette quatrième partie, nous avons cru pouvoir dire que dans ces conditions les avantages seraient suffisants pour inviter des hommes d'une valeur véritable à se présenter au concours pour l'inspection.

En sorte que, constituée suivant nos vues, elle réunirait l'unité et la capacité susceptibles de donner à son action toute l'efficacité désirable.

Toutefois, parvenu au terme de cette étude, nous ne saurions nous dissimuler qu'il faut tenir pour un sérieux obstacle à l'adoption de nos combinaisons l'aggravation de dépenses qui en serait corrélatrice.

Aussi croyons-nous devoir signaler que, sans les réaliser immédiatement dans leur intégrité (ce qui serait assurément le meilleur), on entrerait cependant dans la voie du progrès, en se résolvant, pour commencer à la mesure suivante :

Retrait, au bureau de l'industrie du Ministère du Commerce, de tout ce qui est relatif à l'inspection du travail dans l'industrie pour l'attribuer à une inspection générale créée au même Ministère pour répondre aux nécessités que nous avons exposées plus haut et avec le personnel que voici.

1 inspecteur général à.	Fr. 7.000
1 inspecteur divisionnaire, secrétaire de l'inspection générale.	5.000
2 expéditionnaires à 2,400 et 1,800.	4.200
Frais de tournées.	5.000
ENSEMBLE. . . fr. <u>21.200</u>	

De telle sorte qu'il n'y aurait à inscrire au Budget que 197,200 au lieu de 176,000 et que même les 21,200 francs d'écart seraient en partie compensés par l'économie à réaliser sur le Bureau de l'Industrie qui devrait être allégé d'une partie de son personnel en même temps qu'il le serait d'une partie de sa besogne.

Il est presque inutile de dire que si cette combinaison si urgente à adopter l'était en effet, l'inspecteur général remplacerait le directeur du commerce intérieur comme membre dans la Commission supérieure du travail dans l'Industrie et que l'inspecteur divisionnaire, secrétaire de l'inspection générale, y remplacerait le chef du bureau de l'industrie comme secrétaire.

Un immense progrès serait déjà réalisé par la substitution de ces deux éléments techniques à deux éléments administratifs, et le seul fait de la création d'une inspection générale.

L'expérience, la pratique, la connaissance parfaite de l'industrie, seraient avec eux, au Ministère et dans la Commission supérieure; et l'inspection du travail aurait enfin cette unité dont nous avons déjà trop souvent dit quels pourraient en être les nombreux avantages pour être obligé d'y revenir ici.

Aussi, nous arrêtons-nous sur le vœu qu'au plus tôt soit, tout au moins, créée l'inspection générale du travail dans l'industrie, réduite à ce que nous venons de dire.

LÉON DURASSIER,

*Ingénieur civil des Mines, ancien Inspecteur divisionnaire
du travail dans l'industrie.*

CHRONIQUE

Le *Temps*, dans sa dernière correspondance de Genève, donne des détails pleins d'intérêt au point de vue de la culture professionnelle dont nous ne cessons de nous préoccuper dans ce journal.

« A Genève, dit le correspondant du *Temps*, comme dans les principaux centres industriels de la Suisse, il existe des cours publics destinés à l'instruction technique de la classe ouvrière.

» A Genève, grâce à un fonds établi par un legs de 250,000 francs, fait à la ville par M. Paul Bouchet, des cours pareils existent depuis une quinzaine d'années. Les excellents résultats qu'on en obtenait donnèrent l'idée de les organiser d'une façon plus régulière et plus méthodique : c'est ainsi que naquit l'Académie professionnelle, qui fonctionne depuis quatre ans et prend un rapide développement, sous la direction d'un des hommes les plus entendus en matière d'instruction publique, M. A. Bouvier. Son budget actuel est de 16,000 francs par année. Le tiers de cette somme est fourni par la Confédération ; le reste, par les intérêts du fonds Bouchet et par la ville.

» L'Académie professionnelle poursuit un double but : — fournir, dans le » domaine de l'industrie générale, « les notions qui sont d'un usage journalier » et d'une nécessité absolue dans quelque profession que ce soit », et « donner » un enseignement professionnel pratique, visant plus spécialement certains » métiers et de nature à perfectionner le goût et les aptitudes de ceux qui les » exercent ». Elle a donc deux sortes de cours : les cours théoriques et les cours pratiques.

» Les cours pratiques comprennent deux groupes, selon qu'ils s'adressent aux dames ou aux hommes.

» Les cours pour dames sont : coupe et confection de lingerie ; — coupe et confection de vêtements d'enfants ; — coupe pour tailleuses ; — cours de repassage ; — écriture et comptabilité ; — dessin élémentaire.

» Les cours pour hommes sont : un cours de coupe de draperies, tenture et décoration, destiné aux ouvriers tapissiers ; — un cours de coupe destiné aux ouvriers cordonniers ; — un cours de dessin et de coupe de charpente destiné aux ouvriers charpentiers.

» Ces divers cours sont faits par des ouvriers experts dans leurs parties, qui procèdent soit par dessins au tableau noir, soit par des patrons en toile ou en papier. Ils sont suivis avec beaucoup d'entrain. Dans la suite, les élèves seront probablement mis à même d'exécuter de véritables modèles. Les cours ont lieu le soir, de huit à dix, pendant l'hiver seulement. Certaines leçons pour dames ont cependant lieu dans la journée. Mais il existe entre les cours de la journée et ceux du soir cette différence, que les premiers s'adressent surtout aux jeunes filles qui veulent se perfectionner dans la couture, le repassage, etc., et les seconds aux ouvrières proprement dites.

» Les cours pratiques semblent appelés à prendre un développement de plus en plus considérable. L'an dernier déjà, les ébénistes et les plâtriers-peintres ont demandé qu'un enseignement analogue à celui qui existe pour les tapissiers, les tailleurs, etc., soit organisé à leur intention.

» Quoique l'Académie professionnelle n'existe d'une façon régulière que depuis quatre ans, ses cours attirent déjà un nombre d'élèves relativement considérable : l'hiver dernier, ils ont réuni un total de 770 auditeurs, dont 380 messieurs et 390 dames. A la fin de l'année scolaire, la direction a pu dis-

tribuer 260 certificats d'assiduité, qui ne sont accordés qu'aux personnes qui n'ont pas manqué plus de deux séances. Du reste, la direction s'applique à fournir aux assistants toutes les facilités possibles : ainsi, les cours destinés aux ouvriers, qu'à certains moments de l'année vient gêner un surcroît de travail, sont fixés aux époques de la morte-saison, et l'on réserve pour la seconde catégorie les leçons que peuvent suivre les ouvriers qui disposent pendant toute l'année d'un temps régulier. L'*Histoire* des diverses professions enseignée également dans ces cours réunit particulièrement de nombreux auditoires.

» Telle est, dans ses grandes lignes, l'organisation de l'Académie professionnelle de Genève ; son organisation, au point où elle a été poussée, répond à un double besoin : d'une part, elle met à la disposition des classes ouvrières un enseignement qui facilite et perfectionne l'apprentissage matériel des divers métiers ; d'autre part, elle développe l'intelligence des ouvriers et des apprentis non seulement par les cours théoriques qu'elle leur offre, mais encore et surtout en leur fournissant l'explication rationnelle des travaux qu'ils n'avaient probablement jamais exécutés qu'empiriquement et de routine. »

L'ENFANCE ABANDONNÉE

Lundi, 27 février.

La huitième assemblée générale de la Société pour la protection de l'enfance abandonnée ou coupable s'est tenue hier à la Sorbonne, dans l'amphithéâtre, au milieu d'une affluence énorme. Nous avons souvent expliqué le but et le fonctionnement de cette admirable Société.

M. Bonjean, dans un discours très élevé, a fait le compte rendu moral de son œuvre. Il a insisté sur son caractère indépendant ; ni politique, ni confessionnel, exclusivement charitable. En sorte que les établissements les plus divers apportent leur concours ou le demandent à cette œuvre.

La Société possède actuellement 3,609 enfants, qu'elle élève ou dont elle suit les progrès dans la vie. Sa protection ne s'arrête point au seuil de ses écoles, elle accompagne le pupille dans ses emplois, dans ses voyages, au régiment. Elle est tenue au courant de son existence par des lettres qui, presque toutes, lui assurent que la gratitude n'est pas un mot si vain qu'on le dit, et que la moisson du bien est toujours féconde. Les enfants de la Société Bonjean qui, livrés à eux-mêmes, maintenus dans un milieu pervers, eussent été des ennemis pour l'humanité, comptent, grâce au zèle, au dévouement de quelques gens de cœur, parmi ses représentants les plus dignes et les plus utiles.

Les entreprises de philanthropie sont difficiles ; celle-ci a rencontré de grandes résistances au début. Ce ne fut pas sans peine qu'on put faire déclarer d'utilité publique l'institution Bonjean, qui possède aujourd'hui cinquante établissements prospères, véritables nichées de bons petits citoyens. On suspectait le désintéressement de ses fondateurs. L'envie, la haine, la sottise, dirigèrent des attaques partant des groupes politiques les plus opposés. Mais le doute sincère fut vaincu par l'exposition franche, visible des résultats atteints, et le doute des pires sours, qui sont ceux qui veulent douter, mit une sourdine et, sans se rallier, capitula.

Maintenant, la Société suit une marche ascensionnelle. Les chiffres de ses budgets en font foi. Les ressources, qui témoignent de la sympathie des pouvoirs publics et des particuliers, ont plus que doublé en huit ans ; elles sont de 50,000 francs supérieures à celles de l'an passé. Cette progression ne s'est jamais démentie. Les dépenses augmentent en proportion, pour le plus grand profit des êtres abandonnés ou coupables que l'on recueille avec la conviction d'en faire des hommes honnêtes.

L'argent est le nerf de ces entreprises ; il ne manque point. Il se passe peu de

jours qui n'apporte son testament charitable. Nos établissements hospitaliers vivent en partie de la générosité des braves gens qui, de leur vivant ou après leur mort, font de leur fortune un noble usage. Ainsi, la réunion d'hier nous a révélé le legs important de M. Kœnigswater, banquier, qui a laissé un million destiné à la fondation d'un asile. Il ne mettait à sa générosité qu'une condition : l'asile serait neutre au point de vue religieux ; respectueux de toutes les croyances, il n'en servirait aucune.

Il fallait à cette fortune employée au soulagement des misères sociales un administrateur désintéressé ; le soin de le désigner restait à l'État, qui chercha un homme capable d'être l'interprète fidèle de la pensée du légataire ; il fallait que celui-là fût déjà un philanthrope éprouvé, ayant payé de sa personne et de ses deniers. On ne crut pouvoir mieux faire qu'en confiant cette délicate mission à M. G. Bonjean. L'opinion ratifie ce choix, dans lequel elle se plaît à reconnaître un hommage rendu à un homme de cœur.

Le nom de l'administrateur nous est un sûr garant de l'emploi judicieux des fonds. Il n'est pas de ceux qui cèdent à la folie de la bâtisse. C'est une remarque qu'on faisait dernièrement à propos du legs Boucicaut. Dès qu'il s'agit de fonder un asile ou un hôpital, les architectes arrivent. Il font des devis qui mentent toujours de moitié, au détriment du budget qu'on leur alloue. Ils s'essaient dans de nouvelles combinaisons architecturales qui leur rapportent considération et profits ; mais quand la maison est terminée, que son auteur a reçu les félicitations des connaisseurs de la bâtisse et que le gouvernement a rougi la boutonnière, on s'aperçoit que les pierres ont absorbé toute la somme du legs. On possède un hôpital superbe, mais, faute d'argent, il ne faut point songer à y recevoir des malades. Tout au plus reste-t-il assez pour payer les frais du personnel, car le personnel ne perd jamais ses droits d'émargement. J'ai connu un asile immense, qui eut longtemps plus de médecins ou de filles de salles que de lits occupés. En ce cas, on attend qu'un généreux donateur s'endorme du sommeil éternel, laissant derrière lui une large aumône à l'Assistance. Mais l'attente peut être longue et pendant ce temps les pauvres diables souffrent.

Il faut bien se persuader que c'est voler la charité que de manger en moelons l'argent attribué au soulagement des infortunes et des maux humains. On n'a pas trop l'air de s'en douter ordinairement. Nous sommes rassurés avec M. Bonjean : il ne laissera pas les maçons s'enrichir avec la fortune sociale des malheureux.

Un grand mouvement charitable se dessine, qui est tout à l'honneur de ce temps qu'on dit si égoïste. Les riches prennent l'habitude d'instituer les pauvres leurs légataires. Ce n'est pas du socialisme, c'est de la bonté. Mais avec l'argent de la bonté, le socialisme s'organise, le socialisme comme nous le souhaitons, qui fera de l'humanité une famille. M. Bonjean l'a dit hier, analysant les progrès accomplis en ces vingt dernières années : sociétés coopératives, maisons de retraite, associations bien entendues, assistance — non aumône — donnée aux faibles, aux humbles, aux infirmes ; l'enfance à l'abri de l'abandon par la crèche, la vieillesse à l'abri du besoin par l'asile ; enfin la guerre — une guerre qui deviendra implacable — faite à la misère imméritée. Tout cela est très beau. Laissez crier à l'utopie les aveugles au cœur sec. Mais soyez assurés que de tous ces germes généreux le vingtième siècle tirera une superbe floraison d'humanité et de justice.

CARIBERT.

(Paris, n° du 28 février 1888.)

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS

Noms des adhérents :	Présentateurs
MM.	MM.
Pruvost fils , filateur de coton, à Lapugnoy (Pas-de-Calais) . .	Quéroy.
Portier , compagnie des mines de Courrières, à Billy-Montigny (Pas-de-Calais)	Id.
Delori et C^{ie} , fabricants de sucre, à Ardres (Pas-de-Calais) . .	Id.

MEMBRES ORDINAIRES

Martin , fabricant de marqueterie, 56, rue Sedaine (Paris) . .	Augé.
Nadeau , inspecteur divisionnaire en retraite, à Saint-Quentin (Aisne)	Id.
Dautrich (Francis), directeur du patronage de Nazareth, 11, rue Stanislas (Paris)	Vasseur.
Bouvry , imprimeur, 4, rue du Larem (Arras) (Pas-de-Calais) .	Quéroy.
Laligant , fabricant de papier, à Maresquel, par Beaurainville (Pas-de-Calais)	Id.
Laroche , imprimeur, à Arras (Pas-de-Calais)	Id.
Martin (Émile), distillateur, à Vaulx-Vraucourt (Pas-de-Calais).	Id.
Gambier-Déprez , fabricant de sucre, à Pont-à-Vendin (Pas- de-Calais)	Id.
Corroyer (Augustin), mécanicien, à Lillers (Pas-de-Calais) . .	Id.
Delmiche , ingénieur-directeur des mines de Drocourt, à Hénin- Liétard (Pas-de-Calais)	Id.
Lecocq frères , fabricants de sucre, à Aunay (Pas-de-Calais) . .	Id.
Genain , fabricant de sucre, à Bailleul-Sire-Berthoult (P.-de-C.).	Id.
Pottier (Martin), scierie mécanique, à Lillers (Pas-de-Calais) . .	Id.
Lanthorne et Lecocq , distillateurs, à Ablain-Saint-Nazeire (Pas-de-Calais)	Id.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 19 avril 1888.

PRÉSIDENCE DE M. FOLLOT, l'un des vice-présidents de la Société.

M. Ch. Petit est prié de prendre place auprès du Président.

La séance est ouverte à 8 h. 1/2.

Absents excusés : MM. P. Bérard, Dietz-Monnin, Bellay, Hus-senot, Louiche-Desfontaines.

COMMUNICATIONS. — M. le Secrétaire fait connaître à la Société les livres, brochures, etc., qui lui ont été offerts : Une note sur les bibliothèques d'art industriel de la ville de Paris ; — Le numéro de janvier 1888 de la Revue Chronométrique ; — Les statuts de l'Union française pour la défense ou la tutelle des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités ; — Les statuts et règlement du Conseil général mixte de la papeterie ; — Les statuts de la Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers pape-tiers ; — Le règlement de la Commission des cours et concours professionnels et d'encouragement aux apprentis de la Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment ; — Le programme de ces concours et des bulletins de présentation ; — Le sixième rapport (Compte rendu des exercices 1886 et 1887) sur l'école industrielle de la rue Clavel pour l'éducation des enfants protestants insoumis ; — Les numéros de septembre, octobre, novembre et décembre 1887 du Bulletin mensuel de la Société d'Hygiène de l'enfance ; — Le numéro d'octobre 1887 et celui de janvier 1888 du Bulletin de la Société des Crèches ; — Le programme d'une nouvelle série de conférences à la bibliothèque Forney ; — Deux exemplaires de l'almanach de la Société indus-trielle de Nantes ; — Le numéro de novembre-décembre 1887 du Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire ; — Un rap-

port à M. le ministre du Commerce et de l'Industrie sur l'enseignement technique et professionnel inséré au bulletin de la Société des anciens élèves des Arts et Métiers; — Plusieurs invitations à des fêtes ou à des distributions de récompenses de divers patronages laïques ou confessionnels; — Les rapports pour l'année 1886 et 1887, lus à l'assemblée de conférences du patronage Saint-Charles, — Les chants de l'enfance ouvrière, par M. Bernot; — Le compte rendu du onzième congrès de *The American humane Association*; — Le rapport de M. Cottenet à la Chambre syndicale des carrossiers; — Le compte rendu de la septième assemblée de la Société de protection de l'enfance abandonnée ou coupable.

M. le Secrétaire entretient ensuite la réunion de la préparation de la 9^e fête de l'enfance ouvrière. — La préparation de cette fête se poursuit par les soins de M. Is. Roche avec le zèle et le dévouement que cet excellent trésorier apporte dans toutes les questions dont il veut bien se charger dans l'intérêt de la Société.

Les inspecteurs et inspectrices du travail dans l'industrie, les membres de la Société ont été sollicités de présenter des candidats aux divers prix figurant au programme de la fête qui leur a été envoyé et qui a été reproduit en tête du Bulletin du premier trimestre de cette année dont la distribution vient d'être faite. M. le Secrétaire dit de plus que sur une proposition de M. Foliot, président de la réunion, proposition approuvée dans la séance du Conseil le 27 février dernier, M. Muller, président de la Société pour prévenir les accidents de fabrique a été particulièrement sollicité de désigner des industriels dignes des récompenses qui peuvent être décernées au nom du Comité des accidents de fabrique.

L'assemblée est, ensuite, informée que, conformément à une décision prise par le conseil d'administration de la Société dans sa séance du 27 février 1888, une demande d'admission à l'exposition de 1889 a été déposée dans les délais voulus et que c'est dans la section d'économie sociale que son œuvre sera appelée à figurer.

Puis, M. le Secrétaire lui fait connaître qu'une société de protection des enfants est en création en Belgique.

Tout le monde a, encore, présent à l'esprit les douloureux événements sociaux dont nos voisins ont eu à souffrir tout récemment. Ils ont eu pour conséquence de les exciter à rechercher les moyens de rétablir l'harmonie dans les rapports entre patrons et ouvriers.

Et à cet effet, un certain nombre de citoyens du pays de Liège ont songé à y créer une société analogue à la nôtre et ils se sont adressés à nous pour nous demander de les faire bénéficier de notre expérience.

Le bureau de la Société s'est naturellement mis à leur disposition, et la Société sera régulièrement tenue au courant des résultats des efforts mis en commun à cet égard.

M. le *Secrétaire* termine, enfin, la série de ses communications par l'information que, le 25 mars 1888, à eu lieu à la salle Wagram l'inauguration du patronage laïque du XVII^e arrondissement et il ajoute que la chronique du bulletin du deuxième trimestre contiendra le plus de renseignements possibles sur cette utile institution et sur la fête qui en a marqué très brillamment les débuts.

TRAVAUX DES COMITÉS. — L'ordre du jour appelle ensuite les travaux des comités et la parole est, tout d'abord, donnée à M. *Is. Roche*, trésorier de la Société et président du comité de placement des apprentis pour la lecture de son rapport sur les travaux de ce comité pendant l'exercice 1887 ; puis, M. le *Secrétaire* donne lecture au nom de M. *Louiche Desfontaines* empêché, de son rapport sur l'École municipale d'apprentissage Diderot approuvé pour l'insertion au Bulletin par le comité judiciaire de la Société qui l'avait chargé de ce travail.

L'assemblée décide l'insertion *in extenso* au Bulletin de ces deux remarquables rapports et M. le Président est l'interprète de tous les membres présents en remerciant chaleureusement leurs auteurs de leur dévouement et de leur zèle en faveur des enfants et de la Société de protection.

VOTE DES SUBVENTIONS. — C'est ensuite le vote des subventions qui figure à l'ordre du jour et M. le *Président* invite M. le *Secrétaire* à donner lecture de celles qui ont déjà été sollicitées jusqu'à ce jour par un certain nombre d'institutions de protection de l'enfance.

Ces demandes déjà sanctionnées par le Conseil d'administration dans sa séance de 27 février 1888, sont les suivantes :

Association paternelle des fleurs et plumes. . . .	Fr. 200
Allocation spéciale pour les groupes de famille de ladite. . . .	300
Patronage des enfants de l'ébénisterie.	200
A reporter. . . .	700

	<i>Report</i>	700
Orphelinat de la rue de Turenne.		200
École professionnelle de Nancy.		100
École d'horlogerie de Paris.		200
Apprentis tailleurs		50
Société d'apprentissage d'orphelins (10, rue du Parc Royal).		100
Patronage laïque du III ^e arrondissement (3, rue Béranger).		150
	TOTAL Fr.	1500

Ces diverses allocations sont successivement accordées par la réunion à l'unanimité des suffrages exprimés.

QUESTIONS A DISCUTER. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de l'étude sur l'inspection du travail dans l'industrie par M. Léon Durassier.

M. Durassier donne lecture des conclusions de la première partie de son travail et la discussion s'ouvre.

M. Nusse approuve dans le travail de M. Durassier la substitution d'inspecteurs adjoints nommés par l'État à celle des inspecteurs départementaux actuels, afin d'établir l'homogénéité d'origine pour tous les agents de la loi. Il estime que l'augmentation des attributions des inspecteurs nécessiterait un poste d'inspecteur général, mais il fait toute réserve quant aux empiètements que certaines des augmentations de pouvoir signalées pourraient créer vis-à-vis de certains corps existants. Enfin, s'il admet le pouvoir de conciliation de l'inspecteur jusqu'à la rédaction du procès-verbal, il la repousse énergiquement après cette rédaction, tout procès-verbal devant être transmis au parquet et l'agent ne pouvant en arrêter l'effet, sans être taxé d'arbitraire et faire soupçonner sa partialité.

M. Durassier fait observer à M. Nusse que conciliation n'est pas transaction, et il expose que la procédure qu'il indique est suivie avec avantage à Paris où l'inspecteur principal et l'inspecteur divisionnaire appellent en conciliation dans leurs bureaux les industriels frappés de procès-verbaux par les inspecteurs ou inspectrices du département et les invitent à se mettre en règle; ce qu'ils font d'autant plus volontiers qu'ils ne pèchent le plus souvent que par ignorance des prescriptions légales.

Il ajoute, de plus, que lui-même il a obtenu de très heureux

résultats en confiant le soin de cette action conciliante à MM. les Procureurs de la République des circonscriptions où il a été pendant six ans inspecteur divisionnaire. Il a pu éviter par là bien des actions judiciaires qui auraient aigri les industriels sans bénéfice pour l'observation de la loi. Il a même constaté souvent que traités avec égard, les industriels envers lesquels il avait agi avec prudente réserve étaient devenus ses auxiliaires auprès des autres patrons du voisinage.

Il n'a donc eu qu'à se louer de l'esprit de mesure qu'il préconise et qui d'ailleurs était celui dont devaient s'inspirer les inspecteurs d'après les premières instructions générales qui leur avaient été adressées alors que la Commission supérieure du travail des enfants dans l'industrie avait l'honneur d'être présidée par le regretté fondateur de notre Société, l'illustre J.-B. Dumas.

Parmi les membres présents à la réunion :

M. *Sriber* se range à l'opinion exprimée par M. *Nusse* que l'inspection doit user de toute la longanimité possible envers les industriels avant d'en arriver aux mesures coercitives ; mais que dès qu'un procès-verbal a été jugé nécessaire et par suite dressé, rien ne doit plus en arrêter les effets.

M. *Durassier* indique alors que ce n'est bien souvent que sous la menace des effets d'un procès-verbal que les industriels sortent de leur apathie et qu'on arrive à l'observation si désirable de la loi, et que rien ne lui paraît nécessiter une condamnation en police correctionnelle si cette observation peut être obtenue par une voie moins brutale.

M. *Follot*, président de la réunion est d'avis que l'on ne saurait souhaiter qu'une chose c'est que tous les moyens de conciliation soient épuisés pour arriver à l'observation de la loi soit avant soit après la rédaction des procès-verbaux de l'inspection et que toute condamnation évitée des industriels doit être considérée comme un bienfait pour eux et pour la loi.

M. le Dr *Perrin* dit ensuite, à propos des commissions locales battues en brèche, en ce moment, et de tous côtés, qu'il voudrait, avec M. *Durassier* que l'on insistât le plus tôt possible ici sur leur raison d'être et cela malgré leur recrutement très difficile et leur fonctionnement très imparfait.

Si des froissements ont pu parfois s'élever entre l'inspection et quelques-unes d'entre elles, cela n'a été, en tous cas, qu'une rare exception.

La mission familiale, tutélaire et paternelle de ces Commissions est, en effet, éminemment propre à faire entrer dans les mœurs industrielles les justes prescriptions de la loi de protection de l'enfance ouvrière et mieux que l'inspection, malgré son bon vouloir, elles sont en mesure d'apporter dans l'application les ménagements et les tempéraments nécessaires, surtout quand il s'agit d'une loi encore récente.

C'est ainsi que le législateur a été conduit à l'occasion de deux autres lois analogues à celle-ci, en tant que lois également restrictives de la plus haute gravité, la loi du 13 avril 1848 sur les logements insalubres et la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire, à en confier pareillement l'application à des Commissions particulières prises en dehors de l'administration, offrant, d'ailleurs, dans la composition de ses membres, une compétence indiscutable en même temps qu'une parfaite indépendance. On ne saurait croire, par exemple, en ce qui concerne l'enseignement obligatoire pour l'enfant de 7 à 13 ans révolus, combien le concours indulgent et ferme à la fois des commissions scolaires a été précieux et fécond pour faire accepter des parents ou tuteurs, cette loi de préservation individuelle et sociale. En cas d'infraction à la loi et de comparution des intéressés devant ces commissions, il en est bien peu qui restent sourds aux observations du président, qui, pour la première fois, se borne le plus souvent à leur rappeler le texte de la loi, en leur expliquant en même temps leur devoir.

La réunion toute entière paraît partager l'opinion de M. le Dr *Perrin* sur le rôle bienfaisant que peuvent jouer les commissions locales, particulièrement en province, où elles peuvent être d'un très grand appui moral pour l'inspection.

L'heure avancée ne permet pas, d'ailleurs, de prolonger la discussion sur cet important sujet et la séance est levée à 10 heures 1/2.

Le Secrétaire de la Société,
LÉON DURASSIER.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes rendus de leurs travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

(Extrait du procès-verbal communiqué par M. LOUCHE-DESFONTAINES,
au nom de M. LE SECRÉTAIRE du comité.)

Séance du 23 janvier 1888.

Présidence de M. *Faustin Hélie*.

Sont présents : MM. *Faustin Hélie, Humann, Froger de Mauny, Louiche-Desfontaines.*

Sont excusés : MM. *Forest-Desclozières, Coulon, Durassier, Tommy-Martin, Milliot.*

M. *Froger de Mauny* demande l'ajournement de son rapport sur la tutelle des apprentis à la prochaine séance.

M. le Président signale au comité le projet de décret, portant règlement d'administration publique sur les écoles manuelles d'apprentissage, délibéré et adopté par le Conseil d'État dans les séances des 23 février et 15 mars 1888 et approuvé quelques jours plus tard par le Président de la République. Il prie M. Louiche-Desfontaines de faire une démarche au Ministère du commerce à l'effet de se procurer ce document et de le soumettre à l'examen du Comité judiciaire.

La prochaine séance aura lieu le lundi 4 juin à 2 heures.

L'ordre du jour est ainsi fixé :

I. Rapport de M. Milliot sur l'emploi des enfants dans les fêtes foraines.

II. Examen du nouveau règlement sur les écoles d'apprentissage.

III. Rapport de M. Froger de Mauny sur la tutelle des apprentis.

Pour le Secrétaire du Comité,

LOUCHE-DESFONTAINES.

ANNEXE

Rapport de M. Louche-Desfontaines sur l'École municipale d'apprentissage Diderot, — approuvé pour l'insertion au Bulletin par le Comité judiciaire et l'Assemblée ordinaire trimestrielle du 19 août 1888.

MESSIEURS,

Vous avez bien voulu, l'année dernière, me charger de visiter, en me plaçant au point de vue de nos préoccupations et du but que nous poursuivons, l'École municipale d'apprentissage fondée, boulevard de la Villette à Paris, sous le patronage de l'illustre auteur de l'Encyclopédie (1). — Muni d'une autorisation que M. le Directeur de l'enseignement primaire, m'avait obligeamment adressée, à la demande de M. le Président du Comité judiciaire, je me suis acquitté il y a quelques semaines de cette mission, je l'ai fait avec un vif intérêt et, avant de vous communiquer mes impressions, je tiens à vous remercier du plaisir que m'a procuré votre aimable confiance.

L'école municipale Diderot a été ouverte au mois de janvier 1873. Son but est de former des ouvriers instruits et habiles dans l'ensemble des travaux de leur état. Elle reçoit des apprentis pour le

(1) Les écoles municipales professionnelles sont au nombre de huit : trois pour les garçons ; l'école Diderot, boulevard de la Villette, l'école des meubles, 25 rue de Reuilly et l'école de physique et de chimie industrielles — cinq pour les filles situées dans différents quartiers.

La Ville de Paris subventionne en outre une douzaine d'écoles libres dont la plus importante est, croyons-nous, l'école Elisa Lemonnier.

travail des métaux et du bois : elle comprend huit sortes de métiers : *forge, tours sur métaux, ajustage, serrurerie, mécanique de précision, modelage, menuiserie, tours sur bois.*

Le régime de l'école est l'externat. L'enseignement est gratuit ; les élèves sont fournis gratuitement de tous les moyens d'étude et de travail. Aucun élève n'est admis avant l'âge de 13 ans révolus ni après 16 ans. Les candidats sont reçus après un examen qui a lieu chaque année à l'école dans le courant du mois d'août et qui comporte : une dictée, un problème d'arithmétique sur les règles de trois, un problème sur les fractions ou rapports, un calcul de surface ou de volume avec application du système métrique, enfin un croquis à main levée. Cet examen constitue en réalité un véritable concours, le chiffre des admissions ne pouvant dépasser 100 à chaque promotion et le nombre des candidats étant en général de beaucoup supérieur. Les pièces à produire pour l'inscription sont les suivantes : le certificat de libération du service militaire, le livret militaire ou toute autre pièce établissant que le père du candidat a satisfait à la loi du recrutement, le certificat d'études primaires du candidat s'il le possède, enfin son extrait de naissance. — Les élèves doivent habiter Paris ainsi que leurs parents ou correspondants. Ils ont à fournir à leurs frais au moment de leur entrée à l'école : le costume du bataillon scolaire, la casquette d'uniforme de l'école, seule coiffure admise pendant toute la durée des études et le costume de travail, composé de : une veste et une cote bleues, qui doit, tous les lundis, être dans un état satisfaisant de propreté.

La durée de l'apprentissage est de trois ans. Pendant la première année, les élèves passent successivement des ateliers de bois à ceux du fer, afin de rechercher pratiquement leurs aptitudes. Pendant les deux dernières années, ils ne quittent plus la profession qu'ils ont choisie, d'accord avec leurs parents, à la fin de leur première année. La journée comprend six heures d'atelier pour les deux premières années, huit heures pour la troisième ; quatre heures de classe pour les deux premières années, trois heures pour la troisième. Les deux genres d'exercice sont séparés par des repos consacrés aux repas et aux récréations. Des exercices militaires ont en outre lieu tous les jeudis de 1 heure à 6 heures et tous les dimanches, le matin, de 8 heures à 10 heures 1/2. Je ne serais pas complet si je ne mentionnais enfin l'exercice de la pompe à incendie de l'école, qui, vigoureusement mise en œuvre

par les jeunes apprentis, a déjà rendu, si je ne me trompe, de nombreux services au dehors.

L'entrée à l'école a lieu à 7 heures $1/2$ du matin pour les élèves de première et de deuxième année et à 6 heures $3/4$ pour ceux de troisième année. La sortie se fait à 7 heures du soir pour tous les élèves. Sous aucun prétexte, ils ne peuvent sortir dans la journée. Au prix de 50 centimes par jour de présence, un repas substantiel leur est servi à midi, un goûter dans le courant de la journée, mais ils sont tenus d'apporter leur pain et leur boisson. J'ajoute que des bourses de déjeuner sont accordées en grand nombre aux élèves studieux de deuxième et de troisième année. L'élève qui manque aux cours du matin n'est point admis aux exercices de l'après-midi. (Je me permets de critiquer cette règle qui, si elle est raisonnable en principe, me semble, appliquée à la lettre et d'une façon générale, présenter quelque exagération.) Toute absence doit être autorisée par le Directeur. Les absences non autorisées et non justifiées motivent une punition; si elles se renouvellent trop fréquemment, l'Administration, sur la proposition du Directeur, prononce le renvoi de l'élève.

Le personnel de l'école comprend le directeur, M. Bocquet, ancien élève de l'École centrale des Arts et Manufactures, qui a commencé par être pendant huit ans chef des travaux; un chef des travaux, M. Jean Gaydo, ancien élève de l'École nationale d'Aix, un secrétaire du directeur, ancien élève de l'école, un surveillant général, trois adjudants, douze chefs d'atelier et huit professeurs. L'école Diderot est en outre pourvue, conformément à la loi du 11 décembre 1880, d'un conseil de surveillance et de perfectionnement, en majeure partie composé d'ingénieurs et de conseillers municipaux.

Ces divers rouages ont été heureusement complétés il y a quelques années par la création d'une « Société Amicale des Anciens Elèves » dont le but est nettement indiqué dans les statuts :

« Contribuer, dans la mesure de ses moyens, au placement de ceux de ses membres qui pourraient être sans emploi. »

« Etablir et développer entre les anciens élèves de l'école municipale Diderot des rapports de bonne camaraderie. »

« Accorder, dans certains cas, des secours à titre de prêt, aux camarades qui se trouveraient momentanément dans une situation précaire.

» Chaque sociétaire est tenu d'indiquer au secrétaire, chargé de les enregistrer, les vacances d'emploi dont il pourrait avoir connaissance. Celui-ci les indique à son tour aux membres sans emploi qui doivent, dans ce but, lui faire parvenir les renseignements utiles les concernant tels que leur nom et leur adresse, leur spécialité et l'année de leur sortie de l'école. Le siège social est à l'école même. Outre les membres titulaires, âgés d'au moins 16 ans, tous anciens élèves, sortis régulièrement de l'école et reconnus comme tels, par l'Administration, sous la protection de laquelle elle s'est fondée, la Société comprend en nombre illimité et sans condition d'âge ou de domicile, des membres honoraires qui, dans les assemblées générales, ont voix consultatives et, par leurs souscriptions comme par leurs conseils, contribuent à sa prospérité. »

Telle est, Messieurs, à grands traits résumée, la puissante et vivace organisation de l'école Diderot, telle qu'elle résulte des renseignements officiels qui m'ont été fournis; il me reste maintenant à vous dire ce que j'ai vu; je le ferai très brièvement en m'abstenant de tous commentaires que ma complète incompétence au point de vue technique rendrait superflus et sans portée sérieuse.

Le Directeur avait été prévenu de ma visite par l'Administration. Il m'attendait et m'a reçu avec tous les égards auxquels pouvait avoir droit le délégué du Comité judiciaire de la Société de Protection des Apprentis. Après m'avoir fourni les indications qui m'ont permis de rédiger la première partie de ce rapport, il s'est mis à ma disposition pour me faire voir les diverses parties de l'établissement qu'il dirige, m'a-t-il semblé, avec autant d'amour que d'intelligence et d'autorité : Avant de sortir de son cabinet il m'a fait remarquer que la plupart des meubles qui le garnissent, quelques-uns presque élégants et tous d'un *fini* incontestable (le mot est peut-être de mise dans le milieu, où je vous transporte) étaient l'œuvre de ses petits ouvriers.

Figurez-vous, Messieurs, une grande cour rectangulaire, plantée d'arbres, séparée en deux parties, de niveau différent, par une sorte de préau couvert dont le style rappelle vaguement, très vaguement, les chalets suisses; au fond, une maison carrée à trois étages où se trouvent les bureaux et l'appartement du Directeur; derrière et à gauche les ateliers dans de longs bâtiments en bois

et en verre élevés seulement d'un étage ; à droite, le réfectoire et les logements du personnel subalterne. C'est par ce côté que nous commençons la visite. On me fait pénétrer dans le réfectoire ; le long des murs circulent des rangées de porte-manteaux auxquels sont accrochés les vêtements qu'avaient les apprentis en arrivant le matin à l'école et qu'à la fin de la journée ils vont échanger contre leurs costumes de travail. Un ingénieux système de petits wagonnets sur rails dessert toutes les tables et permet de faire passer en quelques minutes d'un bout à l'autre de la vaste salle, et sans le secours de personne, les séries de plats soigneusement préparés dans les cuisines qui se trouvent à l'une des extrémités ; chaque table prend celui qui lui est destiné et au moyen d'une légère poussée envoie le wagonnet à la table suivante. — Nous passons de là dans les ateliers et d'abord dans ceux des métaux où semble régner la plus louable activité : c'est plaisir de voir ces enfants, sous l'œil paternel du contre maître, marteler le fer rouge, en faire jaillir des milliers d'étincelles et le tordre ensuite à leur fantaisie, ou bien encore se livrer aux travaux plus délicats de la serrurerie et de la mécanique de précision, mettant en pratique ce qu'ils ont appris le matin et tenant compte, dans leur petite sphère, des merveilleuses découvertes et des conquêtes toujours renouvelées de la science moderne. Nous pénétrons enfin dans les bâtiments consacrés au bois ; c'est là que se fabriquent ces meubles confortables dont il m'a été donné quelques instants avant d'apprécier les solides qualités, là que sous l'action rapide de la scie mécanique ou du tour vertigineux le bloc se transforme et mille objets utiles prennent naissance. M. Bocquet tient à ce que j'emporte un souvenir de ma visite, un spécimen du travail de ses petits apprentis. Il ouvre une armoire qui contient un certain nombre de boîtes, quilles, boules, bilboquets et m'offre une sphère creuse dont la parfaite exécution me séduit particulièrement. Nous regagnons son cabinet et je lui pose quelques questions sur le sort réservé à tous ces enfants au moment de leur sortie de l'école (ils ont alors de 16 à 19 ans) tous, me dit-il, presque sans exception, trouvent immédiatement à gagner leur vie comme ouvriers : chaque année des demandes nombreuses et qui souvent, dans telle ou telle partie, dépassent le nombre des élèves disponibles, lui sont adressées par les patrons grâce à la Société amicale des Anciens Élèves, les chômages qui forcément se produisent de temps à autre au cours de la carrière

ne durent en général pas longtemps ; la plupart des apprentis ont bien tourné, beaucoup sont arrivés à d'excellentes positions gagnant facilement 10 à 12 francs par jour, quelques-uns enfin sont dans des situations exceptionnelles, faisant fonctions d'ingénieurs dans les usines ou fabriques.

Voilà, Messieurs, ce que j'ai vu, voilà ce que j'ai appris au cours de cette intéressante excursion ; invité à m'inscrire sur le registre à ce destiné, il m'a été donné de parcourir de nombreuses réflexions signées de grands noms français et étrangers et laissées par mes prédécesseurs comme trace de leur passage. Me souvenant que je n'étais que le délégué de votre Comité judiciaire, je me suis borné à exprimer une complète satisfaction sur la tenue de l'École et ma gratitude pour l'accueil que j'y avais reçu, vous abandonnant Messieurs, le soin d'apprécier, au point de vue social, les inconvénients et les avantages de ces sortes d'institutions.

LOUCHE-DESFONTAINES,

Docteur en droit,

Avocat à la Cour d'appel de Paris.

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS

RAPPORT SUR L'EXERCICE 1887

Présenté par M. ROCHE, *Vice-Président* du Comité.

MESSIEURS,

Votre Comité de placement des apprentis a tenu ses séances en 1887 comme dans les dix années précédentes.

J'ai l'honneur de vous donner ci-dessous les résultats comparatifs obtenus dans le cours de ces onze exercices.

	en 1877	en 1878	en 1879	en 1880	en 1881	en 1882	en 1883	en 1884	en 1885	en 1886	en 1887
Demandes d'apprentis par les patrons	249	353	287	422	401	401	218	179	150	122	121
Demandes de places par les familles.	336	224	169	136	96	112	209	164	184	176	195
Nombre d'enfants placés avec ou sans contrats.	60	104	88	98	62	64	71	52	63	54	83
Nombre de contrats résiliés	14	19	37	42	39	22	31	41	29	40	35
Nombre d'enfants dont le contrat a été terminé dans de bonnes conditions				3	22	20	35	27	25	28	21
Nombre des enfants restés sous la surveillance de la Société au 31 décembre 1887. . . .	32	89	127	142	130	126	134	118	110	90	96
Nombre des enfants placés avec contrat pendant l'exercice de 1887.											62

Nous donnons ci-joint, et dans la forme ordinaire, trois tableaux présentant :

Le premier, 1^o les états offerts par les patrons ;

2^o Le nombre d'enfants, filles ou garçons demandés ;

3^o Les conditions offertes par les patrons.

Le deuxième, 1^o le nombre de demandes faites par les familles pour filles ou garçons ;

2^o Les conditions demandées par les familles.

Le troisième, les conditions acceptées par les familles pour garçons et filles placés avec contrat.

TABLEAU N° 1

Demandes d'enfants faites par les patrons avec les conditions offertes par eux.

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
Relieur	1		2		3						3
Bijoutier-joaillier . . .	2		5		7						7
Gainier			2		2						2
Mécanique de précision .			1		1						1
Robes manteaux . . .						3		4		7	7
Sertisseur			1		1						1
Ciseleur en orfèvrerie .			2		2						2
Polisseuse bijoux or . .						1		5		6	6
Brodeuse sur canevas .						2				2	2
Commerce de mercerie						1		1		2	2
Modes pour deuil . . .						2		3		5	5
Instrum ^{ts} de chirurgie .			3		3						3
Broderie au passé . . .						2		1		3	3
— en fantaisie . . .						4				4	4
Graveur à l'eau forte .			1		1						1
Ciseleur en bronze . . .			2		2						2
Brunisseuse						6				6	6
Graveur sur bijoux . . .			1		1						1
Pâtissier	5				5						5
Tourneur en cuivre . . .	4				4						4
Tourneur os et ivoire .	3				3						3
Bijoutier or réparation .	3	3	5		11						11
Ébéniste meubles . . .	1				1			2		2	1
Giletier										2	2
Chapelier	3				3						3
Implanteuse						4				4	4
<i>A reporter</i>	22	3	25		50	25		16		41	91

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	22	3	23		50	23		16		41	91
Dessinateur piqueur.			1		1						1
Commis pour éditeur.			2		2						2
Brodeuse or et argent.								1		1	1
Graveur émailleur.			1	1	2						2
Lingeriecolsmanchettes						1				1	1
Tourneur en bois.	1				1						1
Lapidaire pierres fines.			1		1						1
Guillocheur.	1				1						1
Plissé à la mécanique.								1		1	1
Confections p ^r enfants.									1	1	1
Imprimeur-typographe.			4		4						4
Fabricant de registres.			2		2						2
Médecin-dentiste.			1		1						1
Bijouterie im. diamants	1				1						1
Fab ^t manches parapluies			1		1						1
Appareils orthopédiques			1		1						1
Dessinateur-architecte.			1		1						1
Marquetterie de bois.			1		1						1
Brunisseuse en bijoux.								1		1	1
Fab ^t coffres-forts.			1		1						1
Monteur en bronze.			4		4						4
	23	3	46	1	73	26		19	1	46	121

TABLEAU N° 2

Demandes faites par les familles avec conditions demandées.

CONDITIONS DEMANDÉES PAR LES FAMILLES	GARÇONS	POUR CENT DES DEMANDES DE GARÇONS	FILLES	POUR CENT DES DEMANDES DE FILLES
Couchés nourris	67	43.32	31	63.26
Nourris seulement	9	6.64	2	4.08
Rétribués	66	45.30	9	18.37
Avec gratifications	4	2.74	7	14.29
	146	100.00	49	100.00
Garçons			146	
Nombre des enfants présentés et inscrits . . .			195	

TABLEAU N° 3

Enfants placés avec contrats et conditions adoptées.

CONDITIONS ADOPTÉES	GARÇONS	FILLES	TOTAL
Couchés nourris	21	13	34
Nourris seulement	4	1	5
Rétribués	16	1	17
Avec gratifications progressives	2	4	6
	43	19	62
Enfants placés sans contrat, mais sous la surveillance de la Société			21
Enfants placés à l'essai précédant toujours la signature du contrat			9
Enfants dont le contrat a dû être résilié, ou renvoyés .			35
Enfants dont le contrat a été terminé			21
Enfants restant en apprentissage au 31 décembre . .			96

L'examen de ces tableaux donne les résultats suivants :

En 1887, (116) patrons représentant 47 états ont demandé à la Société 121 enfants, 75 garçons et 46 filles.

C'est un moins grand nombre de patrons représentant un moins grand nombre d'états qu'en 1886, mais c'est la même quantité d'enfants demandés, et dans la même proportion exactement pour les deux sexes.

Si donc nous nous rapportons exclusivement à ce chiffre de demandes d'enfants qui a constamment diminué depuis 1880 pour rester stationnaire depuis deux ans, nous pourrions conclure que l'intensité de la crise industrielle a cessé de s'aggraver.

Le nombre des demandes de places par les familles est resté très sensiblement le même depuis cinq ans; variant entre 209 en 1883 et 176 en 1886, après avoir été de 96 en 1881.

En 1887 le nombre des demandes a été de 195.

Nous avons déjà signalé, dans un précédent rapport, que les demandes des familles sont à peu près en raison inverse de la facilité qu'elles éprouvent à placer elles-mêmes leurs enfants, suivant l'activité plus ou moins grande de l'industrie.

Sur ce nombre de 195 enfants présentés, votre Comité a pu en placer 83, 64 garçons et 19 filles, sur lesquels 62 avec contrat, 43 garçons et 19 filles; — les 21 placés sans contrats sont tous des garçons.

Les conditions demandées par les familles sont sensiblement les mêmes que dans les années précédentes :

Pour les garçons, le coucher et la nourriture ou une forte rétribution.

Pour les filles, le coucher et la nourriture d'une façon presque absolue; les familles n'acceptent la rétribution ou la gratification pour celles-ci que lorsqu'elles tiennent essentiellement à la couture, métier dans lequel on n'accorde jamais le coucher et la nourriture. Cependant nous pouvons constater une diminution notable dans le nombre des demandes comprenant le coucher et la nourriture soit pour les garçons soit pour les filles. Voici le tableau comparatif depuis 4 ans des demandes faites par les familles désirant placer leurs enfants couchés nourris.

Garçons en 1884, 69 sur 123, soit	56 0/0
— en 1885, 98 — 158 —	62 0/0
— en 1886, 88 — 144 —	61 0/0
— en 1887, 67 — 146 —	46 0/0

Filles	en 1884, 36	— 41	—	88 0/0
—	en 1885, 21	— 26	—	80 0/0
—	en 1886, 24	— 32	—	75 0/0
—	en 1887, 31	— 49	—	63 0/0

Il y a là une diminution constante bien accentuée, surtout pour les garçons; nous allons voir que c'est la demande de rétribution qui l'a remplacée.

Demandes faites par les familles désirant placer leurs enfants rétribués.

Garçons	en 1884, 51 sur 123, soit.		41 0/0
—	en 1885, 60 — 158	—	38 0/0
—	en 1886, 44 — 144	—	31 0/0
—	en 1887, 66 — 146	—	45 0/0
Filles	en 1884, 4 — 41,	—	10 0/0
—	en 1885, 5 — 26	—	20 0/0
—	en 1886, 4 — 32	—	12 0/0
—	en 1887, 9 — 49	—	18 0/0

Par contre, nous donnons ci-dessous le résultat comparatif des demandes de patrons pour avoir des enfants couchés et nourris

Garçons	en 1884, 37 sur 124, soit.		30 0/0
—	en 1885, 40 — 111	—	36 0/0
—	en 1886, 36 — 75	—	48 0/0
—	en 1887, 25 — 75	—	33 0/0
Filles	en 1884, 23 sur 55, soit.		46 0/0
—	en 1885, 11 — 39	—	28 0/0
—	en 1886, 23 — 46	—	50 0/0
—	en 1887, 26 — 46	—	56 0/0

Ainsi les demandes des patrons maintiennent à peu près les demandes d'enfants couchés et nourris pour les garçons et les ont sensiblement augmentées pour les filles, tandis que les familles semblent préférer la rétribution; nous avons déjà signalé que les patrons ne seraient pas opposés à ce mode de rétribution qui les débarrasserait de beaucoup d'ennuis, mais les facilités de conclure les contrats ne sont pas augmentées pour cela, parce que les partis ne peuvent se mettre que très rarement d'accord sur la quotité de la rétribution.

Les familles ne la trouvent jamais suffisante et ne cachent pas le désir qu'elles éprouvent que leurs enfants leur rapportent plus qu'ils ne leur coûtent.

Sous ce rapport, leur apreté est manifeste et nous avons trouvé un père dont l'enfant avait été placé, couché et nourri qui a refusé de signer le contrat parce que, ni le patron, bien entendu, ni la Société ne consentaient à lui accorder une rétribution à lui-même.

D'autres sont moins cyniques mais également exigeants sous une autre forme : pendant l'apprentissage, ils ne cessent de réclamer des gratifications toujours trop faibles à leur gré, émettant cette théorie singulière que la gratification n'est pas faite pour récompenser l'enfant pour sa conduite dans le passé, mais bien pour l'encourager à donner satisfaction dans l'avenir.

Il en résulte de grandes difficultés pour conclure et mener à bien un grand nombre d'apprentissages.

Nous donnons ci-dessous le tableau des résultats obtenus par notre Comité en 1887 mettant en regard les conditions demandées par les familles et le nombre de contrats qu'il a été possible de faire pour donner satisfaction à ces demandes.

Garçons présentés voulant					
être couchés et nourris	67		placés	21	
Nourris seulement	9		—	4	
Rétribués	66		—	16	
Avec gratifications	4	146	—	2	43
Filles présentées voulant					
être couchées et nourries	31		placées	13	
Nourries seulement	2		—	1	
Rétribuées	9		—	1	
Avec gratifications	7	49	—	4	19
		195			62

Pour vous permettre de suivre les opérations de votre Comité, nous donnons ci-dessous le tableau des présentations faites chez les patrons pour les 195 enfants amenés au Comité pendant l'exercice de 1887.

Enfants dont les parents avaient accepté l'état, les conditions offertes par les patrons, la lettre de présentation et ne se sont même pas présentés chez les patrons. 17

Enfants ayant trouvé la place prise et n'étant pas revenus au Comité. 23

A reporter 40

	<i>Report.</i> . . .	40
Enfants renvoyés après quelques jours d'essai.		13
— placés avec contrat		62
— — sans contrat		21
— partis sans cause connue pendant l'essai		47
— dont les mauvais antécédents ne permettaient pas même un essai et envoyés à M. Bonjean.		3
— placés à l'essai, précédant toujours le contrat, au 31 décembre 1887		9
	TOTAL . . .	195

Mais pour compléter l'ensemble des travaux du Comité, nous devons signaler que bon nombre d'enfants ayant trouvé la place prise sont revenus au Comité demander une nouvelle adresse.

L'ensemble des présentations totales pour ces 195 enfants s'est élevé à 276.

Au 1^{er} janvier 1887, le nombre des enfants avec contrat restés soumis à la surveillance de la Société s'élevait à 90

Le nombre des enfants placés dans les mêmes conditions pendant l'exercice s'est élevé à. 62

Soit un total de. 152

D'où il convient de déduire :

Enfants dont le contrat a été terminé	21
— partis sans cause connue.	49
— renvoyés pour insubordination, paresse	15
— décédé.	1
	86
	TOTAL 96

D'où il résulte que le nombre des enfants restant sous la surveillance de la Société au 31 décembre 1887, s'élève à 96.

Nous ne voulons pas terminer ce rapport un peu pessimiste sans soumettre à votre appréciation quelques résultats consolants comme nous en avons heureusement chaque année à vous communiquer :

Celui de cette année est fait pour venir en aide aux appréciations de nos précédents rapports à savoir que les patrons peuvent obtenir souvent d'excellents résultats en venant en aide un peu plus qu'ils ne le font généralement aux enfants dont-ils ont la charge, principalement en les tenant près d'eux couchés et nourris.

Il s'agit d'un enfant complètement abandonné par sa mère.

C'est un apprenti cartonnier, placé pour trois ans couché et nourri;

Pendant dix mois sa mère le reçut à peu près régulièrement le dimanche et blanchit son linge tant bien que mal : plutôt mal que bien !

Après ces dix mois sa mère l'avertit qu'il n'avait plus à compter sur elle; qu'elle allait déménager et ne donnerait pas son adresse.

Si l'enfant avait été placé externe, il était perdu ! mais il était couché et nourri; il se conduisait bien ; son patron, ou plutôt sa patronne, car c'était une femme, et son fils prirent pitié de l'enfant et résolurent de le garder entièrement quelle que fût l'augmentation de la charge qui devait résulter pour eux pour le blanchir, l'habiller et le garder le dimanche.

De son côté, l'enfant s'est montré digne de ces sacrifices : c'est avec une scrupuleuse exactitude qu'il apporte les sous de ses pourboires, et calcule longtemps à l'avance le moment heureux où il pourra acheter le pantalon ou les souliers dont il a besoin et, lorsque le dimanche, il est emmené à la campagne par ses patrons, il est, me dit-on attentif à se rendre utile sans être indiscret.

Ses patrons l'encouragent à faire ces petits calculs d'économie et lui viennent en aide, nous n'avons pas besoin de le dire quand les besoins dépassent les ressources.

Votre Comité a été heureux de se joindre à d'aussi excellentes dispositions aussitôt qu'il en a eu connaissance notamment au jour de l'an pour l'achat d'un pantalon ardemment convoité.

Nous espérons bien, à la prochaine fête des Récompenses voir, le nom de cette Patronne associé dans votre reconnaissance à celui de cet enfant pour lequel ils font une telle œuvre de charité intelligente.

Voilà un résultat heureux et que nous voudrions voir plus souvent se réaliser, car ce n'est pas la première fois que des enfants ont été abandonnés de fait par leurs parents; nous ne pouvons cependant nous dissimuler qu'une telle adoption serait rarement praticable en son entier : nous sommes heureux cependant de pouvoir vous dire que plusieurs patronnes l'ont fait à notre connaissance en 1887.

Et déjà en 1886 vous avez eu l'occasion de récompenser l'une d'elles madame Thuot qui avait accepté cette lourde responsabilité pour une de ses apprenties complètement abandonnée par les siens.

Mais ces exemples sont rares, aussi ne pouvons-nous qu'applaudir à la création des groupes de familles institués par l'association paternelle des fleurs et plumes sous l'inspiration de M. Turney pour sauver les enfants qui ne peuvent compter sur leurs parents impuissants ou mal intentionnés.

Après vous avoir cité ces exemples de dévouement de quelques patrons et surtout de quelques patronnes, je ne puis me dispenser de vous signaler que votre Comité a rencontré aussi des mérites réels chez un grand nombre d'apprentis placés sous sa surveillance.

Beaucoup ont mérité les éloges de leurs patrons, que nous aurons le plaisir de présenter comme candidats aux récompenses de la fête prochaine. Ce sera également la récompense de votre Comité venant l'aider à oublier un certain nombre de déceptions.

Votre Comité de placement a dû pendant l'année 1887, comme pendant les années précédentes, fournir des secours en nature, des vêtements, des chaussures, du linge aux apprentis les plus nécessiteux; il a dû également fournir des lits ou portions de literie lorsque les parents, après enquête, lui ont paru, dans l'impossibilité de faire ces fournitures, chez les patrons prenant les enfants couchés et nourris.

Comme en 1886, les literies rentrées à la suite d'apprentissages terminés nous ont permis de pourvoir à presque tous les besoins.

Pour trois de ces literies nous avons dû cependant faire de nombreuses démarches et solliciter la bienveillante intervention de parties intéressées.

Pour la première, le patron mort insolvable, auprès des créanciers par l'intermédiaire du notaire chargé de la liquidation, (M. Augouard), et du commissaire priseur chargé de la vente.

Pour les deux autres, le patron étant disparu, auprès du gérant de la maison et d'un principal créancier (M^{me} Thibault) marchande d'or. Nous devons dire que, partout, nous avons trouvé l'accueil le plus sympathique et qu'après quelques délais nécessaires, nous sommes rentrés en possession du bien de la Société.

Voici le tableau des dépenses de la Société :

Secours en nature pour 5 enfants.	Fr. 185.05
Timbres, courses, livres.	407.25
Réparations de literie, transports	106.00
Imprimés	20.00
Literie neuve.	221.75
TOTAL	<u>940.05</u>

comprenant le placement de 62 enfants, la surveillance et les secours de 152 enfants, soit en moyenne 6 fr. 18 par enfant.

Plus la fourniture de literie ancienne revenue en magasin sans autres frais que la réparation indiquée ci-dessus en dépense et s'élevant à une valeur nominale de 467 fr. 25.

Votre Comité s'est réuni régulièrement au siège de la Société, deux fois par semaine, les mercredis et vendredis de 1 heure à 3.

Aucun membre nouveau ne s'y est fait inscrire.

DOCUMENTS OFFICIELS

PROJET DE DÉCRET

PORTANT RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
SUR LES ÉCOLES MANUELLES D'APPRENTISSAGE

Adopté par le Conseil d'État.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts et du Ministre du Commerce et de l'Industrie;

Vu la loi du 11 décembre 1880, sur les écoles maternelles d'apprentissage;

Vu la loi du 16 juin 1881, sur les dépenses de l'enseignement primaire;

Vu l'article 28, paragraphe 3, de la loi du 30 octobre 1886, ainsi conçu :

« Les directeurs et directrices d'écoles manuelles d'apprentissage sont nommés par le Ministre de l'Instruction publique, dans les conditions prévues par la loi du 11 décembre 1880. Le mode de nomination, l'organisation de la surveillance, les garanties de capacité requises du personnel, ainsi que toutes les questions d'exécution intéressant concurremment le Ministère de l'Instruction publique et le Ministère du Commerce et de l'Industrie, seront déterminés par un règlement d'administration publique » ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER. — Écoles publiques

CHAPITRE PREMIER

CRÉATION. — ORGANISATION

ARTICLE PREMIER. — Les établissements scolaires qui font l'objet de la loi du 11 décembre 1880, savoir : les écoles manuelles d'apprentissage et les écoles d'enseignement primaire supérieur ou complémentaire, comprenant des cours ou des classes d'enseignement professionnel, sont placés sous la double autorité du Ministre de l'Instruction publique et du Ministre du Commerce et de l'Industrie, lorsqu'ils sont fondés et entretenus par l'État, par les départements ou par les communes.

ART. 2. — Les écoles nationales sont créées par décrets rendus sur la proposition des deux Ministres.

Ces décrets déterminent l'emploi des subventions qui peuvent être allouées par les départements ou par les communes.

Ils règlent pour chaque école la composition du conseil d'administration, dont les membres sont nommés par arrêtés du Ministre de l'Instruction publique, sur l'avis conforme du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 3. — Lorsqu'un conseil général veut fonder, avec ou sans le concours des communes, un des établissements désignés dans l'article 1^{er}, il prend une délibération spéciale, dans laquelle il indique les dépenses d'installation et d'entretien qui seront à la charge du département.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'inspecteur d'Académie et d'un délégué du Ministre du Commerce et de l'Industrie, saisit le conseil départemental. La décision de ce conseil est soumise au Ministre de l'Instruction publique, qui statue sur l'avis conforme du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 4. — Le projet de construction, d'acquisition ou d'appropriation de l'immeuble destiné à l'école départementale, ainsi que les plans et devis adoptés par le conseil général, sont approuvés par le Ministre de l'Instruction publique, après avis conforme du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Si la dépense d'installation doit être couverte par un emprunt, la subvention de l'État est accordée par le Ministre de l'Instruction publique, conformément à la loi du 20 juin 1885.

ART. 5. — Lorsque la création de l'établissement est demandée par une commune, le conseil municipal prend une délibération spéciale qui doit contenir les engagements déterminés par le décret du 4 février 1888, l'énumération exacte des dépenses d'installation et d'entretien qui seront à la charge de la commune, ainsi que l'indication des ressources qu'elle veut y affecter. Le préfet, après avoir pris l'avis de l'inspecteur d'Académie et du délégué du Ministre du Commerce et de l'Industrie, saisit le conseil départemental.

La décision de ce conseil est soumise au Ministre de l'Instruction publique, qui statue sur l'avis conforme du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 6. — Lorsque la création de l'établissement a été décidée, il est procédé conformément aux articles 6 et suivants du chapitre 1^{er} du décret du 7 avril 1887, si l'établissement est fondé par une seule commune, et, dans le cas contraire, conformément aux articles 32 et suivants du chapitre 2 du même décret.

Dans tous les cas où, d'après les articles sus indiqués, l'avis de l'inspecteur d'Académie est demandé, il y a lieu de consulter également le délégué du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

La subvention accordée en vertu de la loi du 20 juin 1885 et du décret du 20 juin 1885 et du décret du 15 février 1886 ne peut jamais dépasser pour les écoles professionnelles de toute nature, le maximum prévu par ladite loi pour les écoles primaires supérieures.

ART. 7. — La commission de surveillance et de perfectionnement prévue par l'article 5 de la loi du 11 décembre 1880 comprend : 1^o si l'établissement est départemental, le préfet, président ; deux membres du conseil général élus par cette assemblée, trois membres choisis par le conseil général parmi les industriels et commerçants ; 2^o si l'établissement est communal, le maire, président ; deux conseillers municipaux élus par le conseil, trois membres choisis par le conseil municipal parmi les industriels et commerçants.

Chaque commission comprend en outre un représentant du Ministre de l'Instruction publique et un représentant du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 8. — La commission de surveillance et de perfectionnement peut tenir lieu, pour les établissements désignés dans l'article 1^{er} du présent décret, du comité de patronage prévu par l'article 42 du décret du 18 janvier 1887.

CHAPITRE II

PERSONNEL ENSEIGNANT

ART. 9. — Dans les écoles nationales, la nomination du directeur et du personnel enseignant de tout ordre est faite par arrêtés pris d'accord entre les deux Ministres.

ART. 10. — Dans les autres écoles publiques, le directeur est nommé par arrêté du Ministre de l'Instruction publique, sur l'avis conforme du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Le droit de présentation prévu par l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 11 décembre

1880 s'exerce au moyen d'une liste contenant au moins les noms de trois candidats sur lesquels doit porter le choix du Ministre.

ART. 11. — Les candidats aux fonctions de directeur doivent remplir les conditions requises par les articles 4, 5, 6, 7 (30) et 20 de la loi du 30 octobre 1886, et être munis d'un des titres suivants :

Le certificat d'aptitude au professorat des écoles normales et des écoles primaires supérieures, la licence ès lettres ou ès science, deux baccalauréats, dont un des sciences ou de l'enseignement secondaire spécial, un des trois baccalauréats avec le certificat d'aptitude à l'enseignement du travail manuel, le diplôme d'ingénieur des arts et manufactures ou, à défaut, le titre ou le diplôme d'ancien élève d'une école technique reconnu équivalent par les deux Ministres, après avis de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

ART. 12. — Les professeurs et maîtres adjoints chargés de classes, ainsi que les maîtres auxiliaires, chargés de l'enseignement des travaux manuels, sont nommés ou délégués par arrêtés du Ministre de l'Instruction publique, pris sur l'avis conforme du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Ils doivent remplir les conditions prévues par l'article 24 de la loi du 30 octobre 1886.

ART. 13. — Le personnel spécial, nommé conformément au paragraphe 2 de de l'article 5 de la loi du 11 décembre 1880, se compose des contremaîtres, chefs, sous-chefs d'atelier, ouvriers instructeurs et autres préposés, s'il y a lieu à l'apprentissage. La Commission de surveillance dresse pour chaque emploi une liste de trois candidats parmi lesquels le préfet ou le maire exerce son choix. Cette liste est accompagnée de certificats signés par les membres de la Commission et attestant les capacités professionnelles des candidats.

Ce personnel n'acquiert pas de droit à pension sur les fonds de l'Etat.

CHAPITRE III

BUDGET — SUBVENTIONS — BOURSES

ART. 14. — Le budget de chaque école nationale est dressé par le conseil d'administration et approuvé par le Ministre de l'Instruction publique, après avis conforme du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Le crédit imputable sur les fonds du Trésor est inscrit au projet de budget du Ministère de l'Instruction publique.

Un agent comptable, nommé dans la même forme que le directeur, est attaché à chaque école. Il est tenu de fournir un cautionnement et ses comptes sont soumis à la juridiction de la Cour des comptes.

ART. 15. — Les dépenses annuelles d'entretien des écoles départementales et communales, les traitements et indemnités dus aux professeurs et maîtres nommés selon le mode prescrit par l'article 12 ci-dessus sont acquittés conformément aux lois en vigueur et aux engagements spéciaux pris par les départements ou par les communes.

ART. 16. — La subvention de l'État prévue par l'article 5 de la loi du 16 juin 1881 et inscrite au budget de l'Instruction publique ne s'applique en aucun cas au paiement des dépenses d'entretien des élèves internes, ni à la rémunération du personnel de l'article 13 du présent décret.

Le département où la commune doit prendre, conformément au décret du 4 février 1888, l'engagement d'assurer pendant dix ans au moins le paiement des rétributions à allouer à ce personnel spécial.

ART. 17. — Le Ministre du Commerce et de l'Industrie peut allouer aux communes, dans la limite de ses crédits annuels, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique et après entente avec le Ministre de l'Instruction publique, des subventions particulières, soit pour le paiement du

personnel spécial rétribué sur les fonds départementaux ou communaux, soit pour tout autre emploi spécialement déterminé dans des conditions passées avec les communes intéressées.

ART. 18. — Des bourses nationales d'enseignement primaire supérieur imputables sur le budget du Ministère de l'Instruction publique peuvent étre attribuées aux établissements régis par la loi du 11 décembre 1880, dans les formes et conditions prévues par le décret du 18 janvier 1887. Toutefois, l'attribution de ces bourses est prononcée par un arrêté du Ministre de l'Instruction publique, sur la proposition de l'Inspecteur d'Académie, après avis du Conseil départemental et du délégué du Ministre du Commerce et de l'Industrie. La déchéance de la bourse est prononcée dans la même forme.

ART. 19. — Les bourses ou indemnités facultatives que le Ministre du Commerce et de l'Industrie peut allouer sur ses crédits annuels sont attribuées par lui, sur la proposition de son délégué, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique et de l'Inspecteur d'Académie.

CHAPITRE IV

ENSEIGNEMENT ET INSPECTION

ART. — 20. — Un décret déterminera les programmes généraux des écoles régies par la loi du 11 décembre 1880 et par le présent règlement.

Ce décret sera rendu sur la proposition des deux Ministres, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique et du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

ART. 21. — En outre, pour chaque école en particulier, il pourra étre dressé, pour les écoles nationales, par le Conseil d'administration, et pour les autres écoles publiques par la commission prévue à l'article 7, un programme spécial qui ne sera exécutoire qu'après avoir reçu l'approbation des deux Ministres.

ART. 22. — Aucun internat ne pourra étre annexé aux écoles énoncées dans l'article 1^{er} du présent décret sans l'autorisation préalable des deux ministres.

ART. 23. — Tous les établissements publics placés sous le régime de la loi du 23 décembre 1880 et du présent règlement sont, indépendamment de l'inspection prévue par l'article 9 de la loi du 30 octobre 1886, soumis, pour tout ce qui regarde l'enseignement commercial et industriel, à une inspection spéciale dans les conditions à déterminer par un arrêté pris par le Ministre du Commerce, après entente avec le Ministre de l'Instruction publique. Tous les rapports concernant ces établissements sont adressés aux deux ministres.

TITRE II. — *Ecoles privées.*

ART. 24. — Les écoles privées placées sous le régime de la loi du 11 décembre 1880 sont soumises à la double surveillance du Ministre de l'Instruction publique et du Ministre du Commerce et de l'Industrie, mais l'inspection ne peut pas dépasser les limites fixées par les articles 9 et 35 de la loi du 30 octobre 1886.

TITRE III. — *Dispositions spéciales.*

ART. 25. — Les Ministres de l'Instruction publique et du Commerce et de l'Industrie présenteront de concert, chaque année, au Président de la République un rapport sur l'exécution de la loi du 11 décembre 1880 et du présent décret. Ce rapport sera inséré au *Journal officiel*.

ART. 26. — Les deux ministres arrêteront, chacun en ce qui le concerne, après avis de son collègue, les mesures destinées à assurer l'exécution du présent décret.

ART. 27. — Le règlement d'administration publique du 30 juillet 1881 est et demeure rapporté.

ART. 28. — Le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts et le Ministre du Commerce et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Ce projet de décret a été délibéré et adopté par le Conseil d'État dans ses séances des 23 février et 15 mars 1888.

Le Président de section, *Le Vice-Président du Conseil d'État,*
rapporteur, Ed. LAFERRIÈRE.
Paul COLLET.

Le Maître des Requêtes,
Secrétaire général du Conseil d'État,
A. FOUQUIER.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION GÉNÉRALE

DES PRÉSIDENTS, PRÉSIDENTES
ET SECRÉTAIRES, DES COMMISSIONS LOCALES DU TRAVAIL DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

Tenue à la mairie du IV^e arrondissement, le 1^{er} décembre 1887.

PRÉSIDENCE DE M. CUSSET.

La séance est ouverte à 2 heures 1/4.

Il est procédé à l'élection du Bureau.

Sont élus :

MM. CUSSET, Conseiller général et Vice-Président de la Commission départementale supérieure, *Président* ;

MÉRICE, Président de la 21^e Commission, *Vice-Président*.

MM^{mes} LERCH, Présidente de la 19^e Commission ; et

DEVILLE, Secrétaire de la 16^e Commission, *Vice-Présidentes*.

M. GERBAUD, Secrétaire de la 3^e Commission, et

M^{lle} MOUGIN, Secrétaire de la 19^e Commission, *Secrétaires*.

Siègent également au Bureau :

MM. BAULARD, Conseiller général ; BOMPARD, Conseiller général ; MALAPERT, Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers ; MEUNIER, Membre du Conseil des Prud'hommes patrons ; CLERGET, Membre du Conseil des Prud'hommes ouvriers ; BEZANÇON, Chef de division à la Préfecture de Police ; PATIN, chef de bureau à la Préfecture de Police (Membres de la Commission départementale supérieure).

Étaient présents du service de l'Inspection :

MM. LAPORTE, Inspecteur divisionnaire ; ALLARD, Inspecteur principal.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez reçu, Mesdames et Messieurs, le procès-verbal de la précédente séance ; y a-t-il des observations sur sa rédaction ?

M. MÉRICE. — Je demande à faire une observation.

Quand j'ai affirmé (p. 34 du procès-verbal de la séance du 28 avril dernier), en appuyant un vœu de M. Lucas, que la jurisprudence actuelle condamnait les parents qui surchargeaient leurs enfants, et quand je citais à l'appui de cette assertion deux jugements du tribunal correctionnel de la Seine, M. l'Inspecteur divisionnaire a cru devoir protester, en déclarant que je commettais une erreur, et que

les deux jugements que j'invoquais avaient été obtenu *presque* par surprise.

Or, la Commission supérieure, dans son rapport d'ensemble, page 8, s'exprime ainsi : « Cette opinion (*de la responsabilité du père de famille*) est d'ailleurs confirmée par la jurisprudence du tribunal de la Seine en matière de surcharges, jurisprudence en vertu de laquelle l'auteur de la surcharge est condamné, même lorsqu'il est le père de l'enfant surchargé. »

Nous devons donc tenir pour certain, qu'en matière de surcharge, le père est condamné par le tribunal de la Seine, comme il l'est par les tribunaux des départements. Si les deux contraventions, relatées dans le rapport d'ensemble, ont été suivies d'un acquittement, c'est probablement que le tribunal n'a pas trouvé que la surcharge était suffisamment établie.

Dans tous les cas, l'Inspection est obligée de s'incliner, comme nous le faisons, devant l'autorité de la Commission supérieure, et l'opinion que nous avons émise est à présent indiscutable.

M. LAPORTE. — Je demande la parole.

Je trouve assez étrange que M. Mérice n'ait pas eu le soin de me prévenir, car ce n'est pas une rectification au procès-verbal qu'il vient de faire, mais bien une véritable interpellation; j'aurais pu alors apporter ici des documents. Je suis surpris. Il y a sur l'ordre du jour : « La 21^e Commission désire faire une rectification au procès-verbal de la dernière séance » ; je ne pouvais donc m'attendre à l'interpellation qui vient d'être développée.

Je répéterai aujourd'hui ce que j'ai dit à la dernière séance, car je n'ai pas protesté comme le déclare M. Mérice; j'ai rappelé seulement ceci : que le parquet de la Seine avait admis nos procès-verbaux une fois ou deux pour des espèces tout à fait particulières, mais que, depuis, plusieurs procès-verbaux du même genre, que j'ai voulu faire soumettre au tribunal à la suite de la première sanction obtenue, ont été écartés par le parquet.

Dans ces conditions, je persiste à dire comme à la dernière réunion, qu'il n'y a pas là de jurisprudence établie, puisqu'une première fois on a condamné et que les autres fois on n'a pas voulu poursuivre. Voilà ce que je répète de nouveau à M. Mérice, et je le prie d'être dorénavant assez loyal pour me prévenir de ses questions, de façon à ce que je puisse me munir de documents pour lui répondre. (*Bruit.*)

M. MÉRICE. — Je n'avais pas à prévenir M. l'Inspecteur divisionnaire. Le rapport de la Commission supérieure par moi invoqué lui a été envoyé avant de nous être remis, et du reste il y a probablement collaboré. Je n'ai fait que citer textuellement; il n'y a là ni surprise ni manque de loyauté. Je n'ai pas posé de question, je n'ai interpellé personne. Je me suis borné, pour avertir mes collègues, à lire un

passage d'un document officiel, laissant à M. l'Inspecteur divisionnaire le soin de concilier son langage avec celui de la Commission supérieure. Je suis donc fondé à demander qu'il retire l'expression dont il s'est servi.

M. LAPORTE. — Non, Monsieur, je ne la retire pas.

M. MÉRICE. — Je suis certain, d'ailleurs, qu'il la regrettera, parce qu'elle n'est pas parlementaire.

M. LAPORTE. — Tous vos autres collègues, quand ils ont des questions à me poser en réunion, ont l'obligeance de m'en prévenir à l'avance. Je vois ici, par exemple, l'honorable M. Charles Lucas qui a bien voulu me dire, il y a quinze jours ou trois semaines, qu'il me poserait, aujourd'hui, telle et telle question; je sais, dès lors, à quoi m'en tenir et ce que j'ai à répondre.

M. CHARLES LUCAS. — Je propose à l'Assemblée cet ordre du jour : « Regrettant cet incident, l'Assemblée ayant hâte de passer à l'ordre du jour de sa séance, qui sont les vœux émis par les Commissions locales, passe à l'ordre du jour ».

PLUSIEURS MEMBRES. — Très bien !

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'observation ? L'incident est clos et nous passons à l'ordre du jour.

La 17^e Commission (Dames) demande si la Commission départementale supérieure a eu connaissance de cas où les Commissions locales de la Seine aurait donné sujet aux critiques formulées dans le rapport de la Commission supérieure ?

Elle demande également l'avis de l'Inspection, de l'Administration, de la Commission départementale et de l'opinion formulée dans le même rapport, relativement aux visites isolées et répétées des membres des Commissions locales.

M. ROBIQUET. — Je ne suis nullement préparé à traiter la question proposée par la 17^e Commission (Dames), je ne sais pas si une dame de cette Commission se trouve ici, il serait plus naturel que la personne qui a posé la question voulût bien la préciser. Cependant, si personne ne se présente pour demander la parole, je crois que ce ne serait pas une raison pour passer à l'ordre du jour sans avoir une réponse de l'autorité qui est questionnée, à savoir, dans l'espèce, la Commission départementale supérieure qui a ici des représentants.

M. MALAPERT. — Mesdames et Messieurs, je vous déclare que j'étais alors président de la Commission départementale et qu'elle n'a eu aucune connaissance des griefs qui ont été signalés dans le rapport de la Commission supérieure.

M. ROBIQUET. — Nous remercions M. Malapert de sa réponse.

M. MÉRICE. — Je demande la parole sur la question. La Commission supérieure, dans son rapport que je viens de citer il y a un instant, reproche aux Commissions locales de faire des visites isolément et sans avoir égard aux visites de l'Inspection. Pour moi, j'inclinerais à

me ranger à cet avis ; on ne doit faire les visites que comme contrôle de l'Inspection, après que l'Inspection a passé. Seulement, nous ne pouvons pas blâmer nos collègues des Commissions locales, qui font leurs visites avant ou pendant les visites de l'Inspection, puisqu'il y a une délibération de la Commission départementale qui les y autorise positivement. Elle est ainsi conçue : Exercice 1883, rapport d'ensemble sur 1884. « Les membres des Commissions visitent les ateliers, mais leurs visites peuvent précéder celles de l'Inspection ; il n'y a aucun empêchement à ce qu'elles aient lieu avant ou après. Le même atelier peut être visité plusieurs fois dans une année. » Ainsi, vous voyez que nous ne sommes pas en faute, puisque nous ne faisons que suivre les instructions de la Commission départementale.

M^{me} DEVILLE. — Ce reproche adressé aux Commissions nous semble exagéré. En quoi se substituent-elles à l'Inspection ? N'ont-elles pas, de par l'article 20, mission de veiller à l'exécution de la loi et de contrôler le service de l'Inspection ?

Or, qu'ont fait les Commissions, si ce n'est d'exécuter à la lettre leur mandat ; quant à gêner l'Inspection et les industriels par des visites répétées, il nous semble que lorsque la Commission locale s'entend avec l'Inspection, l'une et l'autre s'avertissent mutuellement et l'on ne fait pas double emploi. Nos visites sont généralement bien accueillies par les industriels ; nous n'avons qu'à nous en louer, et nous ne pensons pas les fatiguer. Si nous rencontrons moins d'enfants dans les ateliers, la cause n'en est pas due aux inspections répétées, mais bien au manque de travail et à cette particularité qui tend à se généraliser, que tout enfant employé chez un industriel doit être payé ; peu de parents consentent à ne pas toucher de rétribution, pensant, que dès qu'un enfant a cessé de fréquenter l'école, il doit gagner sa vie et ne plus être à charge de sa famille.

D'autre part, l'on nous dit que par suite de différences d'interprétation, le membre de la Commission locale autorise ce que l'Inspection interdit et réciproquement.

A part quelques cas isolés qui ont pu se produire, nous ne voyons pas pourquoi l'on prendrait une mesure générale envers les Commissions locales alors que le fonctionnement de la loi est devenu chose accomplie, et que plusieurs Commissions ont reçu des récompenses : pour quel motif sérieux la Commission supérieure, en raison des services rendus par les Commissions, demande-t-elle leur suppression ?

De deux choses l'une : ou lesdites Commissions n'ont rien fait, alors pourquoi a-t-on prorogé leurs pouvoirs jusqu'en 1889 ; ou elles ont travaillé, alors pourquoi les supprimer ?

Nous demandons donc le maintien des Commissions, pensant que si elles ont rendu des services elles peuvent en rendre encore, se

basant sur l'autorité que donne l'application de la loi, pour la protection des mineures.

M. DE BELLAY. — Je demande la parole.

Le service des Commissions assure le contrôle libéral, paternel et protecteur de la moralité de l'enfance ouvrière.

Si l'on veut enrayer l'exploitation des enfants, ainsi que les abus de leurs déplacements, il y a un moyen, c'est l'inscription de leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance, numéro du livret, degré d'instruction, domicile et date d'entrée ou de sortie de l'établissement, et du motif, s'il y a lieu, sur la feuille de service des apprentis du patron.

Les membres des Commissions doivent prouver leur passage par l'apposition de leur signature sur la feuille de service de chaque fabricant, façonnier, ou ouvrier quelconque employant des enfants. Ces feuilles seront mises à la disposition des deux services de l'Inspection et de la Commission. On peut signer et vérifier au moins la moitié des feuilles des maisons de patrons visitées et en tenir note.

Les abus d'exploitation, d'entraînement et de déplacement provenant soit de l'enfant, de ses parents aussi bien que de la part des patrons ou façonniers quelconques, pourraient en bien des cas être prévus; il faut une entente favorable et amiable entre parents, patrons et enfants, à l'avantage de toutes les parties, ce qui arrive de temps en temps et aide à maintenir l'union, grâce à cet utile et véritable contrôle.

L'absence, la présence ou le départ de chaque enfant serait ainsi signalé et noté par ce double et paternel contrôle; et cette vérification, affirmée par les deux signatures de M. l'Inspecteur et de M. le Commissaire local, indiquerait facilement qu'ils sont les protecteurs équitables des droits de chacun.

Ces trop nombreuses mutations d'enfants à la recherche d'un état à leur convenance sont des causes de toutes sortes d'abus et d'erreurs que ces mesures modifieraient sans aucun doute,

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce une proposition ou des observations seulement?

M. DE BELLAY. — Ce sont des observations.

M. LE PRÉSIDENT. — Il en sera tenu compte naturellement; elles seront insérées au procès-verbal; si vous aviez formulé une proposition, nous aurions eu à voter.

M. GERBAUD. — Il me semble que le paragraphe qui est mis actuellement en discussion appelait deux réponses; nous en avons eu une de M. Malapert, au nom de la Commission départementale supérieure; il me semble que l'autre réponse pourrait être demandée à l'Inspection.

M. LAPORTE. — J'ai le regret de déclarer que je n'ai aucune réponse à faire à la question posée par l'ordre du jour. Le rapport dont on

a lu un certain passage concernant les Commissions locales est un document qui émane de la Commission supérieure du Ministère du Commerce. Je n'ai pas à formuler de critiques ou d'appréciations d'aucun genre sur un rapport officiel. Vous devez comprendre cette réserve.

Si vous voulez obtenir satisfaction, chargez l'Administration de transmettre votre question à la Commission supérieure du Ministère du Commerce, ce que, d'ailleurs, vous auriez dû faire avant cette réunion. La Commission supérieure vous répondra ce qu'elle jugera utile de vous répondre.

PLUSIEURS MEMBRES. — Appuyé!

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'observations? La proposition est adoptée.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous continuons l'ordre du jour:

Le Comité des délégués des Commissions locales exprime le vœu « que le sort des Commissions locales, mis en discussion par le nouveau projet de loi actuellement soumis au Parlement, soit fixé au plus tôt, dans le sens indiqué par le rapport adopté à l'unanimité dans la réunion générale des délégués de ces Commissions, tenue le 23 juin dernier, rapport remis à M. le Préfet de Police le 14 juillet suivant ».

M. CHARLES LUCAS. — Je crois tout à fait inutile d'insister sur ce vœu devant une réunion composée des membres les plus dévoués des Commissions locales; il suffit de le mettre aux voix pour qu'il réunisse l'unanimité. Mais, cependant j'ai pris la parole, parce que c'est la seule occasion que je puisse trouver d'adresser nos remerciements au Conseil général et à la Préfecture de Police d'avoir bien voulu nous appuyer; le Conseil général par l'organe de M. Jacques, son président, à la séance du jeudi 14 juin 1887, et la Préfecture de Police en insérant notre vœu sous la forme où nous l'avons envoyé. Je tiens donc à profiter de cette occasion, la seule que nous, délégués des Commissions locales, ayons de remercier le Conseil général et l'Administration d'avoir bien voulu considérer notre groupement et notre délégation comme existant et ayant le droit de formuler des vœux dans cette réunion, nous donnant ainsi une sorte de reconnaissance officielle et une marque de sympathie pour les efforts que nous faisons dans l'intérêt des enfants dont nous avons la surveillance. (*Très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a plus d'observations? Je mets le vœu aux voix.

— Le vœu est adopté à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT. — Comme rapporteur des Commissions locales, j'ai toujours soutenu l'existence des Commissions locales contre l'opinion du Gouvernement.

M. CHARLES LUCAS. — Aussi sommes-nous heureux d'adresser nos remerciements à notre président. (*Très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je passe à la question suivante :

« La 17^e Commission, Dames, en présentant trois dames pour faire partie de la Commission, pose la question suivante : Qu'advient-il des présentations faites pour compléter les Commissions locales ? »

M. CHARLES LUCAS. — Je regrette beaucoup de ne pas voir ici le représentant de la 17^e Commission, Dames, mais je crois une chose, c'est qu'il faudrait peut-être attendre — c'est une malheureuse coïncidence — la fin de la session du Conseil général pour traiter cette question. C'est évidemment au Conseil général, plus encore qu'à la Préfecture de Police, qu'il appartient de répondre en pareil cas ; nous sommes assurés de la bienveillance de la Commission départementale supérieure, nous pouvons compter sur son vice-président, le président effectif de notre séance de ce jour.

L'honorable M. Jacques, le président du Conseil général, a bien voulu m'affirmer, il y a quelques jours, que la session du Conseil général ne se terminerait pas sans un rapport de la 7^e Commission à laquelle avaient été renvoyés nos vœux concernant le complément des Commissions locales, vœux qui seraient pris en sérieuse considération.

Il y a donc lieu d'espérer que, malgré le peu de temps que la session a encore à durer, nous recevrons satisfaction. Dès lors, je crois qu'il n'y a peut-être pas lieu d'ouvrir le débat sur cette question-là aujourd'hui, à moins que notre honorable président, M. Cusset, comme membre du Conseil général, ne puisse nous donner une espérance un peu en harmonie avec celle que nous avons reçue de part et d'autre.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bompard.

M. BOMPARD. — Mesdames et Messieurs, la 7^e Commission du Conseil général doit se réunir la semaine prochaine pour examiner le rapport qui sera fait sur le budget de la Préfecture de Police, relatif au travail des enfants dans les manufactures. A cette occasion, elle examinera certainement l'état actuel des Commissions locales, l'Inspection, l'ensemble des services, enfin, comme cela se fait toujours au moment du vote d'un budget.

Vous savez que, pour les Commissions locales, il y a un petit conflit qui, je l'espère, se résoudra entre le Conseil général et la Préfecture de Police. Le Conseil général a demandé qu'un certain nombre d'ouvriers fût adjoint aux Commissions locales pour y apporter des connaissances techniques. Les chambres syndicales ont fait des présentations ; ces présentations ont été transmises par le Conseil général à la Préfecture de Police. Nous n'en avons encore aucune nouvelle ; à maintes reprises, le Conseil général a appelé l'attention de l'Administration sur ce point. Il y a lieu d'espérer qu'elle voudra bien enfin choisir dans ces listes un certain nombre de personnes pour les

adjoindre aux Commissions locales, et je le répète, j'ai tout lieu de croire, Mesdames et Messieurs, que la question qui vous préoccupe sera tranchée à la première réunion de la 7^e Commission, c'est-à-dire la semaine prochaine, à l'occasion de l'examen du budget.

M. BRUNEAU. — Je puis confirmer ce que vient de dire M. Bompard; nous avons adressé une liste à la Préfecture de Police pour qu'on nous donne deux nouveaux membres; nous n'avons reçu aucune réponse. Nous avons des membres qui ont quitté le quartier depuis trois ans et qui ne viennent plus à nos réunions, ce ne sont pas des membres effectifs et ils nous empêchent de travailler. D'après les explications qui viennent d'être données, nous attendrons; seulement, j'étais chargé de donner à la réunion communication de cet état de choses. Nous n'avons reçu aucune réponse à notre demande.

M. DE BELLAY. — Je demande la parole sur la même question. Dans le commencement, lors de la création des Commissions, on a créé sept Commissions pour Paris. La première Commission dont je faisais partie avait les III^e et X^e arrondissements; nous n'étions que sept membres; et sur ce nombre, trois seulement travaillaient. Ceci, Messieurs, est assez facile à comprendre; la loi avait été présentée mais n'avait pas été lue par tout le monde avec beaucoup d'attention, car M. le Dr Testelin disait: « Croyez-vous que les commissaires locaux signaleront à la Préfecture de Police leurs amis et parents, pas du tout! » Et un autre député répondait: « Mais les Commissions locales seront le trait d'union entre l'Inspection et l'industriel; elles protégeront également l'industriel et l'enfant. »

Eh bien, lors de nos premières visites, nous n'avons pas été très bien reçus partout; mais nous sommes arrivés, malgré cela, à nous faire bien connaître. Seulement, nous constatons que beaucoup de gens qui briguaient l'honneur d'être commissaires locaux, et qui ont été nommés, n'ont rien fait depuis. Nous avons demandé que les membres qui pendant six mois n'avaient pas fait de visites et ne répondaient pas aux convocations qui leur étaient adressées fussent considérés comme démissionnaires. Nous sommes nommés pour aider à relever notre industrie et pour favoriser les enfants comme les patrons. Il me semble que l'Inspection et les Commissions doivent marcher de pair...

M. LE PRÉSIDENT. — ... Parfaitement, seulement nous ne sommes pas dans la question.

M. DE BELLAY. — ... Voilà pour la question, c'est qu'il est très difficile lorsqu'on a nommé des commissaires, qui ne font rien, de les engager à démissionner. Ces messieurs ne veulent pas donner leur démission.

M. CHARLES LUCAS. — M. Bompard, conseiller général, vient de dire que, dans sa prochaine séance, la 7^e commission voudrait bien s'oc-

cuper de cette question; j'ajouterai qu'il y a une partie de cette question dont j'ai eu l'honneur d'entretenir M. le président du Conseil général, c'était celle des Commissions de dames. Les Commissions de dames sont encore moins complètes que les Commissions d'hommes, elles sont encore plus paralysées dans leur travail et, sans vouloir faire allusion au petit conflit qui me semble exister et empêcher peut-être depuis quelque temps la nomination de nouveaux membres, j'avais soumis cette réflexion au président du Conseil général : c'est qu'il n'y avait pas encore à Paris de chambres syndicales ouvrières femmes pour fournir le recrutement dans beaucoup de professions, recrutement indispensable aujourd'hui aux Commissions locales de dames, qui se trouvent dans la plus grande pénurie; que, de plus, il y a eu des propositions faites depuis longtemps à la Préfecture de Police, propositions appuyées par le Conseil général, ou du moins par des conseillers généraux ou municipaux, suivant que nous parlons des quartiers de Paris ou des cantons de la banlieue.

Il me semble donc que le plus grand gage de sympathie pour nos travaux que pourrait nous donner le Conseil général serait, en réservant peut-être à un ou deux mois, à une prochaine session, la solution du conflit qui s'est élevé, de nommer immédiatement, autant qu'il sera possible de le faire, des commissaires dames dans les Commissions qui en sont dépourvues et où des présentations ont été faites d'un commun accord entre la Préfecture de police et le conseiller municipal ou général du quartier ou du canton.

M. FRANCOLIN. — Parmi les présentations faites par les chambres syndicales ouvrières, il n'y en a qu'une qui soit une présentation de dame, par une bonne raison, c'est qu'il n'y en a pas parmi les chambres syndicales ouvrières. Par conséquent, il ne peut y avoir de conflit sur ce point là, puisque l'Administration seule fera les présentations au Conseil général. Il n'y a qu'une présentation faite par les chambres syndicales ouvrières, et il se trouve que la 17^e Commission propose précisément la personne présentée par les chambres syndicales. Par conséquent, comme il y a accord, nous espérons qu'on voudra bien faire droit à la demande de la 17^e Commission.

M. BOMPART. — Je veux simplement répondre à M. Lucas, à titre de renseignement, que sa pétition m'a été remise par le président du Conseil général avec une recommandation toute particulière, que j'ai cette pétition et qu'elle sera soumise dans le plus bref délai à la 7^e Commission et examinée avec tout le soin que méritent, et la personne de M. Lucas, et la recommandation du président du Conseil général.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à la question suivante :

La 10^e Commission (Hommes) réclame la nomination d'urgence des deux membres qu'elle a proposés. « Cette nomination, dit-elle, est

indispensable pour le bon fonctionnement de notre Commission. »

Cette question paraît élucidée. (*Oui! oui!*)

La 17^e Commission (Dames) demande comment les membres d'une Commission locale, qui depuis longtemps ne sont pas convoqués par leur président, pourront obtenir le fonctionnement régulier de leur Commission et si la Commission départementale supérieure ne pourrait, dans ce cas, intervenir?

Quelqu'un désire-t-il appuyer cette proposition?

M. FRANCOLIN. — L'exposé même de la question indique suffisamment ce qui se passe dans un certain nombre de Commissions...

M. LE PRÉSIDENT. — C'est la même question?

M. FRANCOLIN. — Non, les membres de certaines Commissions qui voudraient bien fonctionner ont un président qui date d'années très antérieures. Ces présidents ne veulent pas convoquer les Commissions pour des raisons ou d'autres sur lesquelles je ne veux pas m'étendre en ce moment. Ces membres n'ont pas le pouvoir de convoquer la Commission et ils sont dans une situation telle que, voulant travailler, ils ne le peuvent pas. Comment doivent-ils procéder? Nous le demandons à la Commission départementale supérieure, si par hasard elle peut intervenir, et dans quelles conditions on pourrait remplacer les présidents qui ne convoquent pas les Commissions.

M. MALAPERT. — La Commission départementale supérieure, en réglementant la distribution du budget afférent à toutes les Commissions locales, a eu soin de noter, par un refus de fonds, les Commissions auxquelles M. Francolin vient de faire allusion. La mission des Commissions locales va bientôt finir, car le laps de temps depuis lequel elles ont été nommées...

Une Dame. — Elles ont été renouvelées.

M. MALAPERT. — Ah! très bien! mais enfin, l'inconvénient signalé par M. Francolin, n'existera bientôt plus, il a à peu près disparu.

M. FRANCOLIN. — Nous avons un collègue ici, M. Cercueil, qui est dans cette situation.

M. MALAPERT. — Je vous dis ce que nous avons fait, nous avons paré autant que nous le pouvions à cet inconvénient en refusant le budget aux Commissions locales dont vous avez voulu parler.

M. FRANCOLIN. — Je ne dis pas le contraire, mais je trouve que vous êtes entré dans la même voie que les présidents — ceux qui ne veulent pas fonctionner — et vous leur donnez un non-fonctionnement légal en leur refusant les fonds. C'est le contraire qu'il faut faire.

M. MALAPERT. — Pardon, nous avons dit aux présidents de fonctionner. Que pouvions-nous faire de plus? Nous n'avions pas le droit de les remplacer. Nous n'avons pas d'autorité à ce point de vue, vous êtes nommés pour cinq ans.

M. CERCUEIL. — Ce que vient de dire M. Francolin est parfaitement

exact. Notre Commission est dans ce cas; nous n'avons pas de qualité pour destituer notre président, nous n'avons pas qualité non plus pour nous convoquer, et voilà où nous en sommes. Nous demandons alors aux autorités compétentes quels sont les moyens à employer pour sortir de cette situation.

M. ROBQUET. — Je crois que mon collègue a une idée trop modeste de nos attributions et de nos pouvoirs. Rien ne dit que la Commission n'a pas le droit de nommer et de remplacer son président; elle le nomme; si le président ne remplit pas ses fonctions à la satisfaction de ses collègues, il n'y a qu'à prier le secrétaire de convoquer la Commission et, quand elle est réunie, elle peut remplacer le président qui n'a pas fait son devoir par un président plus soucieux de le remplir.

M. CERCUEIL. — Nous n'avons pas de secrétaire. (*Rires.*) Vous voyez quelle est la situation de notre Commission! Je vous ferai remarquer que cette situation exceptionnelle, il y en a beaucoup d'autres comme cela. Nous demandons à l'autorité les moyens d'en sortir.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous ferai remarquer que les Commissions locales sont absolument libres, qu'elles nomment leur président et leur secrétaire. Donc, si votre président ne fonctionne pas, vous avez absolument le droit de le remplacer, d'assembler votre Commission et de nommer un autre président à sa place. Voilà mon opinion. (*Très bien!*) Je crois que cette opinion est vraie, vous êtes absolument souverains dans vos Commissions.

M. DE BELLAY. — C'est aussi mon avis.

M. ROBQUET. — Je demande que l'Assemblée veuille bien autoriser un membre à convoquer ses collègues.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'avons pas qualité pour cela, nous n'avons qu'à vous dire ceci : vous avez le droit de le faire.

M. CERCUEIL. — Nous n'entendons pas ! Si c'est de la question que vous parlez, je n'ai pas entendu à cause du bruit. Est-ce la réponse à ma question?

M. LE PRÉSIDENT. — La réponse est celle-ci : les Commissions locales sont souveraines pour nommer leur président, et lorsqu'elles ne sont pas contentes de leur président elles le changent; elles s'assemblent et en nomment un autre. Je crois que c'est clair. (*Rires.*)

M. DE BELLAY. — Je viens confirmer ce que vous avez la bonté de nous dire : les sept premières Commissions réunies en 1876 ont été nommées et M. le Préfet nous a dit : Messieurs, entendez-vous et nommez vos présidents; vous avez le droit de nommer vos présidents.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce qui vient d'être dit.

M. FRANCOLIN. — Si le Conseil général voulait bien s'occuper de cette question et indiquer aux membres des Commissions locales...

M. LE PRÉSIDENT. — Mais le Conseil général ne peut pas faire une chose qui existe ! Ce n'est pas à nous, vous devez le comprendre, à

vous prendre par la main et à vous conduire; vous avez le droit, quand vous êtes mécontents de votre président, de le changer; il ne faut pas venir pour cela auprès du Conseil général, vous avez autre chose à faire.

M. FRANCOLIN. — Voulez-vous m'accorder la parole pendant deux minutes pour préciser? Voici un cas qui se présente : le président de la Commission est le maire de l'arrondissement...

M. LE PRÉSIDENT. — Cela m'est égal ! (*Rires.*)

M. FRANCOLIN. — ... Je vais vous dire pourquoi cela ne m'est pas égal : étant le maire de l'arrondissement, il n'a pas fait de présentations de candidats pour combler les vacances qui existent dans sa Commission; si cette Commission est incomplète elle ne peut pas se réunir légalement pour destituer le président.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais vous n'avez pas besoin du président pour faire des présentations, vous pouvez vous-même faire des présentations au Préfet de Police qui les soumettra au Conseil général.

M. FRANCOLIN. — Je croyais, au contraire, que c'était le président de la Commission qui faisait les présentations.

M. LE PRÉSIDENT. — Non, nous ne sommes plus sous ce régime-là.

M. GERBAUD. — Je crois que nous avons simplement à prendre acte des déclarations faites par notre président, et à les sanctionner par un vote de l'Assemblée. Nous n'avons pas besoin d'entrer dans les détails de fonctionnement de chaque Commission locale; mais, au point de vue général, nous n'avons, je le répète, qu'à prendre acte des paroles de notre président.

M^{me} DREYFUS. — Je demande que le président ou la présidente destitué soit averti de la mesure prise à son égard. (*Très bien ! Appuyé.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne pouvons pas entrer dans ces détails-là. Les Commissions locales, ai-je dit, sont souveraines; vous n'avez pas l'air de connaître vos droits ! Il ne faut pas qu'il y ait de confusion là-dessus, ce droit existe; si vous en doutiez, c'est malheureux; mais vous n'en doutez plus maintenant.

M. CHARLES LUCAS. — Je ne doute pas du droit et je n'aurais pas soulevé la question; mais j'appuie l'observation de M^{me} Dreyfus, parce que tout changement de président se traduit, dans nos Commissions locales, par une petite opération assez délicate : la transmission des comptes que l'honorabilité du président sortant le force à rendre au président entrant; or, comme nous n'avons que cette réunion annuelle ou bisannuelle pour nous expliquer sur ces sortes de choses, je vous prie de nous excuser lorsque quelquefois — bien que cela semble faire longueur — nous entrons dans des détails un peu intimes.

Ainsi, cette question de président ne convoquant pas les Commissions a eu le grand inconvénient de mettre en suspicion des présidents d'une honorabilité et d'une distinction à toute épreuve, mais

qui ont fait du bien de leur côté avec l'argent de la Préfecture de Police sans se croire obligés d'en rendre compte et qui y ont mis même du leur, nous voulons bien le croire.

M. CERCUEIL. — Très bien !

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas l'argent de la Préfecture, c'est l'argent du Conseil général. Je crois, Messieurs, que l'incident est clos si vous voulez bien ? (*Oui ! Oui !*) L'ordre du jour porte :

« La 21^e Commission (Hommes) désire présenter des observations et une demande relative au contrôle des visites faites en conformité des lois du 9 septembre 1848 et du 16 février 1883. »

La parole est à M. Mérice.

M. MÉRICE. — Dans le renvoi au bas de la page 65 du rapport d'ensemble qui nous est parvenu le 22 novembre dernier, se trouve une réponse presque suffisante au vœu que la 21^e Commission locale avait fait insérer à l'ordre du jour de l'assemblée d'aujourd'hui.

Comme il est impossible aux Commissions locales de contrôler les visites de l'Inspection si les inspecteurs ne laissent pas trace de leur passage chez les industriels, la 21^e Commission locale avait demandé dans son rapport pour l'exercice 1886, qu'il fût imprimé pour la loi de 1848 une feuille de registre destinée à être remise aux industriels, tant par l'Inspection que par les membres des Commissions locales.

Nous demandions, entre autres conditions nécessaires pour la régularité de ces feuilles, qu'il y fût réservé une colonne spéciale pour les visas, aussi bien des inspecteurs que des membres des Commissions locales.

Ce vœu n'a obtenu qu'une satisfaction partielle. Tout en citant le texte de la loi qui charge les Commissions locales de la surveillance relativement aux heures de travail, on omet de réserver une place pour le visa de leurs membres dans les feuilles nouvelles; nous n'en avons pas encore reçu d'exemplaires, par oubli, sans doute. Néanmoins, et bien qu'à cette occasion, comme toujours, notre initiative ait été passée sous silence, nous ne nous en félicitons pas moins d'avoir prouvé une fois de plus l'activité et la vitalité des Commissions locales.

M. LAPORTE. — Messieurs, quoi qu'en pense M. le Président de la 21^e Commission locale, ce n'est pas à lui qu'est due l'initiative de la remise des feuilles dont il parle. Aussitôt que nous avons été fixés par la circulaire de M. le Ministre du Commerce en date du 25 novembre 1885, sur la façon dont on devait entendre les mots *usines* et *manufactures*, nous avons fait imprimer une feuille qui est remise par les soins de l'Inspection à tous les industriels soumis à la loi de 1848. Cela dit pour nous laisser la priorité de cette mesure que s'attribue à tort M. le Président de la 21^e Commission.

M. Mérice voudrait que sur ces feuilles, que nous avons fait dresser

en nous inspirant de la circulaire ministérielle, il soit réservé une colonne pour le visa des Commissions locales. Mais ces feuilles donnent simplement quelques extraits de la loi de 1848 et de la loi de 1883. Ces extraits remplissent la moitié de la page. Dans l'autre partie il y a : *Nom de l'industriel, nature de l'industrie, visites de l'Inspection et observations*. Or, remarquez-le, messieurs, cette feuille n'a été faite qu'en vue de rappeler aux industriels les obligations de la loi de 1848, qu'on ignorait encore en 1883, car jamais elle n'avait été appliquée. Nous avons remis cette feuille chez les industriels, mais ils ne sont pas forcés de la garder. Rien, dans la loi de 1848, n'oblige un industriel à tenir un registre ou une pièce quelconque portant les noms de ses ouvriers adultes. Ce que nous remettons là, c'est, permettez-moi l'expression, comme une sorte de prospectus ayant pour but de rappeler aux industriels ce qu'ils ont à faire. Lorsque nous avons donné ces feuilles, que l'inspecteur signe, si l'industriel, aussitôt que nous avons le dos tourné, veut allumer son feu avec, il en a parfaitement le droit; et si nous venions, le lendemain, lui dire : « Monsieur, je vous ai remis hier une feuille, j'aurais besoin d'y ajouter une indication »; et qu'il nous réponde : « Je ne l'ai pas gardée », qu'est-ce que nous ferions ? De même, si l'industriel nous refusait cette feuille du premier coup en nous disant : « Des paperasseries ! j'en ai assez ! » Qu'est-ce que nous ferions encore ? Nous la remettrions tout bonnement dans notre portefeuille et nous nous en irions, attendu, je le répète, que rien dans la loi n'oblige l'industriel à recevoir cette pièce.

M. MÉRICE. — J'insisterai, cependant, pour qu'il nous soit délivré des exemplaires de ces feuilles. Je me rappelle qu'il y a quatre ou cinq ans, à propos de l'affiche de la loi de 1874, M. l'Inspecteur divisionnaire s'est livré à des réflexions analogues; il croyait alors que les industriels ne conservaient pas cette affiche; les Commissions locales sont parvenues cependant à la leur faire garder, sans qu'aucun d'eux s'y refuse. Espérons que nous saurons également nous y prendre, de façon à les décider à agir de même en ce qui concerne les feuilles nouvelles.

M. BEZANÇON. — Il n'y a aucune difficulté.

M. MÉRICE. — Nous ne demandons que la remise des exemplaires et nous pouvons vous assurer que les industriels les conserveront. Il suffit que M. l'Inspecteur divisionnaire veuille bien donner l'ordre à ses subordonnés d'y apposer leur visa, afin que nous puissions constater leur passage.

M. LAPORTE. — Très bien, mais la signature de l'Inspecteur est déjà au bas de la feuille qu'il remet, prétendez-vous l'avoir aussi sur les feuilles que vous remettrez vous-mêmes ?

M. MÉRICE. — Que l'Inspecteur, quand il trouvera une de nos

feuilles, mette seulement la date de sa visite ; c'est tout ce que nous demandons et, quant à la feuille, il la trouvera.

M. LAPORTE. — C'est là la question.

M. ROBIQUET. — Il y a une autre question à l'ordre du jour qui a une grande analogie avec celle qui vient de faire l'objet de la discussion.

« La 17^e Commission (Hommes) demande que toutes les feuilles remises aux industriels, ou leurs registres, portent deux colonnes pour les visas : l'une réservée au service de l'Inspection et l'autre aux membres des Commissions locales. »

M. LAPORTE. — Ce n'est pas la même chose !

M. ROBIQUET. — En tout cas, il y a un lien direct entre ces deux questions.

M. LAPORTE. — Ce n'est pas la même question.

M. ROBIQUET. — Pardon, c'est sur la demande de l'auteur de la question, qui n'est pas moi, que je me suis permis de faire cette observation, afin de simplifier la discussion.

M. LAPORTE. — La proposition de M. Mérice vise la loi de 1848, l'autre vise la loi de 1874 ; mais si M. le Président m'autorise à répondre...

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement.

M. LAPORTE. — Eh bien, messieurs, j'ai été surpris, comme l'Administration elle-même a dû l'être, quand j'ai vu ce vœu émis par la 17^e Commission (Hommes), attendu que, depuis quatre ou cinq ans, toutes les feuilles de registre que nous remettons portent deux colonnes où il y a en tête : *Visas des Commissions locales* et *Visas de l'Inspection*.

M. CHARLES LUCAS. — Depuis quelque temps j'ai vu un assez grand nombre de registres chez des industriels, dans des maisons anciennes, honorables, que vous connaissez comme moi, qui ont fait le sujet de conversations entre nous, et où je n'ai pas trouvé sur les registres ces deux colonnes.

M. LAPORTE. — C'étaient, sans doute, de vieux registres.

M. CHARLES LUCAS. — Ce sont des maisons honorables, bien connues à votre ministère.

M. LAPORTE. — Très bien, mais vous parlez sans doute des registres que nous ne fournissons pas, nous, et qu'on achète dans le commerce, chez les papetiers.

M. CHARLES LUCAS. — Mais il pourrait y avoir lieu, de ce fait, à une instruction aux industriels pour que ce registre fût établi avec deux colonnes, et je le demande, autant dans l'intérêt de l'Inspection que des Commissions locales, afin que l'industriel ne vienne pas confondre l'inspecteur et le commissaire local et dire : Vous êtes deux du même service qui êtes venus dans une quinzaine.

M. LAPORTE. — Depuis quatre ans, nos feuilles de registre portent, je le répète, deux colonnes comme le demande M. Lucas.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois qu'en insistant vous imposeriez une certaine dépense à des industriels qui n'en seraient pas bien aises. Il me semble que la question est vidée...

M. CHARLES LUCAS. — Je crois que l'insertion au procès-verbal de cet échange d'explications permettra d'écarter le vœu de notre Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela sera au procès-verbal.

M. MÉRICE. — Je demande que M. l'Inspecteur divisionnaire nous dise s'il donnera l'ordre à ses subordonnés d'apposer leur visa lorsqu'ils trouveront une feuille comme celle-ci pour la loi de 1848.

M. LAPORTE. — Mais c'est nous qui la remettons, cette feuille!

M. MÉRICE. — Lorsqu'ils la trouveront, et quand même elle n'aurait pas été remise par eux, leur donnez-vous l'ordre de mettre un visa? Voilà, pour moi, la question. Vous pouvez répondre par oui ou par non.

M. LAPORTE. — Je vous répondrai nettement oui ou non, c'est assez mon habitude, vous le savez. Voici la feuille remise par l'Inspection; quand l'inspecteur se présentera une deuxième fois, il redemandera sa première feuille; si on la lui donne, il signera au-dessous de son premier visa; s'il n'en a pas encore remis et que la feuille présentée ait été donnée par un membre de Commission locale, l'inspecteur remettra la sienne et ne signera que celle-là.

M. MÉRICE. — Pourquoi avoir deux feuilles, puisque c'est la même?

M. LAPORTE. — Alors, je vous dis : pourquoi ne signeriez-vous pas aussi bien sur notre feuille?

M. MÉRICE. — Pourquoi n'a-t-on pas mis une colonne pour les visas?

M. LAPORTE. — Parce que nous n'avons pas le droit d'exiger des industriels qu'ils nous représentent ce papier; c'est une sorte de propagande que nous faisons avec un imprimé, mais ce n'est pas une pièce officielle.

M. LE PRÉSIDENT. — Ceci est un détail. Nous passons à la question suivante : « La 17^e Commission (Dames) désire connaître la suite donnée à la proposition de plusieurs Commissions locales, adoptée par la réunion générale des présidents et secrétaires, au sujet de l'organisation d'un service, à la Préfecture de Police, pour la délivrance des livrets. »

M. FRANCOLIN. — Dans le rapport de la Commission départementale supérieure, il est dit que la Préfecture de Police et la Commission s'occuperont de cette organisation. Il y a déjà longtemps que cette promesse a été faite, et nous voudrions savoir si on s'en est occupé et si la question arrive à la période de réalisation.

M. LE PRÉSIDENT. — Pour mon compte personnel, je ne faisais pas partie de la Commission supérieure depuis trois ans; je n'ai été renommé que dernièrement et, par conséquent, je ne peux pas répondre à cette question.

M. MALAPERT. — La Commission départementale a un rôle très simple, c'est celui de donner des conseils quand il lui en est demandé; mais, en ce qui touche l'exécution des vœux, c'est une autre affaire, cela ne la regarde pas, et, par conséquent, nous ne sommes pas entrés, à la Commission départementale, dans cette affaire-là.

Il est certain que, dans le rapport que j'ai fait il y a deux ans sur les travaux, nous avons mentionné cette réclamation; nous avons dit qu'elle existait. C'était à l'Administration à se mettre à même d'exécuter le vœu qui avait été formulé; mais l'Administration nous a dit, dans ce temps-là, et elle nous redira aujourd'hui la même chose si elle prenait la parole : ce que vous demandez là, c'est un service nouveau; nous avons trois employés qui sont occupés par les affaires du travail des enfants. Vous pouvez arriver à l'heure que vous voudrez dans les bureaux où travaillent ces employés, et vous verrez qu'ils ont une occupation constante, incessante, qu'il n'y a pas d'employés ayant un travail pareil. Vous voulez les charger, en outre, de la distribution de plusieurs milliers de livrets; cela ne se fait pas tout seul. Il faut donc que le Conseil général vienne à notre aide, nous vote un crédit, que nous ayons de nouveaux employés. Voilà ce que l'Administration nous a toujours dit. (*Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je remercie M. Malapert des observations qu'il vient de faire; sa réponse est concluante.

M. FRANCOLIN. — Le vœu sera-t-il transmis, alors, au Conseil général, pour qu'il examine, comme le dit la Commission départementale supérieure, l'utilité de la création de ce service central réclamé par les Commissions? Si le Conseil général n'en est pas saisi, il ne l'étudiera pas.

M. MALAPERT. — J'ajouterai un mot : M. Francolin fait cette observation, que le Conseil général doit être saisi par l'Administration. La Commission départementale supérieure n'a pas d'autre moyen de saisir le Conseil général que par les délibérations qu'elle remet à la Préfecture de Police et par le rapport dans lequel elle signale les vœux qui ont été formulés. La Commission départementale a pris une résolution conforme au vœu des Commissions locales, elle a, de plus, dans son rapport, signalé le vœu. Il faut donc, si l'on persiste, et je crois que l'on persistera, mettre purement et simplement le vœu aux voix ou dire qu'il est retiré.

M. MÉRICE. — Nous aurions été heureux de voir la Commission départementale examiner un vœu dans ce sens qui a été présenté par la 21^e Commission et imprimé dans les rapports. Il serait intéressant de savoir ce qu'elle en pense?

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas séance tenante que nous pouvons répondre; ce sont des observations dont nous tiendrons compte; mais, aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous occuper utilement de cela.

M. MALAPERT. — Dans ce moment il faut voter si, oui ou non le vœu sera renouvelé.

M. CLERGET. — On demande qu'il y ait un bureau spécial à la Préfecture de Police pour distribuer les livrets pour les enfants; je crois que les pères de famille ne sont pas bien partisans d'aller chercher ces livrets à la Préfecture et, du reste, dans les mairies, le service des livrets se fait assez bien. Dernièrement, j'ai été chercher un livret et, en une demi-heure de temps, j'ai eu un livret d'enfant. Je ne vois pas, quant à moi, l'utilité de transporter cette délivrance des livrets à la Préfecture de Police.

M. DE BELLAY. — Je demande la parole.

M. MÉRICE. — C'est parce que, si les livrets ne partent pas d'une source unique, un enfant peu se procurer, le même jour, trois livrets : un dans l'arrondissement où il travaille, un dans l'arrondissement où il est né, et un troisième dans l'arrondissement où demeurent son père et sa mère. Il n'y a qu'un seul moyen d'y remédier et de l'obliger à n'avoir qu'un seul livret : c'est que la distribution des livrets soit constatée à un seul bureau.

M. DE BELLAY. — En effet, je pourrais dire que...

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois la question vidée; il s'agit simplement d'émettre le même vote qui a déjà été émis. Je crois inutile de perdre notre temps dans une plus longue discussion. Nous n'avons qu'à renouveler le vœu. Est-ce bien l'idée de l'Assemblée?

M. DE BELLAY. — Oui, Monsieur.

M. ROBQUET. — Nous avons émis ce vœu à plusieurs reprises, nous ne pouvons pas renouveler la discussion; il s'agit seulement de savoir comme le dit M. le Président, si on veut exprimer ce vœu une troisième ou une quatrième fois.

M. DE BELLAY. — C'est certain !

— Le vœu, mis aux voix, est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce vœu sera transmis à la Préfecture de Police.

La 3^e Commission (Dames), s'appuyant sur le principe même de la loi de 1874, qui a pour but d'empêcher l'exploitation de l'enfant et de la jeune fille mineure, et de les soustraire à l'abus que peut faire de leurs forces, l'industriel quel qu'il soit, émet le vœu « que l'emploi des jeunes filles mineures soit interdit dans les brasseries, cafés et autres lieux semblables ».

M^{me} RETOUX. — Le texte même du vœu dit assez le motif qui a décidé la 2^e Commission (Dames) à le présenter. La grandeur morale est un des côtés qui doivent le plus préoccuper ceux qui ont le souci de l'avenir de la patrie, et je crois que la femme a pour mission, à ce moment peut-être plus que jamais, de veiller à ce que le niveau moral se relève en France, en demandant que les jeunes filles ne soient plus exploitées dans les brasseries, qui sont, en réalité, des maisons de

débauche autorisées, ouvertes au public. En agissant ainsi, nous ne faisons qu'accomplir un devoir qui incombe à la femme et à la mère de famille. (*Très bien ! et applaudissements.*)

M^{me} DEVILLE. — Il nous semble que l'article 13 est d'une interprétation difficile; cependant l'on pourrait avec une connaissance approfondie de certaines maisons, se rendre compte que la décence et les bonnes mœurs ne prêchent pas d'exemple; les parents sont, en cela, plus coupables que le soi-disant industriel, car ils doivent, avant de placer leurs enfants, se renseigner sur les us et coutumes, et ne les confier que si la tenue de la maison leur semble régulière. Il est regrettable qu'il n'en soit pas ainsi, et l'on rencontre trop souvent des blanchisseuses à rideaux tirés, ainsi que des couturières à écussons; le fait n'est pas nouveau, l'inspection étant souvent trompée par les apparences. D'aucunes travaillent à leur heures et, pour les besoins de la cause, se mettent en règle avec la loi, et le tour est joué, l'enfant n'osant se prononcer en raison du gain plus facile et sans souci des conséquences qui peuvent en résulter.

M^{me} LERCH. — Je crois que l'on entend par industrie la mise en œuvre des forces physiques et intellectuelles de l'homme, considérée dans la variété infinie de leurs applications.

Eh bien, dans les cafés et dans les brasseries, je n'y vois aucun élément industriel de nature à donner naissance et développer ces éléments.

1^o La loi de 1874 ne vise que l'industrie manufacturière, qui a pour objet de transformer les produits bruts de la nature.

2^o Par différents articles, par des décrets d'administration publique, cette loi de 1874 protège le personnel industriel employé qui prête son concours à cette transformation; elle étend son action tutélaire dans l'atelier où l'enfant travailleur, soumis et docile, doit, au contact du patron, puiser dans l'apprentissage les sources de son existence matérielle et contribuer directement ou indirectement à la satisfaction des besoins de tous.

Les cafés et les brasseries n'ayant aucun caractère industriel, je crois que les Commissions locales ne sont pas armées pour demander dans ces établissements l'interdiction des filles mineures qui, méconnaissant tous sentiments, tous devoirs, se sont émancipées avant l'âge, rendues totalement indépendantes et libres d'elles-mêmes quant aux mœurs.

Je crois que ces établissements doivent être soumis directement à la surveillance de la Préfecture de Police.

M. MALAPERT. — Mesdames et Messieurs, il y a un projet de loi qui est déposé à la Chambre des députés et qui est étudié en ce moment; ce projet, sur le travail général des enfants, peut avoir un article dans lequel on pourra comprendre le travail des jeunes filles dans les

brasseries et cafés. Vous avez donc la possibilité de formuler un vœu à cet endroit, et de demander que la catégorie de ces jeunes personnes figure parmi celle des enfants qui seront surveillés. (*Très bien!*)

M^{me} RETOUX. — Il me semble que lors de la discussion de la loi de 1874, à la Chambre des députés, on a fait ressortir le côté moral du travail de la femme; on a dit que la femme étant à l'atelier, c'était le foyer vide et la démoralisation; c'est sur ce côté moral que je m'appuie en demandant que les jeunes filles ne puissent pas gagner leur vie malhonnêtement dans ces brasseries. C'est un sentiment qui part de la femme, et comme femme, je demande que ce vœu soit adopté.

M. MÉRICE. — Je ferai observer qu'on ne trouvera pas une dame, membre des Commissions locales, qui voudra aller dans ces établissements.

M^{me} RETOUX. — Ce sera un article de loi qui décidera que les jeunes filles ne pourront être employées dans ces établissements.

M. ROBIQUET. — Il serait fâcheux, pour une assemblée comme la nôtre, qu'un vœu aussi moral que celui qui est présenté ne fût pas admis à l'unanimité... (*Très bien!*)... seulement, je tiens à donner à la réunion un renseignement : la jurisprudence actuelle donne à l'autorité municipale le droit d'interdire l'emploi, non seulement des filles mineures, mais des femmes majeures dans les brasseries. Il existe, notamment, un arrêté du maire de Grenoble interdisant l'emploi des femmes dans les brasseries. Cet arrêté a été soumis à la Cour de cassation et le pourvoi a été rejeté. Par conséquent, la jurisprudence actuelle donne à l'autorité municipale une arme très suffisante pour réprimer les abus dont il est question.

M. GERBAUD. — Je demande à dire un mot pour placer la question sur son véritable terrain; je ne suis pas tout à fait de l'avis exprimé tout à l'heure par M^{me} Lerch; je crois, au contraire, qu'une brasserie a parfaitement un caractère industriel...

Plusieurs membres. -- Non!

M. GERBAUD. — ... Et commercial; permettez! c'est mon opinion...

Voix. — Un caractère commercial!

M. GERBAUD. — Nous sommes d'accord; mais voici où je voulais en venir: nous avons à plusieurs reprises, dans les réunions générales des présidents et secrétaires, et puis dans les réponses que nous avons fournies aux questionnaires adressés par le Ministère du Commerce, manifesté le sentiment que la loi de 1874, au moment où elle sera modifiée ou codifiée avec les autres, devrait être appliquée indistinctement à tous les enfants employés, soit dans le commerce, soit dans l'industrie, soit dans les manufactures.

Eh bien! puisque vous admettez que les brasseries ont un caractère commercial, il me semble que, fatalement, vous admettez que les enfants, les jeunes filles employées dans les brasseries, devront

être soumises à cette nouvelle législation; et voilà ce qu'il y a lieu d'adopter, suivant moi: quel que soit l'établissement, qu'il ait le caractère commercial ou industriel, ou d'une usine ou fabrique, d'un orphelinat — nous avons employé des termes très généraux — quel que soit le caractère de l'établissement, du moment où il y a des mineurs employés pour gagner leur vie, il faut la sauvegarder au point de vue physique et moral.

M^{me} RETOUX. — Il ne faut pas protéger l'un et pas l'autre; la protection doit être la même pour tous.

M. GERBAUD. — C'est ce que nous avons demandé, je crois qu'il faut rester sur ce terrain.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous irions très loin, si nous voulions pousser les choses jusqu'au bout; ce ne serait pas seulement les brasseries qu'il faudrait voir, ce serait d'autres établissements; c'est purement une affaire de police.

M^{me} RETOUX. — Nous appartenons ici à la Préfecture, et nous avons le droit de nous occuper de tout ce qui ressort de la Préfecture... (*exclamations*)... pour tout ce qui regarde la loi de 1874.

M. CHARLES LUCAS. — M. Malapert a posé la question sur son vrai terrain en proposant d'appuyer de toutes nos sympathies le vœu présenté par la 3^e Commission (dames) et en demandant que, dans un des rapports envoyés à la Chambre soit par le service de l'Inspection, soit par la Préfecture de police, ou par tous deux, ce qui vaudrait mieux, il soit tenu compte, dans la loi nouvelle en préparation, de ce vœu, parce que nous ne pouvons pas, ici, nous désintéresser des enfants et surtout des filles mineures.

M. BOMPARD. — Tout en m'associant aux paroles prononcées par M. Lucas, il me semble que cette réunion, sortant de la loi de 1874, mais restant dans l'esprit général de cette loi, pourrait émettre un vœu tendant à ce que la Préfecture de police, par une ordonnance, interdise l'emploi dans les brasseries et autres lieux semblables, des jeunes filles mineures. (*Très bien! — Appuyé!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets la proposition de M. Bompard aux voix. — Cette proposition est adoptée.

M. GERBAUD. — Je demande qu'on y ajoute la proposition de M. Malapert, le renvoi à la Chambre, pour qu'une modification dans ce sens soit introduite dans la loi. (*Approbat.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la proposition de M. Malapert pour faire suite à celle de M. Bompard.

— La proposition mise aux voix est adoptée.

M. LE PRÉSIDENT. — La 17^e commission (Hommes) émet le vœu « que les présidents des Commissions locales soient avisés dans le plus bref délai de tout accident survenu dans les circonscriptions soumises à leur surveillance »;

M. CHARLES LUCAS. — La 17^e Commission (Hommes), en émettant ce vœu, n'a pas voulu donner un plus grand travail à l'Inspection ou à la Préfecture de police; elle sait que ce vœu a déjà été, sinon absolument repoussé dans les mêmes termes, mais écouté sans grande faveur.

Cependant, il nous serait facile à tous, de citer des faits récents, dont quelques-uns d'entre nous ont pu entretenir l'Administration ou l'Inspection, pour démontrer qu'il y aurait intérêt à ce que les présidents des Commissions locales fussent avisés de tous les accidents survenus dans leur circonscription, et non pas, comme cela arrive généralement, par la feuille d'inspection du mois, qui arrive, sans exagération, cinq ou six semaines après. On a beaucoup invité nos Commissions, en leur faisant entrevoir leur fin prochaine, à se transformer en Commissions de patronage, de surveillance; eh bien! je dois avouer que dans les trois ou quatre cas dont j'ai été témoin depuis sept ou huit ans, dans beaucoup d'autres dont j'ai été entretenu dans des réunions récentes par mes collègues des Commissions locales, hommes ou dames, s'il avait pris fantaisie à quelqu'une de nos collègues dames d'aller à l'hôpital visiter l'apprenti malade pendant les quelques semaines qu'il y resterait, elle aurait appris le but qu'elle pouvait donner à ses visites lorsque l'enfant aurait été sorti.

Ne serait-ce qu'à ce titre-là, et à défaut de tout autre, je demande à la réunion de vouloir bien prendre en considération le vœu qu'a émis la 17^e Commission.

M. BEZANÇON. — Mesdames et Messieurs, je vous demanderai de ne pas partager l'avis de l'honorable M. Lucas. Lorsqu'il se produit un accident, une instruction judiciaire est toujours ouverte, parce qu'on ne sait jamais s'il n'y aura pas lieu à une application des articles 319 ou 320 du Code pénal.

En pareil cas, l'Inspection fait une enquête sommaire au point de vue technique, mais l'autorité judiciaire, seule, a qualité pour recevoir des dépositions, pour entendre des témoignages après prestation de serment par les témoins.

Les membres des Commissions locales ne sauraient avoir qualité pour recevoir des dépositions comme celles-là, et leur intervention n'aurait vraisemblablement d'autre résultat que de contredire les affirmations des témoins et des victimes devant l'Inspection ou le magistrat instructeur. Leur intervention, qui peut nuire à l'action de la justice, ne peut, d'autre part, servir à la seconder, si les enfants peuvent faire, à l'occasion, quelques confidences à des membres des Commissions locales; mais il n'y a aucune raison de penser que ces enfants, comme dans l'espèce citée par M. Lucas, ne feraient pas également des confidences au commissaire de police, ou au juge d'instruction, ou à l'inspecteur du travail des enfants. Dans ces con-

ditions, j'espère qu'il vous semblera comme à moi, qu'il n'y a pas lieu d'informer les Commissions locales de façon à leur permettre de faire une instruction contradictoirement à celle qui est faite par la justice. (*Très bien!*)

M. CHARLES LUCAS. — Je suis toujours fâché de me trouver en désaccord avec l'Administration ou avec l'Inspection. Je le dis pour moi, et je crois avoir le droit de le dire au nom de mes collègues, nous ne désirons qu'une chose, c'est qu'on puisse faire entrer dans les mœurs l'exercice de la loi de 1874. Nous n'avons jamais désiré faire une enquête, prendre un fonctionnaire en faute. Nous avons pu quelquefois faire cette observation, que l'enquête n'avait peut-être pas été poussée aussi loin qu'il eût été désirable; mais nous nous sommes rendu compte qu'elle ne pouvait pas être poussée aussi loin à cause du caractère même de celui qui la faisait et nous dirons tous ici à l'honorable M. Bezançon, comme à M. l'Inspecteur divisionnaire, représentant tout son service: Il y a quelque chose qui nuit aux enquêtes que vous faites, vous êtes des personnages officiels, vous n'êtes pas que des pères de famille, tandis que nous, qui ne sommes que des pères ou des mères de famille, nous pouvons solliciter des confidences, nous pouvons obtenir d'un enfant le premier jour une vérité plus humaine, plus vraie que celle que vous sollicitez avec cette formule effrayante du serment. Vous ne voyez donc pas que dans vos enquêtes, dans vos formules, il y a une sorte de restant de la question d'autrefois? Au lieu que nous, nous nous bornons avec des sentiments paternels à éveiller des confidences filiales.

UN MEMBRE. — Dans quel but?

M. CHARLES LUCAS. — Oh! nous le déclarons bien franchement, nous n'avons jamais voulu, et personne n'a le droit de le dire plus que moi et en notre nom à tous, entraver le service ni de l'Inspection ni de quelque employé que ce soit, nous avons toujours agi dans un sentiment de conciliation; eh bien, aujourd'hui nous venons vous dire: Nous serions heureux d'être prévenus des accidents qui arrivent, de l'infortune qu'il peut y avoir à secourir, et même quand nous apprendrions, comme c'est arrivé quelquefois, des négligences ou des sévices, nous serions encore les premiers à le dire à l'inspecteur ou au chef de division de la Préfecture de police en lui recommandant d'attirer l'attention des Commissaires de police, des fonctionnaires sous ses ordres, pour mieux faire entrer la loi de 1874 dans l'esprit des patrons qui traitent encore à la légère certaines prescriptions de cette loi, et surtout certaines questions d'humanité. Ce que je dis est tellement vrai, qu'en écrivant à M. le Préfet de police en même temps que je lui adressais ce vœu au nom de la 17^e Commission, je le priais d'user de toute son influence pour que, dans le projet de loi attendu, il soit pris à l'égard des enfants employés dans l'industrie ou le commerce, des

mesures protectrices comme celles que la loi Grammont assure aux animaux domestiques. Je me contentais de cela, et ce serait déjà un grand progrès.

M. MALAPERT. — Le vœu de la 17^e Commission locale, tel qu'il est formulé, semble pouvoir être accepté. Quant à l'extension que l'honorable préopinant voudrait lui donner, je n'en suis pas absolument d'avis, et même je déclare que j'en suis formellement l'adversaire; je ne reconnais pas aux membres des Commissions locales plus qu'aux autres citoyens le droit d'aller faire une enquête sur un accident qui est survenu, aussitôt que cet accident a été constaté. Le droit de faire les enquêtes appartient à l'autorité judiciaire. M. le chef de division avait raison de dire que l'intervention de qui que ce soit serait fâcheuse; mais aux termes de la loi de 1874 — je n'ai pas le numéro de l'article présent à l'esprit — lorsque l'Inspection a rencontré dans son service des causes d'insalubrité ou autres, elle doit immédiatement en prévenir les Commissions locales; quand un accident est survenu, il y avait une cause d'insalubrité ou de danger, et l'atelier était dangereux pour les personnes qui ont été blessées; l'inspecteur doit donc aviser immédiatement la Commission locale qu'il y a là quelque chose de défectueux, qu'il y a une surveillance particulière à exercer; ainsi, à ce point de vue le vœu doit être maintenu, mais les conséquences qu'en tire M. Lucas me paraissent excéder les droits et les pouvoirs des Commissions locales.

M. FRANCOLIN. — Nous n'avons pas demandé, comme nous le faisait dire tout à l'heure fort habilement M. Bezançon, que les Commissions locales fassent une instruction, une enquête; en aucune façon, nous ne demandons pas cela, parce qu'il est évident que les Commissions locales qui feraient une instruction quelconque dépasseraient absolument leurs mandats et justifieraient les accusations que la Commission supérieure a voulu, sans fondement, formuler dans son rapport. Nous ne voulons pas donner prise, précisément, à ces accusations; mais ce que nous demandons, c'est d'être informé du mal qui arrive aux enfants qui sont placés sous notre protection, et comme on l'a très bien dit tout à l'heure, il faut que nous, qui sommes des pères de famille, nous intervenions au point de vue philanthropique. Nous avons vu très souvent, et en dernier lieu dans notre section, des enfants qui ont été atteints de blessures dont ils garderont les traces toute leur vie et dont les patrons ont été acquittés, je ne sais pas pourquoi, probablement parce que leur établissement était bien tenu et que dans la balance l'apprenti n'a pas pesé grand'chose; mais il n'en est pas moins vrai que ces apprentis sont pendant un certain temps privés de travail et qu'ils ne peuvent pas rentrer chez le patron auquel ils ont amené des désagréments, une comparution devant le tribunal, et leur situation est très difficile.

C'est le rôle des Commissions locales, des pères de famille, d'intervenir pour aider l'enfant et tâcher de le replacer, pour lui donner des secours que les Commissions locales peuvent distribuer, et c'est à ce point de vue seulement que la 17^e Commission demande à être informée des accidents. Il y a l'autre côté, celui de la surveillance; je suis d'accord là-dessus avec M. Malapert, il est évident que lorsqu'il est arrivé un accident par suite de mauvaises dispositions hygiéniques, c'est que les Commissions locales et aussi l'Inspection n'ont pas fait, et n'ont pas vu tout ce qu'elles avaient à voir; il faut que nous, Commissions locales, soyons averties de la situation afin que nous portions notre attention de ce côté, de même que lorsque nous apercevons un danger, nous devons le signaler à l'Inspection. Par conséquent, à tous les points de vue, excepté à celui où se plaçait M. Bezançon, et ce n'est pas le nôtre, nous ne demandons pas à faire des instructions ni à gêner l'Inspection; je crois que nous pouvons, dans cette assemblée, adopter le vœu tel qu'il est formulé et seulement dans les limites que nous avons indiquées.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?... Que ceux qui sont d'avis d'adopter le vœu dans l'esprit qui vient d'être indiqué lèvent la main.

Le vote a lieu. — Le vœu est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — *Le Comité des délégués des Commissions locales* adresse le vœu suivant :

« Qu'une place spéciale soit réservée dans l'Exposition d'économie sociale de 1889 aux rapports et autres travaux des Commissions locales du département de la Seine. »

M. MALAPERT. — Je répondrai à ce vœu que la première section d'économie sociale, dont j'ai l'honneur de faire partie, a déposé au Ministère du Commerce, pour être transmis au directeur de l'Exposition, un questionnaire relatif à tout ce qui se fait pour le travail des enfants, et qu'il était bien entendu entre nous que nous inviterions les Commissions locales à déposer leurs rapports et à faire toutes leurs observations. Malheureusement, je ne puis plus répondre de rien, je ne sais par qui la question a été enlevée de la première section pour être reportée à celle de l'hygiène dont je ne fais pas partie.

M. LAPORTE. — Voulez-vous me permettre de compléter le renseignement qui vient de vous être donné? La section 13, qui s'appelle en effet *Section de l'hygiène sociale*, contient dans son programme...

M. MALAPERT. — Le programme que j'ai donné, c'est moi qui l'ai fait, et il est porté à une autre section.

M. LAPORTE. — A la section d'hygiène sociale.

M. MALAPERT. — Il a été enlevé à la première section; j'ai fait mon travail pour la première section. Mon travail remis, on a pris toutes mes têtes de chapitres et on a porté cela à l'hygiène. (*Rires.*)

M. LAPORTE. — Dans la 13^e section, il y a ceci : « Commissions locales : leur rôle et leurs services. » Voilà qui donne satisfaction au vœu émis. A cette 13^e section, vous enverrez vos travaux, des graphiques, tout ce que vous pourrez imaginer.

M. CHARLES LUCAS. — Lorsque nous avons formulé le vœu, nous n'avions pas encore reçu le document auquel il vient d'être fait allusion. Nous savons maintenant où aller; mais notre vœu n'a pas été absolument inutile, parce que la première condition pour exposer est d'avoir un emplacement, et, en émettant ce vœu, en l'insérant dans le *Bulletin*, cela viendra corroborer le même vœu envoyé au Conseil général et renvoyé par cette assemblée à la 7^e Commission, de sorte que nous serons sûrs comme cela qu'il sera pris en considération. Ce que nous désirons, c'est exposer comme Commissions locales, nous le disons bien franchement ici, sans vouloir blesser aucun représentant de l'Administration ou de l'Inspection, c'est de ne pas être perdus dans les travaux de l'Inspection ou de l'Administration et de montrer qu'il y a, ne serait-ce qu'à Paris, une réunion de pères et de mères de famille qui a apporté un concours effectif à une loi en faveur de l'enfance.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai qu'une observation à faire. L'ancien président de la Commission départementale supérieure qui est membre de la première section d'*Économie sociale* avait prévu tous ces cas, et demandé ce que vous désirez; le nécessaire est donc fait.

M. FRANCOLIN. — Ne serait-il pas possible de demander que, même dans la section d'économie sociale, les Commissions locales puissent exposer, car notre rôle et notre mission relèvent autant, sinon plus, de la section d'économie sociale que de celle d'hygiène?

M. MALAPERT. — Le nécessaire est fait.

M. CHARLES LUCAS. — Nous vous en remercions.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition à ce que le vœu soit renouvelé?... Je le mets aux voix.

Le vœu est adopté.

M. MÉRICE. — Je suis sûr d'être l'interprète du sentiment général, en demandant à l'assemblée de voter des remerciements à M. Malapert, ancien vice-président de la Commission départementale supérieure, pour avoir soutenu par sa parole et ses écrits la cause des Commissions locales. Il a bien mérité de l'enfance industrielle et nous sommes heureux de lui en exprimer notre reconnaissance.

Le vote est prononcé par acclamation.

M. LE PRÉSIDENT. — Mesdames et Messieurs, l'ordre du jour est épuisé.
La séance est levée à 4 h. 10. m.

Les Secrétaires : M. et M. L. Le Président :

M^{lle} MOUGIN.

M. CUSSET.

M. GERBAUD.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL
DES APPRENTIS
ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale des marchands tailleurs.

Assemblée générale du 28 janvier 1888.

La séance est ouverte à neuf heures, sous la présidence de M. Ducher, président,

ÉCOLE PROFESSIONNELLE

Compte rendu [du mois de décembre 1887.]

Travail. — Le travail a été assez abondant pendant le mois de décembre. L'École a reçu 54 pièces, qui rapporteront 1,245 francs environ; deux pièces restent encore à livrer.

Pendant le même mois, il a été livré 54 pièces donnant un produit de 1,443 fr.; les professeurs libres ont livré 10 pièces ayant produit 20 fr.; au total, 64 pièces ayant produit 1,463 fr. Cette somme est supérieure aux appointements des professeurs.

Apprentis. — Le nombre des élèves n'a pas changé, il est actuellement de 36.

Trois d'entre eux auront terminé leur apprentissage dans les premiers jours de février; ce sont de bons sujets, âgés de 16, 17 et 18 ans; ils promettent de faire de bons ouvriers, et sont dès à présent capables de rendre des services. Il serait utile que l'École les conservât pour parfaire leur instruction professionnelle. Je pense qu'en leur offrant un prix modique de l'heure et le déjeuner, ce serait suffisant pour les engager à rester.

Six demandes d'admission ont été adressées à l'École; le Comité se réserve de les examiner lors du départ des élèves ayant fini leur apprentissage.

Nous avons en ce moment huit professeurs,

L'influence de la morte-saison se fait péniblement sentir et nous faisons un pressant appel à la sympathie des membres de la Chambre pour nous donner du travail qui permette d'occuper nos professeurs et nos enfants.

Un rapport général sur les travaux de l'année sera présenté à la prochaine réunion de tous les membres de la Société.

Les dépenses se sont élevées à	Fr. 31.613 25
Les recettes à	28.059 50
Déficit.	3.553 75
qui sont dus à la réserve des apprentis	3.061 »
et au dépôt de	492 75
	<u>Fr. 3.553 75</u>

M. LE PRÉSIDENT donne le compte rendu sommaire de la fête donnée au profit de l'École professionnelle. Cette fête a entièrement réussi et a été très brillante.

Il y a eu 590 invitations. 504 invités ont assisté au bal. La recette a été de Fr. 9.650 »

Les dépenses se sont élevées à 8.300 »

Bénéfices. Fr. 1.350 »

Certaines réductions de dépenses et quelques recettes non opérées porteront le bénéfice à 1,500 fr. environ.

Ce résultat est satisfaisant pour un premier essai et est encourageant pour l'avenir; il est dû au dévouement des commissaires, auquel le président est heureux de rendre hommage; il leur adresse au nom de tous ses sincères remerciements. (*Approbation.*)

Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation et des industries qui s'y rattachent.

DISTRIBUTION SOLENNELLE DES PRIX DE L'ÉCOLE DE DESSIN

Le dimanche 22 janvier 1888 a eu lieu, dans la salle des fêtes de l'Hôtel des Chambres syndicales, obligeamment prêtée par l'Administration de l'Union nationale du commerce et de l'industrie, la distribution des prix aux élèves de notre École de dessin.

La cérémonie, à laquelle avait pris part une très nombreuse assistance, était présidée par M. MUZET *, O. I. **, président récemment réélu du Syndicat général et conseiller municipal.

Sur l'estrade assistaient :

M. MUZET et trois de ses collègues au Conseil municipal, MM. DESCHAMPS, PIPERAUD et PAILLOT.

M. A. PIEL *, **, président de la Chambre syndicale, vice-président du Syndicat général.

M. E. TOPART ✱, vice-président honoraire, ancien juge au Tribunal de commerce.

M. LEJOLLIOT, vice-président honoraire, président de la Commission de l'Ecole de dessin.

MM. FERNOUX et CAËN (Eugène) ☉, adjoints, représentant la Municipalité du III^e arrondissement.

M. BERNARD (Martial), O. ✱, membre de la Chambre de commerce.

M. MORICE ✱, inspecteur de l'enseignement du dessin.

M. RANVIER ✱, président de la Chambre syndicale du bronze-imitation, vice-président du Syndicat général.

M. JUELLE ☉, vice-président du Syndicat général.

M. MASCURAUD ☉, vice-président de notre Chambre, trésorier du Syndicat général.

MM. H. DUCHER, président de la Chambre syndicale des marchands tailleurs, et M. Jules CAHEN, secrétaire du Syndicat général.

M. DÈCLE, président de l'Union des fabricants bijoutiers.

M. TOURETTE, président honoraire de la Chambre syndicale de la mercerie, boutons.

M. GIRAUDON, O. ✱, ☉, président de la Chambre syndicale de la maroquinerie.

M. F. CAHEN, vice-président de la Chambre syndicale de la broserie.

M. F. BERTRAND ✱, président du Conseil d'administration des Chambres syndicales du bâtiment.

M. CUVERVILLE, de la Chambre syndicale de l'industrie des cheveux.

M. NYCKEES, trésorier de la Chambre syndicale des graveurs.

M. PIERRAT, président de la Chambre syndicale de la tabletterie.

M. TANTET, vice-président de la Chambre syndicale de la passementerie, mercerie, etc.

M. GAUTHIER, vice-président de la Chambre syndicale de la plomberie.

M. BRUNOT, de la Chambre syndicale de la confection.

M. TESSIER, professeur de l'Ecole de dessin.

Le sculpteur LÉPINE.

M. AMMAN, secrétaire de l'Association philotechnique.

Les représentants des journaux le *Siècle*, le *Rappel*, le *XIX^e Siècle*, le *Radical*, le *Petit Journal*.

Les membres de la Commission de l'Ecole et du Bureau de la Chambre syndicale : MM. Thomas, Besson, Blum, Bourette, Charles, Chauvin, Degrois, Galand.

Les membres de la Chambre : MM. Chopard, Couture, Couturier, Decaux, Gauchard, Grandcyr, Henry, Luchard, Lusigny, Mandrillon,

de Marion-Brézilhac, Marguerond, Marmorat, Regad, Ruteau, Séguin, de Thierry et M. Potin, membre honoraire, etc., etc.

M. LE PRÉSIDENT fait part des lettres d'excuse de plusieurs des invités, entre autres de :

M. JACQUES, I. ☉, président du Conseil général, empêché par des engagements antérieurs.

M. CROST ✱, chef de bureau de l'enseignement et musées à la Direction des beaux-arts.

MM. RICHARD (Émile), PAULARD et VIGUIER, conseillers municipaux.

M. ESSIQUE, maire du III^e arrondissement.

M. Frédéric BOUCHERON, président de la Chambre syndicale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie.

M. Eugène LEFEBVRE, président de l'Orphelinat de la bijouterie-joaillerie.

M. DELAHAYE, vice-président de notre Chambre.

M. TURNEY ☉, vice-président honoraire de la Chambre syndicale des fleurs et plumes.

M. GIGNOU, président de la Chambre syndicale de la serrurerie.

M. LE PRÉSIDENT donne la parole à M. LEJOLLIOT, président de la Commission de l'Ecole de dessin qui, dans le remarquable rapport suivant, rend compte des travaux des élèves :

« Mesdames, Messieurs,

» Persévérante dans sa mission, la Commission spéciale vient vous soumettre son rapport annuel sur la situation de notre école, tant au point de vue moral, technique, artistique et numérique qu'à celui des travaux résultant des différents enseignements. Au point de vue moral, nous pouvons dire qu'elle rend de sérieux services aux familles en groupant dans notre classe, avec une persévérance soutenue, les nombreux élèves qui s'y sont inscrits, et que l'attrait des cours rend assidus. En effet, le dessin élémentaire d'ornement, d'académie, d'après la bosse, des fleurs et des plantes vivantes, le modelage en terre et en cire, les cours d'enseignement professionnel concernant les industries de notre groupe syndical leur fournissent tous les éléments variés du travail. (*Marques d'assentiment.*)

» Depuis sa fondation, qui date de 1876, près de 650 élèves ont été inscrits à l'école, 200 en ont suivi les cours cette année, en moyenne 150 par mois et plus de 50 par jour, fournissant chacun plus de sept quarts d'heure de travail par soirée. Le nombre des places dont nous disposons nous force à refuser un grand nombre d'aspirants; depuis la rentrée des classes, plus de 50 élèves sont inscrits et attendent impatiemment leur admission aux cours. Nous sommes dans l'obliga-

tion de chercher un local plus grand, proportionné aux demandes des élèves et aux services que nous sentons devoir rendre en y ajoutant un atelier complet de bijouterie et l'outillage indispensable pour l'enseignement pratique de nos industries. (*Très bien !*)

» Les ressources dont nous disposions jusqu'à ce jour nous permettaient d'équilibrer à peu de choses près notre budget, mais le surcroît de dépenses, environ 3,000 francs, que va entraîner annuellement l'agrandissement de l'école, nous met dans l'obligation d'augmenter nos ressources; dans ce but, de nouvelles visites seront faites chez tous les adhérents à notre groupe pour solliciter leur souscription, pour participation aux frais indispensables au succès d'une œuvre si utile. Nous nous adressons aussi aux membres du Conseil municipal de la Ville de Paris, et spécialement aux conseillers de notre arrondissement, qui en connaissent si bien les besoins. Les preuves de leur appui et leurs encouragements n'ont jamais manqué à tous les efforts ayant pour but l'enseignement professionnel, et leur dévouement est acquis à tout ce qui peut contribuer à la prospérité de notre grande cité. (*Applaudissements prolongés.*)

» L'examen attentif des principaux travaux, qui sont exposés dans la salle voisine, dessins, aquarelles, modelages, tous exécutés à l'école cette année, aussi bien que les pièces de concours pour chaque branche de l'enseignement technique professionnel, telles que bijouterie, gravure sur acier et en taille douce, ciselure, repoussé, serti, émail, etc., vous permettra de vous rendre compte de la satisfaction avec laquelle nous vous présentons ces résultats. Puis vous jugerez si l'espoir de M. Henri Tessier, notre si dévoué professeur, qui met tout son talent, son temps et ses efforts au service de notre jeune phalange, qu'il veut présenter avec toutes les chances de succès, est bien fondé pour triompher à la grande Exposition universelle du centenaire de 1789. Espoir qui ne sera pas déçu et assignera à notre école une place marquante justement méritée. (*Bravos.*)

» Une nouvelle division (dite des albums) a été créée à l'école. Elle est le résultat des albums et des couleurs offerts par M. Topart, en priant les élèves de les présenter couverts de dessins. Ils en ont tiré le brillant ensemble que vous pourrez apprécier en les feuilletant. Des prix ont été accordés à ces travaux d'album, qui sont le résultat de compositions laissées entièrement à l'initiative des élèves.

» Nous remercions les anciens élèves de l'école, devenus ouvriers, de nous apporter leurs travaux, ainsi que leurs souvenirs affectueux à leur professeur. (*Très bien ! très bien !*)

» En remerciant tous les patrons, tous les pères de famille, d'avoir si bien répondu à nos appels demandant des élèves ! toujours des élèves ! nous citerons parmi eux ceux qui ont facilité et prêté leur concours avec le plus de dévouement aux efforts des élèves : ce sont

MM. Toussaint, Charles, Gauthier, Rattat, Hémery, auxquels nous adressons nos félicitations. Nous remercions M. Lionnet, si dévoué à l'enseignement professionnel, d'avoir mis à la disposition de notre école, à titre de modèles, les trésors artistiques de sa magnifique collection. (*Applaudissements.*)

» Chers élèves,

» Je suis auprès de vous l'interprète de la Commission de l'École de dessin pour vous exprimer sa satisfaction et vous dire qu'elle est heureuse que vous ayez profité du conseil qu'elle vous donnait l'année dernière en vous exhortant à marcher en avant, toujours en avant ! (*Applaudissements.*)

» Vous l'avez bien mis en pratique et nous pouvons être sûrs de vous voir en 1889 combattre et vaincre au premier rang..... (*Applaudissements.*) »

Les résultats déjà obtenus par les nombreux élèves qui ont suivi les cours et le dévouement constant de tous les membres de la Commission de l'École font présager un succès plus considérable encore lorsque les desiderata formulés par M. Lejolliot auront été exaucés.

La parole est donnée ensuite à M. PIEL, le dévoué président de notre Chambre, dont le discours très heureusement conçu soulève souvent et à juste titre les applaudissements de l'auditoire.

Le voici :

« Mesdames, Messieurs,

» Chers élèves,

» Comme président de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation, j'ai la satisfaction et l'honneur d'adresser, en son nom et au mien, des remerciements très sincères à tous ceux qui s'efforcent d'encourager l'œuvre à laquelle nous nous sommes attachés jusqu'ici avec une constance et un dévouement dont nous sommes, aujourd'hui, amplement récompensés. (*Applaudissements.*)

» Je remercierai tout d'abord le Conseil municipal de Paris, qui vient récemment de repousser avec une grande majorité les conclusions d'un rapport tendant tout simplement à supprimer les subventions faites par la Ville aux Écoles professionnelles, les préservant ainsi d'un coup qui aurait pu devenir fatal à leur existence même. (*Très bien !*)

» C'est la preuve, Messieurs, que les Écoles professionnelles sont entourées de sympathies et de jour en jour mieux appréciées, mais nous voudrions qu'elles le soient davantage. Leur existence s'impose de plus en plus, et nous voudrions que la nécessité absolue de cette existence soit unanimement reconnue ; nous pourrions alors faire de grandes choses ; vous pouvez en juger par notre exposition d'aujourd'hui.

d'hui, en constatant nos efforts et les résultats déjà obtenus. (*Oui ! oui ! Applaudissements.*)

» Notre école est trop petite pour accueillir toute cette jeunesse courageuse et intelligente, avide de savoir, qui, loin de se contenter d'une année de fréquentation assidue, accourt, l'année suivante, étudier et perfectionner encore son goût et son talent sous un maître, il est vrai, aimé et estimé de tous. Vous ne me démentirez pas, chers élèves, vous l'aimez et le respectez, ce qui est très flatteur pour lui (*Applaudissements*), car la jeunesse parisienne, surtout, est un peu moqueuse, mais elle a bon cœur. J'en sais quelque chose, vous me l'avez prouvé à moi-même dans une occasion que je n'oublierai jamais. (*Applaudissements prolongés.*)

» Aimez donc bien votre professeur car il vous aime et veut faire de vous des hommes et des maîtres ouvriers.

» Je suis certain d'être l'interprète de toute la Chambre et le vôtre en le remerciant devant tous de son dévouement à l'enseignement professionnel. (*Applaudissements.*)

» M. le Président rapporteur nous disait, à l'instant, que beaucoup de jeunes gens attendent leur tour à la porte, faute de place sur les bancs de votre École, et notre rêve, aujourd'hui, notre but unique est d'agrandir cette école que nous avons fondée pour vous, et de lui donner le développement qu'elle réclame.

» Nous faisons donc appel à toutes les générosités, nous frappons à toutes les portes, et nous implorons tout d'abord des pouvoirs qui votent les budgets une petite part de protection pour cette industrie de la Bijouterie, pour cet art si séduisant et si français, qui contribue à la parure de tous et qui met en éveil toutes les ressources de l'esprit et de l'inspiration. (*Très bien ! très bien !*)

» Jean Macé, un ami de l'enfance, a beaucoup parlé de la propagande pour les petits, pour les jeunes, si vous voulez, je ne veux pas froisser les grands qui sont parmi vous. Il disait vrai : c'est la meilleure façon de répandre l'instruction, le savoir que nous donnons, le goût que votre professeur cultive en vous et que l'étude vous impose.

» Vous répandez ces bienfaits de l'enseignement dans vos familles et dans l'atelier ; quand vous visiterez les expositions, les musées, votre esprit cultivé vous permettra de juger les beautés des chefs-d'œuvre, que vous n'auriez certainement pas remarquées, si vous n'aviez acquis cette connaissance du beau, car, sachez-le bien, on n'apprécie facilement les finesses d'une œuvre d'art qu'après avoir appris à les admirer. (*Très bien !*)

» Je parlais tout à l'heure de la propagande pour les petits. Nous avons besoin, pour atteindre ce but, des concours des patrons et des parents, qui placent leurs enfants en apprentissage. Et nous leur demandons d'inspirer à ces enfants cette émulation qui leur donnera

le désir d'apprendre et de cultiver le dessin, si indispensable à leur métier. Le dessin est utile à tous, il rectifie le jugement par les yeux et il apprend à voir juste. (*Très bien!*)

» Le gouvernement, cette année, nous a continué ses précieux encouragements en nous donnant deux prix. Nous en remercions bien sincèrement M le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Nous adresserons les mêmes remerciements à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, qui a pris en considération le rapport bienveillant de M. Jacquemard, inspecteur des Écoles d'Arts et Métiers. (*Applaudissements.*)

» Je voudrais, mes chers élèves, que vous m'aidiez à remercier d'excellents collègues. Je veux parler des membres de la Commission de l'École de dessin, si prodigues de leur temps, de leur dévouement, de leurs efforts. (*Applaudissements prolongés.*)

» Avant de terminer, je voudrais remercier toutes les personnes qui assistent à cette cérémonie. Entre toutes, je remercierai particulièrement M. Muzet, président du Syndicat général, toujours avec nous, et qui a bien voulu nous faire l'honneur de nous présider. (*Applaudissements.*)

» Nous remercions aussi en lui le conseiller municipal qui a si chaudement plaidé la cause des subventions, et nous sommes heureux de cette occasion qui nous permet de lui témoigner notre reconnaissance, en même temps qu'aux conseillers municipaux qui ont défendu avec lui les Écoles professionnelles, ce moyen de propagande du beau par les petits. » (*Applaudissements répétés.*)

Sur l'invitation de M. le Président, M. TOPART, vice-président-honoraire de la Chambre syndicale, ancien juge au Tribunal de Commerce, prononce l'allocution suivante :

« Chers élèves,

» Il est dans le vocabulaire que les hommes ont inventé à l'usage de la langue qu'ils parlent, un mot plein de force et d'énergie, synonyme de prospérité et de richesse, de grandeur et de majesté ; — *un mot* qu'on ne prononce jamais qu'avec un respect infini ; — *un mot, enfin*, qui influe sur les destinées du monde, sans que le *caprice* de la mode, les *exigences* de l'étiquette ou le *despotisme* des coutumes aient jamais songé un instant de le bannir. Ce mot *magique*, mes chers enfants, c'est *travail, travail*, qui signifie *abnégation, persévérance, régénération, progrès, lumière, succès, grandeur, opulence...* (*Applaudissements.*)

» On peut donc dire que le *travail* est le levier puissant destiné à soulever le monde, en excitant notre admiration par l'apparition de mille et une merveilles. (*Très bien.*)

» Je suis heureux de constater en ce beau jour de fête que vous êtes bien les *puissants moteurs* de ce levier formidable. Vos travaux, vos

progrès incontestables de l'année qui vient de s'écouler en sont la preuve, et je vous en *félicite* du plus profond de mon cœur.

» Permettez-moi, mes bons amis, de vous dire quelques paroles sur ce mot *travail* et d'en faire le thème de cette petite allocution, car tous les peuples et tous les poètes, voire même les prosateurs, l'ont préconisé. Les Latins, qui prévoyaient tout et ont presque tout avancé, n'ont-ils pas dit avec raison : « *Un travail opiniâtre vient à bout de tout ?* » De nos jours, un homme d'esprit doublé d'un poète n'a-t-il pas écrit dans son langage imagé :

Le travail... aux hommes nécessaire
Fait leur félicité plutôt que leur misère ?

(*Applaudissements.*)

» Pour mieux me faire comprendre, je diviserai mon sujet en deux parties : la *première*, que j'appellerai le *travail intelligent* ; la *seconde*, *travail non intelligent*.

» Je dirige donc, mes chers amis, toute votre attention sur la *première* partie, parce que je suis persuadé qu'en élèves *courageux* vous trouverez douce et équitable la tâche si belle et si noble que le Créateur a imposée à sa créature : celle de *travailler avec intelligence*. (*Applaudissements.*)

» Pour remplir ce but, que faut-il ? *de la persévérance, toujours de la persévérance et encore de la persévérance.*

» Aussi, mes bons amis, si parfois ce démon tentateur que l'on appelle la *paresse* ou le manque de courage venait à s'emparer de votre esprit, chassez-le sans pitié par ces mots énergiques : *Loin de moi la paresse, à moi le travail, à moi le devoir !* » (*Applaudissements prolongés.*)

» Je suis placé sur cette terre pour payer au *travail* le tribut qui lui revient par droit de conquête sur les hommes. Je me dois à *ma famille*, je me dois à *mon pays*, je me dois à *tous* : à *ma famille*, parce qu'elle m'a fait instruire, en s'imposant mille sacrifices ; à *mon pays*, parce qu'il m'a vu naître ; à *tous*, parce que je ne dois pas perdre de vue que les connaissances que j'acquiers chaque jour doivent tourner au profit de l'humanité. (*Très bien !*)

» En agissant ainsi vous pourrez continuer de parcourir avec fruit cette route de la science où déjà vous avez cueilli un rameau vivace en rapport avec vos aptitudes et votre intelligence, la *bijouterie*. (*Applaudissements.*)

» Continuez donc à travailler, à étudier tout ce qui a rapport à votre industrie, laquelle est loin d'être la dernière à éveiller à l'esprit le sentiment du goût, en incitant au beau par dessus-tout. (*Bravo !*)

» Croyez-moi, aimez le *beau*, car, au besoin, ce sentiment élèvera votre cœur, affermira les sentiments d'honnêteté, gravera dans votre âme l'*amour de la famille* et vous permettra d'apprécier à leur juste

valeur la grandeur et les richesses incommensurables de votre beau pays ; enfin vous deviendrez et resterez toujours *bons patriotes*, à l'exemple de *H. Regnault*, ce jeune et déjà grand artiste qui, en 1870-71, a donné généreusement sa vie pour défendre les trésors de sa patrie. (*Applaudissements.*) Il aimait le *beau* et le *sublime*, ce *grand et noble cœur* ! et pouvait s'écrier avec ce fameux poète : « *Le travail est un dieu, lui seul régit le monde !* » (*Applaudissements.*)

» Allons, chers élèves, reconnaissez avec moi que ce que je vous conseille est facile, car, de nos jours, ce n'est plus à la fortune que l'on doit les faveurs de la science : c'est encore moins à l'*intrigue* et à la *cabale*. (*Très bien ! très bien !*) Il y a partout des écoles gratuites : il ne faut que *vouloir pour savoir*. (*Très bien !*)

» Bien entendu, je ne vous parle pas de parcourir les régions élevées de la science, mais seulement d'*aborder franchement et résolument la science du travailleur* qui lui fait apprécier les douceurs de la vie intelligente.

» Faut-il, pour stimuler votre ardeur au travail, vous citer des exemples frappants parmi nos illustres et infatigables travailleurs de toutes les époques ? Je n'ai que l'embarras du choix.

« En suivant la gamme ascendante des âges, le *xiii^e* siècle nous montre *Bonnard*, qui s'illustra dans l'orfèvrerie et la bijouterie imitation ; le *xiv^e* siècle, *Guillaume Arold* ; les *xv^e* et *xvi^e* siècles nous mettent à même d'admirer les œuvres de *Benvenuto Cellini*, pour l'orfèvrerie ; *Bernard de Palissy*, pour les émaux et la faïence ; et plus loin le fameux *Cardilhac*, ce célèbre bijoutier qui poussait le *fanatisme de l'art* jusqu'à guetter ses clients au passage, en ne reculant pas devant l'*assassinat* pour rentrer en possession de ses œuvres, *genre d'imitation* que je suis loin de vous recommander, mes jeunes amis (*rires*) ; ajoutons *Bréquet*, pour l'horlogerie ; *Froment Meurice*, pour l'orfèvrerie ; *Oblin*, *Dacostat* et tant d'autres dont la France est et sera toujours fière, sans parler des sommités de tous les autres pays qui nous offrent également un *exemple à suivre, un modèle à imiter, un enseignement à méditer*.

» Jeunes élèves, continuez à vous familiariser avec le travail qui, pour vous, sera toujours un *mentor sûr et fidèle*, et qui, dans quelques mois, vous facilitera l'accès de ce temple majestueux qui s'élève en ce moment et sur le fronton duquel on lira cette consolante devise : *Arts, industrie, agriculture, travail, persévérance, progrès : aux grands hommes de toutes les nations du monde reconnaissant*. (*Applaudissements.*) Vous vous trouverez bientôt au milieu de tous ces produits importés par les différents peuples de l'univers, en contemplation devant ces *chefs-d'œuvre* entassés par la main des nations, de tous ces *trésors* qui, une fois de plus, attesteront ce que peuvent la puissance *créatrice* et le *génie transcendant* de l'homme.

» A l'œuvre, à l'œuvre donc, chers élèves : le *doigt du travail* vous a déjà *assigné* votre *place*. Soyez prêts pour le bon combat ; redoublez d'efforts pour sortir glorieux de la lutte pacifique qui se prépare. Ne perdez pas un seul instant, afin que tous ceux qui vous aiment, puissent une fois de plus enregistrer une nouvelle récompense à l'*Exposition internationale de 1889*, et pour vous assurer le succès, efforcez-vous dans la limite du possible, de suivre les traces de votre professeur, dont je ne saurais trop rehausser la valeur, car, chaque jour, il sait faire sortir de vos doigts des trésors dont s'honorera la bijouterie de l'avenir. (*Applaudissements prolongés.*) Remerciez-le bien, ce maître aussi *prévoyant* que *dévoué*, car il est du nombre des hommes de progrès qui savent que, dans notre siècle de *lumière* et de *merveilles*, il faut employer chaque jour le langage de la *persuasion* et de la *vérité* pour faire de *jeunes gens tels que vous des travailleurs intelligents*. (*Bravo ! bravo !*)

» Par suite de ce que je viens de vous dire, chers amis, je ne crois pas qu'il soit *nécessaire* de vous parler des *effets du travail non intelligent* : votre *sagacité naturelle* y a déjà suppléé ; d'ailleurs, ce serait prolonger cette conversation sans profit pour vous, attendu que je ne vois *personne* parmi les vôtres auquel je puisse m'adresser. (*Bravo !*)

» Pour terminer, chers amis, permettez-moi de vous offrir un petit souvenir bien faible en comparaison de la somme de progrès et d'activité que vous m'apportez cette année, mais je vous l'offre de *tout cœur*, persuadé qu'il concourra à l'avancement et au développement de cette science si belle, si attrayante, si variée et si vaste qu'on appelle le *dessin*, qui sera toujours la *prospérité de la bijouterie*, une des *gloires de la France*. » (*Très bien ! très bien ! — Applaudissements prolongés.*)

Ces conseils, dictés par une grande expérience de la vie et des affaires, sont chaleureusement accueillis par les élèves qui ont pu apprécier la bienveillante sollicitude dont M. Topart a entouré l'École depuis sa fondation.

M. Muzet, qui a toujours porté le plus vif intérêt à notre Chambre et qui n'a cessé de défendre énergiquement au Conseil municipal les subventions des écoles professionnelles, s'est levé alors et dans une de ses meilleures improvisations, nous a développé avec la plus grande netteté la *génèse de l'enseignement technique et professionnel*.

En voici les termes :

« Mesdames, Messieurs,

» Je veux commencer par remercier M. le Président et MM. les Membres de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation de l'honneur qu'ils m'ont fait en m'invitant à présider cette belle solennité.

» C'est un honneur d'autant plus grand qu'au fauteuil que j'occupe

aujourd'hui sont venus s'asseoir, les années précédentes, des hommes éminents qui vous ont apporté, au nom du Gouvernement ou du Parlement, les marques de sympathie et d'estime que les pouvoirs publics professent vis-à-vis de l'œuvre si méritante de votre Chambre syndicale.

» Vous avez voulu honorer en ma personne le Syndicat général, cette grande famille syndicale dans laquelle votre Syndicat figure parmi les plus dévoués.

» Vous avez voulu honorer, dans la personne d'un de ses membres le Conseil municipal de la Ville de Paris qui, quelquefois critiqué, — (qui ne l'est pas ?), — ne peut ici qu'être félicité pour la part qu'il accorde dans le budget de la Ville à l'enseignement technique et professionnel.

» L'enseignement professionnel est une question bien ancienne et pourtant peu connue, assez peu connue pour que j'essaie d'en tracer l'historique.

» L'an dernier, je représentais avec l'un de nos collègues les Chambres syndicales au Congrès tenu à Bordeaux, où toutes ou presque toutes les puissances d'Europe avaient envoyé des délégués.

» Les idées y étaient encore à ce point confuses qu'on eut besoin d'y déterminer d'abord exactement la signification des termes : cours professionnels, école professionnelle, école d'apprentissage ; nous eûmes à noter les tendances de l'enseignement professionnel.

» La question est née en France, quand, préoccupés de l'avenir industriel de notre pays, tous les patriotes, laissant de côté leurs dissensions politiques, ont compris que pour vivre il fallait que le travail et le commerce atteignissent leur plus grand développement. (*Applaudissements.*)

» L'industrie française et sa prépondérance ont-elles été menacées ? Non.

» L'industrie française occupe toujours la première place parmi les industries de toutes les nations. (*Bravo ! bravo !*)

» Il est bon de rappeler ce fait, car à un moment d'affaissement trop grand, on a trop dit que nous n'étions plus à la hauteur ; aussi devons-nous faire tous nos efforts pour dissimuler ce bruit qui était, du reste, mal fondé.

» Mais, si nous pouvons être rassurés sur ce point, nous ne devons pas moins nous préoccuper de ce que font nos voisins chez lesquels la main-d'œuvre, et souvent les matières premières, sont à meilleur marché que chez nous et qui, eux, cherchent par tous les moyens, même par de mauvais moyens, à nous arracher notre prépondérance.

» Nous autres, Français, nous sommes un peuple essentiellement créateur ; nos voisins, qui ne passent pas précisément pour avoir cette qualité maîtresse, nous imitent et nous copient ; ils n'ont pas le mérite

de la conception, mais ils retirent au moins de cela le grand avantage de n'avoir qu'à suivre une route déjà tracée. (*C'est vrai! c'est vrai!*)

» La France a été pendant longtemps le grand fournisseur de toutes les nations; aujourd'hui les autres peuples, qui ne nous sont pas supérieurs, mais qui se sont développés et sont devenus producteurs à leur tour, nous ont créé une concurrence sur certains marchés.

» C'est pour cela qu'il faut nous recueillir et nous préoccuper de trouver des débouchés nouveaux, tout en redoublant d'efforts, pour ne pas nous laisser surpasser là où nous étions seuls autrefois. (*Très bien! très bien!*)

» On a cru, d'abord, qu'on devait enseigner des états, des professions dans toutes les écoles en commençant par l'école enfantine, puis en suivant les degrés de l'instruction jusqu'à l'école supérieure.

» Certaines villes ont essayé de s'engager dans cette voie, mais on s'est vite aperçu qu'on ne pouvait former de véritables apprentis qu'à l'atelier ou à ce qui en tient lieu.

» Si l'État a des écoles complètes et créées depuis longtemps déjà pour développer le goût du beau:

» *Les Gobelins* pour les tapisseries;

» *Sèvres* pour les céramiques;

» *L'École Centrale* pour les ingénieurs;

» *Les Ecoles des Arts et Métiers* pour les contremaîtres ou directeurs d'usines,

» Il n'a pas toutefois d'écoles pour former de véritables ouvriers dans toute l'acception du mot.

» La Ville de Paris a pu créer des écoles formant des ouvriers supérieurs:

» Les écoles Diderot, Bossuet et de La Villette qui sont d'excellents établissements donnant de très bons résultats, mais qui coûtent fort cher à entretenir.

» Puis il faut bien l'avouer, beaucoup de jeunes gens sortant de ces écoles, se rendant compte de leur supériorité, se croient abaissés en acceptant de travailler à l'atelier côte à côte avec des ouvriers auxquels ils se considèrent comme supérieurs: de là souvent des déboires et une perte pour l'art.

» L'État a créé un état-major, mais il ne crée point d'ouvriers véritables, acquérant, en même temps que des connaissances théoriques, l'habileté qui naît d'une pratique assidue.

» En un mot et pour bien rendre ma pensée, les écoles de l'État ou de la Ville font plutôt des officiers et des sous-officiers, ce qui est excellent, mais ils ne font point assez de soldats de l'industrie.

» Très heureusement, il n'y a que peu de professions, d'industries ne faisant pas ou peu d'apprentis, — je citerai parmi ces dernières la corporation des tailleurs à Paris. Mais alors sa Chambre syndicale a

compris qu'elle avait là un rôle à remplir et elle a créé une école d'apprentissage divisée en véritables ateliers où des ouvriers d'élite enseignent l'état complet.

» Pour fonder ces diverses écoles, il fallait de nombreuses collectivités pouvant plus facilement supporter les sacrifices de temps et d'argent.

» On a certes fait beaucoup en ce sens en France, mais ces sacrifices ne sont que peu de chose comparativement à ceux faits par les étrangers.

» C'est pourquoi les Chambres syndicales pouvaient seules organiser des écoles et des cours devant servir soit à faire des ouvriers parfaits, soit à compléter l'enseignement pratique et technique des apprentis par un enseignement scientifique ou artistique approprié à chaque industrie.

» Dans votre école de la bijouterie on donne ce complément d'enseignement des arts, indispensable à une industrie artistique comme la vôtre, à une industrie essentiellement française et parisienne, une de celles qui contribuent le plus à notre supériorité nationale; on forme ainsi des ouvriers complets, des ouvriers d'élite, aptes aux différents travaux de votre industrie. (*Bravos.*)

» Une cause qui aurait pu affaiblir la supériorité de l'industrie est la spécialisation qui rend un ouvrier incapable de sortir du genre qu'il s'est créé, qui l'oblige en un mot à ne pas pouvoir fabriquer un objet dans tout son ensemble; mais vos écoles ont été là pour réagir et à apprendre à l'élève à produire, par lui-même, tout dans sa profession, tout dans sa partie. (*Applaudissements.*)

» J'ai pu constater que votre école complétait bien logiquement son enseignement par l'étude approfondie du dessin et celle non moins nécessaire du modelage.

» Dans bien des industries, dans la vôtre en particulier, on ne peut devenir véritablement habile qu'en ayant acquis la connaissance certaine des styles, des arts, aux diverses époques et dans les divers pays. (*Très bien! très bien!*)

» La Ville de Paris a ouvert beaucoup de cours de dessin fort bien organisés et qui donnent d'excellents résultats. Je suis bien aise de le constater en présence de M. Morice, le sculpteur de mérite qui met son grand talent au service de notre enseignement municipal; mais vos élèves apprennent mieux encore dans votre école, car ce que vous y enseignez est plus particulièrement approprié à votre industrie. (*Très bien!*)

» Les subventions accordées par le Gouvernement et la Ville de Paris, ajoutées aux ressources de l'initiative individuelle, font que les écoles ne coûtent presque rien à l'État ou à la Ville, en ce sens que les subventions accordées aux écoles comme la vôtre permettent de rendre

complète l'instruction d'un nombre considérable d'ouvriers, alors qu'avec beaucoup plus d'argent, mais beaucoup moins de concours effectifs, l'État ou la Ville ne pourraient former qu'un nombre restreint d'élèves.

» Aussi est-ce avec un véritable plaisir que je veux féliciter publiquement, au nom de l'Association des Chambres syndicales, au nom des membres du Conseil municipal qui, par leur présence, sont venus vous apporter le témoignage de leur sympathie, les hommes distingués qui sont à la tête de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation, l'une des Chambres où la jalousie a disparu complètement. C'est, en un mot, une véritable famille (se tournant vers M. Piel et lui frappant amicalement sur l'épaule) dont voici le père.... (*Applaudissements prolongés.*)

» Une véritable famille exempte de compétitions et ne se préoccupant que du prestige de l'industrie qu'elle représente; les sacrifices qu'elle a faits pour l'enseignement professionnel et le dévouement qu'elle a toujours porté aux principes des Syndicats méritent les meilleurs éloges.

» Je désire aussi féliciter et remercier la municipalité du troisième arrondissement, représentée ici par deux de ses adjoints : MM. Fernoux et Caen, car elle n'a jamais manqué d'apporter à la Chambre syndicale le concours de sa bienveillante sympathie.

» Je veux ajouter que la municipalité a ouvert à la mairie du troisième arrondissement une fort riche et fort complète bibliothèque qui contient, entre autres richesses, une collection de 9,000 dessins d'art industriel, qui ne peuvent manquer d'être utiles aux industries artistiques si nombreuses dans l'arrondissement et que vos élèves peuvent consulter utilement.

» J'adresse mes félicitations au sympathique professeur qui a mené sa phalange avec tant de soin et de dévouement et, l'ayant fait réussir aux diverses expositions, saura la faire triompher encore, j'en ai la certitude, à la grande Exposition de 1889. (*Applaudissements.*)

» Je remercie M. Lejollot et ses collègues de la Commission de l'École de dessin qui, leurs occupations journalières terminées, prouvent un réel dévouement en se rendant à l'école pour examiner les travaux des élèves. (*Applaudissements.*)

» Je vous félicite vous aussi, chers élèves, vous qui venez chaque soir, après le labeur journalier, écouter les leçons de votre professeur, les conseils de vos directeurs et vous en inspirer; prouvez par votre assiduité aux cours que vous comprenez les sacrifices qui sont faits pour vous permettre de devenir des artistes de mérite. Vous ne pouvez mieux récompenser ceux qui vous dirigent qu'en travaillant avec ardeur; plus tard, vous apprécierez mieux encore ce qui a été fait pour vous lorsque vous serez devenus des hommes, des citoyens utiles

à votre pays. Soyez assurés que le travail élève l'homme, et qu'en France les travailleurs sont honorés comme ils le méritent.

» Que votre président me permette de dire (la chose est des plus honorables pour son caractère) que lui-même a débuté comme apprenti à l'atelier, ce qui ne l'a pas empêché de conquérir l'indépendance, d'arriver à la haute distinction de chevalier de la Légion d'honneur, distinction qui n'a été achetée que par une longue vie de travail et de dévouement. (*Vifs applaudissements.*)

» Travaillez donc, mes amis, devenez des soldats si la patrie a besoin de vous, mais sachez que vous la servirez avec autant de patriotisme en devenant des soldats habiles de l'industrie nationale.

» Vous êtes les fils de la démocratie laborieuse, vous pouvez être, si vous le voulez, l'honneur de la France, l'honneur de la République! (*Applaudissements prolongés.*) »

La parole est donnée ensuite à M. Deschamps, conseiller municipal, qui, dans un discours plein d'humour, eut bientôt conquis tout l'auditoire. Nous en avons noté quelques passages que nous sommes heureux de reproduire :

« Mesdames, Messieurs,

» Mon ami et collègue Muzet veut bien me donner la parole ; je l'en remercie, parce que je vais pouvoir dire, à vous, Messieurs de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation, que nous vous savons gré de nous avoir convié à votre fête.

» Certes, nous en savons gré ; mais nous pensons que vous nous avez invités aussi pour que nous entrions en communion d'idées avec vous pour voter en faveur des subventions aux écoles professionnelles (j'entends Paillot qui me dit : « Parle pour toi ») ; je parlerai donc pour moi et dirai : Pour moi, mon siège est fait ; il me semble que le siège de Paillot et de Piperaud est fait aussi.

» L'an dernier déjà, j'étais décidé à prendre une part active à une augmentation de la subvention accordée à votre école. J'étais alors rapporteur du budget des écoles professionnelles ; j'ai sans doute été plus éloquent qu'aujourd'hui (*Rires*) ; j'ai convaincu mes collègues. Cela n'avait toutefois pas passé comme une lettre à la poste.

» Mais, cette année, ainsi que vous l'a dit votre président, la chose a été plus difficile encore ; le rapporteur (ce n'était plus moi) n'était pas d'avis de vous accorder cette subvention ; bref, il nous a fallu redoubler d'efforts, et nous avons eu gain de cause. (*Applaudissements prolongés.*)

» Tout en constatant avec plaisir le résultat acquis, je ne suis pas fâché qu'il ait été difficile à obtenir, parce que cela montre aux élèves, à leurs parents et aux amis de la bijouterie, — aux dames qui sont toujours les amies de la bijouterie, vraie ou fausse, pourvu qu'elle

les rende encore plus jolies (*Applaudissements.*) Cela indique aux élèves les sacrifices faits pour eux.

» Le Conseil municipal ne pense pas que les sacrifices vous soient dus, mes chers enfants; rien ne vous est dû. Il faut vous habituer à cette pensée. Travaillez, travaillez beaucoup; vous trouverez votre récompense dans le bon résultat de votre travail. C'est là ce qui vous est dû.

» Il est temps, du reste, d'en finir avec l'idée que l'État et la Ville doivent venir en aide à tous et qu'il n'y ait qu'à solliciter pour être secouru. Si l'État et la Ville subviennent à une partie de vos besoins, c'est que vous êtes formés de l'initiative individuelle et que vous avez déjà fait de réels sacrifices méritant d'être encouragés. (*Applaudissements.*)

» L'an dernier j'étais en Amérique; j'ai vu là de nombreuses Sociétés de patrons et d'ouvriers qui toutes travaillent pour le bien commun. Nous pouvons être divisés au point de vue politique, mais nos tendances sont les mêmes : nous avons la prétention de faire du socialisme pratique; nous voulons voir les gens de bonne volonté se réunir et former des Sociétés utiles à nos enfants, à notre pays. En agissant ainsi, nous faisons œuvre de patriotes! (*Bravos.*)

» Il est bien juste que si nous faisons des sacrifices pour les enfants ceux-ci répondent à nos efforts, à notre dévouement par un travail assidu.

» Je vous dirai donc, mes chers enfants, nous comptons sur vous. Sans quoi les subventions vous manqueraient, et alors vous manquerais la possibilité de pourvoir plus tard à vos besoins.

» Vous tous, Messieurs, qui faites partie des Syndicats, apportez vos oboles à cette belle œuvre que vous avez créée et, lors de notre grande Exposition prochaine, vous prouverez à tous que vous avez tous fait les plus grands efforts pour rehausser l'industrie de la France. » (*Applaudissements prolongés.*)

Ensuite M. PAILLOT, qui représente le X^e arrondissement au Conseil municipal, a bien voulu prononcer les paroles suivantes, empreintes de la plus grande cordialité et écoutées avec le plus vif intérêt par tous :

« Je croirais manquer à mon devoir en ne vous remerciant pas, Messieurs, de l'accueil que vous m'avez fait, accueil qui m'est d'autant plus précieux qu'il est rendu, je le sais, non seulement au conseiller municipal, mais aussi à l'ancien bijoutier. Je disais tout à l'heure à mon collègue et ami Deschamps : Mon siège est tout fait. C'est vrai, car je me considérerais ingrat à mon ancien métier, si je ne soutenais aujourd'hui la subvention à l'œuvre que vous avez organisée pour vous élever encore et vous donner plus de forces à lutter contre la concurrence étrangère.

« Je vous remercie, car avec des organisateurs tels que vous j'ai un

ferme espoir dans l'avenir: le goût et l'art, qui sont si spécialement français, ne failliront pas et nous n'aurons rien à redouter pour la conservation de notre belle industrie française.

Il est procédé ensuite à la distribution des prix sous la direction de M. Lejollot.

Dessin professionnel, aquarelle.

1^{er} Prix. — Caron (Louis), grande médaille de vermeil; un volume. Prix du ministre, l'Art de tous, maison Bernard-Stobel.

2^e Prix. — Flambeau (Charles), médaille d'argent, maison Hémerly.

3^e Prix. — Flambeau (Victor), médaille d'argent, maison Hémerly.

Dessin d'après la Bosse. — 1^{re} classe.

1^{er} Prix. — Hervé (Albert), grande médaille de vermeil. Livret, 25 francs. Prix M^{me} Décor, maison Murat.

2^e Prix. — Declerck (Léon), grande médaille d'argent, maison Patry.

3^e Prix. — Grandjean (Henri), médaille d'argent, maison Grandjean.

1^{er} Accessit. — Mehl (Louis), médaille d'argent, maison Ch. Murat.

2^e Accessit *ex æquo*. — Bachot (Étienne), médaille d'argent, maison Ch. Muffat.

3^e Accessit *ex æquo*. — Crénon (Dieudonné), médaille d'argent, maison Sančan.

Dessin académie.

1^{er} Prix. — Coste (Célestin), grande médaille d'argent, maison Ucciani.

2^e Prix *ex æquo*. — Weiller (Jules), médaille d'argent, maison Toussaint.

2^e Prix *ex æquo*. — Gras (Léon), médaille d'argent, maison Marchand.

1^{er} Accessit. — Leroux (Lucien), médaille d'argent, maison P. Charles.

Dessin. — 2^e classe.

Grand 1^{er} Prix. Hors concours. — Lestrade (Eugène), grande médaille d'argent. Livret, 25 francs. Prix Mascurand, maison Brach.

1^{er} Prix. — Le Brun (Paul), grande médaille d'argent; livret, 25 francs. Prix M^{me} Decor, maison Toussaint.

2^e Prix. — Darbour (Gustave), médaille d'argent, maison Gauthier

1^{er} Accessit. — Allénique (Armand), médaille de bronze, maison Bourdarie.

Dessin. — 3^e classe, 1^{re} division.

1^{er} Prix. — Chanteau (Henri), médaille de bronze, maison André.

2^e Prix. — Grandjean (Gaston), médaille de bronze, maison Grandjean.

3^e Prix. — Saint-Aubin (Édmond), médaille de bronze, maison Malécot.

1^{er} Accessit. — Couron (Alfred), médaille de bronze, maison Delannoy

Dessin. — 3^e classe, 2^e division.

1^{er} Prix. — Riéblinck (Charles), médaille de bronze, maison Riéblinck.

2^e Prix. — Lhopitaux (Alfred), médaille de bronze, maison Lhopitaux.

3^e Prix. — Moreau (Émile), médaille de bronze, maison Moreau.

Grande modelure en terre.

1^{er} Prix. — Tournieux (Émile), grande médaille de vermeil. Livret, 50 francs. Prix Muzet, Société des Arts. Maison Drot-Douce.

2^e Prix. — Kœhler (Paul), médaille d'argent, maison Karlesking.

3^e Prix. — Schaffner (Charles), médaille d'argent, maison A. Piel.

4^e Prix. — Cartaux (André), médaille d'argent, maison Cartaux.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Modelure en cire (concours des graveurs sur acier).

Hors concours. — Rappel du Prix d'honneur. — Larue (Ernest), grande médaille de vermeil, commémorative. Livret, 50 francs. Prix Topart, maison Blondelet.

L'appel du nom de l'élève Larue est salué par de vifs applaudissements. M. Lejolliot fait part à l'assemblée que cet élève, qui suit les cours de l'École depuis le 6 mars 1879, a été un fort brillant élève : il a, en effet, remporté tous les premiers prix. Cette année, devant tirer au sort, il cessera de suivre les cours ; aussi, la Commission de l'École de dessin a-t-elle résolu de lui prouver sa vive satisfaction en lui donnant une médaille commémorative, à laquelle M. Topart a ajouté un livret de 50 francs. (*Applaudissements.*)

M. LEJOLLIOT ajoute : « Espérons qu'il sera aussi vaillant soldat et aussi fidèle au drapeau qu'il a été vaillant élève et fidèle à son école. » (*Salve d'applaudissements.*)

Hors concours. — Rappel de Prix ministre. — Guittard (Joseph), grande médaille de vermeil, maison Cartaux.

1^{er} Prix. — Hervé (Albert), déjà nommé, grande médaille d'argent. Un volume. Prix du ministre, maison Ch. Murat.

2^e Prix. — Le Brun (Paul), déjà nommé, médaille d'argent, maison Toussaint.

3^e Prix ex æquo. — Leroux (Lucien), déjà nommé, médaille d'argent. Livret de 25 francs. Prix Mascuraud, maison P. Charles.

3^e Prix ex æquo. — Weiller (Jules), déjà nommé, médaille d'argent. Livret de 25 francs. Prix Régad, maison Toussaint.

Gravure en taille douce
(concours des graveurs, ciseleurs).

Hors concours. — Grand prix d'honneur. — Guinier, dit Muller, grande médaille d'argent. Livret de 25 francs. Prix Topart, maison Gilbert.

Rappel de 1^{er} prix. — Antoine (Louis), grande médaille d'argent, maison Leroux.

1^{er} Prix. — Caron (Louis), déjà nommé, médaille d'argent. Livret de 25 francs. Prix de la Chambre, maison Bernard-Strobel.

2^e Prix. — Lestrade (Eugène), médaille d'argent, maison Brach.

3^e Prix. — Reteau (Théodule), médaille d'argent, maison Leroux.

Gravure en taille douce (concours des bijoutiers).

Hors concours. — Rappel du prix d'honneur. — Schaffner (Charles), déjà nommé; médaille de vermeil. Un volume, les *Bijoux* du regretté Fontenay. Prix Piel, maison Piel.

1^{er} Prix. — Crénon (Dieudonné), déjà nommé, médaille d'argent. Livret de 25 francs. Prix Besson, maison Sančan.

2^e Prix. — Tournieux (Émile), déjà nommé, médaille d'argent, maison Drot-Douce.

3^e Prix. — Maréchal (Edmond), médaille d'argent, maison Labbé.

4^e Prix. — Hugues (Louis), médaille d'argent, maison Hémery.

5^e Prix. — Coste (Célestin), déjà nommé, médaille d'argent, maison Ucciani.

6^e Prix. — Grandjean (Henri), déjà nommé, médaille d'argent, maison Grandjean.

Mention honorable. — Schaller (Eugène), médaille de bronze, maison Béségher.

Travaux divers en dehors des concours,
se rattachant à la bijouterie.

1^{er} Prix. — Bachot (Étienne), déjà nommé, médaille d'argent. Un volume, *Histoire de Victor Hugo*. Prix Marmorat, maison Mulfat.

2^e Prix. — Grasset (Daniel), médaille d'argent, maison Grasset.

3^e Prix. — Duvignaud (Charles), médaille d'argent, maison Duvignaud.

4^e Prix. — Saint-Aubin (Edmond), déjà nommé, médaille d'argent, maison Malécot.

Concours de dessins sur albums
(Offerts aux élèves par M. Topart.)

1^{er} Prix. — Declercq (Léon), déjà nommé, médaille d'argent. Un volume, *Saint-Just*. Prix Marmorat, maison Patry.

2^e Prix. — Bachot (Étienne), déjà deux fois nommé, médaille d'argent. Livret de 15 francs. Prix Degrois, maison Mulfat.

3^e Prix. — Chancel (Marius), médaille d'argent, maison Christoffe.

Citation honorable. — Guinier, dit Muller, déjà nommé, maison Gilbert.

M. LEJOLLIOT. — Nous allons clore la distribution par les récompenses accordées à l'assiduité et à la bonne conduite.

Pour la première fois depuis la fondation de l'École, nous avons eu à enregistrer la présence constante de deux élèves à nos cours. Notre année scolaire se compose de 213 jours de travail divisés en 1,704 quarts d'heure. Or, ces deux élèves n'ont manqué ni un jour ni un quart d'heure. (*Applaudissements.*) Les preuves qu'ils ont su profiter de leur temps sont dans les récompenses qu'ils ont déjà reçues aujourd'hui même.

Assiduité et bonne conduite.

Sur 213 jours de classe formant 1,704 quarts d'heure.

1^{re} Récompense *ex æquo*. — Crénom (Dieudonné), déjà 2 fois nommé, a 213 jours de présence et 1,704 quarts d'heure. Livret 50 francs, par M. Ruteau, maison Sancan.

1^{re} récompense *ex æquo*. — Le Brun (Paul), déjà deux fois nommé, a 213 jours de présence et 1,704 quarts d'heure. Livret 50 francs, par la Chambre, maison Toussaint.

2^e Récompense. — Weiller (Jules), déjà deux fois nommé, a 208 jours de présence et 1,661 quarts d'heure. Livret 30 francs, par M. Ruteau, maison Toussaint.

3^e Récompense. — Declerck (Léon), déjà deux fois nommé, a 207 jours de présence et 1,643 quarts d'heure. Livret de 20 francs, par la Chambre, maison Patry.

4^e Récompense. — Flambeau (Victor), déjà nommé, a 200 jours de présence et 1,599 quarts d'heure. Livret, 20 francs, par la Chambre, maison Hémary.

5^e Récompense. — Hugues (Louis), déjà nommé, a 198 jours de présence et 1,581 quarts d'heure. Livret, 20 francs, par M. Ruteau, maison Hémary.

6^e Récompense. — Mehl (Louis), déjà nommé, a 205 jours de présence et 1,573 quarts d'heure. Livret 20 francs, par la Chambre, maison Murat.

1^{re} Citation. — Moreau (Émile), déjà nommé, a 202 jours de présence et 1,560 quarts d'heure, maison Moreau.

2^e Citation. — Cartaux (André), déjà nommé, a 195 jours de présence et 1,536 quarts d'heure, maison Cartaux.

3^e Citation. — Hervé (Albert), déjà deux fois nommé, a 187 jours de présence et 1,478 quarts d'heure, maison Charles Murat.

4^e Citation. — Bachot (Étienne), déjà trois fois nommé, a 189 jours de présence et 1,478 quarts d'heure, maison Muffat.

5^e Citation. — Flambeau (Charles), déjà nommé, a 182 jours de présence et 1,434 quarts d'heure, maison Hémary.

Nous devons ajouter qu'en plus des récompenses officielles mentionnées au palmarès, chaque lauréat recevait de M. Topart un livre et des instruments pour l'étude du dessin. Nous n'insisterons pas sur la générosité bien connue de M. Topart; nous tenons, toutefois, à faire remarquer en passant combien il sait faire accepter agréablement aux enfants sa devise du travail.

La séance est suspendue pendant quelques instants nécessaires à la disposition de la salle pour le très brillant concert qui a terminé notre fête. Nous devons citer en première ligne notre ami M. Martapoura, de l'Opéra, que nous avons toujours un extrême plaisir à entendre; aussi les applaudissements ne lui ont-ils pas été ménagés lorsqu'il a chanté : *Salut au Drapeau!* de V. Monti et *la Vigne*, avec l'ampleur de cette belle voix que nous lui connaissons.

Il a eu également un grand succès dans *le Chant Gaulois* (dédié à M. Muzet), première audition; paroles de M. de Courcelle, musique de M. Fontbonne.

M. Fontbonne, qui avait déjà été acclamé comme compositeur du *Chant Gaulois*, a recueilli de nombreux applaudissements, lorsqu'il s'est fait entendre d'abord dans un solo de flûte, puis dans un trio (fantaisie sur *Si j'étais Roi*), fort bien secondé, du reste, par M^{lle} Claire Claudel, violoniste de talent, et M. Lecerf, l'excellent accompagnateur du théâtre des Menus-Plaisirs.

Lorsque nous aurons dit que M. Fontbonne est premier soliste de la garde républicaine, nous aurons indiqué la valeur de cet excellent artiste.

Nos félicitations à M^{me} Louise Brocq pour la façon remarquable dont elle a exécuté au piano la jolie valse *l'Écume de mer*, de Henri Herz, et *la Violette*, fantaisie.

M. Pierre ACHARD, du Gymnase, a fort bien dit un touchant monologue de F. Coppée, *le Bouquet de Violettes*; puis il nous a, avec M^{lle} Louise Roy, beaucoup amusés dans *les Espérances*, comédie en un acte, de M. F. Bilhaud.

M. Camille PÉRIER détaille à merveille la chansonnette de genre. MM. HIRSCH, TRESSY et M^{lle} BRÉCOURT, tous trois du Conservatoire, ont fort bien interprété la charmante comédie en un acte de Gondinet, *la Cravate blanche*. Nous devons un remerciement particulier à M. Hirsch, qui ne manque jamais une occasion de nous prêter son concours; nous sommes persuadés que son talent incontestable nous permettra de l'applaudir sous peu sur notre grande scène Française.

Félicitons aussi M^{lle} Francia CLAUDEL et M. MODOT qui ont obtenu à des titres divers un succès très légitimement mérité.

Qu'il nous soit permis d'adresser nos plus sincères éloges aux membres de la Commission du concert, MM. Galand et Blum, chargés spécialement du service de la scène, et MM. Besson et de Marion-Brézilhac.

Ces messieurs ont fait preuve de grande habileté, tant dans l'heureux choix des artistes et la composition du programme que dans l'organisation matérielle du concert.

Tout a marché à souhait et plus d'un spectateur ne s'est probablement guère douté de toutes les difficultés à vaincre, pour mener à bonne fin semblable divertissement.

Nous ne terminerons pas sans remercier et féliciter MM. Charles Chauvin et Luchard, qui avaient assumé la tâche ingrate de commissaires aux entrées de la salle; ils s'en sont tirés à leur honneur et s'il y a eu des mécontents (c'est possible vu l'affluence), cela n'a certes pas été de la faute des commissaires.

<i>Le Président,</i>	<i>L'un des Secrétaires,</i>
A. PIEL.	C. L. BOURETTE.

**Chambre syndicale du Papier et des industries
qui le transforment.**

Séance du vendredi 3 février 1888.

M. CHOQUET, président, ouvre la séance à huit heures et demie du soir.

Rapport de M. J. Chapuis, président de la commission des cours et concours.

Messieurs et chers collègues,

Dans la dernière séance de la Commission des cours et concours, le programme des concours de l'année 1888 a été élaboré.

Plusieurs modifications ont été apportées, et notamment pour l'exécution des travaux libres des apprentis cartonniers qui seront faits dans un même local, sous la surveillance des délégués de la Commission.

Les concurrents auront à se munir de tous les matériaux nécessaires pour l'exécution du travail de leur choix.

Le concours des apprentis papetiers se fera comme les années précédentes dans les ateliers que notre collègue et ami M. Hauducœur met à notre disposition. Une Sous-Commission a été nommée pour en préparer l'organisation et y apporter quelques modifications.

Les apprentis cartonniers seront réunis dans les ateliers de M. Moncarré, que notre collègue M. Cottray veut bien mettre à notre disposition.

Le concours des apprentis graveurs et écrivains lithographes se fera comme précédemment dans la salle des cours de dessin; pour l'exécution du croquis et pour le travail d'exécution de gravure et de

plume, les apprentis changeront d'atelier pendant le temps nécessaire à l'exécution du travail.

J'ai le plaisir de vous informer que selon la décision prise dans une de nos dernières séances, j'ai fait exécuter en agrandissement les cartes photographiques de M. Laudner et Nachmann, anciens présidents de la Commission des apprentis; ces portraits seront placés dans la salle de notre école professionnelle.

Je suis chargé par la famille de M. Laudner et par M^{me} Nachmann de vous exprimer leur profonde reconnaissance pour ce témoignage de sympathie pour ceux qui leur ont été si chers et dont nous vénérons la mémoire.

J'ai aussi à vous informer que selon le désir exprimé par notre cher président, M. Choquet, j'ai assisté à la distribution des prix aux élèves de l'école Gutenberg, qui a eu lieu le dimanche 13 janvier dans la salle des Mariages de la mairie du X^e arrondissement, sous la présidence de M. Jacquemart, inspecteur de l'enseignement technique au Ministère du Commerce.

La séance a été ouverte par une allocution de M. Jousset, président de la Chambre des imprimeurs et du Conseil d'administration de l'école Gutenberg, qui adresse d'abord des remerciements à toutes les personnes ayant offert des dons et subventions en faveur de l'école; il énumère ensuite les immenses services qu'il y a lieu d'attendre de la fondation des écoles professionnelles; puis il remercie M. Desormes, l'habile directeur de l'école, pour son excellent enseignement.

M. Jacquemart prend la parole et, dans un discours d'une haute élévation, démontre la nécessité et l'utilité de la fondation de l'école.

« Il en découle, a-t-il dit, l'obligation pour les patrons de faire de nouveaux sacrifices, afin de donner plus d'élasticité au budget de l'école, sacrifices qui auront pour compensation l'augmentation de la subvention de l'État. »

Après l'allocution de M. Jacquemart, M. Levray, président honoraire de la Société des protes, a, dans une allocution tout humoristique, raconté aux enfants ce qu'étaient les apprentis de son temps et combien leur sort était moins doux qu'aujourd'hui, combien les moyens d'apprendre étaient moins développés; il a engagé ses jeunes auditeurs à profiter par leur travail des facilités que leur assurait l'école.

Après ces discours, salués par d'unanimes applaudissements, a commencé la distribution des prix, consistant en livrets de la Caisse d'épargne, en volumes et en outils divers.

Cette intéressante fête s'est terminée par une audition musicale et littéraire.

**Chambre syndicale de la Ganterie et des
Peaux pour gants.**

Séance du 13 février 1888.

La séance est ouverte à huit heures et demie, sous la présidence de M. A. Robert-Degasches, président, assisté de MM. Fontaine et Gierckens, vice-présidents; Berr, trésorier; Malo, secrétaire.

La parole est ensuite donnée à M. Rivière pour la lecture de son rapport sur la question des Écoles d'apprentis.

Après la lecture de ce rapport, une discussion s'engage et successivement MM. Fontaine, Rivière, Cluze, Morisson, Barrière, prennent la parole. Les renseignements, au sujet de cette question des Écoles d'apprentis, ne semblant pas encore suffisamment complets et définitifs, la Chambre nomme une nouvelle Commission pour étudier à fond le rapport de M. Rivière. Cette Commission est composée de MM. Cluze, Marcault et Morisson.

**Chambre syndicale du Papier et des industries
qui le transforment.**

COMMISSION DES COURS ET CONCOURS PROFESSIONNELS ET D'ENCOURAGEMENT
AUX APPRENTIS

CONCOURS PROFESSIONNELS (Année 1888).

Programme des concours.

APPRENTIS PAPETIERS

Première partie. — Travail manufacturé.

Les apprentis se réuniront dans les ateliers de M. Hauducœur, 13, rue des Archives, le samedi 7 avril, de 8 heures à 10 heures du soir, et le dimanche 8, de 8 heures du matin à 5 heures du soir, avec interruption de midi à 1 heure.

*Deuxième partie. — Description des procédés et moyens employés
à la confection du travail manufacturé.*

Ce travail écrit se fera dans le local des cours, 10, rue de Lancry, le lundi 9 avril, de 8 heures à 10 heures du soir.

APPRENTIS CARTONNIERS

Première partie. — Travail manufacturé.

Les apprentis se réuniront dans les ateliers de M. Moncarré, 53, rue de Flandre, le dimanche 8 avril, de 8 heures du matin à 5 heures du soir, avec interruption de midi à 1 heure.

Ils devront se munir de leurs outils.

Ils se réuniront de nouveau le dimanche 15 avril, à la même adresse et aux mêmes heures, pour exécuter un travail de leur choix; ils devront apporter tous les matériaux nécessaires à ce travail.

Deuxième partie. — Description des procédés et moyens employés à la confection des travaux manufacturés.

Ce travail écrit se fera dans le local des cours, 10, rue de Lancry, le lundi 16 avril, de 8 heures à 10 heures du soir.

APPRENTIS GRAVEURS ET ÉCRIVAINS LITHOGRAPHES

Première partie. — Travail de gravure et de plume suivant une épreuve donnée.

Ce travail sera exécuté à partir du lundi 9 avril et devra être remis le mercredi 11, dernier délai, à M. Bellavoine, 6, passage Sainte-Avoie.

Afin d'assurer la plus grande impartialité, les apprentis, du consentement de leurs patrons, changeront d'atelier pendant le temps nécessaire à ce travail.

Deuxième partie. — Croquis d'après un texte donné.

Les apprentis se réuniront, pour exécuter ce croquis, le samedi 7 avril, de 8 heures à 10 heures du soir, et le dimanche 8, de 8 heures du matin à 5 heures du soir, dans la salle des cours de dessin, 10, rue de Lancry.

Les concurrents pourront présenter des travaux qu'ils auraient exécutés précédemment, dans les conditions déterminées dans le programme. Ces travaux devront être déposés le dimanche 8 avril, à 8 heures du matin, 10, rue de Lancry.

N. B. — Les Bulletins de présentation devront être adressés avant le 15 mars à M. le Président des cours et concours professionnels de la Chambre syndicale du Papier, 10, rue de Lancry.

Chambre syndicale des Maîtres-Tailleurs de Paris.

Séance du 24 février 1888.

La séance est ouverte à huit heures trois quarts, sous la présidence de M. Ducher, président.

APPRENTIS

Quatre apprentis ont quitté l'école.

L'un d'eux, Maire, avait un engagement facultatif et a été retiré à l'expiration du premier trimestre de son apprentissage pour des raisons de santé.

Les trois autres avaient fini leurs trois années d'apprentissage. Deux d'entre eux sont entrés chez des apieceurs.

Conformément à la dernière décision du Comité, il leur a été délivré un simple certificat constatant qu'ils étaient libres de tout engagement au lieu du diplôme de capacité qui ne doit être donné qu'aux apprentis capables de finir une pièce tout seule.

Le troisième apprenti ayant fini son apprentissage est resté à l'école comme petit professeur. C'est une excellente recrue pour l'école ; ce jeune homme deviendra certainement un très bon ouvrier et d'ici peu sera à même de rendre de réels services.

Par suite de ces départs, le nombre des apprentis se trouve réduit à 32. Un assez grand nombre de demandes sur lesquelles le Comité n'a pas encore statué, permettra de combler les vides qui viennent de se produire.

M. LACAPÈRE présente un projet de modifications à apporter à quelques-uns des articles du règlement de l'école.

Cette proposition est renvoyée à l'étude de la Commission n° 3, qui présentera un rapport. M. Vivier se propose pour s'entendre avec M. Lacapère pour l'application de ces réformes.

Il est décidé ensuite qu'une assemblée générale des adhérents de l'École professionnelle aura lieu le dimanche 8 avril.

M. LE PRÉSIDENT propose de donner à cette réunion un attrait spécial par un concert et une distribution de récompenses aux apprentis dont les travaux exposés en auraient été reconnus dignes.

MM. DUCHER et VIVIER sont chargés d'étudier ce qu'il est possible de faire à ce sujet et de faire des propositions à la prochaine séance.

Chambre syndicale des Maîtres-Tailleurs de Paris.

Séance du 16 mars 1888.

La séance est ouverte à huit heures trois quarts, sous la présidence de M. Ducher, président.

M. Vivier, délégué, lit le rapport de l'École professionnelle.

Le mois de février a été pour l'École aussi difficile que le mois de janvier.

Il n'est entré que quarante-deux pièces donnant un produit de 910 francs. Il reste encore deux pièces à livrer.

Pendant le même mois, quarante-trois pièces ont été finies ; leur produit est de 1,071 francs. En y ajoutant quatre pièces faites par les professeurs libres, nous avons un total de 47 pièces produisant 1,079 francs.

Le mois de mars s'annonce comme devant être meilleur, le travail ne manque plus, et il y a lieu d'espérer que la mauvaise saison est finie.

Le nombre des apprentis n'étant plus que de 31, il y aurait peut-être lieu de statuer sur les demandes d'admission qui ont été faites.

Ces demandes sont au nombre de huit. Quelques-unes sont déjà anciennes, et une réponse a été promise pour Pâques; il serait donc temps de s'en occuper maintenant.

Dépenses et recettes :

Les dépenses se sont élevées à 2,280 fr. 40 c. se décomposant comme suit :

Professeurs et directeurs	Fr. 1.519 40
Déjeuners aux apprentis	300 40
Dépenses diverses et fournitures	217 80
Bons de satisfaction et gratifications	242 50
TOTAL ÉGAL.	Fr. 2.280 40
Les recettes ont été de	1.184 50
Déficit.	<u>1.095 60</u>

Il y a lieu d'observer qu'il n'a pas été touché de cotisations pendant ce mois, ce qui aurait diminué le déficit.

M. le Président a eu l'occasion de visiter l'École professionnelle des apprentis tailleurs de Bruxelles et donne des détails intéressants sur son installation et son fonctionnement.

Il est heureux de constater de suite que si l'installation matérielle est supérieure, les résultats du travail sont moins appréciables.

Il est certain que si nous pouvions, dit-il, avoir une maison entière, comme à Bruxelles, pour nous installer convenablement, notre école serait tout à fait un modèle, et c'est vers ce but que doivent tendre tous nos efforts.

L'assemblée générale des adhérents et la distribution des récompenses aux apprentis est fixée définitivement au 15 avril. Elle aura lieu à l'hôtel de l'Union nationale, rue de Lancrey, sous la présidence de M. Muzet.

La Chambre syndicale donnera les prix qui seront décernés.

Une réunion de la Commission dans laquelle les derniers détails seront réglés, aura lieu le vendredi 6 avril.

Assistance paternelle des Fleurs et Plumes.

(Patronage industriel.)

Concours libre de 1888.

Pour aider au progrès de la fabrication en stimulant le zèle et les efforts de l'enfance ouvrière de nos industries, un concours de travail professionnel est ouvert à toutes les élèves fleuristes ou plumassières ayant une, deux ou trois années d'apprentissage au 31 mars de cette année, et restées dans la maison où elles ont fait leur apprentissage.

Ce concours aura lieu dimanche 6 mai, au siège de la Société, rue de Lancry, 10, à partir de neuf heures très précises du matin. Pour les élèves fleuristes, il comprendra obligatoirement le cotonnage de ceps fournis par la Société.

Les travaux des concurrentes seront appréciés par un Jury composé pour moitié de dames ouvrières, et les récompenses, consistant en livrets de Caisse d'épargne et volumes, seront distribuées en séance solennelle, le 27 mai, dans la salle des Fêtes du Trocadéro.

MM. les Fabricants désireux de faire concourir leurs élèves sont instamment priés de les faire inscrire avant le 28 avril, dernier délai, chez M. R. TURNEY, président du Conseil d'administration, 4, rue Saint-Martin, en présentant le contrat d'apprentissage ou, à défaut, le livret que chaque enfant est tenu d'avoir, conformément à la loi de 1874, ainsi qu'un certificat signé de leur main et constatant que les conditions ci-dessus énoncées sont exactement remplies.

Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans.

Séance du 27 mars 1888.

PRÉSIDENCE DE M. PARENT

La séance est ouverte à huit heures et demie.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture du compte rendu d'une séance du Comité de l'École de dessin qui a eu lieu aujourd'hui-même.

COMITÉ DE L'ÉCOLE DE DESSIN

Le Comité que vous avez nommé, avec le concours de la Chambre syndicale de la Broderie et Dentelles, s'est réuni aujourd'hui chez M. Ancelot.

Après la constitution du Bureau, il a été décidé que la somme de 350 francs serait versée, chaque année, à l'École nationale des Arts décoratifs, rue de l'École-de-Médecine, dont le directeur est M. Louvrier de Lajolais qui mettrait au concours trois dessins dont les motifs seraient donnés par les deux Chambres.

Cette somme de 350 francs sera, chaque année, répartie entre les deux Chambres, de la manière suivante :

Une année 150 francs pour l'une et 200 francs pour l'autre.

Il a été procédé, par voie de tirage au sort, pour connaître quelle serait la Chambre qui commencerait à recevoir la somme de 200 francs; cette année, c'est la Chambre de la Passementerie qui a été favorisée par le sort.

Cette somme de 200 francs devra être attribuée comme suit :

150 francs à la Passementerie pour meubles et 50 francs pour le Bouton.

Cette somme de 150 francs sera divisée en deux parts: c'est-à-dire 100 francs pour le premier prix et 50 francs pour le deuxième prix.

Les 50 francs attribués au Bouton formeront un prix unique.

Et, de même pour la Dentelle, cette année la somme de 150 francs sera allouée à l'industrie de la Broderie qui devra donner 100 francs pour un premier prix et 50 francs pour un second.

De ce qui précède il résulte donc que la Chambre syndicale de la Passementerie aura droit, l'année prochaine, à 150 francs seulement et la Chambre de Dentelle à 200 francs pour continuer ainsi périodiquement.

Les sujets de concours devront être indiqués avant le 12 avril prochain; les passementiers et boutonniers seront convoqués le lundi 5 avril à deux heures, à l'Hôtel des Chambres syndicales, pour choisir les motifs de dessin de passementerie pour meubles et de bouton.

Chambre syndicale des graveurs en tous genres.

Assemblée générale du 21 mars 1888.

PRÉSIDENCE DE M. P. TASSET.

M. LE TRÉSORIER donne lecture de son rapport sur la situation financière :

« Messieurs,

» Le compte rendu que j'ai l'honneur de vous présenter est premièrement à l'égard d'une collecte qui, vous le savez, a été faite le jour de notre première séance et assemblée générale, le 18 mars 1886, époque de notre entrée à l'Union des Chambres syndicales.

» Ce petit fonds de caisse, créé pour les dépenses imprévues de la Chambre, était de 38 francs, sur lesquels il a été dépensé depuis pour l'installation de votre bureau et quelques frais indispensables à la correspondance une somme de 6 fr. 85. — *En caisse* : 31 fr. 15.

» Cette question financière étant de peu d'importance, elle ne m'a pas engagé l'année dernière à vous en rendre compte, tout en regrettant de ne pouvoir remplir ma fonction de trésorier. Une autre question toute différente par elle-même et cependant semblable à la première est venue pour me donner la satisfaction de constater que cette fonction n'était pas tout à fait pour moi une sinécure, et je puis dire qu'elle me donne encore aujourd'hui le plaisir de vous parler un peu de ce qui doit vous intéresser et qui est mon devoir de porter à votre connaissance.

» Grâce à la générosité des membres de la Chambre et à celle de

ontes les personnes qui se sont intéressées comme eux au premier concours de nos jeunes élèves, le montant de la souscription qui a été faite pour ce concours s'est élevé en espèces à *sept cent quatre-vingt-cinq francs*, et comme dons en nature à une valeur estimée par votre Commission de près de *cinq cents francs*.

» Quant aux dépenses, la totalité était de *quatre cent quatre-vingt-quinze francs et soixante-dix centimes* ; mais comme il a été fait remise d'une petite somme de *douze francs* au profit de la caisse pour le rendu des pierres lithographiques, il ne faut compter en dépenses que *quatre cent quatre-vingt-trois francs soixante-dix centimes* ; il reste donc en caisse *trois cent un francs et trente centimes*.

» Je suis très heureux de vous donner communication d'un résultat aussi satisfaisant et qui nous assure déjà les fonds nécessaires pour les dépenses les plus urgentes de notre prochain concours.

» Ce résultat me fait croire et espérer que, par le moyen facile et semblable au précédent, nous pourrons continuer d'une façon plus grande encore l'œuvre dont nous avons pris l'initiative et à laquelle nous devons certainement toute notre sollicitude. — Je profite de la parole qui m'est donnée en ce moment pour rappeler au bon souvenir de mes collègues une excellente idée présentée il y a deux ans par M. Dujardin.

» J'ai pensé qu'en raison du nombre d'adhérents à notre Chambre syndicale, il serait bien de songer à augmenter par une collecte le petit fond de caisse dont je vous parlais tout à l'heure.

» En conséquence, je demande que ma proposition soit prise en considération par l'assemblée, et je prie M. le Président de vouloir bien la consulter avant de mettre à exécution cette collecte, qui, à mon avis, peut se faire séance tenante et annuellement ensuite en assemblée générale. »

M. LE PRÉSIDENT demande que cette collecte soit faite à l'issue de la séance.

Des remerciements sont adressés à M. le Secrétaire-Trésorier.

Est ensuite mise en discussion la question à l'ordre du jour : *les Concours d'ouvriers*.

M. LE PRÉSIDENT expose la question en ces termes :

« Messieurs,

» Dans sa séance du mois d'octobre dernier, la Chambre syndicale a adopté en principe et à la majorité des deux tiers des votants la proposition d'un concours d'ouvriers présenté sur les bases des concours Crozatier et Willemssens des ouvriers ciseleurs.

» Cette idée, comme toutes les idées, d'ailleurs, a trouvé des partisans et des adversaires.

» Les adversaires se sont ralliés plus tard à la proposition, mais en y

apportant des restrictions telles que la proposition, ainsi amendée, n'était plus qu'une suite au concours d'apprentis, un concours de jeunes ouvriers, on pourrait presque dire un concours de grands apprentis.

» Ce n'est pas là le but que se proposent d'atteindre les partisans de la proposition.

» Or la Chambre, après avoir consacré un certain nombre de séances à la discussion des points importants de cette intéressante question, a cru devoir réserver la décision à prendre à son assemblée générale, c'est-à-dire à tous ses adhérents.

» Messieurs, vous le savez comme nous, tous les gouvernements étrangers font, depuis vingt ans, des efforts et des sacrifices considérables pour le développement des arts que nous appelons aujourd'hui les arts décoratifs.

» Sans appuyer davantage sur ce fait, nous nous bornerons à dire que, parmi les encouragements donnés, il y a aussi des concours de graveurs.

» Nous avons été à même d'en connaître plusieurs.

» Les uns sont dus à des institutions corporatives, comme notre Chambre syndicale; d'autres à l'initiative d'institutions du genre de notre Union centrale des Arts décoratifs, et, entre parenthèses, c'est peut-être ici le cas de formuler le vœu que cette Société, qui a déjà rendu tant de services, prenne semblable initiative pour les différentes branches de l'art industriel.

» Et sans aller chercher des exemples au delà de la frontière, n'avons-nous pas chez nous, pour les ciseleurs, les prix Crozatier et Willemsens?

» Ne pourrions-nous pas, pour les graveurs, créer des prix et des encouragements semblables?

» N'avons-nous pas intérêt à stimuler, à encourager, à produire les bons graveurs, c'est-à-dire les bonnes mains?

» Celles qui font qu'une profession est en progrès! ces mains qui font l'avenir, la bonne renommée et la fortune d'une profession!

» Ces mains qui permettent à nos commerçants, à nos industriels, s'appuyant sur la qualité, de tenir haut et ferme devant la concurrence étrangère!

» Car ici, comme ailleurs, la partie est ordinairement pour celui qui a les meilleurs atouts dans son jeu, et les bons ouvriers sont de puissants atouts dans le grand jeu du commerce et de l'industrie!

» Or, n'est-il pas de notre devoir, de notre intérêt, nous patrons, nous commerçants ou entrepreneurs de gravure, n'est-il pas de notre intérêt de rechercher tous les moyens propres à élever le niveau professionnel?

» Et si vous reconnaissez l'existence de cet intérêt, pourquoi laisser à d'autres le soin de s'en préoccuper?

» Qui donc se chargera de faire nos affaires?

» Qui donc plus qu'une Chambre syndicale doit avoir souci d'un intérêt professionnel?

» Maintenant, si nous admettons en principe les concours d'ouvriers, si nous les trouvons justifiés, serait-il raisonnable de réduire le nombre des concurrents, d'en écarter certains?

» Plusieurs d'entre nous voudraient apporter des restrictions sur l'âge et la qualité d'ouvrier.

» Les uns voulant éliminer les concurrents ayant plus de vingt-cinq à trente ans d'âge, les autres ne considérant comme ouvriers que ceux qui travaillent chez des patrons, en laissant absolument de côté les ouvriers en chambre.

» Eh bien, Messieurs, rappelons-nous que la plupart de nos meilleurs graveurs d'aujourd'hui se sont mis chez eux de très bonne heure, avant même l'âge de vingt-cinq ans, soit pour étudier plus librement, soit parce que la qualité de leur travail leur assurait déjà une indépendance particulièrement chère aux ouvriers artistes!

» Donc ces restrictions sur l'âge ou la qualité de l'ouvrier aurait eu pour résultat certain d'écarter du concours la plupart des ouvriers d'avenir et de faire porter nos encouragements sur d'autres, de moindre valeur, ce qui n'est pas le véritable but que nous nous proposons d'atteindre.

» Il faut donc que le concours soit ouvert largement à tous et surtout aux bons. Il ne faut pas de limite d'âge et il faut entendre par ouvrier celui qui travaille par ses mains.

» Pour nous, d'accord avec le Dictionnaire qui dit que le mot ouvrier vient du mot œuvre, l'ouvrier c'est celui qui fait personnellement une œuvre, soit chez lui, soit ailleurs.

» Ce que nous cherchons, c'est à distinguer les meilleurs, c'est à récompenser le talent, à l'honorer pour que cela serve d'exemple aux autres, et à l'âge aussi où ce talent se présentera, fût-ce même tardivement. Nous serons en cela comme le client qui ne se préoccupe que de la qualité de l'œuvre qu'il achète sans se préoccuper de l'acte de naissance de son auteur.

» Un autre point.

» On a dit que nous n'avions pas devant nous les ressources suffisantes pour assurer le succès de notre entreprise.

» Eh bien, Messieurs, nous avons confiance en ce vieux précepte: Aide-toi et le ciel t'aidera!

» Aidons-nous d'abord, et nous serons aidés par ceux qui comprennent qu'une profession ne peut s'élever que par les bons ouvriers, par ceux qui sont nos clients, par ceux qui ont le même intérêt que nous à la production de la bonne graine.

» Puis nous ferons aussi appel à la générosité de ceux d'entre nous

qui dans la gravure ont acquis une si grande aisance si ce n'est la fortune. Puis nous nous adresserons à la Ville, à l'État et — et le temps fera le reste.

» Mais en attendant, commençons tout d'abord par poser nous-mêmes les premières pierres de l'édifice.

» On nous a dit aussi que les ouvriers ne se dérangeraient pour prendre part à nos concours que s'ils étaient attirés par l'appât de récompenses en espèces sonnantes, des prix importants en argent.

» Eh bien, nous croyons, nous, à plus de désintéressement de leur part, et nous croyons pouvoir affirmer que les ouvriers d'élite, ceux seuls qui ont droit à nos encouragements, se déranteront encore rien que pour pouvoir mettre sous nos yeux le talent qui les distingue ou qu'ils croient posséder, rien que pour la gloire, rien que pour une médaille, rien que pour un simple papier sur lequel les notables de la gravure auront écrit : Nous, soussignés, déclarons qu'un tel a du talent.

» Ce qui n'empêcherait pas d'augmenter la valeur pécuniaire des prix au fur et à mesure des ressources créées. Ce serait là une affaire de temps.

» En résumé, Messieurs, nous croyons avoir répondu à toutes les objections faites, et nous vous prions de n'apporter à la proposition aucune restriction qui puisse lui enlever de sa force morale ou de son effet utile et la priver de certains donateurs disposés à nous aider à faire une œuvre d'intérêt général, une œuvre de progrès digne de toute la sollicitude de notre Chambre syndicale professionnelle. »

M. DEVAMBEZ combat ces conclusions par le discours suivant :

« Messieurs,

» Vous venez d'entendre l'énoncé du projet de concours d'ouvriers, présenté par M. Tasset, projet basé sur ceux qu'ont établi MM. Crozatier et Willemsens.

» Vous vous en souvenez, l'idée de ce projet a été émise au moment où notre concours d'apprentis touchait à sa fin, et, dans la séance où il fut présenté, la Chambre l'adopta en principe ; mais, dès les premières discussions et devant la responsabilité qui s'en dégageait, il fut décidé qu'on le soumettrait à la décision de la Chambre à l'assemblée générale, après avoir étudié les principales lignes, et qu'alors toute la Chambre déciderait de l'adoption ou du rejet de ce concours.

» Ainsi que vous avez pu le voir dans les procès-verbaux du journal de l'Union, une minorité importante a combattu les divers articles de ce projet, et, après les avoir résumés, je viens vous présenter les considérations qui ont fait combattre ce projet par la minorité.

» Je viens donc vous prier, Messieurs, de m'accorder votre attention, afin d'éviter de trop longues discussions qui pourraient se produire, l'ordre du jour étant très chargé.

» Dès le début, une partie de la minorité était opposée à un concours d'ouvriers, quel qu'il soit, parce que nous sortions à peine du concours d'apprentis, qui, bien qu'ayant réussi au delà de nos prévisions, avait besoin d'être remanié, renforcé et élargi, et demandait, pour être mûri, du temps et des études, et nous ne jugions pas le moment opportun pour nous occuper d'un autre concours avant d'avoir assuré le bon fonctionnement de nos concours d'apprentis, autant du côté administratif que du côté pécuniaire.

» Nous avons vu dans ce nouveau concours se dresser une concurrence qui pouvait nuire à nos recettes, car forcément il faudrait s'adresser aux mêmes donateurs et souscripteurs pour en faire les fonds, et nous craignons qu'on ne fatigue ainsi la bonne volonté des uns et des autres. Peut-être sommes-nous biens craintifs, mais nous avons pensé qu'un des deux concours y succomberait, si ce n'était les deux, et, par suite, la Chambre syndicale.

» Puis nous trouvions qu'il n'y avait ni nécessité ni intérêt à ce que la Chambre syndicale s'occupât des ouvriers qui sont maîtres de leur situation, libres de progresser s'ils le veulent, rien ne les en empêchant, au contraire, car ils ont des cours, des bibliothèques, etc., à leur disposition, et, de plus, leur intérêt personnel, qui doit les guider plus que tout autre stimulant; ils savent bien que plus ils progresseront, plus ils seront connus et appréciés et plus ils gagneront.

» Malgré ces considérations, nous nous sommes cependant ralliés à l'idée d'un concours d'ouvriers, mais nous n'avons pas pour cela adopté celui de M. Tasset tel qu'il nous le présentait. Nous voulions un concours plus pratique et plus apte à rendre des services utiles à la gravure industrielle. Nous acceptons un concours d'ouvriers, à la condition qu'il soit, pour ainsi dire, la suite du concours d'apprentis, et nous nous occupons alors de stimuler, encourager ces jeunes gens jusqu'à l'âge de trente ans, étant donné les trois années prises par le service militaire. Et nous pensions que, passé cet âge, les ouvriers n'avaient plus besoin qu'on s'occupe d'eux et qu'ils pouvaient marcher seuls.

» Nous ne voulions voir dans un concours d'ouvriers que le but vraiment pratique qui réponde aux besoins d'une Chambre syndicale industrielle, et le projet de M. Tasset ne répondait pas à nos aspirations.

» Nous nous sommes donc trouvés, par suite, en opposition complète avec les trois points principaux de ce projet :

» 1^o Sur la question d'âge :

» M. Tasset demande que les ouvriers de tous âges soient admis à concourir.

» Nous n'admettons pas cette largeur de vues; pour nous, ce sera toujours les plus âgés qui arriveront au but, car parmi les ouvriers

intelligents et capables, ce sont les plus vieux qui sont les plus forts ; c'est logique. Pour éviter cela, nous voulions limiter l'admission à l'âge de trente ans, voulant permettre aux jeunes capacités de se produire en les stimulant et en les récompensant. Nous ne voyions aucun intérêt pour la Chambre syndicale à récompenser ceux qui le sont déjà par leur situation, par leur gain ou par leur réputation dans notre profession, et, certes, c'est ce qui arrivera si ce projet est adopté ; les vieux ouvriers intelligents enlèveront toujours les récompenses au détriment des jeunes, quelque capables qu'ils soient.

» 2^e Le projet de M. Tasset comporte que tous les ouvriers indistinctement y soient admis, aussi bien les patrons, chefs d'atelier, ouvriers en chambre, que les ouvriers travaillant en atelier sous les ordres d'un patron.

» Il en adviendrait donc que MM. Demengeot, Mouchon, Tasset, etc., pourront prendre part au concours. Nous ne pensons pas de même et nous ne considérons comme ouvriers pouvant concourir que ceux qui travaillent dans l'atelier sous les yeux du patron, soit à l'heure, à la journée ou au mois. C'est pour nous ceux-là seuls que nous avons intérêt à faire progresser et à récompenser, ce sont nos collaborateurs immédiats. N'oublions pas que nous sommes une Chambre syndicale industrielle, et que si nous avons à nous occuper des intérêts artistiques de la gravure, nous avons aussi et surtout à nous occuper des intérêts matériels et commerciaux de notre profession, et les ouvriers des ateliers représentent en grande partie ces intérêts. Sans doute, les artistes qui font partie de notre Chambre syndicale ne doivent pas être mis de côté, loin de nous est cette idée ; ils en sont, au contraire, l'honneur et la gloire. Mais quel lustre les récompenses que nous leur donnerions ajouteraient-elles à leur réputation, et quel bien pratique cela apporterait-il à la gravure ?

» Nous n'acceptons pas non plus, dans ce concours, les ouvriers travaillant en chambre, car ceux-là sont pour nous des patrons, qui demain occuperont des ouvriers si le travail leur arrive en abondance. C'est, du reste, l'espoir que nourrit tout ouvrier qui commence par travailler seul dans sa chambre.

» Puis le troisième point est la question d'argent pour subvenir aux frais du concours.

» Nous aurions voulu que M. Tasset suive l'article relatif à cette question dans les concours Crozatier et Willemsens, c'est-à-dire que les fonds soient d'abord formés, et des fonds assez importants pour produire de quoi établir des prix sérieux. Les concours Crozatier et Willemsens ont débuté par cela, et c'est du reste le nerf du concours pour nous.

» Au lieu de cela, M. Tasset base son projet sur des recettes problématiques, produites par des souscriptions, des bals, conférences, etc.

» Nous pensons qu'avant tout il faut réunir des fonds sérieux qui permettent de donner des récompenses sérieuses au point de vue de la valeur matérielle, car, il ne faut pas se le dissimuler, l'appât de gagner une somme de 300 ou de 500 francs est bien pour quelque chose dans le désir de concourir, et nous doutons qu'il se présente des concurrents sérieux, si les recettes ne produisent que de quoi donner des diplômes ou des médailles.

» Nous avons pensé aussi aux difficultés grandes qu'il y aura à organiser des concours dans une profession comprenant vingt-sept genres différents. Le concours Crozatier, lui, ne comprend que trois genres de ciseleurs, et *encore peuvent-ils concourir ensemble.*

» Nous ne verrions pas d'objections à faire, par exemple, à ce qu'un groupe de graveurs fonde un concours suivant le projet de M. Tasset et en assume la responsabilité entière, mais nous sommes opposés à ce que la Chambre syndicale prenne l'initiative d'un concours composé de statuts qui, pour nous, ne sont ni pratiques ni utiles aux intérêts généraux de la gravure industrielle.

» Nous ne repoussons pas pour cela l'idée d'un concours d'ouvriers, mais nous demandons à ne nous en occuper que lorsque notre concours d'apprentis aura ses bases bien assises et surtout sa caisse bien garnie.

» Voilà, Messieurs, les raisons qui nous ont fait combattre les principaux articles du projet présenté par M. Tasset, et voilà où en étaient les discussions à la dernière séance de février, lorsque M. Tasset a déclaré que devant les mutilations qu'on voulait faire subir à son projet, mutilations qui lui enlevaient toute autorité en lui retirant sa valeur morale, il renonçait aux discussions passées, et qu'il présenterait à l'assemblée générale son projet tel qu'il l'avait conçu dès le début, et que, du reste, les donateurs auxquels il l'avait soumis n'existeraient que si les conditions de ce concours étaient acceptées.

» Donc, Messieurs, considérant que ce projet de concours d'ouvriers ne répond pas aux intérêts de la gravure, tels que doit les représenter notre Chambre syndicale, nous voterons contre son adoption. »

M. LE PRÉSIDENT donne ici lecture de la lettre suivante, adressée par M. Eugène Mouchon :

« A Monsieur Tasset, président de la Chambre syndicale des Graveurs.

» Mon cher Président,

» Ne pouvant me rendre à l'assemblée générale du 21 courant, je vous prie de bien vouloir être mon interprète auprès de la Chambre syndicale, au sujet des concours d'ouvriers dont le projet s'élabore actuellement.

» La question est excessivement intéressante, et si je me permets de venir aujourd'hui formuler mon avis, veuillez bien, je vous prie, assurer à mes collègues que ce n'est pas par esprit d'opposition que je viens faire la critique du projet tel qu'il me paraît conçu jusqu'à présent, mais bien parce que je me crois le devoir de dire ce qui me semble être préférable.

» Si j'applaudis sans réserve à la formation des concours d'apprentis, il n'en est pas de même pour les concours d'ouvriers. Sans revenir sur ces lieux communs tant de fois ressassés : où finit l'ouvrier, où commence le patron, où finit l'ouvrier, où commence l'artiste, je ne peux voir ici ni ouvriers, ni patrons, ni artistes, mais rien que des graveurs, tous égaux devant le concours et possédant le même droit aux succès que peut leur assurer leur talent. Pourquoi un patron graveur ayant dix ouvriers n'aurait-il pas le droit d'avoir du talent, de le montrer et de le voir consacré ?

» Pourquoi le mot *ouvrier* ? On entend généralement par le mot ouvrier l'homme dont la main seule travaille et dans l'œuvre duquel l'effort cérébral n'entre pas ou peu. Est-ce en créant des concours de gravure en colliers de chiens ou quelque chose d'analogue qu'on fera monter le niveau artistique de notre profession, et qu'on lui donnera un nouvel essor et qu'on en fera ce qu'elle devrait être : la plus charmante et la plus utile des industries d'art, car elle touche à tout ?

» Je pense que la Chambre ne doit exciter l'émulation que dans les branches dont le dessin est la base fondamentale et dans lesquelles l'invention et la forme passent avant le travail manuel. Dans ce cas, le travail du cerveau est plus considérable que celui de la main, et l'œuvre ainsi créée n'est pas œuvre d'ouvrier, mais d'artiste. Quels que soient le soin et le fini apportés à son travail, l'ouvrier proprement dit est forcément éliminé ; inutile de lui faire perdre son temps.

» Autre question : Combien de graveurs refuseront de prendre part à ces concours, étant ou se croyant artistes dans leur spécialité ? Combien, froissés par la qualification d'ouvriers, ne voudront pas y être assimilés ? Ne faut-il pas toujours compter avec la vanité ?

» Il est question d'une limite d'âge. Pourquoi imposer une limite d'âge ? A-t-on donné tout ce qu'on peut à vingt-cinq ou trente ans ? En est-il un d'entre nous qui puisse dire : J'en sais assez ? Ne sommes-nous pas tous des apprentis en cheveux blonds ou en cheveux blancs, et entre ce que nous savons et ce que nous ignorons, n'y a-t-il pas une distance prodigieuse ?

» Si la Chambre veut créer quelque chose d'utile et de durable, je crois qu'elle n'atteindra ce but qu'en établissant ces concours sur les bases les plus larges et les plus libérales.

» Cette limite d'âge me semble être demandée par la crainte que quelques-uns d'entre nous, dont la réputation est solidement établie

depuis longtemps, manquent assez de générosité pour disputer la palme aux jeunes talents qui ont besoin de se faire connaître.

» Voyez-vous quelque inconvénient à ce que, dans trente ans d'ici, un homme en ayant aujourd'hui vingt remporte le prix dans un genre quelconque de la gravure ? Non, n'est-ce pas ? et vous trouverez juste qu'un homme arrivé à la maturité de l'âge prouve qu'il a fait des progrès tous les jours de sa vie. Ce n'est donc que pour le présent que cette crainte peut exister. La Chambre peut parer à cette éventualité en déclarant hors concours ceux qu'elle croirait susceptibles d'enlever les premiers prix à la pointe du burin. Outre ce qu'aurait de flatteur pour eux cette déclaration, cette mesure rendrait peut-être à quelques-uns le service de leur éviter un échec grave ; il n'est pas rare de voir un inconnu surgir et s'affirmer du premier coup.

» Pour terminer, je crois que toutes les considérations se rapportant à des questions de personnes ou à des intérêts particuliers doivent être sérieusement éliminées de la discussion devant l'intérêt supérieur de la gravure, que le développement artistique continu de celle-ci est le seul but que la Chambre doit avoir en vue.

» Je conclus :

- » Concours de graveurs sans épithète ;
- » Pas de limite d'âge ;
- » Mise hors concours une fois pour toutes des talents reconnus ;
- » Rejet des travaux vulgaires dans les sujets de concours.
- » Pardonnez-moi, mon cher Président, ce long verbiage, et veuillez, je vous prie, faire agréer à mes collègues mes plus cordiales amitiés.

» E. MOUCHON. »

La question paraissant suffisamment précisée, M. Dujardin demande que l'assemblée procède au vote sur ce point : La Chambre syndicale instituera-t-elle des concours de graveurs ?

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée par 17 voix contre 13.

M. DEMENGEOT demande ensuite que l'âge des concurrents soit limité à trente ans.

M. BING à trente-cinq ans.

L'assemblée, consultée, adopte la limite d'âge de trente ans.

M. DUJARDIN demande la création d'une Commission chargée d'étudier la mise en pratique de ces concours et leur fonctionnement.

Après discussion, il est décidé que la Chambre se réserve cette mission, qu'il n'y aura pas de Commission spéciale.

Chambre syndicale des Maîtres-Tailleurs de Paris.

Assemblée extraordinaire du 6 avril.

La Chambre syndicale, convoquée extraordinairement par son président, s'est réunie le 6 avril.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. Ducher, président.

Sont présents : MM. Masquiller, Vivier, Ducher, Versini, Donny, Lussan, Castelbou, Lacapère.

Se sont excusés : MM. Carrette, Troin, Buisson, Amiot, Kriegck, Crotel.

L'ordre du jour ne portait que la question de l'École professionnelle.

M. LE PRÉSIDENT explique que cette réunion, qui, dans le principe, n'avait d'autre but que de régler les derniers détails de la distribution des récompenses à décerner aux apprentis, doit s'occuper de faits bien autrement graves.

Il annonce, en effet, que le Conseil municipal vient de refuser la subvention qu'il avait jusqu'ici généreusement accordée à l'école.

Il prie ses collègues de vouloir bien envisager la situation qui résulte de cette suppression d'une ressource importante sur laquelle il était permis de compter.

Le budget de l'année écoulée se solde par un déficit de 3,500 francs; si l'on ajoute 5,500 francs, il faut donc prévoir pour l'année courante un déficit de 9,000 francs environ.

M. le Président ne veut pas influencer ses collègues en exprimant une opinion qui n'a jamais été la sienne, à savoir que quelques collègues voudraient voir fermer l'école; mais en présence d'une situation aussi grave, il croit nécessaire de prendre au contraire leur avis.

Pour les éclairer complètement, il donne lecture de la discussion insérée au *Bulletin municipal officiel*.

Le rapport concluant au rejet de la subvention a été énergiquement combattu par M. Muzet, qui s'est fréquemment rendu compte des services rendus par cette institution, et qui a relevé les erreurs et les contradictions dont fourmille le rapport.

La Chambre, sur la proposition de son président, vote des remerciements à M. Muzet.

M. LACAPÈRE propose de s'entendre avec la Société philanthropique.

M. CASTELBOU n'est pas de cet avis. La Société philanthropique ne fera pas plus qu'elle ne fait actuellement.

Il croit que le rapporteur a été trompé par de faux renseignements et qu'il est possible de le faire revenir sur l'opinion qu'il a développée dans son long rapport. Une démarche dans ce sens aurait certainement un bon résultat, et s'il n'est pas possible d'obtenir une subvention, on pourrait peut-être recevoir un don équivalent.

Dans tous les cas, M. Castelbou est opposé à la fermeture de l'école. La dignité et l'intérêt de la corporation exigent son maintien.

M. VIVIER fait voir l'impossibilité de fermer de suite. Le bail n'expire que dans deux ans; le Comité est lié par des contrats avec les apprentis.

On ne pourrait donc que procéder à une lente liquidation, en ne recevant pas de nouveaux élèves et en renvoyant ceux qui y sont au fur et à mesure de l'expiration des trois années de leur apprentissage. M. Versini approuve ce raisonnement.

M. VIVIER s'étonne, qu'après les rapports si élogieux des années précédentes, rapports dont il donne lecture, il y ait eu contre l'école une sorte de parti pris qu'il ne peut expliquer que par des manœuvres qui ont réussi à dénaturer les faits.

Il espère que de loyales explications avec les membres de la Commission feront revenir ceux-ci de leur erreur.

Divers membres se prononcent dans le même sens.

MM. DUCHER et VIVIER ont eu à ce sujet une entrevue avec M. Jacquemard, inspecteur des services techniques au Ministère du Commerce, qui a beaucoup engagé ces messieurs à maintenir l'école et a promis de s'employer pour lui faire obtenir tout ce qui serait possible pour l'aider.

L'ordre du jour suivant est adopté à l'unanimité :

« La Chambre syndicale, considérant que la dignité et l'intérêt de la corporation sont engagés;

» Que l'école arrive à une période qui permettra d'apprécier les résultats obtenus,

» Décide que l'école doit être maintenue et charge son Bureau de rechercher les moyens de subvenir à son entretien et de faire à cet effet toutes les démarches qu'il croira utiles. »

M. LE PRÉSIDENT lit une lettre de M. le Ministre du Commerce, acceptant la présidence d'honneur de la distribution des récompenses et déléguant M. Nicolas, conseiller d'État, directeur du commerce intérieur, pour le représenter.

Après une courte discussion, l'assemblée décide que, malgré la situation faite à la Chambre syndicale par le vote du Conseil municipal et les dépenses que doit entraîner cette distribution, il faut la faire et ne pas priver les apprentis méritants d'un encouragement auquel ils ont droit.

Il est donc décidé qu'elle aura lieu le dimanche 15 avril, à deux heures précises, 10, rue de Lancry; que la réunion sera présidée par M. Muzet, qu'un concert sera organisé pour donner à cette fête un attrait de plus. M. Castelbou se met à la disposition de la Chambre pour obtenir des concours sur lesquels il croit pouvoir compter.

M. VIVIER annonce que la Société des Arts industriels veut bien

donner un prix important qui sera décerné comme prix d'honneur. Des remerciements sont votés à la Société.

Il propose de faire voter les élèves qui choisiraient eux-mêmes le plus digne de l'obtenir. Cette proposition est adoptée.

La Chambre décide de se réunir vendredi prochain pour être informée des dispositions prises par ses délégués.

La séance est levée à dix heures et demie.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des industries qui s'y rattachent.

Séance du 4 avril 1888.

PRÉSIDENCE DE M. A. PIEL, PRÉSIDENT

M. LE PRÉSIDENT est heureux d'annoncer que la subvention à notre école de dessin a été votée par le Conseil municipal; il donne lecture du passage suivant du rapport du Conseil municipal concernant notre école :

N° 16. — Rapport sur l'École de la Bijouterie-Imitation, 118, rue du Temple.

« L'école a été fondée en 1876 par l'initiative privée, dans le but de former des apprentis ouvriers, contremaitres, connaissant le dessin, le modelage et les styles, si nécessaires pour cette industrie toute parisienne.

» Le Conseil d'administration, tenant compte des critiques formulées contre l'insuffisance actuelle de l'école, va la transporter dans un autre local où cinquante apprentis qui n'ont pu suivre les cours pourront être reçus.

» Le nombre des élèves de cette année est de quatre-vingts; un deuxième professeur sera nommé, un atelier sera annexé à l'école. Ces diverses améliorations entraîneront une augmentation d'environ 4,000 francs du budget de l'école pour l'année scolaire prochaine.

» Nous vous proposons, vu les services qu'elle rend, de lui maintenir sa subvention de 3,000 francs. »

Il est ensuite procédé au renouvellement des Commissions, qui sont ainsi composées :

PREMIÈRE COMMISSION

École de dessin, enseignement professionnel, apprentissage, etc.

M. Lejollot, Besson, Charles, Blum, Chauvin, Degrois, Delahaye, Galand, Mascuraud, Piel, Sauvé, Topart,

Séance extraordinaire du 10 avril 1888.

PRÉSIDENCE DE M. A. PIEL, PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à 8 heures et demie.

Sont présents : MM. Piel, président; Topart, vice-président honoraire; Mascuraud, vice-président; Bourette, secrétaire; Besson, Decaux, Degrois, Charles, Couturier, Henry, Luchard, Lusigny, Regad. Ruteau, Seguin, Marmorat.

Excusés : MM. Mandrillon et de Marion-Brézilhac, Blum.

M. LE PRÉSIDENT donne la parole à M. Topart, qui fait lecture d'un projet de bail pour le local de l'École de dessin. Après un examen approfondi de la question, il est décidé :

1° A l'unanimité :

Que des deux locaux en vue, celui du rez-de-chaussée a toutes les préférences.

2° A l'unanimité moins une voix :

Que la période de six ans imposée par le propriétaire doit être repoussée pour l'un et l'autre local, et que la location ne doit être faite que sous les conditions ordinaires de trois, six et neuf ans, à notre volonté.

3° A l'unanimité moins deux voix :

Qu'afin de faciliter la signature du bail pour le local du rez-de-chaussée, il soit proposé au propriétaire une indemnité de 1,000 francs dans le cas où nous cesserions d'occuper le local au bout de la première période de trois ans.

4° A l'unanimité :

Qu'à défaut du local du rez-de-chaussée, la location se porte sur le local du premier étage.

M. le Président expose le projet ci-dessous pour la fondation d'un capital de garantie.

« Les soussignés, membres de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des industries qui s'y rattachent, et les bienfaiteurs volontaires de l'institution dont il va être question, en raison de l'importance croissante et de l'insuffisance constatée de l'École de dessin, fondée par la Chambre syndicale, à laquelle ils portent tous le plus grand intérêt, désireux de lui donner une plus grande extension, mais prévoyant le cas où les ressources financières actuelles, ainsi que les augmentations de recettes probables et prévues pour l'avenir, ne permettraient pas de faire face aux dépenses que cet agrandissement nécessitera par la suite, s'engagent, chacun pour son compte personnel et sans aucune solidarité entre les cosignataires, à verser une somme de 50 francs par an destinée à parfaire cette insuffisance, si elle avait lieu.

» Chaque signataire s'engagera pour trois années consécutives,

ormant la première période de la durée du bail du nouveau local, étant entendu que le partage de cette responsabilité pécuniaire, à laquelle il n'y aura probablement pas lieu de faire appel, sera égal entre chacun et n'excédera pas la susdite somme, à moins qu'on ne se soit engagé pour plusieurs parts de 50 francs.

» Cet engagement a pour but de former un capital de garantie qui ne devra être appelé et employé que dans le cas d'insuffisance, ainsi qu'il est indiqué plus haut.

» Les noms des signataires seront inscrits sur un tableau d'honneur qui sera placé dans l'École de dessin. »

Plusieurs membres prennent successivement la parole, et la question étudiée, il est décidé que le versement de 50 francs par part sera exigé la première année.

Quant aux deux versements ultérieurs, ils ne seront opérés qu'en cas d'insuffisance de ressources.

Se sont immédiatement inscrits :

Pour deux parts, M. A. Piel.

Pour une part chacun : MM. Topart, Mascuraud, Bourelle, Besson, Decaux, Degrois, Charles, Couturier, Henry, Luchard, Marmorat, Regad, Ruteau, Seguin, puis MM. Thomas et de Marion Brézillac qui avaient donné leur adhésion par avance.

M. TOPART propose, et il est décidé qu'une circulaire sera faite et envoyée à tous les membres adhérents qui, nous l'espérons, répondront nombreux à l'appel que nous faisons pour la prospérité de notre belle École de dessin.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Topart de sa nouvelle souscription ; il rappelle la participation que notre généreux vice-président honoraire veut bien prendre encore aux frais d'installation de l'École et, tout en désirant ne pas froisser sa modestie et son désintéressement, il demande que des remerciements soient votés à M. Topart.

Ces paroles qui sont, du reste, l'expression des sentiments de tous les membres de la Chambre, sont accueillis par de vifs applaudissements.

M. MARMORAT propose qu'une brochure soit publiée, relatant les statuts de notre Chambre, le but et les statuts de notre École de dessin, et enfin la liste des membres souscripteurs à cette dernière œuvre.

MM. TOPART et MASCURAUD appuient cette proposition, qui sera examinée à nouveau.

Chambre syndicale des Tailleurs de Paris.

Séance extraordinaire du 13 avril 1888.

La séance est ouverte à huit heures trois quarts, sous la présidence de M. Ducher, président.

Sont présents :

MM. Versini, Masquiller, Ducher, Carrette, Lussan, Donny, Vivier, Kiecgk.

Se sont excusés :

MM. Delmas, Aniel, Troin, Mouillet, Debacker.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de la correspondance :

1^o D'une lettre de M. Giffard, de Rennes, désirant céder son brevet pour un pantalon.

La Chambre lui accorde la publicité de son procès-verbal.

2^o D'une demande de M. l'Administrateur-délégué du *Moniteur des Syndicats ouvriers* en vue d'un abonnement à cette agence.

La Chambre décide sans discussion de prendre cet abonnement.

3^o D'une lettre de M. Chanet fils, à Romans, annonçant son intention de vendre son fonds et demandant la publicité du procès-verbal de la Chambre.

M. le Président rend compte de sa visite à M. le Ministre de l'Instruction publique, qui a témoigné toute sa sympathie pour l'œuvre et a promis de venir assister à la distribution des récompenses.

M. VIVIER indique la manière dont il a organisé avec ses collègues l'ordre de cette cérémonie. Les dispositions prises reçoivent l'approbation unanime de la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT propose d'émettre un vœu à présenter au Syndicat général pour donner chaque année une grande fête au profit de toutes les écoles professionnelles.

Le produit en serait réparti surtout aux Chambres qui, pour une raison ou pour une autre, ne seraient pas favorisées.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité, et le Bureau est chargé de la rédaction et de la présentation de ce vœu.

M. le Président rend compte également des visites qu'il a faites avec M. Vivier à un grand nombre de conseillers municipaux.

L'accueil qui leur a été fait les a décidés à demander à être entendus par la quatrième Commission, qui est chargée de l'enseignement technique, de manière à pouvoir donner toutes les explications et tous les renseignements nécessaires.

Cette ligne de conduite est unanimement approuvée.

M. VERSINI a présenté dans une réunion qui a eu lieu dans la journée les comptes de l'année au Bureau de la Société philanthropique. La Société ne peut s'engager à soutenir l'école s'il n'y a pas de subvention.

M. VIVIER a vu M. Jacquemard, qui donne les plus grandes espérances.

M. le Président dit que le ministre ne veut pas que l'école soit fermée et que l'on peut compter sur son aide.

Il ajoute que ce sont ses confrères qui devraient subvenir aux besoins de l'institution.

Il est nécessaire de faire des démarches pour encourager et recueillir les adhésions.

On a discuté sur des économies donnant des résultats peu importants, au lieu de demander et de solliciter énergiquement le concours de tous les intéressés, c'est-à-dire de la corporation tout entière.

M. LACAPÈRE désirerait que ce fût la Société philanthropique elle-même qui prît la direction de l'école.

M. LE PRÉSIDENT ne croit pas que ce soit possible, la Société ne voulant rien distraire de la part de ses pauvres.

M. VERSINI serait d'avis que l'avenir des pauvres étant assuré par les revenus actuels du capital, il y aurait intérêt à prélever sur les recettes, d'abord l'argent nécessaire aux pensions, et à attribuer le reste à l'amélioration et au fonctionnement de l'école, au lieu de théoriser inutilement.

La Chambre est d'avis que malgré tout il faut espérer que la Société continuera à comprendre l'intérêt que la corporation doit porter à l'école, et elle est d'avis de continuer à marcher et à accueillir un certain nombre de demandes d'admission qui ont été faites.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Le Directeur de l'École faisant fonction de secrétaire,

L. BRION.

Le Président,

H. DUCHER.

Chambre syndicale des Tailleurs de Paris.

Séance du 27 avril 1888.

La séance est ouverte à huit heures et demie sous la présidence de M. Ducher, président.

L'ordre du jour appelle le compte rendu de l'École professionnelle pour le mois de mars.

Compte rendu de l'École professionnelle.

Mois de mars.

Le mois de mars a été meilleur que les précédents, et une reprise sensible dans l'abondance du travail a permis d'occuper les professeurs et les apprentis.

72 pièces ont été reçues pendant ce mois; elles produiront environ 1,442 francs.

Un certain nombre reste encore à livrer.

Le mois correspondant de l'année dernière ne comportait que 66 pièces donnant 1,391 francs; il y a donc progrès.

Pendant le même mois, 57 pièces ont été livrées, parmi lesquelles 8 l'ont été par les professeurs libres. Le produit total est de 1,229 francs, somme à peu près égale aux appointements des professeurs.

Le nombre des apprentis n'a pas varié.

Des modifications au règlement ont été proposées par M. Lacapère.

Il propose de modifier le deuxième paragraphe de l'article 7, de manière à obliger les apprentis à apprendre complètement pour obtenir le brevet de capacité.

Il est décidé que l'on soumettra à l'assemblée générale la rédaction suivante :

A la fin de l'apprentissage, l'élève reçoit un brevet de première, de deuxième ou troisième classe, suivant ses capacités.

A l'article 8, M. Lacapère propose d'ajouter : l'élève devra faire chaque jour un bulletin indiquant le travail qu'il a fait, et le professeur indiquera le temps utile employé pour ce travail.

M. LACAPÈRE croit trouver dans ce système le moyen de retenir aux professeurs libres une partie du travail fait par les enfants, en leur laissant cependant une large rémunération.

M. LUSSAN croit que l'ouvrier ne travaillera pas bien de cette manière, car il aura tout intérêt à lâcher le travail et à ne faire faire aux apprentis que ce qu'ils savent. Le fini du travail et l'apprentissage y perdront tous deux.

M. VERSINI dit que ce système, qui paraît bon en théorie, est impraticable.

M. VIVIER est d'avis que puisqu'un essai se fait maintenant, il est juste d'attendre son résultat avant de se prononcer. Dans le cas seulement où il justifierait la confiance de M. Lacapère, il y aurait lieu de proposer son adoption par l'assemblée générale.

C'est à cet avis que se range la Chambre.

M. AMIOT dit que dans un article du *Voltaire* il a rencontré une critique qu'il trouve fondée; il est d'accord avec l'auteur pour regretter que l'on ne fasse à l'école ni pantalons ni gilets.

M. VIVIER montre les difficultés de l'organisation de ce genre de travail. On est allé au plus pressé, c'est-à-dire à la grande pièce. Du reste, il faut quinze jours à peine pour qu'un ouvrier sachant travailler se familiarise avec le travail spécial du pantalon et du gilet.

M. VERSINI ajoute qu'il n'y a que les ouvriers médiocres qui restent aux pantalons, les autres vont aux grandes pièces.

M. AMIOT maintient que pour faire un vrai tailleur, il faut avoir travaillé dans toutes les parties.

M. LACAPÈRE partage les idées de MM. Vivier et Versini, mais il pense qu'au point de vue du rendement du travail il y aurait intérêt à faire des pantalons.

M. PIEDNOËL demande que l'on laisse un peu d'ouvrage aux femmes et aux vieux ouvriers qui ne peuvent faire que les pantalons et les gilets.

M. VERSINI dit que l'on a pensé un moment à faire des pantalons à l'école; la grande difficulté a été de trouver un professeur culottier. Si M. Amiot veut placer à l'École un bon ouvrier de cette partie, on pourra essayer.

Pour résumer la discussion, M. le Président propose d'émettre le vœu suivant :

Que l'École professionnelle arrive dans un temps prochain à confectionner le pantalon et le gilet.

Ce vœu est voté à une grande majorité.

M. VIVIER demande à la Chambre si elle est d'avis que l'École prenne part à l'Exposition de Bruxelles.

La dépense pour une vitrine de un mètre serait de 100 francs tout compris.

Cette proposition est admise à l'unanimité et M. Vivier est chargé de prendre les mesures nécessaires.

La séance est levée à neuf heures un quart.

Le Directeur de l'Ecole professionnelle faisant fonction de secrétaire,

P. BRION.

Le Président,

H. DUCHER,

Assemblée générale des adhérents de l'Ecole professionnelle.

Les adhérents de l'École professionnelle étaient convoqués en assemblée générale annuelle pour le vendredi 27 avril, à neuf heures du soir.

La séance est ouverte à neuf heures un quart, sous la présidence de M. Buisson, vice-président de la Chambre syndicale, assisté de MM. Vivier, Versini et Lacapère, délégués.

Sont présents :

MM. Vivier, Ducher, Crotel, Buisson, Amiot, Napoleone, Lacapère, Lowe, Piednoël, Kriegck, Brané, Bekaert, etc.

Se sont excusés :

MM. Delon, Donny, Delmas, Masquiller.

M. LE PRÉSIDENT donne la parole à M. Versini pour donner le compte rendu du travail pendant l'année 1887.

Il en résulte que cette année 612 pièces ont été livrées produisant

ensemble 15,038 francs, ce qui fait ressortir le prix de la pièce à 24 fr. 60 en moyenne.

Pendant l'année 1886, on avait livré 593 pièces donnant 12,334 francs, ce qui mettait la façon de la pièce à 21 francs en moyenne. Un important progrès a donc été réalisé.

En comparant le produit de l'école pendant les mois de bonne et de mauvaise saison, M. Versini fait voir que l'on a pu pendant la bonne saison faire 78 pièces de plus, soit 13 pièces par mois, que pendant la mauvaise, et que la différence de recettes est de 2,300 francs, et il fait appel au dévouement de ses confrères pour alimenter l'école pendant les temps difficiles.

Le nombre des journées d'apprentis a augmenté sensiblement : 9,441 au lieu de 9,289.

En résumé, le travail de l'école, auquel on peut peut-être apporter des perfectionnements, est satisfaisant.

M. VIVIER lit le compte rendu financier de l'année 1887.

Les dépenses se sont élevées à 31,613 fr. 25, se décomposant comme suit :

Professeurs	Fr. 17.055 75
Bons de paye aux apprentis	2.802 »
Déjeuners.	3.776 40
Fournitures pour pièces	612 »
Loyer et contributions	2.498 40
Chauffage et éclairage	974 »
Directeur et employés	3.050 »
Matériel et entretien	612 50
Frais de bureau et imprimés.	232 20
Total égal.	<u>Fr. 31.613 25</u>

Les recettes ont été de 28,059 fr. 50, ainsi réparties :

Produit du travail de l'école	Fr. 15.038 »
Cotisations des membres effectifs	2.453 »
Cotisations des membres honoraires.	1.387 »
Ville de Paris	5.500 »
Ministère du Commerce	2.000 »
Professeurs libres	251 »
Apprentissage.	1.226 50
Dons	204 »
Total égal.	<u>Fr. 28.059 50</u>

Il en résulte un déficit de 3,553 fr. 75.

La Société philanthropique a voté dans sa dernière assemblée la somme nécessaire pour le combler.

Des remerciements chaleureux sont votés par acclamation à la Société.

Si l'on compare l'exercice 1886 à celui de 1887, on voit que les dépenses des professeurs ont augmenté; cela provient de ce qu'ils ont été payés à l'heure au lieu de l'être au mois, ce qui leur a permis de faire des heures supplémentaires, ainsi que le constate l'augmentation du produit du travail. Cette dernière compense à peu de chose près l'augmentation de dépense.

En résumé, le déficit a été diminué de 1,390 francs.

Cette situation, sans être brillante, serait assez bonne si la Ville de Paris n'avait supprimé sa subvention.

M. VIVIER lit les rapports sur lesquels cette subvention avait été accordée pour 1887 et rejetée pour 1888, et il soumet à l'assemblée les réponses qu'il a préparées pour rétorquer les arguments de ce dernier.

Ce travail est unanimement approuvé.

M. Vivier le présentera à la quatrième Commission par laquelle il doit être entendu concurremment avec M. Ducher.

Il n'en résulte pas moins que tous les efforts des adhérents, soucieux de l'avenir de l'école, doivent tendre à augmenter les ressources qui l'alimentent.

Les comptes de l'année 1887 sont approuvés à l'unanimité et des remerciements sont adressés aux dévoués délégués : MM. Vivier, Versini, Lacapère.

M. BRANÉ dit que l'école est trop peu connue et propose de faire venir tous les tailleurs à l'école pour qu'ils puissent se rendre compte des services qu'elle doit rendre.

Chacun des adhérents doit, en outre, se préoccuper d'en amener de nouveaux.

M. Brané pour son compte en a parlé à six de ses confrères, et il a été assez heureux pour en amener quatre.

Il est certain que si chacun pouvait en faire autant, le nombre des adhérents serait bientôt suffisant pour assurer l'équilibre du budget.

Des félicitations sont adressées à M. Brané.

Il propose un moyen pratique d'amener des sociétaires et d'assurer à l'école du travail en morte-saison.

Ce serait d'offrir à chaque sociétaire nouveau de donner 100 francs, moyennant lesquels il aurait droit à la confection de trois ou quatre pièces en morte-saison.

Cette proposition est retenue pour être étudiée.

M. Vivier propose de nommer une Commission chargée de recruter des adhérents.

Sont nommés : MM. Brané, Napoleone, Bekaert.

La séance est levée à dix heures un quart.

Le Directeur de l'École professionnelle faisant fonction de Secrétaire,

P. BRION.

Chambre syndicale des graveurs en tous genres.

Procès-verbal de la séance du 18 avril 1888.

PRÉSIDENCE DE M. TASSET

On passe ensuite à l'organisation du concours d'apprentis pour 1888.

M. CHEVALIER croit que le mois de septembre serait préférable pour l'époque du concours.

M. DEVAMBEZ demande la nomination d'une Commission spéciale ayant pour objet l'organisation de ce concours et de tous ses détails. Il y a eu la dernière fois certaines omissions regrettables : on a oublié de remercier la Chambre syndicale de la Papeterie d'avoir bien voulu prêter son local ; on n'a pas non plus invité ces messieurs à la distribution des prix d'une façon particulière. Il y a eu aussi dans ce concours trop de travail pour certains.

On procède à la nomination de cette Commission.

M. Demangeot en est nommé président ; M. Nyckees, secrétaire ; MM. Chevalier, Devambez, Victor Rose, E. Lemoine et Tasset font partie de cette Commission, dont la première réunion est fixée au 25 avril.

La séance est levée à onze heures.

DISTRIBUTIONS DE PRIX

Association pour le placement en apprentissage et le patronage des orphelins.

La Distribution des Prix a eu lieu le dimanche 8 avril, sous la Présidence de M. Nusse, président de la Société.

M. Nusse s'est exprimé ainsi :

« Chers enfants,

» Je veux vous entretenir d'une qualité essentielle au bonheur de la vie sans laquelle nos meilleures intentions sont irréalisables et nos efforts frappés de stérilité : c'est l'ordre. — Comme bien d'autres éléments de sa vie morale, l'homme l'a emprunté à la nature : le cours régulier des fleuves, la marche normale des saisons, les évolutions périodiques de la mer, les circuits mathématiques des astres, lui ont appris cette disposition des choses dont l'arrangement est combiné d'une manière agréable, utile et harmonieuse.

» Aussi, l'homme a-t-il trouvé cette vertu si admirable qu'il lui a donné place à son foyer et qu'il l'a faite sienne. Je ne veux point dire qu'il ne lui soit point quelquefois infidèle : les étoiles ont plus de constance dans cette vertu que les humains, et à la différence de ceux d'entre les mortels qui sont appelés à venir faire la lumière dans les parlements, elles n'ont jamais subi pour indiscipline la peine d'un rappel à l'ordre.

» Ce ne sont pas d'ailleurs seulement les politiciens, ce sont aussi les enfants qu'il faut remettre dans la bonne voie. Combien de fois le patron, le protecteur ne sont-ils pas obligés de répéter que le lit n'est pas bien disposé ni les objets de toilette convenablement rétablis dans la valise ? Les vêtements, les souliers ne sont ni brossés ni remis en place. A l'atelier, les outils s'égarer au lieu de se rassembler au-dessus de l'établi en une symétrique panoplie ; les taches, les déchirures, s'étalent en déplorables stigmates sur les habits ; si bien que le travail, au lieu d'être honoré comme un ami qu'on fête, est irrespectivement traité comme un hôte méprisable et ne méritant aucun égard.

» Sans doute, vous me direz, chers enfants, que vous avez vu bien des maisons qui fournissent un cadre trop justifié à ce tableau, où une négligente insouciance laisse tout aller à l'abandon et qu'il est bien difficile d'y réagir contre de pareils exemples. Défiez-vous cependant du précepte de ce proverbe arabe : « *Quand tu entres chez un aveugle, ferme les yeux.* » Au contraire, ouvrez-les tout grands, et voyez pour l'infirme, en même temps que pour vous-mêmes.

» C'est surtout aux jeunes filles que je m'adresse ici ; l'ordre, a-t-on dit avec raison, est une des qualités obligées de la femme ; il rend à peu de frais le foyer domestique agréable et retient ainsi l'homme chez lui par l'attrait du bien-être. Il discipline les idées en même temps que le ménage et aide ainsi la mère de famille à réaliser ce mot d'Alphonse Karr : « Ce sont les femmes qui maintiennent un peu d'ordre et de raison dans la société. » — Mais avant d'arriver là, il faut débiter par les plus humbles commencements. Vous le savez, Mesdames, quand vous recommandez à ces fillettes de tenir leurs robes nettes et propres, de ne laisser bâiller aucune boutonnière indiscreète, veuve de son bouton, de ne pas négliger, en attendant d'autre mariage, celui de la porte et de l'agrafe et d'avoir ainsi l'attitude de cette dignité extérieure qui conduit à la dignité morale. Vous soignez le départ, parce que vous savez qu'il ne faut pas le manquer si l'on veut fournir toute la piste et arriver rapidement au but. L'ordre est en effet la plus envahissante des vertus et maître par l'éducation des habitudes de l'enfant, il veut en conquérant dominer l'esprit et le cœur.

» C'est le matin. Vous vous levez : cent idées confuses s'éveillent dans votre cerveau ; légère comme l'aile de l'oiseau, la pensée fugitive s'envole vers une multitude d'objets qu'elle effleure et délaisse aussitôt ; vite, cherchez un frein qui arrête cette vagabonde ; dites aux voix confuses qui s'élèvent en vous : Mesdames, ayez la complaisance de ne parler que quatre à la fois et rappelez-vous que notre esprit est comme ces lianes flexibles des vignes qui ne consentent à se charger de fleurs et de fruits qu'à la condition de trouver un solide et innébranlable appui. Cet appui, c'est l'ordre, le grand démolisseur des châteaux en Espagne, le sincère épurateur de nos sentiments. Vous laissez votre imagination voyager au pays des rêves à la recherche d'un insaisissable idéal :

» Vous vous y retranchez comme dans un refuge inaccessible aux réalités nécessaires d'une vie modeste : l'ordre vous arrache à ces

égarements intimes et malsains. Sous la forme du balai ou de l'aiguille, il nous rappelle le devoir qui n'est jamais maussade que quand on lui fait mauvaise mine, il nous enseigne que toute vanité caressée ou satisfaite est un filet dans lequel se prennent les cœurs. Il vous dira avec une chanson anglaise que quand les passions viennent à la porte du logis, elles y frappent moins souvent qu'elles n'en trouvent la porte ouverte. Leçon bien salutaire !

» Car les fleurs de l'imagination veulent être maniées avec autant de délicatesse que celles de la nature, et il suffit de secouer même légèrement la poussière de l'étamine pour ôter au lis sa blancheur.

» Vous, jeunes gens, qui cédez à l'ambition d'un avenir chimérique et qui laissez courir votre main sans direction pendant que votre esprit vogue à l'aventure, procédez avec ordre ; commencez d'abord par exceller dans votre métier ; dominez votre travail par une attention soutenue, si vous ne voulez pas lui être inférieurs. A la différence des orgueils, les capacités sont loin d'être innombrables et les coups de fortune sont dans la vie d'une rareté désespérante. Dans l'armée du travail tout le monde ne peut être colonel, et la honte n'est pas d'être un simple soldat mais un soldat incapable. Je me souviens d'avoir vu un jour dans une rue du faubourg Saint-Germain un apprenti pâtissier qui, cédant à son désir d'admirer les étalages des boutiques de libraires, avait dans un mouvement d'admiration laissé choir le fragile édifice de la manne qu'un coussinet retenait sur sa tête. Quenelles et godiveaux roulaient pêle-mêle dans le ruisseau. Lui cependant, impassible dans son sang-froid, s'était baissé pour ramasser les épaves de son vol-au-vent et adversaire inconscient mais opiniâtre du célèbre « tout à l'égout », il arracha à pleines mains sa proie à l'orifice béant prêt à l'engloutir. — En agissant ainsi, il exposait son patron à de graves reproches, son client peut-être à une maladie, lui-même à la perte de son emploi. Eh bien, avec un peu plus d'ordre dans ses idées il eût réfléchi que chaque chose a son temps, que s'il est bon de lire dans les moments perdus pour le travail, on doit uniquement songer à exécuter sa commission quand on est envoyé en course. Pour avoir été un lecteur inopportun, il devenait un très mauvais pâtissier ; les nécessités oratoires me dispensent de lui infliger une plus cruelle épithète.

» L'ordre classe donc pour nous nos devoirs professionnels et domestiques et les reliant entre eux comme par une chaîne étroite,

il établit dans notre vie l'unité pour le bien, la constance uniforme et la direction régulière au milieu de la variété des événements.

» N'écoutez donc pas ceux qui en médisent, faute, la plupart du temps, d'avoir su la pratiquer. J'ignore si elles sont venues à vos oreilles, les paroles de ces superbes orgueilleux qui relèguent l'ordre parmi les qualités médiocres tout au plus dignes des esprits humbles et étroits. Ils le dénigrent à l'envi, comme une sorte de béquille intellectuelle à l'usage des infirmes dont la hauteur de leur esprit leur permet de s'affranchir. Pure calomnie, car c'est dans le domaine même de la pensée que je vois l'ordre réaliser des choses admirables. C'est lui qui aide nos conceptions à se produire en pleine lumière, parce qu'il est l'appui de la mémoire, l'inspirateur de l'imagination et le flambeau du jugement.

» Boileau semble démentir mes paroles dans ce vers bien connu où il nous dit que :

Souvent un beau désordre est un effet de l'art.

» Mais il a parlé de cette mise en scène si nécessaire dans toutes les œuvres esthétiques pour varier les effets cherchés. Que je peigne, que je dessine ou que je compose, il faut que je m'ingénie à attirer et à soutenir l'attention du public aux yeux ou aux oreilles duquel je m'adresse et c'est par des combinaisons souvent inattendues mais toujours savamment cherchées des couleurs, des sons ou des idées que le succès s'obtient et s'affirme. Quelle est la couturière qui, au lieu de maintenir l'étoffe dans sa régulière simplicité, ne préfère point la chiffonner en nœuds et en plis pour mieux en faire ressortir la souplesse et l'ornement ?

» L'ordre n'est donc pas l'apanage des esprits sans valeur, ni la vertu des gens sans élévation. Dans l'entendement humain, il assure le service des facultés comme dans les familles celui de la maison. Il est donc le majordome et comme l'économe de l'humanité. Ainsi, son horizon est d'abord un peu rétréci, sa limite première est le foyer domestique. Mais subitement il l'élargit et étend bien au delà le bienfait de ses leçons. Il enseigne à l'ouvrier qu'il faut aimer le travail et que c'est encore le travail qui use le moins la vie.

» Trésorier des plus modestes budgets, il démontre par les plus probantes expériences que l'aisance vient plus encore de l'économie que de la richesse. Mis ainsi au-dessus de ses besoins,

l'homme sort du cercle de son existence égoïste; il cherche à attirer ses semblables dans l'excellente voie qu'il a lui-même suivie.

» La culture intellectuelle, sagement entreprise et dirigée sans excès, lui révèle cette vérité que si c'est par l'esprit qu'on s'amuse c'est par le cœur que l'on ne s'ennuie pas. La réflexion dégage méthodiquement la philosophie des événements qu'on a traversés, et l'on arrive ainsi à se procurer ce baume d'indulgence si utile à répandre sur les blessures de la vie et qui se compose de beaucoup de bon sens et d'une goutte de pitié.

» Bientôt, l'action de l'ordre grandit encore. Cette paix harmonieuse qu'on a créée dans son foyer, dans ses affaires, dans son esprit, dans son cœur et dans ses amitiés, on veut l'étendre à cette grande famille qui est la patrie.

» En pénétrant dans ce nouveau milieu, on s'aperçoit que les vertus nécessaires à la bonne direction de la maison ne sont pas moins indispensables à la bonne marche d'un État. Le respect des droits du citoyen, dans sa personne, dans sa propriété, dans sa conscience, la sécurité de chacun fondée sur la force publique appartenant à tous, la justice accessible et impartiale, voilà comme l'a dit excellemment l'illustre Cousin, l'ordre public, c'est-à-dire la liberté collective de la société.

» Et voilà tout ce qui est en germe dans l'armoire bien rangée d'un jeune apprenti.

» Nous aussi, Mesdames et Messieurs, nous avons besoin de beaucoup d'ordre et de méthode pour diriger les affaires de notre petit monde, recueillir les ressources nécessaires pour élever nos chers pupilles et les diriger vers l'honnêteté et le bien. Pour cela nous avons les précieuses traditions de nos devanciers. La mort, hélas ! se charge d'augmenter ce dépôt sacré tous les jours. Cette année encore, quelle perte cruelle n'avons-nous pas faite en la personne de Blancart ! — Actif et vigilant, n'épargnant ni sa peine ni ses démarches, il avait fait de la bienfaisance une carrière et le temps que lui laissait sa fonction de visiteur à l'assistance publique, il le donnait libéralement tout entier. Rien ne rebutait son courage à toute épreuve, et son infatigable zèle n'a pu s'arrêter que devant la tombe. Ravi à notre affection par un mal foudroyant, il est tombé comme un brave dans cette grande armée du bien dont il était un des meilleurs soldats.

» Honorons cette mémoire par nos actes; imitons la simplicité

de cette loyale nature de laquelle on pouvait dire : une pensée suivie d'une volonté, une volonté suivie d'un acte, voilà la vertu. — Marchons droit dans la rectitude de notre cœur sans nous troubler des attaques indiscreètes ni des critiques irréflechies. A ceux qui méconnaîtraient la largeur de nos programmes et qui nous accuseraient d'apporter je ne sais quelle restriction dans la diffusion de nos bienfaits, répondons par ce mot du Dante : « Une calme vertu de charité guide notre volonté et ne nous donne la soif d'aucune autre chose. » Et si notre tolérance n'est pas comprise, si l'ignorance nous fait des détracteurs, ne nous décourageons pas : ces épreuves agrandiront notre zèle, car tout ce qui épure nos sentiments les fortifie. — Oui, faisons l'ordre dans nos intelligences et dans nos cœurs ; cherchons, organisons les systèmes qui peuvent assurer à l'enfant l'éducation la plus complète et l'instruction technique la plus utile. Répétons-lui qu'il faut se hâter dans la pratique du bien, parce que la longueur de l'existence n'est qu'une illusion de jeunesse et que les années sont des degrés qui s'écroulent à mesure qu'on les gravit. Étudions d'un œil sûr les situations morales, discernons l'éloge, s'il est mérité, mais avec sobriété, en indiquant à côté de ce qui est louable la défectuosité qui dépare l'édifice et pourrait à la longue en ruiner les fondations. Soyons sévères à l'occasion, pour oublier l'indulgence que comporte la légèreté de l'enfant ; mais quand l'avertissement a été réitéré, que le bienfait est méconnu et la remontrance sans fruit, quand nous rencontrons la sécheresse du cœur et la déviation de l'esprit, peut-être la dépravation morale, ne craignons pas d'être fermes et de détruire par une exclusion le danger de la contagion, nous le devons à notre titre d'éducateurs et à l'honneur de notre Association.

» Pour éviter d'aussi pénibles mesures, redoublons de dévouement dans notre mission de protection. C'est le devoir essentiel que nous imposent les statuts de cette Société. Que de défaillances évitées ou atténuées si, au moment de la chute ou de la tentation, un bras ami soutient l'imprudent, si une voix autorisée rappelle à celui qui s'égare le langage de la morale et de l'honneur ! Hommes, femmes et enfants, nous sommes tous solidaires : tous nous connaissons les heures d'alanguissement qui succèdent à celles de force et de confiance ; — pour se juger elle-même, que notre conscience tienne plus de compte des réalités que des intentions : c'est à l'ombre, non au soleil, qu'il faut placer le thermo-

mètre pour juger la chaleur de nos cœurs. Quelque nobles que soient nos élans, quelque ardentes que nous apparaissent nos aspirations, nous ne nous contenterons pas facilement lorsque comparant aux résultats obtenus le devoir à accomplir, nous nous répéterons à nous-mêmes que si les bons étaient meilleurs il n'y aurait pas tant de méchants. »

Chambre syndicale des Tailleurs.

Distribution des récompenses aux élèves de l'École professionnelle des apprentis tailleurs.

Le dimanche 15 avril a eu lieu dans la grande salle des fêtes de l'Union des Chambres syndicales, rue de Lancry, la distribution solennelle des récompenses aux élèves de l'École professionnelle des apprentis tailleurs.

Une nombreuse assistance avait répondu à l'invitation de la Chambre syndicale.

M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie qui avait bien voulu accepter la présidence d'honneur de cette cérémonie, avait délégué pour le représenter M. le conseiller d'État Nicolas, l'éminent directeur du commerce intérieur, qui était en outre chargé, ainsi qu'on le verra plus loin, de remettre en son nom une médaille d'honneur à un ouvrier tailleur qui est resté cinquante-trois ans dans la même maison.

M. le Ministre a saisi avec empressement cette occasion d'associer le passé et l'avenir et de montrer à la jeunesse combien les pouvoirs publics avaient à cœur de récompenser les longs et loyaux services.

Sur l'estrade avaient pris place aux côtés de M. Nicolas :

M. Muzet, président du Syndicat général, conseiller municipal, qui avait accepté la présidence de cette fête.

MM. Stupuy et Paillot, conseillers municipaux.

M. Ducher, président de la Chambre syndicale des Tailleurs, secrétaire du Syndicat général.

M. Corroy, président de la Société philanthropique des Tailleurs.

M. Vivier, délégué, trésorier de l'École professionnelle.

M. Ranvier, vice-président du Syndicat général.

M. Jumelle, vice-président du Syndicat général.

M. Giraudon, président de la Chambre syndicale de la Maroquinerie.

M. Kessler, président honoraire de la Société philanthropique.

M. Noël, président honoraire de la Chambre syndicale.

M. Versini, délégué de l'École professionnelle.

M. Lacapère, délégué de l'École professionnelle.

M. Tandeau de Marsac, notaire honoraire.

MM. les Délégués de la Société philanthropique

MM. les Syndics de la Chambre.

MM. les Représentants de la Presse.

Etc., etc.

M. LE PRÉSIDENT fait part des lettres d'excuse de plusieurs invités, entre autres de :

M. Tirard, ancien président du Conseil des ministres.

M. Daumas, conseiller municipal.

M. Crotel, vice-président de la Chambre syndicale.

M. Debacker, syndic.

M. Troin, syndic.

M. Amiot, syndic.

M. Carrette, syndic.

M. Choquet, président de la Chambre syndicale du Papier peint.

M. Cavaillé-Col.

M. Gaufres, conseiller municipal.

M. Chassaing, conseiller municipal.

M. Achard, président de la Chambre syndicale des Négociants en diamants.

M. Édouard Naud, ancien juge au Tribunal de commerce.

M. Buisson, vice-président de la Chambre syndicale des Tailleurs.

M. Bertrand, président de la Chambre syndicale du bâtiment, etc., etc.

M. le Président donne la parole à M. Ducher, président de la Chambre syndicale des Tailleurs, qui prononce le discours suivant, fréquemment interrompu par les applaudissements unanimes de l'assemblée :

« Mesdames, Messieurs,

» C'est pour moi un grand honneur d'avoir à porter la parole devant vous; cet honneur je le dois à la fonction que j'occupe et dont je sens aujourd'hui doublement le prix.

» Votre présence au milieu de nous témoigne de votre sympathie pour notre œuvre commune; nous y sommes très sensibles, et je vous en remercie au nom de la Chambre syndicale.

» Je remercie particulièrement M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts d'avoir bien voulu accepter la présidence d'honneur de cette distribution des récompenses et de s'y être fait représenter par l'éminent directeur du commerce intérieur au département du commerce et de l'Industrie, M. le conseiller d'État Nicolas.

» Je remercie également MM. les Membres du Conseil municipal de s'être rendus à notre invitation et de venir témoigner ainsi de l'intérêt qu'ils portent, eux aussi, à une institution qui, si elle n'a pas acquis la perfection que la municipalité serait heureuse d'aider, est, du moins, une œuvre qui, à tous égards, mérite d'attirer sa bienveillante attention.

» Je remercie aussi M. Jacquemard, le sympathique inspecteur général de l'enseignement technique au Ministère du Commerce, des précieux encouragements qu'il nous a donnés et de sa bienveillance qui ne s'est jamais démentie.

» Je remercie enfin M. Muzet d'avoir bien voulu accepter la présidence de cette fête.

» Il avait, du reste, un double droit à cette mission, car il a été de tout temps le plus ardent défenseur de notre institution professionnelle devant le Conseil municipal de Paris, et la reconnaissance que nous lui avons est indéfinie. (*Vifs applaudissements.*)

» Messieurs,

» Aujourd'hui, toutes les industries s'inquiètent de développer l'enseignement technique et, de toutes parts, de vigoureux efforts sont tentés.

» Certaines industries arrivent presque dès le début et sans peine à d'heureux résultats ; d'autres voient leurs efforts couronnés d'un succès moins rapide ; d'autres enfin, bien moins heureuses encore, sont arrêtées à chacun de leurs pas vers le but qu'elles ont le désir et le besoin d'atteindre.

» Ici une industrie est riche et son apprentissage n'est pas ingrat, c'est celle qui arrive promptement au succès. Là, l'industrie est, au contraire, moins fortunée et son apprentissage peu attrayant ; alors le succès va lentement, bien lentement, c'est malheureusement le cas chez nous.

» En effet, Messieurs, lorsqu'il s'agit dans notre industrie d'intéresser l'élément étranger aux choses qui la touchent, nous avons constamment à lutter contre deux obstacles : d'abord le vieux préjugé qui s'attache encore aux métiers manuels qui, quoi qu'on fasse, subissent toujours la funeste influence des idées étroites d'autrefois ; ensuite l'aridité de son enseignement technique et commercial qui forcément le rend ingrat. Si nous joignons à cela l'indifférence que l'on rencontre un peu par-ci par-là, nous arrivons à établir que l'industrie du tailleur n'est pas favorisée.

» Si, malgré les luttes que nous avons eu à soutenir depuis la fondation de notre institution professionnelle, c'est-à-dire depuis huit ans ; si, malgré les soucis sans fin que nous créait constamment l'incertitude du lendemain, nous sommes arrivés au résultat que nous constatons aujourd'hui, c'est à vous, Messieurs, que nous le devons ; à votre persévérance, qui a constamment entreteenu en nous cette foi dont on ne peut se passer pour mener à bien une entreprise comme celle-ci ; à vous, mon cher monsieur Vivier qui, depuis la première heure, vous dévouez entièrement à cette œuvre qui sans vous n'existerait pas. Conseiller prud'homme de notre corporation, vous étiez

désigné comme le chef de cette rénovation de la main-d'œuvre par l'apprentissage. Vous n'avez même pas attendu que l'on vint à vous; franchement et avec un empressement dont j'ai à cœur de vous féliciter publiquement, vous avez mis au service de notre enseignement toutes les ressources de votre intelligence et de ce bon naturel qui est peint sur votre visage.

» Oui, sans vous, cette institution n'existerait pas, car c'est vous surtout qui avez pu maintenir les courages quelquefois défaillants; aussi je vous dis merci au nom de tous ! (*Applaudissements unanimes.*)

» Merci aussi à vous, Messieurs Versini et Lacapère, délégués de notre Société professionnelle ; pour en diriger le cours technique, vous êtes constamment aux prises avec les difficultés, et je vous vois étudiant sans cesse ce qui pourrait être amélioré pour amener l'économie et la perfection dans le travail. Votre tâche est ardue, je le sais ; mais je sais aussi qu'elle est à la hauteur de votre judicieuse persévérance qui est le fruit d'une longue expérience acquise dans le travail. (*Applaudissements.*)

» Merci enfin à vous, chers professeurs, que nul d'entre nous ne peut oublier dans une réunion de ce genre ; notre institution est en partie votre chose et vous sentez bien que nous ne saurions laisser échapper l'occasion qui s'offre ici de vous le dire.

» C'est à vous tous aussi, généreux bienfaiteurs qui nous secondez pécuniairement, que nous devons d'avoir réussi ; à vous, Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie, que nous remercions sincèrement de la subvention que vous nous accordez annuellement ; à vous, Messieurs les membres du Conseil municipal qui jusqu'en 1887 nous avez accordé une subvention qui était pour nous un secours et un encouragement bien précieux. Nous avons bon espoir que la Commission municipale qui a cru devoir nous refuser cette année ses faveurs pécuniaires voudra bien nous entendre et que les explications que nous pourrons lui fournir permettront de demander au Conseil le rétablissement de notre subvention.

» Nous remercions aussi notre admirable Société philanthropique de vouloir bien contribuer chaque année à la prospérité de notre œuvre ; elle se crée ainsi dans notre corporation une place à part : d'un côté, elle soulage les vieillards ; de l'autre, elle facilite à la jeunesse l'apprentissage de son métier. (*Marques d'approbation.*)

» Messieurs.

» Je vous disais tout à l'heure que nous étions arrivés à créer une institution capable de relever notre main-d'œuvre, mais il ne suffit pas de l'avoir créée, il faut l'établir solidement en assurant son avenir, et ici c'est à toute la corporation que je m'adresse. (*Très bien! très bien!*)

Nous savons tous que l'apprentissage coûte cher, surtout à Paris, et

nous ignorons encore moins les exigences spéciales du métier de tailleur; nous le savons d'autant mieux que pour y satisfaire nous avons dépensé deux cent mille francs depuis 1881.

» Eh bien, pour assurer cet avenir, groupons-nous et comptons surtout sur nous-mêmes. Utilisons et notre expérience et notre activité; ne croyons pas que les pouvoirs publics et les corps élus soient tenus de contribuer à la prospérité de notre industrie: sachons seulement qu'ils nous aideront et qu'ils encourageront nos efforts et poursuivons nous-mêmes notre œuvre. Faisons des ouvriers, mais faisons-les bons; employons à cela tout l'argent nécessaire, stimulons les bonnes volontés pour nous le procurer et aidons-nous de toutes les ressources techniques que notre époque améliore chaque jour. (*Très bien!*)

» Et si des défaillances se produisent, rappelons à ceux qui s'en rendraient coupables qu'il y a seulement vingt ans, notre industrie, alors très prospère, était seule à dicter la mode au monde entier, tandis que de nos jours nous avons laissé l'étranger nous faire cortège; montrons-leur que si cette position, bien légitimement enviée, nous a été en partie enlevée, au détriment du bon goût, c'est parce que notre main-d'œuvre ne s'est pas renouvelée. (*Approbation.*)

» Mais je ne veux même pas envisager cette hypothèse, car ce serait assombrir le tableau et je ne le dois pas aujourd'hui; j'aime mieux croire qu'il n'y aura pas d'arrêt dans le progrès et que dans un petit nombre d'années nous viendrons, à pareille heure, distribuer des récompenses à 150 ou 200 enfants de notre institution professionnelle.

» Alors seulement, ayant peuplé nos ateliers de bons ouvriers français au lieu et place des nombreux ouvriers étrangers dont ils sont tributaires, nous aurons assuré l'avenir de notre industrie, qui est notre seconde famille; alors nous aurons le droit, nous aussi, de nous reposer et de dire : Nous avons fait notre devoir, mais jusque-là sachons ne jamais nous arrêter. (*Applaudissements.*)

» C'est à vous, chers élèves, que nous confierons le soin de ne pas laisser perdre le fruit de nos efforts.

» Vous allez recevoir, ou du moins un certain nombre d'entre vous, les récompenses que méritent votre assiduité au travail, votre conduite et votre intelligence. Ces récompenses devront avoir pour vous un double prix, car elles sont le témoignage du devoir accompli et l'encouragement pour cette belle carrière du travailleur dans laquelle vous entrez à peine. (*Très bien !*)

» Lorsque vous quitterez l'atelier de l'École professionnelle, emportez et conservez en vous le souvenir des années que vous y avez passées et dans lesquelles vous n'aurez puisé que l'exemple du bien, du travail et de la conduite.

» Si ce bagage vous accompagne partout dans la vie, soyez tranquilles, la réussite couronnera toujours vos efforts.

« Vous vous souviendrez alors, nous en avons le ferme espoir, de ce que notre industrie a fait pour vous, et vous ferez, vous qui êtes les hommes de l'avenir, vous ferez pour d'autres ce que nous aurons fait. Vous aurez, du reste, nous l'espérons, la possibilité de faire plus et mieux même, car alors, s'il plaît à Dieu, les difficultés que nous constatons seront à tout jamais vaincues. »

La fin de ce discours est saluée par des applaudissements répétés.

La parole est donnée ensuite à M. Corroy, le sympathique et dévoué président de la Société philanthropique, qui adresse aux élèves l'allocation paternelle suivante :

« Mes enfants,

» Je viens joindre mes encouragements à ceux qui vous sont donnés par des voix plus autorisées que la mienne.

» Plusieurs fois, j'ai visité votre école, et chaque fois j'ai eu le plaisir de constater votre bonne tenue. Je suis heureux de vous adresser mes compliments au nom de la Société philanthropique qui a contribué à la fondation de votre école; j'en adresse également à vos professeurs, qui remplissent leur mission avec le plus grand zèle.

» N'oubliez pas, mes enfants, que votre avenir dépend du soin que vous apporterez à vos travaux pendant les trois années d'apprentissage que vous devez faire. Songez que l'école a pour but de former des ouvriers d'élite et que ceux d'entre vous qui auront obtenu un brevet de capacité seront toujours bien accueillis par les maîtres tailleur qui aiment le beau travail.

» Certes, en sortant de l'école, il faudra vous perfectionner, mais cela vous sera facile en vous inspirant des principes qui vous sont démontrés.

» La Société philanthropique s'intéressera toujours aux anciens élèves de l'école, et nous espérons, mes enfants, que vous n'oublierez pas que vous avez appris un bon métier grâce à sa sollicitude, car ce sont ses membres qui fournissent le travail au moyen duquel vous êtes instruits.

» Vous n'ignorez pas que, dans votre industrie, il n'est pas toujours nécessaire d'avoir de la fortune pour devenir patron et qu'il suffit souvent d'avoir du talent et de la conduite; mais pour acquérir du talent, il faut, pendant que vous êtes jeunes, travailler avec la plus grande attention; j'espère que vous n'y manquerez pas, que vous saurez conserver les sympathies de notre Société et mériter les faveurs des pouvoirs publics, qui encouragent toujours les institutions ayant pour but, comme la vôtre, le relèvement du travail national. » (*Applaudissements unanimes.*)

M. MUZET, dont le dévouement à l'enseignement professionnel est connu de tous, s'est levé alors et, avec son éloquence habituelle, a

développé les raisons pour lesquelles, il s'en est constitué le défenseur devant le Conseil municipal.

Nous en avons retenu les extraits suivants :

« Mesdames, Messieurs,

» En prenant la parole, je considère comme mon premier devoir de m'excuser du très grand honneur qui m'est fait de présider cette cérémonie.

» Je vois, en effet, autour de moi des hommes éminents qui seraient beaucoup plus autorisés que je ne le suis moi-même pour occuper cette fonction.

» M. le conseiller d'État Nicolas, qui représente ici M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, me pardonnera certainement de prendre une place que je devrais lui céder, si je ne croyais pas que vous avez voulu honorer dans ma personne le dévouement à la cause de l'enseignement professionnel.

» M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, qui m'avait exprimé son grand désir de venir, par sa présence, vous apporter le témoignage de la sympathie et de l'estime que les pouvoirs publics professent pour l'œuvre si méritante de votre Chambre syndicale, en a été empêché au dernier moment. En vous adressant l'expression de ses regrets, il m'a chargé de vous donner l'assurance qu'il espérait vous prouver d'une façon plus efficace sa bonne volonté pour seconder vos efforts.

» Je tiens à remercier tout d'abord M. Ducher, l'honorable président de la Chambre, des éloges qu'il a bien voulu m'adresser.

» Je suis en effet un partisan convaincu de l'enseignement professionnel donné par la corporation intéressée, et je crois que c'est là le seul moyen de combattre l'envahissement de l'élément étranger dans l'industrie française. (*Très bien ! très bien !*)

» C'est dans ce but qu'avec l'aide de quelques dévouements qui se sont groupés autour de moi, j'ai fondé la Société des arts industriels.

» Il faut dans chaque branche de l'industrie faire des ouvriers complets, et c'est pour cette raison que j'ai été le défenseur de votre cause au Conseil municipal.

» Mes collègues, MM. Stupuy et Paillot, qui m'assistent ici, ont été témoins de mes efforts et m'ont secondé ; malheureusement je n'ai pas été assez éloquent pour convaincre la majorité.

» J'espère que, sinon cette année, du moins l'année prochaine, mes amis et moi réussirons à faire rétablir la subvention qui vous avait été accordée. (*Applaudissements.*)

» Cette subvention vous est bien due, car vous avez commencé à créer vous-mêmes cette institution et vous n'avez demandé l'aide de la Ville de Paris que lorsque vous aviez des résultats à lui présenter,

et ce n'est pas avec les 5,500 francs que l'on vous accordait que nous pourrions y arriver.

» Si l'État et la Ville doivent repousser énergiquement ceux qui s'adressent à eux comme à une Providence devant satisfaire à tous leurs besoins, elle doit aider les initiatives individuelles qui, comme les vôtres, ont déjà fait de réels sacrifices. (*Très bien! très bien!*)

» Permettez-moi donc de vous féliciter à mon tour, Monsieur Ducher, de l'énergie, de la persévérance et de l'intelligence que vous n'avez cessé de déployer pour l'utilité de votre corporation. (*Applaudissements.*)

» Cette école est bien votre œuvre aussi, et si vous avez trouvé des collaborateurs dévoués auxquels vous venez de décerner un juste tribut d'éloges, vous avez été toujours le premier à montrer l'exemple du dévouement. (*Bravos.*)

» Vous êtes jeune heureusement, et vous aurez la satisfaction de voir grandir et prospérer cette institution à laquelle vous consacrez tous de si louables efforts, et de la voir arriver à cette période que nous désirons tous où, les difficultés étant vaincues, elle assurera l'instruction professionnelle à 150 ou 200 enfants. (*Applaudissements unanimes.*)

» Vous me permettrez certainement en terminant de joindre mes éloges à ceux que vous avez adressés à vos collaborateurs.

» Je suis heureux de retrouver à mes côtés M. Corroy, que j'ai eu le plaisir d'apprécier comme conseiller prud'homme; M. Vivier, qui n'a qu'à se présenter pour conquérir la sympathie; MM. Versini et Lacapère, que j'ai eu souvent l'occasion de voir à l'œuvre et auxquels je suis heureux de rendre ce témoignage qu'ils se consacrent tout entiers à leur fonction. » (*Applaudissements répétés.*)

Il cède ensuite la parole à M. Nicolas, qui prononce l'allocution suivante, accueillie par une triple salve d'applaudissements :

« Mesdames, Messieurs,

» Je dois tout d'abord remercier M. le Président de la Chambre syndicale des Tailleurs de Paris et l'honorable M. Muzet des paroles bienveillantes qu'ils ont prononcées à mon adresse.

» C'est pour moi un honneur et un plaisir que de représenter dans cette cérémonie M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et de vous apporter l'expression de sa profonde sympathie.

» La Chambre syndicale a compris que, pour conserver à nos ateliers parisiens leur ancien renom, il fallait donner à nos apprentis une instruction professionnelle appropriée aux besoins de votre industrie, qui exige des qualités très difficiles et très longues à acquérir : l'élégance et le fini dans l'exécution. L'administration du commerce, qui suit avec intérêt tout ce qui touche au travail national, vous félicite et vous remercie par ma bouche de votre intelligente initiative ; vous

pouvez être assurés qu'elle vous secondera aussi largement qu'il lui sera possible. (*Applaudissements.*)

» M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie m'a confié également l'agréable mission de décerner en son nom une des médailles d'honneur créées par le décret du 16 juillet 1886.

» Alors que dans notre pays tous les mérites avaient leur récompenses officielles, les vétérans du commerce et de l'industrie n'en avaient pas.

» Il appartenait au gouvernement de la République de combler cette lacune. (*Bravos, vifs applaudissements.*)

» Le décret que je rappelais tout à l'heure, rendu sur la proposition de M. Édouard Lockroy, aujourd'hui Ministre de l'instruction publique, autorise le ministre du Commerce à accorder des médailles d'honneur, qui sont portatives, aux ouvriers et aux employés qui comptent plus de trente années de service dans le même établissement. La création de ce nouvel ordre de récompenses a été accueillie avec la plus grande faveur par les patrons aussi bien que par les ouvriers.

» Tous ont applaudi à cette mesure essentiellement démocratique qui met le travail à sa véritable place, c'est-à-dire au rang des vertus civiques. (*Triple salve d'applaudissements.*)

» Au nom du Ministre du Commerce et de l'Industrie, je décerne une médaille d'honneur en argent à M. Delattre, employé pendant cinquante-trois ans chez M. Crotel. (*Bravos, vifs applaudissements.*)

» Je ne lui remets aujourd'hui que le diplôme; le temps nous a manqué pour faire frapper la médaille. M. Delattre la recevra très prochainement.

» Une autre médaille a été demandée pour M. Thoinard, employé depuis quarante-trois ans dans la maison Larrat et Mérienne. Cette demande a été immédiatement mise à l'enquête, et si, comme cela paraît certain, les résultats sont favorables, M. le Ministre se fera un plaisir d'accorder à M. Thoinard le signe de l'honneur et du dévouement professionnel. » (*Applaudissements prolongés.*)

Il est procédé ensuite à la distribution des récompenses consistant en livrets de Caisse d'épargne.

M. Vivier, délégué, appelle les noms des lauréats.

PRIX D'HONNEUR

Ce prix est offert par la Société des arts industriels. Le choix du lauréat a été confié aux suffrages de tous les élèves qui ont désigné l'apprenti Alexandre Bajard.

PRIX D'EXCELLENCE

Offert par le Comité de l'école.

Ce prix est décerné à André Fuzellier comme témoignage de satisfaction pour ses trois années d'apprentissage passées à l'École et pour être resté comme petit professeur.

PRIX ORDINAIRES

Élèves de troisième année.

- 1^{er} Prix : Léon Couder, né à Paris.
2^e — Théodore Isaac, né à Paris.
3^e — Léopold Vermeiren, né à Paris.

Élèves de deuxième année.

- 1^{er} Prix : Victor Beluche, né à Paris.
2^e — Henri Arnold, né à Paris.
3^e — Jules Mazot, né à Ganges (Hérault).

Élèves de première année.

- 1^{er} Prix : Alexandre Aude, né à Paris.
2^e — Louis Béluche, né à Paris.
3^e — Pierre Desvilles, né à Pugéas (Haute-Vienne).

Fils de patrons ne concourant pas pour les prix.

MENTIONS HONORABLES. — Consistant en une médaille d'argent.

- 1^{re} Mention : Victor Dubois, élève de deuxième année, né à Paris.
2^e — Lucien Bergeret, élève de première année, né à Paris.

S'adressant ensuite aux professeurs, M. Vivier leur montre qu'ils n'ont pas été oubliés et que leurs services ont été appréciés à leur valeur.

« Messieurs les professeurs,

» Je suis chargé par les membres du Comité de l'école de vous adresser publiquement nos félicitations pour le zèle que vous apportez à l'instruction que vous donnez à nos enfants.

» Je suis chargé également de vous informer que le Comité a demandé à la Société de Protection des apprentis des récompenses pour vos services rendus.

» Je suis heureux de vous annoncer que ces demandes ont été favorablement accueillies et que des récompenses vous seront décernées en séance publique au mois de juillet prochain. »

La séance est suspendue pendant quelques instants pour permettre de préparer la scène en vue du concert qui doit terminer cette fête.

Ce concert, auquel M^{lles} Blanche, Marie et Stella, MM. Soums, Belucci et Antony avaient prêté leur gracieux concours, a été de tout point réussi.

La belle voix de ténor de M. Soums a été très appréciée, et les applaudissements chaleureux de l'auditoire lui ont prouvé tout le plaisir qu'il nous a fait.

MM. Belucci et Antony ont rivalisé de gaieté et de verve dans leurs

interprétations de chansons comiques. Les rires qu'ils ont excités, les bravos et les rappels les ont remerciés de leur peine.

M^{lles} Blanche, Marie et Stella ont, elles aussi, recueilli les applaudissements qui leur étaient bien dus pour leur grâce et leur talent.

Pendant toute la durée de la cérémonie, l'excellent orchestre de M. Mélé a fait entendre les plus jolis morceaux de son répertoire, et de fréquents applaudissements les ont tous accueillis.

Nous adressons toutes nos félicitations aux organisateurs de ce programme et nos remerciements à nos dévoués commissaires qui, secondés par M. Brion, le directeur de l'École professionnelle, se sont multipliés pour recevoir les invités et assurer leur satisfaction complète.

Ces messieurs ont certainement trouvé leur récompense dans le succès qui a couronné leurs efforts, car tout a marché à souhait, et les assistants ne leur ont pas ménagé l'expression de leur contentement.

*Le Directeur de l'École faisant
fonction de secrétaire,*

Le Président, P. BRION.
H. DUCHER.

Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

La distribution des prix aux apprentis qui ont pris part aux récents concours de travaux manuels et ceux présentés à l'encouragement, ainsi qu'aux élèves qui ont suivi les cours techniques pendant la période 1887-1888, a eu lieu en séance solennelle le dimanche 13 mai, au théâtre de l'Ambigu, sous la présidence de M. Ollendorf, directeur de l'enseignement technique, représentant M. le Ministre du Commerce et assisté de M. Jacques, président du Conseil général; M. Darlot, président du Conseil municipal; M. Poirrier, président de la Chambre de commerce; M. Carriot, directeur de l'enseignement primaire de la Ville de Paris; M. Havard, président honoraire de la Chambre syndicale du Papier; M. Wolff, président de la Société de secours mutuels de la Papeterie; M. Choquet, président de la Chambre syndicale; M. J. Chapuis, président de la Commission des cours et concours professionnels et d'encouragement aux apprentis.

De nombreuses notabilités avaient pris place sur l'estrade, ainsi que MM. les Membres des divers jurys et MM. les Professeurs des cours.

La salle était littéralement comble, et beaucoup d'invités n'ont pu trouver place.

La séance a commencé par une patriotique allocution de M. Choquet; ensuite M. J. Chapuis a donné lecture du rapport de la Commission.

MM. Jacques, Darlot, Poirrier ont pris successivement la parole, et enfin M. Ollendorf a résumé tous les discours prononcés et déclaré

que M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie seconderait toujours les efforts des Chambres syndicales et l'initiative privée; puis il a donné lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique, annonçant que les palmes académiques seraient adressées à M. Zeller, le dévoué secrétaire de la Chambre syndicale et de la Commission des cours et concours.

Avant la lecture du palmarès, M. Ollendorf a remis, au nom de M. le Ministre du Commerce, une médaille grand module à M. Henri Barrot, ancien lauréat des cours et concours et moniteur adjoint aux cours théoriques et pratiques de fabrication de registres; puis une médaille d'argent et un livret de la Caisse d'épargne de 50 francs à l'élève Alfred Grandjean, qui a obtenu les prix d'excellence dans toutes les facultés des cours.

Les principaux lauréats des cours professionnels sont :

Marguerite Leclerc, Cochery, Plessis, Blanche Thuillier, Bourdillat, élèves de première année.

Paul Grandjean, Blotière, Bidon, Léontine Hubert, Anna Mehl, Hasenohr, Frémery, Irma Patry, élèves de deuxième année.

Concours de travaux manuels.

Cartonniers : Gouchon, Marguerite Leclerc, Moret, Nicolle, Bussard, Roy, Blanche Duchenay, Anna Mehl, Moret, Adrienne L'Hoir.

Graveurs : Grappin, Cellou, Faurie, Servant, Sager, Laurent, Clairvault, Dorlot.

Papetiers : Loursel, Léon, Maugé, Morand, Gouic, Convers, Roige, Drouilly, Berthelon, Garçon, Duménil, Moreau, Blotière.

Couseuses : Marie Lavarenne, Blanche Thuillier, Marie Joubleau, Blanche Mahut, Marie Leroux, Aline Gizart.

La distribution des récompenses a été suivie d'un brillant concert auquel ont pris part M^{mes} Panchioni, Durand-Ulbach, Galitzin et Evel; MM. Pirola, Lequien, Galipaux; M. Bourgeois, pianiste; puis l'excellent orchestre du Cercle philharmonique du premier arrondissement, dirigé par M. Desfontaines.

Tous ces généreux artistes ont été chaleureusement applaudis et les rappels ne leur ont pas été ménagés.

La fête s'est continuée par un charmant banquet offert aux artistes et qui a eu lieu chez Notta; cette réunion a été pleine de gaieté et d'entrain.

M. Choquet, président de la Chambre, s'est fait l'interprète de tous en adressant aux artistes les plus vives félicitations et les remerciements les plus sincères pour leur gracieux concours.

Plusieurs toasts ont été portés par MM. Choquet, Chapuis et Zeller.

Enfin la soirée s'est terminée par un bal plein d'animation qui n'a pris fin que fort avant dans la nuit.

L'ASSURANCE DES OUVRIERS

CONTRE LES ACCIDENTS

M. CHEYSSON rappelle d'abord que, tous les ans, en France, les chemins de fer tuent ou blessent un millier d'agents, les mines et carrières environ 1.300 ouvriers; et ce ne sont là que les accidents les plus graves, donnant lieu à une instruction judiciaire ou administrative. Il faut ajouter d'ailleurs que ces chiffres, tout élevés qu'ils soient d'une manière absolue, constituent une énorme réduction sur le passé et sont inférieurs aux chiffres analogues des autres pays, ce qui témoigne des progrès de ces grandes exploitations et de leur sollicitude pour la vie humaine.

En Allemagne, où une organisation récente a permis de dresser une statistique plus complète, embrassant l'ensemble de toutes les industries, on a constaté en 1886, pour 3,473,435 ouvriers, un total de 101,159 victimes, sur lesquelles on en compte 10,540 atteintes de blessures graves, soit un dixième environ du total, savoir :

Morts	2.716
Invalidité comprise entre 13 semaines et 6 mois.	2.085
— d'une durée supérieure à 6 mois.	1.778
— permanente (totale ou partielle)	3.961
Total des blessures graves.	<u>10.540</u>

Ces morts ont laissé 1,802 veuves et 3,919 enfants (1).

Ces blessés, ces morts étaient les soutiens de leur famille. Comment va-t-on soigner ceux qui peuvent être guéris, faire vivre ceux qui sont devenus incapables de travail, remplacer les morts vis-à-vis de leur femme, de leurs ascendants, de leurs orphelins ? C'est là une grosse question, qu'a posée avec acuité la grande industrie, et qui s'agite partout à la fois, sans que l'accord se soit fait sur les principes ni sur les solutions.

C'est de ces principes et de ses solutions que M. Cheysson voudrait faire un rapide exposé, en se gardant d'ailleurs — pour ne pas sortir de son rôle — d'apporter de système personnel et en se bornant à dégager les idées générales qui lui semblent plus spécialement mériter l'attention des économistes.

(1) En Italie, d'après des relevés qui portent sur la période de 1879 à 1881, on compterait 8,783 victimes par an, dont 697 morts.

La première question qui domine la matière, c'est celle de la responsabilité de l'accident et de la charge de la preuve.

En Angleterre, avant 1880, la jurisprudence torturant un texte d'une loi de Charles II avait fini par proclamer l'irresponsabilité presque absolue du patron dans la grande industrie. Mais, depuis la loi du 7 septembre 1880 (*Employers liability act*), il n'est plus contesté nulle part que la responsabilité du patron soit engagée, s'il a pu, d'une façon plus ou moins directe, contribuer à l'accident.

Cette responsabilité peut être *civile* ou *pénale*. La première est très étendue et punit la simple négligence, la faute légère; la seconde est de droit strict et s'applique à la faute lourde.

Pour mettre en jeu ces responsabilités, on doit donc invoquer une faute. Mais à qui en incombe la preuve? Ce n'est pas là seulement une subtilité d'école : c'est une question de grave conséquence et l'on comprend les batailles ardentes qu'elle a suscitées.

Si la preuve incombe à l'ouvrier, c'est lui qui doit engager l'action et mettre en mouvement l'appareil judiciaire avec ses lenteurs et ses frais. Pendant ce procès, il est dans son lit, sans ressources pour lui et sa famille, de sorte que son dénûment peut l'amener à des compositions injustes. D'ailleurs, comment trouver des témoins, établir les responsabilités effectives? Dans la plupart des cas, la preuve est impossible à fournir et la victime est exposée à perdre son procès.

Au contraire, si la preuve incombe au patron, sa responsabilité est préjugée et c'est l'ouvrier qui bénéficie de la difficulté de la preuve.

De là, le grand intérêt pratique qui s'attache à cette question de *onus probandi*.

En France, notre article 1382 la met à la charge de la victime et la jurisprudence l'a invariablement interprétée dans ce sens: Il est vrai que, réagissant à leur tour contre la situation fâcheuse ainsi faite à l'ouvrier, les tribunaux se montrent souvent bien sévères pour les patrons et les rendent responsables d'une foule d'accidents, même de ceux qui sont commis par l'imprudence des victimes au mépris des prescriptions les plus minutieuses.

Nous sommes donc, en France, sous le régime de la preuve à la charge de l'ouvrier, mais tempéré, au profit des victimes, par la bienveillance des tribunaux.

Quelques juriconsultes contestent le principe et prétendent qu'on a mal lu le code jusqu'ici (1). L'article 1382 vise *autrui*: l'ouvrier n'est pas « *autrui* » pour le patron. Cet article est rangé sous le titre IV du livre III, intitulé: « Des engagements qui se forment sans

(1) Cette théorie a été soutenue en Belgique par M. Sainctelette, ancien ministre; en France par M. Marc Sauzet, et contredite avec verve par M. de Courcy dans son livre: *le Droit et les Ouvriers*.

convention ». Il n'est donc pas applicable aux faits nés du contrat de louage. Par ce contrat le patron encourt l'obligation de veiller à la sécurité de l'ouvrier, de le restituer indemne. C'est donc à lui de prouver qu'il est libéré de cette obligation. L'ouvrier est un créancier de sûreté. « Celui qui se prétend libéré, dit l'article 1315 du code, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit sa libération. »

Les adversaires de ce système répliquent que, pour découvrir ce principe dans le code, il faut commencer par l'y mettre; que l'ouvrier est un citoyen libre et non cet esclave passif, cet *automate* inconscient qu'on se plaît à nous peindre pour les besoins de la cause; que, d'après le § 1^{er} du même article 1315, « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver »; que nulle part ce contrat de sûreté n'est écrit; qu'il ne réside pas non plus dans la commune intention des parties (art. 1516), puisqu'en général les salaires dans les industries les plus dangereuses sont les plus élevés, à raison de la prime d'insécurité qu'ils comprennent.

On s'est livré ainsi sur le terrain du code à de brillantes passes d'armes. Mais pour le moment, cette discussion n'a chez nous qu'un intérêt théorique, nos tribunaux ne paraissant pas, à moins de changement dans la loi, être prêts à modifier leur jurisprudence, qui se base sur l'article 1382.

Aussi, dans divers pays, s'est-on décidé à réformer, non la jurisprudence, mais la législation, en y introduisant le principe de la responsabilité présumée du patron, sous le nom de *risque professionnel*.

Le risque professionnel, c'est le risque afférent à une profession déterminée, indépendamment de la faute des ouvriers ou des patrons. Malgré les précautions prises, il se produira toujours des accidents, sans que la plupart d'entre eux résultent d'aucune faute. C'est par une fiction humanitaire que les tribunaux s'ingénient à trouver une faute, à la créer même là où elle n'existe pas, pour indemniser les victimes. Du moment où l'industrie entraîne des risques inévitables, l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent. Quand le terrassier travaille avec sa bêche ou sa pioche, le bûcheron avec sa hache, l'outil dans ses mains n'est que le prolongement de ses propres organes; il en est maître, et l'on peut admettre à la rigueur qu'il en soit responsable. Mais combien autre est son rôle vis-à-vis d'un haut fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de ces métaux en fusion, de ces appareils formidables et de ces forces irrésistibles dont le moindre attouchement est mortel! L'ouvrier n'a plus le choix de ses outils: il les subit. C'est au maître, qui les lui impose, de subir, aux termes de l'article 1384,

« la responsabilité des choses qu'il a sous sa garde ». La machine tue et blesse; la machine est sienne, donc il en répond.

Dans ce principe, le risque professionnel incombe au patron et doit rentrer dans son prix de revient au même titre que l'entretien des outils et des machines. Il ne peut y échapper qu'en invoquant la faute lourde de l'ouvrier, par exemple en cas d'accident volontaire de la part de ce dernier. Dès lors, plus de contestation sur la preuve: il ne s'agit que d'établir la matérialité de l'accident et la gravité de ses conséquences.

On objecte à ce système qu'il aggrave pour l'industrie une situation qui n'est pas déjà si brillante. Pourra-t-elle sans fléchir supporter ces charges supplémentaires? Les salaires ne vont-ils pas baisser en proportion et surtout — par une anomalie choquante — dans les professions les plus dangereuses, où le patron sera exposé aux plus lourdes responsabilités? Ne va-t-on pas l'inciter ainsi à éliminer désormais de ces ateliers tous les ouvriers dont les risques sont les plus grands, c'est à dire d'abord les hommes faibles, inexpérimentés, âgés, puis les hommes mariés, puis les ouvriers du pays, pour réserver le travail aux hommes jeunes, agiles et forts, aux célibataires, aux étrangers?

Ces objections n'ont pas prévalu contre la théorie très séduisante du risque professionnel, qui est en train de devenir la règle de la plupart des législations et de conquérir tous les pays.

En Suisse, la charge de la preuve a été imposée au patron par les lois des 1^{er} juillet 1875 et 23 mars 1877. Le patron est présumé responsable, sauf dans le cas où l'accident provient de force majeure ou de la faute même de la victime.

Cette législation nouvelle, ayant surexcité les procès et les prétentions des ouvriers, une loi du 25 juin 1881, tout en maintenant le principe du risque professionnel, limite les indemnités, dans les cas les plus graves, à 6 fois le salaire de l'ouvrier avec un maximum de 6,000 francs, et autorise d'ailleurs le juge à substituer au paiement d'un capital celui d'une rente annuelle équivalente.

Depuis lors, une nouvelle loi du 1^{er} décembre 1886 a étendu celle de 1881 à tout patron occupant plus de 5 ouvriers. Mais ce n'est là qu'une législation provisoire, et l'on paraît en Suisse s'orienter vers l'assurance obligatoire à l'instar de Berlin. Le gouvernement fédéral prépare les matériaux statistiques pour cette transformation.

L'Italie a voulu, elle aussi, renverser la preuve dans le sens du risque professionnel. Un projet de loi, déposé par M. Berti en 1883 et voté par la Chambre des députés le 15 juin 1885, préjuge la responsabilité du patron, sauf s'il est prouvé que l'accident provient d'une négligence *exclusivement* imputable à la victime, de cas fortuit ou de force majeure. Mais le patron peut se soustraire à cette responsabilité,

s'il a assuré ses ouvriers contre tous les accidents, qu'elle qu'en soit la cause. La Commission du Sénat n'a pas admis ce projet, qui n'a pas encore abouti.

En Allemagne, l'Empire à peine constitué promulgue, le 7 juin 1871, une loi qui renverse la preuve pour l'administration, mais la laisse à la charge de la victime pour les fabriques, usines et carrières.

Ce nouveau régime déchaîne les procès, si bien qu'en 1880, un rapport officiel reconnaissait « que les résultats de la loi de 1871 avaient été illusoires et que, loin d'améliorer la situation des ouvriers, ils n'avaient eu d'autre effet que d'aigrir leurs rapports avec les chefs d'industrie ».

La loi du 6 juillet 1884 repose sur un tout autre principe : celui du risque professionnel. Elle détermine les indemnités dues suivant les catégories d'accidents et limite à ces conséquences la responsabilité civile des patrons, « sauf, dit l'article 93, pour ceux à l'égard desquels il aurait été constaté, par un jugement correctionnel, qu'ils ont amené l'accident avec intention ».

Ainsi tout patron est responsable des accidents causés même par la force majeure, le cas fortuit et la faute de l'ouvrier ; mais, à moins qu'il n'ait été convaincu d'avoir voulu l'accident, sa responsabilité se limite aux indemnités fixées par la loi, c'est-à-dire à deux tiers du salaire dans le cas d'invalidité totale et permanente. L'attribution de ces indemnités n'est plus d'ailleurs qu'une question d'expertise : elle n'exige donc pas un tribunal juridique, mais un jury technique, composé de délégués des patrons et ouvriers sous la présidence d'un juge attitré, comme dans notre jury d'expropriation.

Là réside le principal avantage de la loi de 1884. Les patrons, même les plus hostiles à la nouvelle organisation, reconnaissent que, du moins, elle a tari les innombrables procès que suscitait l'application de la loi de 1871.

L'Autriche vient à son tour d'opérer la même transformation dans sa législation sur les accidents, en adoptant le principe du risque professionnel. La loi qui le consacre a été promulguée le 28 décembre 1887 et doit entrer en vigueur le 28 mars 1888.

Les dispositions sur la responsabilité sont identiques à celles de la loi allemande et n'ouvrent d'action directe contre le patron qu'en cas « d'accident volontaire ou de faute grossière ».

C'est encore ce principe du risque professionnel qui sert de base au projet de loi actuellement soumis à nos Chambres et qui se trouve accompagné d'un remarquable rapport de feu M. Duché.

Ce projet met à la charge du patron tout accident du travail, quelle qu'en soit la cause, sauf la volonté de la victime. Mais l'article 9 ne

limite la responsabilité du patron aux indemnités fixées par la loi que dans les cas où il n'y a pas eu de condamnation pénale prononcée contre lui.

En outre, par l'article 2, l'indemnité allouée en cas d'incapacité absolue de travail pourra, suivant les circonstances de l'accident, varier entre un minimum de $\frac{1}{3}$ et un maximum de $\frac{2}{3}$ du salaire moyen annuel. Le risque professionnel semble donc être fixé à $\frac{1}{3}$ du salaire, et, quant au surplus de $\frac{1}{3}$ compris entre le minimum et le maximum, il constitue une sorte de marge laissée au juge pour apprécier la responsabilité civile du patron (1). Dans le système allemand, l'indemnité est des $\frac{2}{3}$ du salaire; dans le système autrichien des $\frac{3}{5}$, et cela quelles que soient les circonstances de l'accident. Le risque professionnel et la responsabilité de droit commun sont ainsi confondus dans ces lois, tandis qu'ils restent distincts dans le projet français, qui, sous ce rapport, offre aux industriels moins de chances de prévenir les conflits avec leur personnel, mais en revanche semble les assujettir à de moindres charges d'indemnité (2). Il faut donc, dans ce système, conserver avec les chances de procès l'appareil judiciaire, que supprime le système allemand au profit de l'appareil administratif.

Le principe de la responsabilité peut être simplement déposé dans un code en laissant les patrons libres de l'appliquer par les moyens à leur choix, comme aussi de le violer à leurs risques et périls; il peut au contraire être accompagné d'une organisation, à laquelle on n'ait pas le droit d'échapper et qui soit obligatoire pour tous. Dans ce dernier cas, la loi ne se borne pas à imposer le résultat: elle prescrit encore le moyen. C'est le système de l'assurance obligatoire, qui fonctionne depuis octobre 1885 en Allemagne, qui va demain fonc-

(1) La pension, d'après ce projet, doit être au minimum de 400 francs pour les hommes, de sorte que, pour tout salaire annuel inférieur à 1,200 francs, la marge correspondant à la responsabilité va en se rétrécissant de plus en plus, et finit même par disparaître entièrement si le salaire tombe à 600 francs. Il semble donc que, dans le système du projet, le minimum soit trop élevé et doive être réduit par exemple à 300 francs, si tant est qu'on doive en indiquer un.

(2) La marge du tiers correspondant à la responsabilité civile du patron incitera les ouvriers (qui jouissent du bénéfice de l'assistance publique, art. 16) à poursuivre dans tous les cas le règlement judiciaire de leur indemnité. Le patron devra donc, pour acheter sa sécurité, assurer ses ouvriers jusqu'au maximum de la responsabilité qu'il peut encourir, ce qui relèvera en fait ses charges au niveau du système allemand, mais sans lui donner en échange le bénéfice moral de l'extinction des procès.

tionner en Autriche, et qui ne tardera pas sans doute à être également appliquée en Suisse (1).

En Allemagne, comme en Autriche, cette organisation repose sur de grandes corporations, qui constituent des associations « d'assurance mutuelle ».

En Allemagne, les corporations sont formées des industriels exerçant le même métier dans des circonscriptions très vastes. Sur les 62 corporations organisées à la fin de 1886, 24 s'étendent à plus d'un État, et 26 à tout l'Empire. Celle des ouvriers mineurs, par exemple, comprend 343,619 ouvriers.

La corporation ainsi entendue est un des rouages les plus importants du mécanisme imaginé par M. de Bismarck. Tous ces groupes, fortement centralisés, évoluent sous la main et sous l'œil de l'Office impérial des assurances, dont le siège est à Berlin et dont les membres, en service ordinaire, sont nommés par l'empereur. Ce bureau intervient dans tous les actes des corporations pour les redresser ou les approuver, et donne accès au gouvernement dans tous les ateliers. C'est un véritable instrument de règne. Aussi les socialistes qui ont voté la loi sont-ils peu enchantés aujourd'hui de ce socialisme d'État, qu'ils traitent de « socialisme de caserne ».

En Autriche, le parti allemand aurait voulu imiter ce système, mais il a échoué contre l'esprit particulariste et l'antagonisme des races. Aussi la base de la corporation n'est-elle pas la profession, mais la province, ce qui oblige à grouper ensemble des professions dissemblables. On a ainsi autant de centres de vie corporative qu'il y a de provinces, au lieu d'un centre unique dans la capitale pour militariser l'industrie.

Cette législation ne va pas sans un grand déploiement bureaucratique. L'Office impérial de Berlin a coûté en 1886 plus de 300,000 fr. En dehors des 43 personnes qu'il occupe, on compte 742 membres pour les comités de corporation, 2,336 pour ceux de sections, 6,501 experts, 2,445 délégués ouvriers, 5,252 membres de 404 tribunaux d'arbitrage, total 17,296 personnes mises en mouvement pour régler 10,540 accidents. Les sommes payées en indemnités et secours en 1886 se sont élevées à 1,711,699 marks, et les frais généraux d'administration à 2,324,299 marks, soit 1 fr. 35 de frais généraux

(3) Voir à ce sujet les substantielles études de M. Grüner sur les *Lois d'assistance ouvrière* dans ces pays. — Voir aussi les consciencieux articles de M. Fèvre, ingénieur des mines, sur les *Caisses de secours et d'assurances pour les ouvriers mineurs du bassin de la Ruhr* (*Réforme sociale*, n°s des 15 janvier et 1^{er} mars 1888).

Voir dans le *Bulletin de la Société de législation comparée* de 1885 l'*Étude sur les lois d'assurance obligatoire des ouvriers en Allemagne* par M. Merlin, avec les observations de MM. Hubert-Valleroux et Cheysson.

par chaque franc versé en indemnité (1). Ces lourds mécanismes usent beaucoup de force en frottement.

Dans les pays, tels que la France et la Belgique, soumis au régime de la liberté sous l'action de la loi, les industriels ont adopté des solutions très variées, au lieu d'être astreints à une monotone et brutale uniformité.

Dans son beau travail sur les caisses de secours pour les mineurs en France (2), M. Keller a montré les généreux sacrifices consentis par les grandes sociétés houillères en faveur de leur personnel. Sous ce rapport l'industrie minière est certainement une de celles qui a le plus fait pour ses ouvriers, et l'on ne voit nulle raison de légiférer spécialement pour elle en la mettant hors du droit commun.

Les Compagnies de chemins de fer remplissent aussi largement leur devoir vis-à-vis de leurs agents atteints par les accidents. Elles ont pour ces cas des caisses de secours et de prévoyance; elles liquident prématurément la retraite des victimes. Prenant une noble initiative qui fait grand honneur à notre collègue M. Heurteau, et qui ne peut manquer d'être contagieuse, la Compagnie d'Orléans vient, le 2 mars, il y a trois jours, d'adopter un règlement très libéral pour les victimes d'accidents, dont la pension sera d'au moins 400 francs quels que soient leur âge et la durée de leur service, avec des augmentations graduées suivant ce double élément. En cas de prédécès du mari pensionné, la veuve et les enfants auront une pension d'au moins 300 francs (3).

En outre, beaucoup de sociétés prennent des assurances collectives en faveur de leur personnel. Cette habitude se répand de plus en plus dans l'industrie.

Ainsi la liberté, comme partout, a fait preuve de son élasticité habituelle; elle a imaginé et imagine chaque jour sous nos yeux des combinaisons nouvelles qu'étoufferait l'obligation. Il faut donc beaucoup louer la Commission parlementaire d'avoir résisté à l'attraction de l'exemple de la loi allemande et, tout en lui empruntant une partie de ses dispositions, d'avoir reculé devant l'assurance obligatoire.

Le projet prévoit en effet quatre types principaux de solution pour les industriels qui voudront se couvrir du risque professionnel.

Ils pourront rester leurs propres assureurs, s'ils sont assez puissants pour cela, comme les Compagnies de chemins de fer; ou bien s'adres-

(1) Les indemnités annuelles sont réduites la première année à leur minimum, tandis que les frais généraux atteignent leur plein dès le début.

(2) *Annales des mines* 1885.

(3) Dans le système du projet français, — d'ailleurs comme dans le système allemand, — si un ouvrier meurt des suites d'un accident une fois sa pension liquidée, sa veuve n'a aucun droit.

ser à une Compagnie ordinaire d'assurances; ou recourir à la caisse de l'État dans la limite du risque professionnel, c'est-à-dire, comme on l'a vu, du tiers du salaire moyen annuel; enfin, et c'est la forme favorite du projet, se grouper entre eux pour constituer librement des syndicats d'assurances mutuelles, qui fonctionneront à la façon des corporations allemandes et autrichiennes, mais avec des restrictions destinées à les empêcher d'acquérir une puissance et des ressources inquiétantes.

La Commission parlementaire a voulu certainement encourager ce dernier mode en donnant à ces syndicats la Caisse d'épargne postale pour banquier; mais il est à craindre que les primes indiquées pour l'assurance par l'État ne rendent, par leur modération excessive, toute concurrence impossible aux autres institutions, aussi bien aux Syndicats mutuels qu'aux Compagnies particulières (1).

Tout le monde sait l'échec complet de la caisse de l'État instituée par la loi de juillet 1868. Ses primes sont établies à l'encontre des règles d'assurances et ne tiennent, par exemple, aucun compte de la profession, ce qui est aussi peu scientifique que le serait une caisse d'assurances ayant le même tarif sans distinction d'âge. Il est clair que les gens très jeunes s'y précipiteraient pour avoir une rente viagère et les gens très vieux pour s'assurer un capital au grand péril de la caisse.

Avec son organisation actuelle, si cette caisse ne fait pas grand bien aux ouvriers, elle ne fait en revanche pas grand mal aux caisses voisines. Mais il est probable qu'elle sera réorganisée sur des bases plus rationnelles; dès lors, avec des primes sans doute insuffisantes, telles que les fixe le projet de loi, nulle autre combinaison ne pourra subsister à côté d'elle.

C'est le résultat ordinaire de la juxtaposition d'une industrie d'État avec l'industrie libre. L'État peut perdre, puisqu'il puise dans le Trésor et fait payer des déficits industriels à tous les contribuables; l'industrie libre n'a donc qu'à désertier la lutte. Dans le cas dont il s'agit, si la caisse de l'État fonctionne à perte, les nombreux ouvriers non admis au bénéfice de la loi payeront pour ceux qui en profitent, ce qui aggravera encore l'inégalité de situation entre eux. Si la caisse gagne, l'État aura l'air de spéculer sur les accidents, au détriment des patrons et des ouvriers assurés.

En tous cas, la fixation des risques et des tarifs est chose tellement délicate et technique qu'il semblerait à tous égards plus prudent de la renvoyer à un règlement d'administration publique

(1) Voir la discussion faite avec une réelle compétence technique par M. Beziat d'Audibert, actuaire, dans sa brochure sur la *Responsabilité des accidents*.

que de l'insérer dans la loi et d'en rendre ainsi le redressement plus malaisé (1).

Peut-être serait-il également à souhaiter que la formation de ces Syndicats, auxquels l'État peut être conduit à faire d'assez fortes avances en cas de sinistres, fût accompagnée de quelques garanties et réglementée de plus près que ne peut le faire la loi dans ses termes généraux.

Une question importante que l'on rencontre ensuite a trait aux garanties et au mécanisme financier de l'assurance.

Aujourd'hui, en France, quand un patron a causé un accident et qu'il est condamné par le tribunal à payer une rente à la victime ou à ses ayants droit, il doit déposer dans une caisse publique ou dans celle d'une Compagnie d'assurances un capital suffisant pour couvrir la pension. Dans ce cas la pension est garantie si la caisse de la Compagnie est solide.

Tel est le système adopté par la loi autrichienne du 28 mars 1887. Tous les ans, la corporation « doit fournir le capital nécessaire pour constituer le capital correspondant aux secours et pensions conformément aux règles techniques des assurances (art. 16) ». Elle est tenue, en outre, de former un fonds de réserve destiné à parer aux variations accidentelles de charges d'une année à l'autre.

C'est ce même système que le projet de loi français applique aux Syndicats d'assurance mutuelle, qui, tous les ans, doivent liquider leurs opérations.

Le système allemand est tout autre. Pour faire plus facilement accepter la loi, M. de Bismarck a mieux aimé en réduire les charges immédiates et dégager le présent au préjudice de l'avenir. Il ne fait donc supporter à chaque exercice de ses charges exigibles, sauf un petit fonds de réserve qui cessera de se former à partir de la onzième année. Les charges iront ainsi en s'accroissant dans le rapport de 1 à 8, d'après les prévisions de MM. Böhm et Bödiker.

Il y a là une combinaison bien imprudente, en même temps que bien injuste. Les industriels allemands pourront-ils, dans vingt ou trente ans, supporter les charges que leurs prédécesseurs leur auront léguées? S'ils les trouvent accablantes, l'État qui en dernière analyse

(1) En Italie, la loi du 8 juillet 1883 a organisé avec le concours de dix grandes banques et caisses d'épargne une caisse d'assurances contre les accidents, où l'on peut relever cette particularité curieuse d'un dixième des indemnités laissé à la charge des patrons pour ne pas désintéresser absolument leur vigilance. Cette loi a été mise en œuvre par un décret du 26 mars 1884, à titre d'essai (*in via d'esperimento*). Les professions y sont rangées dans 14 classes de risques, avec des primes variant dans le rapport de 1 à 13, tandis que le projet de loi français ne présente que cinq classes de risques avec primes variant dans le rapport de 1 à 4.

est responsable du déficit éventuel (art. 33 de la loi), ne sera-t-il pas forcé de consentir d'énormes sacrifices? Si telle industrie vient à languir ou à s'atrophier, comment pourra-t-elle faire honneur à ce legs onéreux des générations précédentes?

Le système autrichien est donc plus sage et plus équitable, puisqu'il fait supporter à chacun la responsabilité de ses actes et qu'il réalise la garantie nécessaire à l'ouvrier, sans faire intervenir les sacrifices de l'État.

Cette garantie des pensions est, il faut le reconnaître, une des grosses difficultés du système actuel tel qu'il fonctionne en France et en Belgique.

Si une entreprise industrielle tombe en déconfiture, quel va être le sort de la caisse de pensions? L'exemple de Terre-Noire et de Bessèges vient à ce sujet d'éveiller dans le public une légitime émotion (1), et sans prononcer aucun mot imprudent, on peut se dire à bon droit préoccupé de ce capital qui représente le pain d'ouvriers blessés ou invalides.

La jurisprudence ne semble pas admettre que, en cas de faillite, le nouvel exploitant soit tenu des obligations de son prédécesseur vis-à-vis de la caisse de secours. (Arrêt de la cour de Lyon, 3 mai 1867. Béraud contre Petin, Gaudet et C^{ie} (2).)

Si, sans aller aussi loin, une caisse a mal établi ses calculs, peut-elle réduire ses taux de pension et de secours? C'est ce qu'ont fait à plusieurs reprises les caisses régionales des mines belges, notamment celle de Charleroi, qui, de 1870 à 1885, a vu son encaisse se réduire de 800,000 francs et tomber à 1,250,000 francs (3).

Ces six caisses régionales, auxquelles sont affiliés 100,000 ouvriers mineurs, avaient à la fin de 1886 un total de 13,825 pensionnaires recevant une somme annuelle de 1,716,565 fr. 33 c., soit de 130 francs

(1) Outre une somme de 1,100,000 fr. de salaires, le passif comprend une dette *non privilégiée* de 2,631,000 fr. pour caisses de pensions, de retraites, d'épargne et de secours.

(2) Voir le traité de *Législation des mines* de M. Aiguillon (T. II, p. 358).

(3) A partir du 1^{er} juillet 1881, les pensions d'ouvriers vieux et infirmes ont été réduites de 25 0/0 et celles des veuves d'ouvriers et infirmes de 50 0/0. A partir du 1^{er} octobre 1885, nouvelle réduction de 33 0/0 pour les premières pensions, de 50 0/0 pour les secondes, et de 10 0/0 pour toutes les autres pensions de secours (Réduction totale 55 0/0 et 75 0/0 en 4 ans sur les deux premières catégories de pensions). La Caisse de Liège a préféré le relèvement des cotisations des exploitants à cette réduction des pensions et secours, et a élevé de 1 3/4 à 2 0/0 des salaires le taux des versements à partir de 1886.

L'arrêté royal du 17 avril 1884, qui réglemente ces caisses, autorise en cas de dissolution, « la réduction des pensions et secours proportionnellement aux ressources ».

environ par tête, avec une encaisse de 6,183,962 fr. 51 c. égale à trois fois et demie seulement le montant de l'annuité à payer.

C'est là une situation grave et qui n'est pas malheureusement particulière à la Belgique. Les sociétés de secours mutuels vis-à-vis de leurs pensionnaires (1), l'État vis-à-vis des siens, n'ont pas établi leurs calculs avec assez de sévérité; les engagements pris dépassent les ressources, de sorte que si l'on ne peut pas recourir au seul remède efficace, celui d'une notable augmentation des sacrifices, on est acculé à de pénibles expédients, tel que celui de réduire les pensions ou de creuser de plus en plus le déficit.

En présence d'une pareille situation, on se tourne naturellement vers l'État pour lui demander d'ouvrir ses caisses aux fonds de la prévoyance. Des esprits généreux l'ont proposé devant la Commission extraparlamentaire des associations ouvrières, et leur appel paraît avoir été entendu, puisqu'on annonce le dépôt prochain d'un projet de loi conçu dans ce sens.

Le projet de loi sur les assurances contre les accidents s'inspire de la même préoccupation et fait verser aux caisses publiques les fonds des Syndicats mutuels, outre ceux des assurances directes par l'État.

Ce n'est pas sans quelque appréhension qu'on doit voir se préparer ce nouvel afflux des épargnes du pays dans les caisses du Trésor. N'est-ce donc pas assez de ces 2 milliards 300 millions des caisses d'épargne? Faut-il encore y engouffrer les centaines de millions de la participation aux bénéfices, des assurances contre les accidents, des pensions de retraites? Que restera-t-il donc pour vivifier les industries locales et l'œuvre économique de la production?

C'est là un grave problème et d'un pressant intérêt. Peut-être vaudrait-il mieux en demander la solution à la constitution de sociétés d'assurances, à la fois puissantes et régionales, plutôt qu'à la mainmise de l'État sur cette masse toujours croissante de capitaux.

Un autre point d'une sérieuse importance pratique est relatif à la nature des accidents assurés.

La loi allemande ne prend les accidents à la charge de leur caisse corporative qu'à partir de la treizième semaine, éliminant ainsi, comme on l'a vu plus haut, les 9/10 de leur nombre. Pour les treize premières semaines, ils sont à la charge de la caisse des maladies, instituée par la loi du 15 juin 1883.

La loi autrichienne du 28 décembre 1887 ne s'occupe des accidents qu'à partir de la cinquième semaine.

La caisse italienne ne paie le subsidé quotidien qu'à partir du trente et unième jour de l'infirmité.

(1) Voir le *Déficit chez la plupart des Sociétés de secours mutuels*, par M. Prosper de Laffitte.

Le projet de loi français assure, au contraire, l'accident dès son origine.

Il semble que l'organisation qui convient aux premiers secours ne doive pas être la même que celle qui s'applique aux pensions et secours permanents. On a presque partout reconnu la nécessité de deux institutions bien distinctes pour chacune de ces attributions.

Le secours et le traitement médical ne présentent pas le danger d'engager l'avenir ; mais ils ont besoin d'être surveillés de près pour empêcher les fraudes et les abus. Il est si facile quand on a une foulure, un effort, une luxation, de prolonger la convalescence aux dépens de la caisse. Aussi, presque partout, a-t-on organisé des institutions locales, des caisses particulières, des sociétés de secours mutuels, qui courent au plus pressé, administrent les premiers secours et préviennent efficacement le gaspillage.

Au contraire, pour les pensions proprement dites, il serait imprudent à des industriels isolés d'en accepter la charge. Un sinistre qui ferait de nombreuses victimes serait écrasant pour une société qui aurait à la supporter seule. La responsabilité de la gestion de cette caisse est également bien lourde pour un seul établissement.

C'est ainsi qu'à côté des Compagnies particulières du bassin de la Loire, de ceux de Liège, de Mons, de Charleroi, etc., on voit ces caisses régionales, dont il est question plus haut et qui s'occupent spécialement des pensions et des accidents graves.

Il semble que la loi aurait tout intérêt à se délester de ces petits accidents sans gravité dont la durée ne dépasse pas un mois, parce qu'ils prêteraient au coulage et compliqueraient beaucoup le fonctionnement du service.

Déjà les industriels allemands se plaignent que la loi sur les assurances ait beaucoup augmenté le nombre et la durée des maladies et accidents de courte durée. Les statistiques sont décisives sur ce point.

Les Compagnies particulières d'assurances en France font un rabais de 4 0/0 sur leurs primes, si l'on n'assure que les accidents graves, c'est-à-dire si on les débarrasse de ces menus accidents pour lesquels les abus sont faciles.

On aurait donc avantage à emprunter à la loi autrichienne sa limite de cinq semaines (art. 6), comme aussi sa revision de la pension, si les circonstances constituant le droit au secours venaient à changer, par exemple dans le cas de la guérison de l'ouvrier, ou dans celui de l'aggravation de son état.

Une des sérieuses difficultés auxquelles se heurte une loi de ce genre, réside dans la définition des professions qu'elle embrasse. La limite entre les catégories astreintes ou non à cette loi se prête mal à un tracé précis. Englobera-t-elle les employés, les paysans, les ma-

telots, les ouvriers détachés ? Qu'est-ce exactement qu'une manufacture, une usine, une fabrique, un atelier, un chantier (1) ? Que de discussions et de procès en perspective sur la valeur de ces termes ? Quel entraînement à étendre de plus en plus la clientèle de la loi pour en corriger les inconvénients ?

En Allemagne, la loi du 6 juillet 1884 a tenté une définition de ces catégories à son article premier, qui semble surtout viser la grande industrie ; la loi du 28 mai 1885 a rattaché à ce régime, outre les exploitations de l'Etat, 89,445 établissements, qui appartiennent à

(1) La loi du 21 mars 1841 sur le travail des enfants dispose, à son article premier, qu'elle s'applique : « 1° aux *manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique* ou à feu continu et dans leurs dépendances ; 2° à toute *fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier*. » La loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail journalier des adultes excepte les *ateliers* et n'atteint que les *usines et manufactures*. La loi du 19 mai 1874 réglemente le travail des enfants et des filles mineures employés dans les *manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers*.

Pour l'application de ces lois, l'administration a senti le besoin d'une définition précise des termes qu'elles emploient. Mais, par un avis en date du 15 avril 1851, le Conseil d'Etat a repoussé, comme entaché d'excès de pouvoir, un projet de règlement qui avait été préparé dans ce sens pour interpréter la loi de 1848 et qui la déclarait applicable « à tout entrepreneur d'industrie « payant patente et réunissant dans son atelier plus de dix ouvriers ». Aussi une circulaire du 24 juin 1851 s'est bornée à indiquer que, pour la distinction entre les ateliers et les usines, on consulterait la pratique industrielle, sauf aux tribunaux à statuer en cas de difficultés.

La question a été de nouveau reprise en 1884 et elle a fait l'objet d'un remarquable rapport du Comité consultatif des arts et manufactures en date du 24 décembre 1884 : dans ce rapport, le Comité a montré l'insuffisance des critères proposés de divers côtés pour distinguer les usines et les ateliers, et, en particulier, de ceux qu'a admis la loi de 1841, c'est-à-dire l'effectif du personnel ouvrier et l'intervention d'un moteur mécanique. Il a fait remarquer que, dans certains établissements où l'effectif est modéré et varie sans cesse, l'admission ou le renvoi d'un seul ouvrier dans le voisinage de la limite adoptée ferait tomber le patron sous le coup de la loi ou l'en exempterait. Quant aux moteurs, il en est aujourd'hui de minuscules, de portatifs, qui sont mus par le gaz, l'eau, l'air comprimé, le vide, l'électricité, et qui réalisent le bienfait social de retenir l'ouvrier et surtout l'ouvrière au foyer domestique. Ces petits moteurs *mécaniques*, dont la force est une fraction de cheval, vont-ils soumettre à la loi un petit atelier de famille, alors qu'un employant à côté 19 ouvriers en serait affranchi ? Aussi le Comité des arts et manufactures conclurait-il à l'impossibilité pratique d'une démarcation précise et à la nécessité de s'inspirer des usages, de la notoriété locale, pour résoudre chaque cas particulier.

La Commission supérieure du travail des enfants n'a pas admis cette conclusion négative, et, sur son rapport, une circulaire du 25 novembre 1885 a étendu à la loi de 1848 le double critérium indiqué par la loi de 1841. Ce critérium, quoique imparfait, a du moins l'avantage de supprimer toute hésitation dans la pratique pour les inspecteurs chargés par la loi du 16 février 1883 de surveiller l'exécution de la loi du 9 septembre 1848.

Ce rapide historique suffit à démontrer la difficulté de ces définitions.

la petite industrie rurale et ne comptent en moyenne que 3 ouvriers ; enfin la loi du 6 mai 1888 soumet aux assurances les ouvriers agricoles et forestiers. Où s'arrêter en effet, tant qu'on n'a pas absorbé tout le personnel assurable, de manière à s'épargner des éliminations arbitraires ? Mais, d'autre part, dès que l'on a dépassé les frontières de la grande industrie, comment justifier l'application du risque professionnel à des employés sédentaires dans un bureau, ou à des ouvriers exerçant un travail manuel dans un modeste chantier, alors que ni les uns ni les autres n'ont à redouter les atteintes de ces engins brutaux dont la puissance même est invoquée pour engager la responsabilité du patron ?

Il resterait encore à toucher bien d'autres questions générales, telles que la quotité des retenues (1) et leur imputation, le taux des pensions et des indemnités suivant que l'invalidité est totale ou partielle, temporaire ou définitive. Mais le sujet est trop vaste pour qu'on puisse tout dire. Aussi M. Cheysson aime-t-il mieux être incomplet qu'abuser davantage de la patience de ses collègues. Il arrête donc là son exposé, qui n'avait d'ailleurs d'autre prétention et d'autre but que de poser la question dans ses termes généraux et d'amorcer la discussion.

E. CHEYSSON,

Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées.

Extrait du *Journal des Économistes*, n° du 15 mars 1888, et du *Bulletin de la Société d'économie politique*, séance du 5 mars 1888.

(1) On se fait de singulières illusions en général sur le taux des sacrifices nécessaires pour le jeu des institutions de prévoyance. Une retraite sérieuse exige de 8 à 12 0/0 du salaire, comme le prouve l'exemple de l'État et des Compagnies de chemins de fer. Les deux caisses de maladie et d'accidents ont coûté en 1886, à Bochum, 9,48 0/0 ; à Essen, 10,18 0/0. (Voir les articles de M. Fèvre cités plus haut.) Malgré l'extrême modicité de leurs allocations, les caisses belges dépensent 4 0/0. Il faut, pour ces deux services, compter au moins de 4 à 8 0/0, soit un total de 15 à 20 0/0 pour l'ensemble de ces diverses institutions. Ce taux est d'ailleurs lié à celui de l'intérêt dans les divers pays et ne saurait être le même, par exemple, en Italie où les fonds d'État rapportent 4 1/2 0/0 et en Angleterre où ils vont rapporter 2 1/2 0/0, après la conversion en cours. Pour une pension déterminée, le versement annuel doit être d'autant plus fort que le taux de capitalisation est plus faible, de sorte que la baisse croissante de l'intérêt, en diminuant la productivité des placements consacrés à la prévoyance, se répercute en une hausse parallèle des sacrifices à demander à l'ouvrier et au patron pour obtenir le même résultat.

CHRONIQUE

L'ASILE-OUVROIR MUNICIPAL

Il y a presque un an, le 27 avril 1887, le conseil municipal a voté le principe de la création d'un asile-ouvroir pour deux cents femmes et a invité l'administration à lui présenter son projet pour l'établir rue Fessart dans le XIX^e arrondissement.

L'étude de ce projet vient d'être terminée par l'administration et le conseil municipal va être appelé à bref délai à voter un crédit de 340,000 fr. pour les travaux d'établissement de ce refuge.

Dès que le crédit sera voté, l'administration se propose de pousser activement les travaux pour que l'asile-ouvroir municipal puisse fonctionner à l'entrée de l'hiver 1889.

Il ne s'agit pas seulement de donner un asile de nuit aux femmes réfugiées, pendant quelque temps, mais de les garder jusqu'à ce qu'elles soient en état de se suffire à elles-mêmes, pendant un délai maximum de trois mois, durant lequel on s'efforcera de les aider à se placer au dehors.

Elles acquitteront leur dette envers la Ville en travaillant à des travaux de couture pour l'Assistance publique, de façon à ne pas faire concurrence à l'industrie privée tout en allégeant les charges qui résulteront de l'entretien de ces deux cents pensionnaires.

Celles-ci recevront leur nourriture à l'ouvroir : le matin, une soupe et un morceau de pain ; à midi, une soupe, un plat de viande, un plat de légumes et un verre de vin ou de bière ; le soir, un plat de légumes et encore un verre de vin ou de bière.

Les dortoirs sont aménagés comme ceux des asiles de nuit déjà créés par la Ville pour les hommes. On y installera cependant une salle spéciale avec des berceaux, pour les femmes recueillies avec un enfant en bas âge.

On est en droit d'espérer de la création de cet asile-ouvroir des résultats féconds. Il ne faut pas oublier que l'initiative privée a déjà ouvert la voie ; la Société de l'Hospitalité pour le travail a fourni pour son compte des bases sérieuses pour l'essai que la Ville de Paris va prochainement tenter.

(*Petit Journal* du 27 mars 1888.)

LES COURS PROFESSIONNELS DU CHEMIN DE FER DU NORD

La Compagnie du Chemin de fer du Nord a organisé en 1883, dans un local qu'elle possède rue Marcadet, n^o 20, des cours professionnels

destinés à donner à des enfants d'employés l'instruction théorique et pratique nécessaire pour en faire de bons ouvriers.

L'instruction théorique porte sur le français, l'histoire, la géographie, les éléments des sciences, le dessin; elle est donnée par des maîtres choisis parmi les employés eux-mêmes, dans des classes fort bien installées. L'instruction pratique comprend l'apprentissage, nécessaire aux monteuses, ajusteurs, tourneurs; elle est donnée dans les ateliers sous la direction d'un ingénieur. L'enseignement dure trois ans.

Les cours ont été suivis, depuis leur fondation, par 103 élèves; 49 ont déjà obtenu un certificat qui leur a permis d'entrer dans les ateliers de la Compagnie ou dans d'autres ateliers; 36 apprentis sont encore à l'école; 20 ont été congédiés pour diverses raisons.

Hier l'école était en fête: on distribuait les prix aux élèves les plus méritants. M. Griollet, vice-président du Conseil d'administration, présidait cette cérémonie. A ses côtés avaient pris place les professeurs et plusieurs ingénieurs de la Compagnie.

Dans la salle se pressait un public nombreux. La musique du 104^e était venue prêter son concours à cette solennité.

A deux heures, le président a déclaré la séance ouverte. MM. Damour, directeur des cours; Sauvage, ingénieur des ateliers de machines, et Griollet ont successivement pris la parole et donné d'excellents conseils aux élèves.

Un élève s'est ensuite avancé vers l'estrade, a félicité au nom de ses camarades M. Damour, nommé au 14 juillet chevalier de la Légion d'honneur, et lui a remis une magnifique croix.

Puis, la distribution des récompenses a commencé.

Les prix pour le travail à l'école ont été décernés aux élèves Juncker, Mauran, Gobert, Gibout, Margnoux, Labriche, Margueritte, Valet, Charpentier, Floner, Hougardy, Manoury, Lefèvre, Rollet.

Pour le travail à l'atelier, les prix ont été obtenus par les élèves Gibout, Mauran, Margueritte, Gobert, Cailleux, Christophe, Labriche, Hougardy, Charpentier, Floner.

Des livrets de caisse d'épargne ont été remis aux élèves Gibout, Mauran, Juncker, Gobert, Marguerite, Labriche, Manoury, Margnoux, Cailleux, ainsi qu'aux anciens apprentis Lacombe, Struyf, Ollivier, Hanryon.

A quatre heures la cérémonie était terminée.

(*Petit Journal* du 24 juillet 1888.)

L'ASSISTANCE PATERNELLE (PATRONAGE INDUSTRIEL) DES FLEURS ET PLUMES

L'une des plus belles solennités de la saison c'est assurément celle du patronage industriel des fleurs et plumes. Le retour de cette fête du travail est impatiemment attendue dans les ateliers et magasins

par tous ceux qui ont pris part aux concours institués par la Société. Aussi la vaste salle du Trocadéro était-elle archibondée.

Sur l'estrade avaient pris place M. G. Ollendorff, délégué du ministre du commerce, directeur audit ministère, assisté de MM. Carriot, directeur de l'enseignement primaire de la ville de Paris; Laloue, Poirier, membre de la Chambre de commerce; Fallot; Turney, président de la Société, et d'une foule de notables du monde industriel. A droite de l'estrade s'étagaient les enfants du patronage; à gauche, l'excellente musique du 46^e de ligne (chef, M. Nicolas).

Dans une brillante improvisation, M. Ollendorff, après avoir excusé l'absence du ministre du commerce, a félicité le patronage des fleurs et plumes de ses succès très mérités et du haut exemple de sollicitude qu'il donne depuis vingt années à l'égard d'une de nos plus importantes industries. Le but de la Société, est, en effet, de patronner d'assister et de moraliser les enfants employés comme apprentis dans les Fleurs et Plumes. Sous le nom de groupes de famille, elle place chez des personnes honorables les jeunes filles mises en apprentissage et que ni les parents ni les patrons ne peuvent loger et nourrir.

En outre, tous les dimanches matin, de neuf heures à midi, des conférences et des cours gratuits d'instruction élémentaire et de dessin, sous la direction du président, ont lieu avec le dévoué concours de M^{me} Girard Scribe, de M^{me} Solange-Muffong et de M. C. Chaplot.

Enfin, une bibliothèque de prêts à domicile est à la disposition des élèves des cours.

Dans un rapport très applaudi, M. Turney, le dévoué président de la Société, a fait ressortir la situation on ne peut plus prospère de la Société et les excellents résultats qu'elle a obtenus.

La proclamation des récompenses, formant pour les prix en argent une valeur de cinq mille deux cents francs, a eu lieu ensuite.

Voici les noms des principaux lauréats :

MM. Coutant et Henri Bourgeois, collaborateurs.

Concours libre. — M^{lles} Eugénie Geerts, 1^{er} prix (1^{re} année, fleurs), Clémence Grimm, 1^{er} prix (1^{re} année, plumes); — Augustine Grevier, 1^{er} prix (2^e année, fleurs). — Sara Mintz, 1^{er} prix (2^e année, plumes); — Hélène Ponelle, 1^{er} prix (3^e année, plumes).

Patronage. — 1^{re} année : 1^{er} prix (travail professionnel). — Clémence Beauchet (fleurs). — Louise Jacques (plumes).

Deuxième année : 1^{er} prix (travail professionnel). — Pauline Busée (fleurs). — Alexandrine Rozes (plumes).

Troisième année : 1^{er} prix (travail professionnel). — Marie Hesnard (plumes), et une médaille d'argent du ministre du commerce. — 2^e prix : Maria Catoire, et une médaille d'argent du ministre du commerce.

Instruction élémentaire. — Augustine Grevier, Berthe Chevallié, Louise Bernard.

Dessin. — Marie Hesnard, Berthe Chevallié.

Prix d'excellence. — 1^{re} année : 1^{er} prix, Marie Berraud (valeur 100 fr.); 2^e prix, Pauline Chaliér (valeur 100 fr.). — 2^e année : 1^{er} prix Marie Faivre (valeur 150 fr.); 2^e prix, Gabrielle Courty (valeur 125 fr.).

M. le Ministre du commerce et de l'industrie a bien voulu accorder, sur la demande de la Société, une médaille d'argent à M. Chaplot, un des professeurs des cours du dimanche.

1^{er} prix de dévouement familial d'une valeur de 100 fr. : M^{lle} Augustine Morice.

Prix de dévouement filial, d'une valeur de 100 fr. : M^{lle} Amélie Fracheboud.

Un brillant concert auquel prêtaient leur gracieux concours MM. Caron, de l'Opéra; Mounet-Gully, Hamel, de la Comédie-Française, très applaudi avec *Waterloo*, de Victor Hugo; Cambot, de l'Opéra-Comique; Chauffard, de l'Odéon; Fontbonne, Riff, Leserre et M^{mes} Valdy et Arly a terminé cette cérémonie.

(Rappel du 29 mai 1888.)

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES ORDINAIRES

Noms des adhérents : MM.	Présentateurs MM.
Arnett (Georges), fabricant de tulles, à Calais (Pas-de-Calais)	QUÉROY , insp. dép.
Buirette-Gaulard , filature et teinture, à Suippes (Marne)	DELAISSEMENT , insp. div.
Caizergues (Auguste), instituteur libre, à Saint-Epin, par Mouy (Oise)	WALLET , insp. dép.
Candelier (Albert), fabricant de sucre, à Grincourt-les-Havrincourt (Nord)	QUÉROY , insp. dép.
Crété (Léon), imprimeur, à Corbeil (Seine-et-Oise).	LINARÈS , insp. div.
Conseil des Prud'hommes (le) de Nîmes (Gard)	(de PELLET), insp. div.
Daum , propriétaire de verrerie, à Nancy (M.-et-M.)	CHAMBARD , insp. div.
Diederichs , tisseur de soie, à Jailleux près Bourgoin (Isère)	BARRAL , insp. div.
Guy (F.), imprimeur, à Alençon (Orne)	VOLLANT , insp. div.
Regnier (M ^{lles}) (sœurs), couturières, à Paris.	ROCHE .
Villard et Weill , fabricants de jouets, à Lunéville (Meurthe-et-Moselle).	CHAMBARD , insp. div.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 1^{er} JUILLET 1888

(NEUVIÈME FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE)

Tenue dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne

Sous la présidence de M. LÉON SAY, de l'Académie française,
Sénateur, ancien Ministre,
ancien Ambassadeur de la République Française
auprès de S. M. Britannique, etc., etc.

M. Léon Say monte au fauteuil de la présidence, l'excellente musique du 129^e jouant la *Marseillaise*, sous l'habile direction de son chef, M. Sévénéry.

A côté de M. Léon Say prennent place, sur l'estrade : MM. Léon Renault, sénateur, secrétaire général de la Société ; Paul Bérard, l'un de ses vice-présidents ; Nusse, ancien secrétaire, censeur ; Léon Durassier, secrétaire ; puis MM. Follot, Turney, vice-présidents ; Striber R. Kæchlin, D^r Perrin, censeurs ; Perin, avocat à la Cour d'appel, secrétaire honoraire, etc., etc., etc.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. le Président donne tout d'abord lecture d'une lettre de M. Pierre Legrand, député, ministre du commerce et de l'industrie, président d'honneur de la Société, s'excusant de ne pouvoir venir présider la réunion et en exprimant tous ses regrets ; puis il prononce l'allocution pleine d'élévation annexée au présent procès-verbal.

Le discours de M. Léon Say est fréquemment interrompu par les braves d'une nombreuse assistance. Quand l'éminent et vénéré président de la Société a fini de parler, une double salve d'applaudissements lui témoigne la profonde émotion qu'il a produite dans tous les cœurs.

La musique se fait de nouveau entendre.

M. le Président donne la parole à M. Léon Renault, sénateur, secrétaire général de la Société, pour la lecture de son rapport sur les travaux de la Société pendant la période 1886-1888. Nous joignons au présent procès-verbal, ce rapport d'une rare élégance de forme et d'une très grande solidité de fond qui charme et saisit.

Aussi à maintes reprises l'orateur est-il interrompu par les rires et les applaudissements de l'auditoire littéralement suspendu à ses lèvres.

Après la lecture du remarquable rapport de M. Léon Renault, la musique se fait entendre.

Puis M. le Président donne la parole à M. Paul Bérard, l'un des vice-présidents de la Société, pour commencer la lecture de la liste des récompenses.

Ces récompenses consistant en médailles, livres, diplômes, etc. ont été réunies ou préparées par les soins de M. Is. Roche, trésorier de la Société, commissaire général de la fête, et de M. le Dr Thomas, son dévoué collaborateur dans cette tâche délicate.

Elles sont rangées dans l'ordre le plus parfait sur le bureau et l'on voit que toute l'assemblée les regarde avec intérêt et en attend avec impatience la distribution.

Elle va d'ailleurs être faite avec le plus grand ordre, grâce à la vigilante activité de MM. Roche et Thomas, auxquels toute l'assistance se plaît à reconnaître l'entier mérite de la parfaite réussite de la fête.

M. Paul Bérard explique, tout d'abord, qu'il ne lira pas la liste des récompenses relatives aux Institutions charitables fondées dans le but d'instruire, de moraliser, d'aider les apprentis, parce que les personnes récompensées ne sont pas de Paris et n'ont pu y venir chercher leurs récompenses.

Il passe ensuite aux Institutions manufacturières, aux Industriels qui se signalent par leur sollicitude pour le bien-être matériel et moral de leurs apprentis.

Parmi les institutions récompensées dans cette catégorie figure l'Association des Industriels de France pour préserver les ouvriers des accidents de travail, association dont M. Léon Say a précisément parlé dans son discours.

Aussi M. Muller, président de cette Association, ne répondant pas à l'appel de son nom : M. le Président, dit-il, « je regrette vivement que M. Muller n'ait pas pu venir. J'aurais été très heureux de pouvoir, au nom de la Société, lui remettre cette médaille ;

mais nous la lui ferons parvenir avec les marques de notre bien vive sympathie pour son œuvre d'une initiative si louable et d'une utilité pratique si réelle. »

M. P. Bérard continuant la lecture du *Palmarès* arrive ensuite à une série de récompenses attribuées en raison de dispositifs inventés et adoptés pour prévenir des accidents fréquents dans la fabrication de la verge de tréfilerie.

En raison de l'importance du sujet, M. P. Bérard fait précéder cette lecture des quelques paroles suivantes :

« Il y a quelques années nous ne connaissions pas un travail particulièrement dangereux ; même les hommes qui se sont occupés constamment de ces questions ignoraient que ce travail fût dangereux : il s'agit du laminage de la verge de tréfilerie. Pour effectuer ce travail, on introduit des lopins de fer encore chaud entre les cannelures d'un laminoir, et la verge incandescente sort de là sous la forme d'un trait de feu, sous la forme d'un fil de fer incandescent, et à peine est-elle sortie de cette cannelure qu'un ouvrier la saisit et la fait entrer dans une autre cannelure pour la presser de nouveau et l'amincir. Alors vous comprenez que les ouvriers qui prennent cette verge de tréfilerie sortant d'une des cannelures pour la faire entrer dans la cannelure qui est à côté sont enveloppés dans l'anse du fil incandescent. Eh bien, nous ignorions, il y a quelques années encore, que ce travail fût aussi dangereux, et nous avons trouvé des inspecteurs qui ont été ces chevaliers dont parlait notre Secrétaire général, et qui nous ont fait découvrir que ce travail-là était dangereux.

» Il y a eu des accidents très nombreux qui se sont produits, des accidents dans lesquels cette espèce d'anse de fil qui entoure l'enfant ou l'ouvrier a coupé des membres ; il est même arrivé, en 1855, aux forges d'Eurville, qu'un ouvrier a été saisi par cet anse de fil et a été décapité. Eh bien, Messieurs, il y a deux contre-maitres, deux chefs d'ateliers qui, préoccupés de ces accidents, ont imaginé des moyens de retenir cette verge de tréfilerie, ce fil de fer incandescent pour l'empêcher d'enserrer l'ouvrier. Ces ouvriers sont (et nous regrettons qu'ils ne soient pas ici, mais nous proclamerons leurs noms) M. Corbeil, chez M. Menin, aux forges du Manois (Haute-Marne), aidé dans son travail par M. Vincent, chef d'atelier aux forges d'Eurville, et un autre contre-maitre qui a aussi perfectionné les appareils de pro-

tection imaginés par ces messieurs, heureusement ici présent, M. Bernard, mécanicien aux forges d'Eurville. La Société leur décerne une médaille d'argent. (*Applaudissements.*)

» Mais ce n'est pas tout, Messieurs, que d'inventer des appareils, il faut encore trouver des industriels dévoués qui, à leurs frais, installent ces appareils, les disposent dans leurs usines, fassent les dépenses des premiers essais, fassent des sacrifices en un mot, pour venir au secours de leurs ouvriers. Eh bien, nous avons pensé qu'il fallait non seulement récompenser les inventeurs mais qu'il fallait aussi récompenser les industriels qui avaient fait les frais des inventions, qui les avaient appliquées. Nous proclamons les noms de ces industriels: MM. les Directeurs des forges d'Eurville (Haute-Marne), médaille de vermeil et mention spéciale de la Commission. C'est là que l'invention a été pour la première fois appliquée. MM. les Directeurs des forges de Commercy, de Marneval, ainsi que du Manois, ont aussi une médaille de vermeil, et M. le Directeur des forges du Clos-Mortier, près Saint-Dizier.»

Enfin cette première partie de la lecture du Palmarès se termine par la proclamation des récompenses attribuées aux agents de la police municipale. M. *Léon Renault* se fait un plaisir de la remettre à ceux qui sont présents.

La lecture est ensuite interrompue, et la musique se fait entendre.

L'auditoire est particulièrement charmé par deux soli : l'un de violon et l'autre de chant. Aussi M. *le Président* est-il l'interprète des sentiments de toute l'Assemblée quand il dit : « Nous ne saurions trop remercier l'excellente musique du 129^e, son chef M. Sévénéry, et les deux solistes éminents que nous venons d'entendre. »

Puis la parole est à M. *Durassier* pour la continuation de la lecture des prix.

Elle se poursuit sous la présidence de M. *Léon Renault*, M. *Léon Say* ayant été obligé de se rendre au Comice agricole de Versailles.

Quand elle est terminée, M. *Léon Renault* prend la parole et dit :

« Messieurs, Mesdames, mes enfants, il nous reste, avant de lever la séance, à remercier le chef de l'excellente musique que vous venez d'entendre et à le prier de vouloir bien conserver,

en souvenir de cette cérémonie qu'il a bien voulu rendre plus douce et plus agréable, cette médaille que je suis heureux de lui offrir en souvenir au nom de la Société de protection des enfants employés dans les manufactures. *(Applaudissements.)*

La séance est enfin levée à 4 heures et l'Assemblée s'écoule aux accords d'un dernier et brillant morceau de la musique du 129^e que chacun souhaite de retrouver dans deux ans au rendez-vous qu'assigne à tous M. Léon Renault.

Le Secrétaire de la Société,
LÉON DURASSIER.

ANNEXES

N° 1. — DISCOURS (1) DE M. LÉON SAY

de l'Académie française,
sénateur, ancien ministre, ancien ambassadeur de la République française
auprès de S. M. Britannique, etc., etc.,

PRÉSIDENT.

MES ENFANTS,

MESDAMES ET MESSIEURS,

Je regrette que le fauteuil de la présidence ne soit pas occupé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Pierre Legrand. M. Pierre Legrand le regrette également. Il m'a chargé de dire à la Société, à nos membres adhérents, à tous nos enfants, qu'il aurait voulu leur apporter ici le témoignage de sa sollicitude.

S'il avait été ici, je lui aurais dit que notre Société entre dans sa vingt et unième année, qu'elle atteint sa grande majorité, et que nous pouvons dire avec orgueil

(1) Sténographié par M. Gustave Duployé, ancien sténographe du Sénat, 36, rue de Rivoli, Paris.

qu'elle tient aujourd'hui tout ce que ses premières années avaient promis. Elle a réalisé tout ce qu'on attendait d'elle ; elle a fait, grâce à vous, grâce à nos collaborateurs, beaucoup de bien, et elle peut en faire beaucoup encore. Je lui aurais rappelé, comme je vous le rappelle à vous-mêmes (car c'est un devoir que nous devons accomplir tous les ans, et plus souvent encore si nous le pouvons) que nous avons eu, parmi nos fondateurs, des hommes éminents dont la mémoire nous est chère, dont l'impulsion se fait encore sentir en nous, parce qu'ils sont vivants dans nos cœurs, ils sont toujours restés nos guides dans ce qui reste à faire pour consommer notre œuvre. Parmi eux, je ne puis oublier un des plus modestes ouvriers de notre première heure, un homme de bien que j'ai connu pendant un grand nombre d'années, depuis mon enfance, car il a été un des maîtres de ma jeunesse : Barreswill, qui vous était attaché, qui était dévoué à l'industrie parisienne, qui a connu presque tous les hommes remarquables plus tard, grands industriels, qui ne dirigeaient alors que de bien petites maisons. Mais au-dessus de ce cher Barreswill, ne devons-nous pas rappeler sans cesse à notre mémoire et faire connaître à nos enfants ce grand homme, ce grand savant, Jean-Baptiste Dumas, le chimiste illustre qui est une des gloires de la France, qui a été un de nos fondateurs et qui pendant toute sa vie n'a jamais cessé de penser à nous ?

Et enfin n'y a-t-il pas un homme auquel nous devons songer sans cesse, que nous avons perdu tout récemment, qui était aussi un de nos fondateurs, un grand Français d'Alsace, celui-là, Engel Dollfus, qui a consacré sa vie avec un dévouement et un succès sans égal à toutes les œuvres de protection ouvrière, qui nous a donné les indications les plus précieuses sur la façon de poursuivre le but auquel nous nous sommes voués ?

Je ne puis pas, aujourd'hui, à cette heure, et dans ce lieu, vous faire une histoire de notre Société, ni vous montrer, en vous disant tout ce qu'elle a fait, tout ce qui lui reste encore à faire. Et d'ailleurs, le rapport de notre secrétaire général vous fera connaître quel est le genre d'action que nous exerçons, et quel est le bien que nous pouvons espérer faire encore. Il serait trop long de vous rappeler tous les chapitres de notre histoire ; mais je voudrais en aborder en quelques mots un des côtés, un de ceux qui me semblent le plus intéressants, auquel nous devons nous attacher avec le plus d'amour, et dont cet Engel Dollfus dont je parlais tout à l'heure, a été un des plus ardents initiateurs : je veux parler de notre Comité institué pour rechercher les moyens de prévenir les accidents de fabrique. M. Engel Dollfus a été un des premiers à s'occuper de ce qu'on peut appeler l'assurance préventive en matière d'accidents. Il ne suffit pas en effet de donner aux blessés des secours, d'organiser des caisses, des mutualités, des assurances pour faire des pensions aux victimes des machines et pour faire vivre des familles qu'un malheur a privé de leur chef ; il faut surtout, et avant tout, rendre le travail moins dangereux, apprendre aux constructeurs de machines, aux patrons qui les emploient dans leurs ateliers, et aux ouvriers qui s'en servent, à prendre toutes les précautions possibles pour éviter les accidents. M. Engel Dollfus pensait d'abord aux enfants de l'industrie, car, on a pu le constater, malheureusement, c'est dans les enfants que se fait le plus grand nombre de victimes ; leur jeune âge et leur défaut bien naturel de réflexion, la petitesse de leur taille qui a fait qu'on les utilise quelquefois dans des œuvres plus dangereuses, tout les expose plus que les personnes adultes, et M. Engel Dollfus, qui s'est toujours et à tous les points de vue préoccupé des enfants, l'a fait à celui-là avec une sûreté de vue tout à fait remar-

quable pour l'époque. Il s'en est occupé pour la première fois, en 1850, il n'y avait rien de fait dans ces matières et tout ce qu'on a imaginé depuis lors n'a été, pour ainsi dire, que le développement des premières idées de M. Engel Dollfus. Je retrouvais, dans un document qui m'a été communiqué ces jours-ci, et qui n'est autre que le programme de l'Association pour prévenir les accidents de fabrique, fondée sous le patronage de la Société industrielle de Rouen, ces deux phrases d'Engel Dollfus, que la Société de Rouen s'est appropriées et qu'elle a prises comme épigraphe pour indiquer quel est le sens de ses efforts, quel est le but qu'elle poursuit, but commun d'ailleurs avec le nôtre, et avec celui de la grande Société des industriels de France : « Nous avons, a dit Engel Dollfus en 1867, nous avons, de tout temps, reconnu que le fabricant doit autre chose à ses ouvriers que le salaire, qu'il est de son devoir de s'occuper de leur condition morale et physique; c'est dans l'élan du cœur qu'il faut puiser une ligne de conduite, car, en admettant les lois les plus parfaites, les responsabilités les mieux définies, les assurances contre les accidents aux primes les plus modiques, aux statuts les plus libéralement conçus, il n'en resterait pas moins, sur la brèche du progrès industriel, un certain nombre de victimes payant de leurs membres, quelquefois de leur vie, un instant d'inexpérience ou d'oubli, ou encore une légère infraction aux règles de l'atelier. Si votre propre vigilance n'était jamais en défaut, on pourrait peut-être admettre, sans exclure la compassion, moins de sollicitude et un patronage moins inquiet; mais au milieu de ses nombreux travaux, chacun de nous peut-il constamment affirmer qu'il ne lui reste rien à faire pour prévenir les accidents et qu'il est au courant des moyens les plus nouveaux et les plus propres à bien faire pour atteindre ce résultat? »

Ce sont de très nobles paroles et elles honorent Engel Dollfus et ceux qui l'ont imité. Nous protégeons, c'est le but de notre institution, nous protégeons l'enfance industrielle, et nous cherchons à la protéger dans les vues les plus larges et les plus libérales. Protéger ne veut pas dire s'emparer du corps et de l'esprit. Nous ne voulons pas tuer chez ceux que nous protégeons ce ressort de l'énergie individuelle, de l'initiative particulière, qui est la source de toute morale et de tout succès. Ce ressort énergique que la nature a mis dans l'homme comme un témoignage de son intelligence, nous entendons le respecter ; nous savons combien il serait dangereux, pour nos jeunes gens et pour nos jeunes filles, de les amener à se dire à eux-mêmes :

« Nous avons d'excellents patrons qui nous protègent ; nous avons d'excellentes sociétés qui s'occupent de nous, nous n'avons plus à nous préoccuper de ce que nous pouvons faire nous-mêmes. » Ce sont d'autres sentiments que nous voulons vous inculquer, mes enfants. Nous désirons faire beaucoup pour vous, pour votre bien-être moral, intellectuel et matériel, mais nous voulons que vous sachiez qu'il faut que vous trouviez en vous-mêmes une énergie suffisante pour vous achever vous-mêmes si je puis ainsi parler ; il faut que vous soyez des femmes utiles, utiles à votre famille plus tard, et il faut que nos jeunes gens soient un jour de bons citoyens. (*Applaudissements.*)

Mais il est une sorte de protection pour laquelle on ne peut jamais trop intervenir, à laquelle il est de notre plus strict devoir de penser incessamment, c'est cette protection physique, cette protection matérielle dont je parlais tout à l'heure.

M. Engel Dollfus, en 1850, reçoit, à la Société industrielle de Mulhouse, la copie d'un rapport de M. Willermé, membre très distingué de l'Académie des sciences

morales de l'Institut de France. Ce rapport avait pour objet l'étude de certaines lois qui venaient d'être discutées et votées dans le parlement d'Angleterre, pour la protection des jeunes ouvriers et ouvrières dans les fabriques ; M. Engel Dollfus porte immédiatement ce rapport à la Société de Mulhouse et provoque dans cette Société, à propos de cette loi, une discussion du plus haut intérêt. Ces grands fabricants de l'Alsace, ces hommes de courage, d'énergie et de cœur se disent alors que si la loi peut beaucoup pour protéger la vie des ouvriers, l'initiative privée peut davantage encore ; que l'inspection obligatoire d'un fonctionnaire de l'État ne peut pas remplacer l'inspection volontaire d'un patron qui connaît ses devoirs et qui veut les remplir. (*Applaudissements.*)

Engel Dollfus disait que tous ceux qui ont été dans l'industrie pendant trente ans, pendant quarante ans, pendant un long espace de leur vie, peuvent constater, en se rappelant la propre histoire de leur vie industrielle, que le matériel qu'ils ont employé, que les outils dont ils se sont servis dans leurs ateliers ont été dans un état perpétuel de changement, et que des inventions pour ainsi dire permanentes en ont constamment modifié la construction ou le mode d'emploi. Et il ajoutait que les inventeurs ingénieux qui trouvent les outils nouveaux, tout préoccupés qu'ils sont d'aboutir au but industriel qu'ils poursuivent, n'ont pas toujours l'esprit dirigé du côté des dangers du nouvel instrument qu'ils ont créé. Il faudrait donc, si ce sont des fonctionnaires qui sont uniquement chargés de veiller à la sécurité, que ces fonctionnaires soient en état de suivre pour ainsi dire jour par jour les progrès de l'industrie ; et ils sont certainement moins aptes à le faire que les industriels eux-mêmes. Et il ajoutait encore cette raison à la première, à celle du devoir que les patrons ont à remplir envers leurs ouvriers, sur-

tout envers leurs jeunes gens, pour dire à ses collègues de l'industrie de Mulhouse : « N'attendons pas la loi ; faisons quelque chose qui sera mieux que la loi ; occupons-nous de prévenir les accidents. » Et alors, avec cet esprit ingénieux, s'associant au contremaître Heller, je crois, dont le coup d'œil était extrêmement sûr et qui savait distinguer tout de suite le côté mauvais, fâcheux, dangereux des outils, il se met à l'œuvre. Mais ils marchaient dans l'inconnu : quels sont les accidents ? où s'est-il produit des accidents ? quels sont les mécanismes les plus dangereux ? Engel Dollfus ne trouvait pour se renseigner aucune statistique ! et encore aujourd'hui les statistiques des accidents de fabrique sont bien imparfaites. Il faut connaître la nature des accidents dans les différentes professions et leurs causes, pour pouvoir apprécier ce qu'il faut faire pour les éviter. Prévenir les accidents ! songez donc à la différence qu'il y a entre prévenir les accidents ou réparer les affreux malheurs que ces accidents ont occasionnés ! Qu'est-ce que c'est qu'une assurance contre les accidents ? que donne-t-elle ? l'indemnité, c'est-à-dire le moyen de vivre plus ou moins péniblement à ceux qui ont été privés de l'usage de leurs membres ; quelquefois c'est une petite somme pour une famille que faisait vivre le malheureux que l'accident a privé de la vie. Mais prévenir l'accident, ce n'est pas assurer, c'est au contraire rendre l'assurance inutile : c'est infiniment plus important. Mais comment faire pour étudier une à une les machines, et leurs différents mécanismes, les mécanismes au point de vue spécial qui nous occupe, comment trouver le moyen d'éviter les dangers des transmissions, ceux des engrenages, les affreux accidents des scies circulaires ? Eh bien, toutes ces études minutieuses ont été faites petit à petit. Ils ont fait, les hommes intelligents, qui se sont mis à la tête des œuvres de protection contre les accidents,

des manuels pour montrer les dangers et les moyens de les prévenir; ils ont fait perfectionner les outillages spéciaux, et, un jour, nous avons vu Engel Dollfus venir ici à Paris, dans les grandes galeries de l'Exposition de 1878, avec une série de procédés, appliqués sur un petit bâti, savamment organisé, montrant aux yeux, de la manière la plus persuasive, comment on avait diminué le danger dans un grand nombre de cas, comment même on l'avait aboli dans l'emploi d'un certain nombre de machines. Ce petit modèle de M. Engel Dollfus, ce principe de tant de progrès existe encore; il a été déposé à l'École polytechnique de Paris; il est là, et j'espère que l'École polytechnique voudra bien le confier au groupe d'économie sociale de l'Exposition universelle de 1889, pour qu'il soit possible d'apprécier les progrès accomplis avant 1878, par cet homme de bien qui s'appelait Engel Dollfus, et quels sont les progrès que nous avons pu faire depuis que nous l'avons perdu. (*Applaudissements.*)

C'est lui qui nous a donné la pensée de faire une œuvre analogue à celle qu'il avait créée lui-même, et c'est de lui que date l'institution de notre comité, du comité pour prévenir les accidents, qui joue un rôle si considérable dans notre Société. Il a été un des fondateurs de ce Comité; c'est de lui que notre Comité s'est inspiré. Mais notre Société a bien compris que le rôle qui lui appartenait ne pouvait pas être le même que celui de la Société industrielle de Mulhouse. A Mulhouse, on avait formé une sorte de mutualité entre patrons et on s'était donné le pouvoir de s'inspecter les uns les autres. C'est par des inspections, des inspections reçues volontairement et exercées par des hommes capables, et des hommes dans lesquels la Société avait confiance, dans lesquels les ouvriers avaient confiance, dans lesquels les enfants avaient confiance, dans lesquels tout le monde en un mot avait et

devait avoir confiance, qu'on a pu corriger les vices des installations primitives.

C'est en les visitant constamment avec cette préoccupation spéciale de l'accident à éviter, qu'on a constaté le côté dangereux de l'atelier ; on a vu que les monte-charges en ouvrant, pour ainsi dire, des précipices dans les couloirs de l'usine, pouvaient amener des malheurs parce que les enfants, presque toujours imprudents, se mettent à courir dans les couloirs et tombent dans le trou béant qui est au bout. Et ces inspecteurs, dont l'esprit était porté et devait être naturellement porté sur le vice qui pouvait se trouver dans telle distribution intérieure, dans tel engrenage, dans telle courroie, dans telle poulie, ces inspecteurs arrivaient à voir beaucoup mieux que l'industriel lui-même ce qui manquait à la sécurité de son atelier. On a raconté un certain nombre d'exemples de ces observations intelligentes de l'inspection trop souvent justifiées avant qu'ont ait pu opérer la modification nécessaire. Mais il est difficile d'éviter tous les accidents, même lorsqu'on a perfectionné les moyens préventifs ; l'imprudence est comme une seconde nature chez l'homme. M. Engel Dollfus racontait à ce sujet un incident bien connu et terriblement affligeant. Lorsqu'il a exposé dans les galeries de l'Exposition de 1878 cette espèce de bâti, cette espèce de petite construction, de modèle, dont je parlais tout à l'heure, il a fallu le faire monter dans une des galeries destinées aux machines. Tout près de l'endroit où ce modèle avait sa place, on avait affiché les règlements de la Société de Mulhouse, règlements que la Société de Rouen, que celle présidée par M. Muller à Paris, que notre Société-elle-même, ont faits et perfectionnés. On y indiquait les précautions à prendre. Eh bien, l'ouvrier même qui a monté le bâti de M. Engel Dollfus s'est laissé prendre dans une machine et a payé

d'une blessure affreuse l'ardeur qu'il avait mis à construire ce bâtis! Il n'avait pas suivi les règles conseillées; il avait eu un moment d'oubli et il avait été, hélas! victime de son ardeur à travailler pour éviter les accidents. Je le disais tout à l'heure, il y a beaucoup à faire par ceux qui savent ce que c'est que manier un outil; par ceux qui mettent, pour ainsi dire, la main à la pâte, et il y a beaucoup à faire aussi au moyen des inspections volontaires, qui constituent le mode d'action des Sociétés dont nous sommes entourés et que nous honorons pour tout le bien qu'elles ont fait et pour celui qu'elles peuvent faire encore. Mais à côté de cette intelligente pratique de tous les jours, il y a ce qu'on pourrait appeler les principes, cette sorte de science créée par nos fondateurs des moyens généraux de prévenir les accidents et d'en diminuer le nombre. Cette étude, cette œuvre de principe et de réflexion destinée à élucider les principes généraux de l'art de prévenir les accidents, doit être le propre d'une Société comme la nôtre. Notre devoir est de rester dans les généralités; celui des Sociétés spéciales est d'aller au fait même. Les Sociétés spéciales ont des inspecteurs, nous ne pouvons pas en avoir; mais nous devons donner les indications nécessaires à ceux qui inspectent au nom des autres Sociétés et nous mettre à leur disposition pour les aider par nos travaux de statistique, par une étude des faits dans les divers pays, par une connaissance approfondie des législations comparées, afin qu'ils puissent augmenter leurs dossiers de précédents et s'y reporter sans cesse. Nous devons encore stimuler le zèle des gens de bien qui amènent des adhérents aux Sociétés qui se constituent partout sur le modèle de cette Société de Mulhouse, à laquelle nous revenons sans cesse, car il ne faut pas oublier que c'est de Mulhouse qu'est venue l'initiative.

Il faut nous faire un titre de gloire d'avoir à notre tour

suivi Mulhouse et d'avoir exercé autour de nous une influence généreuse. La Société industrielle de Rouen nous est unie par les liens les plus intimes et elle a fait dans la question des accidents de fabriques, les progrès les plus admirables. Je demandais à notre excellent secrétaire M. Roche des renseignements sur la situation de la Société de Rouen, et il m'a répondu que cette Société étendait son action aujourd'hui sur 325 mille broches de filature, sur 5 mille métiers à tisser, sur 80 machines à impressions, sur 10 blanchiments, teintures et apprêts. La Société de Rouen fait tous les jours des progrès, elle s'étend de plus en plus et fait énormément de bien. Mais vous n'êtes pas sans connaître la Société parisienne, la Société parisienne qui est, pour ainsi dire, sortie de notre sein, qui est dirigée aujourd'hui par un homme éminent, par M. Muller, un compatriote de M. Engel Dollfus. M. Muller me disait, il n'y a pas un mois, toute la satisfaction qu'il éprouve à voir l'espèce d'entraînement qui pousse les patrons à s'affilier à sa Société. La Société parisienne est devenue la Société des industriels français; elle a des ramifications dans le Nord et commence à s'étendre dans le centre de la France. J'ai eu le plaisir de voir dernièrement à Lille les membres de la Société affiliée à celle de M. Muller; elle en a dans d'autres départements; bientôt, la France entière sera couverte de Sociétés filles de celle de M. Muller et de celle de Rouen. Les premières sont nos filles, les secondes seront nos petites-filles, et toutes feront beaucoup de bien.

Il reste pourtant quelque chose à faire dans un ordre d'idées où nous pouvons beaucoup. Je ne suis pas un ami de la réclame, mais la réclame pour le bien, n'est-on pas excusable de s'en servir? J'ai été fort étonné d'entendre dernièrement M. Gruner, qui est un des hommes les plus distingués du corps des ingénieurs civils, dire que lorsqu'il

s'est mis à travailler la question des lois sur les accidents de fabriques, il ne connaissait pas notre Société ; il ne l'a connue qu'il y a un an à peine, lui qui pourtant est un des hommes les plus compétents et qui s'est fait justement un nom parmi les ingénieurs qui s'occupent le plus utilement des questions ouvrières. Eh bien, il faut que nous le confessons, il y a beaucoup de personnes qui ne nous connaissent pas. Il faut absolument nous faire connaître : aussi ai-je été heureux de pouvoir signer à l'instant, une lettre que notre cher collègue M. Bérard a bien voulu préparer pour demander pour notre Société une place à l'Exposition de 1889. Il a été constitué à l'Exposition de 1889 un groupe qu'on appelle le groupe d'économie sociale, qui est chargé de mettre sous les yeux du public, du public français et du public européen en 1889, tous les progrès réalisés depuis dix ans dans ces questions qu'on appelle les questions d'économie sociale, c'est-à-dire dans ces questions qui intéressent la classe laborieuse, la classe ouvrière. Il est difficile d'exposer l'économie sociale, d'exposer les assurances contre les accidents, d'exposer des Sociétés de patronage ; on comprend très bien ce que c'est qu'exposer une chose tangible, un produit, une machine, mais exposer l'action d'une Société comme la nôtre, cela se comprend moins.

C'est évidemment un problème difficile à résoudre. On a réuni un grand nombre de personnes fort distinguées, et j'ai l'honneur de les présider, pour chercher le moyen de constituer une sorte de musée, musée comprenant des documents au moyen desquels on pourra se rendre compte de tout ce qui a été tenté ou accompli à ce point de vue, et nous sommes sûrs d'y réussir, parce que l'idée n'est pas nouvelle ; elle a été pratiquée soit à Bruxelles, soit surtout à Milan où on a installé, il y a quelques années, une exposition des Sociétés coopératives, du plus

haut intérêt. L'intérêt consiste à ce que, dans un même local, on trouve pour ainsi dire ce qu'on peut appeler la bibliographie de ces efforts, la table des matières de tout ce qui a été dit, écrit et fait ; en sorte qu'on donne à ceux qui se préoccupent de ces choses, l'occasion de les étudier, et surtout l'occasion de faire part de leurs réflexions au public ; on donne l'idée à des hommes qui exposent, non loin de là, leurs produits industriels, d'étudier ce qui fait l'objet de nos études à nous-mêmes. On donne aux hommes éminents qui composent le jury l'occasion de faire sur ce qui aura été mis sous leurs yeux, documents, diagrammes, tableaux, des rapports dans lesquels ils comparent l'étendue des efforts qu'on avait entrepris à l'époque de la dernière Exposition avec celui des efforts nouveaux. Les rapporteurs des jurys feront une œuvre utile pour laquelle il est nécessaire d'apporter des matériaux. Notre devoir est d'apporter ces matériaux, d'exposer ; notre devoir est de faire de la propagande pour l'Exposition, de demander à tous les patrons qui ont organisé des institutions du genre de celles que nous protégeons, d'exposer ce qu'ils ont fait. Il en résultera un ensemble qui, je l'espère, sera digne de la France. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce sujet : je crois que je n'ai pas besoin de plaider longtemps devant vous cette cause qui est la vôtre. Je n'ai pas besoin de vous rappeler tout le bien qu'a fait notre Société et le bien qui est dû à l'action persévérante de nos adhérents. Nous sommes heureux de pouvoir ici rappeler un certain nombre de noms et de couronner de louables efforts en donnant à ceux qui les ont si bien mérités des diplômes renfermant l'expression de notre gratitude pour ceux qui sont comme nous dévoués à ces jeunes gens que nous aimons tant. (*Vifs applaudissements.*)

N° II. — RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ

Pendant la période 1886-1888

Par M. LÉON RENAULT, sénateur, *secrétaire général*.

Vers la fin du onzième siècle, le monde était plein d'injustices. La force y régnait brutale, triomphante : et un grand gémissement montait de toute la terre vers le ciel, s'échappant du cœur et de la conscience des faibles. L'Église s'interposait, avec l'action que lui donnait la foi chrétienne alors universelle : mais ses efforts se brisaient souvent contre la dureté des puissants et parfois elle se laissait elle-même entraîner à la complaisance, sinon à la complicité, vis-à-vis les oppresseurs.

C'est alors qu'est née la chevalerie et que l'on a vu tant de vaillants hommes s'érigeant en protecteurs des souffrants, et se constituant redresseurs des torts des puissants, parcourir le monde la lance au poing, la cuirasse au corps et le casque en tête. La poésie s'est emparée d'eux. Elle a raconté leurs exploits dans ces naïves et touchantes chansons de geste, qui sont écloses comme autant de fleurs délicates et charmantes au pied et jusqu'au sommet des vieilles tours féodales.

En lisant, pour dresser ce rapport où je dois résumer sinon raconter notre histoire durant ces deux dernières années, le bulletin mensuel que publie le Comité de votre association, ma pensée se reportait involontairement vers ce passé si loin de nous, vers les récits qu'en ont fait les trouvères et les troubadours et je me prenais à regretter amèrement de n'avoir pas pour vous parler de cette moderne chevalerie, dont vous êtes de nos jours les soutiens et les continuateurs, la langue charmante de ceux qui ont chanté le roi Arthur et les héros de la Table ronde.

N'est-ce pas, en effet, une vraie chevalerie que celle qui se résume dans des institutions comme la vôtre, constituée avec l'unique souci de lutter pour la cause des enfants, des femmes, de ceux qui ont besoin d'être protégés contre ces forces redoutables qui dominent des sociétés où le combat pour la vie excite et réveille à chaque instant chez les hommes cette brutalité instinctive, que la marche en avant de la civilisation et de l'histoire a pu tempérer et adoucir, mais qu'elle n'a pu supprimer ?

N'était-ce pas un ordre de chevalerie qu'avait voulu fonder celui qu'il faut toujours nommer le premier, quand nous sommes

réunis, — Jean-Baptiste Dumas, — lorsqu'il a jeté les bases et dressé les statuts de notre association ?

Dans cet ordre, les armes sont différentes de celles des anciens preux, différentes comme celles de l'ennemi à combattre, mais la victoire à remporter demeure la même, et c'est toujours pour les mêmes droits, sous l'inspiration des mêmes sentiments, que nous entrons en campagne.

Je crois bien qu'un tel idéal hantait la conscience et faisait battre le cœur de mon ami et ancien confrère M. Nusse, votre dévoué et infatigable secrétaire pendant tant d'années, quand il se précipitait armé de la parole et de la plume dans chaque mêlée où il y avait des coups à donner et à recevoir (il aimait mieux les donner et il y veillait) pour la cause de l'enfance ouvrière; — quand il allait dans ces derniers temps encore constater dans les papeteries du Marais et de Sainte-Marie et au patronage de Chaumont, à l'apprentissage de la maison Lemane, les progrès réalisés en vue de la préparation intellectuelle, morale, technique des enfants, à la vie de l'ouvrier et du citoyen; — quand il nous les exposait dans ces monographies instructives et émouvantes, qu'il ne faut pas manquer de lire dans notre bulletin, si la chose n'est déjà faite.

Ah! mon cher Nusse, quel dommage que vous ayez été obligé d'échanger ce rôle actif de secrétaire de notre Société où vous avez laissé des souvenirs impérissables, pour celui d'un de nos censeurs, et que la cour suprême, en vous confiant le soin de son greffe, ait interrompu le cours de vos belles et héroïques chevauchées pour l'enfance ouvrière, — et combien il semble que vous ayez voulu ajouter encore à nos regrets par vos derniers rapports!

Comment ne le penserai-je pas? Comment résisterai-je au désir, au besoin de le dire bien haut, alors que je suis encore sous l'impression toute chaude de la lecture de toutes ces belles études que, depuis deux ans, vous avez publiées dans notre bulletin : *sur le travail des enfants dans les usines, sur les cinq projets de loi portant modification de la loi du 19 mai 1874*, dont la Chambre des députés est actuellement saisie et dans lesquels éclate, — qu'ils viennent de M. le comte de Mun ou de M. Camélinat, le même souci également sincère — j'en suis sûr — de ceux dont vous avez été l'avocat et inlouable avocat. — *sur la loi organique à faire pour le contrat d'apprentissage, etc.*? Il me faudrait résumer tout notre bulletin si je voulais ne rien oublier.

Pour nous consoler de vous avoir moins au service de notre Société, il nous faut, mon cher Nusse, songer à celui entre les mains duquel vous avez remis le drapeau que vous avez porté si fièrement et si haut. M. Durassier sait qu'il ne pourra vous faire oublier, mais il a assez de solides qualités pour entretenir parmi nous la charmante illusion que vous êtes toujours là.

Ingénieur distingué, inspecteur divisionnaire du travail des enfants employés dans l'industrie, pendant six ans, aimant l'enfance ouvrière, il sera pour notre éminent président et pour votre Comité un précieux collaborateur.

Il trouvera d'ailleurs auprès de M. Léon Say, cette justesse et cette sûreté dans la direction à suivre pour réaliser le bien et servir sans défaillance la justice, qu'ont éprouvées tous ceux — et j'en puis être témoin — qui, sur le terrain de la charité aussi bien que sur celui de la science, des lettres et de la politique, ont consulté son jugement et se sont associés aux inspirations de sa conscience, de son goût et de son cœur.

Auprès de lui, il aura tous ces fidèles gardiens de nos traditions dont les noms reviennent à chacune de nos fêtes sur nos lèvres ou sous nos plumes, tels que MM. Paul Bérard et Isidore Roche.

Le premier semble vraiment avoir une intuition particulière pour découvrir et réussir à résoudre les questions les plus pressantes et les plus aiguës parmi celles qui touchent à la protection de l'enfance ouvrière. Les communications qu'il a faites à votre Comité sur les dangers que présentaient certains modes de fabrication de la verge de tréfilerie pour les enfants exposés à être encerclés dans les replis de ces serpents de feu dont ils sont appelés à diriger la marche, et sur la possibilité d'organiser le repos dominical dans les verreries, suffiraient seules à révéler les dons précieux et particuliers de notre distingué vice-président.

Quant à M. Isidore Roche, vous ne saurez jamais reconnaître assez l'ardeur infatigable, le dévouement ingénieux et la perspicacité pénétrante avec lesquels il remplit les devoirs multiples qu'il a assumés dans notre association. Il n'est pas seulement le trésorier de notre Société et l'organisateur de ses fêtes, c'est à la tête de notre comité de placement qu'il faut le voir à l'œuvre. Il a le sentiment très vif et très juste que ce comité, si limitée que soit encore son action, est cependant appelé le jour où le contrat d'apprentissage aura pris dans notre organisation sociale la place qu'il faut à tout prix conquérir pour lui, à devenir l'instrument

le plus efficace du rayonnement de notre Association dans l'intérêt de l'enfance ouvrière.

Du fonctionnement intérieur de notre Association pendant les deux années qui viennent de s'écouler, je n'ai rien à vous dire de bien nouveau. Vos comités ont fonctionné avec régularité : et sous la direction fidèle de son président M. Faustin Hélie, votre comité judiciaire, notamment, n'a cessé de s'occuper de tout ce qui pouvait contribuer à assurer, dans tous les cas particuliers qui lui ont été soumis, l'exécution et l'application des lois protectrices de l'enfance ouvrière, surtout dans les fêtes foraines et les brasseries où les abus dénoncés depuis longtemps par nous commencent enfin à être réprimés.

Les hommes que vous avez placés à la tête de votre Association n'ont pas manqué de suivre avec le plus vif intérêt la préparation et la discussion des lois sur lesquelles délibère en ce moment la Chambre des députés et qui sont destinées, vous le savez, à modifier, en la complétant, la loi du 19 mai 1874.

Dominés par le souci principal sinon exclusif d'assurer de la façon la plus efficace la protection des faibles contre les risques de l'industrie, ils approuvent sans réticence toutes les dispositions qui dans les projets nouveaux sont de nature à achever ce que la loi de 1874 avait si bien commencé.

C'est ainsi qu'ils applaudissent à la netteté et à la précision avec lesquelles le projet du gouvernement, s'inspirant de l'enquête poursuivie par lui sur les conséquences de l'application de la loi du 19 mai 1874, a effacé la distinction admise par cette loi entre les diverses natures d'atelier et a soumis à l'application des mesures protectrices de l'enfance, les ateliers de charité, ceux de famille et les écoles professionnelles.

Malgré l'avis contraire de la Commission supérieure, ils croient que c'est avec raison que le projet ministériel a gardé le silence sur le travail dans les magasins et dans les exploitations agricoles. Ils estiment en effet que les lois spéciales sont nécessaires pour fixer la nature de protection qui doit être garantie aux faibles dans ces milieux essentiellement différents des usines industrielles.

L'élévation de l'âge d'admission dans les ateliers qui concilie la loi du 19 mai 1874 avec celle du 28 mars 1882, — l'extension de l'interdiction du travail de nuit, — les mesures particulières prescrites relativement à l'emploi des enfants dans les mines, — la conservation du livret des apprentis et enfants employés dans

l'industrie, — et l'inscription dans la loi d'articles précis et simples sur l'hygiène et la sécurité des ateliers, prescriptions devant être pour chaque industrie particulière complétées par des règlements d'administration publique aisément modifiables, — l'obligation imposée aux patrons dans les établissements desquels un accident survient, de le faire immédiatement connaître à la police et à l'inspection spéciale, devaient obtenir et ont obtenu notre assentiment complet.

Nous avons des réserves à faire sur toutes les dispositions, qui tout en consacrant dans les ateliers la nécessité légale d'un jour de repos par semaine, ne détermineraient pas ce jour d'une façon uniforme et écarteraient l'idée de le fixer au dimanche sous le prétexte du respect dû à la liberté de conscience : car il est impossible de laisser dans chaque industrie chaque ouvrier choisir à son gré le jour de son repos et il y aurait, à abandonner à chaque chef d'industrie le soin de fixer arbitrairement le jour de la semaine consacrée au repos de ses ouvriers, beaucoup plus d'inconvénients qu'à une détermination légale.

Le maintien de deux catégories d'inspecteurs relevant les uns de l'État, les autres des départements, la suppression des commissions locales, nous ont paru également donner prise à de sérieuses objections.

Il nous a semblé aussi qu'en ce qui concernait les femmes, l'interdiction du travail de nuit, légitime en principe, ne devait être inscrite dans la loi qu'entourée de ménagements et avec des facultés d'exception pour les cas spéciaux qui pouvaient seuls empêcher une mesure inspirée par le souci des femmes, de la famille et des mœurs publiques, de dégénérer en une vexation préjudiciable à tous les intérêts que la loi aurait en vue de sauvegarder.

Mais ce ne sont plus seulement des réserves, c'est une opposition résolue que les hommes placés à la tête de votre Société ont le devoir d'élever à l'encontre de ceux qui, non contents d'intervenir entre le patron et les enfants ou les femmes qu'ils emploient, non satisfaits d'assurer dans chaque atelier à tout ouvrier même adulte les conditions d'hygiène, de salubrité et de sécurité auxquelles il a droit, n'aspirent à rien moins qu'à se substituer à la liberté des citoyens dans la détermination du nombre des heures de travail, de la fixation des salaires et du mode suivant lequel sera exécuté le travail à rémunérer.

Ce n'est plus en effet de la protection, c'est de l'oppression à rebours; or sous quelque forme qu'elle se présente, qu'elle s'exerce de haut en bas ou de bas en haut, l'atteinte à la liberté humaine mérite d'être réprochée.

Elle n'entraîne pas seulement, sous prétexte d'égalité extérieure et apparente entre les ouvriers, de monstrueuses injustices, — elle n'est pas seulement une prime à l'incapacité ou à la paresse au détriment de l'intelligence et de l'énergie laborieuse, — elle ne peut triompher dans aucun pays sans entraîner fatalement dans la valeur productive de la nation qui laisse envahir ses lois par ces doctrines, qui ne sont humanitaires que de nom, un abaissement qui se traduit bien vite en ruines publiques et particulières.

Nous aimons les ouvriers, le dévouement à leur cause est notre raison d'être. Mais le premier devoir qu'il nous dicte c'est celui de nous mettre sans hésitation à la traverse d'illusions et d'erreurs économiques qui ne pourraient qu'être funestes aux intérêts qui nous tiennent le plus au cœur.

En pensant ce qu'ils pensent, en disant ce qu'ils disent, ceux que vous avez placés à votre tête sont certains d'être en parfaite communion avec vous.

En quittant cette réunion, je voudrais que vous en emportassiez une ferme résolution : celle de faire des adhérents à notre association parmi les patrons comme parmi les ouvriers, dans toutes les classes de la société, dans celles où l'enfant trouvera son existence presque assurée dès le jour de sa naissance et dans celle où la préparation de l'homme, qui doit un jour sortir de l'enfant, ne s'accomplit qu'au prix des efforts et à travers les angoisses que vous connaissez, vous qui vivez les yeux fixés, l'esprit tendu sur les misères matérielles, morales et intellectuelles de ce monde.

Le temps dans sa marche inflexible décime la vieille garde de la Société de protection de l'enfance ouvrière. A chaque instant quelqu'un tombe sur le chemin de ceux qui s'étaient, il y aura bientôt cinquante ans, groupés autour du drapeau déployé par Jean-Baptiste Dumas. Je ne puis nommer tous ceux que nous avons perdus depuis notre dernière réunion dans cette antique Sorbonne. Mais vous ne me pardonneriez pas de ne pas saluer une dernière fois deux de ceux que la mort nous a pris.

Ducholet, ce praticien distingué que toutes les épidémies ont toujours trouvé debout pour les combattre et qui restera comme

l'une des figures les plus sympathiques de ce Paris charitable qui prodigue son or, son cœur et son temps à toutes les misères. La Société de Protection l'attira par ses généralisations des systèmes d'éducation et d'enseignement technique. Il aimait à se mêler aux discussions des séances et il y trouvait la juste raison de décider. Dans l'avenir nos résolutions se ressentiront certainement de son absence, que nous regretterons longtemps encore.

Le comte Sérurier, digne héritier d'un grand nom militaire du premier empire, vint des premiers à notre Société. Il se voua pendant longtemps à son œuvre avec beaucoup d'activité; mais devenu l'un des membres les plus justement influents de la Société de secours aux blessés militaires, il y trouva un terrain d'action répondant mieux que le nôtre à ses aspirations et culte de ses souvenirs. Aussi fut-il dans les derniers jours un peu moins assidu parmi nous. Il n'en continuait pas moins à s'intéresser à notre Société et il s'honorait toujours de faire partie de son grand état-major.

Ne vous dites pas : que la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures a accompli son œuvre; qu'au souffle chaud d'humanité et de pitié qui a passé sur le monde moderne les glaces du temps jadis se sont rompues pour ne plus se reformer; que les pouvoirs publics sont aujourd'hui convertis à la cause de la défense des faibles contre les forts; que la loi du 19 mars 1874 n'a plus besoin d'auxiliaires libres, de bataillons de volontaires; que ce n'est plus seulement l'enfant et la femme que le gouvernement de la république couvre de son égide; qu'il a pris en main les droits et les intérêts des ouvriers adultes; que s'il y a eu un péril possible ce n'est plus le défaut mais l'exagération de l'intervention de l'État entre le capital et le travail, entre le maître de l'usine et de l'atelier et ceux auxquels il commande.

Ce serait une grave erreur. Les plus justes causes ne sont pas moins menacées par l'excès de leur triomphe que par les vicissitudes de la bataille. Une société comme la nôtre a le devoir et la mission d'enseigner la modération dans la victoire, après avoir prêché la croisade qui l'a assurée. Elle doit avoir à cœur d'empêcher que la juste passion de la protection n'entraîne les pouvoirs publics au delà des limites où commence le champ sacré de la liberté, et que, sous le prétexte généreux de la défense des faibles,

on n'introduise dans nos lois des mesures préjudiciables à la fois aux intérêts des ouvriers capables et laborieux et à la prospérité industrielle de la France.

Notre rôle, après avoir montré le but à atteindre, est de veiller à ce qu'il ne soit pas dépassé, de faire reformer les rangs après les chasses vigoureuses que nous avons menées.

L'enfant, d'une manière absolue, — fille ou garçon, — voilà l'être à protéger, à défendre, sans trêve, presque sans mesure, dans l'usine, dans l'atelier, dans la mine lorsqu'on l'y fait descendre, dans la ferme même, s'il y est livré à la direction d'un maître.

Pour la femme, il faut déjà plus de circonspection, car il n'est pas permis d'oublier les périls auxquels l'exposerait une législation qui, sous le couvert et avec les plus pures intentions d'assistance tutélaire, limiterait à l'excès l'emploi des forces, au moyen desquelles elle peut soutenir honorablement son existence, contribuer à assurer celle de ses enfants, de ses vieux parents et parfois d'un mari malade, infirme ou même paresseux, ivrogne et débauché : car, hélas ! il y a trop de ces maris-là.

Mais c'est vis-à-vis des adultes surtout qu'il convient de ne pas laisser l'intervention protectrice de la loi sortir du domaine où elle est respectable, utile, nécessaire pour se transformer en une sorte de socialisme d'État, le plus funeste de tous : car il n'aboutit qu'à des oppressions aussi dommageables pour les ouvriers que pour les patrons et pour la prospérité intérieure et extérieure de la nation.

Il y a là de bons combats à livrer : et pour nous y conduire, quel chef plus vaillant et plus sûr pourrions-nous avoir que le président qui a bien voulu remplacer à notre tête J.-B. Dumas ? Nul n'a tracé d'une main plus ferme la frontière qui doit séparer le domaine de la protection de celui de la liberté, celui des tutelles indispensables et celui des responsabilités nécessaires.

Notre petite armée que je voudrais voir devenir une grande armée, dont je voudrais que les bataillons se changeassent en régiments, en brigades, en divisions, ne changera pas de camp en occupant sur le champ de bataille où elle a évolué jusqu'ici, ces lignes nouvelles. La protection dans le monde moderne ne peut en effet triompher définitivement qu'à la condition de lutter à la fois contre ceux qui la refusent et contre ceux qui veulent l'exagérer. Il faut avoir le même courage pour combattre les uns et les autres.

D'ailleurs quelque large que soit le rôle que l'État assume pour la réalisation d'objets ayant le caractère de ceux en vue desquels notre association s'est créée, il reste toujours une place à occuper pour l'action individuelle des citoyens.

Il est question de supprimer, dans le régime législatif qu'on nous prépare, les commissions locales instituées par la loi de 1874 et de les remplacer par la multiplication des inspecteurs de l'État et des départements. N'y a-t-il pas un terme moyen à prendre entre cette suppression et l'extension inique qu'entendaient donner à leurs pouvoirs certains projets soumis au Parlement et qui traitant les patrons en suspects, proposaient de les exclure absolument de ces commissions? Je le crois, mais j'ai peur que cette fois-ci encore cette opinion moyenne ne soit condamnée à un échec au moins momentané, et qu'on n'oublie trop les résultats excellents qu'a produits dans l'instruction publique l'institution des délégués cantonaux et l'alliance de la libre indépendance des citoyens avec l'action des fonctionnaires pour l'exécution des lois.

Aussi, est-ce le cas ou jamais de maintenir et de développer ces associations libres de patronage des apprentis et de l'enfance ouvrière, au centre sinon au sommet desquelles notre Société s'est placée et a vécu en travaillant depuis son origine.

Ne nous reste-t-il pas en outre et entre cent autres, une question précise et pressante sur la solution de laquelle il importe de concentrer nos efforts : celle de l'organisation du contrat d'apprentissage que n'avancent en rien les projets nouveaux dont le Parlement est saisi, ces projets qui seront la loi de demain.

Tous ceux qui ont eu l'honneur de prendre la parole devant vous comme présidents ou secrétaires généraux de votre association, vous ont indiqué la gravité et les difficultés de ce problème qu'il faut pourtant résoudre si on veut assurer à notre pays le recrutement régulier d'ouvriers capables de lui conserver la suprématie industrielle qu'il a si longtemps exercée et dont son génie propre le rend digne.

Dans sa séance du 7 juin 1886, votre Comité a pris une délibération précédée d'un remarquable rapport de M. Nusse dans lequel il a indiqué les mesures qui lui paraissaient propres à généraliser le contrat d'apprentissage, à assurer entre les enfants, leur famille et les patrons le lien de droit devant résulter de ce contrat et sanctionner l'accomplissement des obligations qu'il fait naître.

Cette délibération demande — que le contrat d'apprentissage soit écrit — qu'un apprenti ne puisse entrer chez un nouveau maître que muni d'un congé d'acquit donné par le maître précédent — que les maîtres qui auraient pris un apprenti au mépris des prescriptions précédentes, deviennent personnellement responsables des engagements et des dommages et intérêts auxquels serait tenu l'apprenti — que cette responsabilité ait lieu même entre patrons exerçant des industries différentes — que les manquements des apprentis soient punis au moyen de retenues sur la gratification et les autres allocations constituant pour eux un quasi salaire, une sorte de pécule — qu'il soit établi entre les ouvriers et apprentis d'un même établissement une coopération ou participation dont les avantages seraient proportionnés, en ce qui concerne les apprentis, à leur mérite professionnel et moral.

Votre Comité a en même temps émis le vœu que les patrons, dont la plupart aujourd'hui ne logent plus et ne nourrissent plus d'apprentis, fussent tenus de remplacer cette pension par une gratification dont la diminution ou la suspension constituerait entre les mains du maître un moyen d'action sur l'apprenti.

J'aime à rappeler que ce programme si pratique, fruit et résumé de tant d'observations patientes, dressé à la lumière des indications fournies par les monographies professionnelles de l'apprentissage, au courant desquelles votre bulletin n'a cessé de vous tenir, n'est que la réédition perfectionnée et complétée du projet de réglementation de l'apprentissage que deux des meilleurs et plus utiles membres de notre Société, MM. Fliche et Tournier, avaient soumis à votre Comité dès 1882.

Enfin, alors même que notre Société ne servirait plus qu'à proclamer publiquement et à récompenser dans la mesure, si faible qu'elle soit, des ressources dont elle dispose, ceux qui, patrons ou ouvriers, ont bien mérité de l'enfance laborieuse et pauvre, n'aurions-nous pas encore une raison d'être et ne conserverions-nous pas un véritable attrait pour tous ceux qui aiment à se consoler des misères, des souffrances et des iniquités dont cette terre est chargée en découvrant, en saluant au passage et en remerciant ceux qui passent en faisant le bien ?

J'arrive ainsi, Messieurs à la partie la plus douce de la tâche que vous m'aviez confiée. J'ai à vous nommer nos lauréats, non pas tous — ce soin appartiendra à votre dévoué secrétaire M. Durassier; — quand il faut peindre une chaîne de montagnes

sur une petite toile, on est bien obligé de ne tracer que la ligne des sommets.

Votre Comité tient à vous signaler parmi ceux qui ont obtenu des médailles de vermeil ou des mentions honorables, ceux qui lui ont paru avoir le mieux mérité vos applaudissements et votre hommage.

Au nombre des institutions charitables, il veut vous désigner tout spécialement :

1° Le patronage des apprentis de la ville de Chaumont dont M. Nusse vous a, dans votre bulletin, décrit l'organisation et révélé les services par une monographie si juste et si touchante.

2° Le patronage des apprentis de Nîmes où le Conseil des prud'hommes a institué des concours techniques entre les apprentis de la ville, qui donnent de grands résultats.

3° MM. Normant frères, fabricants de draps à Romorantin. Ils ont fondé des crèches pour les enfants en bas âge et des écoles pour les enfants en apprentissage.

4° L'orphelinat municipal professionnel des garçons d'Angers. Depuis 1873, 273 orphelins ont été assistés, placés en apprentissage sous la surveillance d'une Commission prise au sein du Conseil Municipal.

5° M^{lle} Ryder, fondatrice, directrice de la maison de charité pour les filles mineures sans ressources, à Amiens. Près de 1000 enfants orphelines ont été recueillies et placées en apprentissage depuis dix années.

Parmi les institutions manufacturières vous rencontrerez :

1° MM. Bonnet, ingénieurs-constructeurs à Toulouse, qui ont institué une série de mesures qui prennent l'enfant à son entrée dans l'établissement avec un contrat d'apprentissage, le suivent pendant son séjour et permettent de lui constituer à sa sortie un petit capital formé de ses économies et de gratifications;

2° M. Maistre Jules à Villeneuve (Hérault), grand industriel, grande sollicitude pour les enfants et les vieillards;

3° M. Leglas Maurice-François à Nantes. Parfaite exécution de la loi, emploi d'outils évitant les accidents;

4° MM. Pol et Firmin Charbonneaux, maîtres-verriers à Reims, ont supprimé le travail du dimanche pour les enfants au détriment de leurs intérêts;

5° M. Lebas Jules, fabricant de dentelles à Saint-Pierre-les-Calais,

organisation parfaite pour le bien-être matériel et moral de tout son personnel;

6° M. Chapuis, directeur de l'École professionnelle de la Chambre syndicale du Papier, a organisé les cours et concours de l'École professionnelle du Cartonnage;

7° M. Crété (Jules), imprimeur à Corbeil (S.-et-O.). — Création d'une École professionnelle et d'une caisse de secours.

Au premier rang des contremaitres et contremaitresses, saluez :

M. Portier, de l'imprimerie Oberthur, à Rennes. Direction générale des apprentis. — Cours théoriques depuis 1846;

M. Villardy, de la maison Normand, à Romorantin (Loir-et-Cher), contremaitre depuis 1856. — Excellente direction professionnelle donnée aux enfants;

M. Bonnabelle, de l'imprimerie Coutant Laguerre, à Bar-le-Duc (Meuse). — Depuis 1840, direction paternelle des apprentis. Officier de l'Instruction publique pour sa participation aux sociétés savantes de Bar-le-Duc;

M. Bernard, chef porion aux mines de Courrières depuis 1849.

M. Betromieux, aux usines métallurgiques de Saint-Waas (Pas-de-Calais), depuis 1849.

M. et M^{me} Caron, déjà récompensés en 1886, n'ont cessé de donner des preuves nouvelles de dévouement dans la fabrique de chaussures de Lillers (Pas-de-Calais).

M. Thomas, contremaitre chez M. Henri Lepaute depuis 1838, a formé tout le personnel employé dans le verre d'optique pour les phares.

N'oublions pas les anciens ouvriers ayant fait leur apprentissage dans le même atelier, MM.

Gagnepain, à la fabrique des papiers F. Didot, à Sorel-Moussel (Eure-et-Loir), 58 ans de services;

Gauvy, chez MM. Vitalis, fabricants de drap à Lodève; 55 ans de services;

Deradt, chez M. Léonard, à Bailleul (Nord), 52 ans de services;

Derecusson, chez M. Père, imprimeur à Beauvais, 52 ans de services;

Delassus (V^e), chez M. Caron à Béthune, 50 ans de services;

Lenoir, chez M. Pruvost, filateur, à Lapugnoy (Pas-de-Calais), 50 ans de services;

Rochebilière, entré en apprentissage en 1828, chez M. Ernest André, graveur;

Duquesne, aux papeteries de Boissy-le-Châtel, 50 ans de services;

Dehédin, de Woincourt (Somme), 57 ans de services.

Enfin, parmi les industriels ayant pris les meilleures mesures pour prévenir les accidents de fabrique :

M. Francez, ingénieur directeur de la fabrique d'allumettes du Prado à Marseille; — a supprimé le danger des vapeurs phosphorées.

L'Association des industriels de France pour prévenir les accidents de fabrique.

Les forges d'Eurville, ainsi que celles du Clos-Montier, du Morion, du Mornaval, qui par leurs installations suppriment les nombreux accidents résultant du laminage des fils de fer.

MM. Cabillet, Vincent, Bernard, chefs mécaniciens dans ces usines, qui ont inventé, perfectionné ou adopté ces systèmes protecteurs.

MM. des Genetais, Fauquet, Lemaître (de Bolbec) qui ont réalisé toutes les dispositions préservatrices indiquées dans leur industrie.

Comme chaque année, nous tenons à exprimer notre reconnaissance :

Aux inspecteurs et brigadiers qui ont dressé de nombreux procès-verbaux pour vente sur la voie publique de livres, images, emblèmes, chansons obscènes tendant à la dépravation morale des apprentis, ainsi qu'aux nombreux agents ayant dressé 40 procès-verbaux pour surcharge des apprentis, conformément à l'article 3 du décret du 13 mai 1875 (Présentation de M. le Préfet de Police).

LISTE DES RÉCOMPENSES

DÉCERNÉES

EN 1888

I

INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES).

OEuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles, Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).

CHER

SOEUR MARIA DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL, supérieure et directrice de l'atelier de couture de Torteron.

Dirige avec un zèle digne d'un grand éloge l'atelier de couture et l'école qui y est annexée. — Les enfants obtiennent en grand nombre le certificat d'études. — (*Proposition de M. Fache, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

GARD

PATRONAGE DES APPRENTIS. CONSEIL DES PRUD'HOMMES DE NÎMES.

Exerce sur les enfants une grande surveillance pour leur bien-être matériel et moral. A institué des concours d'émulation entre les apprentis et organisé des distributions de récompenses. — (*Proposition de M. de Pellet, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

LOIR-ET-CHER

NORMANT frères (MM.), fabricants de drap à Romorantin.

Entretiennent depuis 1841 une école maternelle nourrissant les enfants, à midi, pendant l'hiver.

Ont créé en 1874 trois écoles d'apprentis qu'ils entourent d'une grande sollicitude. — (*Proposition de M. Jubertau, Inspecteur départemental.*) **Médaille de vermeil.**

HAUTE-MARNE

SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES APPRENTIS DE LA VILLE DE CHAUMONT. —

Président fondateur : M. Aubry ; secrétaire : M. Merger, avocat.

Fondée en 1850, reconnue d'utilité publique, la Société remplace la famille auprès des orphelins et des enfants pauvres, tant au point de vue religieux qu'au point de vue intellectuel et professionnel. Elle place les enfants en apprentissage, fait respecter leurs droits, leur constitue par leurs économies un petit capital à leur sortie d'apprentissage. 600 enfants ont été placés. Une école ménagère de filles fonctionnant avec le concours d'un Comité de dames patronnesses est associée à l'œuvre. — (*Proposition de M. Delaisement, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.

MAINE-ET-LOIRE

ADMINISTRATION DE L'ORPHELINAT MUNICIPAL PROFESSIONNEL DE GARÇONS D'ANGERS.

Depuis 1873 l'œuvre recueille les enfants orphelins, les met en apprentissage sous la surveillance d'une Commission de cinq membres nommés par le maire ; 273 orphelins ont été instruits, 80 sont constamment sous le patronage de l'œuvre. — (*Proposition de M. Giroud, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.

II

INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS.

PREMIÈRE CATÉGORIE

Comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction, tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des Apprentis et jeunes Ouvriers.

HAUTE-GARONNE

BONNET frères (MM.), ingénieurs constructeurs, Grand-Rond, Toulouse.

Ont créé tout un système d'épargne et de gratifications qui assurent aux apprentis un capital à la sortie d'apprentissage. De plus, ils encouragent par des notes et des récompenses le zèle des apprentis. Médaille d'argent en 1878. — (*Proposition de M. Prunet, Inspecteur départemental.*) **Médaille de vermeil.**

HÉRAULT

MAISTRE (M. Jules), manufacturier de draps, à Villeneuve.

Perfectionnements incessants dans le matériel et les procédés de protection. Grande sollicitude pour les apprentis. — (*Proposition de M. de Pellet, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.**

MARNE

BUIRETTE GAULARD (M. Eugène), filateur, à Suippes.

A organisé à l'école communale un musée industriel. Entretient les cours des apprentis à ses propres frais ; M^{me} Buirette, de son côté, consacre tous ses soins aux jeunes filles. — (*Proposition de M. Barbry, Inspecteur départemental.*) **Médaille de vermeil.**

POL et Firmin CHARBONNEAUX (MM.), maîtres de verrerie, à Reims.

Création d'une école dont la fréquentation est assurée par des récompenses mensuelles. Se sont imposé toutes les dépenses, ont surmonté toutes les difficultés de métier pour accorder aux enfants le repos du dimanche. — (*Proposition de M. Delaisement, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de vermeil.**

MEUSE

SALMON (M. A.), maître de forges, à Abainville par Gaudricourt.

A créé à ses frais une école et un asile dans lesquels sont élevés tous les enfants de ses ouvriers jusqu'à leur entrée dans les usines. — (*Proposition de M. Chéry, Inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

NORD

AGACHE fils (M.), filature et tissage, à Perenchies.

A créé depuis huit ans des écoles pour les garçons et pour les filles des ouvriers de ses usines, une école pour les enfants de la commune, un orphelinat et une salle d'asile. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

SEINE-ET-OISE

BERRURIER (M.), fabricant de bretelles, à Saint-Cyr-l'École.

Grands perfectionnements hygiéniques dans le matériel ; sollicitude constante pour les apprentis ; suppression de la pédale des machines à coudre. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil.

CRÉTÉ (M. Jules), imprimeur, à Corbeil.

Création en 1878 d'une école professionnelle et d'une caisse de prévoyance. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

DEUXIÈME CATÉGORIE

Comprenant les industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.

LOIRE-INFÉRIEURE

FRANÇOIS-LEGLAS (M. Maurice), manufacture de meubles, route de Rennes, à Nantes.

Exécution absolue de la loi de 1874. Protection complète de tous les appareils dangereux. Scies circulaires remplacées par les scies à rubans, etc. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil.

NORD

ROGEZ frères (MM.), fileterie, rue d'Iéna, à Lille.

Grande sollicitude pour prévenir les accidents. Surveillance attentive des apprentis. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

OISE

PATINY (M. Émile), directeur de la filature de laine de Cramoisy.

Création d'une école où tous les enfants obtiennent le certificat d'études. Organisation d'une société chorale pour sauvegarder la moralité des jeunes ouvriers. — (*Proposition de M. Wallet, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

PAS-DE-CALAIS

BONNEAU (M.), Président du syndicat pour la construction des navires, à Boulogne-sur-Mer.

Forme des apprentis pour la construction des navires ; leur fait suivre des cours de dessin spéciaux ; et assure ainsi au pays une industrie qui lui échappait. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental à Arras.*)

Médaille d'argent.

LEBAS (M. Jules), fabricant de tulles et dentelles, à Saint-Pierre les-Calais.

Grande sollicitude pour les apprentis et les ouvriers. Ecole d'ordre et d'économies. Résultats matériels et moraux considérables. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille de vermeil.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

BARDOU frères (MM. Eugène et Léon), manufacturiers, avenue de la Gare, à Perpignan.

Beaucoup de sollicitude pour leur personnel et leurs apprentis. — (*Proposition de M. Rey, Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

SEINE

CHOTIN (M^{me}), polisseuse, 59, rue d'Argout, à Paris.

Grand dévouement aux 20 apprenties qu'elle a formées depuis de longues années. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de bronze.

HONNET (M^{lle}), couturière, 15, rue du 4-Septembre, à Paris.

Prodigue des soins exceptionnels aux apprenties orphelines de père et de mère qui travaillent dans sa maison, pourvoit à tous leurs besoins, les soigne et les aide de ses conseils. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de bronze.

SEINE-ET-MARNE

DELAMOTTE (M.), directeur de la fabrique de produits alimentaires de M. Prévot, à Meaux.

Grande sollicitude pour les apprentis. Grande prudence pour éviter les accidents. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

TROISIÈME CATÉGORIE

Comprenant les industriels et patrons chez lesquels le contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.

EURE-ET-LOIR

DAVID (M^{lle} Isménie-Eugénie), couturière, à Boisville-la-Saint-Père.

Couturière depuis 44 ans. Elle a formé une cinquantaine d'apprenties. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

FOUCHER, née HOULIER (M^{me} Désirée), couturière à Châteaudun.

Depuis 20 ans elle a formé 40 apprenties qui l'entourent d'estime et de reconnaissance. — (*Proposition de M. Vénot, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

LAMBERT (M.), fabricant de sucre, à Toury.

Grande sollicitude pour la sécurité des ouvriers, fidèle observateur de la loi de 1874. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

SEINE

LEROY (M. Jean-Pierre-Hippolyte), 9, rue Casimir-Delavigne, trésorier de l'adoption pour le placement des enfants pauvres et orphelins.

S'occupe depuis 20 ans avec beaucoup de zèle de la surveillance des enfants placés en apprentissage. 800 enfants sont placés et plus de 1000 autres ont terminé leur apprentissage sous sa direction. — (*Proposition de M. de Bellay, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

SOMME

RYDER (M^{lle} Marie-Clémentine), fondatrice de la maison de charité pour les filles mineures sans ressources, 217, route de Paris, à Amiens.

La maison recueille les jeunes infortunées et pourvoit à leurs besoins matériels et professionnels. 40 jeunes filles sont actuellement employées à une fabrique de lacets sous la surveillance de l'œuvre. Un millier de jeunes filles mineures ont été ainsi secourues. — (*Proposition de M. Jaraczewski, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil.

QUATRIÈME CATÉGORIE

Comprenant les personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.

AUBE

BIÉLANSKI (M^{me}), née CHARTON, institutrice à la filature de MM. Hoppenot, à Troyes.

Grand dévouement à l'instruction des cinquante enfants qui fréquentent l'école annexée à la filature. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

PETIT (M^{me} Marie), institutrice des écoles de fabriques établies par la ville de Troyes.

Grand dévouement aux soixante élèves de l'école. Médaille de bronze en 1884. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

CHER

MASSON (M.), instituteur public, à Vierzon-Forges.

Grand dévouement aux enfants de l'école annexée à la verrerie du Val-d'Hyères. — (*Proposition de M. Fache, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

LOIRE

BOURLES (M. Émile), directeur de l'école professionnelle de Saint-Chamond.

A créé un cours de dessin fréquenté par 130 apprentis, place ses élèves et les surveille. — (*Proposition de M. Goulet, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

LOIR-ET-CHER

DESNEUX (M. Auguste), instituteur public, à Romorantin.

Grand zèle dans le cours qu'il fait depuis quatre ans à l'usine de MM. Normant frères. — (*Proposition de M. Jubereau, Inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

MARNE

DELORME (M. Émile-Auguste), instituteur, à Reims.

Zèle et dévouement dans la classe de 40 élèves qu'il fait aux apprentis. — (*Proposition de M. Delaisement, Inspecteur divisionnaire.*)
Médaille de bronze.

MEUSE

VARLET (M^{lle}), institutrice publique, à Bar-le-Duc.

Dirige depuis 3 ans un cours pour les apprentis avec beaucoup de zèle. — (*Proposition de M. Chéry, Inspecteur départemental.*)
Mention honorable.

NORD

SOEUR ALEXIS HANTZ, directrice de l'ouvroir de M. Philippe Vrau, rue du Pont-Neuf, à Lille.

Dirige l'école depuis 12 ans avec beaucoup de zèle, et surveille les jeunes filles confiées à ses soins. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur départemental.*)
Médaille de bronze.

OISE

CHATELAIN (M. Pascal), instituteur libre chez MM. Mercier, manufacturiers, à Ourscamps.

Dirige avec le plus grand dévouement l'école libre des garçons au nombre de 60 environ depuis 1883. — (*Proposition de M. Wallet, Inspecteur départemental.*)
Médaille de bronze.

SOEUR CHRISTINE WEBER, institutrice libre chez MM. Mercier et C^{ie}, manufacturiers, à Ourscamps.

Dirige avec le plus grand dévouement l'école de filles et donne l'instruction aux jeunes filles au nombre de 60 environ depuis 1873. — (*Proposition de M. Wallet, Inspecteur départemental.*)
Médaille d'argent.

PAS-DE-CALAIS

AUMONT (M. Jean-Baptiste), instituteur, à Courcelles-les-Lens.

Depuis 20 ans dirige avec un grand dévouement une classe de 120 enfants des mines. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)
Médaille d'argent.

GALLET (M. Stanislas), instituteur retraité, à Loos.

Dirige avec beaucoup de zèle et de succès l'école de la Compagnie des mines. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

SOEUR MÉLANIE HILD, institutrice à Liévin, canton de Lens.

Grand dévouement dans l'école des Mines de Lens, et dans le dispensaire qui y est annexé. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

SOEUR SIDONIE LEBAS, directrice de l'asile d'Auchel.

Dirige depuis 1844 l'éducation et l'instruction ménagère des jeunes filles des mines de Marles. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

PANNEQUIN (M. Alphonse-Jean-Baptiste), instituteur aux mines de Liévin.

S'occupe des enfants avec un soin digne des plus grands éloges. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

PRÉVOST (M. Antoine), instituteur, à Bruay.

Dirige depuis 12 ans avec beaucoup de zèle les 600 élèves de son école. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

SÉRY (M. Auguste), instituteur, à Cercamp-les-Frévent.

Excellente direction intellectuelle et morale donnée aux enfants de la filature Lugien-Leroy. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

THUILLIER (M. Charles-Joseph), à Boubers-sur-Conche, par Frévent.

Grand dévouement dans la direction des élèves de la filature. Enseignement complet, avec exercices de corps, maniement des armes, etc. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

YVARD (M^{lle}), institutrice, à Loos.

Zèle dans ses fonctions. — Bons résultats. — (*Proposition de M. Quéroy, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

SEINE

CAYAR (M. Auguste-Adolphe), agent de l'Association pour le placement en apprentissage des orphelins des deux sexes, 3, rue de Turenne.

Depuis 11 ans, M. Cayar a rendu les plus grands services par son zèle et son dévouement aux intérêts de l'Association, et par sa surveillance sur les 600 pupilles. — (*Proposition de M. E. Nusse, censeur de la Société.*)

Médaille de bronze.

BARION (M. Joseph) dit **CHAPUIS**, directeur de l'école professionnelle et créateur de cours d'enseignement théorique et pratique de fabrication dans l'industrie du papier.

Services exceptionnels rendus à la Chambre syndicale du papier. (*Présentation de M. Choquet, président de la Chambre syndicale du papier.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

SOMME

BARBIER (M. Virgile), instituteur, à Abbeville.

Grand dévouement aux enfants de l'industrie. Résultats dignes d'éloges. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

MACQUE (M. Camille), instituteur, à Abbeville.

S'est attiré l'estime et l'affection de tous ses élèves de l'industrie — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

ILLE-ET-VILAINE

FOUQUET (M. Benjamin-Victor), **FRÈRE LOUIS** de l'Instruction chrétienne, Maison du Thabor, à Rennes.

Depuis 15 ans, le frère Louis dirige avec un grand dévouement l'école de l'imprimerie Oberthür. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

BÉRARD (M. Emile-Joseph), professeur technique à l'imprimerie Oberthür, à Rennes.

Services exceptionnels rendus à la jeunesse ouvrière. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

III

CONTREMAITRES OU CONTREMAITRESSES

QUI FONT PREUVE A UN HAUT DEGRÉ D'INTELLIGENCE ET DE
DÉVOUEMENT ENVERS LES ENFANTS QU'ILS SURVEILLENT ET AUXQUELS
ILS SONT CHARGÉS D'APPRENDRE LEUR MÉTIER

AUBE

CAUMEAU (M. Auguste), contremaître chez M. Vachette, fabricant de serrures, à Troyes.

Depuis 25 ans s'occupe des apprentis avec un soin tout particulier.
— (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

LAMARRE (M. Louis), contremaître chez MM. Poron et Mortier, à Troyes.

A formé depuis 20 ans un grand nombre d'apprentis. Déjà récompensé en 1884. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

CHER

BOURGOIN (M^{lle} Marie), contremaîtresse chez M. Chanlon, filateur, à Bourges.

Apprentie, ouvrière et contremaîtresse, elle est très dévouée aux apprenties. — (*Proposition de M. Fache, Inspecteur divisionnaire.*)

Mention honorable.

EURE-ET-LOIR

BELHOMME (M. Pierre-Adrien), contremaître chez M. Honnard, fabricant de clefs, à Gasville.

Entré comme apprenti en 1855, il est contremaître depuis 20 ans. A formé 60 apprentis. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

BOULONNE (M. Louis-Alphonse), contremaître chez M. Bourrée, usine à sucre, à Voves.

A formé depuis 1881 environ 25 apprentis. Grand dévouement professionnel. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

CHEVILLARD (M. Célestin), contremaître chez M. Fontaine, mécanicien, à Nogent-le-Roi.

Contremaître depuis 8 ans, il a formé 8 apprentis avec un grand dévouement. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

FISSEAU (M. Alexandre), contremaître chez M. Loiselet, fondeur, à Nogent-le-Roi.

Appartient à la maison depuis 1865. A formé une douzaine d'apprentis. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

FONTAINE (M. Modeste-Lucien), contremaître chez MM. Firmin Didot et C^{ie}, fabricants de papier, à Sorel-Moussel.

Bonne instruction aux apprentis depuis 1871. — (*Proposition de M. Mauger.*)

Médaille de bronze.

GALLAS (M. Adolphe), contremaître chez M. Baudet, fabricant de chaînes, à Châteaudun.

Depuis 10 ans, conduite exemplaire, bonne direction aux apprentis. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

GAUVIN (M. Louis), contremaître chez M. Chevallier, fabricant de couvertures, à Châteaudun.

Depuis 17 ans, grand dévouement au personnel et aux apprentis. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

GODIN (M. Basile-Céleste), contremaître chez M. Gohon Toussaint, entrepreneur de maçonnerie, à Nogent-le-Rotrou.

Attaché à la maison depuis 28 ans comme ouvrier, puis contremaître. Il a formé de nombreux apprentis et leur donne tous les exemples d'honorabilité et de dévouement. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

HOUDARD (M. Victor-Gustave), contremaître chez M^{me} V^e Garnier, imprimeur, à Chartres.

Depuis 1858 il ne cesse de se dévouer aux apprentis de la maison. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

LASNE (M. Emile-Adrien), contremaître chez M. Lecoq, constructeur mécanicien, à Boisville-la-Saint-Père.

26 ans de services et de dévouement aux apprentis. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

VICTOR (M. Oscar-Alphonse), contremaître chez M^{me} V^e Garnier, imprimeur, à Chartres.)

Entré il y a 20 ans comme apprenti, il s'est instruit et perfectionné lui-même et est aujourd'hui un excellent maître d'apprentissage. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur.*)

Médaille de bronze.

GARD

PIN (M. Antoine), chef lamineur aux forges d'Alais, usine de Tamaris.

Lamineur depuis 1850 il a formé une vingtaine d'ouvriers. Estime générale. — (*Proposition de M. Pellet, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

HAUTE-GARONNE

AMBIALET (M. François-Julien), contremaître chez MM. Bonnet frères, ingénieurs constructeurs, à Toulouse.

Surveille avec une grande sollicitude l'apprentissage; 30 années de services; nombreux ouvriers formés. — (*Proposition de M. Prunet, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

ILLE-ET-VILAINE

BELLIER (M. François-Julien-Jean), contremaître de reliure chez MM. Oberthür, imprimeurs, à Rennes.

25 ans consacrés aux apprentis. Estime générale. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

BIELLE (M. Alexandre), contremaître chez MM. Oberthür, imprimeurs, à Rennes.

33 ans de services. S'occupe avec un grand dévouement des apprentis à la fin de l'apprentissage et des jeunes ouvriers. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

BONNICHON (M. Jean), contremaître, professeur technique à l'école des apprentis compositeurs typographes.

A le premier ouvert ce cours de typographie et a formé environ 55 ouvriers depuis 1874. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

COLLEU (M^{lle} Anne-Marie), contremaîtresse à l'imprimerie Oberthür, à Rennes.

28 ans de services continus. Grand dévouement aux jeunes filles de l'imprimerie. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

GUÉRIN (M. Marie-Emile), contremaître à l'imprimerie Oberthür, à Rennes.

23 ans d'excellents services et de dévouement aux apprentis typographes. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

JENOCH (M. Gustave-Adolphe), contremaître à l'imprimerie Oberthür, à Rennes.

Depuis 25 ans il enseigne avec un grand dévouement le métier aux apprentis graveurs et lithographes. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

NOGUES (M. Louis), sous-chef d'atelier de lithographie à l'imprimerie Oberthür, à Rennes.

Longtemps président de l'Œuvre de la jeunesse de Rennes, il rend de grands services aux apprentis de l'imprimerie. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

PORTIER (M. Jean-Baptiste), contremaître à l'imprimerie Oberthür, à Rennes.

Entré à l'imprimerie en 1846 il s'occupe tout spécialement des apprentis. Fait un cours théorique et pratique d'impression lithographique et chromo-lithographique. Services exceptionnels. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille de vermeil.

RAISON (M^{lle} Françoise), contremaîtresse à l'imprimerie Oberthür, à Rennes,

26 ans de services continus et de dévouement aux jeunes filles de l'imprimerie. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

SIMON (M. Francis), contremaître à l'imprimerie Oberthür, à Rennes.

S'occupe des apprentis de l'imprimerie et de ceux de la ville. Président de l'Œuvre de la jeunesse de Rennes. 15 ans de services rendus. — (*Proposition de M. Oberthür, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

INDRE-ET-LOIRE

DUBIN (M. Pierre), chef du matériel à l'imprimerie Alfred Mame et fils, à Tours.

30 ans de services. 40 apprentis formés. Grand dévouement au personnel. — (*Proposition de M. Mame, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

ISÈRE

BROCHIER (M^{me} Thérèse), contremaîtresse chez MM. Alexandre Giraud et C^{ie}, fabricants de soieries, aux Abrets.

20 ans de services irréprochables. 18 apprenties. — (*Proposition de M. Barral, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de bronze.

CHATELAIN (M. Claude), contremaître chez MM. Alexandre Giraud et C^{ie}, fabricants, aux Abrets.

23 ans de services. 300 apprentis formés et élevés dans le respect et le travail. — (*Proposition de M. Barral, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

LOIRE

VANNIER (M. Sébastien), comptable chez MM. Richarme frères, verreries de Rive-de-Gier.

17 ans de services. Grande sollicitude pour les apprentis et le respect de la loi. — (*Proposition de M. Gouttes, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

LOIR-ET-CHER

BOURBON (M. Alexandre), contremaître chez MM. Normant frères, fabricants de draps, à Romorantin.

120 apprentis formés depuis 10 ans. — (*Proposition de M. Jubereau, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

VILLARDRY (M. Jean), contremaître chez MM. Normant frères, fabricants de draps, à Romorantin.

Contremaître depuis 32 ans. Grand dévouement aux nombreux apprentis qu'il a formés. — (*Proposition de M. Jubereau, Inspecteur départemental.*)

Médaille de vermeil.

LOIRE-INFÉRIEURE

DURAND (M. Paul), contremaître chez MM. Brissonneau-Déroutelle et A^{te} Lotz, constructeurs-mécaniciens, à Nantes.

A enseigné depuis 1867 le dessin aux apprentis de l'usine au nombre de 60 environ. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

LOZON (M. Armand-Jules), contremaître chez MM. Brissonneau-Déroutelle et A^{te} Lotz, constructeurs-mécaniciens, à Nantes.

S'occupe depuis 4 ans avec beaucoup de zèle des apprentis tourneurs. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*)

Mention honorable.

SALOUS (M. Émile), contremaître chez MM. François Leglas Maurice, fabricant de meubles, à Nantes.

A formé comme contremaître d'apprentissage environ 7 à 8 ouvriers par an depuis 1867. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

HAUTE-LOIRE

BEYLE (M^{lle} Mariette), contremaîtresse chez MM. Colcombet et C^{ie}, tissage mécanique de rubans de soie, à la Seauve.

Depuis trente ans enseigne aux apprenties leur métier et les invite à l'épargne. Mérite l'estime de tous. — (*Proposition de M. Colcombet, membre fondateur de la Société.*) **Médaille d'argent.**

LOIRET

BELTHOISE (M. Adolphe-Louis-Armand), contremaître chez M. Villiaume, entrepreneur de peinture, à Orléans.

28 ans de services. A formé de nombreux apprentis. Médaille de bronze en 1884. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*) **Médaille d'argent.**

BIELLUT (M. Jean-Ernest), contremaître chez M. Jacob, imprimeur, 8, rue Saint-Étienne, Orléans.

Apprenti de la maison en 1852, il est devenu contremaître, a formé de nombreux apprentis et s'est conquis l'estime générale. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*) **Médaille d'argent.**

GAUTHIER (M. Lucien), contremaître chez M. Laurent, imprimeur-éditeur, à Pithiviers.

Dévoué aux apprentis. En a formé 12 environ depuis 12 ans. — (*Proposition de M. de Piquigny, Inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

MORAND (M. Félix), contremaître à l'imprimerie de MM. Morand père et fils, à Orléans.

43 ans de services et de soins aux apprentis. — (*Proposition de M. Tixier, inspecteur à Orléans.*) **Médaille d'argent.**

PILTÉ (M. Anatole), contremaître chez MM. Rime et Renard, fabricants de couvertures, à Orléans.

39 ans de services. Soins aux apprentis. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*) **Médaille d'argent.**

MARNE

GALAS (M. Joseph-Simon), directeur de filature chez MM. Buirette Gaulard, filateur, à Suippes.

Dans sa longue carrière industrielle, M. Galas a formé de nombreux apprentis et ses mérites ont été reconnus à l'exposition d'Anvers par une médaille d'argent. — (*Proposition de M. Barbry, Inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

MEUSE

BONNABELLE (M. Claude), directeur du travail à l'imprimerie Constant-Laguerre, à Bar-le-Duc.

Services exceptionnels rendus à l'enfance ouvrière de l'imprimerie et de la ville. — (*Proposition de M. Chéry, Inspecteur départemental.*)
Médaille de vermeil.

NIEVRE

RACLON (M. François), contremaître chez M. Monnin Gustave, fabricant de chaussures, à La Charité.

32 ans de services et de soins aux apprentis. — (*Proposition de M. Fache, Inspecteur départemental.*)
Médaille d'argent.

NORD

SANDEVOIR (M. Henri), contremaître chez M. Mazure, fabricant de tissus, à Roubaix.

52 ans de services et de surveillance aux apprentis. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur départemental.*)
Médaille d'argent.

DEVYS (M. Désiré), contremaître chez M. Agache fils, filature et tissage, à Pérenchies.

37 ans de services. Nombreux apprentis. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur départemental.*)
Médaille d'argent.

PAS-DE-CALAIS

BAUDREY (M. Léon), ancien chef porion aux mines de Ferfay.

A rendu de grands services aux enfants de la mine. Homme de grand mérite. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)
Médaille d'argent.

BÉNARD née ANQUEZ (M^{me} V^e Stéphanie), contremaîtresse chez MM. Bimont et C^{ie}, fabricants de tulles et dentelles, à Saint-Pierre-lès-Calais.

Pendant 33 ans M^{me} Bénard a eu sous sa direction 70 à 80 jeunes filles, dont elle surveillait l'instruction professionnelle et l'éducation. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)
Médaille de vermeil.

BERNARD (M. Jean-Baptiste), chef porion à la Compagnie des mines de Courrières.

A participé depuis 1849 au creusement de tous les puits de la Compagnie et depuis cette époque il a formé chaque année 12 à 15 ouvriers. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille de vermeil.

BÉTREMIEUX (M. Pierre-Joseph), contremaître chez MM. Esgher, Ghesquière et C^{ie}, propriétaires des usines métallurgiques de Biache-Saint-Vaast.

Depuis 1849 employé à l'usine. Il a formé 5 à 6 apprentis par an. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille de bronze.

BOURDON (M. Maurice), contremaître chez M. Pruvost fils, filateur de coton, à Lapugnoy.

Entré en 1839 comme apprenti.

Contremaître en 1862.

Plus de 450 apprentis formés avec le plus grand dévouement. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille de vermeil.

CARON (M. Jules) et CARON née BECKER (M^{me} Marie), contremaître et contremaîtresse chez M. Fanien, fabricant de chaussures, à Lillers.

Déjà récompensés en 1880 par la Société, M. et M^{me} Caron n'ont cessé depuis cette époque de donner des témoignages nouveaux de zèle et de dévouement aux nombreux apprentis de la fabrique. Nous signalons d'une manière toute spéciale les mérites exceptionnels de ces serviteurs dévoués depuis 1837 à la même usine. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille de vermeil.

DAYRE (M. Louis), contremaître chez MM. Esgher, Ghesquière et C^{ie}, propriétaires des usines métallurgiques de Biache-Saint-Vaast.

34 ans de services. Dévouement aux apprentis. Grande probité. Direction paternelle. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille de vermeil.

DUFNERR (M. Charles-Antoine), contremaître chez M^{me} V^e Thieble, fabricante d'articles d'horlogerie, à Ruyaulcourt, canton de Bertincourt.

Depuis 1852 forme chaque année 4 à 5 apprentis avec beaucoup de soins. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

GUFFROY (M. Alexandre), contremaître chez M. Hugot, fabricant de sucre, à Lens.

48 ans de services, bonne surveillance et bonne direction aux apprentis. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

LAPOTRE (M. Léon), contremaître chez M. Cordier, fabricant de blondes dentelles, à Saint-Pierre-les-Calais.

27 ans de services. Ancien apprenti de la maison. Parfaite instruction professionnelle. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

LECOMTE (M. Alexandre), contremaître chez M. Pochebonne, fabricant de boutons, à Hernies.

38 ans de services; 10 à 12 apprentis par an. Soins dévoués. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent

MOUTON (M. Henri-Désiré-Auguste), contremaître chez M. Détéreaux, filateur, à Arques.

40 ans de services. Soins minutieux donnés à l'éducation des apprentis, à leur sécurité. A formé d'excellents ouvriers. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille de vermeil.

REMBERT (M. Pierre), contremaître chez M. Louis Cordier et C^{ie}, fabricants de blondes dentelles, à Saint-Pierre-les-Calais.

36 ans de services; 10 à 12 apprentis par année. Grande honorabilité. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

RONGER (M^{lle} Palmyre-Marceline-Julie), contremaîtresse chez MM. Courvoisier, Bourgoin et C^{ie}, fabricants de gants, à Hesdin.

Ancienne apprentie de la maison. Grande sollicitude pour les apprenties. — (*Proposition de M. Jaraczewski, Inspecteur divisionnaire.*)

Mention honorable.

SAUS, née DANIEL (M^{me} V^e Eléonore), contremaîtresse chez MM. Beutin frères, fabricants de tulles et dentelles, à Saint-Pierre-les-Calais.

Depuis 16 ans elle a formé 130 apprenties environ avec beaucoup de zèle. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

SUEUR (M. Philippe), contremaître chez M. Laligant, manufacture de papiers, à Maresquel.

Depuis 1852 il a formé une cinquantaine d'ouvriers. Parfaite honorabilité. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

SULFOURT (M. Paul), contremaître de charpente, aux mines de Bruay.

27 apprentis formés depuis 13 ans. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille de bronze.

VANDREPOTTE (M. Emile), porion à la fosse n^o 2 des mines de Carvin.

Très dévoué aux apprentis depuis 42 ans. En a formé 120 environ.
— (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

PUY-DE-DOME

CHANOT (M. Jean-Nicolas), contremaître chez M. Torrilhon, fabricant de caoutchouc, avenue de Royat, à Chamalières, près Clermont-Ferrand.

Excellente direction donnée aux jeunes ouvrières de l'atelier de confection de manteaux. Excellents exemples. — (*Proposition de M. Sombret, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

LAVAIL (M. François), contremaître chez M. Bardou, Job, fabricant de papier à cigarettes, rue Saint-Sauveur, Perpignan.

Rend depuis 20 ans de bons services à la maison et au personnel des apprentis. — (*Proposition de M. Rey, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de bronze.

SARTHE

TATIN (M. Alphonse), contremaître chez M. E. Pelletier, fabricant de toiles métalliques à Connerré, canton de Montfort.

33 ans de services et de soins aux apprentis. — (*Proposition de M. Giroud, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

SAONE-ET-LOIRE

AUGAGNEUR (M^{me} Marie), contremaîtresse chez MM. A. Giraud et C^{ie}, tissage mécanique de soieries à Chauffailles.

18 ans de bons services. 100 apprenties formées. — (*Proposition de M. Alexandre Giraud, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

SEINE

BETOUT (M. Sylvain-Isidore), contremaître chez M. Toinet, entrepreneur de maçonnerie, rue Sedaine, 61, Paris.

46 ans de services et de surveillance aux apprentis. — (*Présentation de M. le Dr Perrin, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

BOIRON (M^{me} Emélie), contremaitresse chez MM. Javey et C^{ie}, fabricants de fleurs, 224, rue Saint-Denis, Paris.

Depuis 1855 donne tous ses soins aux apprentis de la maison. — (*Proposition de M. Javey, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

BURGHORN (M. Léonard), contremaitre à l'école professionnelle des apprentis tailleurs, 86, rue Montorgueil.

Depuis 4 ans a fait preuve d'un grand zèle dans l'instruction des apprentis. — (*Proposition de M. Ducher, président de la Chambre syndicale des tailleurs de Paris.*)

Médaille de bronze.

CARPENTIER (M. Émile-Léonard), instituteur des apprentis de l'école du demi-temps de la rue Béranger.

Grande patience et grand dévouement à ses élèves. — (*Proposition de M. de Bellay, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

CRIQUELION (M. Constant-Alphonse), professeur à l'école professionnelle de l'Ameublement, rue de Charonne, 16.

Grand dévouement dans ses fonctions. — (*Proposition de l'école professionnelle de l'Ameublement.*)

Médaille de bronze.

DELANOUE (M^{me} Jeanne), contremaitresse chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue Grange-aux-Belles.

Ancienne apprentie et ouvrière de la maison, elle donne aux apprenties tous ses soins. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*)

Mention honorable.

DUCHEMIN (M. Charles-Joseph), contremaitre chez M. Tolay fils et J. Leblanc, fabricants d'irrigateurs, 63, boulevard de Strasbourg.

40 années d'excellents services. Formation de nombreux apprentis. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille d'argent.

UCOS (M^{me} Léonie), contremaitresse et associée chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue Grange-aux-Belles.

Dirige 25 apprentis avec un zèle et un dévouement qui la font aimer de tous. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Médaille de bronze.

GUÉRIN (M. Georges-Hippolyte), contremaitre chez M. Hauducœur, fabricant de registres, 13, rue des Archives.

Organisateur du concours de travaux manuels à l'école professionnelle de la Chambre syndicale du papier; formation de plusieurs ouvriers. — (*Proposition de M. Chapuis, directeur de l'école professionnelle de la Chambre syndicale du papier.*)

Médaille d'argent.

KOENIG (M.), contremaître chez M. Laflèche, fabricant de tissus élastiques, 168, boulevard de Charonne, et 48, boulevard de Sébastopol.

Excellent ouvrier, très dévoué aux nombreux apprentis qu'il forme depuis dix ans. — (*Proposition de M. Sriber, censeur de la Société.*)

Médaille d'argent.

LAGOUTTE (M. Étienne), contremaître à l'imprimerie Renou et Maulde, 144, rue de Rivoli.

36 ans de services et soins aux apprentis. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille d'argent.

MAENE (M. Jules), contremaître à l'école professionnelle des apprentis tailleurs, 86, rue Montorgueil.

3 années d'enseignement dévoué à l'école. — (*Proposition de M. Ducher, président de la Chambre syndicale des tailleurs de Paris.*)

Mention honorable.

MÉSAGER (M. Emmanuel), contremaître chez M. François, ferblantier, 59, rue des Gravilliers.

Ancien apprenti de la maison, a formé 10 apprentis depuis 7 ans. — (*Proposition de M. Vinot, directeur du Patronage N.-D.-de-Grâce.*)

Médaille de bronze.

NAHANT (M. Paul), contremaître à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

Ancien apprenti de la maison. Surveillance attentive des enfants et cours technique aux apprentis typographes. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

SIMONET (M^{lle} Amélie-Marie), contremaîtresse chez M. Louvet, fabricant de devants de chemises, 28, rue Cabanis, Paris.

Grande sollicitude exercée depuis douze ans sur tout le personnel des enfants. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Mention honorable.

TIROUFLLET (M. Louis-Henri), contremaître chez MM. Henry Lepaute, ingénieurs-constructeurs de phares et d'horlogerie.

8 années de bons services et de bon enseignement professionnel. — (*Proposition de MM. Henry Lepaute, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

THOMAS (M. Jean-François), contremaître chez MM. Henry Lepaute, ingénieurs-constructeurs de phares et d'horlogerie.

Depuis 1838 il a formé tout le personnel qui travaille aux lentilles pour les phares; dévouement et mérites exceptionnels. — (*Proposition de MM. Henry Lepaute, membre de la Société.*)

Médaille de vermeil.

VERBERKMOES (M. Pierre), professeur à l'école professionnelle des apprentis tailleurs, 86, rue Montorgueil.

Depuis 3 ans dirige avec dévouement l'éducation et l'instruction professionnelle des enfants. — (*Proposition de M. Ducher, président de la Chambre syndicale des tailleurs de Paris.*)

Mention honorable.

SEINE-ET-MARNE

SAUSSIER (M. François), contremaître chez M. Chemin, menuisier à Fontainebleau.

Ouvrier depuis 1868. A formé 6 apprentis. — (*Proposition de M. Hutin, Inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

SEINE-ET-OISE

DEMONT (M^{me}), contremaîtresse chez MM. Maréchaux et Lanoux, fabricants de bonneterie, à Gonesse.

A formé plus de 200 apprenties depuis 15 ans; grande surveillance des filles mineures. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

DUJONQUOY (M. Vincent-Antonin), contremaître chez M. Langlois, fabricant de bonneterie, à Pussay.

42 ans de services. Plusieurs apprentis formés. Grands mérites. — (*Proposition de M. Platrier, Inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

EVARD (M. Eugène), contremaître chez M. Paul Moutier, serrurier-constructeur, à Saint-Germain-en-Laye.

8 ans de services; 18 apprentis; grand dévouement. — (*Proposition de M. Paul Moutier.*)

Médaille d'argent.

FAYREL (M. Auguste), contremaître chez MM. Belaire et C^{ie}, fabricants de chaînes de montres, au moulin de Vaux, commune d'Etréchy.

18 ans de services. Forme des apprentis. — (*Proposition de M. l'Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

GUILLEMETTE (M. Louis-Eugène), contremaître chez M. Canda, entrepreneur de menuiserie, à Poissy, 27, rue de Paris.

20 ans de services; 14 apprentis formés. — (*Proposition de M. Martin, Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

PLANÇON (M.), contremaître chez MM. Brinon et Georges Gry, fabricants de bonneterie à Pussay.

12 ans de services dévoués aux apprentis. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de bronze.

SALMON (M. Jules-Paulin), contremaître à l'imprimerie V^e Eugène Belin et fils, à Saint-Cloud.

Ancien apprenti de l'imprimerie. Contremaître depuis 6 ans ; 6 apprentis. — (*Proposition de M. Martin, Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

SAMSON (M^{me}), directrice chez M. Samson, fabricant de perles, à Corneilles-en-Parisis.

20 ans de services. Grande sollicitude aux enfants. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de bronze.

VENDEE

GUICHETEAU (M. Élie), contremaître chez M. Albert, filateur de chanvre et de jute, à la Sandrozière, commune de La Verrie près Mortagne.

32 ans de services ; 60 apprentis. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

IV

APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

PREMIÈRE CATÉGORIE

Apprentis présentés par des Patronages, Sociétés d'assistance paternelle, Ecoles professionnelles, Commissions locales du travail des enfants, Inspecteurs divisionnaires et départementaux, Industriels, qui se sont fait remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante.

AUBE

BIDEAUX (M. Henri-Louis), 14 ans, apprenti chez MM. Herbin, manufacturiers, à Troyes.

Prix d'honneur de l'école Petit, excellente conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Un livre.

DROUARD (M^{lle} Julia), apprentie chez MM. N. Poron et Mortier, manufacturiers, à Troyes.

Conduite, travail et progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

MARCHAND (M^{lle} Hortense), 14 ans, apprentie chez MM. Poron et Mortier, manufacturiers à Troyes.

3^{me} année d'apprentissage, conduite et progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

REGNAULT (M. Léandre), 14 ans, apprenti chez MM. Poron et Mortier, manufacturiers, à Troyes.

Grands progrès à l'école et à l'atelier. Vient en aide à sa mère veuve. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

SCHILL (M^{lle} Hélène), 14 ans, Troyes, 7, rue du Cheval-Rouge.

Grande assiduité au travail, conduite exemplaire. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

STIRLEN (M. Charles), 13 ans, apprenti chez MM. Poron et Mortier, manufacturiers à Troyes.

Conduite et travail irréprochables à l'école et à l'atelier. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Un livre.

TRESNARD (M^{lle} Blanche), 14 ans, apprentie chez MM. Hirsch et Regley, fabricants de bonneterie, à Troyes.

Certificat d'études, bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Bernot, membre de la Société.*)

Un livre.

EURE-ET-LOIR

BAILLEAUX (M^{lle} Aline-Augustine), à l'ouvrier de Nogent-le-Rotrou, dirigée par M^{me} Sagot.

5^{me} année d'apprentissage, conduite, progrès et application satisfaisants. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Un livre offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

BAPTISTE (M. Georges), apprenti chez M. Vidon, serrurier, rue de Beauvais, à Chartres.

Laborieux; excellente conduite. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur départemental à Chartres.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BARDI (M. Charles-Henri-Isidore), apprenti chez M. Jamois, à Nogent-le-Rotrou.

Progrès dus à l'application et à la bonne conduite. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Un livre.

BEAUTIER (M. Louis-Julien), apprenti chez MM. Firmin-Didot, fabricants de papiers, à Sorel-Moussel.

Certificat d'étude. D'un bon exemple par sa soumission et son assiduité. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur départemental à Dreux.*)
Un livre.

BÉZAULT (M. Arthur), apprenti chez M. Baudet, fabricant de chaînes, à Châteaudun.

Apprenti docile, travailleur et assidu. — (*Proposition de M. Vénot, Inspecteur départemental.*)
Un livre.

BEULÉ (M^{lle} Luce), apprentie couturière chez M^{me} Dérourard, à Nogent-le-Rotrou.

Travail satisfaisant, conduite très régulière. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)
Livret de caisse d'épargne de dix francs.

BLÉD (M. Louis), apprenti chez M. Honnard, fabricant de clefs, à Gasville.

Certificat d'études, conduite très satisfaisante à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur départemental à Chartres.*)
Un livre.

BOIS (M. Émile), apprenti chez M. Chevallier, fabricant de couvertures, à Châteaudun.

3^e année d'apprentissage. Assidu à l'atelier, docile, de bonne conduite. — (*Proposition de M. Vénot, Inspecteur départemental à Châteaudun.*)
Livret de caisse d'épargne de dix francs.

BONVALLET (M. Charles), apprenti chez MM. Brault, Tisset et Gillet, ingénieurs-constructeurs, à Chartres.

Intelligent et bon sujet; conduite excellente. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur départemental à Chartres.*)
Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BOUCHER (M. Émile), apprenti chez M. Jathière, serrurier-taillandier, à Courville.

Sujet intelligent, d'une conduite exemplaire. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur départemental à Chartres.*)
Un livre.

BOURGEOIS (M. Jules), apprenti chez M. Gouhier-Delonche, imprimeur, à Nogent-le-Rotrou.

Certificat d'études. Suit le cours d'adultes, bonne conduite, progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)
Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BUGUET (M. Gabriel), apprenti chez M. Livet, teinturier, à Nogent-le-Rotrou.

2^e année d'apprentissage. Bonne conduite, exactitude, progrès. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)
Un livre.

CHARPENTIER (M. Henri), apprenti chez MM. Barré et Vannier, à Nogent-le-Rotrou.

Certificat d'études. Bonne conduite, progrès. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*) **Un livre.**

CHERAMY (M^{lle} Mathilde-Césarine), apprentie couturière chez M^{me} Lefèvre, à Nogent-le-Rotrou.

Bonne instruction primaire, conduite excellente, progrès très sensibles. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*) **Un livre.**

DAVIRAY (M. Albert-Eugène), apprenti chez M. Daupeley-Gouverneur, imprimeur, à Nogent-le-Rotrou.

4^e année d'apprentissage, certificat d'études. Bonne conduite, progrès. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Un livre offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

DABOINEAU (M^{lle} Georgina), apprentie chez MM. Firmin-Didot, fabricants de papiers, à Sorel-Moussel.

Certificat d'études. Habile à son travail, bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*) **Un livre.**

DEBRAY (M. Alfred), apprenti chez MM. Brault, Teisset et Gillet, ingénieurs-constructeurs, à Chartres.

2^e année d'apprentissage. Actif, intelligent, bonne conduite. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur spécial à Chartres.*) **Un livre.**

FORT (M. Henri), apprenti chez M. Lemenestrel, imprimeur, rue d'Orléans, à Dreux.

Travail et conduite satisfaisants, à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*) **Un livre.**

GACHELIN (M^{lle} Marthe-Louise), apprentie couturière chez M^{me} Lefèvre, à Nogent-le-Rotrou.

Instruction primaire, assiduité au travail, bonne conduite, progrès. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*) **Un livre.**

HENRI, dit RIESSOLET (M. Antoine), apprenti chez M. Daupeley-Gouverneur, imprimeur, à Nogent-le-Rotrou.

Certificat d'études. Bonne conduite, progrès et travail très satisfaisants. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs et un livre.

HUVEY (M^{lle} Marie), apprentie chez MM. Firmin-Didot, fabricants de papiers, à Sorel-Moussel.

5^e année d'apprentissage, certificat d'études. Modèle de conduite à l'atelier, aide à sa famille. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs et un livre.

JUMEAU (M. Octave-Georges), apprenti chez MM. Firmin-Didot, fabricants de papiers, à Sorel-Moussel.

Certificat d'études. Très assidu à la fabrique, vient en aide à sa famille. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*)

Un livre.

LECONTE (M^{lle} Louise), à l'ouvroir des Sœurs de l'Immaculée-Conception, à Aushon-du-Perche.

Bonne conduite, application et progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Un livre.

LEGENDRE (M^{lle} Marie-Augustine-Hélène), ouvroir des Sœurs de Saint-Vincent, à Nogent-le-Rotrou.

Orpheline, apprentie dans l'établissement. Bonne conduite, application et progrès. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Un livre.

LESÈVE (M. Julien-Achille-Frédéric), apprenti imprimeur, chez M^{me} V^e Garnier, à Chartres.

Certificat d'études. Travailleur, se conduit bien. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur départemental à Chartres.*)

Un livre.

LUCAS (M. Alexandre), apprenti zingueur chez MM. Barré et Vannier, à Nogent-le-Rotrou.

Travaille avec goût, bonne conduite à l'école et dans sa famille. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Un livre.

MARCHAND (M. Victorien), chez M. Brette, pâtissier, à Nogent-le-Rotrou.

Certificat d'études. Travaille avec intelligence et fait des progrès. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Un livre.

MARTEAU (M^{lle} Louise-Marceline), apprentie couturière chez M^{lles} Renoust, à Nogent-le-Rotrou.

Travail assidu, progrès, bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Un livre.

MARTIN (M^{lle} Alexandrine-Marie-Louise), ouvroir de l'Immaculée-Conception de Nogent-le Rotrou.

Cinquième année d'apprentissage. Bonne conduite, application et progrès très satisfaisants. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Un livre.

PETIT (M^{lle} Émilienne), apprentie couturière chez M^{lle} Vigoureux, rue Parisis, à Dreux.

Quatrième année d'apprentissage. Travail assidu, bonne conduite, aide ses parents. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*)

Un livre.

PIGEON (M^{lle} Aimée), apprentie couturière chez M^{me} Dumur, à Nogent-le-Rotrou.

Travail soutenu, progrès, bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*) **Un livre.**

QUILLAY (M. Louis), apprenti chez M. Chevallier, fabricant de couvertures, à Châteaudun.

Deuxième année d'apprentissage. Dévoué, travailleur, assidu. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*) **Un livre.**

ROYER (M^{lle} Eugénie-Antoinette), ouvroir de Saint-Vincent, à Nogent-le-Rotrou.

Conduite et travail satisfaisants. Quatrième année d'apprentissage. Enfant laborieuse. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*) **Un livre.**

SAUVAGE (M. Eugène-Basile), apprenti chez M. Marolle, peintre, à Nogent-le-Rotrou.

Suit les cours d'adultes. Travail soutenu, bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*) **Un livre.**

STIVE (M. Paul-Léon), apprenti imprimeur chez M^{me} veuve Garnier, à Chartres.

Troisième année d'apprentissage. Travailleur docile, aide sa famille. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur à Chartres.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

TUFFIER (M. Émile), apprenti menuisier chez M. Parent, à Nogent-le-Rotrou.

Exact au travail, bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Batard, Inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

VÉDIE (M. Charles), apprenti chez M. Villette, serrurier, rue de la Tonnellerie, à Chartres.

Troisième année d'apprentissage. Bon travailleur, d'une excellente conduite. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur à Chartres.*)

Un livre.

VOISINE (M. Auguste), chez MM. Brault, Teisset et Gillet, ingénieurs, constructeurs, à Chartres.

Troisième année d'apprentissage. Travailleur, bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur à Chartres.*)

Un livre.

FINISTÈRE

AUBRY (M. Maxime), apprenti chez MM. Adolphe François et fils, rue de Paris, 81, à Brest.

Suit les cours de dessin, fait des progrès sensibles. Très bonne conduite. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*)

Un livre.

GARD

MICHEL (M. Adrien), apprenti chez M. A. Courdesse, sellier, 4, rue Notre-Dame, à Nîmes.

2^e année d'apprentissage; certificat d'études; diplôme de 1^{re} classe du conseil des prud'hommes. — (*Proposition de M. A. de Pellet, Inspecteur divisionnaire.*) **Un livre.**

POUGET (M. Édouard), apprenti chez MM. Martin frères, menuisiers ébénistes, rue Grétry, 2, à Nîmes.

Certificat d'études. Suit les cours de dessin, très appliqué et intelligent, conduite modèle. — (*Proposition de M. A. de Pellet, Inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

TEISSÈDRE (M. Auguste), apprenti chez M. Maruéjols, serrurier-mécanicien, rue Robert, à Nîmes.

Certificat d'études. Bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. A. de Pellet, Inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

INDRE-ET-LOIRE

PAILLET (M. Jean-Baptiste), apprenti relieur chez MM. A. Mame, et fils, imprimeurs, à Tours.

Certificat d'études. Conduite excellente. — (*Proposition de M. Mame, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

HAUTE-LOIRE

BONNEVIAL (M^{lle} Julie), apprentie chez MM. Colcombet et C^{ie}, manufacturiers, à la Seauve.

4^e année d'apprentissage. Donne le bon exemple par son assiduité et sa conduite. Aide sa mère veuve. — (*Proposition de M. Colcombet, membre fondateur de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

VASSAL (M^{lle} Maria), apprentie chez MM. Colcombet et C^{ie}, tissage, mécanique des rubans, à la Seauve.

Progrès très sensibles et remarquables pendant la dernière année. Vient en aide à ses parents. — (*Proposition de M. Colcombet, membre fondateur de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LOIRE-INFÉRIEURE

BELLAMY (M. Joseph), apprenti chez M. Baranger, entrepreneur de menuiserie, 12, rue de Sully, à Nantes.

Certificat d'études. Suit depuis trois ans les cours de dessin et de géométrie. Travail régulier, excellente conduite. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*) **Un livre.**

GUILLOURY (M. Pierre-Marie), apprenti à l'atelier d'ajustage de M. Livet, à Nantes.

Ancien lauréat de l'école industrielle de Nantes, se distingue par des aptitudes spéciales qui le portent candidat à l'école des mécaniciens de Brest. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs.

LUMEAU (M. Jules), chez M. Leglas, manufacture de meubles et des industries qui s'y rattachent, route de Rennes, à Nantes.

Certificat d'études, 2^e année d'apprentissage. Travailleur, vient en aide à sa famille. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*) **Un livre.**

LOIR-ET-CHER

CHESNEAU (M. Joseph), apprenti chez MM. Normant frères, fabricants de draps, à Romorantin.

4^e année d'apprentissage, certificat d'études. Bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Jubereau, Inspecteur départemental.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

FRAPPIER (M. Alfred-Arthur), apprenti chez MM. Normant frères, fabricants de draps, à Romorantin.

4^{me} année d'apprentissage. Progrès très satisfaisants. — (*Proposition de M. Jubereau, Inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

HARDOUIN (M^{lle} Aurélie), apprentie à la manufacture de lingerie de M. S. Hayem, 38, rue du Sentier à Paris, manufacture de Romorantin.

2^{me} année d'apprentissage, bon travail. — (*Proposition de M. Jubereau, Inspecteur départemental.*) **Livre.**

MAULIARD (M^{lle} Amélie), apprentie à la manufacture de lingerie S. Hayem, à Romorantin.

3^{me} année d'apprentissage, progrès soutenus. — (*Proposition de M. Jubereau, Inspecteur départemental.*) **Livre.**

RAYMOND (M. Valérie), chez MM. Normant frères, fabricants de draps, à Romorantin.

3^{me} année d'apprentissage. Bon ouvrier, bon fils. — (*Proposition de M. Jubereau, Inspecteur.*) **Livre.**

LOIRET

ALAMACHÈRE (M^{lle} Pauline), apprentie chez MM. Rime et Renard, fabricants de couvertures, à Orléans.

Termine son apprentissage; bonne conduite. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur départemental à Orléans.*) **Livre.**

BÉZARD (M. Camille), apprenti chez M. Morand, imprimeur, à Orléans.

4^{me} année. Vient de terminer son apprentissage. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur départemental à Orléans.*) **Livre.**

BOUCHER (M. Gaston), apprenti chez M. Gault, entrepreneur de menuiserie, à Orléans.

Apprentissage terminé; progrès très satisfaisants. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur.*) **Livre.**

HUE (M. Gaston), apprenti de M. Maupâté, entrepreneur de serrurerie à Orléans.

3^{me} année. Très docile. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur.*) **Mention honorable.**

LAUPRÊTRE (M. Victor-Émile), apprenti chez M. Lecreux, serrurier, à Orléans.

Bon petit apprenti; 2^{me} année. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur.*) **Livre.**

LEFOL (M. Alfred), apprenti chez MM. Rime et Renard, fabricants de couvertures, à Orléans.

Progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur.*) **Livre.**

LÉOTARD (M^{lle} Louise), apprentie chez M^{lle} Labbé, couturière, à Pithiviers.

Bonne conduite; progrès sensibles. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur.*) **Livre.**

SALLÉ (M. Jules), apprenti chez MM. Brisson et Fauchon, constructeurs-mécaniciens, à Orléans.

Satisfaction de ses patrons. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur.*) **Livre.**

MAINE-ET-LOIRE

LEPAGE (M. Léon), apprenti chez M. Camoins, sellier, rue David, à Angers.

3^{me} année. Suit les cours du soir ; bonne conduite. — (*Proposition de M. Giroud, Inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

RIoux (M. Auguste), chez M. Burdin, imprimeur, à Angers.

Bonne conduite ; travail scolaire. — (*Proposition de M. Giroud.*)

Livre.

SOUPION (M. Auguste), apprenti chez M. Girard, serrurier, rue Saint-Martin, à Angers.

Bon apprenti, d'un bon exemple. — (*Proposition de M. Giroud.*)

Mention honorable.

MARNE

MOINE (M. Emile-Rémy), apprenti chez M. Jules Varenne, filature mécanique, à Suippes.

Aide à ses parents ; travailleur. — (*Proposition de M. Barbry, Inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

MEUSE

MATRUCHOT (M^{lle} Camille), apprentie chez M. Contant Laguerre, imprimeur, à Bar-le-Duc.

5^{me} année. Certificat d'études. Grand zèle à son travail. — (*Proposition de M. Chéry, Inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

MISSE (M. Alfred-Pierre), chez M. Salmon, maître de forges, à Abainville.

Excellent travail. — (*Proposition de M. Chéry, Inspecteur.*)

Mention honorable.

MONIOT (M. Julien), apprenti chez M. Grosdidier, maître de forges, à Commercy.

4^{me} année. Prix de dessin. Laborieux. — (*Proposition de M. Chéry, Inspecteur.*)

Un livre.

NICOLLE (M. André), chez MM. Numa Robin et C^{ie}, imprimeurs, à Bar-le-Duc.

4^{me} année. Actif, laborieux. — (*Proposition de M. Chéry, Inspecteur.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

MEURTHER-ET-MOSELLE

DESLAT (M. Louis), apprenti chez M. Daum et fils, maîtres de verreries, à Nancy.

Bonne conduite, grands progrès. — (*Proposition de M. Chambard, Inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

DESBOEUF (M. Camille), apprenti chez MM. Guerner et Eugène Bailly, verriers à Croismare.

5^{me} année. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Chambard.*)

Un livre.

FÉRING (M. Michel), apprenti chez MM. Guerner et Eugène Bailly, verriers, à Croismare.

Bon enfant, progrès. — (*Proposition de M. Chambard.*)

Un livre.

KOCHER (M. Jacques), chez MM. Henri Villard et Weil, fabrique de fouets, à Lunéville.

2^{me} année. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Chambard.*)

Mention honorable.

WEISHAR (M. Jules), apprenti chez MM. Henri Villard et Weil, fabrique de fouets, à Lunéville.

Aide à ses parents, bon apprenti. — (*Proposition de M. Chambard.*)

Mention honorable.

NORD

BILLIET (M^{lle} Clémentine), apprentie chez MM. Vrau et C^{ie}, fabricants de fils à coudre, rue du Pont-Neuf, 11, Lille.

3^{me} année. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur départemental.*)

Un livre.

DEPAEPE (M^{lle} Sophie), apprentie chez MM. Boutry Droulers, fileterie, à Fives.

2^{me} année. Conduite irréprochable. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur.*)

Un livre.

DEZWART (M^{lle} Lucie), apprentie chez MM. Vrau et C^{ie}, fabricants de fils à coudre, rue du Pont-Neuf, 11, à Lille.

2^{me} année. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur.*)

Un livre.

DUJARDIN (M. Albert), apprenti chez MM. Agache, filature et tissage, à Perenchies.

2^{me} année. Excellente conduite. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur.*) **Un livre.**

MALAGIES (M^{lle} Hélène), apprentie chez M. Agache fils, filateur Perenchies.

2^{me} année. Bonne apprentie. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur.*) **Un livre.**

MOUCHERON (M. Albert), apprenti chez M. Charles Belin, fabricant de tissus, à Fourmies.

Excellent travailleur. — (*Proposition de M. Delâtre, Inspecteur divisionnaire.*) **Un livre.**

PAS-DE-CALAIS

BIZET (M. Hector-Joseph), à la Société des mines de Liévin.

3^{me} année. Grande application. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

CATTELAÏN (M. Albert), aux filatures de MM. Pruvost et fils, à Lapugnoy.

2^e année. Grands mérites. — (*Proposition de M. Quéroy.*) **Un livre.**

CHEVALIER (M. Louis), aux mines de Béthune.

Intelligent, dévoué, apprenti d'avenir. — (*Proposition de M. Quéroy.*) **Un livre.**

COLLAYE (M. Laurent-Joseph), aux mines de Marles.

4^e année. Laborieux. Avenir. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

DRELON (M. Antoine), aux mines de Lens.

Certificat d'études, grands progrès. — (*Proposition de M. Quéroy.*) **Un livre.**

DOUCHET (M^{lle} Louise-Eugénie), chez MM. Poure, O'Kelly et C^{ie}, fabricants de plumes, à Boulogne-sur-Mer.

4^e année. Parfaite conduite. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

DUBOIS (M. Jules), aux mines de Béthune.

Assidu, économe, obéissant, dévoué. — (*Proposition de M. Quéroy.*) **Un livre.**

FONTAINE (M. Alfred), aux mines de Vicoigne-Nœux.

3^e année. Zèle, application. — (*Proposition de M. Quéroy.*) **Un livre.**

GENGEMBRE (M. Désiré-Charles), aux mines de Carvin.

4^e année. Conduite exemplaire. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre.

LAMAL (M. Émile), chez M. Detraux, filateur de jute, à Arques.

Intelligent, assidu, ouvrier d'avenir. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre.

LAURENT (M. Laurent), aux mines de Courrières.

Bonnes dispositions au travail. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre.

LEFEBVRE (M. Léon-Martial-Joseph), chez M^{me} V^{ve} Thièble, fabricante de pièces d'horlogerie, à Ruyaulcourt.

Zèle, bonne conduite, très méritant. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LEFEBVRE (M. Michel), chez M. Gruyelle, fabricant de sucre, à Hénin-Liétard.

5^e année. Bon ouvrier. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre, offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

MACHU (M. Alfred), aux mines de Vicoigne-Nœux.

Dévoué à sa grand'mère, excellent enfant. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et livre.

MANIER (M^{lle} Alphonsine), chez M. Pruvost, filateur de coton, à Lapugnoy.

6 ans de présence, grande exactitude. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre.

MERCIER (M. Henri), apprenti aux mines de Carvin.

5^e année. Travail très satisfaisant. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre.

PELLEGRINI (M. Henri), apprenti aux mines de Liévin.

3^e année. Excellente conduite. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre, offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

POHIÉ (M^{lle} Maria), apprentie chez M. Détraux, filateur de jute, à Arques.

Ouvrière de talent, très dévouée. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre, offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

RIVAUX (M. Louis-François-Joseph), aux mines de Courrières.

Suit les cours du soir, travailleur. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre.

ROSIAUX (M. Jean-Baptiste), apprenti aux mines de Carvin.

4^e année. Candidat à l'école des maîtres mineurs. — (*Proposition de M. Quéroy.*)

Un livre.

SAONE-ET-LOIRE

LABROSSE (M^{lle} Marie-Joséphine), apprentie chez MM. A. Giraud et C^{ie}, tissage mécanique de soieries, à Chauffailles.

3^e année. Instruite, laborieuse. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société.*) **Livre.**

SEINE

ANDANSON (M^{lle} Louise), apprentie chez M^{me} Datin, modiste pour deuil, 16, rue Civiale, Paris.

2^e année. Application. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*) **Mention honorable.**

BADE (M. Émile), apprenti chez MM. Lequin frères, ciseleurs repousseurs, 3, place Maubert, Paris.

3^e année. Apprenti montrant de grandes dispositions, déjà récompensé en 1886. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs et un livre.

BALLAN (M. Gilbert), apprenti chez M^{me} V^e Defrançois, mécanique de précision, 24, place Dauphine, Paris.

4^e année. Travailleur très habile. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

BAUDARD (M^{lle} Eugénie), apprentie chez M. Honnet, couturier, 15, rue du Quatre-Septembre, Paris.

2^e année. Travail et conduite satisfaisants. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

BEAUGRAND (M. Henri), apprenti chez MM. Heller frères, bijoutiers, 55, rue des Arts, à Levallois-Perret.

4^e année. Travailleur, excellente conduite. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

BERGER (M^{lle} Lucie), apprentie chez M^{me} Chotin, polisseuse, 59, rue d'Argout.

3^e année. Bonne conduite, travailleuse. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

BERNARDET (M. Léon), apprenti chez M. Berthelemy, mécanicien de précision, 16, rue Dauphine, Paris.

2^e année. Très assidu, bonne volonté. — (*Proposition de M. Berthelemy, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

BERTHELEMOT (M^{lle} Marie), apprentie chez M^{me} Planche, corsetière, 47, rue de Sèvres.

Conduite exemplaire, progrès constants. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

BERTRAND (M. Joseph-Pierre-Léon), apprenti chez M. Dechalotte, fabricant d'articles de fumeurs, 11, rue Bichat, Paris.

4^e année. Très assidu. — (*Proposition de M. Cousin, administrateur de la Société d'apprentissage des jeunes orphelins.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BESENCENEZ (M. Charles-Arthur), apprenti chez M^{me} V^e Thierry, entrepreneur de serrurerie, 4, rue Coustou, Paris.

2^e année. Suit les cours du soir. — (*Proposition de M^{me} V^e Thierry, membre de la Société.*)

Mention honorable.

BESSIÈRE (M. Achille), apprenti chez M. Lefèvre, bijoutier, 106, rue de Rivoli, Paris.

3^e année. Excellent travailleur. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BLOQUET (M. Émile), apprenti chez M. Garnier, pâtissier, 41, avenue des Gobelins, Paris.

3^e année. Déjà récompensé en 1886. Donne entière satisfaction à son patron. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BLOTIÈRE (M. Arsène), apprenti chez MM. Ch. Fortin et C^{ie}, fabricants de registres.

3^e année. Donne de grandes espérances. Plusieurs prix de la Chambre syndicale. — (*Proposition de M. Chapuis, président de l'Ecole professionnelle du papier.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BOUDIN (M^{lle} Léontine), apprentie chez M. Moncarré, fabricant de cartonnages, 55, rue de Flandre, Paris.

4^{me} année. Très assidue à son travail. — (*Proposition de M. Chapuis, président de l'école professionnelle du Papier.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

BOURGEOIS (M^{lle} Eugénie-Georgette), apprentie chez M^{me} Guespin, couturière, rue de Bréa, 19, Paris.

1^{re} année. Bonne apprentie. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Mention honorable et un livre.

BRASSART (M. Jules), apprenti chez M. Martin, graveur, 10, rue des Jeûneurs, Paris.

4^e année. Lauréat de la chambre syndicale des graveurs. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

BROS (M. Auguste), apprenti chez M. Bouffier, graveur, 55, rue d'Argout, Paris.

3^e année, suit les cours de dessin, lauréat aux expositions du travail. — (*Proposition de M. Vinot, directeur du Patronage de N.-D.-de-Grâce.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

BUCHEZ (Paul), apprenti chez M. Augé, tourneur en cuivre, 26, rue Ménilmontant, Paris.

4^e année. Fera un bon ouvrier. — (*Proposition de M. Augé, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

BUCHHEIT (M. Pierre), apprenti à la papeterie Marion, 78, avenue de la Défense, à Courbevoie.

3^e année. Lauréat de divers concours, excellente conduite. — (*Proposition de M. Beurné, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

CADOT (M. Eugène), apprenti chez M. Menu, bijoutier en or, 24, rue du Bouloi, Paris.

3^e année. Travailleur, intelligent, très exact. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

CARLI (M. Charles), apprenti chez M. Protat, ciseleur en bronze, 51, rue Sedaine.

3^e année. Sa famille lui faisant défaut, il a mérité d'être complètement recueilli par M. et M^{me} Protat qui le traitent comme faisant partie de leur famille déjà nombreuse. Nous désirons par cette mention témoigner des sacrifices de M. et M^{me} Protat. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

CAYET (M. Henri), apprenti chez M. Decœur, pâtissier, 41, rue Mouffetard, Paris.

3^e année. Excellente conduite. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

CHAPELLE (M. Julien), apprenti chez M. Augé, tourneur en cuivre 26, rue de Ménilmontant.

3^e année. Excellente conduite. — (*Proposition de M. Augé, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

CHARTRAIN (M. Alexandre-Louis), apprenti compositeur à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

3^e année. Progrès au cours professionnel et à l'atelier, très laborieux. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

CHASTROUX (M. Louis), apprenti chez M. Lambret, bijoutier, 44, rue de Montmorency.

3^e année. Travailleur. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

CHEMINADE (M. Alphonse-Antoine), apprenti chez MM. Bourdet et Hézard, imprimeurs typographes, 20, rue Cler, Paris.

3^e année. Travail très soutenu. — (*Proposition de M. Vinot, directeur du Patronage N.-D.-de-Grâce.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

CROISÉ (M^{lle} Louise), apprentie chez M^{me} Vachem, blanchisseuse, 170, rue de Paris, à Vincennes.

3^e année. Digne d'un grand intérêt. — (*Proposition de M^{me} Philippe, Présidente de la Commission locale.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

COLLET (M. Henri-Joseph), apprenti chez M. François, ferblantier, 59, rue des Gravilliers.

Bon travail et bonne conduite. — (*Proposition de M. Cousin, Administrateur de la Société des jeunes Orphelins.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

COULAN (M. Joseph), apprenti chez M. Archin, peintre en bâtiments, 76, rue de Rennes.

2^e année. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Christian de Coulonge, Membre de la Société.*)

Livre.

CUNOT (M. Eugène), apprenti chez M. Faivre, horloger-balancier, 11, rue de Saintonge.

4^e année. Très appliqué. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

CUREAU (M. Émile), apprenti chez M. Desvignes, ciseleur en orfèvrerie, 126, rue du Temple, Paris.

1^{re} année. Bonne volonté. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Mention honorable.

CUREAU (M. Paul), apprenti chez M. Barberolle, sertisseur, 3 bis, rue Bourg-l'Abbé.

3^e année. Habile, dévoué. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

DAVIÈRE (M. Léon), apprenti chez M. Delacour, orfèvre, 5, rue Saint-Anastase.

2^e année. Satisfait ses chefs. — (*Proposition de M. Christian de Coulonge, Membre de la Société.*)

Un livre, offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

DELORMEAU (M. Léon), apprenti chez M. Perret, serrurerie d'art, 11, rue du Roi-Doré.

2^e année, Prix d'ornement, grands progrès. — (*Proposition de l'Ecole professionnelle de l'ameublement, 16, rue de Charonne, Paris.*)

Livre.

DEMEYER (M. Clément), apprenti chez M. Léon Gardet, fabricant d'accessoires de musique en cuivre, 56, faubourg Saint-Martin.

2^e année. Très assidu à son travail. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Livre.**

DESTANNE (M. Jean), apprenti chez M. Laporte, tôlier, 16, rue Grégoire-de-Tours.

2^e année. Bon travailleur. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Livret de caisse d'épargne de dix francs.

D'HAILLECOURT (M.), apprenti chez M. Bèche, bijoutier en or, 58, rue Vieille-du-Temple, Paris.

Intelligent, bonne volonté. — (*Proposition de M. Bèche, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

DUBOIS (M. Auguste), apprenti chez M. Marchand, pâtissier, 136, rue de Belleville, Paris.

3^e année. Travail et progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

DUFRAIX (M. Henri), apprenti à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

4^e année. Instruction technique et travail très satisfaisants. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

DUNET (M. Henri), apprenti chez M. Desvignes, ciseleur en orfèverie, 126, rue du Temple, Paris.

3^e année. Bon travailleur. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

DUPÉRIER (M. François), apprenti chez M. Dumas-Vorzet, imprimeur en taille-douce, 216, boulevard d'Enfer.

3^e année. Excellent ouvrier. — (*Proposition de M. Vinot, Directeur du Patronage N.-D.-de-Grâce.*) **Livre.**

DUPONT (M. Gabriel), apprenti chez M. Cavasier, fabricant d'instruments de chirurgie, 5, rue Mignon, Paris.

3^e année. Progrès constants. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

DUPRAT (M. Charles), apprenti chez M. Selenn, sellier harnacheur, 1, rue Montaigne.

3^e année. Apprenti modèle. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs.

DURST (M. Albert-Désiré), apprenti chez M. Deleuil, fabricant d'instruments de précision, 42, rue des Fourneaux, Paris.

Termine son apprentissage. Satisfaction complète. — (*Proposition de M. Deleuil, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs et un livre.

FIGONI (M. Joseph), apprenti chez M. Wybo, bijoutier en or, 51, rue Sainte-Anne.

2^{me} année. Studieux, dévoué. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

FRANQUEBALME (M. Gustave), apprenti chez M. Monchaux, graveur à l'eau-forte, 15, quai aux Fleurs.

3^{me} année. Grands progrès. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de vingt francs et un livre.**

GOULIN (M^{lle} Jeanne), apprentie chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue Grange-aux-Belles.

2^{me} année. Très dévouée. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

GOUSSET (M. Jules), apprenti chez M. Desbains, fabricant de coffres-forts, 20, rue du Caire.

3^{me} année. Intelligent, laborieux. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de vingt francs.**

GROS (M. Georges), apprenti chez M. Glain, fabricant d'armes blanches, 40, rue Beaubourg.

4^{me} année. Très assidu et très travailleur. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs.**

GUILLUY (M^{lle} Lucie), apprentie chez M^{me} Vanin, reperceuse en bijoux, 52, rue Etienne-Marcel.

3^{me} année. Conduite exemplaire, digne des plus grands éloges. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs et un livre, offert par la Société de propagation des livres d'art.

HANNEBIQUE (M^{lle} Émilie), apprentie chez M^{lle} Guyot, brunisseuse, 22, rue du Pont-aux-Choux, Paris.

5^e année. Bonne travailleuse. — (*Proposition de M. le Dr Perrin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

HATEAU (M^{lle} Eugénie), apprentie chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue Grange-aux-Belles.

2^{me} année. Travailleuse, intelligente. — (*Proposition de M^e Rollin, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de dix francs.**

HAYOTTE (M. Pierre), apprenti chez M. Puifercat, orfèvre, 16, rue Chapon.

3^{me} année. Très méritant. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

HODIER (M. Charles), apprenti chez M. Fontana, bijoutier, 7, rue de Beaujolais, Palais-Royal.

3^{me} année. Travail et progrès exceptionnels. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs et un livre.

HOFFMANN (M. Léon), apprenti chez M. Favier, bijoutier, 26, quai de l'Horloge, Paris.

2^{me} année. Intelligent, habile. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable.**

HOURY (M. Camille), apprenti à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

3^e année. Bon élève, très assidu au cours des receveurs-margeurs. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

JARRY (M. Ferdinand), apprenti chez MM. Bouasse-Lebel et Jouvin, imprimeurs en taille-douce, 3, rue Garancière.

Attentif, dévoué, progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. Bouasse-Lebel, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

LACOUR (M. Léandre), apprenti chez MM. Henry Lepaute, constructeurs d'horlogerie et de phares.

4^{me} année. Habile ajusteur. — (*Proposition de M. Henry Lepaute, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

LANDON (M. François), apprenti chez M. Chatté, passementier, 73, rue Saint-Honoré.

2^{me} année. Très estimé de son patron. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

LATOUR (M. Pierre), chez M. Glain, fabricant d'armes blanches, 40, rue Beaubourg.

3^{me} année. Bonne conduite, progrès constants. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LECLERC (M. Albert), apprenti chez M. Arfvidson, bijoutier, 45, rue de Richelieu.

2^{me} année. Travail satisfaisant. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Livre.**

LEGALL (M. Louis), apprenti chez M^{me} Corbin et fils, 12, rue Dauphine.

2^{me} année. Conduite parfaite. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LEGAS (M^{lle} Léontine), apprentie chez M^{me} Thuot, brunisseuse, 8, rue de Bretagne.

1^{re} année. Bonne volonté. — (*Proposition de M^{me} Thuot, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

LEGAULT (M. Henri), apprenti à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

4^e année. Travail satisfaisant. Suit avec résultats les cours de l'école professionnelle. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

LEGRAND (M. Louis), apprenti chez M. Breton, mécanicien, 8, rue de la Perle.

Bon travail et bonne conduite. — (*Proposition de M. de Bellay, membre de la Société.*) **Livre.**

LEGUÉ (M. Georges), apprenti chez M. Mercier, ébéniste, passage de la Main-d'Or, 3.

3^{me} année. Intelligent, travailleur. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Livret de caisse d'épargne de vingt francs.**

LEMAITRE (M. Joseph), apprenti chez M. Leclercq, imprimeur, 3, rue Rossini.

4^{me} année. Conduite et travail irréprochables. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

LEMOINE (M. Louis), apprenti chez M. Berthelemy, mécanicien de précision, 16, rue Dauphine.

4^{me} année. Irréprochable. — (*Proposition de M. Berthelemy, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

GIBOUT (M. Léopold), apprenti aux ateliers de la Compagnie du Chemin de fer du Nord, 78, rue des Poissonniers, Paris-La Chapelle.

3^{me} année. Grands progrès à l'école et à l'atelier. — (*Proposition de M. Sauvage, ingénieur des ateliers.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LEPOIRE (M. Adrien-Émile), apprenti chez M. Vaillant, confections pour hommes, 88, boulevard Voltaire, Paris.

Conduite et travail irréprochables. — (*Proposition de M. Vaillant, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt-cinq francs et un livre.

LESQUÉ (M^{lle} Henriette), apprentie chez M^{me} Thuot, brunisseuse, 8, rue de Bretagne.

3^{me} année. Très dévouée ; progrès constants. — (*Proposition de M^{me} Thuot, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LETELLIER (M. Léon), apprenti chez M. Bellette, bijoutier, 23, rue du Louvre.

2^{me} année. Progrès sensibles. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Mention honorable.

LEVASSOR (M^{lle} Juliette), apprentie chez M. Honnet, couturier, 13, rue du Quatre-Septembre.

2^{me} année. Donne entière satisfaction. — (*Proposition de l'inspection de la Seine.*) **Livre.**

LEVÊQUE (M^{lle} Jeanne-Françoise), apprentie chez M^{me} Durand, couturière, 9, rue des Pyramides.

1^{re} année. Application soutenue. — (*Proposition de l'inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

LHERMITTE (M. Louis), apprenti chez M. Vasseur, ciseleur, 18, rue des Martyrs.

3^{me} année. Très méritant. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

LAURAIN (M. Georges), apprenti chez M. Desvignes, ciseleur en orfèvrerie, 126, rue du Temple.

2^{me} année. Bon apprenti. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Livret de caisse d'épargne de dix francs.

LOUBET (M. Auguste-Émile), apprenti, chez M^{me} V^e Thierry, entrepreneur de serrurerie, 4, rue Coustou.

3^{me} année. Suit les cours du soir; bon travail. — (*Proposition de M^{me} Thierry, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

MANLÈVE (M. Charles), apprenti chez M. Decœur, pâtissier, 41, rue Mouffetard.

3^e année. Excellente conduite, travail assidu. — (*Proposition de M. Decœur, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

MARISY (M^{lle} Delphine), apprentie chez M^{me} Moitre, fabricante de fleurs, 31, rue des Petits-Champs.

3^e année. Excellente apprentie. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

MARTIN (M. Marius), apprenti chez M. George, tabletier en écaille, 6, rue Pastourelle,

2^e année. Bonne volonté. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Mention honorable.

MARTIN (M. Louis-Henri), apprenti chez M. Foucher, bijoutier-orfèvre, 48, rue N.-D. de Nazareth.

3^e année. Conduite et travail réguliers. — (*Proposition de M. Vinot, Directeur du Patronage de N.-D.-de-Grâce.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

MAURAN (M. Augustin-François), apprenti aux ateliers du chemin de fer du Nord, 78, rue des Poissonniers. Paris-la Chapelle.

3^e année. Progrès d'ajustage. — (*Proposition de M. Sauvage, Ingénieur des ateliers.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

MOMENTEAU (M. Henri), apprenti chez M. Goubeaux, mécanicien en précision, 216, boulevard Saint-Germain.

2^e année. Bon travail. — (*Proposition de M. Vinot, Directeur du Patronage N.-D.-de-Grâce.*)

Un livre, offert par la Société de propagation des livres d'art.

MOUREAU (M^{lle} Eugénie), apprentie chez M^{lle} Guyot, brunisseuse, 22, rue du Pont-aux-Choux.

4^e année. Digne de tout éloge. — (*Proposition du Dr Perrin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

PASSENOT (M^{lle} Louise), apprentie chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue Grange-aux-Belles.

2^e année. Mérite un encouragement. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*)

Mention honorable.

PELLETIER (M. Georges), apprenti chez M. Kuehn, tapissier, 20, rue des Capucines.

2^e année. Excellent apprenti, progrès rapides. — (*Proposition de M. le Dr Thomas, membre de la Société.*)

Un livre, offert par la Société de propagation des livres d'art.

PETIT (M. Amédée-Jean), apprenti chez MM. Henry Lepaute, ingénieurs-constructeurs d'horlogerie et de phares.

2^e année. Suit les cours du soir, progrès rapides en ajustage. — (*Proposition de M. Henry Lepaute, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

PERRONNET (M. Alfred-Julien), apprenti chez MM. Henry Lepaute, ingénieurs-constructeurs d'horlogerie et de phares.

1^{re} année. Laborieux. (*Proposition de MM. Henry Lepaute, membre de la Société.*)

Mention honorable.

PHILIPPE (M. Auguste), apprenti à l'imprimerie Baudoin, 2, rue Christine.

3^e année. Suit les cours. — (*Proposition de M. Vinot, Directeur du Patronage de N.-D.-de-Grâce.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

PIOZ (M. Léon), apprenti chez M. Pioz, ébéniste, avenue de Bouvines, 3 bis.

3^e année. Bon travailleur. (*Proposition de l'École professionnelle de l'ameublement.*)

Un Livre offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

PONCIN (M^{lle} Madeleine), apprentie chez M^{lles} Régnier sœurs, couturières, 60, rue de Vaugirard.

2^e année. Progrès soutenus. — (*Proposition de M^{lles} Regnier sœurs, membres de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

PROST (M. Eugène), apprenti chez M. Rietz, ébéniste, 15, rue du Petit-Pont.

2^e année. Bon travail. — (*Proposition de M. Vinot, Directeur du Patronage de N.-D.-de-Grâce.*)

Mention honorable.

REMOUSSIN (M. Félix-Hilaire), apprenti à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

2^e année. Bonne tenue et progrès au cours professionnel. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Un livre offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

RENDERS (M. Eugène), apprenti chez M. Desbains, sellier, 15, rue Montmartre.

3^e année. Travailleur très assidu. — (*Proposition de M. Vinot, Directeur du Patronage de Notre-Dame-de-Grâce.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

RETAIL (M. Gilbert), apprenti chez M^{me} V^{re} Defrançois, mécanique de précision, 24, place Dauphine.

1^{re} année. Très bonne volonté. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Un livre.

ROY (M. Jules), apprenti chez M. Drony, émailleur, 38, rue de Montmorency.

2^e année. Obéissant, travailleur. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Un livre.

SCHNEIDER (M^{lle} Marie), apprentie chez M^{me} Largeau-Delimon, corsetière, 7, rue de l'Abbé-de-l'Épée.

3^e année. Grands mérites. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Un livre et un livret de caisse d'épargne de quinze francs.

SCUVÉE (M. Henri), apprenti chez M. Rollet, fabricant de bronzes de fantaisie, 71, rue Charlot.

4^e année. Satisfaction complète du patron. — (*Proposition de M. le Dr Perrin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

SIFFERT (M. Alfred), apprenti chez M. Scheffer, imprimeur typographe, 5, rue Dupin.

2^e année. Suit les cours; progrès. — (*Proposition de M. Vinot, Directeur du Patronage de Notre-Dame-de-Grâce.*) **Mention honorable.**

SOIN (M^{lle} Berthe), apprentie chez M. Toudouze, giletier, 34, rue Rivay, à Levallois-Perret.

3^e année. Excellente ouvrière digne de tous éloges. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

TELLIER (M. Georges), apprenti à l'imprimerie Renou et Maulde, 144, rue de Rivoli.

4^e année. Très méritant. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

VALLÉ (M. Louis), apprenti chez M. Frisard, horloger, 35, boulevard Saint-Germain.

4^e année. Très assidu; progrès sensibles. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Outils pour une somme de vingt-cinq francs.**

WALHEN (M. Édouard-Henri), apprenti à l'imprimerie Renou et Maulde, 144, rue de Rivoli.

3^e année. Excellent enfant. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

VARIN (M^{lle} Émilie-Julie), apprentie chez M^{me} Justice, polisseuse, 1, rue des Petits-Pères.

3^e année. Bonne conduite. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

VIMEUX (M. Eugène), apprenti à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

3^e année. Bon apprenti margeur; progrès très sensibles au cours. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs.

VOISIN (M^{lle} Julienne), apprentie chez M^{me} Bourny, brodeuse sur or, 3, rue du Chaume.

3^e année. Bonne travailleuse. — (*Proposition de M. Nusse, censeur de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

SEINE-INFÉRIEURE

BILLAUX (M^{lle} Emma), apprentie chez M. Gresland, manufacturier, à Notre-Dame-de-Bondeville.

2^e année. Apprentie studieuse, estimée. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

BRÉARD (M. Auguste-André), apprenti chez M. Rondeaux, fabricant d'indienne, à Houlenc.

2^e année. Instruit, zélé. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

DEHORS (M^{lle} Albertine-Augustine), apprentie chez MM. Rivière et C^{ie}, manufacturiers, rue de Grammont, 29, à Rouen.

2^e année. Studieuse, laborieuse. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

DUMONT (M. Adolphe), apprenti chez M. Hédouin, tissage mécanique, route du Havre, Maromme.

1^{re} année. Donne entière satisfaction. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

FLEURY (M^{lle} Juliette-Louise), apprentie chez M. Pinel, filateur, rue de la Motte, Petit-Quevilly.

3^e année. Travail satisfaisant. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

HUET (M. Paul-Louis), apprenti chez M. Pinel, filateur, rue de la Motte, Petit-Quevilly.

2^e année. Travail satisfaisant. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

LALOUETTE (M. Olivier-Henri), apprenti chez M. Hédouin, tissage mécanique, à Maromme, route du Havre.

1^{re} année. Efforts soutenus; instruit. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

LAMANT (M. Jules-Benjamin), apprenti chez M. Butler et C^{ie}, tissage mécanique et filature de laine, au Houlme.

2^e année. Obéissant, attentionné. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

LEROUX (M. Eugène), apprenti de M. Jadot, teinturier, place de la Croix-Rouge, à Darnétal.

2^e année. Progrès, travail soutenu. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

PETIT (M^{lle} Albertine-Émilie), apprentie chez M. Berger, filature et tissage, rue Méridienne, 11, Rouen.

1^{re} année. Active, soumise, polie. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

PORTAIS (M^{lle} Reine-Louise), apprentie chez M. Pinel, rue de la Motte, Petit-Quevilly.

2^e année. Appliquée. — (*Proposition de M. Dutertre, Inspecteur à Rouen.*) **Mention honorable.**

SEINE-ET-OISE

BARBIAUX (M. Justin), apprenti chez M. Boissy, charpentier à Villiers-sur-Marne.

3^e année. Exact, laborieux, respectueux. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Un livre.**

BOURGEOIS (M. Auguste), apprenti chez M. Lorillon, constructeur, à Essonnes.

Excellente conduite ; travail très soutenu. — (*Proposition de la Chambre syndicale de l'arrondissement de Corbeil, M. Guillon, président.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

CORPECHOT (M. Pierre), apprenti chez M. Lemaire Sevestre, fabricant de bonneterie, à Pussay.

Travailleur, sérieux, intelligent. — (*Proposition de M. Platrier, Inspecteur à Etampes.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

HUE (M. Célestin), apprenti chez M. Berrurier, manufacturier, à Saint-Cyr-l'Ecole.

3^e année. Très exact. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Un livre.**

LEDOIT (M. Henri), apprenti chez M. Paul Moutier, serrurier-constructeur, à Saint-Germain-en Laye.

3^e année. Très zélé. — (*Proposition de M. Moutier, membre de la Société.*) **Un livre.**

LENINGER (M. Auguste), apprenti chez M. Berrurier, manufacturier, à Saint-Cyr-l'Ecole.

4^e année. Laborieux. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

MATHIS (M^{lle} Florentine), apprentie chez M. Berrurier, manufacturier, à Saint-Cyr-l'Ecole.

4^e année. Excellente conduite. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Livret de caisse d'épargne de quinze francs.**

REBIFFÉ (M. Henri-Edmond), apprenti chez M. A. Brinon, ses fils et Georges Gry, fabricants de bonneterie et de chaussures, à Pussay.

5^e année. Studieux, instruit. — (*Proposition de M. Platrier, Inspecteur à Etampes.*) **Un livre.**

ROMET (M. Hector), apprenti chez M. Emerdenger, fabricant de couleurs, à Argenteuil.

2^e année. Actif, intelligent. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

TISSIER (M. Alphonse), apprenti serrurier chez M. Guyard, à Corbeil.

3^e année. Parfaite conduite. — (*Proposition de la Chambre syndicale de l'arrondissement de Corbeil, M. Guillon, président.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs.

SOMME

BIENDINÉ (M. Ernest-Louis-Joseph), apprenti chez M. Cosserat et C^{ie}, filateurs de lin, à Saleux.

5^e année. Bonne conduite. — (*Proposition de M. Jaraczewski, Inspecteur divisionnaire.*) **Un livre.**

BOCQUILLON (M. Charles-Oswald), apprenti chez M. Le Coustellier, corderie d'Abbeville.

Conduite exemplaire, actif, laborieux. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs et un livre.

BOULNOIS (M. Gabriel), apprenti chez M. Le Coustellier, corderie d'Abbeville.

Intelligent, laborieux. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs et un livre.

CARONGE (M^{lle} Marie-Eugénie), apprentie chez M. Le Coustellier, corderie d'Abbeville.

Grand dévouement à sa famille; assiduité. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de vingt francs et un livre.

CHEVALIER (M. Eugène-Abel), apprenti chez M. Le Coustellier, corderie d'Abbeville.

Honnête, laborieux. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de quinze francs et un livre.

DESJARDINS (M. Abel), apprenti chez M. Le Coustellier, corderie d'Abbeville.

Très travailleur. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

DIMPRE (M^{lle} Rosine-Irma), apprentie chez M. Cosserat fils et C^{ie}, filateurs de lin à Saleux (Somme).

Assidue et travailleuse. — (*Proposition de M. Jaraczewski, Inspecteur divisionnaire.*)

Mention honorable.

FOURDRINIER (M^{lle} Marie-Angelina), apprentie chez M. Le Coustellier, corderie d'Abbeville.

Laborieuse, assidue. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs et un livre.

LARIVIÈRE (M^{lle} Alida), apprentie à la Société anonyme des filatures de lin d'Amiens.

3^e année. Ouvrière modèle, laborieuse, zélée. — (*Proposition de M. Jaraczewski, Inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de dix francs.

THÉRY (M. Jules), apprenti chez MM. Saint frères, filature et corderie de Saint-Ouen.

1^{re} année. Excellent travailleur. — (*Proposition de M. Jaraczewski, Inspecteur divisionnaire.*)

Mention honorable.

DEUXIÈME CATÉGORIE

Anciens apprentis devenus ouvriers, qui sont restés dans la maison où ils ont accompli tout leur apprentissage.

CHER

BELLEVILLE (M^{lle} Henriette), ouvrière chez M. Chanlon, filateur, à Bourges.

Apprentie de la maison, dévouée à son patron et aux jeunes filles de la filature. — (*Proposition de M. Fache, Inspecteur divisionnaire.*)

Mention honorable.

DROME

GRAS-HIPPOLYTE (M. Jean-Urbain-Philippe), contremaître à l'usine Bérard de Châteauneuf-de-Mazenc, filature.

30 ans de service et de dévouement aux enfants. — (*Proposition de M. Barral, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

EURE-ET-LOIR

BLANCHARD (M. Isidore), ouvrier chez M. Poirier, meunier aux Osmeaux, cominune de Chérisy.

18 ans de loyaux services. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

BOUILLON (M. Louis-Jules), ouvrier à l'imprimerie Prud'homme, à Châteaudun.

10 années de services. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur.*) **Mention honorable.**

CIGOGNE née LIBERT (M^{me} Louise), ouvrière chez M. Chevallier, fabricant de couvertures, à Châteaudun.

23 ans de services. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur.*) **Médaille de bronze.**

GAGNEPAIN (M. Joseph), ouvrier à la fabrique de papiers Firmin Didot et C^{ie}, à Sorel-Moussel.

58 ans de services irréprochables. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*) **Médaille de vermeil.**

GOYET (M. Adelphe-Pierre), ouvrier à l'imprimerie Veuve Garnier, à Chartres.

32 ans de service; 25 apprentis formés. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur à Chartres.*) **Médaille d'argent.**

GUILLARD (M. Gustave-Jules), ouvrier chez M. Gasselin Léopold, fabricant de poterie, à Abondant.

33 ans de services. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*) **Médaille d'argent.**

JAVAILLON (M. Jean), ouvrier chez M. Honnard, fabricant de clefs, à Gasville.

42 ans de service. — (*Proposition de Séreau, Inspecteur à Chartres.*) **Médaille d'argent.**

JENNY (M^{lle} Louise), ouvrière chez M^{me} Gillet, confections, à Châteaudun.

Apprentie de la maison. Bonne ouvrière. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

JUQUELIER (M^{me} Louise), ouvrière chez M^{me} Martin, couturière, à Châteaudun.

7 ans de services; forme des apprenties. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

LAMIRAY (M^{me} Julia), ouvrière chez M. Lemenestrel, imprimeur, rue d'Orléans, à Dreux.

9 années de service. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*) **Mention honorable.**

LEPRINCE (M. Victor), ouvrier chez MM. Brault, Teisset et Gillet, ingénieurs-constructeurs, à Chartres.

33 ans de service. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

LEROY (M^{lle} Marie), ouvrière en robes chez M^{lle} Vigoureux, rue Parisis, à Dreux.

Ancienne apprentie, forme des ouvrières. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*) **Mention honorable.**

LOTH (M. Charles), ouvrier chez MM. Allard, constructeurs-mécaniciens, à Châteaudun.

48 ans de service. Ouvrier économe. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

MARIE (Auguste-Désiré), ouvrier à la fabrique de papiers Firmin-Didot, à Sorel-Moussel.

32 ans de services; 40 apprentis formés. — (*Proposition de M. Mauger, Inspecteur à Dreux.*) **Médaille d'argent.**

PETIT (M. Ferdinand), ouvrier chez M. Durand, imprimeur, à Chartres.

24 ans de services; 4 apprentis. — (*Proposition de M. Séreau, Inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

POMMIER (M. Auguste), ouvrier chez M. Allard, constructeur-mécanicien, à Châteaudun.

17 ans de services; 30 apprentis formés. — (*Proposition de M. Venot, Inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

THENAISIE (M^{me} Gabrielle), ouvrière chez M. Chevallier, fabricant de couvertures, à Châteaudun.

18 ans de services. — (*Proposition de M. Venot.*) **Médaille de bronze.**

FINISTÈRE

LE MOAL (M. Jean-Eugène), ouvrier à l'imprimerie de l'Océan, à Brest.

45 ans de services. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

HAUTE-GARONNE

MISTOU (M. Charles), ouvrier chez MM. Bonnet frères, ingénieurs-constructeurs, à Toulouse.

33 ans de services ; 30 apprentis. — (*Proposition de M. Prunet, Inspecteur.*) **Médaille d'argent.**

PEZET (M. Auguste), ouvrier chez M. Laurens, entrepreneur charpentier, rue Neuve-Montplaisir, à Toulouse.

32 ans de services. 10 apprentis, grand dévouement à l'atelier et à sa famille. — (*Proposition de M. Le Roy, Inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

ROUS (M. Vital), ouvrier chez M. Fauresse, charpentier, petite rue de la Dalbade, n° 5, Toulouse.

22 ans de services. — (*Proposition de M. Prunet, Inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

HÉRAULT

CASSAGNAUD (Paul), ouvrier chez M. Jules Maistre, fabricant de drap, à Villeneuve.

40 ans de services ; grand dévouement. — (*Proposition de M. de Pellet, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

CAUVY (M. Jean-Baptiste), ouvrier chez MM. Vitalis frères, fabricants de draps, à Lodève.

33 ans de services. — (*Proposition de M. de Pellet, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de vermeil.**

INDRE-ET-LOIRE

LEBOUC (M. Jean-Jacques), ouvrier chez M. A. Mame et fils, imprimeurs, à Tours.

35 ans de services rendus à la maison. — (*Proposition de M. Mame, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

MONMOUSSEAU (M. Henri), ouvrier chez M. A. Mame et fils, imprimeurs, à Tours.

28 ans de services. — (*Proposition de M. Mame, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

ISÈRE

GAYET (M^{lle} Marie), ouvrière chez MM. A. Giraud, négociants en soieries, à Lacombe de Châteauvillain.

25 ans de services. — (*Proposition de M. Barral, Inspecteur divisionnaire.*) — **Médaille de bronze.**

LOIRE

MOUNIER (M^{lle} Maria), ouvrière chez MM Colcombet et C^{ie}, à Saint-Étienne.

16 ans de service. Excellente direction donnée aux apprenties. — (*Proposition de M. Colcombet, membre fondateur de la Société.*)
Médaille de bronze.

LOIRE-INFÉRIEURE

COLOMIÈS (M. Paul), sculpteur chez MM. François Leglas-Maurice, manufacture de meubles, à Nantes.

18 ans de services. Exemples de travail et d'économie. — (*Proposition de M. Landois, Inspecteur divisionnaire.*)
Médaille de bronze.

LOIRET

BELTHOISE (M. Louis-Amédée), ouvrier chez M. Villiaume, peintre, à Orléans.

19 ans de services. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*)
Médaille de bronze.

BÉZARD (M. Alfred), ouvrier chez MM. Pesle et Ponroy, fabricants de couvertures, à Orléans.

24 ans de services et de probité. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*)
Médaille de bronze.

BÉZARD (M. Émile), ouvrier chez MM. Pesle et Ponroy, fabricants de couvertures, à Orléans.

24 ans de services. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*)
Médaille de bronze.

BOURILLON (M^{me} Marie-Élisabeth), épouse MAILLART, ouvrière chez M. Monmouceau, fabricant de limes, à Orléans.

53 ans de services. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*)
Médaille d'argent.

BRETON (M. Fernand), ouvrier chez M. Morand, imprimeur, à Orléans.

20 ans de travail irréprochable. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*) **Médaille de bronze.**

FORTHIER (M^{lle} Louise), ouvrière chez M^{lle} Labbé, couturière à Pithiviers.

6 ans de services très dévoués. — (*Proposition de M. de Piquigny, Inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

GUISET (M. Isidore), ouvrier chez M. Jacob, imprimeur, à Orléans.

31 ans de présence à la maison ; grands soins pour les enfants. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*) **Médaille d'argent.**

MICHOU (M^{me} Désirée), épouse GODEFROY, ouvrière chez MM. Gourdin et Gravier, manufacturiers, à Orléans.

42 ans de présence ; grande probité. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*) **Médaille d'argent.**

SOISSON (M. Charles-Pierre), cardier chez MM. Rime et Renard, fabricants de couvertures, à Orléans.

42 ans de service. — (*Proposition de M. Tixier, Inspecteur à Orléans.*) **Médaille d'argent.**

MAINE-ET-LOIRE

BRILLET (M. Émile), ouvrier et surveillant à l'Orphelinat d'Angers.

Soins dévoués aux enfants. — (*Proposition de M. Giroud, Inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

DUPIN (M. Émile), surveillant à l'Orphelinat d'Angers.

Soins dévoués à l'Orphelinat. — (*Proposition de M. Giroud, Inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

MARNE

LEDRU (M. Narcisse-Émile), ouvrier imprimeur chez M. Bugg, rue Robert-de-Courcy, n° 4, Reims.

26 ans de présence ; 20 apprentis formés. — (*Proposition de M. Barbry, Inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

MEUSE

PIERRE (M^{me} Victorine), épouse ROSSELANGE, ouvrière chez M. Contant Laguerre, imprimeur, à Bar-le-Duc.

23 ans de services ; 150 apprentis formés depuis 15 ans, — (*Proposition de M. Chéry, Inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

NORD

DESODT (M. Charles-Joseph), ouvrier chez M. Léonard Zoès père, à Bailleul.

52 ans de services. Lauréat de la Société d'agriculture. — (*Proposition de M. Arnold, Inspecteur départemental.*)

Médaille de vermeil.

OISE

DERÉCUSSON (M. Achille), ouvrier chez M. Père, imprimeur, à Beauvais.

54 ans de présence. Grand nombre d'apprentis; dévouement exceptionnel. — (*Proposition de M. Wallet, Inspecteur départemental.*)

Médaille de vermeil.

PAS-DE-CALAIS

BARBET (M. Joseph), ouvrier chez MM. Poure, O'Kelly et C^{ie}, fabricants de plumes métalliques, à Boulogne-sur-Mer.

41 ans de services. Grande satisfaction de ses patrons. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

BÉRÉNICE (M^{lle} Mélanie), ouvrière chez MM. Houette et Butler, fabricants de tulles et dentelles, à Saint-Pierre-lès-Calais.

21 ans de services. 250 apprenties formées avec grand soin et grande surveillance. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

CARON (M. Émile-Adolphe), ouvrier aux mines de Fléchinelle.

Ouvrier modèle. Grande prudence. Soins paternels à ses frères plus jeunes. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur.*)

Médaille de bronze.

CARON (M^{lle} Élise), ouvrière chez M. Briez, fabricant d'huile et d'étrindelles, au faubourg Rouville-les-Arras.

10 ans de bons services et de bons exemples. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur.*)

Médaille de bronze.

DANEL (M. Ernest), ouvrier chez M. Deltraux, filateur, à Arques.

24 ans de bons services; 230 apprentis formés. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

DELASSUS (M^{me} V^{ve} Florimond), née Claus (Rose), ouvrière chez M. Caron, fabricant de petit équipement militaire, à Béthune.

Depuis 50 ans, M^{me} Delassus a été la providence des nombreuses jeunes filles qui lui doivent un métier, des idées d'ordre, d'économie, et des exemples d'un dévouement et d'une modestie à toute épreuve. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille de vermeil.

DUBOIS (M. Antoine), ouvrier chez MM. Pinet frères, fabricants de tulles et dentelles, à Saint-Pierre-lès-Calais.

33 ans de services; 180 apprentis formés. Exemples d'ordre et d'économie. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Médaille d'argent.

DUMETZ (M. Fortuné), ouvrier aux mines de Fléchinelle.

Vient de terminer son apprentissage. Excellent ouvrier, digne de toutes les sympathies. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Mention honorable.

LEFEBRE (M. Alfred), ouvrier des mines de Fléchinelle.

Bon ouvrier, bon fils. Digne d'encouragement. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur à Arras.*)

Mention honorable.

LENOIR (M. Charles-Louis-Joseph), ouvrier chez MM. Pruvost, filateurs de coton, à Lapugny.

50 ans de services. Digne des plus grands éloges. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur.*)

Médaille de vermeil.

RINGOT (M. Émile-Eugène), ouvrier chez M. Arnett, fabricant de tulles, à Calais.

17 ans de services; 250 apprentis formés. Recommandable sous tous les rapports. — (*Proposition de M. Quéroy, Inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

SAONE-ET-LOIRE

BURLIER Mariette dit PAUL (M^{me} Marie-Pierrette), chez M. A. Giraud, tissage mécanique de soieries, à Chauffailles.

10 ans de bons services. — (*Proposition de M. A. Giraud, membre de la Société.*)

Mention honorable.

SEINE

AUGUET (M. Auguste), chez MM. Henry Lepaute, ingénieurs-constructeurs d'horlogerie et de phares.

13 ans de services; laborieux; honnête. — (*Proposition de M. Lepaute, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

BÉZARD (M. Jules), ouvrier à l'imprimerie Chaix, 20, rue Bergère.

14 ans de bonne conduite; surveille attentivement les enfants de ses machines. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Mention honorable.

BEZUCHET (M.), ouvrier chez M. Noblet, imprimeur, 13, rue Cujas.

42 ans de bons services. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille d'argent.

CHASSETAMPS (M. Joseph), ouvrier compositeur chez M. Chaix, imprimeur, 20, rue Bergère.

10 ans de bons services; régulier et économe. — (*Proposition de M. Chaix, membre de la Société.*)

Mention honorable.

CHEVALIER (M. Victor), ouvrier à l'imprimerie Dennery, 40, rue des Blancs-Manteaux.

28 ans de bonne conduite et bon travail. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille d'argent.

COMPAGNON (M. Jules), ouvrier chez M. Jolly, orfèvre, 16, rue Royer-Collard.

S'occupe des jeunes apprentis avec grande sollicitude. — (*Proposition de M. Jolly, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

DECOSTER (M^{lle} Françoise), ouvrière chez MM. Ballin et Simon, 61, faubourg Saint-Denis.

15 ans de services; 14 apprenties très bien formées. — (*Proposition de la Chambre syndicale des fleurs.*)

Médaille d'argent.

FORGET (M. Prosper), ouvrier chez M. Merckel, imprimeur, 18, rue Saint-Placide.

Bons services à l'atelier. — (*Proposition de M. Vinot.*)

Mention honorable.

FUZELLIER (M. André), à l'École des apprentis tailleurs, 86, rue Montorgueil,

Promet de devenir un professeur dévoué. — (*Proposition de M. Ducher, membre de la Société.*)

Mention honorable.

HERR (M. Albin), chez M. Mouton, dessinateur, 29, rue du Sentier.

21 ans de bons services. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de bronze.

LAUSSAC (M. Victor), ouvrier chez M. Knecht, relieur, 40, rue de Seine.

Bienveillant pour les apprentis. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Mention honorable.

MARLIOT, ouvrier chez M. Noblet, 13, rue Cujas.

16 ans de services. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Médaille de bronze.

MARSAC (M^{lle} Georgette), ouvrière chez M^{lle} Guyot, brunisseuse, 22, rue du Pont-aux-Choux.

Très méritante à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. le Dr Perrin, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

MOINET (M. Louis), imprimerie Renou et Maulde, 144, rue de Rivoli.

38 ans de services ; a formé un grand nombre d'apprentis. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Médaille d'argent.**

PAROT (M^{lle} Marie), ouvrière chez M^{me} Lecomte, blanchisseuse, à Montreuil-sous-Bois.

A tous égards, digne d'éloges et d'encouragements. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

PONCIN (M^{lle} Jeanne), ouvrière chez M. Royer, papetier, 80, boulevard Saint-Germain.

Depuis 9 ans. Aide à ses parents, digne d'éloges. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

PORRET (M. Victor), ouvrier chez M. Royer, papetier, 80, boulevard Saint-Germain.

Excellent ouvrier et excellent fils. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

RAOUX (M^{lle} Cécile), ouvrière chez M^{me} Henri Olympe, couturière, à Vincennes, 41, rue de l'Hôtel-de-Ville.

Bonne ouvrière, bonne ménagère. 10 apprenties formées avec soin — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

RELINGER (M^{lle} Anna), ouvrière chez M^{me} Wyss, 121, rue Blomet, fabricante de fleurs de porcelaine.

Dévouée à sa patronne. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

RICHON (M^{lle} Mathilde), ouvrière chez M^{lles} Régnier sœurs, couturières, 60, rue de Vaugirard.

Grand dévouement aux apprenties. — (*Proposition de M^{lles} Régnier sœurs, membres de la Société.*) **Mention honorable.**

RIGAULT (M^{lle} Adèle), ouvrière chez M. Javey et C^{ie}, fabricants de fleurs, 224, rue Saint-Denis.

Très dévouée à la maison et aux apprenties, depuis plus de trente ans. — (*Proposition de M. Javey, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

ROCHEBILIÈRE (M. Eugène-François), ouvrier chez MM. Ernest André, graveurs estampeurs, 13, rue Porte-Foin.

Depuis 1828 donne tous ses soins aux jeunes ouvriers de la maison. — (*Proposition de M. de Bellay, membre de la Société.*) **Médaille de vermeil.**

THOMAS (M. Louis), ouvrier chez MM. Henry Lepaute, ingénieurs-constructeurs de phares et d'horlogerie.

14 ans de bons et loyaux services. — (*Proposition de MM. Lepaute, membres de la Société.*) **Médaille de bronze.**

VERLY (M. Léon), ouvrier chez MM. H. Lepaute, ingénieurs-constructeurs de phares et d'horlogerie.

13 ans de bon travail. — (*Proposition de MM. Lepaute, membres de la Société.*) **Médaille de bronze.**

SEINE-ET-MARNE

DUQUESNE (M. Julien-Elisée), ouvrier à la Société de papeterie de Boissy-le-Châtel, par Jouy-sur Morin.

50 ans de bons services, très dévoué, excellent ouvrier. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de vermeil.**

GAUTIER (M. Alexandre), ouvrier chez M. Cloué Bertrand, tanneur à Coulommiers.

32 ans de services. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

HERBETTE (M. Louis-Pierre), ouvrier à la Société des papeteries du Marais et de Sainte-Marie, à Coulommiers.

20 apprentis formés. Serviteur très dévoué. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

HOINGNE (M. Théodore), chez M. Carré, tanneur, à Montereau.

Agé de 75 ans, n'a jamais quitté la maison. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

PRÉVOST (M. Dominique), ouvrier chez MM. Brodard et Gallois, imprimeurs, à Coulommiers.

32 ans de services rendus aux apprentis. — (*Proposition de M. Cottin, Inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

SEINE-ET-OISE

BILLARD (M. Jules), ouvrier chez M. Trotry-Latouche, fabricant d'étoffes feutrées, à Rueil.

45 ans de bons services. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

DESNOYERS (M. Louis), chez MM. Bisson et Guilbert, fabrique de ficelles de Guiselay.

32 ans de services. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

LOUVET (M. Gustave-Henri), chez M^{me} V^{ve} Belin et fils, imprimeurs, à Saint-Cloud.

32 ans de présence et de loyaux services. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

MARTIN (M. Alexandre), chez M. Michelez, fabricant de lacets, à Lardy.

58 ans de services et de bons exemples. — (*Proposition de M. Platrier, Inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

OIZIL (M.), chez MM. Bisson et Guilbert, fabricants de ficelles, à Guiseray.

45 ans de services. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

PALISSE (M. Alfred), ouvrier à l'usine Decauville, constructeur, à Petit-Bourg.

14 ans de bons exemples. — (*Proposition de M. Decauville, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

PIERRAT (M. Maria-Pierre-Félix), ouvrier chez M^{me} V^{ve} Belin et fils, imprimeurs, à Saint-Cloud.

28 ans de services. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de bronze.**

RIVIÈRE (M. Ernest), aux usines de zinc de la Vieille-Montagne, à Bray-Lu.

30 ans de services, bon ouvrier. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Mention honorable.**

SÉCLIN (M. Albert), chez MM. Cerf et fils, imprimeurs, à Versailles, 59, rue Duplessis.

23 ans de services, estime générale. — (*Proposition de M. Linarès, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

SOMME

BOCLET (M. Constant), ouvrier chez MM. Bricard frères, fabricants de serrurerie, à Woincourt.

35 ans de services: travail parfait, honorabilité, estime générale. — (*Proposition de M. Fache, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

DEHEDIN (François-Pascal), ouvrier chez MM. Bricard frères, fabricants de serrurerie, à Woincourt.

57 ans de services. A formé plus de 300 ouvriers, mérites exceptionnels. — (*Proposition de M. Fache, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille de vermeil.**

MANTEL (M. Augustin), chez MM. Poirét, filateurs de laine, à Saleux.

37 ans de laborieux services. — (*Proposition de M. Jaraczewski, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

MIGNOT (M^{me} Valentine), ouvrière chez MM. Poirét, filateurs de laine, à Saleux.

34 ans de services; 100 apprenties formées. — (*Proposition de M. Jaraczewski, Inspecteur divisionnaire.*) **Médaille d'argent.**

PRIX SPÉCIAUX

DÉCERNÉS PAR LES COMITÉS ANNEXES

1. — PRIX DE L'Œuvre de l'Assistance judiciaire.

Une médaille d'honneur pour reconnaître les services rendus, dans l'ordre judiciaire, à la cause des Apprentis et Enfants employés dans les manufactures.

(Ce prix n'est pas décerné en 1888.)

2. — PRIX DE L'Œuvre des Sociétés d'Assistance paternelle.

Une médaille d'honneur sera décernée à la Société d'Assistance paternelle qui aura pris les mesures les plus efficaces pour développer l'enseignement technique des apprentis ou apprenties.

(Ce prix n'est pas décerné en 1888.)

3. — PRIX DU Comité des Accidents de fabrique.

PRIX N° 1. — Médaille d'honneur et un prix de 500 francs, pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage des scies circulaires.

PRIX N° 2. — Une médaille de vermeil et un prix de 500 francs, pour une étude sur les établissements du département de la Seine employant la scie circulaire.

PRIX N° 3. — Médaille d'argent à tout établissement qui, possédant plusieurs scies circulaires, les aura remplacées dans l'année par des scies moins dangereuses.

PRIX N° 4. — *Une médaille de vermeil et 500 francs, pour la meilleure étude sur l'industrie de l'imprimerie faite au point de vue des accidents qu'elle peut occasionner aux ouvriers et particulièrement aux apprentis, et des moyens d'y remédier.*

(Aucun candidat n'a été présenté pour ces prix.)

PRIX N° 5. — *Une médaille d'argent à tout industriel qui, dans ses ateliers, aura éloigné les causes d'accidents par sa transmission de mouvement, en adoptant tous les appareils ou moyens d'isolement et de couverture actuellement usités.*

DAUPHINOT (MM.) père et fils, filature et tissage de laine, à Reims.

Transmissions installées d'une façon remarquable, manchons sans saillies, pas de clavettes saillantes, engrenages coniques renfermés dans des gaines. — (*Proposition de l'Association des industriels de France.*) **Médaille d'argent.**

ADMINISTRATION DES POMPES FUNÈBRES DE PARIS, rue d'Aubervilliers.

Installation du couvre-scie Gaines à toutes les scies circulaires; protection du plateau de scie sous la table; précautions générales très bien prises. — (*Proposition de l'Association des industriels de France.*) **Médaille d'argent.**

PRIX N° 6. — *Une médaille sera donnée aux industriels qui, dans l'année, auront établi dans leurs ateliers plusieurs monte-courroies.*

ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE, pour préserver les ouvriers des accidents du travail, 6, Chaussée-d'Antin.

Publication d'une brochure intitulée : « Instruction sur les précautions à prendre concernant les transmissions et le maniement des courroies ». — (*Proposition de M. Nusse, censeur de la Société.*) **Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance**

POULLOT, filature et tissage de laine, à Reims.

Installation du porte-courroie Biedermann à tous les métiers à filer. — (*Proposition de l'Association des industriels de France.*) **Médaille d'argent.**

PRIX N° 7. — *Une médaille d'honneur, pour toute invention nouvelle ou perfectionnement ayant pour but de prévenir les accidents de machines dans une industrie quelconque employant des enfants.*

FRANCEZ (M. Pierre), ingénieur directeur de la fabrique d'allumettes chimiques au Prado, Marseille.

Installation d'appareils d'aspiration enlevant toutes les vapeurs phosphorées et évitant les accidents. Suppression des coliques de plomb par le broyage à l'eau. Emulsion mécanique des phosphores. — (*Proposition de M. Lagard, Inspecteur divisionnaire.*) **Mention spéciale de reconnaissance.**

MARTEAU frères et C^{ie}, filateurs de laine, à Reims.

Nettoyage automatique des peignes des bobinoirs par une brosse mécanique. Couverture des roues des chariots des bobinoirs. — (*Proposition de l'Association des industriels de France.*)

Médaille d'argent.

MILLET (M. Félix), ingénieur aux forges de Persan (Seine-et-Oise).

Emploi de meules en composition évitant les explosions, et application d'appareils les plus perfectionnés protégeant les ouvriers contre les accidents. — (*Proposition de l'Association des industriels de France.*)

Médaille de bronze.

ÉTIENNE (M.), chef des ateliers de M. Édouard Bourdon, ingénieur-mécanicien, 74, rue du Faubourg-du-Temple, à Paris.

Système de débrayage pour les tours et machines-outils avec arrêt instantané. — (*Proposition de l'Association des industriels de France.*)

Médaille de bronze.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE ANONYME DES MUNITIONS AUX BRUYÈRES, COMMUNE DE SÈVRES (SEINE-ET-OISE).

M. Marc, directeur, a apporté de grands perfectionnements dans les engins protecteurs. Les points dangereux sont recouverts de boucliers métalliques et les ouvriers sont en pleine sécurité. — (*Proposition de M. Martin, Inspecteur à Versailles.*)

Médaille d'argent.

BERNARD (M.), mécanicien, aux forges d'Eurville (Haute-Marne).

A construit et perfectionné les appareils de protection imaginés par M. Vincent pour les trains de laminoirs. — (*Proposition de M. Delaisement, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

VINCENT (M.), chef de fabrication aux forges d'Eurville (Haute-Marne).

A imaginé un double système protecteur pour les laminoirs de tréfilerie. — (*Proposition de M. Delaisement, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil.

CARBILLET (M.), chef mécanicien aux forges de Manois (Haute-Marne).

Inventeur d'un système de protection breveté pour le laminage de la verge de tréfilerie. Ce système est appliqué à Marnaval et à Manois. — (*Proposition de M. Delaisement, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil.

DINOIRE (M.), ingénieur aux mines de Lens.

Inventeur d'une barrière automatique empêchant les wagonnets chargés de s'engager dans les plans inclinés. L'appareil fonctionne bien et évite les accidents. — (*Proposition de M. Jaraczewski, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille d'argent.

PASQUIER (M. Lucien), ingénieur aux forges d'Eurville (Haute-Marne).

A le premier inventé un système de clapet de retenue de vapeur breveté. Cet appareil, qui fait en même temps fonction de robinet de vapeur est destiné, dans le cas de chaudières accouplées, à intercepter la communication des chaudières avec l'atmosphère lorsqu'un tuyau de conduite vient à se rompre. Il évite ainsi les brûlures par la vapeur si fréquentes dans ces accidents. La Société d'Encouragement pour l'industrie nationale a accordé à M. Pasquier une médaille d'argent pour son invention. — (*Proposition de M. Roche, Trésorier de la Société de protection des apprentis.*) **Médaille d'argent.**

PRIX N° 8. — *Une médaille d'argent*, avec ou sans prime en argent, pour tout directeur d'établissement, contremaître, ouvrier ou toute autre personne qui aura introduit dans les ateliers des améliorations spéciales ayant pour but de prévenir les accidents de fabrique.

FORGES D'EURVILLE (Haute-Marne).

Ont installé dès 1874, les appareils protecteurs de M. Vincent, et ont ainsi assuré une protection efficace aux lamineurs. — (*Proposition de M. Delaisement, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil, et mention spéciale de reconnaissance.

FORGES DU CLOS-MORTIER, près Saint-Dizier (Haute-Marne).

FORGES DE COMMERCY (Meuse).

FORGES DE MARNAVAL, près Saint-Dizier (Haute-Marne).

FORGES DE MANOIS (Haute-Marne).

Ont installé dans leurs laminoirs le système protecteur de M. Carbillet. — (*Proposition de M. Delaisement, Inspecteur divisionnaire.*)

Médaille de vermeil, et mention spéciale de reconnaissance.

MM. DES GENETAIS, frères, manufacturiers, à Bolbec.

Ont réalisé dans leurs vastes ateliers toutes les dispositions possibles pour éviter les accidents. — (*Proposition de M. Blaise, Inspecteur divisionnaire, et de M. de Sapincourt, président de la Société de Rouen.*)

Médaille de vermeil, et mention spéciale de reconnaissance.

M. FAUQUET LEMAÎTRE, manufacturiers, à Bolbec.

Ont réalisé dans leurs ateliers toutes les améliorations conseillées pour empêcher les accidents. — (*Proposition de M. Blaise, Inspecteur divisionnaire, et de M. de Sapincourt, président de la Société de Rouen.*)

Médaille de vermeil, et mention spéciale de reconnaissance.

RÉCOMPENSES

DÉCERNÉES AUX AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE

*qui (du 1^{er} avril 1886 au 31 mars 1888) ont constaté des infractions
à l'article 3 du décret du 13 mars 1875.*

(D'après l'État de proposition de M. LE PRÉFET DE POLICE.)

TURE DE POLICE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

cion. — 4^e bureau.

IL DES ENFANTS
S FILLES MINEURES
S DANS L'INDUSTRIE
u 19 mai 1874)

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Paris, le 2 juin 1888.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Pour satisfaire à votre désir, j'ai l'honneur de vous adresser les deux états nominatifs ci-joints. L'un de ces états comprend les agents de la police municipale qui, du 1^{er} avril 1886 au 31 mars dernier, se sont plus particulièrement signalés dans la constatation des infractions à l'article 3 du décret du 13 mars 1875, et à l'article premier du décret du 31 octobre 1882 (surcharges).

Sur le dernier état sont portés, pour le même laps de temps, et suivant le nombre d'infractions qu'ils ont relevées, les inspecteurs chargés de surveiller l'exhibition et la vente, sur la voie publique, de livres, images, chansons obscènes, etc.

Vous voudrez bien remercier, en mon nom, la Société dont vous faites partie, pour les encouragements qu'elle se propose d'accorder à nouveau aux agents de mon administration.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Préfet de police,

H. LOZÉ.

AGENTS

de la police municipale qui se sont le plus signalés dans la surveillance des enfants surchargés.

ARRONDISSEMENTS	NOMS ET PRÉNOMS	QUALITÉS	NOMBRE de contraventions déclarées	DATES DES CONTRAVENTIONS	
	MM.				
XI ^e	CROS (Pierre)	S.-brigad.	9	25 mai, 1 ^{er} , 5, 16 juillet, 4 août, 16 septembre, 22 octobre et 21 décembre 1887, 17 mars 1888.	Médaille d'argent
XX ^e	CORDIER (Louis)	Gardien	6	23 juillet et 16 décembre 1886, 25 février, 21 avril et 17 juillet 1887.	id.
II ^e	DESSEIN (Fl.-Joseph)	id.	5	15 avril, 8 octobre et 12 décembre 1886, 15 et 28 janvier 1887.	Médaille de bronze
XI ^e	DAVESNE (Louis)	id.	3	28 juillet 1886, 22 octobre et 25 février 1888.	id.
XI ^e	FORT (Marie-Théoph.)	id.	3	19 et 25 août 1886, 15 mars 1887.	Mention honorable
XI ^e	PRÉTET (Jean-Pierre)	id.	3	14 juin et 9 juillet 1886, 27 mai 1887.	id.
XI ^e	TRICOT (Désiré-Casim.)	id.	3	1 ^{er} avril, 6 et 29 juin 1887.	id.
I ^{er}	THOMAS (Cl.-Symphor.)	id.	2	14 avril 1886 et 29 avril 1887.	id.
IV ^e	LORIOZ (Louis-François)	id.	2	11 octobre 1886 et 15 décembre 1887.	id.
XI ^e	GUENON (Jean-Bapt.)	id.	2	26 mai et 22 octob. 1887.	id.
XI ^e	JARRIGE (Léonard)	id.	2	30 septembre et 14 octobre 1887.	id.

INSPECTEURS

qui se sont signalés en relevant des infractions relatives à l'exhibition et à la vente, sur la voie publique, de livres, images, emblèmes, chansons obscènes, etc.

MM.

GARDEL (Paul-Joseph-Raphael), Inspecteur. **Médaille d'argent.**

GARDET (Charles), Inspecteur. **Médaille d'argent.**

RABUTEAU (Théodore-Arthur), Inspecteur. **Médaille d'argent.**

GAUD (Joseph-Henri), Sous-brigadier. **Médaille de bronze.**

LEBRUN (Eugène-Joseph), Inspecteur. **Médaille de bronze.**

LEJACQUES (Léon-François), Inspecteur. **Médaille de bronze.**

GASNIER (Henri-Stanislas), Sous-brigadier. **Médaille de bronze.**

MICHAUT (Ernest-Louis), Inspecteur. **Médaille de bronze.**

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 9 août 1888.

TENUE AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

Sous la PRÉSIDENCE DE M. TURNÉY, l'un de ses vice-présidents.

M. Ch. Petit est invité à prendre place au bureau.

La séance est ouverte à 8 heures 3/4.

S'était excusé M. Is. Roche.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

L'ordre du jour appelle le dépouillement de la correspondance.

La parole est donnée à M. le Secrétaire pour y procéder devant la réunion.

M. L. Durassier indique que la Société a reçu une série d'invitations à diverses solennités de patronages : distributions de prix aux apprentis tapissiers, aux élèves de l'école d'horlogerie de Paris, etc., etc. ; une série de lettres de remerciements pour les récompenses décernées à la neuvième fête de l'enfance ouvrière. C'est M. Is. Roche, commissaire général de cette fête, qui rendra compte, par le menu, de toutes ces marques de reconnaissance dans le rapport qu'il en fera à la séance ordinaire trimestrielle de novembre prochain.

M. le Secrétaire signale ensuite que pendant le deuxième trimestre de 1888, la Société a reçu :

1° Les rapports annuels des Commissions locales adressés à M. le préfet de police (1887) ; 2° le procès-verbal de la réunion générale des présidents, présidentes et secrétaires des Commissions locales de la Seine, tenue à Paris le 7 juin 1888 ; 3° le *Bulletin de la Société de patronage de la ville de Chaumont*, où est men-

tionnée tout spécialement la médaille de vermeil décernée par notre Société à cette institution ; 4° un mémoire de M. Feret sur sa table hygiénique à élévation facultative ; 5° une brochure de M. Louis Disson, intitulée : *la Mutualité nationale* ; 6° le compte rendu de la dix neuvième assemblée générale de la Société protestante de travail, 92, rue d'Hauteville ; 7° le 63° compte rendu annuel (ex. 1887) de la Société d'apprentissage des jeunes orphelins, 10, rue du Parc-Royal ; 8° les n^{os} 1, 3, 4, 6 (1888) du *Journal de la Société contre l'abus du tabac* ; 9° les numéros d'avril-mai-juin de la *Revue chronométrique* ; 10° les n^{os} 4 et 7 (1888) du *Journal des Prud'hommes et des Syndicats professionnels* ; 11° de l'Association des industriels de France pour préserver les ouvriers des accidents de travail : des instructions sur les moteurs industriels, leur mise en marche et leur arrêt ; 12° le n^o 5 (mai 1887) du *Bulletin de la Société générale des Prisons* ; 13° de la Société des ingénieurs civils : ses feuillets et cahiers du deuxième trimestre 1888 où sont inscrits les travaux de ses membres ; 14° de la Chambre syndicale des tapissiers : le compte rendu de la distribution des prix du comité de patronage aux apprentis de la corporation ; 15° cinq numéros de la *Revue russe* :

M. le Secrétaire signale enfin à la réunion que pendant le deuxième trimestre les patronages Saint-Charles et de Notre-Dame-de-Nazareth ont sollicité de la Société les mêmes subventions qu'elle a daigné leur accorder jusqu'ici chaque année.

Le Conseil d'administration a déjà accordé en principe à chacune de ces institutions : cent francs ; mais, pour que l'attribution puisse leur en être faite, il convient que la décision du Conseil soit sanctionnée par un vote de la réunion.

M. le Président met aux voix les subventions accordées en principe. La réunion les approuve à l'unanimité. Elles seront envoyées au nom de la Société. Les subventions, déjà accordées pour l'année 1888 s'élèvent, par suite, à 2,050 francs et le fonds qui reste disponible est de 400 francs.

L'ordre du jour appelle enfin les communications diverses.

La parole est à M. le Secrétaire pour les faire.

M. Léon Durassier signale que la Société possède dans le Pas-de-Calais, un membre des plus dévoués, M. Queroy, inspecteur départemental du travail des enfants dans l'industrie de ce département.

Ce collègue a, déjà, amené à la Société un très grand nombre

d'adhérents annuels ou perpétuels, ainsi que chacun a pu le remarquer à la fin des divers bulletins.

De plus, à l'occasion de la neuvième fête de l'enfance ouvrière, il a signalé à la Commission des récompenses les sujets les plus méritants que ses fonctions lui ont fait rencontrer.

Il l'a fait avec beaucoup de soin et une compétence toute spéciale, ce qui a permis à la Commission d'attribuer un nombre relativement considérable de récompenses au département du Pas-de-Calais.

Cela a donné à M. Queroy l'idée d'organiser une fête locale pour en faire la distribution aux lauréats.

Il s'est, à cet effet, mis d'accord avec son préfet et avec le concours bienveillant et particulièrement effectif de l'un des industriels les plus influents de la région, M. Viala, ingénieur directeur des houillères de Liévin, il a pu mener son organisation à bonne fin.

Il a, alors, demandé à notre Société de vouloir bien désigner un ou plusieurs membres de son Conseil pour présider cette solennité digne assurément de tous ses sympathies.

Saisis de cette requête, notre éminent président M. Léon Say et notre très distingué secrétaire général, M. Léon Renault ont estimé qu'il convenait de déléguer MM. Viala et Queroy eux-mêmes, comme représentants de la Société, à cette fête et c'est ainsi que l'on y a été convié par eux.

De plus, M. Queroy a adressé à la Société une lettre dans laquelle il lui a exprimé la gratitude de tous, pour les récompenses accordées, et enfin depuis que cela a eu lieu, il a fait savoir à M. Roche et à votre Secrétaire qu'elle avait pleinement réussi.

En présence de ces faits il semble que des remerciements soient dus à MM. Viala et Queroy. Ils leur seront adressés par les soins de M. le Secrétaire si la réunion le décide.

M. le Président consulte l'Assemblée à cet égard.

Elle déclare unanimement qu'il convient d'adresser à ces Messieurs des remerciements qu'ils ont grandement mérités par leur zèle et leur dévouement aux intérêts de la classe ouvrière et de la Société.

M. le Secrétaire signale enfin à la réunion que la Société contre l'abus du tabac a demandé à la Société de désigner un ou plusieurs de ses membres pour prendre part au Congrès qu'elle compte tenir l'année prochaine au moment de la réunion des diverses Sociétés savantes.

M. le Président fait remarquer qu'il n'est malheureusement que trop vrai que cette question de l'abus du tabac nous intéresse ; parce que beaucoup trop d'enfants, beaucoup trop d'apprentis en usent et même en abusent, au grand détriment de leur santé. Le moment venu, un ou plusieurs membres de la Société devront donc être désignés pour la représenter au Congrès en voie d'organisation. M. le Secrétaire pourra le faire savoir à la Société contre l'abus du tabac.

L'ordre du jour appelle le compte rendu des travaux des divers Comités.

Par suite de la démission de M. Faustin Hélie le Comité judiciaire n'a pas fonctionné pendant le 2^e trimestre de 1888, contrairement à ce qui en avait toujours été jusqu'ici.

Seul le Comité de placement a fonctionné avec la régularité accoutumée.

M. Léon Durassier a ensuite la parole pour faire sa lecture sur le patronage laïque du XVII^e arrondissement.

Après la lecture de ce petit travail dont la réunion décide l'insertion au Bulletin, l'ordre du jour appellerait la suite de la discussion de l'étude de M. Léon Durassier sur l'Inspection du Travail dans l'Industrie ; mais en présence du petit nombre de membres présents M. le Président émet l'avis que la réunion partage que cette discussion soit remise à une séance ultérieure.

Enfin, après que la parole a été accordée à M^{lle} Saffroy, inspectrice départementale de la Seine qui remercie vivement la Société des récompenses accordées sur ses propositions et cela tant en son nom qu'au nom des lauréats, la séance est levée à 9 heures 1/2.

Le Secrétaire de la Société,

LÉON DURASSIER.

DOCUMENTS OFFICIELS

PROJET DE LOI

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS, DES FILLES MINEURES ET DES FEMMES DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

(Texte adopté en première délibération le 19 juin 1888.)

SECTION I^{re}

Dispositions générales. — Age d'admission. — Durée du travail journalier.

ARTICLE PREMIER. — Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers, magasins et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

ART. 2. — Les enfants, y compris les fils et filles d'étrangers résidant en France, ne peuvent être employés par les patrons, ni être admis dans les établissements énumérés dans l'article premier avant l'âge de treize ans révolus.

Toutefois les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent y être employés à partir de l'âge de douze ans.

Dans tous les cas, aucun enfant âgé de moins de seize ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou d'un des médecins inspecteurs des écoles.

ART. 3. — Les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif plus de dix heures par jour. Pour les filles mineures au-dessus de dix-huit ans et les femmes, ce travail ne dépassera pas onze heures par jour.

SECTION II

Travail de nuit. — Repos hebdomadaire.

ART. 4. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les filles mineures ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article premier.

Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Il sera accordé pendant trois ans à partir de la promulgation de la présente loi, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, la faculté, après demande préalable adressée à l'inspecteur ci-dessous désigné, de prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir à certaines époques de l'année pendant une période qui ne dépassera pas soixante jours.

La même tolérance sera accordée, sur leur demande, aux propriétaires de magasins de vente pour une période de quatre-vingt-dix jours.

En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

ART. 5. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fêtes reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier.

Une affiche apposée dans les ateliers ou magasins indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire.

ART. 6. — Néanmoins, pendant une période de trois ans à partir de la promulgation de la présente loi, dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, ils peuvent être également employés la nuit aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique.

ART. 7. — L'obligation du repos hebdomadaire peut être également levée pour les travailleurs visés à l'article 5, pendant une période qui ne dépassera pas trois mois, pour certaines industries, professions et magasins de vente à désigner par le susdit règlement d'administration publique.

ART. 8. — Les enfants des deux sexes, âgés de moins de seize ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres, cirques et cafés-concerts, ni aux exhibitions foraines.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à Paris et les préfets dans les départements pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou de plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées.

SECTION II

Travaux souterrains.

ART. 9. — Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de douze à seize ans dans les travaux souterrains ci-dessus visés.

Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, ces règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de quatre heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures, et qu'ils aient au moins quatorze heures de repos complet hors de la mine.

SECTION IV

Surveillance des enfants.

ART. 18. — Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms des enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de dix-huit ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

Si l'enfant a moins de treize ans, le livret devra mentionner qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

ART. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail ainsi que les heures et la durée des repos.

SECTION V

Hygiène et sécurité des ateliers.

ART. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

Ces règlements seront applicables même aux ateliers dits de famille.

ART. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous des conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique.

ART. 14. — Les établissements visés dans l'article 1^{er} et leurs dépendances doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel protégé.

Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les puits, trappes et ouvertures de descentes doivent être clôturés.

ART. 15. — Tout patron dans les établissements duquel un accident aura eu lieu est tenu d'en faire la déclaration dans les vingt-quatre heures au maire de la commune qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin, indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental.

ART. 16. — Les patrons ou chefs d'établissements doivent en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

SECTION VI

Inspection.

ART. 16. — Des inspecteurs divisionnaires ou départementaux sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi.

Ils sont chargés, en outre, de concert avec les commissaires de

police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Toutefois, en ce qui concerne les travaux souterrains, l'exécution de la loi est exclusivement confiée au service des mines.

ART. 18. — Les inspecteurs divisionnaires sont nommés par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Les Conseils généraux peuvent nommer, en outre, des inspecteurs ou des inspectrices rémunérés sur les fonds départementaux.

Ces inspecteurs ou inspectrices sont assermentés et placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire.

ART. 19. — Ne sont admissibles aux fonctions d'inspecteur divisionnaire que les candidats ayant satisfait aux conditions et à l'examen visés par l'article 24.

La nomination au poste d'inspecteur titulaire ne sera définitive qu'après un stage d'un an.

ART. 20. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}. Ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Lorsqu'il s'agit de travaux souterrains, les contraventions peuvent être signalées par les délégués mineurs dans la forme qui sera prescrite par la loi à intervenir.

Les procès verbaux sont exclusivement dressés par les ingénieurs et les gardes-mines.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi.

SECTION VII

Commissions supérieure et départementale.

ART. 21. — Une Commission supérieure, composée de neuf membres, dont les fonctions seront gratuites, est établie auprès du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Cette Commission comprend deux sénateurs, deux députés élus par leurs collègues et cinq membres nommés pour une période de quatre ans par le Président de la République. Elle est chargée :

1^o De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi ;

2^o De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ;

3^e Enfin, d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection et le programme de l'examen qu'ils devront subir.

ART. 22. — Chaque année le président de la Commission supérieure adresse au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

Cerapport doit être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*.

ART. 23. — Les Conseils généraux pourront instituer une commission chargée d'assurer le bon fonctionnement du service et de présenter, sur l'exécution de la loi, des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

L'Inspecteur divisionnaire et, s'il y a lieu, l'Inspecteur des mines font partie de droit de cette Commission.

SECTION VIII

Pénalités.

ART. 24. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et passibles d'une amende de 16 à 50 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi.

Toutefois, la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 25. — S'il y a récidive, les contrevenants seront condamnés à une amende de 100 à 1,000 francs.

La totalité des amendes réunies ne pourra toutefois excéder 4,000 francs.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

ART. 26. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

ART. 27. — Est puni d'une amende de 16 à 100 francs quiconque a fait une fausse déclaration relative au personnel employé ou a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

ART. 28. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

SECTION IX

Dispositions spéciales.

ART. 29. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables que six mois après sa promulgation.

La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions continueront à recevoir leur application jusqu'à cette époque.

ART. 30. — Les règlements d'administration publique à intervenir seront rendus sur le rapport de la Commission supérieure du travail, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures.

Le Conseil général des Mines et le Ministre des Travaux publics seront appelés à donner leur avis sur les règlements prévus en exécution de l'article 9.

ART. 31. — Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15 et 16 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel.

Les dispositions des articles 20 et 24 ci-dessus seront appliquées auxdits cas en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquées au premier paragraphe de l'article 20 de la loi du 22 février 1851.

Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions.

ART. 32. — A l'expiration du délai de six mois sus-indiqué, toutes les dispositions contraires à la présente loi seront et demeureront abrogées.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION GÉNÉRALE

DES PRÉSIDENTS, PRÉSIDENTES
ET SECRÉTAIRES, DES COMMISSIONS LOCALES DU TRAVAIL DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

Tenue à la mairie du IV^e arrondissement, le 7 juin 1888.

PRÉSIDENCE DE M. CUSSET.

La séance est ouverte à 2 heures 1/4.

Il est procédé à l'élection du Bureau.

Sont élus :

MM. CUSSET, Conseiller général et Vice-Président de la Commission départementale supérieure, *Président* ;

MÉRICE, Président de la 21^e Commission, *Vice-Président*.

MM^{mes} LERCH, Présidente de la 19^e Commission ; et

DEVILLE, Secrétaire de la 16^e Commission, *Vice-Présidentes*.

LINARÈS, Présidente de la 11^e Commission, et

M. NOLTE, Président de la 32^e bis Commission, *Secrétaires*.

Siègent également au Bureau :

MM. BAULARD, Conseiller général ; BOMPARD, Conseiller général ; MALAPERT, Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers ; CLERGET, Membre du Conseil des Prud'hommes ouvriers ; BEZANÇON, Chef de division à la Préfecture de Police ; PATIN, chef de bureau à la Préfecture de Police (Membres de la Commission départementale supérieure.)

M. ALLARD, Inspecteur principal.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez reçu, Mesdames et Messieurs, le procès-verbal de la précédente séance ; y a-t-il des observations sur sa rédaction ?

(Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.)

M. MALAPERT. — Mesdames et Messieurs, à la dernière séance, vous vous êtes informés de la manière dont il fallait vous y prendre pour formuler vos désirs et soumettre vos travaux à la section d'économie sociale chargée de la question du travail des enfants.

Je vous avais répondu, à ce moment-là, que vos observations et vos travaux devaient être remis à la 13^e section. Cela était vrai alors. Mais je viens d'être informé officiellement que ce serait désormais la première section qui serait chargée de cette mission. En conséquence

les personnes qui auront des communications de ce genre à faire voudront bien les adresser à M. PAULIAN, secrétaire-rédacteur à la Chambre des députés, qui est en même temps le secrétaire de la 1^{re} Commission d'économie sociale.

M. LE PRÉSIDENT. — Je remercie M. Malapert de sa communication.

M. DUBOIS. — Monsieur le Président, je désirerais poser une question au Bureau, avant qu'on n'aborde la discussion de l'ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. DUBOIS. — Quelques nouveaux membres de la Commission et moi nous désirerions savoir à quel moment nous pourrions déposer nos propositions et si, par exemple, il serait possible de les discuter séance tenante. (*Dénégations.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'aviez qu'à envoyer vos vœux à la Commission départementale supérieure.

M. DUBOIS. — Bien ! malheureusement, nous ne faisons partie de la Commission que depuis le 5 mai et, dès lors, nous avons été dans l'impossibilité matérielle d'envoyer nos propositions en temps voulu. Et alors, je ferai modestement observer que la réunion des présidents et sociétaires des Commissions locales n'ayant lieu que tous les six mois, nous sommes paralysés pendant tout ce temps et, par conséquent, dans une situation inférieure à celle de beaucoup d'entre vous.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne puis que vous répéter ce que je vous ai déjà dit : envoyez vos propositions à la Commission départementale supérieure ou au Conseil général, comme vous l'entendrez ; mais, ici, nous ne pouvons pas nous arrêter à vos observations : nous ne pouvons que prendre l'ordre du jour.

M. DUBOIS. — Nous trouvons que le délai de six mois paralyse notre action ; cela explique ma proposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes, au contraire, invité à ne pas en faire.

M. DUBOIS. — On aurait pu nous inviter à rester chez nous. (*Murmures.*)

M. ROBQUET. — Je crois qu'on pourrait faire une réponse moins péremptoire à notre collègue, et examiner sa proposition. Dans six mois, nous n'existerons peut-être plus (*légères rumeurs*), et puis nous aurons des Commissions qui seront mortes avant d'avoir fonctionné. D'ailleurs, notre ordre du jour n'est pas trop chargé. Je crois donc qu'il y a une certaine tolérance à avoir pour excuser une telle infraction du règlement si elle existait.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est possible ; mais nous nous trouvons en présence d'un ordre du jour dont nous ne pouvons pas nous écarter, d'autant plus que ce précédent nous mènerait beaucoup trop loin. (*Très bien !*)

ORDRE DU JOUR

M. LE PRÉSIDENT. — Je commence la lecture de l'ordre du jour :

Livrets pour les filles mineures.

« Le Comité des délégués des Commissions locales désire que le livret soit rendu obligatoire jusqu'à l'âge de vingt et un ans pour les jeunes filles employées dans l'industrie. »

La parole est à M^{me} Lerch.

M^{me} LERCH. — Mesdames, Messieurs, je n'ignore pas que la 7^e Commission (Dames) et la 21^e Commission (Hommes) ont posé cette question :

« Les jeunes filles de seize à vingt et un ans doivent-elles avoir un livret ? »

Par circulaire ministérielle, en date du 22 juillet 1884, on a dit que la loi du 19 mai 1874 n'avait pas rendu obligatoire le livret aux jeunes filles de seize à vingt et un ans travaillant dans l'industrie. Mais la Commission supérieure a exprimé un avis différent dans le rapport qu'elle a adressé au Président de la République, le 14 août 1884. Aujourd'hui que, au sein du Parlement, nous avons en préparation une loi d'après laquelle les filles mineures seront l'objet d'une attention soutenue, nous pouvons ramener la question sur un nouveau terrain. Le livret de l'article 10 de la loi du 19 mai 1874 devant être, d'après les auteurs de la nouvelle loi, la base de la protection jusqu'à seize ans, pourrait être maintenu jusqu'à vingt et un ans, ce qui interdirait, notamment, le service des filles mineures dans les brasseries.

Comment se rendre compte si cette mesure peut recevoir une complète exécution, si ce n'est : 1^o en rendant obligatoire le livret tenant lieu d'état civil; 2^o comme dans l'industrie, en obligeant le patron au registre d'inscription, à la consignation de l'âge et de l'époque de l'entrée et de la sortie dans l'établissement ?

Mais la conception serait plus exacte, plus équitable et surtout plus en rapport avec les principes de protection de la loi du 19 mai 1874, si, par extension, il entrait dans l'esprit de nos législateurs de donner force de vie au livret jusqu'à vingt et un ans, car l'obligation du livret jusqu'à cet âge ne peut pas être une mesure exceptionnelle ne s'appliquant qu'aux brasseries; elle doit prendre, dans un article de loi, le caractère d'une mesure générale, d'autant plus que nos industriels doivent, sur le registre d'inscription, consigner l'âge des filles mineures de seize à vingt et un ans. Pour obtenir ce résultat, ils s'en rapportent à une simple déclaration de la personne intéressée. Eh bien! pour prévenir d'autres abus, pour obtenir une statistique plus régulière, il serait urgent de reproduire une pièce d'un caractère authentique.

Avant de quitter ce terrain, qu'il me soit permis de porter mon

vœu sur les enfants des deux sexes jusqu'à vingt et un ans. Je crois pouvoir affirmer que nos chefs d'atelier ne seraient pas indifférents à cette nouvelle mesure, qui leur donnerait plus de sécurité sur l'identité et la valeur morale du personnel employé dans les manufactures et ateliers. En outre — et j'insiste — ce serait le moyen de moraliser et de discipliner non seulement l'apprentissage, mais la jeunesse en général, à cet âge de défaillance incontestable de seize à dix-huit ans et même à vingt et un ans. Aimons nos enfants, cette jeunesse qui sera un jour, peut-être, la gloire de la nation française; donnons-leur la preuve d'une affection toute paternelle, employons tous les moyens, mettons en œuvre toutes les ressources nécessaires pour diminuer le nombre des récidivistes en vagabondage.

M. MALAPERT. — Mesdames et Messieurs, lorsque la loi de 1886, qui a aboli les livrets, fut sur le point d'être votée, j'ai eu l'honneur d'informer cette réunion que j'avais demandé au rapporteur du Sénat de rétablir, dans la loi, l'article qui imposait un livret aux enfants. J'ai obtenu cela. J'ai obtenu également qu'un livret fût imposé aux apprentis qui, généralement, en ont un, attendu qu'ils sont toujours supposés avoir un contrat écrit. La loi a été votée dans ce sens.

Le vœu qu'on vous demande d'émettre aujourd'hui n'est donc que l'accomplissement d'une disposition légale qui a conservé le livret pour les enfants en même temps qu'elle a effacé le livret pour les ouvriers adultes. Je crois qu'il y a donc lieu de demander l'application pure et simple de la loi.

M. MÉRICE. — Tout en appuyant le vœu de M^{me} Lerch, qu'on me permette une observation : c'est que l'inscription sur le registre des industriels n'est pas obligatoire. Rien, dans la loi, ne dit qu'elle soit obligatoire pour les filles jusqu'à vingt et un ans. Elle l'est seulement pour les enfants. La loi fait une grosse distinction entre les enfants et les filles. Elle dit dans l'article 5 : « *Les enfants* âgés de moins de seize ans et *les filles* âgées de moins de vingt et un ans... » Quand elle veut parler des filles, elle dit « *les filles* ». Pour les livrets, l'article 10 porte : « Les maires sont obligés de délivrer au père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms *de l'enfant* » mais pas de la fille. M. l'Inspecteur divisionnaire nous dira s'il exige l'inscription sur le registre dont parle également l'article 10; mais elle ne peut pas l'être aux termes de la loi.

M. MALAPERT. — Il ne s'agit pas de la loi de 1874, mais de la loi qui a aboli les livrets, sauf pour les enfants et les filles mineures.

M. MÉRICE. — Je dois dire que j'appuie la proposition de M^{me} Lerch; mais, d'après la loi de 1874, nous ne pouvons pas exiger l'inscription des filles mineures sur le registre.

M. CLERGET. — La loi qui a abrogé les livrets d'ouvriers et qui fait connaître que le livret sera applicable aux enfants placés en appren-

tissage comme aux enfants employés dans l'industrie, est la loi du 30 octobre 1886. Dans cette loi, il n'est pas question d'imposer le livret aux filles mineures; elle ne parle absolument que des enfants âgés de moins de seize ans. Quant à moi, je pense que l'obligation du livret pour les filles mineures rendra peu de services, la loi de 1874 ne protégeant pas beaucoup les filles mineures. L'article 5 dit que le travail est interdit aux filles mineures seulement dans les *usines et manufactures*. Vous savez comment, à Paris, on peut déterminer ces deux mots. On ne rencontre pas souvent de filles mineures dans ces sortes d'ateliers; par contre, il s'en trouve beaucoup chez les blanchisseuses, les brocheuses, les relieurs, les cartonniers. Elles auront beau avoir un livret, il vous sera toujours difficile de prendre en défaut l'industriel qui les emploiera.

Pour le travail du dimanche, c'est exactement la même chose. L'article 5 porte que le travail du dimanche est interdit, même pour le rangement de l'atelier, aux enfants jusqu'à seize ans et aux filles mineures jusqu'à vingt et un ans. Or, on emploie des filles mineures le dimanche, non seulement le matin, mais souvent jusqu'à quatre ou cinq heures du soir, chez les blanchisseuses, relieurs, brunisseuses, polisseuses, etc. Je ne crois pas que ce soit l'obligation du livret jusqu'à vingt et un ans qui protégera les filles mineures contre le travail du dimanche ou contre le travail de nuit.

M. SERIN. — Le livret dont il est question dans la loi de 1886 est-il obligatoire jusqu'à seize ans?

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement! L'article 10 de cette loi, qui parle des enfants placés en apprentissage et dans l'industrie, ne vise ces deux catégories que jusqu'à l'âge de seize ans.

M. SERIN. — Qui est chargé de veiller au fonctionnement de ces livrets?

M. LE PRÉSIDENT. — L'Inspection du département de la Seine.

M. SERIN. — Je n'ai jamais entendu parler du livret pour les apprentis en vertu de la loi de 1886.

M. LE PRÉSIDENT. — Pardon! la loi de 1874! Cette loi a rendu obligatoire le livret pour les enfants employés dans l'industrie, mais elle ne mentionnait pas que ce livret serait obligatoire pour les enfants placés en apprentissage. Comme on l'a fort bien dit tout à l'heure, le législateur avait pensé que les enfants en apprentissage étaient toujours munis d'un contrat écrit, ce qui est contraire à la vérité des faits.

Lorsque l'on abolit la loi de 1852, qui portait le livret obligatoire, le législateur, en voulant conserver l'article relatif au livret des enfants, a dit: « Le livret sera applicable aux enfants employés dans l'industrie. » Ce n'est donc pas un nouveau livret spécialement appliqué aux apprentis par la loi de 1886, mais simplement celui prescrit par la loi de 1874.

M. FRANCOLIN. — On vient de faire le procès de la loi de 1874 en disant que, avec ou sans livret, le travail de nuit et celui du dimanche aurait toujours lieu ; cela montre que la loi de 1874 a besoin d'être révisée. C'est une revision nécessaire, celle-là (*sourires.*) Je ne sais pas dans quel sens on va la faire ; mais je désire que ce soit dans le sens de notre vœu : c'est que l'âge des filles mineures puisse être constaté par la production d'un livret. Si elles n'en ont pas, nous ne pouvons pas appliquer la loi de 1874, c'est bien simple.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement !

M. FRANCOLIN. — Il m'a semblé entendre que, au lieu du livret indiqué par la loi de 1874, M^{me} Lerch a proposé de prendre un livret d'état civil que chacun pourrait et devrait produire. J'avoue que je me rallierais volontiers à cette proposition. Au lieu d'un livret spécialement ordonné par la loi de 1874, j'aimerais mieux un livret que tout citoyen devrait avoir et sur lequel seraient inscrites les mentions relatives à sa profession. Si c'est la proposition de M^{me} Lerch, je l'accepte ; si ce n'est pas sa proposition, je l'accepte encore parce qu'elle a au moins pour but de rendre le livret obligatoire pour les filles, jusqu'à l'âge de vingt et un ans.

M. ALLARD. — Pour les filles mineures, l'obligation du livret et de l'inscription sur les registres ne résulte pas des dispositions de la loi de 1874, dont l'article 10 ne vise que les enfants ; il est vrai qu'une mention des registres remis aux industriels sollicite l'inscription des filles mineures ; mais cela ne constitue pas une obligation strictement légale. Quant au livret, on ne le réclame jamais des filles ayant dépassé seize ans.

Aussi, le service de l'Inspection serait-il heureux qu'on lui fournît les moyens de constater l'état civil des filles mineures. Comment pouvons-nous, en effet, vérifier la déclaration de personnes qui nous disent avoir plus de seize ans quand elles n'en ont que quinze, ou prétendent être mariées quand, en réalité, elles sont célibataires ? Certes, nous pouvons réclamer la production de l'acte de naissance, voire même celle de l'acte de mariage ; mais ce sont là, vous l'avouerez, des moyens de contrôle peu pratiques : il y aurait donc une indéniable utilité au dépôt obligatoire, pour les filles mineures, d'un livret entre les mains de leur patron, quelle que soit, d'ailleurs, la répugnance qu'éprouvent les personnes d'un certain âge à se munir d'une pièce de cette nature.

A propos des filles mineures, M. Clerget vient de dire, avec raison, que l'interdiction de les employer la nuit n'est applicable que dans les usines et manufactures ; toutefois, ce n'est pas là un motif de considérer cette interdiction comme ne visant qu'une infime partie du personnel protégé : il résulte, en effet, d'une circulaire ministérielle, qu'elle s'étend à ces nombreux établissements de couture où on s'occupe

de confectionner à l'avance des objets destinés à la vente, et où on emploie parfois jusqu'à soixante ou quatre-vingts ouvrières, si ce n'est plus.

Je termine en disant un mot du contrat d'apprentissage dont il vient d'être question et qui, vous le savez, est bien tombé en désuétude : c'est que, dans la pratique, l'Inspection ne peut admettre que le contrat écrit, vu la difficulté pour elle d'avoir la preuve du contrat verbal.

M. SERIN. — Cependant, la loi de 1851 l'admet!

M. ALLARD. — C'est possible ; mais nous ne l'admettons pas, et cela en vertu d'une jurisprudence déjà ancienne.

M. DEFFEZ. — Les prud'hommes le reconnaissent.

M. FRANCOLIN. — Il y a justement un rapport sur ce point à la 8^e Commission.

M. MÉRICE. — Mesdames et Messieurs, en adoptant le vœu que M^{me} Lerch vient de proposer, vous ne ferez qu'accepter celui que la Commission supérieure vous a soumis dans son rapport de 1883. Bien que la loi ne l'ait pas dit expressément, le livret nous paraît obligatoire pour les filles mineures de vingt et un ans. C'est dans ce sens que s'est prononcée la jurisprudence la plus accréditée des tribunaux. En accueillant ce vœu, nous ne faisons donc qu'accueillir un vœu de la Commission supérieure.

M. DEFFEZ. — Je voudrais présenter des observations au nom de la 11^e Commission. Évidemment, les Conseils de prud'hommes reconnaissent le contrat verbal de l'apprentissage ; mais, dans la loi, il n'est pas question d'apprentis ; elle englobe tous les enfants employés dans l'industrie. Il faudrait donc changer le frontispice de la loi, qui s'adresse aux filles mineures comme aux enfants au-dessous de seize ans. Le tort de la loi est de donner au mot « enfants » une application trop générale. Comme pour les autres points défectueux que le Parlement va s'occuper de rectifier, je désirerais voir rendre la loi moins ambiguë, afin qu'elle englobe dans le même esprit et les enfants et les filles mineures.

M. LE PRÉSIDENT. — En résumé, voici la proposition de M^{me} Lerch :

Exiger le livret jusqu'à dix-huit ans, pour les jeunes gens ;

Jusqu'à vingt et un an pour les filles.

M^{me} LERCH. — Je trouve que la possession du livret dans l'industrie serait le résultat d'une mesure disciplinaire, indiquant au patron que les enfants mineurs des deux sexes méritent une certaine confiance. Mais le livret n'a rien d'humiliant ni de vexatoire ; il peut être, dans l'industrie, un excellent passeport.

Tout à l'heure on parlait du livret d'ouvrier ; dans certaines maisons — et j'en connais — dans certains corps d'état, les livrets d'ouvriers sont encore en vigueur. Nos excellents ouvriers, nos paisibles et bons pères de famille ne s'en plaindront jamais, car il est un fait certain : c'est que les patrons auront toujours de la considération pour

le travailleur qui se trouve en possession d'un titre authentique qui atteste de sa moralité ainsi que d'un long séjour dans un atelier. (*Marques d'approbation.*)

M^{me} RETOUX. — Nous pourrions ajouter que les jeunes filles devraient faire viser le livret à la mairie et indiquer leur nouveau domicile, afin que nous, membres des Commissions locales, nous sachions ce qu'elles deviennent, afin de pouvoir les protéger et continuer à être pour elles un soutien moral. A la sortie de l'atelier, le livret serait visé à la mairie, qui nous avertirait ensuite, sur notre demande, du lieu où se trouvent les jeunes filles de son arrondissement. Ce serait une mesure de protection pour les jeunes filles, et le moyen de connaître surtout leur conduite. Le patron dirait s'il est content ou non... (*Protestations.*)

PLUSIEURS MEMBRES. — On ne peut pas mettre cela sur le livret?

M. DUBOIS. — Je pense qu'il ne vous déplaira pas, sur cette question qui a quelque importance, de savoir ce que pensent les ouvriers, des livrets. Il est certain que les bons ouvriers n'ont pas à s'en plaindre. Certes, je ne voudrais pas faire ici mon apologie; cependant, permettez-moi de vous dire que je suis depuis douze ans dans la même maison, et que je n'ai rien à redouter sur ce point. Aussi vous dirai-je avec une certaine autorité que, en dépit des raisonnements tenus par la personne que je viens d'entendre, et dont je ne soupçonne point la bonne foi, il convient de supprimer le livret. Tout à l'heure, on nous disait que le livret d'ouvrier était aboli : il l'est peut-être dans la loi, mais il ne l'est malheureusement pas en fait. J'ai vu, il y a peu de jours, un ouvrier qui se présentait pour travailler dans un atelier, mais qu'on a refusé d'admettre jusqu'à ce que son livret fût parfaitement en règle; il manquait, je crois, une signature. On prendra certainement cet ouvrier; mais, en attendant, il chôme, et s'il manque de logement et de pain, il est exposé au crime.

Je serais d'avis d'appuyer l'idée du livret en ce qui concerne les enfants et les filles mineures, à la condition que ce livret contînt seulement l'état civil de l'intéressé, et rien autre chose. Je ne voudrais pas, par exemple, que l'on mentionnât sur ce livret que l'enfant a fait quatre, cinq ou six maisons, car cela ne pourrait que lui causer un préjudice qui irait contre le but que nous voulons atteindre...

M^{me} LERCH. — Mais, c'est là où aboutit mon vœu !

M. DUBOIS. — En résumé, nous demandons que les jeunes gens et les jeunes filles au-dessous de vingt et un ans aient un livret purement et simplement d'état civil, afin de permettre à ceux qui veulent appliquer la loi de le faire en connaissance de cause.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons mettre la proposition aux voix. Lavoici :

« Exiger un livret pour les jeunes gens jusqu'à dix-huit ans, pour les jeunes filles jusqu'à vingt et un ans. »

M. DANDRE. — Pourquoi dix-huit ans pour les jeunes gens et vingt et un ans pour les filles? Il me semble, au contraire, que les filles sont majeures physiologiquement avant les hommes! Je demande, au moins, qu'il n'y ait pas de différence d'âge.

M^{me} LERCH. — Soit, j'accepte l'amendement : mettons le même âge, vingt et un ans!

M. PASSÉ. — Il y a, dans la loi de 1874, une différence d'âge : seize ans pour les garçons, et vingt et un ans pour les filles. Je crois donc qu'on peut maintenir la proposition de M^{me} Lerch. Si nous demandons que les jeunes filles aient au moins vingt et un ans pour être dispensées du livret, c'est par une pure question de moralité qui ne s'applique pas aux jeunes gens. Je n'insiste pas davantage sur ce point.

M. SERIN. — Je demande qu'on vote sur la différence d'âge, avant de voter sur la question.

M. MALAPERT. — Je crois que, dans le vœu dont il s'agit, on vise l'application de la loi de 1874, relative à la protection à donner aux enfants et aux filles mineures. D'après cette loi, mal appliquée, a dit un préopinant — ceci n'est pas mon affaire — les enfants protégés ont tous besoin de présenter un livret quand l'Inspection le demande. Si elle ne le fait pas, elle a tort, voilà tout. Vous dites : « On le refusera! » Eh bien! on constatera le refus. Je reviens à mon idée. La loi a voulu que tous ceux qui étaient protégés par elle eussent un livret, les garçons au-dessous de seize ans, les filles au-dessous de vingt et un ans. Que vous fassiez le vœu que la loi soit mieux appréciée et mieux exécutée, je me joindrai à vous; mais, si vous demandez une loi nouvelle, je ne m'y associerai pas, parce qu'il est absolument inutile de charger le *Bulletin des lois* d'un fatras d'articles qu'on applique ou qu'on n'applique pas. Demandez simplement que la loi soit appliquée, et que quiconque est soumis à son application soit obligé de faire les justifications qui seront demandées par l'Inspection et par les Commissions locales.

M^{me} Lerch fait un pas de plus et dit : « Il faut protéger l'enfant jusqu'à l'âge de dix-huit ans. » C'est ce qui est demandé à la Chambre des députés, dans le nouveau projet de loi. Il est incontestable que si ce nouveau projet étend l'obligation du livret jusqu'à dix-huit ans, la protection allant jusqu'à cet âge, nous n'aurons encore qu'à demander l'application de la loi. Pour le moment, vous formulez le vœu que l'application de la loi de 1874 ait lieu, et que, en outre, la protection soit étendue aux garçons jusqu'à dix-huit ans; nous acceptons ce vœu.

M. CH. LUCAS. — Il y a une discussion bien plus intéressante qui a été négligée. Un de nos collègues est venu parler d'un livret ne mentionnant que l'état civil. Nous pourrions voter le vœu à l'unani-

mité, s'il était formulé ainsi : « Notre réunion demande qu'un livret renfermant des notions purement d'état civil soit rendu obligatoire pour les enfants et les filles mineures employés dans l'industrie, *dans les limites d'âge prévues par la loi.* » Nous n'avons pas à discuter ici les limites d'âge tellement aléatoires, qu'elles sont en discussion au Parlement, et que nous ne savons pas ce qui résultera des débats. Tenons-nous-en aux notions d'état civil, qui permettront à l'Inspection d'accomplir sa mission. Quant à nous, nous demandons que l'on retire de la discussion toutes ces petites difficultés qui l'éternisent.

M. SERIN. — Le livret de la loi de 1886 existe-t-il oui ou non ?

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, pour les enfants.

M. SERIN. — On disait tout à l'heure que la loi de 1886 était venue se souder à la loi de 1874. Néanmoins, pour qu'il n'y ait pas de doute dans mon esprit, je demande, encore une fois, s'il y a un livret en vertu de la loi de 1886, loi que je ne connais pas, je l'avoue.

M. FRANCOLIN. — M. Malapert vient de nous dire que c'est cette loi qui, à la suite de la loi de 1874, a aboli le livret, sauf pour les enfants et les filles mineures.

M. ALLARD. — Pas les filles mineures, rien que les enfants en apprentissage !

M. DE HÉRÉDIA. — Il n'existe, à l'heure actuelle, aucun texte de loi qui rende le livret obligatoire pour les jeunes filles mineures. C'est un fait brutal. Il y a eu une lacune dans la loi de 1874. Nous avons dû nous préoccuper de cette question, au sein de la Commission supérieure, et ce qui vous explique précisément le texte qui vous a été lu par M. Mérice. Nous avons dit purement et simplement ceci : « Il y a un livret qui n'est pas rendu obligatoire par la loi, mais qui est, d'après la jurisprudence, rendu absolument nécessaire. (*C'est cela !*) Il y a eu des jugements qu'on peut discuter, parce que, enfin, vous savez ce qu'est la jurisprudence : elle s'est basée sur des textes à côté, sur des discussions qui ont eu lieu au sein de l'Assemblée nationale ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que, en s'en tenant strictement au texte de la loi de 1874, aussi bien qu'au texte de la loi de 1854, il n'y a pas d'obligation du livret pour les filles mineures. Quant à moi, je suis absolument favorable à la proposition qui vous est faite. J'estime, mais dans la mesure où l'a indiqué M. Malapert, que tous les enfants, que les filles mineures, tous ceux, en un mot, qui sont soumis aux dispositions de la loi, doivent pouvoir produire les justifications nécessaires à l'Inspection ; et la justification la plus nécessaire, c'est évidemment le livret que donne la loi à l'enfant ou à la fille mineure protégée. Dans l'espèce, je vois toutes sortes d'avantages à préciser et à pouvoir émettre un vœu tendant à voir combler cette lacune. Quant à aller au delà, comme de fixer un âge, cette question ne nous regarde pas.

M. SERIN. — Je remercie M. de Hérédia de son excellente communication; mais je voudrais tout de même qu'il nous donnât son avis sur l'âge qu'il croit qu'on pourrait fixer. Il y a là une question connexe à toutes celles qui intéressent l'industrie, et que je vois bien en noir, qu'on me permette de le dire.

Et puis, il serait bien utile de savoir si le livret sera distribué par la Préfecture de police ou par les mairies.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est une autre question.

M. SERIN. — Pardon, puisque le livret doit renfermer l'état civil, il me semble que je puis bien dire que je désirerais qu'il fût délivré au lieu de naissance de l'enfant, afin d'éviter que l'enfant se procure quatre, cinq ou six livrets? (*Aux voix!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La question actuelle est de savoir si l'on doit ou non indiquer l'âge.

M. DE HÉRÉDIA. — A l'heure actuelle, le livret est obligatoire pour tous les enfants qui ont moins de seize ans, et il n'est pas obligatoire — c'est la lacune de la loi — pour les jeunes filles de seize à vingt et un ans. La proposition qui pourrait être votée par les Commissions est celle-ci : « Les Commissions locales émettent le vœu que, dans les dispositions législatives qui sont en préparation, le livret soit rendu obligatoire pour les jeunes filles mineures, jusqu'à vingt et un ans. » C'est cette lacune qu'il s'agit de combler. La loi de 1874 protège les jeunes gens jusqu'à seize ans. La loi en préparation poussera sa protection jusqu'à dix-huit ans. Donc, le livret, qui est obligatoire jusqu'à seize ans, le sera, par la loi nouvelle, jusqu'à dix-huit.

M. SERIN. — Pour les deux sexes?

M. DE HÉRÉDIA. — Oui. Seulement la loi en préparation, qui comble l'oubli que je signalais, ne prévoit pas l'obligation du livret : c'est cette lacune qu'il s'agirait de combler. Je ne sais si je me fais bien saisir? (*Très bien!*)

VOIX NOMBREUSES. — Aux voix!

M. MÉRICE. — Je demande que les propositions qui viennent de vous être soumises soient l'objet de deux vœux séparés : le premier, c'est celui qui est inscrit à l'ordre de jour, et qui porte que le livret soit rendu obligatoire jusqu'à vingt et un ans pour les jeunes filles employées dans l'industrie. Commençons à voter sur ce vœu, nous verrons ensuite le second, qui consiste à voir étendre l'application du livret à un âge plus avancé pour les jeunes gens.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix ce premier vœu.

(Le vœu est adopté.)

M. LUCAS. — Je demande qu'on ajoute que le livret renfermera des notions purement d'état civil.

M. DEFFEZ. — Cela ne suffirait pas. La loi a voulu aussi que le degré d'instruction fût porté sur le livret.

M. LE D^r FRÈRE. — Je ne vois pas pourquoi on compliquerait ce livret !

M. LUCAS. — Je demande, comme amendement au vœu, que, à la suite du mot « livret », on ajoute ces mots : « renfermant des notions purement d'état civil ».

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M^{me} LERCH. — Je demande l'extension du livret pour les jeunes garçons jusqu'à dix-huit ans et même vingt et un.

M. DE HÉRÉDIA. — C'est dans le projet de loi.

M^{me} LERCH. — On peut toujours maintenir le vœu.

M. LE PRÉSIDENT. — **Centralisation des livrets.** La 8^e Commission (Hommes) demande :

1^o La centralisation, à la Préfecture de police, des listes des livrets fournis à tous les enfants mineurs, tant dans les mairies de Paris que dans celles des communes du département de la Seine;

2^o La classification desdits livrets portant numéro d'ordre, nom, prénoms, date et lieu de naissance, certificat d'instruction, et domicile des parents ou patrons; ce classement donnerait la liste des nombreuses et trop fâcheuses mutations des enfants. »

M. DE BELLAY. — Au sujet du premier alinéa du vœu, il est à désirer que la centralisation des listes des livrets fournis s'opère, car, dès lors, il nous sera très facile de suivre les enfants partout. Les parents et les patrons refusent souvent de nous donner des renseignements; nous les aurons ainsi malgré eux. Nous ne demandons qu'une chose, la moralisation de l'enfant, et nous serons bien heureux quand nous pourrions décerner des récompenses aux plus méritants, comme je le fais toujours, en ce qui me concerne.

M. ROBIQUET. — Je me lève, non point pour combattre le vœu, mais pour dire qu'il est inutile de revenir sur les mêmes questions. Je crois que l'Administration a eu plusieurs fois l'occasion de s'exprimer à cet égard.

M. CLERGET. — J'ai demandé la parole pour une observation importante. Selon moi, le vœu émis par la 8^e Commission serait un retour à la loi de 1832; je crois même qu'il serait contraire à l'idée de la loi de 1874. Il y a six mois, ici même, vous avez déjà adopté un vœu qui demandait la centralisation des livrets à la Préfecture de police. Je suis ouvrier, j'ai l'habitude de vivre avec les ouvriers, et je sais que l'ouvrier n'aime pas aller à la Préfecture de police.

PLUSIEURS MEMBRES. — Ni nous non plus ! (Rires.)

M. CLERGET. — Je crois donc que l'adoption de ce vœu serait un retour à la loi de 1832. Le législateur de 1874 l'avait bien senti, en décidant que les livrets seraient délivrées dans les mairies.

M. MÉRICE. — Je propose un moyen beaucoup plus simple pour empêcher l'enfant d'abandonner le livret chez le patron et pour évi-

ter qu'il obtienne un second livret : ce serait de faire en sorte qu'un livret ne pût être donné dans une mairie que sur la production de deux pièces : l'acte de naissance qu'on exige aujourd'hui seulement, et un certificat, non pas un certificat élémentaire, mais un certificat du temps passé à l'école et délivré par l'instituteur.

L'instituteur qui a eu sous ses soins pendant deux ou trois ans un enfant, le connaît par son nom. Il faudrait qu'il ne puisse pas donner un second certificat sans avoir l'autorisation de la Préfecture de police. Alors l'enfant n'abandonnera plus son livret, et on pourra le suivre dans tous les ateliers où il ira. C'est un moyen très simple et très pratique.

M. FRANCOLIN. — Voici, en réalité, la proposition qui nous est faite. La délivrance des livrets continuera d'avoir lieu à la mairie. L'objection de M. Clerget, relative à la Préfecture de police, tombe donc.

Mais, on centralisera à la Préfecture de police le service de la délivrance et l'inscription des demandes, et alors le vœu de la 8^e Commission sera satisfait. La Préfecture de police voudra bien nous donner un relevé des livrets décernés, de telle sorte qu'il ne sera plus possible d'avoir un second livret. M. Mérice a-t-il satisfaction?

M. MÉRICE. — Non !

M. FRANCOLIN. — Vous demandez que l'instituteur ait rapport avec la Préfecture de police ? Cela ne se peut pas : l'instituteur ne dépend que de la Préfecture de la Seine. J'insiste donc pour que les livrets, bien que délivrés à la mairie, soient centralisés à la Préfecture de police.

M. DE BELLAY. — J'appuie l'idée de la centralisation.

M. ROBIQUET. — Voici, maintenant, comment nous procédons. Nous avons, à la mairie, un employé rétribué, qui, chaque fois qu'il délivre un livret à un enfant, porte le nom, l'adresse et les autres indications sur un registre. On pourrait alors, au bout d'un certain temps, porter le registre à la Préfecture de police, qui fera un relevé des noms.

M. MALAPERT. — A la dernière réunion des présidents et secrétaires des Commissions locales, j'ai fait observer que déjà ce vœu avait été accepté par l'Administration, sous cette réserve qu'il n'y avait pas, en ce moment, d'employés disponibles ; que, quand le Conseil général aurait donné le moyen d'avoir ces employés, on accepterait le vœu et on ferait fonctionner le livret comme le demande l'Assemblée. Nous sommes dans la même situation : la Préfecture de police n'a pas reçu ce nouvel employé, elle est dans l'impossibilité de nous satisfaire et elle attend.

M^{me} LERCH. — Pour remédier à l'abandon du livret, qui prend une proportion croissante, jusqu'au jour où le livret partira d'un point unique, le moyen le plus sûr, à mon avis, serait de consigner, sur le premier livret, cette mention : « En cas d'abandon ou de perte, le second livret sera délivré par duplicata, contre remise d'un franc. »

Les maires, avisés par circulaire préfectorale, donneraient les ordres nécessaires aux employés préposés à la délivrance des livrets, pour que cette mesure reçoive une complète exécution, qui, adoptée, sera suivie d'un excellent résultat.

Les auteurs de la loi du 19 mai 1874 n'ont-ils pas donné une marque très grande d'une sollicitude toute paternelle aux enfants travailleurs? Eh bien! rappelons aux familles qu'elles doivent y répondre, comme c'est leur devoir, en obligeant l'enfant à ne pas abandonner le livret qui renferme cette loi toute de protection.

UN MEMBRE. — Je demande la suppression du livret! Vous mettez, par lui, les apprentis au-dessous des autres classes d'hommes. Est-ce que vous demandez un livret aux jeunes gens qui sont à Sainte-Barbe ou à Louis-le-Grand? Dès l'instant où l'apprenti a un certificat de son patron, cela doit suffire. (*Bruit.*)

M. CH. LUCAS. — Je propose le vœu suivant: « L'Assemblée adoptant les vœux déjà admis au sujet de la centralisation des livrets, passe à l'ordre du jour. » (*Très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets ce vœu aux voix.

Le vœu est adopté.

M. LE PRÉSIDENT.

« **Loi sur l'apprentissage.** — La 7^e Commission (Hommes) émet le vœu que l'on introduise dans la nouvelle loi, à côté de la protection des enfants, la protection des *apprentis*. »

VOIX NOMBREUSES. — Aux voix!

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le vœu.

M. SERIN. — Je ne comprends pas qu'on mette un vœu aux voix, sans même permettre à qui que ce soit de parler!

M. LE PRÉSIDENT. — Je propose la mise aux voix, voilà tout! vous êtes maître de ne pas l'accepter!

M. SERIN. — C'est comme auteur de la proposition que je parle ainsi. Je demande pourquoi on a changé ma rédaction, et pourquoi quand j'ai dit « *des apprentissages* », on a fait imprimer « *des apprentis* ».

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle différence de sens voyez-vous dans ces deux rédactions?

M. SERIN. — Je voudrais les mots « *des apprentissages* », parce que les mots « *des apprentis* » existent dans la loi de 1874, tandis que les mots « *des apprentissages* » existaient dans la loi de 1854, qui n'est pas appliquée.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, renvoyons le vœu à une prochaine séance. (*Appuyé.*)

M. FRANCOLIN. — On a proposé une jurisprudence contraire à la loi. Il est dit que les contrats verbaux sont acceptés, et la jurisprudence ne les accepte pas! Il y a là une question importante.

M. LE PRÉSIDENT. — Elle figurera à l'ordre du jour de la prochaine fois.

M. FRANCOLIN. — Violons la loi jusqu'à la prochaine fois. (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT.

« **État du personnel des Commissions locales.** — *La 21^e Commission (Hommes)*, en présence de la nomination de nombreux membres dans les Commissions locales et vu, notamment, la constitution des Commissions qui n'existaient pas ou avaient cessé d'exister, telles que les 19^e, 20^e, 21^e bis et 29^e Commissions, estime qu'un nouvel état du personnel des Commissions locales et de l'Inspection du département de la Seine doit être dressé, en remplacement de celui qui porte la date du 24 février 1881, de manière à faciliter le service, et adressé à chacun des membres des Commissions existantes.

» *La 17^e Commission (Hommes)* émet le même vœu. »

M. BEZANÇON. — Nous ne demandons pas mieux que de faire imprimer la liste des membres des Commissions locales. Nous l'aurions déjà fait, à raison de l'ancienneté de la dernière impression, si nous n'avions pas été arrêtés par une double considération : la première, c'est qu'une série considérable de nominations vient d'être faite, dans ces derniers temps, et qu'une nouvelle série lui succédera dès que le Conseil général aura bien voulu approuver quatre-vingts et quelques candidatures qui vont lui être soumises dans sa session de lundi prochain ; la seconde, c'est que votre mandat (en ce qui concerne les Commissions d'hommes) expire le 15 juin prochain. Il y a donc lieu de vous confirmer dans votre mandat, pour que vous puissiez continuer vos fonctions après cette date. M. le Préfet de police a demandé l'assentiment du Conseil général ; il faut qu'il l'attende. Dans ces conditions, l'Administration a pensé qu'il était indispensable de surseoir à toute impression. Mais vous pouvez être assurés que les listes nouvelles seront imprimées aussitôt que nous pourrons le faire.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous remercions M. le chef de division de sa communication.

M. SERIN. — J'ai demandé, dans mon vœu, si nous pourrions, à l'avenir, continuer à faire des propositions pour des candidats.

M. LE PRÉSIDENT. — Rien ne vous en empêche : adressez-les au Conseil général qui les présentera à l'Administration s'il le juge à propos.

« **Démissions et remplacement des Membres des Commissions locales.** — *La 17^e Commission (Dames)* demande si les membres des Commissions qui, depuis longtemps, ne remplissent pas leurs fonctions ou qui ont donné verbalement leur démission, ne doivent pas être considérés comme définitivement démissionnaires et remplacés. » (*Appuyé.*)

» *La 1^{re} Commission (Hommes)* émet le vœu suivant : « Que les membres des Commissions locales qui n'assistent pas aux réunions,

et qui ne font pas de visites dans les ateliers, soient remplacés sur la demande du Président de la Commission. »

M. FRANCOLIN. — Je demande qu'on mette un délai : deux ans, par exemple.

M. DANDRE. — On ne s'occupe pas assez des membres qui travaillent et de ceux qui ne font rien du tout. Il y en a qui, depuis cinq ou six ans, n'ont fait aucune visite ! Je demande que nous sortions de cette ornière, et que nous ayons le droit de demander au Conseil général de ne pas maintenir des sociétaires aussi négligents.

M. BOMPARD. — Mesdames et Messieurs, j'ai l'intention de demander à mes collègues du Conseil général, à propos du mémoire dont vous parlait tout à l'heure M. Bezançon, de proroger les Commissions locales pendant cinq ans, et d'envoyer aux présidents de ces Commissions une circulaire les priant de remplacer les membres qui ont cessé de venir aux réunions. (*Très bien !*)

M. CERCUEIL. — Je propose qu'on indique les Commissions dont les membres manquent le plus souvent. Je suis le seul de la mienne qui fonctionne !

M. LE PRÉSIDENT. — Au moins vous n'avez de discussions avec personne ! (*Rires.*)

M. CERCUEIL. — Depuis trois ans, le président ne nous a jamais convoqués !

M. LE PRÉSIDENT. — Pourquoi vous a-t-on convoqué pour la réunion d'aujourd'hui, puisque vous n'êtes ni président ni secrétaire ?

M. CERCUEIL. — Voulez-vous me révoquer, parce que ma Commission ne fonctionne pas, alors que je suis toujours venu aux réunions ?

M. ROBIQUET. — Le président prononcera la révocation de tous les membres de cette Commission, puisque personne ne travaille excepté celle de M. Cercueil. Je demande, pourtant, qu'on ne destitue pas tout le monde, mais qu'on fasse une enquête préalable.

M. FRANCOLIN. — Je demande que l'Administration supérieure fasse, avant le renouvellement des Commissions locales, une enquête sur ce point, et qu'il soit pourvu au remplacement des Commissions qui ne fonctionnent pas, par les soins du Conseil général, auquel je fournirai, au besoin, tous les renseignements utiles.

M. BEZANÇON. — Nous reoevrons avec reconnaissance les propositions que vous nous soumettez.

M. le D^r FRÈRE. — Je demande si les présidents ont émargé quand même ?

M. BOMPARD. — Je n'ai pas qualité pour répondre à cette question purement administrative. Je dois dire cependant que, à l'occasion du dernier budget, étant chargé de rédiger le rapport sur le travail des enfants dans les manufactures, j'ai manifesté le désir de connaître comment il se faisait qu'on nous demandât une somme suffisante

pour indemniser toutes les Commissions, alors que plusieurs n'étaient plus en activité. On m'a répondu que cela servait à donner à l'Inspection des gratifications, d'après l'avis de la Commission départementale supérieure. (*Exclamations.*)

M. FRANCOLIN. — Cela est d'autant plus grave, qu'il n'y a pas d'employés pour contrôler l'emploi des fonds!

M. CH. LUCAS. — C'est un virement qui ne ressemble pas mal à un détournement!

M. BOMPARD. — J'ajoute que, cette année, la Commission départementale supérieure a refusé les gratifications. (*Très bien!*)

M. DUBOIS. — M. Bompard n'a pas répondu à la question suivante : les Commissions qui n'ont pas fonctionné ont-elles émarginé tout de même?

M. BOMPARD. — Il a été décidé que, chaque fois qu'une Commission ne comporterait pas un nombre réglementaire de membres, fixé à cinq, et qu'il serait avéré qu'une Commission n'a fait aucune visite, l'allocation de 200 francs serait refusée à cette Commission. C'est ce qui a déjà été fait pour plusieurs Commissions.

M. LE PRÉSIDENT.

« **Recrutement des Membres des Commissions.** — La 7^e Commission (*Hommes*) désire connaître si elle devra, comme par le passé, présenter des candidats pour se compléter, et si l'Administration en tiendra compte. »

M. SERIN. — La 7^e Commission demande si, comme le passé, elle pourra présenter des candidats ouvriers, et si l'Administration n'avait demandé des candidats ouvriers, je me serais fait un plaisir d'en proposer.

M. LE PRÉSIDENT. — L'Administration n'a rien à voir à cela. Si vous avez des noms à proposer, donnez-les au Conseil général.

M. SERIN. — Je demande à M. Bompard où on a choisi ces candidats ouvriers?

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas notre affaire : c'est l'affaire du Conseil général.

M. SERIN. — Je demande cela officieusement, j'y trouve un intérêt.

M. BOMPARD. — C'est très simple; on a choisi ces personnes dans les chambres syndicales ouvrières conformément à la demande du Conseil général.

M. SERIN. — C'est ce que je voulais savoir!

M. le D^r FRÈRE. — Je voudrais que M. Serin s'informât, par la même occasion, de l'inapparition des candidats.

M. BRUNANT. — J'ai proposé, moi aussi, deux membres.

M. CELLIEZ. — Lorsque nous proposons des membres, dans notre Commission, nous commençons par nous assurer officieusement du consentement des membres que nous proposons. Est-ce que le Con-

seil général, quand il établit une liste, ne pourrait pas s'occuper du consentement des candidats ? Il éviterait par ce moyen bien des difficultés.

M. LE PRÉSIDENT. — « *La 17^e Commission (Dames)* demande pourquoi les propositions de nominations de membres (Dames) de la 17^e Commission, faites avant la séance de décembre 1887 ne sont pas encore suivies d'effet ? Les deux titulaires de ces propositions, Mesdames Avez et Bonneval, sont comprises dans la liste acceptée par le Conseil général (Rapport Bompard). »

M. BOMPARD. — J'ai demandé des renseignements à la Préfecture de police. Elle ne m'a pas encore répondu officiellement. Je crois, cependant, qu'une de ces dames va être nommée. Dès que j'aurai une réponse complète et officielle, je la ferai parvenir au président de la Commission intéressée.

M. FRANCOLIN. — Pourquoi une et pas deux ?

M. BOMPARD. — Je ne sais pas. Je vous le dirai quand je le saurai.

M. LE PRÉSIDENT.

« **Indemnité aux Membres des Commissions.** — *La 38^e Commission (Hommes)*, sur la proposition de M. Meyer, membre ouvrier nouvellement nommé, demande qu'une indemnité soit accordée à tous les membres des Commissions locales. »

M. ROBIQUET. — Je propose de rejeter ce vœu. Je suis absolument décidé, pour ma part, à n'accepter aucune espèce de rétribution, et je considère comme un grand honneur que les membres des Commissions locales n'aient pas de jetons de présence.

M. MOREL. — Tant que l'élément ouvrier n'entrait pas dans la composition des Commissions, une proposition de ce genre aurait dû être repoussée. Mais aujourd'hui, il en est différemment : les ouvriers peuvent faire partie de nos Commissions, et alors il est tout naturel qu'ils soient indemnisés de leur perte de temps.

UNE VOIX. — Ils ne sont pas obligés d'accepter.

M. MOREL. — Je n'apprécie pas l'objection ; dans tous les cas, il faut prévoir les acceptations possibles. J'insiste d'autant plus que le fait s'est produit déjà dans les Conseils de prud'hommes.

M. ROBIQUET. — Ce n'est pas la même chose !

M. MOREL. — C'est absolument la même chose ! S'il s'agissait d'une ou deux démarches, on pourrait n'en pas tenir compte ; mais il s'agit d'un certain nombre de démarches, qui occasionnent une perte de temps sérieuse à l'ouvrier et qui demandent une indemnité. Je soutiendrai donc la proposition qui vous est faite.

M. CLERGET. — M. Morel vient d'exprimer ma pensée. En refusant d'accorder une indemnité aux membres des Commissions locales...

M. ROBIQUET. — Pardon ! je refuse d'accepter, mais pas d'accorder !

M. CLERGET. — . . Je vous dirai seulement que les ouvriers qui

sont entrés dans les Commissions locales ne peuvent pas donner leur temps pour rien. Si on leur refusait une indemnité; ce serait repousser complètement l'élément ouvrier de ces Commissions dans lesquelles il est appelé à rendre de très grands services. Les ouvriers connaissent pratiquement tout ce qui se passe dans les ateliers, ils connaissent tous les petits vices qui s'y cachent et surtout que l'on cache à l'Inspection et aux membres des Commissions locales, qui fonctionnent, pourtant depuis bien longtemps.

M. CH. LUCAS. — Je regrette de me séparer, sur ce point, de bon nombre de mes collègues des Commissions locales, avec lesquels je travaille depuis longtemps; et je crois qu'il y a moyen de tout concilier. Je ne serai pas suspect en appuyant la proposition de la 38^e Commission, qui consiste à demander des jetons de présence plus ou moins rémunérateurs; car il y a un précédent que l'on peut invoquer. Plusieurs d'entre nous touchent des jetons de présence comme délégués cantonaux ou comme membres de Commissions d'hygiène, et nous n'avons jamais songé à nous plaindre ni à donner notre démission à cause de cette quasi-rétribution : elle est si minime qu'on n'en parle pas. Toutefois, je tiens à dire que mon collègue, M. Robiquet et moi, nous appartenons à des professions où nos vacations sont plus payées que ne pourra l'être notre présence aux séances de Commissions. Quant à ce qui est de l'élément ouvrier, je crois qu'il est impossible qu'il entre dans nos Commissions locales sans jetons de présence. Ce sera, d'ailleurs, aux membres des Commissions qui le jugeraient bon, de donner, soit discrètement, soit ostensiblement, comme ils l'entendront, à leurs mairies, à leurs bureaux de bienfaisances, à la caisse des écoles de leur arrondissement, le montant des jetons de présence qu'ils recevront, pour favoriser l'application de la loi de 1874 ou de celle de 1888, mais je ne vois pas là la moindre difficulté, ni pour le recrutement, ni pour l'harmonie des membres des Commissions locales entre elles.

M. LAMOTHE. — Je n'ai qu'un mot à répondre à celui de nos collègues qui vient de dire qu'on doit se faire honneur de remplir gratuitement les fonctions de membres des Commissions locales. Si on suivait son conseil, on arriverait à évincer l'élément ouvrier.

Mais j'ai un argument à opposer à la thèse de notre collègue. Si nous regardons ce qui a été fait jusqu'à présent, nous verrons que les ouvriers n'ont jamais fait partie des Commissions. Aussi n'ont-elles pas, ou ont-elles mal fonctionné. (*Exclamations.*)

Je puis préciser, et je vais le faire. Vous avez dit vous-mêmes, Messieurs, qu'il y avait des Commissions qui ne fonctionnaient pas : il faut mettre sur le compte des affaires commerciales ou autres ces absences qui cesseront par la création des jetons de présence.

M^{me} PETIPAS-BASQUIN. — Pourquoi les Commissions dans lesquelles

un membre ou deux seulement fonctionnent ne prendrait-elle pas, sur les 200 francs, qu'elles reçoivent, une petite somme qu'elles pourraient distribuer aux ouvriers assidus, l'indemnité qu'on réclame pour eux? Mais comme, bien entendu, il est bon de savoir s'ils assistent ou n'assistent pas aux réunions, le président ou le secrétaire de chaque Commission ferait un rapport sur ce point.

M. SERIN. — Je demande que cette question soit renvoyée à six mois!

M^{me} PETIPAS-BASQUIN. — On a dit que les membres qui ne fonctionnaient pas étaient ceux qui avaient de l'occupation, je ne le crois pas. Dans ma Commission, il y a deux membres qui n'ont jamais fonctionné: ce sont deux dames très riches, qui n'ont rien à faire de leurs dix doigts, si ce n'est d'essayer leurs robes chez la couturière (*Rires*). A l'inverse, il y a deux institutrices — dont je suis l'une — fort occupées, et qui sont les seules à fonctionner. Je m'inscris donc en faux contre cette assertion, que ce sont les gens qui n'ont pas d'occupation qui font des visites et que ceux qui en ont n'en font pas.

M. LAMOTHE. — Quelle différence faites-vous entre un instituteur et une institutrice qui font un cours supplémentaire rétribué et les membres des Commissions locales qui font des visites dans les ateliers! (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas la question!

M^{me} PETIPAS-BASQUIN. — Je réponds à cela que ceux qui ont à faire des cours complémentaires ont aussi à faire un travail intermédiaire pour préparer leurs cours. Ils ont des heures régulières d'enseignement. Ils ne peuvent pas dire: « aujourd'hui il fait mauvais, je ferai mon cours demain. » Tandis que les membres des Commissions locales peuvent choisir le jour le plus agréable pour sortir. De plus, nous avons calculé toutes les deux que, si nous étions au nombre de cinq, nous aurions achevé de visiter notre circonscription avec huit ou neuf journées à peu près. Or, nous ne sommes que deux, notre travail est donc augmenté d'autant. Joignez-y les réunions de Commission, qui ne durent pas plus d'une heure et demie, et vous verrez que, au fond, le travail est supportable. Aussi, qu'on ne vienne pas comparer le temps passé en réunions et en visites au travail d'un professeur qui a un cours régulier et qui est obligé de préparer son cours, de corriger les devoirs et les compositions, et le reste.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici un vœu émané de M. Dubois, président de la Commission locale 21 bis (Hommes), et qui est de nature à satisfaire tout le monde:

« Nous demandons que les membres des Commissions locales soient indemnisés des pertes de temps motivées par l'accomplissement de leurs fonctions. »

(Ce vœu, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT.

« **Rapport annuel des Commissions.** — *Le Comité des délégués des Commissions locales* exprime le vœu que l'époque du dépôt obligatoire, par les Commissions locales, de leur rapport annuel soit reculée jusqu'au 15 avril. »

M. LUCAS. — Je demande qu'il n'y ait aucune espèce de discussion sur ce point. C'est un simple vœu à émettre. Nous n'avons qu'une chose à faire : consulter l'Inspection ou l'Administration sur la possibilité du fait. Mes propres démarches ont suffi à me convaincre que cela n'offrait aucune difficulté.

M. BEZANÇON. — Cela ne peut, en effet, faire de difficulté, puisque c'est sur la demande des présidents et des secrétaires que nous avons fixé une autre date. Nous voulions avoir le temps de faire imprimer les rapports avant la réunion générale du mois de mai. Nous sommes toujours à vos ordres.

M. FRANCOLIN. — Je demande aussi que la réunion du mois de mai soit reculée.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte l'assemblée sur le vœu, avec la réserve qui vient d'être faite.

(Le vœu est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT.

« **Réunions trimestrielles des Commissions locales.** — *La 8^e Commission (Hommes)* fait connaître qu'il y aurait utilité à réunir tous les trois mois, les présidents et secrétaires des Commissions pour échanger les observations et faire toutes communications concernant les livrets d'enfants et les enfants eux-mêmes. »

M. MÉRICE. — Je propose le rejet de ce vœu à raison du surcroît de dépense qu'il occasionnerait. Il y a un moyen de tout concilier : que les Commissions nomment des délégués qui examineront entre eux les communications qu'on pourrait leur envoyer.

(Le vœu de la 8^e Commission n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT.

« **Bulletin municipal officiel.** — *Le Comité des délégués des Commissions locales* demande qu'en attendant l'envoi du *Bulletin municipal officiel* à tous les membres des Commissions locales, ce bulletin soit, tout au moins, envoyé au secrétaire de chaque Commission, comme il l'est au président. »

M. LUCAS. — Adoptons ce vœu à l'humanité et demandons que M. Bompard veuille bien l'appuyer lui-même au Conseil général.

(Le vœu est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT.

« **Classement des établissements industriels.** — *La 8^e Commission (Hommes)* pense que le classement, par les soins du bureau

d'attributions, des établissements les moins éloignés les uns des autres, au moyen du tableau alphabétique, permettant de grouper sans trop d'intercalations isolées, rendrait grand service aux Commissions locales. »

M. DE BELLAY. — Ce classement nous serait très utile pour nos recherches.

M. DEFPEZ. — Il serait très facile à faire, au moyen de fiches semblables à celles des opérations électorales, et qui se diviseraient par groupes de rues. On n'attendrait plus les feuilles de l'Inspection.

M^{me} PETITPAS-BASQUIN. — Je dis que les choses fonctionnent fort bien et que, avec les feuilles que nous recevons exactement, nos visites se font sans difficulté.

VOIX NOMBREUSES. — L'ordre du jour !

(Le vœu n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT.

« **Statistique des enfants.** — La 22^e Commission (Hommes), en rappelant qu'elle a signalé dans son rapport annuel qu'un grand nombre d'enfants échappent au contrôle, par suite du défaut d'une statistique régulière, émet un vœu pour qu'il y ait entente, à ce sujet, entre la Préfecture de police (Inspection), la municipalité et les Commissions locales. »

VOIX NOMBREUSES. — Cela existe ! L'ordre du jour !

(Le vœu est adopté.)

M. CH. LUCAS. — Je demande à dire deux mots avant la fin de la séance. Aussitôt que nous aurons les listes complétant, même provisoirement, même incomplètement, les Commissions locales, notre Comité se réunira dans la quinzaine afin de convoquer, pour la quinzaine suivante, tous les membres des Commissions locales en assemblée générale extraordinaire. M. le Maire du IV^e arrondissement a bien voulu mettre encore cette salle à notre disposition, afin que les membres de notre Comité qui fonctionnent depuis un an, puissent voir renouveler leur mandat ou se voir remplacer par d'autres. (*Approbation.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La séance est levée à 5 heures.

Les Secrétaires : Le Président :

M^{me} LINARÈS,

M. CUSSET,

M. NOLTE.

LE PATRONAGE LAÏQUE

DU XVII^e ARRONDISSEMENT

A notre dernière réunion j'ai eu l'honneur de vous signaler l'inauguration solennelle du patronage laïque du XVII^e arrondissement dans une fête charmante qui a eu lieu à la salle Wagram, le dimanche 25 mars, sous la présidence de l'un des membres du Conseil d'Honneur de notre Société, M. de Heredia, député, ancien ministre.

Je vous ai promis en même temps de vous faire connaître cette œuvre que vous serez sans doute sollicités un jour de subventionner. C'est cette promesse que je viens essayer aujourd'hui de tenir envers vous.

Il est à peine besoin de dire ici par quelles considérations on est conduit au patronage des enfants à la sortie de l'école primaire.

Les forces vives du pays se renouvellent par l'afflux des jeunes générations.

Il importe donc pour sa prospérité dans l'avenir que toute la puissance que ces jeunes générations peuvent recéler soit portée à son maximum.

Et pour cela il faut essentiellement que chaque enfant soit poussé dans la voie qui répond la mieux à ses aptitudes et aussi qu'il soit soustrait à toutes les causes d'affaiblissement de son énergie qui l'entourent, et à Paris notamment elles abondent.

C'est par l'école manuelle d'apprentissage, c'est par l'école professionnelle que l'on peut obtenir le premier résultat, c'est par le patronage qu'on s'efforce d'atteindre le second.

Et ce qui rend le patronage plus particulièrement nécessaire, c'est que, dans l'état actuel de notre Société, trop peu d'enfants peuvent suivre les cours d'une école manuelle d'apprentissage et moins encore ceux d'une école professionnelle.

Les besoins des familles sont grands, la vie est chère, il faut gagner vite. Au sortir de l'école primaire, le plus grand nombre doit choisir un métier et en commencer l'apprentissage, non pas dans une école d'un degré supérieur, mais dans un atelier.

Une première difficulté se présente donc : trouver cet atelier. Il faut un intermédiaire qui se charge de mettre en rapport le patron et l'aspirant apprenti en recevant la demande d'emploi de l'un et

l'offre de l'autre. Le patronage fait tout d'abord cette office de petit bureau de placement.

Il offre ensuite à l'enfant aux heures de loisirs, que lui laisse le travail, des distractions saines et instructives qui concourent utilement à son développement physique et moral.

Elles sont, de plus, pour lui d'une haute portée morale en ce qu'elles le soustraient aux causes délétères auxquelles j'ai fait allusion plus haut.

Fonder un patronage est par suite une des premières préoccupations de tous ceux qui ont souci du bien-être de l'enfance ouvrière.

Aussi comme le nombre en est grand dans le XVII^e arrondissement, est-ce dès le 10 octobre 1883, qu'une institution de ce genre y fut fondée par la 27^e commission locale.

La Société de ce patronage ne fut, toutefois, constituée que le 17 février 1887.

Elle compte actuellement :

Fondateurs	10
Donateurs	2
Sociétaires	180
Membres en tout	<u>192</u>

Mais ses adhérents seront bientôt légion avec un président, comme M. de Heredia, député, ancien ministre et un Conseil d'administration comptant parmi ses membres M. Bompard, conseiller municipal, MM. Léon Cosnard, maire du XVII^e arrondissement et son fils M. Jules Cosnard, avocat à la cour d'appel, M^{me} Thibault, etc.

Le nombre des enfants placés jusqu'à ce jour par le patronage est de 137. — Il y en a encore quatre inscrits et non placés; mais ce n'est qu'une question de jours, attendu que le nombre des places offertes a été de 197 pour ces 141 demandes.

C'est à la mairie du XVII^e arrondissement qu'est ouvert le registre des offres et demandes pour l'apprentissage.

Le placement a lieu sans contrat. Mais comme les membres du patronage le regrettent, il n'est pas douteux que de sérieux efforts seront faits pour modifier cet état de choses.

De l'absence de contrat résulte une incertitude qui décourage les bonnes dispositions dont la plupart des patrons qui sollicitent des apprentis sont dès l'abord animés.

Il y a une véritable campagne à mener à cet égard. Notre Société n'y a pas failli jusqu'ici. Elle n'y faillira pas davantage dans l'avenir.

Grâce à l'organisation sur laquelle je viens de vous donner quelques indications, les enfants sont donc casés. C'est la première partie de

l'œuvre du patronage, elle a son importance; mais cependant il ne la tient pas pour aussi importante que la seconde dont je vais vous entretenir maintenant.

Cette seconde partie de son œuvre, c'est la protection des apprentis, c'est celle pendant laquelle il s'attache à les défendre contre les influences délétères du dehors et pendant laquelle aussi il s'emploie à leur faire aimer le travail en leur faisant admirer les merveilleux produits qu'il enfante.

Il soustrait les apprentis aux influences délétères de la rue, en les réunissant les dimanches et jours de fête dans les préaux des écoles communales de la rue Ampère, 18.

Il les y attire par les jeux variés qui y sont mis à leur disposition et par la sollicitude dont il les y entoure.

Une cinquantaine de garçons et sensiblement un même nombre de fillettes sont inscrits dans chacune des deux sections du patronage, et toujours une bonne moitié des uns et des autres les fréquentent assidûment.

Quatre instituteurs surveillent à tour de rôle les garçons et de même pour les fillettes un certain nombre de maîtresses s'en partagent la surveillance. Grâce aux distractions de toutes sortes que les enfants trouvent dans ces réunions, ils ne regrettent en aucune façon la liberté dangereuse de la rue.

Les uns font de la gymnastique dans la cour, les autres y jouent au ballon, aux quilles, au tonneau. D'autres font à l'intérieur des parties de billard, de dames, d'échec, etc.

Quant aux fillettes, elles sautent à la corde, jouent au volant, aux grâces, etc.

Et ce ne sont là que les distractions des jours où le ciel nuageux fait présager quelque orage et conseille de rester au logis.

Par les belles journées, des promenades et même des excursions sont organisées.

Toutefois, ces promenades et ces excursions sont organisées de telle sorte que les enfants puissent en recueillir quelque instruction.

C'est ainsi qu'au cours d'une excursion à Saint-Cloud, la manufacture de Sèvres est visitée et que les promenades d'hiver dans Paris sont coupées par la visite de quelque musée; et, toujours dans ce même but de compléter l'instruction des apprentis; les membres du patronage se proposent d'instituer pour eux l'hiver prochain des conférences et des cours de dessin.

Et afin de stimuler leur zèle à les suivre comme aussi pour les inciter à se bien conduire à l'atelier, en fin d'année des récompenses seraient distribuées aux plus assidus à suivre ces cours et à ceux qui auraient montré à l'atelier le plus d'application et de bonne tenue.

Les membres du Patronage voudraient enfin donner des encoura-

gements aux industriels qui auraient su le mieux stimuler le zèle des enfants et tirer le parti le plus avantageux de leurs aptitudes.

Il ne me paraît pas douteux que vous n'approuviez tout ce que je viens de vous indiquer des actes et des intentions du Patronage laïque du XVII^e arrondissement.

Ce sont bien là, en effet, les moyens qu'il convient d'employer pour assurer le développement matériel et moral des enfants et former de bons ouvriers et de bons citoyens, capables de rendre service au pays en l'enrichissant par leur travail et en le défendant sous ses drapeaux; en un mot, des producteurs et des défenseurs.

Ce sont ceux qu'a depuis vingt ans mis en pratique notre Société, qui est un patronage et le patronage des patronages.

C'est même à ce double titre que j'ai cru de mon devoir de vous signaler l'œuvre nouvelle et de lui faire ici cette bonne réclame du bien dont a parlé à notre dernière fête notre éminent et vénéré président M. Léon Say et qu'il revendiquait avec tant de raison comme un honneur pour nous.

Je souhaite, d'ailleurs, qu'elle ne demeure pas stérile et qu'ici même elle provoque des adhérents à une cause qui mérite toutes les sympathies, en ce qu'elle est, ainsi que vous venez de le voir, de haute utilité morale et de vraie solidarité humaine.

Je veux espérer aussi que lorsque le temps sera venu votre vote sanctionnera, dans la mesure de nos ressources, toute subvention qui serait demandée à notre Société en faveur du Patronage laïque du XVII^e arrondissement.

Léon DURASSIER.

CHRONIQUE

L'Association des Industriels de France (1) pour préserver les ouvriers des accidents du travail vient de publier le document suivant que nous sommes heureux de reproduire dans notre Bulletin.

INSTRUCTIONS SUR LES MOTEURS INDUSTRIELS

LEUR MISE EN MARCHÉ ET LEUR ARRÊT

Machines à vapeur.

La machine à vapeur constitue dans une usine l'organe le plus important, puisque tous les autres dépendent de lui. Elle doit donc être l'objet de soins spéciaux, et au point de vue qui nous occupe,

(1) Cette Association, dont le siège social est à Paris, 6, rue de la Chaussée-d'Antin, invite à se joindre à elle toutes les personnes qui occupent des ouvriers, toutes celles que la question sociale ne laisse pas indifférentes.

En présence des projets de loi qui sont en discussion au Parlement, les Industriels doivent prouver qu'ils peuvent et qu'ils veulent appliquer d'eux-mêmes toutes les mesures reconnues nécessaires pour diminuer le plus possible les risques d'accidents dans leurs ateliers ou dans leurs chantiers.

L'Association met à la disposition de ses adhérents, moyennant une cotisation annuelle très minime, des Ingénieurs-Conseils en matière d'accidents et de dangers, qui leur indiquent les mesures à prendre suivant le cas.

Extraits des statuts.

ARTICLE 15. — L'Association admet, en dehors des Industriels, des *Membres honoraires* et des *Membres fondateurs*. Ils devront être agréés par le Conseil sur la proposition du Comité.

La cotisation des membres honoraires est de 10 francs par an; toute adhésion entraîne ce versement.

Les Membres honoraires peuvent se libérer de cette cotisation annuelle par un versement unique de 100 francs.

Le titre de Membre fondateur s'acquiert par un versement unique de 200 francs.

Les Membres fondateurs et les Membres honoraires ont voix délibérative aux Assemblées générales.

Cotisations annuelles des Industriels. — Les établissements occupant, suivant déclaration du nombre moyen d'ouvriers employés pendant l'année :

De 1 à 10 personnes et enfants, paieront 10 fr. ; de 10 à 20, 15 fr. ; de 20 à 50, 25 fr. ; de 50 à 100, 40 fr. ; au-dessus de 100 ouvriers, 10 francs par chaque 25 ou fraction, jusqu'à 250, soit pour 250 ouvriers, fr. 100 ; au-dessus de 250 ouvriers, 15 francs par chaque chiffre de 50 ou fraction, soit pour 500 ouvriers, fr. 175 ; au-dessus de 500, 25 francs par cent ou fraction, soit pour mille et au-dessus, dans la même enceinte, 300.

les précautions les plus minutieuses doivent être prises, car les accidents dont elle peut être la cause ont généralement une gravité exceptionnelle.

Le premier soin doit être de n'en confier la conduite qu'à des hommes intelligents, expérimentés, soigneux et sûrs. Trop souvent, dans la petite industrie, on confie la conduite de la machine à vapeur au premier ouvrier venu, qui n'a aucune connaissance de son mécanisme et peut être amené, par ignorance ou négligence, à la détériorer rapidement et à causer des accidents. Si l'importance de l'atelier et la force de la machine ne nécessitent pas la présence continuelle d'un chauffeur, on choisira parmi les ouvriers de l'atelier un homme intelligent, soigneux, qui tout en continuant son travail, sera chargé de la conduite de la machine en exerçant la surveillance nécessaire. A cet effet, son poste de travail devra toujours être près du moteur. On choisira de préférence un ouvrier un peu au courant de la mécanique; celui qui est chargé de l'entretien du matériel, par exemple.

Emplacement. — En principe, la machine à vapeur doit toujours être placée dans une chambre spéciale; son entretien est alors bien plus facile et les accidents sont moins à craindre. Les dimensions de la chambre doivent être assez grandes pour permettre au chauffeur de circuler facilement autour de la machine. L'entrée doit en être formellement interdite à tous les ouvriers autres que le chauffeur, et afin que nul n'en ignore, il est bon de mettre sur la ou les portes d'entrée une affiche indiquant cet ordre.

Si, pour une cause quelconque, la machine à vapeur est placée dans l'atelier, elle devra tout au moins être isolée par un garde-corps qui en défende l'approche, en laissant un espace suffisant pour que le chauffeur puisse circuler autour. Aucun autre ouvrier ne devra pénétrer dans l'enceinte de la machine.

Machines horizontales. — Les anciennes machines horizontales sont montées sur un bâti rectangulaire à auge; les glissières et les paliers sont placés sur les grands côtés du bâti. Avec cette disposition, toutes les parties en mouvement, tige du piston, bielle, sont à l'intérieur du bâti et par conséquent généralement hors de portée; la manivelle et la tête de la bielle seules peuvent être facilement atteintes au bout du bâti. Pour éviter que le mécanicien, en circulant autour de la machine, ne soit saisi par ses vêtements à cause des clavettes qui font saillie, il est d'usage de mettre devant la manivelle une tôle, fixée au bâti (*fig. 1*).

Cette tôle a, en outre, l'avantage d'empêcher les projections d'huile sur le plancher.

Les machines horizontales nouvellement construites sont généralement montées sur des bâtis Corliss. Dans cette disposition, les organes mouvement sont complètement découverts d'un côté; on mettra un garde-corps allant jusqu'à l'avant du cylindre, et, à l'autre extrémité,

se retournant d'équerre devant la manivelle (*fig. 2 et 3*). Ce garde-corps sera composé de montants et de deux lisses seulement ; sa hauteur sera de 0^m,80, de façon que le chauffeur puisse atteindre les organes avec la main pour éviter l'échauffement. Il devra être fixé

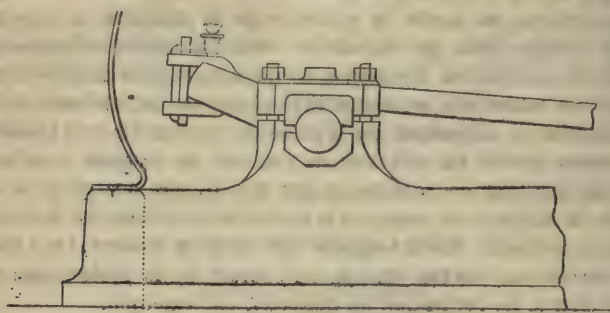


Fig. 4. — Machine horizontale. — Protection de la manivelle.

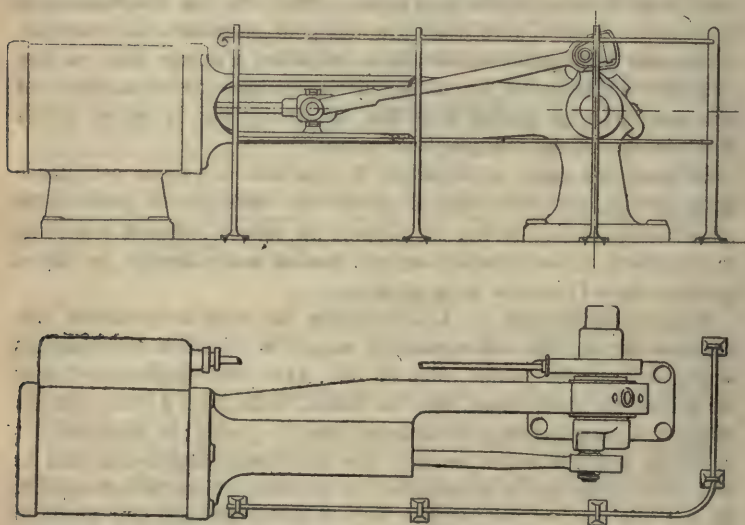


Fig. 2 et 3. — Élévation et plan d'une machine horizontale avec bâti Corliss.

sur le plancher au moyen de vis, afin de pouvoir l'enlever facilement en cas de réparation à faire à la machine.

Les arbres des machines horizontales sont généralement à une petite distance du sol ; comme tous les arbres dans les mêmes conditions, ils doivent être protégés soit par une enveloppe complète en

bois ou en tôle, quand ils sont à une faible hauteur, soit par un garde-corps quand ils sont un peu plus hauts.

Il arrive quelquefois que la commande du régulateur se fait par une paire de pignons d'angle dont l'un est calé sur l'arbre. Ces engrenages, placés à hauteur d'homme, doivent être couverts par un couvre-engrenage en tôle, fonte ou cuivre, épousant la forme des roues et rattaché à la partie la plus voisine du bâti.

Machines verticales à balanciers. — Dans les machines de grandes dimensions, employées surtout dans la filature, à la hauteur du balancier se trouve une plate-forme en tôle ou fonte striée, à laquelle on accède par un escalier qui doit être naturellement muni d'un garde-corps. Sur la plate-forme, l'ouverture par laquelle passe le balancier doit être entourée d'un garde-corps de 0^m,80 à 0^m,90 de hauteur, composé de deux lisses seulement, afin que le mécanicien puisse facilement atteindre tous les organes pour les graisser. Dans le plancher

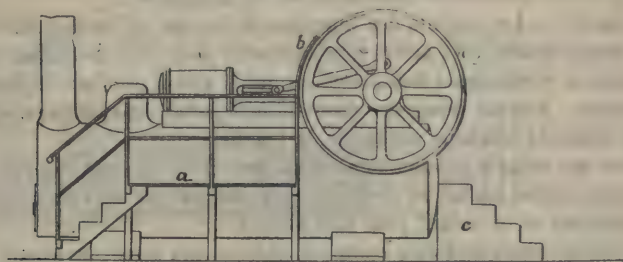


Fig. 4. — Machine demi-fixe. — a. Plate-forme avec escalier et garde-corps. — b. Tôle de protection devant le volant. — c. Escabeau.

inférieur se trouve aussi, généralement, une ouverture par laquelle passe la bielle pour aller commander la manivelle en sous-sol. Cette ouverture doit être également entourée d'un garde-corps.

Machines demi-fixes. — Dans les machines demi-fixes, les organes du moteur étant généralement placés sur la chaudière, hors de portée du chauffeur, on est obligé d'établir de chaque côté une plate-forme pour permettre d'opérer le graissage (fig. 4). Cette plate-forme, ainsi que l'escalier qui y donne accès, sont en tôle striée pour les machines établies à demeure, ou en bois pour les installations provisoires; on les munit extérieurement d'un garde-corps. La plate-forme se termine au droit de la jante du volant et, pour éviter que le mécanicien ne se trouve en contact avec ce volant, on met devant une tôle ou un grillage.

Sur le devant de la machine est placé un escabeau permettant d'atteindre la manivelle pour son graissage qu'il faut éviter de faire en se tenant sur les plates-formes latérales, car on est obligé de se

pencher pour cela au-dessus de la tige du piston et de la bielle en mouvement, dans une position incommode et dangereuse.

Il arrive fréquemment que les clavettes qui fixent en bout les volants sur l'arbre, sont en saillie. Comme les arbres sont souvent, dans les machines demi-fixes, à hauteur d'homme, les clavettes saillantes présentent un danger et doivent être enfermées dans une boîte en tôle ou fonte. Les volants eux-mêmes doivent être garantis par un garde-corps fixé au sol.

Machines locomobiles. — Les dispositions préventives sont les mêmes que pour les machines demi-fixes, tout en présentant un caractère de fixité moins grand, puisque la machine est essentiellement mobile.

On a généralement le tort, quand les locomobiles ne sont installées que pour un fonctionnement de quelques jours, comme cela arrive, surtout dans l'agriculture, de ne prendre aucune précaution ; c'est une erreur grave, d'autant plus que ces machines sont souvent entourées de personnes inconscientes du danger.

Volants. — Les volants des machines à vapeur, qu'ils tournent dans une fosse comme cela arrive généralement pour les machines horizontales et verticales à balancier, ou qu'ils soient en l'air à hauteur d'homme, doivent toujours être entourés d'un garde-corps, quand bien même la machine est isolée de l'atelier.

Pour les volants qui tournent dans une fosse, le garde-corps doit avoir au moins un mètre de hauteur et régner sur tous les côtés de la fosse par où le volant peut être abordé.

Ce garde-corps doit être composé de barreaux serrés ou mieux d'un grillage (*fig. 5 et 6*). A la partie inférieure, une plinthe en tôle ou bois, de 0^m,10 à 0^m,15 de hauteur, s'appuie tout autour sur les montants pour arrêter le pied qui pourrait passer sous la lisse inférieure et être atteint par les bras.

Lorsque le volant est muni de dents d'engrenages et qu'il est d'un grand diamètre, on entoure généralement toute la jante, au-dessus du plancher, d'une enveloppe en tôle.

Quant au volant lui-même, il faut exiger qu'il soit rigoureusement d'équerre avec l'arbre ; au moindre voilement, on devra vérifier et corriger le calage s'il y a lieu. Le poids linéaire de la jante doit être bien uniforme, c'est-à-dire qu'il faut s'abstenir d'équilibrer sur le volant certaines pièces du mécanisme, comme on le fait quelquefois à tort, par des parties pleines formant contrepoids ; le centre de gravité se trouve déplacé et il peut en résulter une rupture sous l'action de la force centrifuge.

Mise en marche. — Quand, au commencement du travail ou après un arrêt accidentel dans le cours de la journée, on met le moteur en marche, on doit toujours prévenir préalablement par un signal qui s'entende distinctement dans toute l'usine ou dans les parties de

l'usine que ce moteur commande. Ce signal doit être donné, même quand on met en marche quelques minutes avant la rentrée des ouvriers, comme cela a lieu dans beaucoup d'usines.

Dans les petits ateliers où le chauffeur peut facilement, d'un coup d'œil, voir tout ce qui se passe, il devra, après s'être assuré qu'aucun ouvrier n'est en contact avec la transmission, crier à haute voix : « Attention » et mettre ensuite en marche en ouvrant progressivement et lentement le robinet introducteur de vapeur.

Dans les usines où ateliers plus importants et composés de plusieurs salles, il est indispensable d'avoir un appareil pour prévenir de la mise en marche. Les sifflets à vapeur placés sur la chaudière sont commodes pour cet usage, à cause de leur son aigu qui s'entend de loin.

On peut aussi employer une cloche si on est sûr qu'elle est bien entendue de tous les points de l'usine.

Pour donner le signal de mise en marche, le chauffeur suivra le

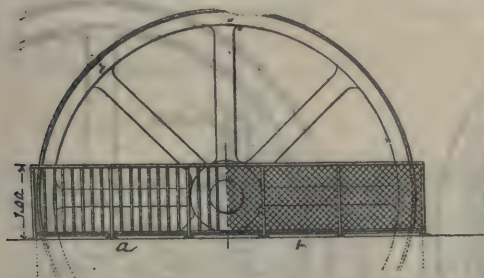


Fig. 5. — Garde-corps pour volant.

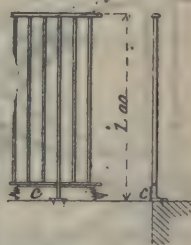


Fig. 6. — Détail du garde-corps montrant la plinthe.

a. Garde-corps à barreaux. — b. Garde-corps grillagé. — c. Plinthe.

règlement déterminant exactement la façon dont il doit être donné. L'Association en a publié un (voir ci-après, page 302) qui s'applique à la plupart des cas; mais si, par suite de dispositions spéciales, il ne pouvait être suivi, on le modifiera suivant les circonstances. Il doit être affiché non seulement dans la chambre de la machine, mais encore dans les différentes parties de l'usine, pour que tous les ouvriers soient bien au courant de la signification des signaux.

Quand l'usine a une certaine étendue et qu'il y a plusieurs moteurs, il est préférable de mettre chaque moteur en communication avec les salles dont il commande la transmission, au moyen d'une sonnerie; les sonneries électriques sont surtout à recommander. Comme précédemment, le chauffeur se conformera au règlement affiché pour la manière de donner des signaux.

Les sonneries électriques ont l'avantage de permettre par un fil de retour, de répondre au mécanicien pour lui faire savoir que son

signal a été entendu et aussi pour demander l'arrêt du moteur rapidement.

Quand le signal a été donné de la façon convenue, le mécanicien met en marche en ouvrant lentement l'entrée de la vapeur. Mais il devra s'assurer préalablement que la manivelle est dans une position convenable, c'est-à-dire suffisamment éloignée des points morts.

Dans les machines Compound et les machines couplées, on n'a pas à se préoccuper de la position des manivelles, car celles-ci sont généralement calées sur l'arbre à 90° l'une par rapport à l'autre, de telle sorte que si l'une est au point mort, l'autre est dans la position la plus favorable.

Les machines Compound présentent une disposition spéciale qui leur permet d'envoyer la vapeur directement dans le grand cylindre de détente pour la mise en marche, s'il est nécessaire, au lieu de la faire

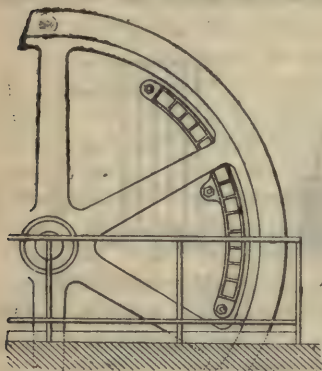


Fig. 7. — Volant contre un mur.

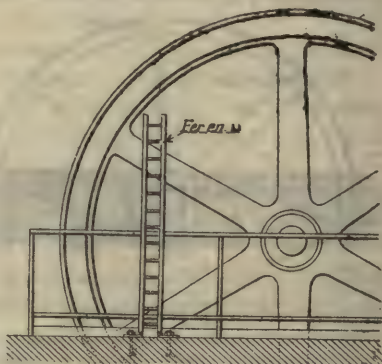


Fig. 8. — Volant isolé.

passer d'abord par le petit cylindre comme cela a lieu dans la marche courante.

Dans les machines simples, le mécanicien, une fois le signal donné, devra donc vérifier la position de la manivelle. Si celle-ci est au point mort, il devra la faire tourner pour la mettre dans une position plus favorable à la mise en marche.

Dans ce but, on agit sur le volant, qui, présentant un grand bras de levier, ne nécessite pas un effort trop considérable pour le faire tourner de la petite quantité nécessaire. Dans quelques usines, on a l'habitude de faire agir sur les bras du volant des ouvriers en nombre suffisant, pris dans les ateliers. C'est là une pratique mauvaise qui, en outre de l'inconvénient de déranger les ouvriers de leur travail, leur permet de pénétrer dans la salle de la machine, quand l'entrée

doit leur en être toujours formellement interdite. Il est préférable d'adopter une disposition qui permet au mécanicien seul de tourner le volant. Quand celui-ci est contre un mur et que la puissance de la machine n'est pas trop considérable, on encastre dans le mur un secteur en fonte présentant une série de cavités dans lesquelles on fait pénétrer l'extrémité d'un levier en fer ou en bois et qui servent de point d'appui pour peser sur le bras voisin du volant (*fig. 7*). Si celui-ci est éloigné du mur, on fixe sur le sol, près de la jante, une sorte d'é-

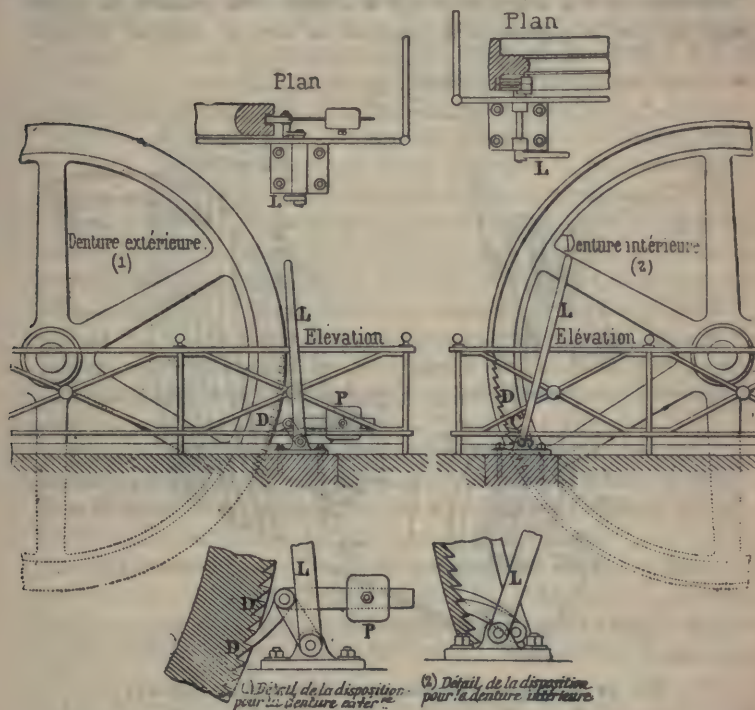


Fig. 9 et 10. — Volants dentés pour la mise en marche.

chelle verticale en fer, dont les échelons servent de point d'appui au levier (*fig. 8*).

Lorsque la puissance de la machine est trop considérable, on emploie un treuil placé à une certaine distance du volant, dans son plan, et dont on accroche la corde ou la chaîne à un des bras. Ce treuil est fixé sur le sol, ou scellé dans le mur pour tenir moins de place.

Enfin, on emploie encore, pour faciliter cette manœuvre, des dispositions spéciales qui exigent que le volant porte une denture appropriée.

On se sert alors, pour agir, d'un levier à cliquet; il existe deux dispositions; suivant que la denture est extérieure à la jante (*fig. 9*) ou intérieure (*fig. 10*).

MM. Galloway et Sons, de Manchester, ont fait breveter le système de mise en marche suivant (*fig. 11*). Il se compose d'un pignon agissant sur un engrenage intérieur ménagé sur le volant. Sur l'arbre du pignon se trouvent deux filets hélicoïdaux. Quand on met les manivelles en mouvement, le pignon vient porter contre un collier fixé à l'extrémité de son arbre et se met à tourner avec celui-ci, le volant engrène avec le pignon et la machine se met en marche. Aussitôt

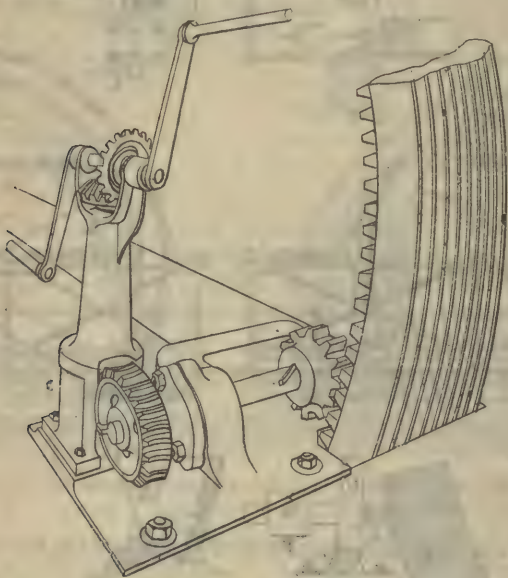


Fig. 11. Appareil de mise en marche, système Galloway.

que le volant se trouve conduit par la machine elle-même, le pignon glisse sur les filets hélicoïdaux et sort automatiquement de l'engrenage. Dans le cas de machines puissantes, la force nécessaire à la manœuvre de l'appareil est empruntée au moteur lui-même. Dans les autres cas on le manœuvre à la main.

Arrêt. — L'arrêt de la machine à vapeur peut avoir lieu, soit par suite de la cessation du travail aux heures régulières, soit par suite d'une circonstance accidentelle dans le cours du travail. Dans ce premier cas, l'arrêt doit être, quelques minutes avant l'heure, précédé d'un signal qui avertisse les ouvriers que, le moteur allant s'arrêter,

ils doivent débrayer leurs machines, et après le temps nécessaire pour ce débrayage, le mécanicien arrête. Le règlement publié par l'Association (voir ci-après, page 392) indique la façon dont le signal doit être donné; dans le cas où ce règlement ne pourrait pas s'appliquer, on devra s'en inspirer pour en établir un autre, en tenant compte des conditions spéciales.

Une fois le dernier signal donné, le mécanicien devra commencer par ouvrir les robinets purgeurs du cylindre, pour éviter tout mouvement du piston après l'arrêt, provenant de la vapeur qui est restée renfermée dans le cylindre ou qui y pénètre par suite de fuites des soupapes, robinets d'admission ou du tiroir, et qui tend à le faire repartir. C'est un fait qui a été constaté, surtout dans les fortes machines à condensation.

Ce n'est qu'ensuite que le mécanicien fermera le robinet d'entrée de vapeur, en s'arrangeant de façon à mettre la manivelle arrêtée dans la position la plus favorable pour la mise en marche.

Dans le second cas, c'est-à-dire quand l'arrêt est demandé pour une cause accidentelle, dans le cours du travail, le mécanicien doit se préoccuper d'abord d'arrêter sa machine dans le plus bref délai possible, sans s'occuper de la cause pour laquelle on demande l'arrêt.

Dans ce but il fermera immédiatement le robinet d'entrée de vapeur, répondra ensuite par un signal à la demande d'arrêt pour faire comprendre qu'il l'a entendue, et en dernier lieu, ouvrira les robinets purgeurs du cylindre.

Pour obvier à l'inconvénient signalé plus haut du mouvement du piston après l'arrêt, qui peut être la cause d'accidents graves, M. Engel-Gros de Mulhouse a imaginé de caler le volant avec un frein (*fig. 12*). Ce frein a en outre l'avantage de permettre au mécanicien d'arrêter plus facilement la machine, de façon à mettre la manivelle dans une position convenable pour la mise en marche, et de rendre l'arrêt plus rapide, en absorbant par le frottement la force vive du volant. La figure ci-jointe fait comprendre facilement la disposition de cet appareil.

Une disposition analogue a été appliquée par M. Brault, de Choisy-le-Roi (*fig. 13 à 16*). Le frein est actionné par un long levier dont le poids suffit pour produire un serrage assez énergique pour arrêter très rapidement le volant.

On a imaginé plusieurs dispositions permettant de fermer l'admission de vapeur de la machine à distance, des divers points de l'usine, de façon à obtenir un arrêt plus rapide. Ces dispositions présentent peu d'intérêt, car, quelle que soit la rapidité avec laquelle on ferme l'admission de la vapeur dans la machine, la force vive du volant fait faire encore à la transmission un nombre de tours suffisant pour rendre l'accident irrémédiable. Pour produire l'arrêt rapide d'une

transmission, il faut la séparer de l'arbre du volant par un système de débrayage, comme il est indiqué dans la brochure n° 2, publiée par l'Association sur les transmissions. La commande à distance de ce débrayage est alors d'une bien plus grande utilité que celle de l'admission de vapeur. Mais il est alors à craindre que la suppression subite de la charge de la machine ne l'amène à s'emballer, quelque parfait que soit son régulateur; il pourrait en résulter des accidents

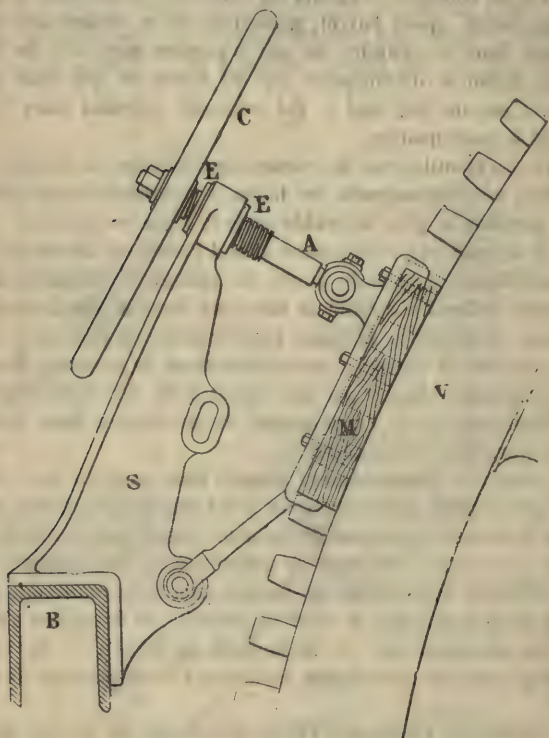


Fig. 12. — Frein pour volant, système Engel-Gros.
V, volant du moteur. — M, mâchoire ou frein. — A, vis. — C, volant.
E, écrou monté sur le support S. — B, bâti de la machine.

très graves. Il faudrait donc que le mécanisme qui fait manœuvrer à distance le débrayage mette en action un signal qui prévienne le mécanicien pour qu'il vienne fermer immédiatement l'entrée de vapeur, ou mieux, que ce mécanisme soit combiné de telle façon que l'entrée de vapeur se ferme automatiquement.

On peut encore, pour arrêter rapidement la transmission, agir sur le volant de la machine à vapeur, comme il est indiqué plus haut.

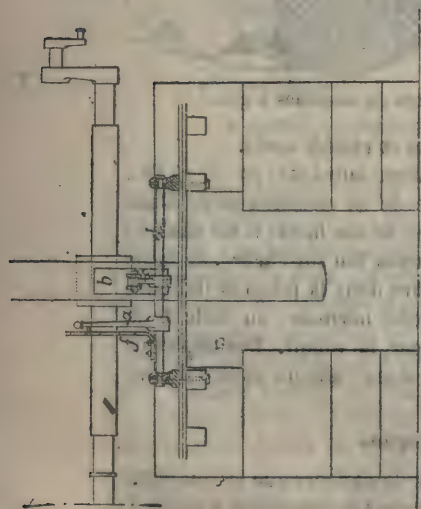


Fig. 13. — Élévation.

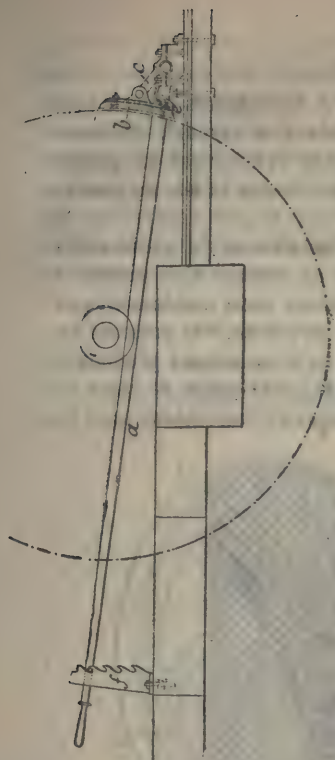


Fig. 14. — Élévation.

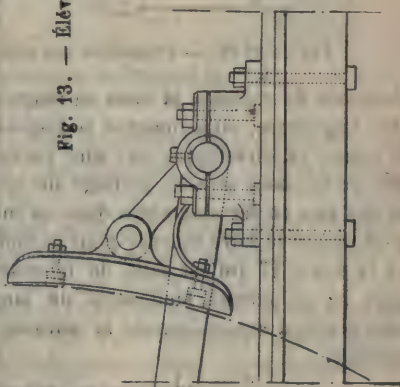


Fig. 15. — Plan.

Fig. 13 à 16. — Élévations, plan et détail du frein pour volant de MM. Brault père et C^o, de Choisy-le-Roi.
a, levier. — *b*, sabot. — *c*, bielle du sabot. — *d*, axe du levier et de la bielle. — *e*, ressort maintenant la partie inférieure du sabot

Moteurs à gaz.

Les moteurs à gaz ne donnent pas lieu à des mesures préventives autres que celles indiquées pour les machines à vapeur : chambre spéciale au moteur, ou isolement du reste de l'atelier par un garde-corps, couvre-engrenages, panneau en tôle devant la tête de bielle, signaux de mise en marche et d'arrêt.

Il existe cependant une difficulté dans l'installation du garde-corps autour du volant. Pour effectuer la mise en marche d'un moteur à gaz, il faut lancer le volant en le faisant tourner aussi rapidement que possible. Cette manœuvre ne peut se faire qu'à bras ; elle présente un certain danger, aussi ne doit-on la confier qu'à un homme prudent et habitué. Il ne faut pas qu'il soit gêné par le garde-corps, et, dans ce but, celui-ci doit être mobile, de façon à pouvoir être enlevé pour le

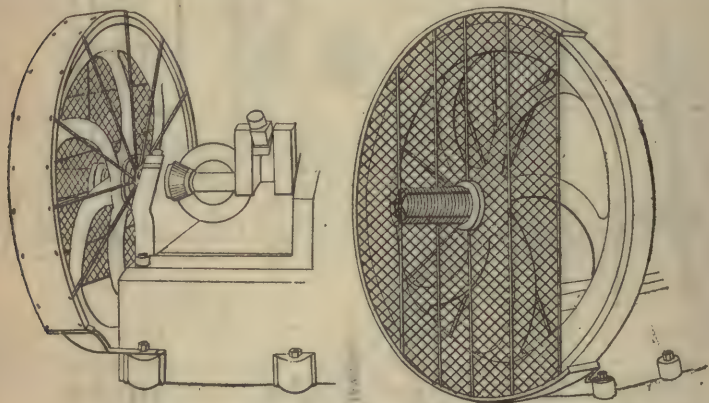


Fig. 17 et 18. — Protection des volants de machines à gaz.

lancement du volant à la mise en marche et rétabli après.

En Angleterre, on a imaginé la disposition suivante (fig. 17 et 18). Le volant est enveloppé, sur une partie de sa circonférence, d'une sorte de tambour en tôle, grillagé sur une de ses faces ; il est soutenu par des rais en fer assemblés dans un moyeu fou sur l'arbre, de façon qu'on puisse le faire tourner pour le mettre dans la position indiquée par la figure 17 qui est celle de la marche normale, ou celle de la figure 18 qui permet facilement de lancer le volant. Des talons de butée arrêtent et soutiennent le tambour dans l'une ou l'autre de ces positions.

Moteurs hydrauliques.

Les moteurs hydrauliques offrent moins de dangers que les moteurs à vapeur. Les principales précautions à prendre consistent surtout à

mettre des garde-corps tout le long des canaux d'aménée ou de fuite dans les endroits qui servent de passages aux ouvriers, ainsi que deux côtés des passerelles servant à la manœuvre des vannes.

L'accès des roues et des vannes doit être interdit aux ouvriers autres que ceux chargés de leur manœuvre. Les vannes doivent être toujours en bon état, de façon à assurer leur fermeture complète et éviter que, par des fuites d'eau, le moteur ne se remette en marche.

Pour les turbines, on devra toujours entourer l'arbre vertical, dont la vitesse est considérable, jusqu'à 2 mètres de hauteur.

Accouplements de deux moteurs.

Quand on a deux moteurs couplés sur la même transmission, dont l'un sert d'auxiliaire à l'autre, il est nécessaire d'adopter une disposition empêchant que le moteur principal, en marche, entraîne le mo-

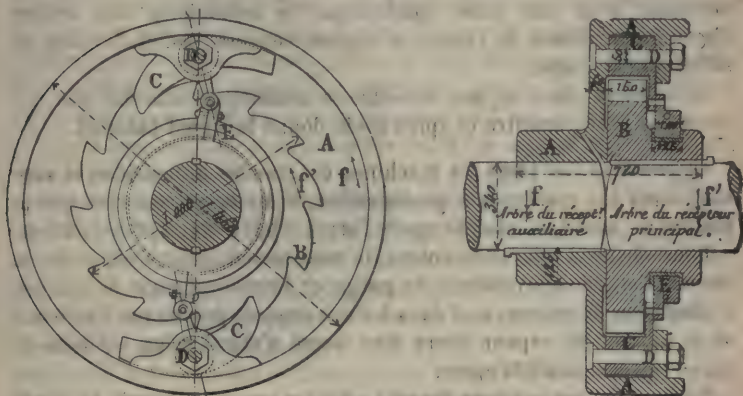


Fig. 49. — Boîte à cliquets de M. Prouyer-Quertier.

teur auxiliaire arrêté, ce qui pourrait occasionner de graves accidents. Le cas se présente surtout dans l'accouplement d'un moteur hydraulique avec une machine à vapeur.

Le dispositif le plus employé est la boîte à cliquets de M. Pouyer-Quertier (fig. 49). L'arbre moteur est divisé : sur la partie correspondant au moteur principal est calée une roue à rochet; sur la partie correspondant à l'arbre auxiliaire est calé un plateau portant un ou deux cliquets rendus solidaires, par l'intermédiaire d'une bielle, d'un collier fou sur le moyeu de la roue à rochet. On voit facilement que, lorsque l'arbre du moteur principal est en mouvement, l'autre arbre ne peut pas être entraîné, tandis que, quand le moteur auxiliaire est mis en marche, le cliquet est abaissé par suite du retard

éprouvé dans le mouvement par le point d'attache de la bielle sur le collier fou, et ce moteur vient ainsi automatiquement ajouter sa puissance au premier.

Instructions sur la mise en marche et l'arrêt du moteur.

ARTICLE PREMIER. — Le mécanicien ne devra jamais mettre le moteur en marche, même quand les ouvriers ne sont pas encore rentrés dans l'atelier, sans donner préalablement le signal de la façon suivante : *trois coups de sifflet ou de cloche, séparés par un intervalle de cinq secondes environ.*

ART. 2. — Lors que arrive le moment où le moteur doit être mis au repos, le mécanicien l'annonce par un coup de sifflet ou de cloche; puis, après le temps nécessaire pour débrayer les machines, il donne un autre coup de sifflet ou de cloche et arrête.

ART. 3. — Quand, dans le cours du travail, l'arrêt du moteur est demandé pour une cause quelconque, le mécanicien doit fermer d'abord son robinet de vapeur et répondre ensuite par deux coups de sifflet ou de cloche.

Il ne devra, dans ce cas, remettre sa machine en marche que sur l'ordre du contremaître et après avoir donné le signal habituel.

Observations. — Dans les machines de grandes dimensions et surtout dans les machines à condensation, il arrive quelquefois que le moteur se remet en marche après l'arrêt et fait $1/4$ ou $1/2$ révolution.

Pour obvier à cet inconvénient, le mécanicien, pour arrêter, devra ouvrir d'abord les robinets de purge et fermer ensuite le robinet d'admission de vapeur, sauf dans les cas urgents prévus par l'article 3 où le robinet de vapeur devra être fermé d'abord et les robinets de purge ouverts aussitôt après.

Néanmoins, les ouvriers devront attendre un instant après le signal d'arrêt, avant de se mettre en contact avec la transmission.

LE SAINT ET NOBLE ORDRE DES CHEVALIERS DU TRAVAIL

Les évêques américains ont été récemment convoqués à Baltimore en une sorte de concile, pour entendre les explications des chefs des Chevaliers du travail, accusés de doctrines suspectes. Le cardinal Gibbons a exposé, à cette occasion, les sentiments favorables de la papauté. Cet ordre, un moment menacé par l'attitude de l'Eglise catholique, va puiser dans cet assentiment une force nouvelle. Il est bon, dès lors, d'étudier, d'après ses doctrines, quel usage il en pourra faire.

Les ouvriers américains, après une période facile et heureuse, ont, comme ceux d'Europe, connu la période des difficultés et de la misère. Le protectionnisme industriel leur a valu une concurrence ruineuse de la part des émigrants chinois, irlandais, italiens, allemands, etc... Ils ont alors, comme leurs frères d'Europe, réclamé leur part de protectionnisme, c'est-à-dire « le monopole du travail national ». Puis, regardant de plus près, ils ont encore, comme les nôtres, cherché querelle à leur patrons, aux capitalistes, et demandé une répartition plus équitable « des produits du travail ». Pour résister aux exigences, pour combattre « l'oppression du capital », ils ont fait des grèves, ils ont constitué des associations, des *Trade's Unions*, etc. Mais ils avaient affaire à des adversaires colossalement forts, et d'ailleurs passablement dépourvus de préjugés. Aux grèves d'ouvriers, on répondait par des grèves de patrons.

Telle usine, par exemple, pour ne pas travailler, reçut des maisons rivales une subvention annuelle de 2 millions. Les grévistes ouvriers n'étaient pas de taille à lutter contre de pareils jouteurs. Aussi les *Trade's Unions* eurent peu de succès. Il était évident que les travailleurs américains ne seraient pas une force tant qu'ils ne se grouperaient pas en un faisceau intime et compact. C'est cet ensemble de circonstances qui amena la fondation du noble et saint ordre des Chevaliers du travail.

Cet ordre, cette association fut fondée à Philadelphie dans l'automne de 1869, grâce aux efforts d'un ouvrier, Uriah S. Stephens. C'était un mécanicien, ancien maître d'école, qui avait voyagé, étudié, médité, et cherchait depuis longtemps, dans « l'organisation des travailleurs, la force par laquelle on pourrait résister aux combinaisons de l'avarice et de l'égoïsme et le moyen d'obtenir la justice que réclame avant tout le travailleur ». Il était né de parents distingués et tenait d'eux un caractère ferme et solide; élevé dans la religion catholique et destiné à être prêtre, il avait dû, après des revers de fortune, entrer en apprentissage; mais il avait gardé le goût de l'étude, des systèmes, des organisations secrètes, et fait partie pendant plusieurs années d'une loge maçonnique et d'une *trade-union* laquelle avait eu un médiocre succès. Ces antécédents personnels eurent une influence énorme sur « l'ordre » qu'il devait fonder.

« Il introduisit dans le rituel un grand nombre de formes et de cérémonies empruntées aux francs-maçons. On prêtait serment sur la Bible avec beaucoup de solennité. Les membres juraient un secret inviolable. Le nom de l'ordre ne devait pas être révélé. Les instructions excluaient de l'ordre les médecins, parce que les confidences professionnelles pouvaient révéler les secrets de la société à des oreilles hostiles (la règle interdisant l'admission des médecins a été abolie en 1884). Les politiciens devaient être exclus parce que les fondateurs

de l'ordre considéraient que leur caractère moral était sur un niveau trop bas pour l'œuvre sacrée du nouvel ordre; de plus, on pensait que des politiciens de profession ne garderaient pas les secrets de l'ordre, si la révélation de ces secrets pouvait leur être profitable (les hommes engagés dans la politique ne sont plus exclus pour cette seule cause). Les avocats devaient être exclus et ils le sont encore; les fondateurs pensaient que la carrière, logique sinon pratique, de l'avocat est de gagner de l'argent par son habileté, et que si ses facultés sont employées à l'avantage de l'un, c'est aux dépens de l'autre; l'avocat vit, d'ailleurs, dans une atmosphère légale qui le rend impropre à l'œuvre particulière de l'ordre, et enfin il gagne sa vie par des efforts qui ne sont pas classés parmi les produits honnêtes du travail. Les vendeurs de rhum étaient exclus, et ils le sont encore, parce que leur trafic est non seulement inutile, ne produisant pas d'objets utiles, mais qu'il est une cause de grandes souffrances et d'immoralité, qu'il amène pour les ouvriers plus de tourments que toutes ou presque toutes les misères dont ils se plaignent. Les fondateurs considéraient aussi que ceux qui vendent des liqueurs fortes devaient être exclus, parce que de telles gens seraient une profanation pour l'ordre. »

Ces règlements, qui nous paraissent à nous assez singuliers, ne devaient pas, semble-t-il, faciliter le recrutement de l'ordre. En 1869, les membres fondateurs étaient au nombre de 7; en 1870, de 28; en 1871, de 69. C'étaient des tailleurs, des serruriers, des mineurs, des charpentiers, des calfs, des tisserands, etc.

Dix ans plus tard, en 1878, malgré un vif succès d'opinion et bien qu'on parlât de près de 80,000 membres, il n'y en avait encore que quelques milliers. Les difficultés du recrutement ne tenaient pas seulement à l'ostracisme dont étaient frappées certaines professions. M. Carroll D. Wright, à qui nous empruntons les détails qui précèdent, dit que la principale était alors l'opposition de l'Eglise catholique. « Le secret exigé par l'ordre et l'emploi de la Bible pour y prêter serment avaient amené un conflit avec elle; et pendant les années 1877 et 1878 plusieurs assemblées locales et plusieurs assemblées de districts se séparèrent. » En présence du danger « qui menaçait l'existence de l'ordre », on prit, dans une assemblée générale, les mesures suivantes : rendre public le nom de l'ordre, supprimer du rituel les passages de la Bible et changer la cérémonie de l'initiation pour enlever à l'Eglise toute cause d'opposition. Ces mesures furent adoptées et l'opposition disparut graduellement. En 1883, grâce aussi aux difficultés croissantes que rencontraient les ouvriers par suite de la crise générale sur l'industrie, l'ordre comptait 700,000 membres.

Cette masse énorme est organisée en assemblées locales (il y en a plus de 9,000) qui élisent des délégués pour former des assemblées de district, lesquelles à leur tour élisent des délégués pour former

une assemblée générale. A la tête de l'ordre sont des officiers généraux : un maître ouvrier général, qui reçoit 5,000 dollars (25,000 fr.), un contremaître général, un secrétaire général, un trésorier. Les ressources dont ils disposent sont très importantes. Elles proviennent des droits de fondation payés par chaque nouvelle assemblée, et d'une contribution de six cents (à peu près 30 centimes) par trimestre que paie chaque assemblée locale par membre inscrit sur ses registres.

C'est là une force énorme entre les mains des chefs de l'ordre. Le premier de ce chef fut Uriah Stephens, il mourut en 1882, et l'ordre vota par reconnaissance 10,000 dollars à sa famille.

Il avait démissionné, en 1879, et était remplacé par Terrence Powderley, homme d'une quarantaine d'années, dont l'habileté et l'esprit pratique ont en dix ans amené la société à la plus haute prospérité.

Rien de plus facile à préciser que le but de l'ordre. C'est un mélange de doctrines hétéroclites : respect de la liberté d'autrui et pratique du socialisme d'État.

Voici quelles étaient au début les *Instructions* de Stephens : « Le travail est noble et saint. C'est une œuvre digne des plus nobles et des meilleurs de notre race de le défendre de la dégradation. Dans les branches multiples de l'industrie, le capital est organisé, et, qu'il le veuille ou non, il écrase l'espoir viril du travailleur... Nous ne voulons aucun conflit avec l'entreprise légitime, ni d'antagonisme avec le capital nécessaire; mais les hommes, dans leur hâte et leur avidité, oublient les intérêts des autres. Nous avons l'intention de maintenir la dignité du travail. Nous voulons créer une opinion publique saine sur la question du travail (*seul créateur de la valeur*), et revendiquer une part pleine et entière des valeurs et du capital qu'il a créés. »

* * *

Tout cela est assez confus. Il s'en dégage toutefois plusieurs points de doctrine qui furent encore plus nettement accentués par la suite. D'abord l'ordre réprouvait absolument l'emploi des moyens violents que recommande le parti anarchiste. Dans une assemblée générale tenue à Richmond, on adopta par exemple la résolution suivante : « Cette assemblée générale implore la clémence pour les sept condamnés à mort de Chicago. Tout en demandant la vie des condamnés, nous n'avons aucune sympathie pour les actes des anarchistes ni pour les individus et les associations qui prêchent ou pratiquent des infractions violentes à la loi, car nous pensons que les méthodes pacifiques sont les moyens les plus sûrs et les meilleurs d'obtenir les réformes nécessaires. » M. Carroll Wright rapporte que l'Internationale n'eut plus d'adhérents en Amérique après la part active qu'elle prit aux affaires de la Commune de Paris.

Et tout récemment, convoqué à Baltimore par l'archevêque Gibbons devant une assemblée des archevêques des États, pour se disculper de certaines doctrines suspectes qu'on lui attribuait, M. Powderley, bien que grisé par ses succès et sorti des règles de l'ordre, protestait contre « toute imitation des socialistes français ». « Nous avons, disait-il, le bon espoir et le désir sincère de purger l'ordre de tout élément révolutionnaire, d'éliminer les radicaux qui voudraient fonder une société sur l'anarchie athée. »

Mais cette réprobation d'actes criminels ne suffit pas à l'ordre des Chevaliers du travail. Il réprouve le principe même des grèves. Le règlement porte :

« Aucune grève ne sera déclarée par les membres des assemblées locales ou de district, sans la sanction de l'assemblée générale. »

« De 1878 à 1883, il y avait dans l'ordre un élément puissant en faveur des grèves... M. Powderley, le grand-maître ouvrier, s'efforçait de persuader l'emploi d'autres moyens pour régler les différends; et il obtint en 1883, à la session de Cincinnati, des lois si rigides contre les grèves, qu'elles arrivaient presque à les prohiber en ce qui touchait à l'appui de l'ordre. Les lois en vigueur ne permettent pas que l'ordre entier encourage une grève. On peut soutenir une grève, quand les membres ne peuvent obtenir de travail par cela seul qu'ils sont membres de l'ordre... Le bureau exécutif général ne se mêle d'une grève de son propre mouvement que si la grève ou le *boycott* exerce un effet dangereux sur l'ordre entier. »

Ce sont là, dans un règlement basé presque en entier sur le protectionnisme et le socialisme d'État, des dispositions en somme libérales par ce temps de relâchement légal et d'autoritarisme; mais il s'en faut, surtout depuis quelque temps, que la pratique y corresponde. Powderley, grand-maître ouvrier, semble enivré de son triomphe. Il prétend que l'ordre entier lui obéisse comme un seul homme. Il prétend que les industriels et les commerçants suivent aveuglément ses conseils et même ses ordres.

Il intervient dans les affaires privées, met à l'index telle maison, commande telle grève, etc. Il semblerait d'ailleurs que l'ordre commençât à se lasser de cette domination despotique et capricieuse et qu'il y eût un retour, au moins d'une partie des chevaliers, vers les anciennes et libérales règles d'Uriah Stephens.

Le but que se propose l'ordre est :

1^o Que la valeur morale, industrielle, et non la richesse, soit la vraie mesure de la grandeur nationale et individuelle ;

2^o Que les travailleurs obtiennent la pleine jouissance de la richesse qu'ils créent, des loisirs suffisants pour développer leurs facultés intellectuelles, morales et sociales; en un mot, qu'ils puissent partager les gains et les honneurs de la civilisation progressive.

Voilà le but; voici les moyens :

I

Par ses propres forces, l'ordre s'efforcera d'obtenir :

- 1^o Une institution coopérative qui tendra à remplacer le système du salariat par un système coopératif;
- 2^o La rétribution égale des deux sexes pour un travail égal;
- 3^o La diminution des heures de travail par un refus général de travailler plus de huit heures.
- 4^o L'emploi général de l'arbitrage dans les différends et la suppression des grèves.

II

A la législation soit des États, soit du Congrès, il demandera :

- 1^o L'établissement de bureaux de statistique du travail, pour arriver à une connaissance exacte de la situation des masses au point de vue de l'éducation, de la morale, des ressources pécuniaires;
- 2^o La dévolution exclusive des terres publiques, héritage du peuple, à ceux qui les cultivent; le refus même d'un acre aux chemins de fer et aux spéculateurs, et la taxation à leur pleine valeur des terres gardées maintenant dans un but de spéculation;
- 3^o L'adoption de mesures pour protéger la santé et la sécurité de ceux qui travaillent dans les mines, fabriques et constructions, et l'indemnisation de ceux qui souffrent par l'absence des précautions nécessaires;
- 4^o La législation des *Trade's Unions* et des associations organisées par les masses ouvrières pour améliorer leur situation et protéger leurs droits;
- 5^o L'abolition du système du contrat pour les travaux nationaux municipaux et d'État;
- 6^o Votes de lois pour établir l'arbitrage entre les employeurs et les employés, et pour faire exécuter les décisions des arbitres;
- 7^o L'interdiction de louer le travail des prisonniers;
- 8^o L'interdiction du travail étranger (importation *par contrat* des travailleurs chinois, irlandais, etc.);
- 9^o L'établissement d'un impôt progressif sur le revenu;
- 10^o La suppression des privilèges des banques d'émission et la création d'un système monétaire national;
- 11^o L'établissement de caisses d'épargne postales;
- 12^o Enfin, la prise de possession par l'État, par voie d'achat, de tous les télégraphes, téléphones et chemins de fer.

Certains articles sont excellents et conformes à l'économie politique contemporaine. Les autres, en grande majorité, ne sont que la répétition de tout ce qu'a enfanté l'Europe dans cet ordre d'idées; sauf qu'à des prétentions rétrogrades ou exorbitantes il se mêle un respect de la loi qui commence à se perdre chez nous.

Mais ce qui frappe surtout dans ce programme des Chevaliers du travail, c'est qu'après un prologue grandiose et conçu dans le style biblique familier aux esprits anglo-saxons; après un exposé de motifs et de vœux véritablement nobles; qui feraient prévoir une originalité et une vigueur de conception exceptionnelles; après une apologie sans restriction de l'initiative privée, ils aboutissent, en fin de compte, aux mêmes demandes que nos travailleurs européens. Ce qui les en sépare, c'est leur répulsion peut-être plus théorique que pratique pour les moyens d'action violents et illégaux; mais, comme eux, ils veulent faire du protectionnisme ouvrier; comme eux, ils veulent empêcher les accumulations de capital; comme eux, ils attendent de l'État les règlements sauveurs.

Il ne faut pas oublier que cette association a fait des progrès inouïs; qu'elle compte encore actuellement, malgré un recul récent, près d'un million de membres. Cela en vingt ans. Qui peut prévoir où elle s'arrêtera et quelle action le triomphe de ses prétentions pourra avoir sur la politique économique des États-Unis? En dépit des liens chaque jour plus étroits que les intérêts créent entre les peuples, l'orientation actuelle des idées va plutôt à les ériger en autant de groupes distincts et hostiles. Et le saint et noble ordre des Chevaliers du travail ne remonte pas ce courant. Protectionnisme des patrons, protectionnisme des ouvriers, les relations internationales n'ont rien à gagner au change. Mais peut-être à l'intérieur, cet ordre, par le nombre de ses membres et l'étendue de ses ressources, aura-t-il une influence considérable: il était bon, en prévision de cela, de faire connaître ses tendances et les moyens dont il dispose.

(République française du 7 décembre 1887). Joseph CHAILLEY.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889

Au moment où paraîtront ces lignes, l'ossature toute entière des divers palais qui s'élèveront au Champ de Mars sera terminée. Il n'aura donc fallu que vingt-deux à vingt-trois mois pour exécuter ce travail fabuleux. Et même pas, si l'on en déduisait les délais absorbés pour l'organisation des services, pour la construction du chemin de fer qui sert au transport des matériaux, pour l'exécution des terrassements préalables, pour l'établissement des canalisations, pour la fondation si importante de la galerie des machines. On peut donc

affirmer qu'il a fallu moins de dix-huit mois pour élever une ossature colossale d'un poids total de plus de 27,500 tonnes, non compris les dômes et les pavillons. Encore y avait-il douze types de formes différentes, et aucune prévision n'a été dépassée pour ces formes.

Il faut en louer le service de construction, les ingénieurs du contrôle et les architectes qui n'ont cessé d'être sur la brèche. On ne pourrait sans injustice passer sous silence les noms de MM. Contamin, Charton et Pierron, qui ont fait les études de ce travail immense, sous la haute direction de M. Alphand, et ceux des architectes, MM. Dutert, Bouvard et Formigé.

Un grand honneur revient aussi à la métallurgie française, qui a mis en œuvre une ossature pareille.

LES BOURSES COMMERCIALES

Le *Journal officiel* a publié, tout récemment, un règlement relatif aux bourses de séjour à l'étranger, fondées par le Ministère du Commerce et de l'Industrie en faveur des élèves des écoles commerciales.

Les bourses de séjour à l'étranger sont données au concours. Elles ont une valeur de 1,500 à 3,000 francs par an et peuvent être renouvelées, jusqu'à concurrence de trois années, par décision spéciale rendue après examen des rapports et des travaux transmis tous les trois mois par les boursiers.

Les candidats devront produire un certificat de bonne vie et mœurs, un certificat médical, un certificat du maire de l'arrondissement ou de la commune établissant leur situation pécuniaire et celle de leurs parents et justifier en outre qu'ils sont Français et en règle avec l'autorité militaire, et qu'ils auront vingt ans au moins et trente au plus à l'époque du concours. Enfin, ils devront être munis d'un diplôme d'une des écoles de commerce ci-après désignées : École des hautes études commerciales, Écoles supérieures de commerce de Paris, Lyon, Marseille, Rouen, Le Havre, Bordeaux, Institut commercial de Paris, École commerciale de l'avenue Trudaine (Paris), section commerciale de l'École professionnelle de Reims.

Les épreuves écrites du concours auront lieu dans le courant du mois d'octobre, au chef-lieu de chaque département. L'examen oral se fera à Paris.

Les boursiers auront la faculté d'indiquer la résidence de leur choix au Ministre du Commerce et de l'Industrie.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS

Noms des adhérents :	Présentateurs
MM.	MM.
Chapuys de Montlaville , avocat, à Saint-Étienne (Loire).	COLCOMBET, m. d. l. S.
Grosdidier fils et gendre, maîtres de forges à Com-mercy (Meuse).	DURASSIER, secr. d. l. S.
Poure O'Kelly et C^{ie} , manufacturiers, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais)	QUÉROY, insp. dép.

MEMBRES ORDINAIRES

Buirelle (Léon), de Sainte-Barbe , à Paris . .	BARBRY, insp. dép.
Millet (F.) directeur des forges de Persan, à Per-san (Seine-et-Oise).	THAREAU.
Société de patronage de Chaumont , à Chaumont (Haute-Marne).	DÉLAISSEMENT, insp. div.
Duval (Arnoult), avocat, à Paris.	VINOT, m. de la S.
Famchon (E.), directeur de la Société des ciments français, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) . .	QUÉROY, insp. dép.
Fauquemberg (J.), scierie et tonnellerie méca-nique, à Neufchâtel (Pas-de-Calais)	d° d°
Romain Sartieux Usine métallurgique, à Henin-Lietard (Pas-de-Calais)	d° d°

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du 6 décembre 1888.

Tenue au siège de la Société

Sous la présidence de M. P. BÉRARD, l'un de ses vice-présidents.

La séance est ouverte à 8 heures et demie.

Assistaient à la séance : M^{mes} V^e Girard, Thomas et Durassier.

Étaient présents : MM. L. Bérard, D^r Perrin, Nusse, R. Kœchlin-Engel, Linarès, etc., etc.

S'était excusé : M. Alphonse Sribier.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

La parole est à M. le Secrétaire pour le dépouillement de la correspondance.

M. L. Durassier donne lecture à la réunion : d'une lettre de M. le D^r Perrin, président du Patronage laïque du III^e arrondissement, remerciant la Société de la subvention qu'elle a bien voulu accorder à cette institution; d'une lettre de M. Viala, ingénieur-directeur des houillères de Liévin, exprimant à la Société sa gratitude des remerciements qu'elle lui a fait adresser pour avoir bien voulu présider la distribution solennelle de ses récompenses dans le Pas-de-Calais.

M. le Secrétaire indique ensuite à la réunion que diverses institutions ont sollicité des subventions.

Ces institutions n'étant pas encore suffisamment connues de la Société, M. le Président invite M. L. Durassier à les étudier et à présenter ensuite un rapport qui permette de statuer à leur égard en connaissance de cause.

La lettre suivante est lue, ensuite, à l'Assemblée :

Paris, le 3 septembre 1888.

*Monsieur le Président de la Société de protection des Apprentis
et des Enfants employés dans les manufactures.*

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Patronage industriel des enfants de l'Ébénisterie vient de modifier la composition de son bureau, sur la demande expresse de M. H. Lemoine, son président, qui a désiré, pour raison de santé, se retirer de l'administration du Patronage.

Le bureau est ainsi composé :

Président :	M. J. Boison, 49 bis, rue de Charenton;
Vice-Présidents :	(M. P. L'Hoste, 4, passage Saint-Pierre-Amelot; M. F ^x . Pérol, 4, faubourg Saint-Antoine;
Trésorier :	M. V. Rouquès, 39, rue Turenne;
Secrétaire :	M. J. Fresson, 17, rue des Tournelles.

Le Patronage conserve à sa tête, comme Président d'honneur, M. Henri Lemoine, son fondateur.

Espérant que la Société de protection voudra bien conserver à notre Patronage son bienveillant appui, je vous prie, Monsieur le Président, d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux,

J. FRESSON,
Secrétaire.

Après la lecture de cette lettre, M. le Président interprétant les sentiments unanimes de la réunion, dit que la sympathie la plus profonde de la Société accompagne M. H. Lemoine dans la retraite à laquelle l'oblige sa santé après tant d'années si complètement employées à faire le bien.

M. le Secrétaire indique ensuite que la Société a reçu de M. Emile Muller, président de l'association des Industriels de France pour préserver les ouvriers des accidents du travail, une convocation pour la discussion du projet de loi sur la responsabilité des accidents du travail (1).

En raison de l'importance du sujet, M. le Président donne lecture de cette convocation à l'assemblée, qui en décide l'insertion dans le prochain Bulletin.

De plus, pour y répondre pleinement, elle désigne MM. le D^r Perrin, le D^r Thomas et L. Durassier pour représenter la Société dans toutes les réunions qui seront provoquées pour le même

(1) Le présent Bulletin contient le texte de ce projet de loi sous le chef de Documents officiels, page 456.

objet par l'association des Industriels de France. M. L. Durassier devra faire connaître ces décisions à M. Emile Muller.

M. le Secrétaire indique ensuite que la Société a reçu de la Préfecture de police le programme de l'examen pour l'admissibilité aux fonctions d'inspecteur départemental du travail des enfants, dans le département de la Seine. — La réunion décide qu'il n'y a pas lieu d'insérer ce document, le concours de cette année étant passé.

M. L. Durassier fait connaître ensuite à la réunion que les statuts de la Société ont été demandés par plusieurs personnes auxquelles ils ont été envoyés. Puis il indique encore que la chambre syndicale de la Bijouterie a envoyé une invitation à sa distribution de prix et récompenses aux élèves de son école de dessin et aux lauréats de ses concours professionnels d'ouvriers.

M. le Secrétaire termine enfin le dépouillement de la correspondance en signalant à la réunion que pendant le troisième trimestre de 1888, la Société a reçu :

De la Préfecture de police : Le rapport présenté à M. le Préfet de police par MM. les membres de la Commission départementale supérieure sur l'application des lois du 19 mai 1874 et du 9 septembre 1848 dans le département de la Seine;

Du ministère du Commerce et de l'Industrie : Les instructions aux Comités départementaux relatives à l'exposition d'économie sociale;

De la Société industrielle d'Amiens : Le programme des questions mises par elle au concours pour l'année 1888-1889;

Du Conseil des Prud'hommes de la ville de Nîmes : Une brochure relative aux concours d'apprentis institués par lui, avec cette mention : « Honorés, d'une médaille d'argent le 1^{er} juillet 1888 par la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures »;

Du groupe syndical du papier et des industries qui le transforment : Le compte rendu de son assemblée solennelle du 13 mai 1888;

De la Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans les fabriques de fleurs et de plumes : Le compte rendu de sa séance solennelle du 27 mai 1888;

De la Société de protection de l'Enfance ouvrière de Troyes : Le compte rendu de la 8^e fête de l'enfance ouvrière (année 1888);

De M. Legentil, président de la maison de patronage Saint-

Charles : Les rapports annuels sur l'œuvre pour les années 1887-1888 et le compte rendu de la distribution des prix de 1887 ;

Les numéros parus pendant le trimestre, des diverses publications avec lesquelles elle échange son Bulletin : *Journal des Prud'hommes* ; *Union nationale* ; *Revue chronométrique* ; *Bulletin de la Société industrielle de Reims* ; *Bulletin de la Société des Ingénieurs civils* ; *Bulletin de la Société générale des Prisons* ; *Bulletin mensuel de la Société pour l'instruction élémentaire* ; *Bulletin de la Société des Crèches* ; *Bulletin de la Société des Industriels de France pour prévenir les accidents de fabrique* ; les *Mémoires de la Société technique impériale russe* ;

Enfin de M. Louis Duval-Arnould, docteur en droit, avocat à Cour d'Appel, un exemplaire de son *Essai sur la législation française du travail des enfants*.

La réunion décide le renvoi de cet ouvrage à l'examen du comité judiciaire de la Société.

L'ordre du jour appelant alors les *Communications diverses*, M. le Secrétaire annonce à la réunion la mort de M. Théodore Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, décédé subitement à Lille, le 8 septembre dernier, dans sa soixante-quinzième année.

M. Nadeau s'est consacré pendant de longues années à la protection de l'enfance. Il y aurait un juste hommage à lui rendre à cet égard par la Société : aussi l'Assemblée décide-t-elle que M. le Secrétaire fera les démarches nécessaires auprès de la veuve et des amis de M. Nadeau pour réunir les éléments d'une notice nécrologique qui sera insérée au Bulletin.

L'ordre du jour appelle ensuite le compte rendu des travaux des comités de la Société.

Pendant le 3^e trimestre le comité de placement a poursuivi ses travaux comme à l'ordinaire, le comité judiciaire a repris les siens, après avoir procédé à la reconstitution de son bureau rendue nécessaire par la démission de M. F.-A. Hélie, son regretté Président qu'aucune démarche n'a pu faire revenir sur sa décision.

M. le Président annonce alors à la réunion que le Conseil d'administration a dû lui aussi accepter également avec tous ses regrets, la démission de M. F.-A. Hélie, Vice-Président de

la Société et qu'il sera pourvu à son remplacement lors des prochaines élections.

Puis, la parole est à M. Is. Roche pour donner lecture de son rapport sur la 9^e fête de l'Enfance ouvrière.

La réunion est vivement intéressée par la communication de M. Is. Roche et elle vote d'acclamation la petite somme dont le budget de la fête a été légèrement dépassé : les heureux résultats obtenus justifiant pleinement le surcroît de dépenses qui a dû être fait. La réunion décide également que ce rapport sera inséré *in extenso* au *Bulletin*.

Et M. le Président est enfin l'interprète des sentiments de tous en remerciant MM. Is. Roche et le Dr Thomas de tout ce qu'ils ont fait pour assurer le succès de notre dernière fête.

L'ordre du jour étant épuisé et aucun membre ne demandant plus la parole, la séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire de la Société,

LÉON DURASSIER.

COMITÉ

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

[EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(*Comptes rendus de leurs Travaux*)

COMITÉ JUDICIAIRE

Séance du 3 décembre 1888.

Présidence de M. *Froger de Mauny*, vice-président.

Sont présents : MM. *Froger de Mauny*, *Durassier*, *Milliot*,
Th. Martin, *Humann*, *Joret Desclosières*.

M. le Vice-Président fait part au comité de la résolution prise par M. Faustin-Hélie de se démettre des fonctions de Président du comité judiciaire; il a insisté pour tenter de faire revenir notre confrère sur cette détermination qui paraît irrévocable. Dans ces conditions, M. *Froger de Mauny* propose au comité de transmettre à M. Faustin Hélie l'expression des très vifs regrets du comité en même temps que l'assurance de son reconnaissant souvenir pour la direction imprimée à ses travaux.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le comité, estimant qu'il y aura lieu de procéder dans le plus bref délai à la reconstitution du bureau, fixe au lundi 10 décembre la date des élections : nomination du président, du vice-président et des secrétaires. Dans cette séance, les questions à mettre à l'ordre du jour pour la session de 1889 seront proposées et définitivement adoptées.

Le Secrétaire,

GABRIEL JORET-DESCLOSIÈRES.

Séance du 10 décembre 1888.

Présidence de M. Froger de Mauny, vice-président.

Présents : MM. Froger de Mauny, Durassier, Joret-Desclosières, Milliot, Tommy-Martin, Louiche-Desfontaines. M. le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Il est adopté sans observations.

Il est ensuite procédé à la reconstitution du bureau.

A l'unanimité, M. Faustin Hélie est élu président honoraire du comité judiciaire.

A l'unanimité moins une voix, sont ensuite nommés successivement :

Président : M. Froger de Mauny, vice-président en exercice.

Vice-Président : M. Joret-Desclosières, secrétaire.

Secrétaire : M. Tournier, secrétaire-adjoint.

Secrétaire-adjoint : M. Louiche-Desfontaines.

M. Durassier, secrétaire de la Société de protection, communique au comité un ouvrage de M. Louis Duval-Arnauld, docteur en droit, avocat à la cour d'appel, intitulé : « *Apprentis et jeunes ouvriers* », essai sur la législation française du travail des enfants. M. Milliot veut bien se charger d'en faire un compte rendu.

M. le Président signale à l'attention du Comité un projet de loi sur « la protection des enfants maltraités ou en danger moral » qui vient d'être soumis par M. le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur, à l'examen du Conseil supérieur de l'assistance publique. Le comité prie M. Louiche-Desfontaines de faire en son nom une démarche au ministère de l'Intérieur pour en obtenir communication et se propose de le discuter à sa prochaine réunion qui est fixée au lundi 28 janvier à 3 heures. L'ordre du jour en est, en conséquence, ainsi arrêté :

Rapport de M. Milliot sur les fêtes foraines.

Discussion du projet de loi sur la protection des enfants maltraités ou en danger moral.

Communication, par M. Louiche-Desfontaines, de trois brochures sur la législation industrielle en vigueur en Alsace-Lorraine.

La séance est levée à 4 h. et demie.

LOUCHE-DESFONTAINES.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES RÉCOMPENSES
DE LA NEUVIÈME FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE
DU 1^{er} JUILLET 1888

Par M. Isidore ROCHE, Président de la Commission.

MESDAMES, MESSIEURS,

La huitième fête de l'Enfance ouvrière a eu lieu en 1886.

Dans sa séance du 12 janvier la Société décidait que la neuvième fête aurait lieu d'abord le 15, puis ensuite le 1^{er} juillet 1888, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

La Société accorde comme récompenses dans l'ordre de leurs valeurs respectives :

- 1^o Des mentions spéciales de reconnaissance ;
- 2^o Des médailles de vermeil, d'argent et de bronze ;
- 3^o Des primes en argent et des livrets de caisse d'épargne.

Les différents lauréats sont groupés dans l'ordre suivant :

I. *Institutions charitables* fondées dans le but d'instruire, de moraliser, d'aider les apprentis (garçons ou filles).

II. *Institutions manufacturières*, industriels qui se distinguent par leur sollicitude pour le bien-être matériel et moral de leurs apprentis et de leurs ouvriers.

III. *Contremaitres et contremaitresses* qui font preuve à un haut degré d'intelligence et de dévouement envers les enfants qu'ils surveillent et auxquels ils sont chargés d'apprendre leur métier.

IV. *Apprentis et enfants employés dans les manufactures* qui se font remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante.

Anciens apprentis devenus ouvriers qui sont restés dans la maison où ils ont accompli leur apprentissage.

V. Enfin, *Agents de la police municipale de Paris*, qui se sont le plus particulièrement signalés dans la constatation des infractions à l'article 3 du décret du 13 mars 1875 relatif aux surcharges imposées aux enfants soumis à la loi du 19 mai 1874.

En 1886 le crédit accordé avait été de 5,000 francs, mais, cette fois, prévoyant avec raison, par suite du dévouement exceptionnel qui vous avait été promis de toutes parts par MM. les Inspecteurs et M^{mes} les Inspectrices du travail des Enfants, que les demandes de récompenses seraient très nombreuses, la Société votait pour 1888 une somme de 5,500 francs. Vous verrez plus loin que ces prévisions n'étaient pas fausses, car cette somme a été encore dépassée.

Dans la même séance, la Société nommait une Commission chargée d'organiser la fête et de statuer sur les demandes de récompenses qui lui seraient adressées.

Cette Commission était composée des membres dont les noms suivent :

MM. Léon Durassier, secrétaire, membre de droit.
Isidore Roche, trésorier, — —
de Bellay.
le D^r Perrin.
le D^r Ernest Thomas.
Turnay.
Sriber.
Rodolphe Koechlin.

Par suite d'une erreur d'interprétation du vote, M. Bérard qui présidait la séance avait été omis sur cette liste ; mais, sollicité par la Commission tout entière, et, avec un dévouement que vous êtes habitués à reconnaître chez lui pour la Société, M. Bérard voulut bien consentir à accepter les fonctions de membre de la Commission ; il nous a été donné, une fois de plus, de le voir au milieu de nous participer au travail si délicat de la répartition des récompenses.

La Commission réunie à bref délai a constitué ainsi son bureau :

MM. I. Roche, président.
le D^r Perrin, vice-président.
Ernest Thomas, secrétaire.

La Commission décidait que la dernière limite pour recevoir les demandes de récompenses serait fixée au 1^{er} mai.

Déjà par les soins de MM. Nusse (alors secrétaire) et Roche, des lettres avaient été adressées le 2 janvier aux personnes dont la Société avait pu apprécier le zèle et le dévouement lors des fêtes précédentes, notamment à MM. les Inspecteurs et à M^{mes} les

Inspectrices du travail des Enfants, pour les prier de prendre note des institutions ou des industriels possédant des mérites énoncés dans les diverses catégories du programme; les prier de vouloir bien, à leur tour, engager MM. les industriels de signaler ceux de leurs employés contremaîtres, ouvriers ou apprentis pouvant mériter une récompense.

Le Bulletin de la Société de janvier, février, mars, en leur portant le programme des prix rappelait à tous la prière qui leur avait été adressée.

Enfin, le 10 mars, les mêmes personnes recevaient une nouvelle lettre d'avis, expédiée par les soins de notre nouveau secrétaire, M. Léon Durassier, contenant un certain nombre de bulletins ayant la forme d'un questionnaire, employé depuis plusieurs années déjà avec tant de succès leur permettant de répondre facilement, pour chaque candidat présenté, en donnant à chaque notice la même forme et le même développement.

Presque toutes les personnes auxquelles la Société avait adressé des demandes ont répondu à son appel. Plusieurs grands industriels, membres de la Société; quelques-uns même, membres fondateurs, nous ont causé la satisfaction de nous montrer le prix qu'ils accordaient à ces récompenses, en nous présentant un certain nombre de candidats.

Parmi les industriels, membres de la Société, nous sommes heureux de vous signaler :

MM. Alexandre Girand, à Lyon.

Colcombet, à Saint-Étienne.

Lecoustellier, à Abbeville.

Mame et fils, à Tours.

Oberthür, à Rennes.

Paul Moutier, à Saint-Germain-en-Laye.

Augé, à Paris.

Berthelemy, —

Bèche, —

Bouasse Lebel, —

Chaix, —

Decœur, —

Deleuil, —

Henri Lepaute, —

Javey, —

Jolly, —

M^{lles} Régnier sœurs, à Paris.

M^{me} Rollin, —

M. Sauvage, ingénieur au chemin de fer du Nord, à Paris.

M^{me} veuve Thierry, à Paris.

M^{me} Thuot, —

M. Vaillant, —

Et, parmi les membres dévoués tant de Paris que des départements :

MM. de Bellay, Bernot, Beurné.

Chapuis, Cristian de Coulonges, Cousin, Choquet.

Ducher.

Nusse.

le docteur Perrin, M^{me} Philippe, M. Jules Périn.

de Sapincourt, Sriber.

le docteur Thomas.

Vinot.

La Chambre syndicale des fleurs.

La Chambre syndicale de la construction de l'arrondissement de Corbeil.

L'Association des industriels de France pour préserver les ouvriers contre les accidents du travail.

Quant à MM. les Inspecteurs et à M^{mes} les Inspectrices, leur nombre est si grand que nous ne pouvons les citer tous, nous ne pouvons que vous renvoyer au Palmarès.

Pour la province vous retrouverez partout des noms connus, et pour ceux de Paris la mention, malheureusement anonyme, de INSPECTION DE LA SEINE. A tous et à toutes nous sommes heureux d'adresser, au nom de la Commission, l'expression de notre reconnaissance.

Nous devons également citer d'une manière toute particulière M. LE PRÉFET DE POLICE qui a bien voulu nous mettre en mesure de récompenser les agents de la police municipale qui, du 1^{er} avril 1886 au 31 mars 1888, se sont le plus particulièrement signalés dans la constatation des infractions à l'article 3 du décret du 13 mars 1873 et à l'article premier du décret du 31 octobre 1882 (surcharges) ;

Il a bien voulu y joindre les noms des Inspecteurs qui se sont signalés en relevant des infractions relatives à l'exhibition et à la vente sur la voie publique, de livres, d'images, emblèmes, chansons obscènes, etc.

C'est là une preuve de sympathie qui ne peut nous laisser insensibles.

Ici nous croyons devoir vous signaler un fait nouveau dans les annales de la Société.

Bien que le programme des prix envoyé à tous portât la mention détaillée des récompenses spéciales accordées par le Comité des accidents de fabriques, aux industriels, inventeurs ou autres, qui auraient pris des mesures efficaces pour obtenir la sécurité de leur personnel, jamais aucune demande de ce genre n'avait été faite.

Cette année, nous avons cru devoir signaler cette lacune à MM. les Inspecteurs ; et, grâce à leur dévouement, la Commission a reçu un certain nombre de présentations de candidats, ce qui lui a permis de décerner à ce sujet :

- 1 Mention spéciale de reconnaissance.
- 10 Médailles de vermeil.
- 8 Médailles d'argent.
- 2 Médailles en bronze.

Au 15 mai, terme de rigueur, la Commission avait reçu comme en 1886 plus de 600 demandes de récompenses.

Cette fois, comme les précédentes, nous croyons être les interprètes de la Société en priant tous les zélés présentateurs de vouloir bien agréer l'expression de sa reconnaissance.

La Commission put immédiatement commencer ses travaux qui furent continués dans plusieurs séances provoquées par son zélé secrétaire, M. Thomas, chargé de résumer et de classer les notices relatives à chaque candidat : par catégorie, par département et par ordre alphabétique.

Mais cette fois, le dévouement que MM. les Inspecteurs et MM. les Industriels avaient mis à nous signaler les mérites de leur personnel dans toutes les catégories et principalement dans celle des anciens serviteurs de l'industrie, nous mettait dans un grand embarras ! en nous obligeant à donner des récompenses d'un ordre très élevé là où d'ordinaire la Société accordait une simple mention ; la Commission s'aperçut bientôt qu'elle dépassait la limite du crédit accordé. Il lui fallait soit réduire le degré de la récompense, soit solliciter de votre bienveillance un surcroît de crédit ; c'est à ce dernier parti qu'elle s'est arrêtée, espérant qu'elle vous ferait partager la satisfaction qu'elle

éprouvait elle-même en constatant l'existence de tant de mérites anciens qui tendent malheureusement à diminuer chaque jour.

Toutefois, cette situation l'obligeait à repousser d'une manière formelle ceux des candidats qui ne rentraient pas complètement dans les termes du programme; c'est ainsi qu'elle a dû éliminer quinze anciens ouvriers et ouvrières présentés par un des Inspecteurs départementaux qui vous sont le plus dévoués, parce que ces candidats, quoique très anciens serviteurs des maisons qui les présentaient, n'en étaient pas anciens apprentis et ne s'occupaient pas des apprentis.

Sur la demande de cet Inspecteur, nous avons transmis ces quinze dossiers à la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale, par l'intermédiaire de M. Ginestou; nous espérons que ces braves gens pourront recevoir là la récompense qui leur est due et voir ainsi diminuer nos regrets.

En résumé, la Commission a reçu 611 demandes; elle en a accordé 531. Mais pour donner à ces chiffres toute leur valeur et permettre de suivre les travaux de la Commission en les comparant à ceux des années précédentes, nous donnons ci-dessous les résultats similaires pour les trois dernières fêtes 1884, 1886 et 1888.

En 1888, comme les années précédentes, la Commission a pu décerner des livres offerts par M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, ainsi que des livres si précieux donnés par la SOCIÉTÉ POUR LA PROPAGATION DES LIVRES D'ART. Les remerciements qui nous sont parvenus à ce sujet témoignent du vif sentiment de reconnaissance éprouvé par les présentateurs, non moins que par les lauréats, en voyant la mention de ces deux éminents donateurs faite dans l'intérieur ou sur la couverture du livre.

Cette satisfaction était d'autant plus vive que pour les uns comme pour les autres, ces livres avaient une valeur hors ligne.

L'un d'eux, notamment, donné par M. le Ministre : *la Flore de la France*, orné de gravures coloriées, était tellement beau que nous n'avons pas cru pouvoir le décerner à un enfant; nous l'avons donné à M. Quéroy, inspecteur départemental à Arras, qui l'a offert, en dehors du palmarès, à une jeune fille de 18 ans, M^{lle} Sacleux, à Frévent, très méritante à tous égards, pour sa conduite à l'atelier et chez ses

parents, qui s'occupe avec le plus grand dévouement des enfants qu'elle surveille dans une école.

Un autre, donné par la Société pour la propagation des livres d'art, est resté sans emploi à cause de la matière un peu spéciale qu'il traite ; nous espérons trouver sa place à la première distribution des récompenses.

NATURE DES RÉCOMPENSES	1884	1886	1888
Mentions spéciales de reconnaissance		7	2
Rappels		1	
Médailles de vermeil	18	15	41
Rappel			
Médailles d'argent	55	79	123
Rappel		1	
Médailles de bronze	49	92	75
Rappel		1	
Mentions honorables (Adultes)	128	115	44
Livrets d'apprentis (Paris)	87	71	80
Livrets d'apprentis (Province)	83	60	37
Livres offerts par M. le Ministre de l'Instruction publique		11	10
Livres donnés par la Société pour la propagation des livres d'art		4	4
Livres donnés par la Société		58	77
Mentions honorables, apprentis (Paris)		11	14
Mentions honorables, apprentis (Province) . .		29	24
TOTAL	420	555	531
Plus, livres donnés par la Société et joints aux livrets de caisse d'épargne			20
	420	555	551
Nombre de lauréats présents à la fête. . .	140	137	159

Nous pensons que vous vous associerez à nous pour témoigner votre gratitude à M. le Ministre ainsi qu'à M. Guérillon, le sympathique secrétaire de la Société pour la propagation des livres d'art.

Une innovation très heureuse qui est due à M. Thomas, secrétaire de la Commission, consiste à faire gaufrer et dorer sur la couverture des livres donnés par la Société le nom de la Société et l'année de la fête. Cette petite dépense de 0 fr. 25 par volume est de nature à satisfaire le lauréat pendant toute

a durée du livre, en même temps qu'à propager le nom de la Société de la façon la plus heureuse ; nous pensons que, pour l'avenir, il sera bon d'avoir un fer spécial pour ce travail, ce qui donnerait une petite économie annuelle, en même temps que cela permettrait d'employer une meilleure disposition que celle qui a dû être adoptée cette fois.

Quant à la fête, vous avez pu le constater vous-mêmes, elle a parfaitement réussi : 159 lauréats se sont présentés à la Sorbonne ! Grâce à la bonne disposition adoptée depuis quelques années sur les indications de M. Thomas, et malgré le grand nombre d'enfants à faire circuler dans un espace restreint, tout s'est passé dans l'ordre le plus parfait et avec une grande rapidité.

Notre devoir est de signaler à votre attention que nous avons été aidés dans cette tâche de la distribution à la Sorbonne par M. Ginestou, MM. Louis et Émile Thierry, M. Lucien Bèche, membres de la Société et par deux agents de la Société d'Encouragement, MM. Bourderiou et Auguste Grelet. C'est à ces deux derniers que nous avons pu confier les écritures des diplômes, l'expédition des lettres, circulaires et récompenses ; ils se sont acquittés de leur tâche avec la plus grande exactitude et le plus entier dévouement.

Mais je ne veux pas terminer cette mention rapide des services rendus, sans vous signaler d'une manière toute particulière le zèle et le dévouement de M. Thomas, secrétaire de la Commission, pour mener à bien le long et minutieux travail de classement et de dépouillement des 614 bulletins de demandes ainsi que la rédaction des 531 notices qu'il fallait varier à l'infini pour le palmarès, en tenant compte, surtout, que la date de la fête qui avait été d'abord fixée au 15 juillet a été ensuite rapprochée au 1^{er} du même mois.

De plus, connaissant son jugement sûr et son dévouement infatigable, nous avons pu l'appeler à notre aide pour faire le choix des 94 livres donnés par la Société. Il a bien voulu nous y aider, ainsi qu'à leur répartition dans laquelle il est bon de tenir compte de l'âge, des antécédents et de l'état de l'enfant en même temps que du sujet traité dans le livre.

Et, comme il y avait un certain nombre de ces récompenses attribuées à des jeunes filles, nous avons eu la satisfaction de voir M^{me} Thomas se joindre à nous pour faire ce choix dans lequel son tact et son goût éclairé nous ont été des plus utiles.

Nous ne devons pas, non plus, oublier le concours dévoué qui nous a été accordé par la Maison Chaix, dont le chef vénéré est malheureusement éloigné de nous depuis plusieurs années.

Ce concours s'est manifesté par l'empressement qu'elle a mis à seconder nos efforts lorsque la date de la fête a été reportée du 15 au 1^{er} juillet, alors que les diplômes et le palmarès n'étaient pas encore imprimés.

Toutes les difficultés ont été levées grâce à l'obligeance de M. Berger et du personnel dévoué qu'il dirige.

Nous donnons ci-dessous le montant des dépenses relatives à la fête et nous mettons en regard le montant des dépenses de même nature effectuées en 1884 et 1886.

	1888	1886	1884
Imprimés, circulaires, diplômes, palmarès, tirage	816 95		
Frais de poste, lettres, expéditions.	308 75		
Frais divers	243 02		
Frais d'un auxiliaire	171 25		
Diplômes : écrivain.	106 00		
	1645 97	1479 40	1157 35
RÉCOMPENSES			
239 Médailles, vermeil, argent, bronze, gravure	2559 40	1595 94	1199 48
Livrets de Paris.	1185 00	735 00	1260 00
Livrets de Province.	545 00	905 00	625 00
Livres et reliure, dorure, etc	591 90	251 65	
Dépense totale.	6527 27	4966 99	4241 75
De laquelle il faut déduire :			
Reliquat des intérêts de la somme donnée à la Société par la Cl. 21. 92 00		92 00	92 00
Mandat envoyé par un industriel. 90 00			75 00
Récompenses accordées au nom du Comité des accidents de fabriques 347 00			
Médailles restées sans emploi. 65 00	594 00		
Dépense réelle.	5933 27	4874 99	4074 75

Comme dans les mêmes circonstances antérieures, le détail

est mentionné dans un registre spécial tenu par le Président de la Commission, pour être soumis à l'approbation des Censeurs, en même temps que l'état de la caisse.

Cette somme de 92 francs à déduire est le produit de l'intérêt de deux années d'une somme gracieusement donnée à la Société par la classe XXI, comme reliquat des dépenses des industriels, qui avaient pris part à l'Exposition de 1878, avec mention que l'intérêt serait employé tous les deux ans en prix distribués à la fête des récompenses.

La somme de 90 francs a été envoyée, au cours des travaux de la Commission, par un industriel qui aurait fort bien pu donner lui-même des livrets à des apprentis de sa maison, mais qui a voulu, dit-il, montrer la haute estime qu'il avait pour la Société en présentant ces apprentis comme candidats à vos récompenses, vous chargeant de remettre vous-mêmes les livrets de caisse d'épargne que ces candidats avaient mérités.

La Commission a cru devoir manifester sa reconnaissance à cet industriel, membre de la Société, qui désirait garder l'anonyme, en accordant un livre joint au livret, à chacun de ces apprentis.

Quant à la somme de 347 francs, elle est relative aux récompenses décernées au nom du Comité des accidents de fabrique ; la Société ayant pensé que cette dépense devait être supportée par ce Comité qui a une dotation particulière.

Enfin, la somme de 63 francs représente la valeur des médailles restées sans emploi, pouvant être utilisées à la prochaine fête.

La dépense réelle a été de	Fr. 5.933 27
Le crédit alloué était de	5.500 »
L'excédent des dépenses a donc été de	Fr. <u>433 27</u>

pour lequel la Commission tout entière vous prie de vouloir bien accorder un supplément de crédit.

Pour arriver à ce résultat, il me suffira, je l'espère, de vous faire connaître dans quelles conditions la Commission a fait ses travaux.

D'abord, jamais MM. les Inspecteurs et M^{mes} les Inspectrices ne s'étaient montrés aussi dévoués et aussi désireux de répondre aux sollicitations que nous leur avons adressées.

Il en a été de même pour les industriels, membres de la Société, qui nous ont adressé directement des candidats.

Il vous suffira de parcourir le palmarès pour vous faire connaître la grande quantité de mérites hors ligne que nous avons été appelés à récompenser.

C'est ainsi que vous verrez le nombre des médailles de vermeil qui était de 48 en 1884, de 15 en 1886, passer en 1888 à 41 ;

Et celui des médailles d'argent, qui était de 55 en 1884, de 79 en 1886, passer en 1888 à 123. Cette augmentation du nombre des médailles a été la cause d'augmentation de la dépense prévue.

Nous pensons que vous partagerez l'avis de la Commission en approuvant cette dépense, lorsque vous aurez pris connaissance des résultats obtenus.

Vous savez que, dans le but de rehausser la valeur des récompenses accordées en dehors de Paris, nous avons prié de tout temps le présentateur de vouloir bien remettre lui-même les récompenses à ses lauréats.

Plusieurs de ces présentateurs, parmi lesquels nous devons citer avec reconnaissance M. Linarès, Inspecteur divisionnaire, et quelques-uns de ses Inspecteurs départementaux, avaient déjà dans les années précédentes profité de cette occasion, pour faire quelques distributions solennelles au centre même de la région soumise à leur inspection.

Cette année, d'autres inspecteurs et quelques industriels, à l'annonce des récompenses accordées à leurs candidats, nous annoncèrent qu'ils avaient la même intention, estimant qu'une semblable fête était un excellent moyen de montrer la sympathie qu'ils éprouvaient pour la Société, en même temps que cela permettrait de récompenser plus dignement, et devant tous, les mérites qu'ils avaient signalés à votre attention.

Ils ont tenu parole et nous sommes assez heureux pour pouvoir vous donner quelques renseignements sur plusieurs de ces cérémonies.

Mais, à l'instant de vous signaler cette excellente mesure prise par quelques-uns des présentateurs de cette année, il est de notre devoir de vous rappeler que M. Linarès, Inspecteur divisionnaire, et la plupart de ses Inspecteurs départementaux en ont pris l'initiative depuis plusieurs années.

Déjà, en 1878, à la préfecture d'Orléans, la remise des récompenses accordées par la Société était faite par la Commis-

sion locale en présence du Préfet, sur l'initiative de M. l'Inspecteur divisionnaire.

En 1880, une distribution solennelle avait lieu à Nogent-le-Rotrou, dans la grande usine de MM. TIRARD, devant 300 ouvriers de l'établissement, en présence de l'Inspecteur divisionnaire, de l'Inspecteur départemental de l'arrondissement et des notables du pays.

C'est dans la même ville que, depuis cette date, la remise des récompenses a eu lieu tous les deux ans à la suite de la distribution des prix aux écoles de la ville.

Les lauréats y sont convoqués de tous les cantons de l'arrondissement.

L'Inspecteur divisionnaire se fait un devoir d'y assister ; il y rencontre de nombreuses autorités départementales : le Sous-préfet, le Maire de Nogent, les Conseillers généraux, des Députés.

Cette année, la cérémonie était présidée par M. Jacquin, Conseiller d'État.

M. le Dr Desplantes. Président de la Commission locale de l'arrondissement, y fait chaque fois un discours très goûté, dans lequel il donne aux jeunes ouvriers d'excellents conseils pour leur avenir ; disons aussi que M. le Dr Desplantes ajoute toujours, et à ses frais, quatre ou cinq livrets de 10 francs à ceux de la Société.

On voit que les Commissions locales ne sont pas toutes inactives et inutiles.

Chaque fois aussi, M. l'Inspecteur divisionnaire Linarès y prononce une allocution qui a souvent le mérite d'être le commentaire des lois.

C'est ainsi qu'en 1880, avant la promulgation de la loi sur l'instruction obligatoire, nous relevons le passage suivant de son discours qui a été publié par un journal de la localité :

» ... L'ouvrier français, qui a naturellement la supériorité du goût dans les travaux de l'art et de l'industrie, sera sans rival au monde, quand on aura assuré à tous ses enfants le développement normal des forces physiques et intellectuelles. Le travail réglé selon l'âge et les forces, le bien-être assuré par l'ordre et l'économie, l'instruction largement répartie à tous par l'école, voilà le grand but à poursuivre par tous ceux qui s'intéressent au progrès social. C'est l'objet des efforts de la Société de protec-

tion, c'est celui de la loi de 1874, c'est surtout celui d'un gouvernement populaire, qui sait qu'à l'élévation de la condition et de l'aptitude des travailleurs sont attachés l'avenir de l'industrie et l'avenir de la France... »

Et en 1884, cet hommage à une chère mémoire :

» ... Hélas ! depuis notre dernière fête de l'enfance ouvrière, la Société a eu la douleur de perdre son président, le grand Dumas, dont la signature placée sur nos diplômes leur donnait un prix infini. Cette perte, ressentie par tant de hautes institutions du pays auxquelles il présidait aussi, ne l'a été nulle part plus profondément que par la nôtre, plus modeste et qui se sentait grandie d'avoir à sa tête l'homme éminent dont le cœur, comme l'esprit, s'étendait à tous, et, des régions les plus élevées de la science et de l'industrie, savait descendre jusqu'aux petits ateliers de nos cités et exercer sa sollicitude sur nos jeunes apprentis, sachant bien qu'en élevant l'ouvrier et l'apprentissage professionnel, il travaillait à la grandeur et à la richesse de notre chère patrie... »

Nous donnons plus loin le compte rendu de la dernière distribution de 1888.

Quant aux distributions plus ou moins solennelles faites depuis dix ans dans les autres localités dont M. Linarès est l'Inspecteur divisionnaire, nous pouvons citer particulièrement MONTIGNY-SUR-AVRE (arrondissement de Dreux), où l'Inspecteur départemental est assisté de M. Edward VULLIAMY, chef industriel, membre perpétuel de la Société.

Nous pouvons également citer diverses usines où ces remises de récompenses ont été faites en présence de tout le personnel, notamment à CHATEAUDUN, à MANTES, à ÉTAMPES, à SAINT-CYR-L'ÉCOLE, à COULOMMIERS, à MONTEREAU, etc.

Dans cette dernière localité, le cas d'un lauréat nous permet de vous communiquer un récit plein d'intérêt.

Plusieurs lauréats appartenant à la grande manufacture de céramique dite de Montereau avaient pu venir recevoir leur récompense à la Sorbonne, mais l'un d'eux, empêché par son grand âge, 79 ans, n'avait pu faire le voyage et il se désolait, ayant peur de mourir avant de recevoir sa médaille de vermeil et de pouvoir la montrer à ses enfants et à ses amis.

M. Linarès avisé s'empressa de la lui faire parvenir et le directeur, M. Cendré, lui écrivait : « Je puis vous affirmer que

vous avez fait un heureux ! J'ai réuni tous mes chefs d'ateliers ; tout mon état-major pour former un auditoire ; j'ai retracé en quelques mots les mérites de ce vieillard et le but moralisateur de la Société de protection... Nous n'avions ni fanfare ni musique, mais notre petite réunion a été très touchante et le père Leroux, après avoir reçu l'accolade de son directeur, a été chaudement félicité par tous ses camarades. »

En 1888, la remise des récompenses s'est faite à NOGENT-LE-ROTRON avec une solennité particulière à la suite de la distribution des prix des écoles communales.

Il est toujours touchant de voir réunis pour une solennité de ce genre, l'élève, l'apprenti et l'homme fait, venant recevoir la récompense qu'il est permis de conquérir à ces trois étapes de la vie.

Cette réunion est un symbole que nous devons approuver sans réserve, car elle est comprise dans le programme tout entier des titres que la Société exige de ses candidats.

Ces Messieurs l'ont bien compris de tout temps et, cette année encore, la remise des récompenses a été faite par eux, comme ils le font depuis dix ans, à la distribution des prix de l'école.

Cette union des deux fêtes était d'autant plus heureuse que cette école joint à la direction des classes, de nombreux travaux manuels faits sous la surveillance de son éminent directeur, M. Nalot.

La distribution des prix a eu lieu avec une grande solennité sous la présidence de M. Jacquin, Conseiller d'État, Directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la Justice.

Nous lisons à ce propos dans le *Républicain de Nogent-le-Rotrou* du 12 août :

Bien longtemps avant l'heure la salle est remplie, nous nous y rendons. Nous admirons là les nombreux travaux de dessin, 250 spécimens des genres : académie, ornements d'après le plâtre, d'après l'estampe, dessins d'imitation, d'après nature, dessins à la plume, croquis à main levée et rapportés à l'échelle, spécimens de dessins de leçons collectives, etc.

A côté, ce sont les travaux manuels, depuis le pliage, le collage et le lissage du papier et du carton, jusqu'aux travaux d'ébénisterie, de sculpture et de marqueterie, de modelage et de moulage, travaux de fil de fer, en passant par les travaux élémentaires du bois, comme la découpeure, la menuiserie. En fait de découpeure, nous avons

admiré des travaux artistiques dus aux jeunes Provost, Gachelin, Buguet et Thireau, auteurs de coffrets, d'encriers style Renaissance, qui sûrement font honneur à leur goût autant qu'à leur dextérité de main.

Un guéridon et un lit à trois faces Louis XVI à doubles cannelures font aussi grand honneur à M. Nalot, qui dirige ces travaux en véritable artiste après en avoir lui-même composé le dessin.

Nous ne nous lasserions pas d'admirer, tant il y a à voir, mais deux heures sonnent. La fanfare municipale annonce par une ouverture bien exécutée l'arrivée des notabilités qui prennent place sur l'estrade.

Chaque année, et nous nous plaçons à le constater, au point de vue de l'intérêt que l'on porte à notre école communale, le nombre des fonctionnaires augmente à tel point qu'il faudra songer à agrandir l'estrade.

Nous avons remarqué à côté de M. le Président de la distribution, MM. le Sous-Préfet, le Président du tribunal, le Maire de Nogent, l'Inspecteur divisionnaire du département qui avait bien voulu représenter la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures, le docteur Desplantes, président de la commission locale de l'arrondissement, l'Inspecteur primaire, M. Bailly, président de la délégation cantonale, M. Durand, ancien procureur général, les officiers de la garnison et de la gendarmerie, les curés des trois paroisses, les adjoints au maire, les membres du Conseil municipal et un grand nombre de fonctionnaires.

M. Jacquin prend la parole et prononce une allocution très applaudie que nous ne pouvons malheureusement pas reproduire en entier, parce qu'elle s'éloigne de notre sujet, s'adressant principalement aux élèves de l'école, mais nous ne pouvons nous empêcher de citer la partie de cette allocution contenant les conseils qui peuvent s'adresser à tous avec fruit :

MES CHERS ENFANTS,

La tradition veut qu'avant de vous appeler à recevoir la récompense de vos travaux, le président de cette solennité vous adresse quelques paroles.

Rassurez-vous ; — malgré l'annonce du programme, mon intention n'est pas de vous faire un discours et je ne retarderai guère le moment impatientement attendu.

Mais la place que j'occupe ici me donne le droit et m'impose le devoir de vous adresser quelques conseils. Nous passerons ensuite à

la partie de ma mission la plus agréable pour vous — et pour moi : — Celle qui consiste à constater et à proclamer vos succès.

Vous avez tous pendant cette année bien travaillé, c'est entendu ; les nombreuses récompenses qui vous attendent en sont la preuve, — aussi tout le monde vous fait fête aujourd'hui, — vos parents sont là pour jouir de vos succès, vos maîtres triomphent et vous montrent avec orgueil. Nous qui sommes venus pour vous couronner, nous sommes heureux de nous trouver au milieu de vous, et c'est de tout cœur que nous applaudissons aux résultats acquis.

Nous y applaudissons surtout en regardant l'avenir, en constatant que si vos maîtres, avec un soin jaloux, ont fait de bons élèves, ils ont aussi préparé des hommes.

Il ne faudrait pas croire, en effet, que les résultats de cette année se trouvent tous dans la fête d'aujourd'hui, que si l'on vous a fait beaucoup travailler, c'est uniquement pour vous faire remporter des prix. Ces récompenses sont quelque chose, sans doute ; — Elles constituent un encouragement pour les plus laborieux, elles sont une excitation à mieux faire pour ceux qui, moins heureux, n'y participent pas. Elles ne sont jamais à dédaigner.

Mais il est une autre distribution qui vous attend, d'autres récompenses que vous aurez à recueillir plus tard, et qui seront d'autant plus nombreuses et d'autant plus précieuses que vous aurez mieux travaillé, que vous aurez écouté avec plus d'attention les enseignements qui vous sont donnés.

Vous m'avez bien compris et vous y avez certainement réfléchi souvent. Vous n'êtes pas destinés à rester perpétuellement sur les bancs de l'école. Déjà, les aînés d'entre vous vont les quitter pour entrer dans la vie.

Des devoirs divers vous y attendent tous. Agriculteur, ouvrier, négociant, employé, il faudra gagner votre existence et plus tard celle d'une famille que vous vous créerez. Si vous avez su tirer profit des leçons de l'école, si vous vous êtes instruits aux enseignements que vous avez reçus, vous verrez combien la vie vous sera facilitée, combien les difficultés seront aisément vaincues.

Quelle que soit la profession que vous adoptiez, vous trouverez souvent l'occasion d'appliquer ce que vous avez appris dans votre jeunesse, vous ferez prospérer votre métier et vous pourrez marcher hardiment dans la voie du progrès, vous assurerez votre bonheur et vous contribuerez pour votre part à la prospérité de notre chère France. C'est alors que vous sentirez tous les bienfaits de cette instruction que la République a voulu répandre à profusion et vous n'oublierez pas dans votre reconnaissance les maîtres qui auront mis une arme aussi puissante entre vos mains.

Et plus loin comme une heureuse péroration :

Vous venez à la vie à un moment où notre pays, après avoir effacé la trace de douloureux désastres, a reconquis sa place dans le monde et repris confiance dans ses destinées. Depuis près de vingt ans la République a prodigué des millions pour nous donner l'armée solide et brillante qui nous fait respecter de l'étranger. Elle a, avec une égale prodigalité, dépensé beaucoup d'argent pour les écoles, comprenant que plus une nation est éclairée plus elle est forte, unie et libre.

Profitez-en, mes chers enfants ; soyez appliqués dans vos études, écoutez vos maîtres qui vous font travailler pour votre bien, soyez à leur égard dociles et respectueux ; préparez-vous à la vie ; fortifiez votre corps, votre cœur et votre esprit : vous serez des hommes de bien, vous vous assurerez une existence heureuse, vous serez toujours prêts à lutter pour les libertés de votre pays contre les entreprises dont elles pourraient être l'objet, et prêts à combattre au besoin jusqu'au sacrifice de la vie, pour la défense du sol national.

Et maintenant : Vivent les prix ! Vivent les vacances !

A ce moment a lieu la distribution des prix aux élèves de l'École et la remise des récompenses décernées par M. le *Ministre de la guerre* aux élèves de la circonscription de *Nogent-le-Rotrou*, qui se sont le plus distingués au tir, aux exercices gymnastiques et militaires.

A cette solennité a succédé ce qu'on appelle la fête de la Jeunesse ouvrière.

M. *Linarès*, inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie, est venu, comme il le fait tous les deux ans, apporter un complément de couronnes décernées soit aux apprentis, soit aux vétérans qui ont quitté naguère l'école pour l'apprentissage et qu'il a bien voulu se charger, avec M. *Bâtard*, inspecteur départemental, de remettre au nom de la Société de protection des apprentis.

Nous sommes heureux de pouvoir donner *in extenso* l'allocation de M. *Linarès*, rendant justice à son dévoué collaborateur M. *Bâtard*, allocation dans laquelle l'orateur fait ressortir avec un grand bonheur d'expression le lien qui existe entre les leçons de l'instituteur et l'apprentissage.

M. *Bâtard*, notre inspecteur d'arrondissement, dit M. l'Inspecteur divisionnaire, sait si bien rechercher, sinon faire éclore les

mérites, qu'il a eu une belle part dans les prix de la Société de protection. C'est du reste un moyen de prolonger la durée, l'influence des leçons de l'instituteur ; et l'avenir de l'industrie française est essentiellement lié aux progrès de l'enseignement populaire. Car plus le jeune ouvrier sera instruit, préparé par l'étude, par la discipline scolaire, la connaissance du calcul, du dessin, plus il aura de ressources pour réussir dans un métier, où d'avance l'ouvrier français, par un privilège de nature, de sol ou de race, apporte une supériorité de goût, qui met dans son outil quelque chose de l'artiste et donne à son œuvre la plus modeste, même vulgaire, un cachet, une valeur que les autres peuples nous disputent et nous disputent longtemps en vain.

Et même quand ils devront quitter l'atelier pour les camps, nos ouvriers soldats, non pas plus braves que leurs aînés, qui le furent entre tous, mais plus instruits, plus capables individuellement, assureront mieux encore la force et la fortune de la France régénérée.

Donc, apprenez et travaillez, jeunes gens, tout est là. La lutte pour la vie est de plus en plus difficile, et on ne saurait être trop et trop tôt armé pour se faire sa place. L'état social accuse des souffrances et traverse une crise qui demande le concours de toutes les bonnes volontés. Et, ici, j'aime à relever un témoignage que je trouve dans les rapports de notre cher inspecteur d'arrondissement, je veux dire le bon accord qui existe entre patrons et ouvriers, formant ensemble comme une grande famille où les intérêts sont solidaires et où ne pénètrent pas les questions brûlantes qui s'agitent ailleurs et qui causent des ruines et des misères, en poursuivant des solutions que le temps et le calme des esprits peuvent seuls amener. Ici, pas de grèves à redouter, et, si le travail diminue, les ateliers ne se ferment pas et l'on se résigne à faire des journées moins nombreuses et plus courtes en attendant les temps meilleurs. C'est de la sagesse, et la meilleure garantie du bien-être des travailleurs, comme de la sécurité des chefs d'industrie.

Mais j'oubliais qu'à Nogent je n'ai jamais à faire un discours, attendu que l'honorable président de la commission d'arrondissement, M. le Dr Desplantes, nous réserve chaque fois des leçons tout à fait appropriées au sujet et au pays ; et je m'empresse de lui céder la parole, heureux d'avance, comme tous ici, de l'entendre et de l'applaudir, en le remerciant de son fidèle et généreux concours.

M. le Dr Desplantes prend ensuite la parole et, dans un discours plein de bons conseils et très imagé, il engage les jeunes gens à apprendre leur état par un apprentissage sérieux ; il prouve par des exemples que la liberté doit s'acquérir par le travail.

Nous extrayons de ce discours très applaudi les deux passages dans lesquels il donne ces conseils et pose ces principes.

Mesdames, Messieurs,

Nous venons ici pour encourager les jeunes écoliers et jeunes apprentis. A cette bonne intention je joins le désir de leur être utile en leur donnant un bon conseil. Persuadé que vous aimez la vérité tout entière, je ne la voilerai pas pour dire à ces jeunes gens ce que je crois devoir leur être avantageux.

Ceux d'entre vous qui sont en relation avec les maîtres ouvriers ont souvent entendu dire que les apprentis faisaient défaut, que les jeunes gens ne voulaient pas s'astreindre à apprendre convenablement un métier; qu'ils préféreraient entrer dans une usine sans apprentissage préalable.

L'emploi de plus en plus fréquent, dans l'industrie, des machines perfectionnées, a pour effet l'entrée dans les usines de l'ouvrier sans instruction professionnelle. Si par des accidents divers : concurrence lointaine, encombrement des produits, etc., la machine cesse de marcher, l'ouvrier tombe à plat, sans être capable de faire ailleurs un travail rémunérateur.

Ami sincère des jeunes ouvriers, je tiens à les avertir qu'ils ont besoin d'apprendre bien un métier, c'est-à-dire qu'ils doivent savoir travailler soit le bois, soit le fer, soit la pierre, pour que partout ils puissent tirer parti de leur activité et qu'ils ne soient pas les simples serviteurs d'une machine, qu'ils doivent faire un apprentissage sérieux pour acquérir un instrument de travail toujours à leur disposition, pour que, en étant utiles aux autres, ils arrivent à se créer une situation, qui leur assure le bien-être et l'indépendance; pour que dans la vie, quelles que soient les circonstances malheureuses dans lesquelles ils se trouvent, ils puissent sans trop de désavantage, combattre dans la lutte pour l'existence.

Et plus loin :

Si vous voulez m'accorder encore quelques instants, je vais tâcher de vous indiquer le chemin qu'il faut suivre pour arriver à la liberté.

Les principales carrières qui vous sont ouvertes peuvent se diviser facilement en deux classes bien distinctes :

1^o La classe des employés dans les grandes administrations publiques et privées et dans les grandes usines;

2^o La classe des artisans, c'est-à-dire des ferblantiers, cordonniers, maçons, etc., j'y mettrai le cultivateur.

Pour entrer dans la première catégorie d'employés, il n'est pas nécessaire de faire un apprentissage sérieux, il suffit d'être en

bonne santé, de disposer d'une certaine force, et d'avoir un peu d'intelligence. En très peu de temps, des contremaîtres mettent au courant l'ouvrier destiné à surveiller la machine.

Avec de l'assiduité au travail et un peu de bonne volonté, tout marche à souhait pour le jeune homme qui, en très peu de temps, arrive à recevoir une paie aussi forte que l'ouvrier travaillant depuis longtemps. Cet avantage de gagner promptement est contrebalancé par bien des inconvénients. Le plus grand pour le travailleur est de ne pas connaître un métier qu'il puisse faire en tout temps et partout, de ne pouvoir plus tard devenir *patron*. Car les difficultés sont immenses pour un fils de prolétaire à pouvoir arriver à élever une grande entreprise, une usine qui puisse rémunérer son fondateur. Dans une grande administration, l'homme doit y entrer sans grand espoir d'arriver à une situation supérieure.

Dans les grandes usines, l'emploi des machines a pour effet de réunir dans un même lieu un grand nombre de travailleurs, obligés de surveiller sans cesse les appareils en fonctions, et, sous peine de pertes considérables et d'accidents redoutables, pour lui et ses compagnons d'atelier, chacun doit rester à son poste jusqu'à ce qu'il soit remplacé. Chacun et tous doivent arriver à l'heure où le moteur puissant est mis en mouvement. Ce moteur ne peut marcher ou être arrêté à la volonté d'un seul ou de quelques-uns; il commande à tous, et tous, doivent commencer et finir le travail avec lui. Autrement aucune grande industrie ne serait possible.

Si vous vous décidez à entrer dans la classe des artisans, tailleurs, boulangers, etc., dès l'abord vous éprouverez certainement des ennuis. Il faut être soumis au maître ouvrier, au patron qui, parfois, vous feront avec rudesse remarquer votre maladresse, votre incapacité. Votre amour-propre sera blessé bien des fois. Vous serez forcés de donner votre premier travail sans rémunération, de sacrifier quelques années pour saisir les secrets, les tours de main du métier, pour acquérir l'habileté, l'adresse suffisantes pour bien confectionner l'objet que vous livrerez plus tard au consommateur.

« Il faut forger pour devenir forgeron. »

Mais sortis d'apprentissage, vous possédez une aptitude, un talent qui vous suivra partout, vous possédez un capital qui peut vous mener à la fortune si vous savez vous en servir. Devenus ouvriers habiles, estimés pour votre bonne conduite, ou vous ouvrez un atelier, ou vous remplacez votre patron dans son établissement.

Vous êtes devenus hommes libres!

Charbonnier maître chez lui.

Viennent ensuite, parmi les Inspecteurs :

M. LANDOIS, à Nantes.

M. QUÉROY, à Arras.

M. BERNOT, président de Commission locale à Troyes et, parmi les industriels :

MM. MAME et fils, à Tours.

M. COLCOMBET, à Saint-Etienne.

M. OBERTHÜR, à Rennes.

M. LECOUSTELLIER, à Abbeville.

Nous sommes sans détails sur les fêtes organisées par M. LANDOIS.

Mais, nous pouvons vous donner des détails précis sur celle qui a été organisée par M. Quéroy, à Arras.

M. QUÉROY, que nous avons l'honneur de connaître personnellement, a su obtenir dans son département les résultats les plus heureux.

Bien placé pour apprécier les efforts des industriels qui travaillent avec dévouement et souvent avec beaucoup de sacrifices, à l'instruction, au bien-être et au relèvement moral de leurs ouvriers et apprentis, il a pu nous signaler avec autorité les noms de ces industriels, de leurs dévoués collaborateurs, de leurs serviteurs et de leurs apprentis méritants.

Dans un autre ordre d'idées, il a pu également nous signaler les noms des inventeurs et industriels qui ont appliqué leurs soins à préserver leur personnel, ouvriers ou apprentis, des accidents si nombreux dans les fabriques ou dans les mines.

La liste est longue des services quelquefois obscurs, mais souvent dévoués jusqu'à l'abnégation, qu'il a rencontrés dans le département si industriel du Pas-de-Calais.

C'était une fête pour la Commission d'avoir à récompenser les instituteurs et les institutrices laïques ou congréganistes si dévoués à l'instruction des enfants, autrefois si négligés, destinés au travail des mines. On sent la bonne direction et l'amour de l'humanité dans le cœur des industriels et des directeurs d'usines qui ont su créer ces institutions et développer ces dévouements.

Et ces ouvriers, ces ouvrières, quelquefois employés depuis 50 ans dans l'usine où ils ont fait leur apprentissage ; si dévoués à leur famille et aux apprentis qui leur sont confiés.

Quant aux apprentis, il est permis déjà de voir naître chez eux les excellents sentiments qui résultent de leur bonne instruction scolaire et professionnelle :

Beaucoup sont travailleurs, économes et dévoués à leur famille.

C'est dans ces conditions que la Commission a été heureuse d'accorder 61 récompenses aux candidats du PAS-DE-CALAIS, présentés par M. QUÉROY :

9	Médailles de vermeil ;
22	Médailles d'argent ;
6	Médailles de bronze ;
3	Mentions honorables adultes ;
5	Livrets de caisse d'épargne ;
16	Livres.

TOTAL. . . 61

La liste des Lauréats a été dès le premier jour publiée dans plusieurs journaux de la localité.

Mais c'était peu pour M. Quéroy : bien certain de l'appui de M. LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS, qui s'intéresse si vivement à ces questions d'instruction et d'apprentissage ; et pouvant compter sur la sympathie des membres du Conseil général, il a obtenu le concours d'un grand nombre d'industriels pour organiser dans le manège de la gendarmerie à Arras une fête des mieux réussies qui a fait honneur à son goût comme organisateur, en même temps qu'elle montrait son dévouement pour cette cause qui est la nôtre aussi, celle de l'enfance ouvrière et de l'ouvrier. La fête devait avoir lieu le 5 août.

M. Quéroy nous fit part de ses intentions ; et, désireux de relier la fête d'Arras à celle que vous aviez donnée le 1^{er} juillet à la Sorbonne, demanda que la Société voulût bien se faire représenter par un délégué.

Le Conseil d'administration, saisi de la question, se montra immédiatement disposé à répondre favorablement au désir exprimé par M. Quéroy — mais, désireux avant tout de manifester à M. Quéroy sa reconnaissance pour les services rendus en même temps que sa haute estime, il exprima le désir que M. Quéroy voulût bien accepter lui-même ce rôle de délégué chargé de représenter la Société à cette fête d'Arras qu'il avait si bien organisée ; au milieu de toute la population dont il était connu et qui lui était si sympathique.

Sachant que M. le Préfet devait honorer la distribution de sa présence, notre éminent secrétaire général, M. Léon Renault, voulut bien écrire une lettre à M. le Préfet pour l'informer que M. Quéroy était nommé délégué de la Société, en même temps qu'il approuvait le choix qui avait été fait comme Président, de M. VIALA, INGÉNIEUR DES MINES, agent général des mines de Liévin, membre de la Société.

Tous les membres du Conseil d'administration de la Société savent comment cette fête a été organisée ; ils ont reçu de M. Quéroy une invitation à titre personnel pour y assister ; un plan de la salle et une vignette représentant la décoration des murs, ornés très heureusement de trophées formés avec les outils des ouvriers de tous les états du Pas-de-Calais.

Quant à la distribution elle-même, nous croyons pouvoir intéresser les membres de la Société en leur en communiquant quelques détails de son exécution qui a eu lieu le 3 août.

Étaient présents :

M. Serr, conseiller de Préfecture, représentant M. le Préfet, empêché.

Président : M. Viala, ingénieur des Mines, Agent général des Mines de Liévin.

MM. Allayrac, Crépin, Dinoire, Pougerolles, Jourdan, Jardel, ingénieurs des Mines.

MM. Ridoux, inspecteur d'académie ;

Jaraczewski, inspecteur divisionnaire de la 9^e circonscription ;

De Mallestie, principal du Collège ;

Longlet et Ledieu, conseillers d'arrondissement, professeurs du Collège municipal de la ville ;

Loriquet, archiviste du département ;

Carlier, inspecteur des Enfants assistés ;

Schmidt, maire de Liévin, inspecteur primaire ;

Officiers de la garnison.

De nombreux industriels, instituteurs, institutrices, invités et dames invitées de la ville, etc., etc.

La musique « Fanfare de Liévin », au nombre de 90 exécutants, prêtait son concours à cette fête.

Voici ce qu'en dit un journal de la localité, *l'Avenir d'Arras*, qui nous est parvenu :

Donc, premier succès pour la décoration de la salle qui présente un coup d'œil charmant. La baguette magique de l'habile organisateur M. Quéroy, a transformé ce vaste manège, d'ordinaire nu et monotone, en une exposition industrielle qui pour être improvisée, n'en est pas moins des plus pittoresques et des plus instructives.

A moi la plume dont se servait le bon Homère pour ses interminables énumérations. Voici Blanzv-Poure et ses plumes métalliques dont un tableau nous enseigne l'intéressante genèse ; voici les soies grèges de la maison Neyme, de Nordausques, les empreintes antédiluviennes des houillères du Pas-de-Calais, un splendide trophée de de la maison Pochebonne, d'Hermies, les échantillons de tulles et dentelles de Calais, les panoplies d'outils de mineurs, les jutes de la fabrique Détraux, à Arques, les étoffes et les lins de Frévent, les pipes de Saint-Omer, l'horlogerie de Ruyaulcourt, la mégisserie d'Hesdin, etc. Et j'oublie encore le navire des charpentiers de Boulogne. Car rien ne manque à cette exposition, pas même l'exquise chicorée, la sans rivale, la chicorée des chicorées, celle de la maison Humez, de Sauchy.

La vaste salle est des mieux garnies. Nombre de dames et conséquemment de toilettes. Sur la scène, aux côtés de M. Viala, ingénieur-directeur des mines de Liévin, MM. Serr, conseiller de préfecture représentant M. le préfet du Pas-de-Calais, Lenglet, Ridoux, Ledieu, Carlier, Loriquet, Schmidt, maire de Liévin, Dinoire, ingénieur, capitaine de Parfouru, et l'excellent M. Quéroy, qui a l'œil à tout, met la main à tout, en un mot dirige tout.

La musique se fait entendre, une brillante polka fait l'ouverture. Maintenant, aux choses sérieuses. M. Viala se lève et prononce le remarquable discours que voici :

Mesdames, Messieurs,

Ayant été le premier, parmi les directeurs de compagnies houillères, à faire partie de la Société de protection des enfants et apprentis employés dans l'industrie, j'ai eu l'honneur d'être choisi, à ce titre, pour présider la distribution de prix départementale aux lauréats de cette Société à l'exclusion de collègues plus méritants. Je me félicite néanmoins beaucoup de cet honneur, quelque immérité qu'il soit, puisqu'il me procure l'occasion de faire connaître à mon tour cette œuvre bienfaisante, dont je vous demande l'autorisation de faire passer rapidement sous vos yeux le but et les moyens d'action.

La Société de protection des enfants et apprentis employés dans l'industrie est le résultat d'une pensée généreuse venue à quelques hommes, amis de l'enfance, frappés de ce que l'initiative privée peut

faire lorsque la bonne volonté, l'intelligence et le cœur, se trouvent réunis pour accomplir une bonne œuvre.

Fondée en 1866, reconnue d'utilité publique en 1868, elle s'occupe de toutes les questions qui se rattachent à l'apprentissage et publie un bulletin résumant chaque trimestre tout ce qui se fait en France et à l'étranger à ce point de vue.

Par ses comités, elle fait étudier chaque jour les lois, décrets et règlements qui interviennent pour régler les rapports des maîtres et des apprentis et propose les modifications jugées les plus utiles.

Elle s'occupe du placement des jeunes ouvriers et a créé, à Paris, plus de 600 contrats d'apprentissage dont elle surveille l'exécution, en conciliant les intérêts de ses pupilles avec les justes exigences des industries dont quelques-unes luttent si difficilement contre la concurrence étrangère. Elle peut ainsi apprécier les efforts d'un grand nombre de compagnies, d'industriels, d'instituteurs, de contre-maîtres et d'ouvriers pour arriver à un bon résultat et, tous les deux ans, elle distribue des récompenses proportionnées aux mérites des personnes qui lui sont signalées.

L'émulation produite ainsi est considérable, nos jeunes ouvriers en ressentent les effets et le but de la Société se trouve atteint.

331 récompenses ont été accordées cette année. Sur ce nombre le département du Pas-de-Calais en a obtenu 61. plus du dixième ! Aussi par une dérogation à ses habitudes, que je considère comme très heureuse, le comité administratif a bien voulu autoriser une distribution départementale, la première depuis la fondation. J'espère que cette solennité, en faisant mieux connaître la Société, portera des fruits, et que nos jeunes apprentis en retireront un surcroît de soins affectueux et dévoués.

Permettez-moi, au nom de la Société de protection, de remercier les autorités civiles de notre département d'avoir bien voulu honorer de leur présence cette fête de l'enfance ouvrière ; nous y comptons du reste, sachant combien toutes ces questions sont suivies par elles avec le plus grand intérêt.

Je remercie également les autorités militaires ici présentes. Une fête de ce genre ne pouvait les laisser indifférentes ; le but poursuivi par la Société de protection n'est-il par en effet de préserver les jeunes apprentis, les soldats de demain, contre les accidents qui peuvent les mutiler ; de les instruire pour en faire des ouvriers honnêtes et disciplinés, qui conserveront ces qualités le jour où ils échangeront l'outil contre le fusil, le vêtement de travail contre l'uniforme militaire ?

Enfin, merci, Mesdames, merci, Messieurs, d'avoir bien voulu rehausser l'éclat de notre fête en répondant à notre invitation par votre présence.

Dans un instant M. Quéroy, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, et délégué de la Société de protection procédera à la distribution des récompenses. Notre fête de ce jour est son œuvre et c'est à lui que doit en revenir tout l'honneur.

Dans ses inspections quotidiennes, M. Quéroy a pu se rendre compte du dévouement des personnes qui s'occupent de l'enfance ouvrière et apprécier les mérites des jeunes apprentis ; c'est sur ses propositions qu'ont été accordées la plupart des récompenses et c'est par lui qu'un grand nombre d'industriels connaissent notre Société et en font partie. Il s'est ainsi créé des auxiliaires là où il pouvait trouver des indifférents, presque des adversaires ; il a préféré avoir à récompenser qu'à punir et nous ne pouvons que le féliciter d'avoir choisi cette voie qui est certainement la meilleure. C'est de l'habileté, l'habileté de bon aloi qu'il serait à désirer de voir souvent employer, car elle est destinée, pensons-nous, à donner de magnifiques résultats pour le bien des jeunes ouvriers dans notre région particulièrement industrielle.

Je ne terminerai pas sans féliciter très hautement les lauréats d'avoir su mériter le grand honneur d'être distingués pour une cause aussi noble que celle de la protection de l'enfance.

Honneur à vous, instituteurs, pour avoir si bien rempli la difficile mission d'instruire et d'éduquer moralement la jeunesse ouvrière.

Honneur à vous, industriels et contremaîtres, qui élevez avec tant de soins une génération d'ouvriers laborieux et habiles dans leurs métiers, préparant ainsi la victoire dans la lutte industrielle engagée par toutes les nations.

Enfin, honneur à vous, enfants, qui reconnaissez par votre amour de l'instruction et du travail les attentions dont vous êtes entourés. Rappelez-vous que comme noblesse, succès oblige ! Persévérez dans cette voie et continuez à servir d'exemple ; vous y trouverez, outre la satisfaction personnelle du devoir accompli, celle d'avoir participé à la grandeur de notre chère patrie.

Voici le discours de M. Quéroy :

Mesdames et Messieurs, mes jeunes amis,

J'ai écouté comme vous tous, avec le plus vif intérêt, le discours que vous venez d'entendre ; comme vous tous, j'ai applaudi aux bons conseils, aux paroles de bienveillance et d'encouragement qui viennent d'être adressées, dans un langage élevé, à cette jeunesse ouvrière, aux nombreux lauréats qui sont assis à nos côtés et qui recevront dans un instant les récompenses qu'ils ont si bien méritées.

Notre président d'honneur, M. Viala, vous a fait connaître le but

de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures et il a apprécié dignement le concours des hommes dévoués qui en font partie et qui ne reculent devant aucun sacrifice pour entourer, dès l'enfance, le jeune ouvrier d'une surveillance tutélaire.

Délégué par la Société de protection pour la représenter à cette première fête solennelle et industrielle, je vous demande la permission, Mesdames et Messieurs, de vouloir bien me permettre d'adresser à ces hommes dévoués, en votre nom, en celui des lauréats et au mien, l'assurance de notre profonde reconnaissance.

J'avais espéré que M. le Préfet, qui s'occupe avec le plus vif intérêt de notre industrie nationale et de l'avenir de nos jeunes ouvriers, pourrait assister à cette première fête. Des devoirs impérieux le retiennent malheureusement loin de nous.

Cela dit, Mesdames et Messieurs, je tiens à proclamer bien haut les services rendus à notre cause par les écoles de notre bassin houiller.

En ce qui concerne les écoles attachées aux mines et aux établissements industriels, elles ont été établies dans le but de donner une bonne instruction à tous les enfants des Compagnies. Elles reçoivent les enfants dès l'âge de trois ans à l'école maternelle. Puis en passant successivement par toutes les classes, les élèves arrivent tous à posséder l'instruction exigée par l'article 9 de la loi de 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures.

Beaucoup d'élèves munis du certificat primaire suivent les cours du soir et arrivent au certificat d'études. Aussi peut-on dire que l'instruction obligatoire existe réellement dans le bassin houiller du Pas-de-Calais et dans les écoles de Boubers et de Cercamp-les-Frévent.

L'enseignement donné dans les écoles est avant tout moral, pratique et civique. Il porte sur les matières énumérées dans la loi sur les écoles primaires élémentaires. Il dépasse quelquefois ces programmes, car les Compagnies préparent certains élèves pour en faire de bons écrivains à la comptabilité.

D'autres entrent aux écoles des maîtres mineurs, à Alais et à Douai ; et quelques-uns ont su faire leur carrière dans l'armée et y conquérir les épaulettes d'officier. Les Compagnies présentent aussi des élèves au concours pour l'obtention de bourses de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire supérieur. Plusieurs sont au lycée de Douai, au lycée Jeanson de Sailly, à l'Ecole des arts et métiers, et enfin, un certain nombre ont subi avec succès l'examen du volontariat.

Pour les élèves qui se destinent à l'Ecole des arts et métiers, les ateliers des Compagnies sont d'un utile secours : l'élève s'y rend

tous les jours après la classe et une partie de la journée du jeudi, pour apprendre à travailler le bois, le fer et se familiariser avec les outils et les machines.

Par cet exposé rapide, vous voyez donc, Mesdames et Messieurs, que les Compagnies houillères prennent l'enfant dès qu'il est apte aux études les plus élémentaires pour ne l'abandonner que quand il a atteint sa maturité.

L'école maternelle le soustrait aux dangers de la rue, tout en faisant sa première instruction.

Les écoles élémentaires donnent à tous les connaissances et les principes indispensables pour en faire de bons ouvriers et d'honnêtes pères de famille.

Les cours d'apprentis viennent compléter cette première éducation et permettent à ceux qui ont l'amour de l'étude d'acquérir assez d'instruction pour devenir employés, surveillants, porions, etc.

D'autres écoles qui méritent d'être signalées, sont celles de Cercamples-Frévent et de Boubers-sur-Canche, dues aux généreux sacrifices de leur chef, M. Luglien-Leroy. En 1885, M. Luglien-Leroy organisa à Boubers une école semblable à celle de l'établissement de Cercamp. Pour ces écoles, le traitement de chaque instituteur est de 1,200 francs par an, avec grande habitation et jardin. A Boubers comme à Cercamp, tous les objets et fournitures classiques sont délivrés gratuitement.

Le but poursuivi par le chef d'établissement n'est pas seulement de donner de l'instruction aux enfants, mais encore et surtout de développer leur intelligence, de leur donner des idées saines, de leur faire connaître et aimer d'autres distractions que celles du cabaret; aussi une importance toute particulière est-elle donnée à l'après-midi du dimanche spécialement consacrée à l'éducation des enfants.

Dans ce but, M. Luglien-Leroy a chargé sa fille aînée de s'occuper des filles, de les accompagner, de causer avec elles, pendant que les instituteurs utilisent le mieux possible l'après-midi du dimanche, en faisant avec les garçons des promenades instructives dans les environs.

Vous voyez donc, Mesdames et Messieurs, par ces exemples les instituteurs et institutrices, contremaitres, contremaitresses, chefs-porions, etc., former des générations successives de jeunes gens instruits qui feront plus tard de bons ouvriers.

Et vous, mes jeunes amis, suivez ces voies fécondes dans lesquelles on vous trace un large sillon. Vous êtes les pupilles de cette grande armée de la paix dont les conquêtes ne coûtent ni larmes ni deuil, où les vaincus acclament parfois les vainqueurs, où les regrets de la défaite ne laissent ni amertume ni haine au cœur! Ah! c'est que dans les luttes du travail et de l'industrie les combattants

ne dévastent pas le champ clos ; la lutte ici crée la richesse, et la victoire ne couronne que le travail, l'intelligence et le dévouement. Marchez donc dans cette voie et ayez toujours pour programme et pour devise ces mots : travail, discipline, respect, reconnaissance !

N'oubliez pas que le travail est la loi de l'humanité tout entière ; il est la condition même de notre existence.

Le poète, l'artiste, qu'ils manient la plume, le pinceau ou le burin, travaillent alors qu'ils créent ces œuvres qui font l'admiration du monde ; l'industriel, le négociant, travaillent lorsqu'ils combinent les organes d'une machine ou déterminent les calculs d'une vaste opération commerciale ; à son tour, l'ouvrier remplit la même tâche, lorsqu'il apporte à l'œuvre commune la collaboration de sa force et de son intelligence. Tous, sans distinction d'origine, nous obéissons à la loi de notre nature. Le paresseux est un être inutile, et, pour parler le langage des économistes de notre temps, c'est un consommateur qui ne produit pas. Or, consommer sans produire, c'est tendre à la ruine pour les individus comme pour les peuples. Travaillez donc ; ayez l'amour du métier et portez à l'atelier cette joie de la jeunesse qui fait les cœurs généreux comme elle conserve les santés robustes.

Mais le travail sans la discipline n'aurait que des résultats incomplets.

La discipline de l'apprenti envers les contremaîtres, des contremaîtres envers les chefs d'atelier, de tous envers la pensée qui dirige, c'est l'ordre qui assure le succès dans l'entreprise poursuivie. Les ateliers, comme les sociétés, ne peuvent vivre que par l'ordre et la loi.

Cette obéissance à la règle, ce respect de l'expérience et du savoir n'altèrent en rien, d'ailleurs, croyez-le bien, l'orgueilleuse indépendance de notre esprit ; pour vous, mes enfants, cette obéissance n'efface ni la spontanéité ni l'élan ; elle enseigne ce que le temps confirmera, je l'espère, et d'apprentis, elle fera de vous des ouvriers, des chefs de maison, peut-être. Soyez donc reconnaissants envers ceux qui préparent ainsi votre avenir. Aimez ceux qui vous aiment, le maître qui vous initie aux secrets de son art, le patron dont la parole bienveillante encourage vos efforts et récompense vos premiers travaux.

Et vous, Messieurs les ingénieurs et chefs d'industrie, continuez à apporter, d'année en année, un concours plus actif encore à cette œuvre si féconde pour la prospérité de notre pays.

J'en ai dit assez, Mesdames et Messieurs, pour justifier la place d'honneur de la Société de protection des enfants dans les manufactures au nombre des institutions les plus utiles à la jeunesse ouvrière. Mais, en terminant, je veux proclamer bien haut les efforts

persévérants des ingénieurs et industriels pour leur grande sollicitude envers leur personnel, remercier les instituteurs et institutrices de leur dévouement aux enfants des écoles attachés aux établissements industriels et féliciter enfin les contremaîtres et les contremaîtresses chargés de surveiller nos pupilles et de leur apprendre les premiers éléments de leur métier.

Soyez persuadés que j'éprouve une bien vive satisfaction en adressant à tous mes remerciements : à vous, Mesdames, aux autorités civiles et militaires et à vous aussi, Messieurs, ainsi qu'aux lauréats venus de l'extrémité de notre département pour recevoir leur récompense.

Votre présence à cette fête solennelle, industrielle et départementale sera un premier encouragement pour ceux qui, après nous, se voueront à cette haute mission d'instruire et d'élever moralement la jeunesse ouvrière ; fortifions-les par nos exemples, qu'ils préparent au pays un avenir de plus en plus prospère en élevant dans le respect de toutes les choses grandes et nobles des générations qui sont pour nous l'image vivante de la Patrie.

C'est là l'enseignement qu'il faut tirer de cette solennelle journée. A vous, enfants des ateliers, il appartient de vous en pénétrer et de nous prouver que vous avez compris, en devenant un jour des ouvriers laborieux et d'honnêtes citoyens.

Enfin, on va distribuer les prix aux lauréats. Très cordiale et très touchante, cette distribution de prix. Ces lauréats sont de tout rang, de tout âge, de tout sexe. On vient de couronner un ingénieur, M. Dinoire, pour les services qu'il a rendus à la classe ouvrière, on a couronné ensuite un porion. Après un bambin de 14 ans, le palmarès appelle une pauvre et bonne vieille qui compte au moins soixante-dix hivers et que M. Quéroy embrasse sur les deux joues à la grande joie du public.

Mais déjà trois heures et demie, juste le temps de courir au jardin de Saint-Vaast en passant par le Cercle républicain. La musique de Liévin s'y arrête et y reçoit l'accueil le plus chaleureux. Puis en route pour le concert.

M. BERNOT, membre de la Société, président de la Commission locale de Troyes, a fondé une Société de protection des apprentis dont les statuts sont en grande partie copiés sur les nôtres.

Cette Société existe depuis 1880 et distribue chaque année des récompenses aux apprentis qu'elle a placés et qu'elle surveille ; tous les deux ans, M. Bernot veut bien nous présenter ses candidats les plus méritants.

Cette année, sa liste se composait de onze noms, deux institutrices, deux contremaîtres et sept apprentis dont les mérites ont pu être récompensés.

La remise de ces récompenses a été faite dans la séance solennelle de la Société de Protection de l'Enfance de Troyes (huitième année), le 5 août 1888. Nous lisons, à ce sujet, dans le compte rendu de cette séance :

Présidence de M. DELAUNAY, président du Tribunal de commerce, assisté de MM. BERNOT, officier de l'Instruction publique, président de la Société ; VERNANT, ancien instituteur, officier de l'Instruction publique ; Jules HERBIN, manufacturier, vice-président ; FRANÇOIS, trésorier ; PETIT, secrétaire ; THOMASSIN (Alphonse), LESMAREST, membres.

Le dimanche 5 août, à deux heures de l'après-midi, dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, la Société de Protection de l'Enfance ouvrière a célébré sa huitième fête annuelle, sous la présidence de M. Delaunay, président du Tribunal de commerce.

On remarquait sur l'estrade : MM. Boullier, maire de Troyes ; Chandeier, Conry et Petit, conseillers municipaux ; Renard, directeur des contributions directes ; Portier, ancien notaire ; plusieurs instituteurs et plusieurs contremaîtres.

Comme les années précédentes, l'Orphéon de Troyes, dirigé par M. H. Olivier, a prêté son concours à cette cérémonie.

À l'ouverture de la séance, le chœur, *Les Voix de la nature*, a été chanté et interprété avec un ensemble qui fait le plus grand honneur à notre Orphéon et à son chef.

M. Delaunay a ensuite prononcé un intéressant discours bien senti et vivement applaudi.

Plusieurs morceaux de poésie et plusieurs chants, paroles de M. Bernot et musique de M. Henri Olivier, ont été récités et exécutés par les enfants des écoles.

Avant la distribution des prix, M. François, un de nos anciens instituteurs, a fait un compte rendu moral de la Société.

DISCOURS DE M. DELAUNAY, PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE

MESDAMES, MESSIEURS, CHERS ENFANTS,

On m'a demandé de présider la distribution des prix qui a lieu aujourd'hui, et c'est avec le plus grand plaisir que j'ai accepté ; car j'estime qu'on ne saurait trop faire pour être agréable aux enfants.

Puisqu'il s'agit d'eux, malgré moi, je me rappelle les paroles que prononçait M^{me} de Sévigné en parlant de son fils: « J'avais bien résolu de le gronder, et je ne sais jamais où trouver la colère ».

Je ne suis d'ailleurs pas le seul que l'on puisse accuser de faiblesse pour cet âge.

Après avoir récité l'hymne de l'enfant à son réveil, de Lamartine, et les Feuillantines, de Victor Hugo, M. Delaunay ajoute :

Mais à quoi bon continuer plus longtemps cette énumération pour vous convaincre, il me suffit de porter les yeux autour de moi, j'y rencontre des hommes constamment préoccupés des améliorations qu'ils pourront apporter à l'éducation de l'enfance. Ce sont eux, en effet, qui ont organisé ces écoles, ce sont eux qui, en relation continuelle avec les maîtres dévoués qui s'occupent de vous, se tiennent au courant de vos progrès, des aptitudes de chacun, se rendent compte de vos efforts, de vos travaux, et, cherchant à stimuler votre zèle, saisissent toutes les occasions de vous procurer des récompenses.

L'un d'eux est en correspondance avec la *Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*. Cette dernière, malgré les faibles ressources dont elle dispose, trouve moyen de décerner tous les deux ans, un certain nombre de prix, qu'elle distribue généreusement dans toute la France. C'est lui, je suis heureux de prononcer son nom, M. Bernot, qui, ainsi que je l'indiquais plus haut, veillant continuellement sur vous, a obtenu de cette Société plusieurs prix pour la ville de Troyes.

Aussi, je crois être votre interprète en lui adressant tous vos remerciements ; je remercie également M. le Maire et MM. les Conseillers municipaux qui ont bien voulu honorer cette distribution de leur présence, et je me fais un devoir de rappeler ici le nom de ceux qui, cette année, se sont montrés les plus méritants :

M. Henri Bideaux, apprenti chez M. Herbin, a reçu un livre.

M^{lle} Julia Drouard, apprentie chez MM. Poron et Mortier, un livret de Caisse d'épargne de 10 francs.

M. Léandre Regnault, apprenti chez MM. Poron et Mortier, un livret de Caisse d'épargne de 10 francs.

M^{lle} Hélène Schill, un livret de Caisse d'épargne de 10 francs et un livre.

M. Charles Stierlam, apprenti chez MM. Poron et Mortier, un livre.

M^{lle} Blanche Tresnard, apprentie chez MM. Hirsch et Régley, un livre.

Et voyez jusqu'où va sa sollicitude à votre égard, non content d'avoir obtenu ces récompenses pour ceux d'entre vous qui s'étaient fait remarquer par leur travail, il en a demandé aussi pour vos instituteurs et institutrices, dont le dévouement ne se ralentit jamais, pour vos contremaîtres qui, par leur exemple, leur assiduité et leurs bons conseils, vous maintiennent dans le chemin du devoir, de l'honnêteté, et vous encouragent dans la voie du travail.

C'est ainsi qu'une médaille de bronze a été décernée à M^{me} Biélanski, institutrice à la filature de MM. Hoppenot.

Une médaille d'argent à M^{me} Marie Petit, institutrice des écoles de fabrique, établies par la ville de Troyes.

Une médaille de bronze à M. Auguste Caumeau, contremaître chez M. Vachette.

Une médaille d'argent à M. Louis Lamarre, contremaître chez MM. Poron et Mortier.

NOTA. — Tous ces lauréats sont mentionnés au palmarès de la Société de protection.

Il en a été de même à Rennes pour les récompenses accordées aux employés de la Maison OBERTHÜR.

M. OBERTHÜR, membre fondateur de la Société, avait bien voulu nous prévenir que son personnel était si nombreux et si méritant, qu'il voulait cette fois, et par discrétion, ne présenter que deux catégories de candidats, celle des instituteurs et celle des contremaîtres ; réservant celle des apprentis pour la fête de 1890.

La Maison Oberthür, avant de recevoir les récompenses accordées, a fait publier les noms des lauréats dans le *Courrier de Rennes* du 7 juillet 1888.

Puis elle a organisé une distribution solennelle qui a eu lieu le 27 juillet.

M. OBERTHÜR a bien voulu nous adresser un exemplaire du même *Courrier de Rennes* rendant compte de cette fête, mais nous préférons publier la lettre qu'il nous a adressée à ce sujet qui résume admirablement les faits, priant la Société d'agréer ses remerciements.

Voici sa lettre :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons l'honneur de vous faire connaître que nous avons procédé vendredi 27 juillet, à la remise solennelle des récompenses.

ses que la Société de protection a bien voulu accorder à nos collaborateurs, chefs d'ateliers et instituteurs.

Monseigneur GONINDARD, archevêque de Sébaste, coadjuteur de son éminence le cardinal-archevêque de Rennes, avait bien voulu accepter la présidence de cette fête ouvrière.

Un grand nombre de notabilités de la ville, appartenant au Clergé, à l'Université, au Barreau, à l'Industrie, assistaient à cette distribution des prix ainsi que les familles de notre personnel.

Environ 2,000 personnes étaient groupées, tant sous la tente formant la tribune d'honneur, que dans les gradins élevés autour d'une des plus vastes pelouses du jardin qu'entoure notre imprimerie.

La Société de gymnastique de l'imprimerie avec sa fanfare et le choral prêtaient leur brillant concours; et, malgré le temps qui fut inclément, l'entrain et la satisfaction paraissaient générales.

Les récompenses accordées par la Société de protection ont été remises aux lauréats avec les éloges que comportait leur dévouement à l'enfance.

Monseigneur Gonindard a clos la cérémonie par un éloquent discours; et nous croyons que tous les assistants en ont emporté le meilleur souvenir.

En résumé, nous n'avons rien négligé pour que la distribution des récompenses accordées par la Société de protection eût tout l'éclat et la solennité possibles, montrant ainsi tout le prix que nous y attachons.

Nous vous envoyons un numéro du *Journal de Rennes* d'hier, contenant un récit exact de la fête.

Nous vous prions, Monsieur, d'agréer pour vous et tous les honorables membres du Bureau de la Société de protection. l'hommage de nos sentiments les plus dévoués, et d'affectueuse reconnaissance.

Signé, OBERTHÜR.

La Commission pense que la Société doit être reconnaissante à son tour de voir ses travaux secondés d'une manière si noble et si touchante et prier M. Oberthür d'agréer l'expression de ses sentiments les plus dévoués, pour son concours ancien comme pour ses efforts nouveaux.

MM. A. MAME ET FILS, A TOURS, dans une lettre en date du 13 juillet, ont adressé un accusé de réception des récompenses accordées, sur leur demande, à quelques membres de leur personnel; leur lettre se terminait ainsi :

Je vous prie, Monsieur, d'être notre interprète auprès de la So-

ciété, pour la remercier du bienveillant accueil fait à ses propositions.
Veuillez agréer l'assurance de mes sentiments distingués,

signé : A. MAME ET FILS.

M. Alexandre GIRAUD, A LYON, dans une lettre en date du 29 juin, nous demandait de vouloir bien lui adresser directement la récompense accordée à M^{lle} Burlier, de leur usine de Chauffailles, afin de la lui remettre lui-même.

M. LIVET, directeur de l'École industrielle de Nantes, nous a demandé de lui expédier directement les récompenses accordées à ses élèves, pour en faire une distribution solennelle.

Ces récompenses ayant été accordées sur la demande de M. Landois, inspecteur divisionnaire, ont été expédiées à celui-ci, mais nous ne doutons pas que, suivant ses habitudes, M. Landois, si dévoué à la Société, n'ait organisé lui-même une petite cérémonie pour la remise de nos récompenses.

L'ADMINISTRATION DE L'ORPHELINAT MUNICIPAL D'ANGERS, présentée par M. Giroud, inspecteur divisionnaire, qui avait une médaille de vermeil avec mention spéciale de reconnaissance, a cru devoir adresser des remerciements directs à la Société, dans une lettre en date du 6 juin, dont voici le texte :

**Ville et Commune d'Angers. — Orphelinat municipal
de garçons (Saint-Jean).**

La Commission administrative à M. le Président de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, rue de Rennes, à Paris.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous remercier des récompenses que votre Société a bien voulu accorder à l'administration de l'Orphelinat municipal professionnel de garçons de la ville d'Angers, ainsi qu'à cinq de nos orphelins que nous avons signalés à M. l'Inspecteur divisionnaire, comme étant très méritants par leur conduite et leur travail.

Ces distinctions flatteuses, émanant d'une Société aussi haut placée que la vôtre, est pour nous un précieux encouragement, et nous vous prions de croire, Monsieur le Président, que tous nos efforts tendront à conserver à l'Établissement charitable confié à nos soins le rang honorable qu'il occupe.

Veillez agréer, Monsieur le Président, avec l'expression de notre sincère gratitude, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour la Commission administrative de l'orphelinat :

le président,

signé : L. RENAULT-LIHORIAU.

LA SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES APPRENTIS DE LA VILLE DE CHAUMONT, président-fondateur, M. Aubry, secrétaire, M. Merger avocat, présentée par M. Delaissement, inspecteur divisionnaire, avait obtenu une médaille de vermeil avec une mention spéciale de reconnaissance.

La Société de patronage de Chaumont s'est empressée de remercier M. DELAISSEMENT,, en le priant de transmettre ses remerciements à la Société de protection des apprentis de Paris, dans une lettre que M. Delaissement a bien voulu nous communiquer et que nous croyons devoir mettre sous vos yeux :

SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE CHAUMONT

DÉLIBÉRATION DU 3 JUILLET 1888.

M. Merger présente au Conseil d'administration de la Société de patronage les lettres adressées par la Société de protection des apprentis, fondée à Paris et reconnue d'utilité publique :

Ces lettres, en date des 15 et 30 juin 1888, annoncent que cette grande Société, dans sa distribution solennelle du 1^{er} juillet présent mois, accorde à la Société du patronage de Chaumont une médaille de vermeil et une mention spéciale de reconnaissance, sur la proposition de M. Delaissement, inspecteur divisionnaire pour le département de la Haute-Marne.

La Société de patronage conservera le meilleur souvenir du passage de M. Delaissement à Chaumont.

M. Merger, d'accord avec le vénérable président M. Aubry, propose au Conseil de formuler un vote de remerciements à M. Delaissement, avec prière de transmettre son acceptation très reconnaissante à MM. les Administrateurs de la Société de Paris, pour la récompense distinguée que la Société de Chaumont désire recevoir par la gracieuse entremise de M. l'Inspecteur divisionnaire.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

DÉLIBÉRATION DU 31 JUILLET 1888

M. Merger dépose sur le bureau du Conseil d'administration, la médaille de vermeil et le diplôme.

Il donne ensuite lecture de la très gracieuse lettre d'envoi adressée par M. Delaissement, inspecteur divisionnaire pour le département de la Haute-Marne, et le palmarès de la distribution solennelle du 1^{er} juillet 1888, à Paris.

Le Conseil charge M. Descaves, architecte, l'un de ses membres, de faire placer ladite médaille de vermeil et le diplôme dans un encadrement spécial pour être honorablement exposés dans la salle des réunions à l'Hôtel de Ville de Chaumont, avec l'agrément de M. le Maire.

Le Conseil charge en outre M. Merger d'adresser à M. Delaissement les extraits de ses délibérations des 3 et 31 juillet 1888, avec une souscription signée par M. Parisel, trésorier, pour une somme de 10 francs annuelle, la Société de patronage de Chaumont étant désireuse de s'associer à l'œuvre de la Société de protection de Paris.

Pour extrait conforme :

le secrétaire,

signé : MERGER.

Nous pouvons ajouter que la Société du patronage de la ville de Chaumont, qui publie un bulletin annuel des résultats de son œuvre, a montré la haute estime qu'elle faisait de la récompense qui lui était accordée, en faisant mettre sur le bulletin, qu'elle était à la veille de distribuer, une note ainsi conçue :

Au moment de la mise en distribution du présent bulletin, nous apprenons avec une bien légitime satisfaction, que la grande Société de protection des apprentis fondée à Paris, vient d'appeler notre Président-fondateur, M. Aubry, à recevoir pour la Société de Patronage de Chaumont, une médaille de vermeil avec mention spéciale de reconnaissance.

Nous sommes heureux de rappeler que le patronage des apprentis de la ville de Chaumont, pour lequel M. l'Inspecteur Delaissement demandait une récompense est le même sur lequel M. E. Nusse, alors secrétaire de la Société a fait un rapport si élogieux qui a paru au bulletin XIX, page 351.

LE PATRONAGE DES APPRENTIS INSTITUÉ PAR LE CONSEIL DES PRUD'HOMMES A NIMES, présenté par M. de PELLET, inspecteur divisionnaire, a bien voulu remercier la Société de la médaille qui lui était décernée, en lui envoyant son bulletin annuel rendant compte de ses travaux et donnant la liste des récompenses accordées par lui à ses apprentis à la fin de l'année 1886-1887.

Ce bulletin, qui décrit le but de l'œuvre et en donne les statuts, offre le plus grand intérêt.

Cette Société offre ce précieux exemple d'enfants placés en apprentissage, sous la surveillance directe de prud'hommes appelés un jour à statuer sur des difficultés pouvant s'élever entre les patrons et les parents, en même temps que la surveillance est exercée par des prud'hommes industriels eux-mêmes pouvant surveiller le côté technique de l'apprentissage.

Un examen a lieu tous les ans.

L'entier accomplissement de l'apprentissage est constaté par un certificat ou un diplôme.

Le diplôme est accompagné de la remise d'un livret de caisse d'épargne dont la valeur varie suivant la classe.

Nous avons cru devoir communiquer cette brochure à notre dévoué Secrétaire qui trouvera, certainement, satisfaction à en faire une étude spéciale, car elle est la sanction des idées émises de toutes parts par les membres de notre Société.

Le Patronage des apprentis institué par le Conseil des Prud'hommes à Nimes, a bien voulu également s'associer aux travaux de la Société de protection, en se faisant présenter comme membre titulaire par M. de Pellet, inspecteur divisionnaire.

Parmi les Patronages, nous devons vous signaler tout particulièrement LA MAISON DE N.-D. DE GRACE, 27, rue de Lourmel, à Paris, association libre pour l'éducation de la jeunesse ouvrière, dont le directeur, M. VINOT, est membre de la Société.

Cette Société place les enfants en apprentissage, les surveille et les reçoit le dimanche, lorsqu'il y a nécessité de les soustraire aux dangers de la rue.

M. Vinot nous a présenté en 1888 dix apprentis dignes de récompenses.

Presque tous sont venus recevoir ces récompenses à la Sorbonne, le 1^{er} juillet 1888 ; mais, pendant ce temps, le même jour et presque à la même heure, la Société de N.-D. de Grâce procé-

dait à la distribution de celles qu'elle accordait elle-même à ses autres lauréats.

* C'est cette coïncidence qui nous a empêché de nous rendre à l'invitation personnelle qui nous avait été faite comme représentant de la Société.

Mais notre Société n'a pas été oubliée cependant à cette solennité ! Nous trouvons, en effet, dans le rapport qui a été lu à l'ouverture de la séance, un extrait ainsi conçu qui nous a été communiqué par M. Vinot.

10 de nos enfants ont été présentés par le Directeur à la Société de protection des apprentis comme s'étant particulièrement signalés par leur travail et leur bonne conduite à l'atelier. Aujourd'hui, à la Sorbonne, il y a deux heures à peine, tous étaient récompensés par des livrets de caisse d'épargne, des livres et des mentions.

Un contremaître, membre du patronage depuis 22 ans, a obtenu une médaille de bronze et un ouvrier une mention.

Ce n'est pas seulement au nom de nos lauréats, c'est au nom de l'œuvre elle-même que je dois remercier de si flatteuses distinctions cette Société à l'esprit si large, dont toute l'ambition, ambition bien satisfaite, est d'encourager et d'aider tous ceux qui travaillent au bien de l'enfance ouvrière.

M. LECOUSTELLIER, industriel à Abbeville (Somme), membre de la Société, avait bien voulu présenter à nos récompenses deux instituteurs des écoles de son établissement et six de ses apprentis les plus méritants.

M. LECOUSTELLIER est un de nos membres les plus dévoués depuis de longues années.

C'est en même temps le fondateur de la société de gymnastique l'Abbeilloise. Il s'est de tout temps signalé pour la bonne organisation de ses usines et la manière paternelle dont il s'occupe de tout son personnel.

C'est un industriel éminent qui, dès l'âge de douze ans, était cité pour des actes de courage bien rares même chez des hommes faits, qu'il n'a cessé de renouveler jusqu'à cette année même en sauvant des personnes qui couraient le danger de se noyer ou de périr dans les flammes, ce qui lui a valu plusieurs médailles.

Soldat volontaire en 1870, il est cité plusieurs fois à l'ordre du jour et enfin décoré pour les services considérables qu'il avait rendus pendant la guerre.

Aussi n'avons-nous pas été surpris de trouver dans un journal, *le Sauveteur*, de décembre 1887, cette phrase de M. Turpin de Sansay : « Chez M. Lecoustellier on ne saurait dire qui l'emporte du sauveteur, intrépide, du bon citoyen et de l'éminent industriel ».

Sur la présentation de M. Lecoustellier la Commission avait accordé 2 médailles à deux instituteurs, 6 livrets de caisse d'épargne et 6 livres à ses apprentis. Voici ce que nous écrivait M. Lecoustellier en date du 20 juillet :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Pour donner plus de solennité à la remise des récompenses, j'ai prié M. le Maire d'Abbeville, M. Fontaine, inspecteur primaire, et M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire, de bien vouloir m'assister.

M. Jaraczewski n'a pu répondre à mon invitation. Mais, M. le Maire et M. Fontaine ont bien voulu venir et remettre eux-mêmes les récompenses aux lauréats.

LA CHAMBRE SYNDICALE DES ENTREPRENEURS DE BATIMENTS DE L'ARRONDISSEMENT DE CORBEIL, M. Guitton, président, M. Valdener, secrétaire-trésorier, distribue elle-même des récompenses, médailles et livrets de caisse d'épargne aux anciens ouvriers et aux apprentis qui font partie de la corporation.

Nous devons au dévouement de notre honoré collègue, M. Jules Périn d'avoir fait connaître la Société de protection à la Chambre syndicale de l'arrondissement de Corbeil, celle-ci a bien voulu nous présenter deux de ses propres candidats apprentis auxquels la Commission des récompenses a pu accorder deux livrets qui ont été remis au nom de la Société, dans la séance solennelle du 25 mai, par anticipation de notre fête.

Le palmarès de la Société porte cette mention, que le présentateur de ces deux lauréats est la Chambre syndicale de l'arrondissement de Corbeil.

Nous devons au dévouement de M. DE SAPINCOURT, président de l'Association pour prévenir les accidents de fabriques, dont le siège est à Rouen, d'avoir pu suppléer M. BLAIZE, inspecteur divisionnaire de la Seine-Inférieure, qui nous est toujours si dévoué, mais empêché de répondre à notre demande pour cause de maladie.

M. de Sapincourt a bien voulu s'entendre par correspondance

avec M. Blaize, et c'est ainsi que nous avons été très heureux d'attribuer deux récompenses très méritées à deux industriels de ce département qui s'étaient particulièrement fait remarquer par les soins qu'ils prenaient pour protéger leur personnel contre les accidents de fabriques.

C'est d'accord avec M. BLAIZE que M. DE SAPINCOURT a été prié de remettre les deux médailles de vermeil avec mention spéciale de reconnaissance aux deux lauréats.

Enfin, L'ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE pour préserver les ouvriers des accidents de fabriques, président, M. MULLER, dont le siège est à Paris, qui avait été récompensée elle-même sur la proposition de notre ancien et éminent secrétaire M. Nusse, a bien voulu nous faire quelques présentations que nous avons été très heureux d'agréer.

Voici terminée la liste des industriels membres de la Société et de MM. les Inspecteurs qui nous ont fait part des mesures qu'ils avaient prises pour donner de la solennité à la remise des récompenses accordées à leurs candidats, mais là ne s'arrête pas la liste de ceux qui se sont montrés reconnaissants, soit pour les récompenses accordées à leur demande, soit pour celles qui leur étaient personnellement accordées.

Pour les présentateurs, inspecteurs ou industriels, nous pouvons dire que tous, sans exception, ont envoyé l'assurance de leur satisfaction en priant la Société d'agréer l'expression de leur reconnaissance.

Pour les lauréats nous ne pouvions nous attendre à la même unanimité ; beaucoup d'ouvriers et d'enfants ont dû se borner à remercier leur présentateur lorsqu'il leur a remis la récompense.

Mais les principaux lauréats ont bien voulu adresser leurs remerciements à la Société en même temps qu'à leur présentateur. Quelques contremaitres et ouvriers nous ont adressé des lettres de remerciements, quelquefois collectives, d'autres fois écrites par leur patron lui-même, qui voulait bien constater le bon effet produit par ces récompenses dans son personnel.

Nous pouvons ajouter que presque partout les journaux de la localité, sans distinction de nuances, ont reproduit la liste des lauréats de la région, en mentionnant avec sympathie le nom de la Société. Nous pouvons citer entre autres qui nous sont parvenus :

L'Echo Dunois, de Châteaudun.

Le Journal de Chartres.

L'Echo de l'Est, à Bar-le-Duc.

Le Radical, à Perpignan.

Le Sauveteur, à Paris.

Le Courrier de Rennes,

L'Avenir, à Arras.

Nous ne pouvons terminer cette revue rapide des dévouements qui ont permis à la Société de donner à sa fête du 1^{er} juillet toute la solennité désirable, sans mentionner la part prise aux travaux de la Commission par L'ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE, A PARIS, L'ASSOCIATION POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DE FABRIQUES, A ROUEN, ET LA SOCIÉTÉ DE MULHOUSE, fondée par notre regretté président, M. Engel Dollfus, qui ont bien voulu, à la dernière heure, nous envoyer, quelquefois par le télégraphe, des renseignements qui ont pu être utilisés par notre éminent président, M. Léon Say, dans le remarquable discours qu'il a fait sur les Sociétés qui ont pour but de prévenir les accidents dans les fabriques, les usines, les carrières et les mines.

A tous, nous sommes heureux d'adresser les remerciements de la Commission, et nous croyons que vous voudrez bien vous joindre à elle pour leur adresser l'expression de votre reconnaissance.

Nous pensons qu'il est également de toute justice de signaler à votre reconnaissance, le nom des personnes dévouées à la Société, qui ont bien voulu recruter des membres adhérents, perpétuels ou annuels, désirant unir leurs efforts à ceux dont les fêtes solennelles les rendaient témoins.

Nous donnons ci-jointe la liste de ces personnes ayant présenté des membres nouveaux depuis la dernière fête de 1886 et en regard le nombre des membres présentés dans l'ordre des dates :

	Membres perpétuels.	Membres titulaires.
MM. Nadeau, inspecteur divisionnaire .		5
Nusse E., censeur de la Société...		5
Landois, inspecteur divisionnaire.	2	1
A reporter . . .	2	11

<i>Report</i> . . .	2	11
Hutin, inspecteur départemental.	1	
Sriber, censeur de la Société.	3	
Roche, Isidore, trés. de la Société.	5	
Quéroy, inspecteur départemental.	21	37
Delaisssement, inspect. division . . .	2	
Barral. » » . . .		5
Jaraczewski, . . .	2	
Chambard, » » . . .		3
Fache, . . .	2	
Linarès » » . . .		12
De Hérédia, député, membre de la Société	1	
Rondelet, membre de la Société.	2	
Vinot, » » . . .		2
Augé, . . .	1	
Vallant, inspecteur départemental.	1	
De Pellet, . . . divisionnaire.	1	
Colcombet, industriel, membre de la Société	1	
Barbry, inspecteur départemental.		1
Durassier L., ingénieur, secrétaire de la Société	1	
Société des Industriels de France .		1
	<u>26</u>	<u>93</u>

En totalité, 119 cotisations, tant perpétuelles que titulaires, auxquelles nous devons ajouter le don gracieux de 100 francs. effectué par l'un de nos plus anciens membres perpétuels qui a désiré garder l'anonyme dans le bulletin, mais qui, heureusement, sera connu des membres du Conseil au prochain compte rendu des Censeurs.

DOCUMENTS OFFICIELS

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 19 MAI 1874 ET DE LA LOI

DU 9 SEPTEMBRE 1848

PRÉSENTÉ A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

*par MM. les membres de la Commission supérieure (1) du travail des enfants
et des filles mineures employés dans l'industrie.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 19 mai 1874 charge la commission supérieure qu'elle a instituée de rendre compte, chaque année, au chef de l'État, de l'application des dispositions protectrices édictées par le législateur en faveur des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

Jusqu'à ce jour, pour nous acquitter de cette tâche, nous avons réuni régulièrement, dans un travail aussi exact et aussi complet que possible, nos observations personnelles et les indications qui nous avaient été fournies par l'administration et par les inspecteurs, en notant avec soin les difficultés rencontrées et les progrès réalisés.

Nous avons pensé qu'il y aurait peut-être plus et mieux à faire et que cette étude d'ensemble pourrait être, sinon remplacée, au moins utilement complétée par la publication *in extenso* de rapports annuels des inspecteurs divisionnaires du travail dans l'industrie.

Cette publication aura, croyons-nous, pour effet de mettre plus complètement en lumière tous les détails intéressants d'application, elle permettra de suivre, pour ainsi dire pas à pas, l'œuvre des inspecteurs dans toutes les parties du territoire de la République;

(1) Cette commission est composée de :

Président : M. Corbon, sénateur.

Membres : MM. Tolain, sénateur; Songeon, sénateur; de Hérédia, député; Martin Nadaud, député; Richard Waddington, député; Tallon, avocat général à la Cour de Lyon; Poirrier, président de la Chambre de commerce de Paris; C. Nicolas, conseiller d'État, directeur du commerce intérieur.

Secrétaire : L. Bouquet, chef de bureau de l'industrie.

elle sera enfin un utile stimulant pour ces fonctionnaires dont elle encouragera le zèle et mettra les efforts en évidence.

Le rapport de la commission sert en quelque sorte de préface à cette publication et il convient dès lors de le limiter à des considérations d'ordre général et à l'étude de certaines questions qui peuvent difficilement trouver place dans les rapports des inspecteurs. Nous avons eu soin toutefois d'y annexer, comme les années précédentes, des tableaux statistiques résumant d'une façon aussi complète que possible les résultats de l'année 1887.

Ces tableaux et les rapports des inspecteurs divisionnaires montrent que ces résultats sont en général assez satisfaisants. Les résistances rencontrées au début de l'application de la loi s'atténuent peu à peu et il est permis d'espérer qu'elles finiront par disparaître complètement.

Parmi les établissements pour lesquels la loi de 1874 était jusqu'à ce jour restée lettre morte, il faut citer en première ligne les ouvroirs et ateliers de charité. L'arrêt de la cour de cassation du 18 février 1881 les avait placés dans une situation privilégiée éminemment regrettable. Cet arrêt avait assimilé aux ateliers de famille et, par suite, soustrait aux obligations de la loi les ateliers de bienfaisance « lorsque ces ateliers fonctionnent, non en vue d'un bénéfice à réaliser sur le travail qui s'y exécute, mais en vue de l'instruction et de l'éducation professionnelle des enfants ». Nous avons eu soin de faire remarquer dans notre dernier rapport que, dans notre opinion, cet arrêt ne pouvait avoir eu pour résultat de soustraire au contrôle des inspecteurs tous les ouvroirs ou ateliers de charité; qu'il fallait, au contraire, aux termes mêmes dudit arrêt, établir une distinction entre les établissements où le travail industriel n'est employé que comme un accessoire de l'éducation et comme l'instrument nécessaire de l'enseignement professionnel, et ceux où le travail devient un objet de bénéfice et de spéculation. Dans ce dernier cas, les ouvroirs et ateliers de charité nous semblaient devoir tomber sous l'application de la loi.

Cette interprétation vient d'être confirmée par un arrêt de la cour d'Angers, en date du 11 mai 1888, dont nous croyons utile de citer les considérants :

« Attendu que si les ateliers de charité échappent à l'application de la loi du 19 mai 1874, lorsqu'ils ont pour but l'éducation professionnelle des enfants, il n'en est pas de même de ceux qui joignent à ce caractère charitable un caractère industriel;

« Qu'il en est ainsi notamment lorsque des travaux exécutés par les enfants n'ont pas pour but principal de leur apprendre un métier, mais de confectionner des marchandises destinées au commerce;

« Attendu que les travaux exécutés au Bon-Pasteur par les enfants qui y sont recueillis ont un caractère industriel et un but mercantile;

« Qu'en effet, dans une période de dix mois, l'établissement a livré à plusieurs maisons de commerce plus de cinquante mille objets de lingerie confectionnés; que, pour tous ces objets cousus ou préparés à l'avance, la tâche des enfants se bornait à un travail de couture purement mécanique; que l'établissement, malgré des conditions de main-d'œuvre exceptionnellement avantageuses, tirait un prix supérieur à celui des entrepreneurs ordinaires; qu'il a passé avec les parents de véritables contrats d'apprentissage, avec clause résolutoire en cas de maladie, et clause pénale en cas de retrait avant la majorité; et qu'enfin les sœurs dirigeant l'établissement sont imposées sur le rôle des patentes de la ville de Cholet en qualité de couturières en linge à façon travaillant pour le commerce,

« Confirme. »

En vertu de cet arrêt, que la cour de cassation a d'ailleurs confirmé par un arrêt du 2 août dernier, les inspecteurs pourront désormais exercer leur contrôle salutaire sur des établissements où les prescriptions de la loi de 1874 n'ont pas été jusqu'à ce jour suffisamment observées.

Il est une autre catégorie d'établissements dans lesquels les inspecteurs ont rencontré une certaine résistance pour l'application, non pas de la loi de 1874 tout entière, mais au moins de ses prescriptions relatives au travail du dimanche : nous voulons parler des verreries à bouteilles. On peut dire que cette question dure depuis le commencement de l'application de la loi, et jusqu'à ce jour, malgré les tolérances spéciales accordées, les maîtres verriers n'ont cessé de faire entendre de très vives protestations. Récemment encore la question a été de nouveau remise à l'étude; mais à la suite d'une enquête très complète, le comité consultatif des arts et manufactures, appelé d'abord à donner son avis, estima qu'il n'était pas possible, sans s'écarter absolument des principes de la loi de 1874, d'accorder aux verriers des facilités plus grandes que celles résultant du décret du 5 mars 1877, qui leur permet d'employer des enfants le dimanche jusqu'à huit heures du matin et à partir de six heures du soir. Nous n'avons pu que nous rallier à l'opinion d'hommes aussi autorisés que le sont les membres de ce comité, et à la suite de la délibération prise par nous, M. le ministre du commerce et de l'industrie a chargé les inspecteurs d'informer les maîtres verriers que, désormais, toute contravention aux prescriptions de la loi de 1874 relatives au travail du dimanche serait rigoureusement réprimée. Nous avons l'espoir que les difficultés rencontrées jusqu'à ce jour, dans certains établissements verriers finiront par disparaître, et qu'il ne sera pas nécessaire d'avoir recours aux mesures de rigueur pour y assurer, comme ailleurs, le respect de la loi.

En dehors des établissements dont nous venons de parler et où des circonstances spéciales ont entravé dans une certaine mesure l'action des inspecteurs, nous sommes heureux de constater que l'application de la loi de 1874 fait chaque année de nouveaux progrès. Le nombre des établissements inspectés en 1887 est encore plus considérable que celui des années précédentes, et les contraventions relevées sont proportionnellement moins nombreuses. Si des procès-verbaux ont été dressés en plus grand nombre, cela tient surtout à ce que les inspecteurs, conformément aux instructions qui leur ont été données, se montrent de jour en jour plus sévères. La situation au point de vue de l'instruction primaire est également meilleure, et sur l'ensemble des enfants de 12 à 15 ans rencontrés dans les établissements visités en 1887, 70 0/0 possédaient le certificat élémentaire. En 1886, la proportion n'était que de 63 0/0.

Si satisfaisants que soient ces résultats, il ne faut pas se dissimuler qu'il y ait encore beaucoup à faire. Malheureusement, à cause du nombre trop restreint des inspecteurs départementaux, les petits ateliers sont forcément négligés et les fabriques occupant un personnel plus nombreux ne sont guère inspectées qu'une fois par an. Aussi arrive-t-il que les industriels, même ceux qui, après la visite de l'inspecteur, étaient animés des meilleures dispositions, se relâchent peu à peu et finissent par retomber dans les errements du passé.

Le projet de loi que la Chambre des députés vient de voter en première lecture semble devoir étendre l'action des inspecteurs à toute une catégorie de nouveaux établissements. En outre, les prescriptions nouvelles qu'il contient nécessiteront de leur part, surtout au début, une surveillance plus active. Il serait donc à tous points de vue désirable que leur nombre pût être augmenté.

Mais l'insuffisance du nombre des inspecteurs n'est peut-être pas la seule cause à laquelle il faille attribuer la lenteur avec laquelle certains industriels se soumettent aux prescriptions édictées pour protéger les jeunes travailleurs.

Certains de nos inspecteurs, guidés par le désir très louable d'effectuer chaque année le plus grand nombre possible de visites, consacrent une part peut-être un peu trop grande de leur temps à des petits ateliers dans lesquels ils ne rencontrent souvent ni enfants ni filles mineures et où, par conséquent, leur action n'a pas à s'exercer. C'est ainsi que, dans certaines circonscriptions, les visites utiles n'entrent pas dans une proportion de 42 p. 100 dans le nombre total. Cette proportion est évidemment exagérée. Sans doute, il est très explicable que les inspecteurs, au cours de leurs tournées, visitent un certain nombre d'établissements n'employant ni enfants ni filles mineures, car c'est par ce moyen seulement

qu'ils peuvent parvenir à connaître tous les ateliers soumis à leur contrôle ; mais le nombre de ces visites de recherche ne doit pas être aussi élevé que celui des visites utiles et à plus forte raison ne doit jamais le dépasser. La plupart des inspecteurs s'en sont d'ailleurs rendu compte et dans un grand nombre de circonscriptions la proportion des visites inutiles ne soulève aucune observation.

L'administration fait de constants efforts pour apporter dans le service de l'inspection l'unité d'interprétation, de vues et d'action indispensable. Mais sa direction s'exerce nécessairement à distance, et la possibilité d'un contrôle sur place lui faciliterait sa tâche. C'est pour cette raison que, lors de la réorganisation du service qui a suivi le vote de la loi du 16 février 1883, nous avons proposé la création d'un inspecteur général.

Mais il n'a pas paru possible de rétablir, par voie de règlement d'administration publique, une fonction que le législateur de 1874 avait écartée par un vote formel. La nouvelle loi permettra sans doute d'assurer, sans création d'un emploi nouveau, le contrôle nécessaire.

D'ailleurs, les défauts d'organisation que nous venons de signaler, pas plus que l'insuffisance numérique des inspecteurs, n'ont empêché ces agents actifs et dévoués d'obtenir des résultats dont nous ne saurions trop nous féliciter. Depuis 1874, des progrès sérieux ont été réalisés et la situation des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie n'a cessé de s'améliorer. Sans doute il y a encore à faire, et bientôt, nous l'espérons, la loi actuellement en discussion marquera une étape nouvelle dans l'œuvre de protection des travailleurs poursuivie par le gouvernement de la République,

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de nos respectueux hommages,

Au nom de la Commission supérieure :

Le Président,

A. CORBON

Paris, le 8 octobre 1888.

PROJET DE LOI

CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS DONT LES OUVRIERS SONT
VICTIMES DANS LEUR TRAVAIL.

La Chambre des députés a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Tout accident survenu dans leur travail aux ouvriers et employés occupés dans les usines, manufactures, chantiers, entreprises de transport, mines, minières, carrières, et en outre dans toute exploitation où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, donne droit, au profit de la victime ou de ses ayants droit, à une indemnité dont l'importance et la nature sont déterminées ci-après :

Cette indemnité est à la charge du chef de l'entreprise, quelle qu'ait été la cause de l'accident.

Toutefois, il ne sera dû aucune indemnité à la victime qui aura intentionnellement provoqué l'accident.

Les employés et ouvriers, dont les appointements dépassent 4,000 francs, ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la présente loi.

Sont également admis à bénéficier des dispositions du présent article les ouvriers et employés d'exploitation pour le compte de l'État, des départements, des communes ou des établissements publics, ainsi que les ouvriers ou les employés occupés dans les entreprises de chargement et de déchargement, dans les magasins publics et dans tout travail où l'on produit ou emploie des matières explosibles.

Art. 2. — Lorsque l'accident aura occasionné une incapacité permanente absolue de travail, la victime aura droit à une pension viagère dont le montant pourra varier selon les circonstances.

Cette pension ne pourra être inférieure au tiers de son salaire moyen annuel, ni supérieure aux deux tiers de ce salaire. Elle ne pourra, dans aucun cas, être moindre de 400 francs par an pour les hommes ni de 250 francs par an pour les femmes.

Est considérée comme incapacité permanente absolue de travail, la perte complète de la vue, de la raison, de l'usage des deux membres ou toute autre infirmité incurable qui rende le travailleur impotent.

Art. 3. — Si l'accident n'a occasionné qu'une incapacité permanente partielle de travail, la pension attribuée à la victime par l'ar-

ticle précédent sera diminuée dans la proportion de la capacité de travail restante.

Art. 4. — Si l'accident a été suivi de mort, l'indemnité comprendra :

1^o Vingt fois le salaire moyen quotidien de la victime à titre de frais funéraires. Cette somme sera payable dans le délai de huit jours à compter du décès.

2^o Une rente au profit des ayants droit de la victime à partir du jour du décès, à savoir :

A. — Pour la veuve du mort ou pour le mari impotent, jusqu'au décès, ou jusqu'à ce que l'un ou l'autre ait contracté un nouveau mariage, une rente égale à 20 0/0 du salaire moyen annuel de la victime.

La femme contre laquelle le divorce ou la séparation de corps aurait été prononcé et qui ne vivrait pas avec son mari n'aura pas droit à cette rente.

B. — Pour les enfants orphelins de père ou de mère, jusqu'à l'âge de quatorze ans accomplis, une rente calculée sur le salaire moyen annuel de la victime à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y a deux enfants, de 35 0/0 s'il y a trois enfants et de 40 0 0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. Si les enfants sont orphelins de père et de mère, cette rente sera portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire moyen annuel de la victime. L'ensemble des rentes accordées aux enfants ne pourra, dans aucun cas, dépasser 40 0/0 du salaire moyen de la victime s'il y a une veuve, ni 50 0/0 de ce salaire s'il n'y a que des enfants. Chacune de ces rentes devra, le cas échéant, être réduite proportionnellement.

C. — Si la victime était célibataire, ou veuf ou veuve sans enfants, pour les père et mère sexagénaires ou pour la mère veuve, quel que soit son âge, dont la victime était un soutien indispensable ou, à défaut de ceux-ci, pour les aïeuls et aïeules sexagénaires de la victime, une rente à chacun d'eux égale à 10 0/0 du salaire moyen annuel de la victime.

Art. 5. — En cas de nouveau mariage, la veuve recevra une somme égale à trois fois le montant de la rente annuelle qui lui aura été attribuée en vertu de l'article précédent, et cette rente prendra fin à dater du jour du nouveau mariage.

La veuve n'a droit à indemnité que si le mariage était contracté avant l'accident.

Art. 6. — Les enfants naturels reconnus avant l'accident, auront droit à la pension déterminée dans l'article 4, alors même qu'ils viendraient en concours avec des enfants légitimes.

Art. 7. — Dans tous les accidents ayant occasionné des blessures ou la mort, le chef d'entreprise supportera, indépendamment des in-

demnités déterminées par les articles qui précèdent, les frais médicaux et pharmaceutiques.

Il paiera, en outre, pendant toute la durée de la maladie qui sera la conséquence de l'accident, une indemnité égale à la moitié du salaire moyen quotidien de la victime, sans que cette indemnité puisse être inférieure à 1 franc par jour, ni obligatoirement supérieure à 2 fr. 50 c. par jour.

Toutefois, les frais médicaux et pharmaceutiques ne pourront en aucun cas dépasser la somme de cent francs (100 fr.), l'indemnité temporaire ne sera due que pour les accidents ayant occasionné une incapacité de travail de plus de trois jours.

Cette dernière indemnité ne sera servie que pendant une période de temps ne dépassant pas trois mois à dater du jour de l'accident. Après ce délai, il sera fait droit au règlement de l'indemnité prévue par les articles 2 et 3. Toutefois, si les conséquences de l'accident n'ont pas produit tout leur effet sur l'état de la victime, le tribunal pourra surseoir au jugement pendant un temps au cours duquel l'indemnité temporaire continuera à être servie.

L'indemnité sera servie aux époques indiquées pour le paiement des salaires.

Lorsque l'accident aura occasionné une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, cette indemnité cessera à la date de l'entrée en jouissance, fixée par le juge, pour la pension viagère allouée en vertu des articles 2 et 3.

Art. 8. — Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise, relatives aux indemnités prévues par l'article 7, seront jugées, en dernier ressort, par le juge de paix.

La victime ou ses ayants droit jouissant de plein droit du bénéfice de l'assistance judiciaire aux termes de l'article 20, le juge de paix commettra un huissier pour la signification des actes nécessaires.

Art. 9. — Les patrons pourront se décharger de l'obligation qui leur est imposée par l'article 7 de payer aux victimes les frais de maladie et les indemnités temporaires, pendant les trois premiers mois à partir de l'accident, s'ils justifient :

1^o Qu'ils ont créé, avec ou sans le concours de leurs ouvriers ou employés, des caisses particulières de secours, ou qu'ils ont fait, à leurs frais, affilier ceux-ci à des sociétés de secours mutuels approuvées ou autorisées ;

2^o Que ces caisses ou sociétés sont obligées de payer, indépendamment du traitement des blessés, une indemnité de la moitié de leur salaire avec un minimum de 1 franc et un maximum de 2 fr. 50 c. par jour, pendant la durée de la maladie, ou au moins pendant les trois premiers mois.

Art. 10. — Dans le cas où les premiers secours seront assurés par les caisses particulières, ou par les sociétés de prévoyance mutuelle, dans les conditions définies à l'article précédent, l'assurance des chefs d'entreprise, par l'un des modes prévus aux titres V et VI, pourra se limiter aux conséquences des accidents, au delà de la période de trois mois à dater de l'accident.

Art. 11. — Les statuts des caisses particulières de secours devront être établis conformément aux lois sur les caisses de secours mutuels et les syndicats professionnels.

Un règlement d'administration publique déterminera, dans le délai de trois mois, les modifications à apporter aux statuts-types des sociétés de secours mutuels pour les adapter aux nouvelles attributions qui leur sont confiées.

Art. 12. — La responsabilité civile est déterminée, dans tous les cas prévus à l'article premier, par les dispositions de la présente loi.

Néanmoins, cette limitation n'est pas applicable lorsqu'une condamnation criminelle ou correctionnelle à plus de huit jours d'emprisonnement a été directement prononcée contre le chef de l'entreprise, à raison de l'accident.

Les dommages-intérêts, alloués à la suite de cette condamnation, pourront dépasser les indemnités prévues par la présente loi, mais ne pourront se cumuler avec elles.

La victime, ou ses ayants droit, conserve contre les auteurs de l'accident, autre que le chef de l'entreprise, le droit à la répartition du préjudice causé, sans toutefois que l'indemnité puisse se cumuler avec celle déterminée par les articles 2 et suivants.

TITRE II

DÉTERMINATION DU SALAIRE MOYEN.

Art. 13. — Le salaire moyen annuel, au sens de la présente loi, s'entend d'une somme égale à trois cents fois le gain quotidien moyen des jours de travail compris dans les douze mois écoulés avant l'accident ou, si l'ouvrier était occupé depuis moins longtemps dans l'entreprise, trois cents fois le gain quotidien moyen des jours pendant lesquels il a travaillé.

Si une portion du salaire est fournie en nature, le juge fera l'évaluation des choses fournies, suivant les usages et les prix du lieu.

Le salaire moyen quotidien s'entend du gain quotidien moyen, tel qu'il est défini aux paragraphes précédents.

Pour l'ouvrier mineur de dix-huit ans ou l'apprenti victime d'un accident, le salaire moyen annuel ne sert de base à la fixation de l'indemnité que s'il est égal ou supérieur à une somme composée

de trois cents fois le salaire moyen quotidien le plus bas des ouvriers de la même profession, occupés dans l'entreprise où l'accident a eu lieu. Dans le cas contraire, le calcul des indemnités sera basé sur cette dernière somme.

TITRE III

DE LA DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET DE L'ENQUÊTE

Art. 14. — Tout accident survenu dans une des entreprises mentionnées à l'article premier sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

Cette déclaration sera faite, dans les vingt-quatre heures de l'accident, au maire de la commune qui en dressera procès-verbal dans forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant.

Art. 15. — Lorsque la blessure pourra occasionner la mort ou une incapacité de travail de plus de dix jours, le maire transmettra sur-le-champ copie de la déclaration au juge de paix du canton.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, le juge de paix procédera à une enquête à l'effet de constater :

- 1^o La cause, la nature et les circonstances de l'accident;
- 2^o La personne ou les personnes tuées ou blessées;
- 3^o La nature des blessures produites;
- 4^o Le lieu où se trouvent les personnes blessées ou tuées;
- 5^o Les parents des personnes tuées ou blessées dans l'accident et qui pourraient prétendre à une indemnité.

Art. 16. — L'enquête aura lieu contradictoirement, en présence des parties intéressées ou elles dûment convoquées par billet d'invitation décerné sur l'heure.

Si l'avis médical fourni par le chef d'entreprise, conformément à l'article 14, ne lui paraît pas suffisant, le juge de paix pourra, dans tous les cas, commettre un médecin pour examiner le blessé.

Le juge de paix pourra commettre un expert, homme de l'art, qui pourra l'assister dans l'enquête.

Toutefois, il n'y aura pas lieu à constitution d'experts dans les entreprises administrativement surveillées, dans les entreprises de l'État surveillées par un service de contrôle distinct du service de gestion, et dans les établissements de l'État où s'effectuent des opé-

ractions que des nécessités de sécurité publique obligent à tenir secrètes. Dans ces divers cas, les fonctionnaires, chargés de la surveillance et du contrôle, transmettront au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire du rapport que le service doit adresser à l'autorité judiciaire. Le juge de paix pourra réclamer du service tous autres renseignements qui seraient utiles à la manifestation de la vérité.

Art. 17. — L'enquête devra être close dans le plus bref délai. Les frais en seront à la charge de l'État.

La minute de l'enquête sera conservée au greffe de la justice de paix. Le juge de paix avertira, par simple lettre, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront toujours en prendre connaissance ou copie.

Expédition devra en être délivrée sur papier libre, à la demande et aux frais des intéressés.

TITRE IV

DE LA FIXATION DE L'INDEMNITÉ ET DE LA PROCÉDURE. — DISPOSITIONS PÉNALES

Art. 18. — Le dossier de l'enquête, prévue à l'article 16, sera, le jour même de la clôture, transmis au Président du Tribunal de l'arrondissement où l'accident aura eu lieu.

Dans les huit jours de cette transmission, le Président convoquera, s'il y a lieu, les parties en son cabinet, à l'effet de tenter une conciliation.

Les parties seront tenues de se présenter en personne. Si elles en sont empêchées, elles pourront se faire représenter par un mandataire spécial.

Si les parties se concilient, le Président rendra une ordonnance qui constituera leur titre.

Si elles ne tombent pas d'accord, le Président les renverra devant le Tribunal qui statuera, comme en matière sommaire, conformément au titre 24 du livre II du Code de procédure civile.

Le délai pour interjeter appel s'il y a lieu sera de quinze jours. Ce délai courra pour les jugements contradictoires, du jour de la signification à personne ou domicile, et pour les jugements par défaut, du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

Toute action intentée en dehors des prévisions de la présente loi mais relative à la responsabilité résultant d'accidents, sera instruite et jugée comme matière sommaire.

Art. 19. — La victime d'un accident ou ses ayants droit jouiront, de plein droit, du bénéfice de l'assistance judiciaire pendant toute la procédure et pour l'exécution du jugement.

Dès la réception du dossier de l'enquête, le Président du tribunal invitera le Bâtonnier de l'ordre des avocats, le Président de la Chambre des avoués et le Syndic des huissiers à désigner un avocat, un avoué et un huissier pour assister la victime ou ses ayants droit. S'il n'existe pas de Bâtonnier ni de Chambre des avoués, le Président fera lui-même la désignation.

Il n'est pas dérogé, en ce qui concerne le recouvrement des frais, aux dispositions de la loi de 1851 sur l'assistance judiciaire.

Art. 20. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi seront exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Ils pourront être exécutés sur simple extrait qui devra être délivré par le greffier du tribunal, dans le mois prononcé du jugement.

Il en sera de même pour l'exécution des ordonnances de conciliation.

Art. 21. — Le tribunal pourra, lorsque la contestation soulevée par la victime d'un accident ne lui paraîtra pas justifiée, décider, par une disposition spéciale du jugement, que les frais faits par le chef d'entreprise seront, en tout ou partie, compensés avec l'indemnité.

Art. 22. — Tous les deux mois, sera dressé, par les soins du Président du tribunal, un tableau présentant l'état d'avancement des affaires en cours d'instance.

Ce tableau sera communiqué au Procureur général par les soins du Procureur de la République. Il restera, en outre, au greffe, à la disposition des intéressés.

Art. 23. — Seront punis d'une amende de 50 francs au moins et de 500 francs au plus les chefs d'industrie ou leurs préposés qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 44 de la présente loi.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera élevée de 500 à 2,000 francs. Les coupables pourront, en outre, être condamnés à un emprisonnement de six jours à un mois.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu du paragraphe précédent.

Art. 24. — Les rentes, pensions et indemnités accordées aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit sont incessibles et insaisissables ; elles jouissent du privilège de l'article 2101 du Code civil, et y figurent sous le n° 4, et, en concours, pour deux années d'arrérages de la rente ou pension ; et sous un n° 6 (nouveau) pour le capital de l'indemnité.

Les tribunaux devront toujours, sur la demande des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit, obliger les patrons, soit à verser à la Caisse des retraites de l'État le capital destiné à assurer le service des pensions viagères, soit à garantir autrement le paiement desdites pensions.

En cas d'assurance contractée par le chef de l'entreprise, l'ouvrier ou l'employé victime d'un accident et ses ayants droit auront un privilège, dans les termes de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur.

Art. 25. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

Art. 26. — Il ne pourra y avoir lieu à revision des pensions attribuées aux ouvriers et employés blessés que dans le cas où le tribunal l'aura expressément réservé par une disposition formelle. Le délai de revision ne pourra, dans aucun cas, être supérieur à un an, à partir du jugement.

Art. 27. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

TITRE V

DES SYNDICATS D'ASSURANCE MUTUELLE

Art. 28. — Les chefs d'entreprise pourront former entre eux des syndicats à l'effet de constituer des Caisses d'assurance mutuelle contre les risques prévus par la présente loi.

Ces Caisses seront basées sur la répartition annuelle des charges résultant des accidents.

Art 29. — Les statuts des syndicats prévus par l'article précédent devront satisfaire aux conditions suivantes :

1^o Un capital égal à la quarantième partie au moins du total des salaires annuels, payés dans l'année qui précède par les établissements syndiqués, devra être constitué et effectivement versé avant l'entrée en fonction du syndicat. Les établissements syndiqués devront être au nombre de vingt au moins. Toutefois, ce nombre pourra être réduit à six, lorsque ces établissements réuniront plus de 4,000 ouvriers ;

2^o Une commission spéciale sera instituée par les statuts à l'effet d'établir un tarif des risques d'accidents que peuvent présenter les exploitations syndiquées, et aussi de classer tous les ans chaque établissement syndiqué dans l'une des catégories dudit tarif de risques ;

3^o Les indemnités encourues pendant l'année par l'ensemble des membres du syndicat, ainsi que les frais généraux du syndicat, seront répartis en proportion du montant des salaires annuels payés par chacun d'eux, multipliés par le taux du tarif de risques qui lui est applicable ;

4^o Les statuts détermineront les conséquences des cessations d'exploitation, et notamment le moyen de garantir le recouvrement des contributions encourues par les chefs d'industrie qui cessent leur exploitation.

Art. 30. — Les statuts des syndicats devront être soumis à l'homologation du Ministre du Commerce et de l'Industrie. A cet effet, ils seront déposés, en double exemplaire, à la préfecture du département où les syndicats auront leur siège social, au moins trois mois avant leur mise en vigueur.

Pour les entreprises ou industries administrativement surveillées, l'homologation des statuts ne pourra être donnée qu'après entente entre le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre, chef du service de la surveillance et du contrôle.

Si, dans les trois mois du dépôt des statuts à la préfecture, les Ministres n'ont pas pris une décision refusant l'homologation, cette homologation sera tenue pour acquise.

La décision des Ministres, refusant l'homologation, pourra toujours être portée, par voie de recours, devant le Conseil d'Etat.

Art. 31. — La Caisse d'assurance en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, est autorisée à ouvrir aux syndicats, prévus par les articles précédents, un compte courant portant intérêt et dont le nombre n'est pas limité.

Au crédit de ce compte sera versé en dépôt, à titre de garantie une somme égale au capital minimum prévu au paragraphe premier de l'article 29.

Au débit du même compte, la Caisse d'assurance payera, sur état certifié par l'administration des syndicats, les indemnités dues conformément à la présente loi. Ces paiements auront lieu à titre d'avances et porteront intérêt à un taux qui sera fixé tous les ans, après avis de la Commission supérieure de la Caisse d'assurance, par arrêté du Ministre du Commerce.

Art. 32. — Chaque année, la Caisse d'assurance fournira aux syndicats un extrait de leur compte d'avances et d'intérêts.

La somme nette des avances faites, intérêts compris, sera remboursée à la Caisse d'assurance dans les trente jours de la remise du compte.

Seront reçus par la Caisse d'assurance, en remboursement de ses avances, les mandats de répartition à fournir par les syndicats sur leurs membres, conformément au paragraphe 3 de l'article 29. Ces mandats seront encaissés par l'Administration des postes et télégraphes sans autres frais que les remises accordées aux employés par l'article 5 de la loi du 5 avril 1879.

Les mandats irrécouvrés sont retournés aux syndicats, qui devront les couvrir dans les trente jours.

Art. 33. — La Caisse nationale des retraites constituera, sur versements à capital aliéné, effectués entre ses mains par les syndicats ou par la Caisse d'assurance en leur nom, les rentes viagères ou à terme attribuées aux victimes d'accidents, à leurs veuves, à

leurs enfants mineurs ou à leurs ascendants en vertu de la présente loi, quel que soit l'âge des ayants droit. Les rentes au profit des veuves comporteront le paiement de la somme qui leur est attribuée par l'article 5, pour le cas où elles se remarieraient.

Les chefs d'industrie non syndiqués auront la faculté de constituer par des versements à la Caisse nationale des retraites, les pensions viagères ou temporaires mises à leur charge en cas d'accident. Ils pourront verser, à cet effet, à capital aliéné ou sous la condition de réserve du capital à leur profit.

Les opérations effectuées par la Caisse nationale des retraites, en vertu de la présente loi, ne seront pas soumises aux maxima fixés par les articles 6 et 7 de la loi du 20 juillet 1886.

Les tarifs spéciaux, pour la constitution de ces rentes, seront établis par la Caisse dans les six mois de la promulgation de la présente loi. Ils comprendront tous les âges depuis la naissance jusqu'à l'âge de quatre-vingts ans. Les pensions au profit des personnes âgées de plus de quatre-vingts ans seront liquidées d'après le tarif déterminé pour l'âge de quatre-vingts ans. Ces tarifs seront revisables au moins tous les cinquans.

Art. 34. — Les membres des syndicats demeurent solidairement responsables des avances faites par la Caisse d'assurance et des capitaux à verser à la Caisse nationale de retraites.

VI

DE L'ASSURANCE SOUS LA GARANTIE DE L'ÉTAT

Art. 35. — La Caisse d'assurance en cas d'accident, créée par la loi du 11 juillet 1868, est autorisée à effectuer des assurances ayant pour objet de garantir, dans les limites indiquées ci-après, les chefs d'entreprise contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité déterminée par la présente loi.

Art. 36. — Moyennant le paiement des primes fixées aux articles 42 et suivants, cette assurance garantit :

1^o En cas d'incapacité absolue de travail, une rente viagère égale au tiers du salaire de la victime, sans que cette rente puisse être moindre de 400 francs pour les hommes, ni de 250 pour les femmes ;

2^o En cas d'incapacité partielle du travail, une fraction de la rente viagère précédente, proportionnelle à l'incapacité de travail constatée ;

3^o En cas de mort, les rentes et indemnités prévues aux articles 4, 5, 6 et 7 de la présente loi ;

4^o En cas d'incapacité temporaire de travail, l'indemnité prévue par l'article 7.

Art. 37. — L'assurance contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité en cas d'accident est contractée, à peine de nullité, collectivement pour tous les ouvriers et employés d'une exploitation.

Elle a lieu, pour une année, sur une liste nominative des ouvriers et employés de l'entreprise et moyennant une prime calculée sur l'ensemble des salaires moyens annuels, sans que le salaire individuel d'un assuré puisse être compté pour moins de 1,200 francs pour les hommes et de 750 francs pour les femmes.

Les changements survenus dans la composition du personnel de l'entreprise seront notifiés tous les mois à la Caisse d'assurance. Si ces changements accusent une augmentation ou une diminution de l'ensemble des salaires des ouvriers et employés, le montant de la prime sera augmenté ou diminué proportionnellement pour les mois suivants.

Ne seront garanties par l'assurance que les indemnités encourues en raison d'accidents survenus à des ouvriers ou employés compris dans la dernière liste nominative, ou occupés depuis moins de un mois et un jour après la date de la dernière notification de changement à cette liste.

Art. 38. — L'assurance pourra, exceptionnellement et pour des entreprises qui ne fonctionnent qu'une partie de l'année, être faite pour une durée de un ou plusieurs mois seulement et moyennant une prime égale à un ou plusieurs douzièmes de la prime annuelle.

Dans ce cas, elle a lieu sur une déclaration indiquant le nombre moyen des ouvriers et employés de l'entreprise et le montant total de leurs salaires moyens annuels.

Les indemnités encourues ne seront garanties par cette assurance que si le nombre des ouvriers et employés occupés à l'entreprise au moment de l'accident ne dépasse pas de 100/0 le nombre moyen déclaré lors de l'assurance.

Art. 39. — Les industries sont classées, en vue de l'assurance en catégories, suivant les risques d'accident qu'elles comportent.

Ce classement sera révisé chaque année d'après les résultats constatés à l'année précédente, et, s'il y a lieu, modifié par décision du Ministre du commerce, prise, sur le rapport de la Commission supérieure de la Caisse d'assurance.

En tout temps, le Ministre du commerce pourra, sur le rapport du directeur de la Caisse d'assurance, classer, par assimilation à l'un ou l'autre des tableaux prévus aux paragraphes précédents toute industrie nouvelle ou toute industrie qui aurait été omise à ces tableaux.

Pour la première année, à dater de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 30 décembre suivant, les industries sont clas-

sées conformément aux tableaux A, B, C, D et E annexés à la présente loi.

Art. 40. — Chaque année, par une décision qui devra être insérée au *Journal officiel* le 1^{er} octobre au plus tard, le Ministre du Commerce, sur le rapport de la Commission supérieure de la Caisse d'assurance, fixera le taux des primes d'assurance pour l'année qui commencera le 1^{er} janvier suivant. Il fixera aussi la réduction des primes dont jouiront les chefs d'entreprise qui auront organisé l'assurance des premiers secours, conformément aux articles 9 et suivants.

Ce taux sera calculé sur les résultats connus des années antérieures, et de manière à ce que le montant des primes perçues couvre entièrement les prévisions de toutes les dépenses de la Caisse d'assurance.

Art. 41. — Pour la première année, à dater de la promulgation de la loi et jusqu'au 31 décembre suivant, les primes sont fixées ainsi qu'il suit pour chaque mille francs du salaire moyen des ouvriers et employés de l'entreprise assurée :

Industries classées au tableau A.....	24 francs.
— — — — — B.....	18 —
— — — — — C.....	12 —
— — — — — D.....	9 —
— — — — — E.....	6 —

Ces primes seront provisoirement réduites de 20 0/0 dans les cas prévus aux articles 9 et 11.

Art. 42. — Seront, en outre, admis à bénéficier d'une diminution de 5 à 25 0/0, lorsqu'ils s'assuront à la Caisse de l'Etat ou feront partie des syndicats mutuels :

1^o Les chefs d'entreprises administrativement surveillées, qui justifieront d'un certificat à délivrer annuellement par le service du contrôle ou de la surveillance, attestant qu'ils ont pris partiellement ou complètement les mesures reconnues propres à prévenir les accidents ;

2^o Les chefs de toutes autres entreprises justifiant d'un certificat analogue à eux délivré, sur leur demande, par les ingénieurs de l'Etat, à ce commis ;

3^o Ceux qui, membres d'une association dûment reconnue, pour la protection contre les accidents de fabriques, justifieront d'un certificat analogue émané de la direction de l'association.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles pourront être délivrés les divers certificats ci-dessus mentionnés.

Art. 43. — La Caisse d'assurance en cas d'accident est en outre,

autorisée à effectuer des assurances ayant pour objet de payer aux personnes autres que celles désignées dans l'article premier ou à leurs ayants droit les pensions et indemnités déterminées à l'article 36.

Ces assurances auront lieu :

1^o Pour les personnes travaillant pour leur compte dans les industries comprises à l'un des tableaux A, B, C, D et E annexés, moyennant le paiement de la prime correspondante à ce tableau ;

2^o Pour les personnes occupées à des travaux agricoles ou industriels dans des entreprises autres que celles comprises à ces tableaux, moyennant le paiement d'une prime égale aux neuf dixièmes de celle déterminée pour les industries classées au tableau E, sans que cette prime puisse être inférieure, par personne assurée, à 6 fr. 50 c. pour les hommes ni à 5 francs pour les femmes.

Si l'assuré travaille pour son compte, le montant de la prime à payer et celui des indemnités à servir en cas d'accident seront calculés d'après l'indication d'un gain annuel conventionnel, qui ne pourra être moindre de 1,200 francs par an ni supérieure à 2,000 francs.

Le taux de la prime pourra être modifié chaque année par décision du Ministre du commerce, prise conformément aux dispositions de l'article 40.

Art. 44. — Les contrats d'assurance prévus par les articles précédents pourront stipuler que l'indemnité en cas d'incapacité permanente absolue de travail sera de la moitié ou des deux tiers du salaire servant de base à la prime, et que l'indemnité, en cas d'incapacité permanente partielle de travail, sera calculée sur ce taux, conformément aux dispositions de l'article 36.

Dans ce cas, la prime sera augmentée de 30 0/0 si l'indemnité ainsi prévue est de moitié du salaire, et de 60 0/0 si cette indemnité est des deux tiers du salaire.

Art. 45. — Les demandes de pensions ou d'indemnités garanties par la Caisse d'assurance, en cas d'accident, seront réglées conformément aux dispositions du décret du 10 août 1868, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juillet 1868, et du décret du 13 août 1877.

Toutefois, le comité institué par les décrets susvisés ne pourra statuer définitivement qu'après avoir pris connaissance de l'enquête prescrite par les articles 14 à 17 de la présente loi.

Art. 46. — Les rentes viagères ou à terme fixe qui seront à la charge de la Caisse d'assurance seront servies par la Caisse des retraites, moyennant la remise qui lui sera faite par la Caisse d'assurance du capital nécessaire à la constitution desdites rentes d'après ses tarifs.

Art. 47. — La Caisse nationale des retraites délivrera gratuite-

ment des certificats constatant l'inscription à son grand livre des rentes qu'elle est chargée de servir. Les certificats d'inscription des rentes, constitués conformément à l'article 33, §§ 1 et 2, seront transmis par la Caisse d'assurance aux syndicats d'assurance mutuelle ou aux chefs d'industrie qui auront fourni le capital desdites rentes.

Les inscriptions hypothécaires qui auraient pu être prises sur les biens des chefs d'entreprise pour assurer le paiement des pensions et rentes viagères auxquelles ils auraient été condamnés, seront rayées sur la présentation de ces certificats attestant que le service desdites rentes et pensions est, en totalité, assuré par la Caisse nationale des retraites.

Art. 48. — Les certificats, actes de notoriété et autres pièces dont la production pourra être exigée, soit par la Caisse d'assurance en cas d'accident, soit par la Caisse des retraites pour l'exécution de la présente loi, seront délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 49. — A dater de la promulgation de la présente loi, l'administration de la Caisse nationale des retraites et de la Caisse d'assurance préparera les nouveaux tarifs prévus par l'article 33. § 4 ci-dessus. Elle dressera également chaque année une statistique complète et détaillée du fonctionnement de la loi sur les accidents.

Art. 50. — La présente loi ne sera exécutoire que trois mois après sa promulgation.

Art. 51. — La présente loi est applicable aux Colonies.

Art. 52. — Les patrons ou chefs d'industrie sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 29 mai et 10 juillet 1888.

Le Président,

Signé : J. MÉLINE.

Les Secrétaires,

Signé : JULES CARRET, CRÉMIEUX, HURARD.

**INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL
DES APPRENTIS
ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES**

CHAMBRES SYNDICALES

**Chambre syndicale du papier et des industries qui le trans-
forment.**

Séance du 1^{er} juin 1888.

PRÉSIDENCE DE M. VALDAMPIERRE

Commission des Cours et Concours et d'encouragement aux apprentis.

Rapport de M. J. CHAPUIS

Monsieur le Président,
Messieurs et chers collègues,

J'ai l'honneur de vous informer que le nombre des apprentis qui se sont fait inscrire pour suivre les cours et participer aux divers concours, s'est élevé cette année à 132 ; il n'était que de 120 l'an dernier.

Malgré ce nombre croissant, nous ne sommes pas complètement satisfaits. Nous avons eu le regret de constater pendant l'année scolaire qui vient de s'écouler que les cours ne sont pas toujours suivis avec une parfaite régularité.

Nous savons que cela tient à différentes causes, d'abord à l'éloignement des domiciles des élèves, et, il faut bien le dire, aussi un peu à l'indifférence des Patrons et à l'insouciance des parents ; nous comprenons qu'il est difficile d'obtenir des apprentis, qui, pour la plupart, ne peuvent quitter leurs ateliers avant sept heures, qu'ils viennent encore se mettre à l'étude pendant deux heures consécutives. Aussi avons-nous l'intention, pour la prochaine année scolaire, de demander à MM. les patrons de bien vouloir autoriser les jeunes élèves qui suivent nos cours professionnels à quit-

ter les ateliers au plus tard à six heures ; de cette façon, les jeunes élèves pourront prendre quelques instants de repos après leur repas et avant de se rendre aux cours.

Nous espérons que MM. les patrons s'empresseront d'accueillir favorablement notre supplique et qu'ils nous seconderont dans nos efforts pour donner aux apprentis l'instruction professionnelle qui est indispensable pour le perfectionnement de notre industrie nationale.

Je dois vous dire que les élèves qui ont suivi les cours avec une parfaite régularité, se sont particulièrement distingués cette année.

Les cours d'histoire professionnelle, de géographie industrielle, de notions scientifiques, d'arithmétique, sont toujours dirigés avec le même zèle, le même dévouement par MM. Terris et Moulin.

Les cours de dessin industriel, par M. Victor Rose, ont été complètement transformés et sont maintenant plus en rapport avec les besoins de notre industrie ; les résultats obtenus sont excellents, nous en sommes d'autant plus satisfaits que nous croyons que le dessin industriel doit prendre une large part dans l'enseignement professionnel.

Les cours théoriques et pratiques de fabrication de cartonnages dirigés par M. Gouchon ont donné de bons résultats ; mais ils seraient bien supérieurs, si tous les élèves suivaient les cours avec plus de régularité.

Les cours théoriques et pratiques de fabrication de registres qui ont été créés cette année, ont été divisés en deux sections ; les élèves ont été classés selon le degré de leurs connaissances professionnelles.

Les apprenties couseuses suivent également ces cours de fabrication et nous devons déclarer que ce ne sont pas elles qui sont les moins exactes ; aussi ont-elles mérité les premières récompenses.

Nous devons également vous signaler les élèves commis, qui ont exécuté d'une façon irréprochable les travaux manuels des cours pratiques ; ce sont là de réels progrès et nous devons adresser toutes nos félicitations à M. Guérin, professeur, ainsi qu'à M. Henri Barrot, moniteur, pour le zèle qu'ils ont déployé dans la direction de ces cours.

MM. les professeurs indiquent dans leurs rapports de fin d'année les progrès sérieux réalisés dans les cours de deuxième année, les élèves y ont été rarement aussi appliqués et aussi studieux ; ils méritent toutes nos félicitations.

Après la clôture des cours, les concours des travaux manuels ont eu lieu comme les années précédentes, sous la surveillance des délégués de la Commission, assistés de MM. Aubert, Gouchon et Guérin, chargés de leur organisation.

102 apprentis ont été présentés pour prendre part aux divers concours : soit 27 cartonniers, 15 graveurs et 60 papetiers.

Les apprentis cartonniers se sont réunis cette année dans les ateliers de M. Montcarré, et ont eu à exécuter un travail de concours uniforme pour chaque catégorie d'apprentis, puis ensuite un travail facultatif de leur spécialité.

Les graveurs et écrivains lithographes ont été réunis dans la salle des Cours de dessin, pour faire un croquis d'après un modèle unique, qu'ils ont ensuite exécuté sur pierre ou sur cuivre.

Les apprentis papetiers ainsi que les apprenties couseuses, ont été réunis dans les ateliers de notre collègue M. Hauducœur, pour y exécuter les travaux désignés par la Commission.

Les travaux de concours ont été examinés comme les années précédentes, par des jurys spéciaux, composés par moitié de jurés patrons et de jurés ouvriers.

Les rapports de MM. les Présidents des divers jurys sont unanimes à déclarer que l'ensemble des travaux de concours est en progrès réel sur celui des années précédentes et particulièrement les travaux des apprentis de deuxième année, qui sont proportionnellement bien supérieurs à ceux des apprentis de troisième et de quatrième année ; il y a là, une tendance qui serait fort regrettable, si elle se renouvelait.

Nous devons adresser nos sincères remerciements à MM. les Membres des divers jurys, pour le soin méticuleux qu'ils ont apporté à l'examen de ces divers travaux, ce sont :

MM. Barbé, Chapon et Vollée, désignés par la Chambre syndicale des Graveurs ;

M. Marchal Hagler et Souiljaert, désignés par la Chambre syndicale des écrivains lithographes ;

MM. Daras-Heumann, Jamet, Michaux, Morin, Richarme, Solenne, désignés par la Chambre syndicale du Papier ;

MM. Achard, Chrétien, Delépine, Féréroux, Glen, Perriod, désignés par la Chambre syndicale des Ouvriers papetiers.

Nous ne pouvons oublier d'adresser tous nos remerciements à MM. Hauducœur et Montcarré pour l'empressement qu'ils apportent à tenir leurs ateliers et leur matériel de fabrication, à la disposition de la Commission, Nous devons ajouter que M. Hauducœur a fourni cette année tous les matériaux pour nos cours théoriques et pratiques de fabrication de registres.

Comme les années précédentes, la Commission s'est divisée en Sous-Commissions, afin de partager les travaux.

La première Sous-Commission a eu à s'occuper de l'organisation des concours, de la réception des travaux des apprentis, de l'examen des rapports de MM. les Professeurs, des Présidents des divers

Jurys, des dossiers des apprentis présentés à l'Encouragement et enfin de l'attribution des récompenses.

Ces importants travaux ont nécessité de nombreuses et laborieuses réunions.

Les membres de la deuxième Sous-Commission ont été chargés de recueillir les dons et souscriptions, et ceux de la troisième Sous-Commission, de l'organisation de la Solennité, c'est-à-dire du choix de la salle, des démarches auprès des artistes, des invitations aux notabilités, etc, etc.

Permettez-moi, Messieurs, de vous demander de voter des félicitations à tous les Membres de la Commission qui m'ont si utilement secondé en toutes circonstances.

Il me reste à vous informer que je viens de recevoir l'avis officiel de la Préfecture de la Seine, que le Conseil municipal nous a maintenu la subvention de 2,000 francs qu'ils nous avait accordée l'an dernier. Nous conservons l'espoir que pour l'exercice prochain, notre demande d'augmentation sera favorablement accueillie.

Chambre syndicale de la bonneterie en gros.

Séance du 20 juin 1888.

La séance est ouverte à 8 heures et demie, sous la présidence de M. Depasse-Laridan, président.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE FRANÇAISE DE BONNETERIE

Le projet de création de l'École suit son cours régulier. Comme toujours lorsqu'il s'agit d'affaires aussi importantes, de nombreuses difficultés se présentent. Nous pouvons cependant compter sur le rôle de la commission présidée par M. Buxtorf, dont le dévouement ne s'est jamais démenti. Le vœu de notre Chambre de voir se créer une école de bonneterie aura satisfaction à bref délai.

Chambre syndicale des tailleurs de Paris

La séance est ouverte à 3 heures sous la présidence de M. Ducher, président.

L'ordre du jour appelle le compte rendu de l'École professionnelle pour les mois de juin et juillet.

Ainsi que cela a été exposé dans la précédente séance, avec le mois de juin a commencé la morte saison et la difficulté d'alimenter l'atelier. Cependant quoique le nombre de pièces reçues ait diminué notablement, l'école a pu livrer plus de pièces qu'en mai, grâce à quelques-unes des pièces reçues à cette époque qui restaient encore à livrer.

Il en est résulté que le mois de juin a donné un produit satisfaisant supérieur au traitement des professeurs.

Le mois de juillet a été plus difficile, mais grâce au dévouement de quelques maisons le travail a été sensiblement régulier.

Malheureusement le mois présent s'annonce comme plus mauvais et l'école subit, elle aussi, le contre-coup de la mauvaise saison que nous traversons.

Le Directeur, suivant la voie dans laquelle il a été autorisé à marcher, a essayé d'intéresser de nouveaux patrons à la bonne marche du travail, il a recueilli de précieux encouragements et de bonnes promesses pour la saison prochaine. Il y a lieu d'espérer que, grâce à l'adjonction d'un plus grand nombre d'adhérents actifs, les prochaines saisons ne verront pas se reproduire ces différences dans l'alimentation de l'atelier.

Apprentis.

Un certain nombre d'apprentis doivent quitter l'école à la fin du mois courant. Pour combler les vides produits les demandes d'admission sont suffisantes, et il est décidé que ces demandes seront examinées sans retard.

En conséquence :

M. LACAPÈRE est chargé de convoquer les parents qui ont fait des demandes d'admission et d'y donner la suite qu'elles comportent.

M. CORROY, président de la Société philanthropique, ayant émis le vœu que les comptes rendus de l'école professionnelle puissent faire connaître ce que deviennent les apprentis après avoir quitté l'école, M. le Président annonce qu'il a été saisi par le Directeur d'un projet d'étude pour la création d'une association des anciens élèves.

Cette idée est accueillie favorablement, et le Directeur est chargé de rechercher les moyens pratiques de la réaliser.

Chambre syndicale des Maîtres-Tailleurs de Paris.

Séance du 6 septembre 1888.

La séance est ouverte à trois heures, sous la présidence de M. Ducher, président,

M. le Président rend compte des démarches qu'il a faites pour trouver un terrain destiné à la construction de l'école. Des études sont faites actuellement pour arriver au résultat le plus économique possible.

Chambre syndicale du Papier et des Industries qui le transforment.

Séance du vendredi 5 octobre 1888.

La séance est ouverte à huit heures et demie du soir, sous la présidence de **M. Choquet**.

Commission des Cours et Concours professionnels et d'encouragement aux apprentis.

Rapport de M. J. CHAPUIS, Président.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

J'ai l'honneur de vous informer que la lettre d'avis annonçant la réouverture des cours gratuits d'enseignement professionnel, ainsi que le nouveau programme des cours, ont été adressés à toutes les personnes intéressées à notre œuvre.

Le nouveau programme a subi quelques modifications : le cours de dessin géométrique affecté spécialement au cours de fabrication de cartonnages, qui avait lieu précédemment sous la direction de M. Victor Rose, sera fait cette année par M. Armand Olive, ingénieur des arts et manufactures.

Une conférence sur l'économie sociale sera faite dans les premiers jours du mois de janvier par M. Terrisse, professeur des cours d'histoire, géographie et langue française ; tous les élèves de première et de deuxième année seront réunis pour cette séance et, s'il y a lieu, des récompenses seront décernées aux élèves qui se seront montrés les plus assidus jusqu'à fin d'année.

La brochure du compte rendu de l'assemblée solennelle du 13 mai dernier a été adressée à toutes les personnes qui s'intéressent à notre œuvre, et notamment aux donateurs, souscripteurs, artistes, membre des jurys, aux présidents des Sociétés de patronage, etc., ainsi qu'à tous les élèves qui ont suivi les cours et pris part aux divers concours de cette année.

Je dois vous dire que la rédaction et la composition de cette brochure ont été faites comme les années précédentes, par les soins de notre honorable président honoraire, M. J.-L. Havard ; je viens donc, au nom de la Commission, vous prier de lui voter les plus vives félicitations et les plus sincères remerciements.

Il me reste à vous donner la nouvelle liste des membres de la commission et vous prier de vouloir l'approuver ; ce sont :

MM. Acker, Aubert, Barbé, Bazin, Bellavoine, Bouchez, Chapuis, Cottray, Fano (Eug.), Fano (Paul), Fouqueray, Gompel, Guillet, Hau-

ducœur, Hilbold, Jamet, Lard, Le Blond, Lemoine, Lesourd, Michaux, Oppenheim, Paris, Proust, Strauss, Strebel, Théry, Valdampierre, Vallet, Vollée et Zeller.

Chambre syndicale des graveurs en tous genres

**Procès-verbal de la séance du 17 octobre 1888,
à 9 heures du soir.**

PRÉSIDENCE DE M. P. TASSET

M. DEMENGEOT donne quelques renseignements sur l'état du concours des apprentis, et la Chambre décide que la distribution des récompenses du concours d'apprentis aura lieu sous la présidence de M. Roty, graveur en médailles, membre de l'Institut, le dimanche 2 décembre.

Une conversation s'engage sur le concours des graveurs qui doit avoir lieu en 1889, et la séance est levée à 11 heures du soir.

Chambre syndicale des maîtres-tailleurs de Paris.

SÉANCE DU 9 NOVEMBRE 1888.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. Vivier, président honoraire.

L'ordre du jour appelle le compte rendu de l'École professionnelle.

Travail. — Il est entré à l'École, pendant le mois d'octobre, 83 pièces, dont le produit sera de 1,911 francs environ.

Pendant le même mois, il est sorti 70 pièces dont le produit est de 1,633 francs.

Le mois d'octobre a donc été très bon. Il y a donc une augmentation sur l'année dernière, où pendant le même mois, on avait livré 62 pièces, produisant 1528 francs.

Apprentis. — Le nombre des apprentis est actuellement de 36, plus 5 petits ouvriers, soit en tout 41.

Le culottier ne répondant pas aux espérances que l'on avait fondées, la Chambre, sur l'avis conforme de MM. Versini et Lacapère, décide de donner une toute autre organisation à ce genre de travail.

M. Vivier rend compte de l'état de la question concernant un local pour installer l'École. Les espérances que l'on avait pu concevoir sur l'acquisition à bon marché d'un terrain, rue du Rocher, ne semblent pas devoir se réaliser et les dépenses seraient trop considérables. Il indique les difficultés de la solution et demande si, dans ces conditions, il ne vaudrait pas mieux transporter l'école, soit dans un faubourg, soit même dans la banlieue de Paris. Il serait

nécessaire, dans ce cas, d'avoir un internat; cela modifierait complètement l'organisation actuelle. Dans ces conditions, il ne croit pas utile de former, dès maintenant, un Syndicat pour faire les avances nécessaires. Il continuera à chercher de son côté et prie ses collègues de vouloir bien l'aider à trouver l'installation nécessaire. Aussitôt que l'emplacement sera choisi, il fera établir un devis de toutes les dépenses, exposera la manière dont il comprend l'installation de l'École, et soumettra à ses collègues un projet définitif.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 heures et demie.

Chambre syndicale du Papier et des Industries qui le transforment.

Séance du vendredi 9 novembre 1888.

La séance est ouverte à huit heures et demie sous la présidence de M. Choquet.

M. Choquet donne quelques détails au sujet de l'exposition à faire par la Chambre syndicale dans la section politique : *Classe d'économie sociale.*

La demande d'exposition a été faite, mais la réponse n'est pas encore parvenue. Cependant, les membres de la Commission chargée de ce travail, et qui sont MM. Chapuis, Bazin, Turquetil, Pacon Fortin, Blançan, se réunissent et préparent un résumé des procès-verbaux et des différentes questions traitées par la Chambre; on pourra exposer la formation, la constitution du Syndicat, l'organisation du Syndicat mixte et celle de l'École professionnelle, etc.

M. Choquet informe M. Chapuis que la demande relative à l'exposition de l'École professionnelle a été également faite et que cette exposition sera immédiatement au-dessous de notre classe.

L'ordre du jour appelle ensuite la lecture du rapport par M. Chapuis, président de la Commission des cours et concours.

Vendredi, 9 novembre 1888.

Rapport de M. J. CHAPUIS, Président de la Commission des cours et concours professionnels et d'encouragement aux apprentis.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

La réouverture des cours d'enseignement professionnel a eu lieu comme précédemment en l'hôtel des Chambres syndicales, le dimanche 7 octobre.

Nous avons eu la satisfaction de voir accourir un grand nombre d'élèves qui ont déjà suivi les cours les années précédentes.

Le nombre des élèves qui se sont fait inscrire s'élève à ce jour à 102, dont 36 apprentis papetiers de deuxième année et 32 de première année, pour les cours de la papeterie, et 16 apprentis cartonniers de deuxième année et 18 de première année, pour ceux du cartonnage.

Le nombre des jeunes filles a également augmenté; nous avons 7 apprenties papetières de deuxième année et 7 de première année, puis 7 apprenties cartonnières de deuxième année et 11 de première année.

Messieurs les Professeurs ont témoigné leur satisfaction sur la bonne tenue des élèves et de leur application au travail. Cependant les devoirs de quelques élèves laissent à désirer; cela tient à ce qu'ils ne disposent pas de temps suffisant pour les faire d'une façon complète.

Nous ne saurions donc trop recommander à Messieurs les Patrons de faire quelques sacrifices de temps en faveur des apprentis qui suivent nos cours pour leur faciliter les moyens de faire leurs devoirs en temps utile, afin qu'ils puissent profiter des leçons qui leur sont données avec tant de zèle et de dévouement par nos professeurs.

En raison du nombre toujours croissant des élèves, nous avons dû prendre un deuxième surveillant affecté spécialement aux cours du cartonnage; en outre, nous allons adjoindre au professeur des cours théoriques et pratiques de cartonnage, des moniteurs choisis parmi les anciens lauréats et lauréates de ces cours, pour le seconder dans les démonstrations pratiques, ainsi, du reste, qu'il a été fait pour les cours de fabrication de registres.

Nous avons à vous informer que nous avons adressé à M. le Préfet de la Seine le compte moral et financier, ainsi que les renseignements sur le fonctionnement de l'œuvre de la Chambre syndicale, en le priant de bien vouloir appuyer la demande que nous avons faite à Messieurs les Membres du Conseil municipal, de porter à 3,000 francs la subvention de 2,000 francs qu'il nous accorde annuellement en raison de l'accroissement du nombre des élèves, de la nouvelle organisation de nos cours, et pour la création d'un musée industriel spécial à notre industrie, affecté à notre École professionnelle.

Nous espérons que notre demande sera favorablement accueillie.

Nous devons aussi vous dire que M. le Directeur de l'Exposition d'hygiène au Palais de l'industrie a bien voulu mettre à notre disposition des cartes d'entrée en faveur des élèves qui suivent nos cours.

Les élèves ont été convoqués le lundi 29 octobre, à 2 heures; un certain nombre ont répondu à notre appel, et dès leur arrivée ils ont été mis sous la direction d'un conférencier scientifique qui les a conduits à travers l'Exposition, en leur faisant admirer les inventions nouvelles

les plus remarquables et en leur donnant la description technique des différents objets exposés.

Ces conférences-promenades sont très intéressantes, et nos jeunes élèves en ont largement profité, c'est assurément le meilleur moyen de vulgariser et mettre en relief les progrès intellectuels et industriels. Nous venons donc demander de voter des remerciements à M. Nicolle, le sympathique directeur de l'Exposition d'hygiène, et vous prier de lui faire parvenir l'expression de notre profonde reconnaissance.

Le Président de la Commission,
J. CHAPUIS.

Ce rapport est également vivement applaudi, et M. Choquet regrette de ne plus trouver de termes nouveaux pour pouvoir remercier M. Chapuis de son dévouement.

Une proposition de M. Chapuis, pour que deux médailles d'argent soient décernées à deux lauréats écrivains lithographes, au nom de la Chambre du papier, est adoptée.

CORRESPONDANCE

ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE

6, rue de la Chaussée-d'Antin.

Paris, le 20 novembre 1888.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, qui a été adoptée par la Chambre des députés au mois de juillet dernier, est actuellement soumise à l'étude d'une Commission nommée par le Sénat. Il est de la plus haute importance que l'Industrie française fasse connaître son opinion sur cette loi, qu'elle montre à la Commission sénatoriale les dangers que son adoption ferait courir au travail national déjà si éprouvé, et qu'enfin elle indique les mesures les plus propres, suivant elle, à résoudre cette importante question, en ménageant les légitimes intérêts des patrons et des ouvriers.

L'Association des Industriels de France, qui s'est donné pour but de rechercher et de faire appliquer dans les usines les me-

sures capables de réduire autant que possible le nombre des accidents, avait déjà pris l'initiative, au mois de juin dernier, de réunir en une Assemblée générale ses adhérents et les délégués des Sociétés industrielles avec lesquelles elle est en relations. Le projet de loi soumis à la Chambre des députés fut pris pour base de la discussion, afin d'arriver à un résultat pratique; des vœux furent émis au sujet des différents articles, et portés pour la plupart à la Chambre des députés. On ne put rien obtenir en ce qui concerne le principe même de la loi; mais cependant l'Association fut assez heureuse pour y faire insérer l'article 41, qui constitue un véritable avantage pour les industriels soucieux d'assurer autant que possible la sécurité de leurs ouvriers.

Nous estimons que cet échec partiel ne doit pas décourager les industriels, et qu'ils doivent redoubler d'énergie et d'activité pour arriver à faire rejeter ou modifier une loi qui pourrait peser lourdement sur la grande industrie et compromettre la petite, en ne donnant aux ouvriers que des satisfactions illusoires. *L'Association des Industriels de France* a donc décidé de s'adresser non seulement à ses adhérents, mais à tous les corps constitués d'industriels, pour les prier d'envoyer des délégués à une Assemblée générale où seront discutés les articles de la loi, afin d'arriver à une entente définitive qui permette de soumettre à la Commission sénatoriale un ensemble de vœux représentant véritablement l'opinion d'un grand nombre d'industriels français.

Nous vous prions donc, Monsieur le Président, de vouloir bien faire désigner par votre Chambre un ou plusieurs délégués à l'Assemblée générale qui aura lieu le samedi 1^{er} décembre, à 2 heures très précises, dans la salle des réunions du groupe des Chambres syndicales de l'Industrie et du Bâtiment, 3, rue de Lutèce, à Paris.

Nous vous envoyons, en même temps que cette lettre, le procès-verbal de la réunion générale du 27 juin dernier, et le texte (1) de la loi votée par la Chambre des députés, afin de vous en faciliter l'examen.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président de l'Association,

ÉMILE MULLER.

(1) Nous avons donné plus haut ce texte sous le chef : documents officiels.

P. S. — Le groupe des Chambres syndicales de l'Industrie et du Bâtiment, qui représente plus de vingt mille entrepreneurs ou constructeurs, a étudié de son côté la question qui nous occupe. Il nous fait connaître, à ce sujet, qu'il est absolument d'accord avec notre Association, et qu'il a décidé de se joindre à nous pour une action commune.

ANNEXE A LA LETTRE PRÉCÉDENTE

PROCÈS-VERBAL

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PROVISoire DU 28 JUIN 1888

DISCUSSION DU PROJET DE LOI

SUR LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

A la suite de la séance tenue par le Conseil de direction le 25 juin 1888, l'Assemblée générale s'est réunie le 27 juin, au siège de l'Association, 6, Chaussée d'Antin.

La séance est ouverte sous la présidence de M. Émile Muller, président de l'Association.

M. le Président rappelle que le but de la convocation de cette Assemblée générale est de s'occuper de la loi sur les accidents du travail, qui, votée en première lecture le mois dernier, est discutée actuellement en deuxième délibération par la Chambre des députés.

Ansistôt qu'il a su que la discussion de cette loi était à la veille d'être commencée, M. le Président a pensé qu'il était de son devoir d'aller voir le rapporteur de la Commission, M. Ricard, pour lui présenter quelques observations et lui dire que si les industriels reconnaissent qu'il y a, en effet, des dispositions à prendre pour parer aux accidents et les réparer dans la limite du possible, ils considèrent le projet de loi comme très malheureux, en ce sens surtout qu'il ne diminuera pas les procès, qu'il créera des charges nouvelles et très lourdes à l'industrie, déjà si obérée, et qu'entfin, dans tout

le projet, il n'est question que de protection par l'État, au lieu d'ouvrir la voie aux libres efforts de l'initiative privée.

Il se fait un devoir de reconnaître que M. Ricard a apprécié à leur valeur le commencement d'efforts faits par notre Association, qu'il voudrait voir déjà beaucoup plus étendue, et il a emporté sa promesse qu'il serait tenu compte de l'intervention de l'Association des Industriels de France.

C'est ainsi que, par l'article 42, « la Direction de l'Association est autorisée à délivrer aux industriels des certificats constatant qu'ils ont pris partiellement, ou complètement, toutes les mesures propres à prévenir les accidents, certificats qui leur permettront de bénéficier, s'ils sont assurés à la Caisse de l'État ou à des syndicats mutuels, d'une diminution de prime variant de 5 à 25 0/0.

L'importance de la reconnaissance, par la loi, des Associations destinées à prévenir les accidents, est capitale, et nous la devons à M. Ricard, qui a compris qu'il devait y avoir une différence entre l'industriel qui remplit ses devoirs et celui qui est indifférent ou négligent. Nous eussions désiré que ce projet de loi, malgré son peu de chance de passer définitivement au Sénat, tint compte encore davantage des efforts de l'industriel pour préserver ses ouvriers, en laissant à ceux-ci au moins une part de responsabilité en cas d'accident professionnel.

Sur le principe même de la loi, M. le Président fit alors, au nom de l'Association, toutes ses réserves et annonça à M. Ricard qu'il allait convoquer l'Assemblée générale des adhérents, non pour présenter un autre projet, qui lui semblait condamné d'avance, mais pour discuter le projet de loi soumis à la Chambre, de façon à bien faire connaître l'opinion d'un grand nombre d'industriels sur son principe et ses différents articles.

Les Sociétés industrielles des départements, les Chambres syndicales, les Chambres consultatives des arts et manufactures, avec lesquelles l'Association est en relation, ont été consultées et invitées, soit à envoyer des délégués à l'Assemblée générale, soit à adresser leurs observations par écrit. Les décisions qui seront prises, aujourd'hui et dans les réunions subséquentes, représenteront donc les désirs et les vœux d'un très grand nombre d'industriels français.

Si, ce qui est à craindre, on ne réussit pas à faire prévaloir tout ou partie de ces vœux devant la Chambre, nous les soumettrons au Sénat, lorsque la loi viendra en discussion devant lui. Espérons que ce grand corps de l'État admettra que, tout en sauvegardant l'intérêt de l'ouvrier malheureux blessé, il ne le ramènera pas en arrière, à l'ancien état de l'ouvrier mineur assujéti à la surveillance de tuteur et le laissera responsable de ses actes, au moins dans certaines limites, en rejetant absolument la doctrine que le

socialisme tend à introduire dans la législation, celle qui conduit à la servitude de l'État et à toutes ses funestes conséquences.

A la suite de cet exposé, la discussion générale est ouverte.

M. E. Simon estime que l'Assemblée doit se prononcer tout d'abord sur cette question :

« Y a-t-il lieu de faire une loi nouvelle sur les accidents du travail ? »

D'après la Société industrielle de l'Est, le projet de loi a reçu, en général, un accueil assez favorable, dans cette région, parce que les industriels préféreraient à ce qui se passe actuellement une réglementation aussi fixe que possible, qui éviterait surtout les procès.

La Société industrielle de Saint-Quentin estime, au contraire, que dans l'intérêt des patrons et des ouvriers, il serait à désirer que le *statu quo* fût maintenu et que rien ne fût changé à l'application du droit commun. La situation actuelle, en effet, qui rend chacun responsable des fautes qu'il a commises, est l'expression absolue de la justice et de l'équité et on en sortirait par toute innovation. Dans la région de Saint-Quentin, les difficultés entre patrons et ouvriers sont excessivement rares au sujet de règlement d'accidents ; personne ne s'y plaint de l'état de choses actuels.

Quelques membres font remarquer que, cependant, les conditions du travail se sont bien modifiées par l'introduction et le développement des machines, que les accidents dus aux cas fortuits et aux cas de force majeure se sont beaucoup accrus et que la situation actuelle, qui laisse l'ouvrier blessé dénué de secours dans tous ces cas, devrait être améliorée.

Après une intéressante et consciencieuse discussion, l'Assemblée déclare qu'en effet, il y a lieu de faire une nouvelle loi sur les accidents, mais toute différente de celle qui est proposée.

M. Couriot, tout en se montrant opposé au principe de la loi et en pensant que la liberté individuelle et l'intérêt bien compris des chefs d'industrie et des ouvriers produiront de meilleurs effets que la contrainte et la coercition, croit que le seul terrain de transaction consisterait à prendre pour base de la loi nouvelle les amendements présentés par MM. Thellier de Poncheville et Keller, qui classent les accidents en trois catégories, de la manière suivante :

1^o Les accidents provenant de la faute du patron et qui doivent être à sa charge ;

2^o Les accidents provenant de la faute de l'ouvrier et dont il est seul responsable ;

3^o Les accidents provenant de cas fortuits ou de force majeur et qui seraient mis, par moitié, à la charge du patron et de l'ouvrier.

La Société industrielle de Saint-Quentin et la Chambre syndicale

des Entrepreneurs de constructions métalliques de France sont également d'avis d'adopter cette classification.

M. Périssé, tout en reconnaissant la justice et l'équité de cette classification, ne croit pas, si l'on veut obtenir un résultat pratique, que l'on doive essayer, quant à présent du moins, de proposer à la Chambre un contre-projet, qui n'aurait aucune chance d'être adopté. Il estime qu'il faut discuter dans ses grandes lignes le projet actuel et chercher seulement à l'améliorer dans les détails.

Mais il pense qu'avant d'entrer dans la discussion des articles, il est une question préjudicielle, sur laquelle l'Assemblée doit se prononcer : c'est le principe de l'assurance obligatoire, qui, en fait, n'est pas inscrite dans la loi, mais sans laquelle il serait absolument impossible à celle-ci de fonctionner utilement; car, avec cette loi nouvelle plus encore qu'aujourd'hui, le nombre des petits patrons et des associations ouvrières qui, en cas d'accidents, ne pourraient pas payer les indemnités fixées par la loi est considérable. Il en résulterait que beaucoup de petits patrons seraient ruinés et que beaucoup d'ouvriers ne pourraient pas toucher les indemnités sur lesquelles ils seraient en droit de compter. L'Assurance obligatoire s'impose donc et pour donner une garantie sérieuse aux ouvriers, et pour éviter la ruine à beaucoup de petits patrons.

M. Couriot repousse absolument l'obligation de l'assurance. Il estime que l'État n'a pas le droit d'imposer à un industriel ou à un ouvrier de s'assurer. C'est là un intérêt purement privé dans lequel les Pouvoirs publics n'ont pas à intervenir. L'État n'a pas plus le droit d'imposer l'assurance contre les accidents qu'il ne peut imposer l'assurance contre l'incendie ou tout autre mode de prévoyance. L'industriel et l'ouvrier doivent rester les maîtres d'employer comme ils l'entendent le fruit de leur travail; c'est donc à eux seuls qu'il appartient de décider s'ils entendent prendre à leur charge les conséquences de l'accident ou s'ils veulent s'en garantir par une assurance.

De plus, l'établissement de l'assurance obligatoire conduirait fatalement à l'assurance par l'État et entraînerait celui-ci à supporter des charges très lourdes, qui pèseraient sur les contribuables, comme le prouve l'exemple de l'Allemagne.

MM. Beudin, Lombart, Tournal et quelques autres membres, appuient le principe de l'assurance obligatoire, mais demandent que l'industriel reste libre de s'assurer soit à la Caisse de l'État, soit à des Syndicats mutuels, soit à des Compagnies privées présentant les garanties qui seraient édictées par des règlements d'administration publique.

M. Aujay repousse le principe de l'assurance obligatoire. Si ce principe est adopté, l'État sera conduit à consentir à l'assurance de tous ceux dont ne voudront pas les Compagnies, et naturellement,

celles-ci repousseront tous les insolvables. Comment procédera l'État si ces assurés ne paient pas leurs primes?

Refusera-t-il le bénéfice de l'assurance aux ouvriers, ce qui équivaldra à une absence d'assurance, ou bien donnera-t-il quand même l'indemnité, ce qui équivaldra à une assurance prélevée sur l'impôt, ce qui constituerait un privilège exorbitant pour quelques-uns.

Les partisans de l'assurance obligatoire, pour éviter ces inconvénients, se rejettent sur l'assurance corporative obligatoire, inventée par les Allemands. Mais, au fond, un tel système n'est autre que l'assurance par le plus injuste des impôts : les patrons solvables payant pour les patrons insolvables.

Logiquement, les partisans de l'assurance obligatoire devraient arriver au refus du patronat à tous ceux qui n'offriraient pas de sérieuses garanties de solvabilité.

M. Tournai rappelle que le Président du Conseil a déclaré que le Gouvernement est favorable à l'assurance obligatoire, bien qu'il n'ait pas cru devoir, pour le moment, la demander à la Chambre.

M. le Président résume alors divers avis qui ont été envoyés à l'Association.

Le groupe régional de Lille et la Société industrielle de l'Est estiment que la loi proposée entraînera forcément l'établissement de l'assurance obligatoire. La Chambre syndicale de l'industrie du bâtiment, de la métallurgie et de la peinture, de la ville de Lille, demande formellement que l'assurance soit obligatoire pour tous les patrons, et qu'elle soit faite par des syndicats mutuels et par l'État.

La Chambre syndicale des entrepreneurs de constructions métalliques de France demande aussi formellement l'assurance obligatoire, mais avec la condition absolue de la participation de l'ouvrier au paiement de la prime.

La majorité de l'Assemblée émet enfin l'avis : *que la loi présentée entraînera forcément l'établissement de l'assurance obligatoire ; que, dans ce cas, la prime devrait être partagée entre le patron et l'ouvrier ; que cette assurance devrait pouvoir se faire, soit par l'État, soit par les Syndicats mutuels, soit par les Compagnies privées, sous les garanties de contrôle édictées par des règlements d'administration publique.*

L'Assemblée passe ensuite à la discussion des articles du projet de loi.

ART. 1^{er}. — M. le Président donne connaissance des avis suivants :

La Société industrielle de Saint-Quentin repousse absolument le paragraphe qui met l'indemnité à la charge du patron, quelle qu'ait été la cause de l'accident.

Le groupe régional de Lille proteste également contre ce principe et propose la rédaction suivante :

« Cette indemnité est à la charge du chef de l'entreprise, quelle

» qu'ait été la cause de l'accident, pourvu que cet accident soit la
» conséquence du genre de travail auquel se livrent les intéressés.

» Toutefois, il ne sera dû aucune indemnité à la victime qui au-
» rait agi dans une intention criminelle ou dont l'imprudence ou
» une négligence inexcusables auraient été la cause unique de l'acci-
» dent ».

La Chambre syndicale du bâtiment, de la métallurgie et de la pein-
tures, de la Ville de Lille, proteste également contre le principe
énoncé et propose d'ajouter à la fin du dernier paragraphe de l'ar-
ticle 1^{er} : « et s'il est établi que la cause de l'accident est imputable à
» la victime elle-même ».

La Chambre syndicale des Entrepreneurs de constructions métal-
liques de France remplacerait complètement l'article premier par la
classification des accidents en trois catégories, ainsi qu'il a été dit
lors de la discussion générale.

M. Hégelbacher propose la rédaction suivante :

» Tout accident survenu dans leur travail aux ouvriers et employés
donne droit, au profit de la victime ou de ses ayants droit, à une
indemnité, pourvu que cet accident soit le résultat du travail lui-
même. »

L'Assemblée adopte ce principe et émet le vœu que le dernier pa-
ragraphe soit rédigé comme suit, ainsi que le propose M. Périssé.

« *Il ne sera dû aucune indemnité à la victime dont les agissements
coupables auraient été dûment constatés.* »

M. le Président, à l'occasion de cet article, émet le vœu, et toute
l'Assemblée se joint à lui, de voir définir « le chef de l'entreprise ». Il
lui semble qu'il vaudrait mieux énoncer nettement la pensée du
rédacteur du projet, qui est que la responsabilité incombe, dans
l'entreprise, à celui qui a mission de surveiller et de donner des ordres
dans l'atelier où l'accident a eu lieu.

ART. 2. — La Société industrielle de Saint-Quentin pense que
l'article 2 aura pour conséquence qu'un ouvrier infirme, mais encore
très apte, comme peut l'être un borgne, et pouvant jouir d'un salaire
élevé, ne pourra plus que difficilement trouver d'emploi, car il a plus
de risque d'être atteint de l'incapacité permanente absolue, s'il perd,
par exemple, le second œil, et le chef d'industrie devra payer une
indemnité complète et hors de proportion.

La Société industrielle de l'Est trouve que les minima de 400 francs
pour les hommes et 250 francs pour les femmes sont beaucoup trop
élevés, principalement pour les industries agricoles et celles des dé-
partements où les salaires sont assez faibles. Elle demande la suppres-
sion de ces minima, tout en admettant que l'indemnité puisse varier
du tiers aux deux tiers du salaire,

Les mêmes observations sont présentées par le Groupe régional de

Lille et par la Chambre syndicale du bâtiment, de la métallurgie et de la peinture, de Lille.

La Chambre syndicale des Entrepreneurs de constructions métalliques de France voudrait voir fixer l'indemnité à 60 0/0 du salaire moyen annuel, en définissant exactement dans quels cas l'incapacité pourra être considérée comme permanente.

Après discussion, l'Assemblée émet le vœu de voir *supprimer le minimum de 400 francs pour les hommes et 250 francs pour les femmes en laissant l'indemnité variable entre le tiers et les deux tiers du salaire moyen annuel.*

ART. 3. — La Chambre syndicale des Entrepreneurs de constructions métalliques de France demande qu'afin d'éviter des procès, il soit joint à cet article un tableau des différents cas d'incapacité partielle, avec les indemnités afférentes à chacun d'eux, vœu qui est adopté par l'Assemblée.

M. Couriot croit cette taxation d'un membre ou d'un organe très délicate, car l'indemnité à allouer variera d'un lieu à un autre; aussi ne peut-elle être basée que sur le salaire moyen de la victime.

ART. 4. — Les Sociétés industrielles de Saint-Quentin et de l'Est, le Groupe régional de Lille font remarquer que cet article aura pour conséquence de fermer la porte des ateliers aux ouvriers mariés et chargés de famille, c'est-à-dire à ceux qui ont le plus besoin de travail, et qu'il constitue un encouragement à l'emploi de célibataires et d'ouvriers de nationalité étrangère.

M. Simon fait observer qu'au point de vue de la justice, l'indemnité doit avoir pour seule base le salaire de l'ouvrier. En effet, lorsqu'un industriel embauche un ouvrier, il ne le paie pas plus ou moins suivant que cet ouvrier est plus ou moins chargé de famille, et comme l'indemnité doit être la représentation du préjudice causé et que ce préjudice est la perte du salaire, l'indemnité ne doit dépendre que du salaire seul. L'augmentation de secours, suivant le nombre des membres de la famille, est une question d'assistance, publique ou privés, mais n'a pas sa place dans une loi sur la responsabilité des accidents, qui doit être une loi de justice et non une loi d'assistance.

M. Pittet de Rameru estime que les chiffres des indemnités prévues sont trop élevés. Il en donne pour preuve que le maximum de 400 francs de rente exigera en moyenne un capital aliéné de 6,000 francs. La grande majorité des petits patrons seront incapables de distraire de leurs affaires des capitaux aussi importants pour assurer le service des rentes viagères, et, s'ils s'assurent, les primes qu'ils auront à payer seront beaucoup trop fortes pour leurs ressources. Un grand nombre de ces petits patrons et des associations ouvrières n'ont même pas de fonds de roulement

de cette importance. Il serait facile de prouver que l'application de cet article est impossible.

L'Assemblée émet, en conséquence, le vœu que *les indemnités soient basées sur le salaire seulement.*

ART. 10. — Sur la proposition de M. Émile Muller, qui développe les raisons de sa motion, l'Assemblée émet le vœu que, *dans le paragraphe 1, les mots à leurs frais soient supprimés*, étant compris qu'il suffit d'atteindre le résultat, sans se préoccuper de savoir aux frais de qui.

ART. 13. — Toutes les Sociétés industrielles de province en relation avec l'Association, les Chambres syndicales et les membres de l'Assemblée sont unanimes pour demander énergiquement la *suppression des deux derniers paragraphes*, qui leur semblent constituer une injustice flagrante, en même temps qu'ils laisseraient la porte ouverte à de nombreux procès.

ART. 14. — Sur la proposition de M. Grüner, l'Assemblée adopte pour le dernier paragraphe la rédaction suivante : *300 fois le salaire quotidien moyen du journalier adulte ordinaire de la localité.*

ART. 15. — Le délai de vingt-quatre heures dans lequel l'industriel doit faire la déclaration de l'accident sera beaucoup trop court dans certains cas, ainsi que le font remarquer la Société industrielle de Saint-Quentin et la Chambre syndicale de Lille. L'Assemblée émet le vœu qu'il soit porté à *quarante-huit heures.*

ART. 20. — La Société industrielle de l'Est déplore la rédaction de cet article qui poussera l'ouvrier, n'ayant rien à perdre, à faire dans presque tous les cas un procès à son patron.

L'Assemblée émet le vœu que *le Président du Tribunal reste juge d'accorder ou de refuser l'assistance judiciaire, sans que celle-ci appartienne de droit à l'ouvrier.*

ART. 24. — L'Assemblée demande *la suppression de la peine de l'emprisonnement*, qui paraît excessive.

ART. 27. — Plusieurs membres de l'Assemblée font remarquer, avec exemples à l'appui, qu'il arrive que des infirmités considérées comme incapacité permanente de travail se guérissent après plusieurs années, tandis que, réciproquement, des blessures d'abord légères donnent lieu, après un temps assez long, à des incapacités permanentes.

L'Assemblée émet, en conséquence, le vœu que l'article 27 soit ainsi rédigé, pour éviter loyalement toute surprise.

« Il y aura toujours lieu, de part et d'autre, à revision des pensions et indemnités. »

ART. 35. — Au sujet de cet article, M. le Président fait observer que beaucoup d'industriels se sont déclarés favorables à la constitution des syndicats d'assurance mutuelle, que le projet de loi veut favoriser, mais qu'en présence de la gravité des obligations imposées par

cet article qui veut rendre les industriels solidaires des avances faites par l'État, la formation des syndicats mutuels sera impossible.

L'Assemblée émet le vœu que le mot *solidairement* soit remplacé par le mot *proportionnellement*.

M. Émile Muller, après avoir résumé l'importante discussion des membres de l'Assemblée, leur demande de vouloir bien réfléchir à cette loi puisqu'ils ont émis l'opinion qu'il y a lieu d'en préparer une. Comme il est à craindre, dit-il, d'après tous les renseignements pris, que le projet actuel soit adopté par la Chambre, l'Association des Industriels de France devra réserver ses efforts pour le moment où le Sénat aura inscrit cette discussion à son ordre du jour. Jusque-là nous aurons peut-être pu préparer d'autres éléments de discussion et ajouter de nouveaux arguments pour arriver à une loi qui donnerait satisfaction à toutes les exigences sans cependant sacrifier personne.

Dans le but de favoriser les études que l'Association réclame de tous ses adhérents, M. le Président engage ceux-ci à méditer les brochures qui ont été publiées à l'occasion de cette loi, les discussions qui vont avoir lieu à la Chambre, et, notamment :

1^o Les consciencieuses études de notre collègue, M. Grüner, relatives aux lois allemandes et autrichiennes (1). Le rapprochement de ces lois et des conséquences qu'elles ont eues déjà devrait suffire à nous en éloigner à jamais ;

2^o Le remarquable résumé de la question : « *l'Assurance obligatoire* » par M. Claudio Jannet (2), étude indispensable à tous ceux qui veulent connaître la question qui nous intéresse ;

3^o Les assurances contre les accidents, par H. Adam (3) ;

4^o De la responsabilité des accidents, par Beziat d'Audiber, actuaire (4).

Pour clore la séance, M. Muller remercie M. Maze, sénateur, des pages qu'il a consacrées à notre Association dans son intéressante *Revue des Institutions de prévoyance*, et donne lecture des passages suivants de la brochure citée de M. Jannet ; ils viennent à l'appui de la pensée qui a présidé à la fondation de notre œuvre et à la discussion de ce jour :

« Il faut le reconnaître aujourd'hui encore, comme on dut le faire à l'Assemblée législative après 1848, l'assurance générale d'une pension de retraite pour tous les prolétaires est un rêve généreux, mais impraticable. Indépendamment des impossibilités financières

(1) Chaix, imprimeur.

(2) De Soye, imprimeur. Extrait du *Correspondant*.

(3) Imprimerie E. Guyot. Bruxelles.

(4) Warnier, libraire-éditeur.

que nous avons indiquées, et en supposant qu'on parvînt à les surmonter pendant quelques années, au prix d'une action de l'État plus énergique qu'il n'en a jamais exercé, les résultats de cette expérience seraient funestes pour la constitution sociale et le tempérament national.

» Les hommes ne sont pas faits pour être jetés dans des conditions de vie uniformes. Le progrès social et moral s'accomplit parce qu'ils forment différents groupes et que tandis que les imprévoyants et que les dissipateurs s'abaissent, les plus prudents et les plus énergiques s'élèvent. Les chefs d'industrie, quand ils sont animés de vues généreuses font profiter de leurs succès leurs collaborateurs ; ils offrent à ceux d'entre eux qui se sont volontairement attachés à leur fortune des avantages dont sont privés ceux que l'esprit d'indiscipline ou l'instabilité entraîne. Un classement naturel s'opère ainsi entre les hommes et entre les entreprises industrielles. Les efforts des ouvriers pour s'élever par la prévoyance, les sacrifices faits par les chefs d'industrie pour assurer le bien-être matériel et moral des familles ouvrières groupées autour d'eux, outre leurs résultats matériels immédiats, ont celui non moins précieux de rendre un certain nombre d'hommes plus capables et meilleurs.

« Nous ne voyons pas en quoi consisterait le progrès, le jour où il n'y aurait plus aucun avantage pour un ouvrier à être attaché à une usine qui prospère et dont le chef est bienfaisant. C'est là cependant la conséquence inévitable des systèmes d'assurance générale et d'assistance imposée. Ils détruisent complètement le patronage, c'est-à-dire l'idée qu'il y a un devoir de conscience pour les chefs des ateliers de travail à se préoccuper personnellement du sort de leurs collaborateurs. S'imagine-t-on qu'ils continueront à s'imposer ce devoir après que l'Etat, par son intervention, les aura accablés de charges et aura étouffé tout sentiment de reconnaissance chez les ouvriers ? Voilà pourquoi les démocrates socialistes applaudissent aux lois de M. de Bismarck, malgré les mesures de police qui les accompagnent. Rien ne saurait mieux préparer leur avènement. »

.....

« Déjà on peut juger de l'affaiblissement des sentiments de dignité et des habitudes de contrôle réciproque qu'entraîne l'assurance obligatoire par ce qui s'est passé en Allemagne depuis la mise en vigueur des deux premières lois. Toutes les corporations se plaignent de ce que la durée des maladies tend à augmenter. A Saarbrück, la direction des mines royales constate que, malgré l'absence de toute épidémie, la durée moyenne des maladies, qui était de seize jours jusqu'en 1884, a dépassé vingt jours en 1886.

» D'autre part, tout ouvrier occupé dans une fabrique étant nécessairement appelé à participer au bénéfice de la caisse de maladie,

les patrons sont intéressés à écarter les ouvriers malades, d'aspect chétif, qui pourraient être une trop lourde charge pour la caisse. « Le » résultat immédiat de la loi, nous l'avons vu sur place, dit M. Grüner, » a été de priver de leur gagne-pain et de réduire à la mendicité un » grand nombre d'ouvriers à demi invalides que les industriels occu- » paient jusque-là par pitié, mais sans les admettre dans leurs caisses » de secours. »

» Un tableau comparatif des cas de mort et d'incapacité de travail, d'après la statistique allemande de 1881 et d'après les résultats des opérations des corporations d'assurance en 1886, montre que les cas de mort ont baissé de 101,4 à 86,3 pour 100,000 ouvriers, ce qui prouve que l'industrie n'est pas devenue plus dangereuse ; mais les cas d'incapacité totale (accidents qui donnent lieu aux plus fortes indemnités) se sont élevés de 18,8 pour 100,000 ouvriers à 54,7, c'est-à-dire ont triplé. Quant aux incapacités partielles permanentes, les prévisions de 1881 étaient de 67 pour 100,000 ; elles se sont élevées, en 1887, à 117 ; autrement dit, elles ont doublé. En 1888, ces résultats de la loi se sont accentués dans des proportions énormes. Tandis qu'en 1886, sur 3,725,313 ouvriers assurés, il s'était produit 10,540 accidents donnant droit à des indemnités, en 1888, il y a eu 17,142 accidents de cette catégorie sur 3.803 693 ouvriers. Les cas de mort sont restés au même chiffre, mais l'augmentation porte sur les cas d'invalidité partielle permanente. La dépense par ouvrier, qui était de 4 fr. 64 en 1886, est montée en 1887 à 1 fr. 91, au lieu de 1 fr. 28, chiffre prévu.

» La vérité est qu'un grand nombre d'ouvriers ont profité de la loi pour se faire considérer comme invalides, alors qu'ils pouvaient encore travailler, ou pour allonger la durée de leurs maladies. »

.....
« C'est une *nouvelle loi des pauvres* que l'Allemagne établit chez elle aujourd'hui, et elle en a le double caractère : assistance de l'ouvrier d'une part, contrôle administratif permanent sur lui de l'autre. L'obligation du livret imposée à tous les travailleurs allemands par les lois d'assurance, les place sous la surveillance journalière de la police. Jamais nos ouvriers français n'accepteraient cette mise en carte administrative.

.....
» La condition des classes populaires françaises, c'est l'honneur de notre histoire, a toujours été supérieure à celle des pays voisins, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque époque. Nous n'avons pas comme en Allemagne de réparations à accomplir pour des oppressions passées, ainsi que le prétend M. Ad. Wagner, le théoricien du *Socialisme de la chaire*, pour justifier la nouvelle législation. Grâce à la liberté économique, qui, comme toutes les

libertés, est ancienne chez nous, un nombre assez considérable de nos ouvriers jouissent de salaires qui leur rendent possible la prévoyance, et ils la pratiquent effectivement.

» Ne sacrifions donc pas ces deux grands ressorts de notre organisation sociale : l'initiative individuelle et le patronage volontaire. »

L'Assemblée applaudit à cette conclusion et aussi à l'initiative à laquelle est due notre Association, qui deviendra puissante parce qu'elle repose sur le dévouement et le désintéressement.

CHRONIQUE

UNE LOI EN FAVEUR DES ENFANTS DE PARENTS INDIGNES

Parmi les projets de loi qui seront très prochainement déposés sur le bureau de la Chambre, celui qui a trait à la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés mérite un examen tout spécial, car il implique la réorganisation complète d'une institution publique dont la nécessité s'est accrue avec la misère générale dans les grands centres, par suite de la crise économique que nous venons de traverser et dont les conséquences désastreuses se feront encore longtemps sentir.

Ce projet a été mûrement étudié, avant d'être soumis à la discussion de nos honorables. En dernier lieu, le conseil supérieur de l'Assistance publique, réuni en séance extraordinaire sous la présidence de M. Th. Roussel, sénateur, en a adopté les vingt-cinq articles, sauf quelques légères modifications. Le titre premier du projet en question traite de la déchéance de la puissance paternelle et de l'organisation de la tutelle en faveur des enfants de parents indignes ; le titre second règle la protection des mineurs placés par jugement, avec ou sans l'intervention des parents, dans des administrations publiques, dans des associations de bienfaisance spécialement autorisées ou chez des particuliers.

Le grand mouvement d'opinion publique qui s'est manifesté en faveur de l'enfance abandonnée, détermina, en 1878, le dépôt d'un projet de loi sur le rétablissement des tours. La même année, M. de Lacretelle proposait la création d'asiles pour les nouveau-nés. Mentionnons aussi de nombreux projets dus à l'initiative du Conseil municipal de Paris.

Tandis qu'en France une agitation si prolongée n'a point encore donné les réalisations espérées, en Angleterre et en Amérique les institutions de secours en faveur de l'enfance malheureuse ont pris une extension inouïe.

C'est par centaines que, dans ces pays, on compte les œuvres des enfants abandonnés (des *arab-boys* comme on les appelle là-bas), et les écoles où ils sont recueillis connues sous le nom d'*industrial schools*, *truant schools*, *training ships* et *reformatories*, se multiplient chaque jour. Il en est également ainsi en Allemagne, en Belgique et en Suisse.

En France, Paris seul possède un service des enfants moralement abandonnés, et encore n'existe-t-il que depuis 1881. De plus, le contrat de ce service, qui a emprunté sa formule à la grande société américaine, la *New-York juvenile asylum*, dirigée par l'éminent Char-

les Loring Brace, contrat qui, en Amérique, emprunte son efficacité à sa valeur légale, est enfreint journellement à Paris par les parents des enfants. L'Assistance publique est obligée de s'incliner devant la redoutable puissance paternelle consacrée par le code, et qu'exercent d'indignes parents contre l'intérêt de leurs enfants.

Il était donc nécessaire avant toute chose que la loi vint limiter ou même supprimer l'exercice de l'autorité paternelle quand il y avait danger pour les enfants.

En janvier 1881, M. Th. Roussel, présentait, conjointement avec MM. Jules Simon, Béranger et Schœlcher, un projet de loi sur la protection des enfants abandonnés délaissés ou maltraités. En décembre de la même année, le gouvernement déposait un projet de loi sur le bureau du Sénat, ayant pour objet de remanier la législation sur la matière; cette loi alla du Sénat à la Chambre, où une commission fut instituée afin de l'étudier.

M. Gerville-Réache, rapporteur, déposa son rapport dans la session de 1884. Mais la difficulté qu'il y avait d'évaluer les charges financières résultant de l'adoption d'un projet aussi vaste en empêchèrent la discussion générale.

Dans cette occurrence, le gouvernement pensa que, pour ne pas livrer au hasard une loi du plus grand intérêt social, il y avait lieu d'en remettre l'adoption intégrale à des temps plus favorables, et de ne s'occuper présentement que de la déchéance paternelle et de la protection des enfants de parents indignes. C'était, répétons-le, courir au plus pressé et remonter à la source des affligeants scandales que la lecture des faits divers et des comptes rendus des tribunaux nous révèle quotidiennement. En conséquence, le 25 février de cette année, M. Monod, directeur général de l'Assistance publique en France, annonçait à la Chambre, en qualité de commissaire du gouvernement, que celui-ci déposerait avant peu un projet dans le sens ci-dessus indiqué. C'est de ce dépôt qu'il est question aujourd'hui.

La déchéance de la puissance paternelle en cas d'indignité fait, nous l'avons dit, l'objet du titre premier de ce projet. Combien, en effet, il est nécessaire! Actuellement, lorsqu'un de ces pauvres petits arabes est trouvé errant sur la voie publique, mendiant ou se livrant à quelque méfait, on le conduit chez le commissaire. Si les parents le réclament, en le leur rend. Or, si c'est pour le compte et sur l'ordre de ses parents qu'il s'est livré à la mendicité, il est hors de doute que, sitôt rendu à eux, il recommencera. Et on l'arrêtera dix, quinze fois; jusqu'à ce qu'un délit caractérisé l'envoie terminer son éducation dans une maison de correction.

Autre cas où l'autorité paternelle peut être parfois un hideux moyen d'exploitation. Un enfant trouvé dans la rue, et dont les parents adonnés à leurs vices respectifs ne se soucient point, est recueilli par l'Assistance publique. L'enfant c'est, par exemple, une fillette) grandit. Un beau jour, la mère se présente, fait tapage pour ravoir son enfant. On la lui rend, car la mère a la loi pour elle, et c'est ainsi que cette mégère aura pu faire gratuitement élever son enfant, et, quand elle aura atteint sa seizième année, la reprendre, la livrer à la prostitution et vivre de cet immonde trafic.

Dans le projet de loi destiné à remédier à cet état de choses, les cas de déchéance paternelle sont nombreux. Si les parents ont été deux fois condamnés pour excitation de mineurs à la débauche, s'ils le sont pour séquestration d'enfants, si leur conduite est notoirement scandaleuse, s'ils maltraitent leurs enfants.

Dans ces divers cas, les commissions hospitalières se chargeront des enfants et en auront la tutelle; mais elles pourront les remettre à des établissements hospitaliers et même les confier à des particuliers. Pendant l'instance en déchéance, toute personne pourra s'adresser au tribunal pour que l'enfant lui soit confié. Mais afin de prendre toutes garanties contre l'abus que les associations ou les particuliers pourraient faire des droits qui leur sont accordés, deux articles du projet stipulent que les enfants demeurent sous la surveillance de l'État, quel que soit le lieu où ils sont placés, et que le préfet pourra demander au tribunal que l'enfant soit, s'il y a lieu, pourvu d'un autre placement. Ces deux clauses sont absolument nécessaires après les récents scandales de Porquerolles et de Citeaux.

Ajoutons, pour finir ce trop rapide examen, que le dernier article du projet de loi décide que, dans les départements où le conseil général s'engagera à assister les enfants maltraités ou moralement abandonnés, la subvention de l'État sera portée au cinquième des dépenses.

Le projet primitif portait qu'un crédit s'élevant à la somme d'un million de francs serait mis à la disposition du ministre de l'intérieur; mais le conseil supérieur de l'Assistance publique a supprimé ce chiffre, préférant qu'il fût fixé en raison des besoins constatés et non d'après des prévisions qui ne peuvent s'établir que d'une manière arbitraire.

Le *Matin* du mercredi 12 décembre 1888.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRE PÉRPÉTUEL

Noms des adhérents : MM. Présentateurs : MM.

Cacheux, ingénieur des Arts et Manufactures,
25, quai Saint-Michel (Paris). **Roche**.

MEMBRES ORDINAIRES

Fourcy père, ingénieur-constructeur, à Corbehem
(Pas-de-Calais). **QUEROY**.
Larcher, fabricant de chicorée, à Annay (Pas-de-
Calais). d°
Péru frères, entrepreneurs, à Corbehem (P.-de-C.). d°
Delaby (E^d.), maire, conseiller, d'arrondissement à
Courcelles-les-Lens (Pas-de-Calais). d°
Sagnier, fabricant de sucre, à Le Tramsloy (P.-de-C.). d°
Provins et fils (M^{re}, V^e), fabricants de sucre, à
Bapaume (Pas-de-Calais). d°
François (A.), négociant, à Brest (Finistère). **LANDOIS**, inspec. divis.
Forges d'Eurville, à Eurville (Haute-Marne). **ROCHE**.
Ouvré, manufacturier, à Souppes (Seine-et-Marne). **LINARÈS**, inspec. divis.
Carré, Jaudin et C^{ie}, manufacturiers, à Monte-
reau-Faut-Yonne (Seine-et-Marne). d° d°
Prévet, manufacturier, à Meaux (Seine-et-Marne). d° d°
Lambry, fabricant de sucre, à Louez-les-Duisans
(Pas-de-Calais). **QUEROY**.

LAURÉATS

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER
LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES)

*Œuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles,
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

Aisne.

Asile évangélique de Lemé; — *mention honorable* (Bullet. I, p. 295).
Filles de la sagesse, à Laon; — *médaille d'argent* (XVII, 267).

Ardèche.

Cercle catholique des jeunes apprentis et jeunes ouvriers (Directeur fondateur, M. l'abbé Dusert), à Annonay; — *médaille de bronze* (VIII, 386).

Communauté des Dames de la Providence, à Annonay; — *médaille de bronze* (VII, 386).

Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul d'Annonay; — *mention honorable* (VII, 386).

Aube.

Orphelinat de Saint-Martin des Vignes tenu à Troyes par les sœurs de la Providence; — *médaille d'argent* (XV, 210).

Patronage d'apprentis, fondé à Troyes par M. l'abbé Tridon; — *médaille d'argent* (I, 292).

Société de protection de l'enfance ouvrière, fondée à Troyes par M. Bernot; — *médaille d'argent* (XV, 210).

Bas-Rhin.

École israélite des arts et métiers de Strasbourg (I, 285).

Établissement du Bon Pasteur, à Strasbourg (II, 332).

Orphelinat de Neuhoef (II, 333).

Union chrétienne de jeunes gens, à Strasbourg; — *médaille de bronze* (II, 334).

Basses-Pyrénées.

Atelier de ganterie de Bidache, dirigé par les Filles de la Croix (II, 334).

Bouches-du-Rhône.

Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigée par M. l'abbé Timon-David, à Marseille; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat du Sacré-Cœur de Marseille M^{lle} Guichard de Choisy, fondatrice-directrice de l'; — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon,

à Marseille; — *médaille d'argent* (I, 293).

Calvados.

Orphelinat-ouvroir de Notre-Dame, à Caen, fondé par M^{lle} de Valroger (II, 331).

Orphelinat avec apprentissage, à Caen, fondé et dirigé par M. l'abbé Leveneur; — *médaille d'argent* (I, 290).

Charente.

Orphelinat, École, Crèches d'Angoulême; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 163).

Cher.

Atelier de couture de Torteron, — sœur Maria de Saint-Vincent-de-Paul, directrice; — *médaille de bronze* (XXI, 271).

Co-onie professionnelle de Foëcy; — *médaille d'argent* (I, 293).

Dordogne.

Œuvres de la Force (II, 333).

Doubs.

Association évangélique de Montbéliard pour le patronage des enfants indigents; — *médaille d'argent* (I, 291).

Association générale de secours et patronage à Besançon; — *médaille de bronze* (XIX, 163).

Drôme.

Maison de Recoubeau (II, 332).

Orphelinat, Napoléon, à Valence (I, 289).

Œuvre des Orphelins de Crest; — *médaille de bronze* (II, 334).

Eure.

Patronage d'apprentis à Évreux dirigé par M. Odieuvre; — *médaille de bronze* (XV, 211).

Patronage d'apprentis, à Pont-Audemer, dirigé par M. Malherbe; — *médaille d'argent* (I, 293).

Eure-et-Loir.

Ouvroir Saint-Pierre, à Chartres; — *médaille de bronze* (II, 334).

Finistère.

Ouvroir interne de Poul-ar-Bachet (II, 333).

Gard.

Patronage des apprentis, Conseil des Prud'hommes de Nîmes; — *médaille d'argent* (XXI, 271).

Société de patronage des jeunes gens de l'Église réformée, à Nîmes; — *médaille d'argent* (I, 292).

Gers.

Œuvre des jeunes apprenties, fondée, à Auch, par M^{lle} Debus; — *médaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat gratuit de jeunes filles, à Auch; — *médaille honorable* (I, 294).

Gironde.

Atelier chrétien de M^{lle} Sivan, à Bordeaux (II, 332).

Orphelinat agricole de Gradignan près Bordeaux (M. l'abbé Moreau, directeur); — *médaille d'argent* (VII, 386).

Ouvroir Saint-Bruno, à Bordeaux, dirigé par les sœurs de l'Immaculée Conception; — *médaille de bronze* (II, 35).

Haute-Garonne.

Orphelinat de l'Immaculée-Conception, à Toulouse (M. l'abbé Julien, directeur fondateur de l') (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame, à Toulouse (M. l'abbé Ribains, directeur-fondateur); — *médaille d'argent* (IX, 249).

Patronage de Saint-Sernin, rue de la Chainé, 14, à Toulouse (M. l'abbé Mercelle, directeur du); — *mention honorable* (IX, 249).

Patronage Saint-Cyprien, allée de Garonne, 35, à Toulouse (M. l'abbé Tournamille, directeur-fondateur du); — *médaille de bronze* (II, 249).

Haute-Loire.

Atelier de lingerie des sourdes et muettes, au Puy, dirigé par les sœurs de la Présentation de Saint-Andréol; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat du Puy; — *médaille d'argent* (I, 293).

Haute-Marne.

Orphelinat des filles de Villegusien (M. l'abbé Molard, directeur-fondateur de l'); — *médaille de bronze* (IX, 249).

Patronage de Chaumont; — *mention honorable* (I, 249).

Société de patronage des apprentis de la ville de Chaumont, président-fondateur, M. Aubry, — secrétaire, M. Merger, avocat; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 272).

Haut-Rhin.

École israélite de Mulhouse, dirigée par M. Gimpel (I, 287).

Orphelinat de Cernay; — *médaille de bronze* (II, 334).

Orphelinat de Colmar, fondé par les dames Glaubetz; — *mention honorable* (I, 295).

Orphelinat de Kembs; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de Ribeauvillé; — *médaille de bronze* (II, 334).

Ille-et-Vilaine.

Œuvre de patronage, fondée et dirigée par l'abbé Bourdon, à Rennes; — *médaille d'argent* (I, 291).

Indre.

Orphelinat de Déols pour les jeunes filles; — *médaille d'argent* (I, 294); — *rappel de médaille d'argent* (VI, 387).

Indre-et-Loire.

Maison d'apprentis Tonnelé (directeur, M. l'abbé Archambault), à Tours; — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame-le-Riche à Tours; — *mention honorable* (I, 294).

Isère.

Asile Sainte-Agnès, à Grenoble (M^{me} Saint-Remi Cuzin, religieuse, directrice de l'); — *médaille d'argent* IV, 23).

Orphelinat de Notre-Dame-de-Vouize, à Voiron, fondé par les frères de la Sainte-Famille; — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de patronage des jeunes apprentis de Grenoble; — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire.

Patronage fondé à Saint-Étienne, par M. l'abbé Monnier (II, 331).

Patronage du Treul, fondé par M. Ron-del — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire-Inférieure.

Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes (M. l'abbé Bauduz, directeur de la); — *médaille d'argent* (IX, 250).

— (Sœur Marie, supérieure des religieuses de la); — *médaille de bronze* (IX, 250).

Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-Joie, dirigée par M. l'abbé Peigné, à Nantes; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat agricole de la Duchernaie, commune de Cambon (M. l'abbé Dabin, fondateur et directeur de l'); — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de protection des apprentis à Nantes, sous la direction de la Société industrielle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Loiret.

Œuvre des apprentis d'Orléans; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat protestant d'Orléans; — *mention honorable* (I, 295).

Ouvroir interne du cloître Saint-Aignan, à Orléans, dirigé par les Filles de la Croix; — *médaille de bronze* (II, 335).

Patronage des apprentis à Orléans (frère Nicolin, directeur du) — *médaille de bronze* (IX, 250).

Loir-et-Cher.

École maternelle et école d'apprentis, entretenues par MM. Normant, frères, à Romorantin; — *médaille de vermeil* (XXI, 271).

Orphelinat laïque dit de l'Hôpital général à Blois; — *médaille de bronze* (XIX, 164).

Maine-et-Loire.

Orphelinat municipal professionnel pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaille d'argent* (XI, 430); *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 272).

Patronage de Notre-Dame-des-Champs à Angers (I, 288).

Marne.

Patronage fondé par la Société industrielle de la ville de Reims; — *mention honorable* (I, 295).

Société de Bethléem à Reims; orphelinat; — *médaille d'argent* (XV, 211).

Meurthe-et-Moselle.

École professionnelle de Nancy (M^{lles} de Metz et Gardeil, directrices de l'); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Maison d'apprentis de la ville de Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (IX, 250).

Maison des apprentis de Nancy (M. Alexandre Wehrle, vice-président de la); — *médaille d'argent* (IX, 251).

Œuvre des apprentis de la ville de Nancy (I, 286).

Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels de Lunéville, dirigé par M. Cobus, (I, 293).

Patronage des apprentis et apprenties de Nancy (M. Boulard, président); — *médaille d'argent* (IX, 250).

Patronage des jeunes ouvriers et

apprentis de la ville de Metz (directeur: M. l'abbé Risse); — *médaille d'argent* (VII, 389).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz; — *mention honorable* (I, 295).

Meuse.

Œuvre d'apprentis à Bar-le-Duc (M. Aug. Mathieu, directeur d'une); — *médaille de bronze* (IX, 251).

Œuvre d'apprentissage, fondée par M. l'abbé Aubry à Futeau (I, 288).

Patronage des apprentis à Verdun. *médaille d'argent* (XIX, 164).

Morbihan.

Œuvre de patronage des écoliers et jeunes apprentis de Lorient (M. Grouhel, négociant, à Lorient, collaborateur de l'); — *médaille de bronze* (IX, 251).

Patronage d'écoliers et de jeunes apprentis (M. l'abbé Charil de Ruillé, curé de Saint-Louis, à Lorient); — *médaille d'argent* (IX, 251).

Nièvre.

Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, à Fourchambault (directeur M. l'abbé Comoy); — *médaille d'argent* (VII, 388).

Nord.

Congrégation des Filles de l'Enfant Jésus, à Lille; — *médaille d'argent* (I, 294).

Œuvre de la Jeunesse, rue de la Monnaie, à Lille; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de la Providence, à Douai (IX, 251).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de Saint-Vincent-de-Paul, à Douai; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Patronage des apprentis et jeunes ouvriers de la ville de Douai; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Oise.

Orphelinat du Ménil-Saint-Firmin,

dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny ; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orne.

Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons indigents de la ville d'Alençon ; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage pour les jeunes filles fondé à Flers (Orne), par l'abbé Foucault ; — *médaille d'argent* (I, 294).

Pas-de-Calais.

Patronage d'apprentis (Maison de l'Immaculée-Conception), fondée à Arras, par le P. Halluin (I, 288) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 388). — *Rappel* (XVII, 267).

Patronage d'apprentis, fondé et dirigé par M. Flour, à Boulogne-sur-Mer ; — *médaille d'argent* (I, 292).

Rhône.

École gratuite du dimanche (M. Tre-voux, fondateur de l'), à Lyon ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Maison de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Lyon (M. Camille Recordon, président de la) ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Œuvre des apprentis de la ville de Lyon (I, 288).

Œuvre de la providence Saint-Bruno, à Lyon, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux ; — *médaille de bronze* (II, 335).

Œuvre des dames lyonnaises dites tutrices, à Lyon (M^{lle} Masson, directrice de l') ; — *médaille d'argent* (IV, 21).

Œuvre des Zélatrices (M^{me} la supérieure de l'), à Lyon ; — *médaille d'argent* (IV, 21).

Orphelinat, rue d'Auvergne, à Lyon, fondé par M^{lle} Paula Gagny ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Société de patronage des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon ; — *médaille d'argent* (I, 292).

Sarthe.

Communauté de Ruillé-sur-Loir (M^{me} la sœur supérieure de) ; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Savoie.

Orphelinat de Douvaine, près Genève, fondé par le R. P. Joseph ; — *médaille d'argent* (XIII, 68).

Seine.

Asile et apprentissage de jeunes gens infirmes, dirigé par les frères Saint-Jean-de-Dieu ; — *médaille d'argent* (I, 289).

Association des fabricants et artisans pour le patronage des enfants des deux sexes ; — *médaille d'argent* (I, 294).

Cercle des jeunes ouvriers, à Paris (I, 289).

Cercle des maçons et tailleurs de pierre (directeur : le R. P. Montazeau, à Paris) ; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Cercle et asile pour les jeunes ouvrières employées dans le commerce (fondatrice : M^{me} Eug. Roche en religion sœur Saint-Augustin de l'ordre des Sœurs de charité de la Présentation de la Vierge) ; — *médaille d'argent* (XI, 431).

Comité de patronage de l'Eglise réformée de Paris (M. Roland, agent, rue de l'Oratoire-Saint-Honoré, 4) ; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Comité de patronage des apprentis et des jeunes ouvriers de l'Eglise évangélique de la Confession d'Augsbourg ; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Comité de patronage du XVII^e arrondissement, à la mairie ; *mention honorable* (XIX, 165).

Ecole professionnelle pratique de jeunes filles (directrice : M^{me} Carot née Chuard), à Paris ; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Etablissement à Saint-Denis, fondé par M^{lle} Génin ; — *médaille de vermeil* (XI, 430).

Guérin et Mourra (M^{lles}), orphelinat

- de charité, 10, rue Nicolo, Passy ;
— *médaille d'argent* (XVII, 268).
- Maison d'apprentissage des jeunes garçons de la Confession d'Augsbourg (M. Lucien Coutellier, directeur de la) ; — *médaille de bronze* (IX, 252).
- Œuvre de jeunes apprenties, dirigée par la sœur Magniol, à la Chapelle ; — *médaille d'argent* (I, 290).
- Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Léocadie, à Paris ; — *médaille d'argent* (I, 292).
- Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Payen, à Grenelle ; — *médaille d'argent* (I, 290).
- Œuvre de Saint-Nicolas, à Paris (rue de Vaugirard, n° 92) (I, 292) ; — *médaille de vermeil* (IX, 253).
- Œuvre des petits ramoneurs et fumistes (directeur : P. Plainemaison, rue Lhomond, 18) ; — *médaille de bronze* (II, 324).
- Œuvre des sourdes-muettes de Bourla-Reine, dirigée par les sœurs de Notre-Dame-du-Calvaire ; — *médaille de bronze* (II, 335).
- Œuvre du patronage de la Confession d'Augsbourg (I, 286).
- Œuvre du patronage de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Paris (I, 286).
- Œuvre du patronage des jeunes ouvrières et apprenties sous la direction de M^{me} la baronne de La Doucette (I, 285).
- Œuvre générale des Ecoles professionnelles catholiques, à Paris — *médaille d'argent* (IX, 252).
- Orphelinat de jeunes filles à Paris, rue des Billettes, 16 ; — *mention honorable* (I, 295). — (M^{me} la supérieure de l') ; — *mention honorable*.
- Orphelinat de jeunes filles à Plaisance, dirigé par le pasteur Paumier ; — *médaille d'argent* (I, 290) ; — *Rappel de médaille d'argent* (VII, 388).
- Orphelinat de Notre-Dame-Préservatrice (directeur le P. Besserat), rue Lhomond, à Paris ; — *médaille d'argent* (IX, 253).
- Orphelinat des arts fondé par M^{me} Marie Laurent et plusieurs autres dames artistes ; *médaille d'argent* (XV, 211).
- Orphelinat des Saints-Ange, à Paris (I, 289).
- Ouvroir de l'École d'apprentissage de couture (M^{me} la sœur Paul, née Letrosne, directrice de l') ; rue des Boulangers, 19 ; — *médaille de bronze* (VII, 388).
- Ouvroir interne de la paroisse Saint-Ambroise, fondé par M. l'abbé Langénieux ; — *médaille d'argent* (IV, 25).
- Ouvroir interne des orphelines de Saint-Denis (directrice : M^{me} Prampain, en religion sœur Gabriel de la charité de Saint-Vincent-de-Paul) ; — *médaille d'argent* (XI, 431).
- Ouvroir Sainte-Genève (M^{me} la sœur Vincent, directrice de l'), rue Boutebrie, à Paris ; — *mention honorable* (IX, 254).
- Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé sous le nom de Saint-Jean, à Paris, par M. le comte de Lambel ; — *médaille d'argent* (I, 293).
- Patronage de la paroisse des Blancs-Manteaux (M. l'abbé Chanteaux, directeur) ; — *médaille d'argent* (IV, 23).
- Patronage de la Providence Sainte-Marie (I, 286).
- Patronage de l'Église réformée (I, 287).
- Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth (directeur M. l'abbé Lantiez) ; — *médaille d'argent* (VII, 388). — M. Vasseur, directeur ; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des apprentis et ouvriers israélites, à Paris ; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des frères de la Doctrine chrétienne (I, 284).
- Patronage dit d'Intérieur de Nazareth, à Paris ; — *mention honorable* (I, 295).
- Patronage et école, dirigés par les

sœurs Saint-Charles, à Paris; — *mention honorable* (I, 294).

Patronage Saint-Charles (M. Victor Mesny, professeur); — *medaille de bronze* (IX, 25.).

Pension d'apprentis, rue Folie-Méricourt, n° 4, fondée par M. l'abbé Chevojon; — *medaille d'argent* (IV, 26).

Pension d'apprentis, à Auteuil, dirigée par l'abbé Rousselle; — *medaille d'argent* (IV, 26).

Pension israélite d'apprentis, à Paris (II, 334).

Pensionnat de jeunes filles de l'Église réformée, à Paris, rue de Reuilly, 97; — *medaille d'argent* (I, 294).

Société de patronage des enfants protestants insoumis, 7, rue de Clavel; — *medaille d'argent* (XIX, 164).

Société de patronage des jeunes filles israélites, à Paris; — *medaille d'argent* (I, 293).

Société d'apprentissage de jeunes orphelins, rue d'Anjou, au Marais, à Paris; — *medaille d'argent* (IX, 253).

Société des amis de l'Enfance (I, 287).

Société générale de protection de l'enfance abandonnée ou coupable fondée à Paris par M. Georges Bonjean; — *medaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 211).

Société de secours mutuels du IX^e arrondissement de Paris, pour la protection des apprentis; — *medaille d'argent* (I, 294).

Société des ateliers d'aveugles, 11, rue Basfroi, à Paris, fondée par M. Lavanchy Clarke; — *medaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 211).

Société pour l'enseignement professionnel des femmes, à Paris; — *medaille d'argent* (IX, 253).

Société protestante des écoles du dimanche (I, 287).

Seine-et-Marne.

Orphelinat de Mary-sur-Marne, fondé et dirigé par M^{lle} Colombes; — *medaille de bronze* (XV, 212).

Patronage et orphelinat des apprenties de Meaux, dite l'Œuvre des jeunes économes, dirigé par M^{re} Dumont; — *medaille de bronze* (XV, 212).

Seine-et-Oise.

Asile maternel de Versailles, dirigé par M^{lle} Portz; — *medaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de jeunes garçons de Saint-Germain-en-Laye, dirigé par les frères de la Doctrine chrétienne; — *medaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat de l'Assomption, à Élan-court, fondé et dirigé par l'abbé Méquignon; — *medaille d'argent* (I, 294).

Orphelinat de Luzarches, fondé par M. l'abbé Soret; — *medaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat de Pont-à-Mousson, dirigé par les sœurs de la Nativité de la Vierge, de Saint-Germain-en-Laye. — *medaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat impérial de garçons, dirigé par le frère Photius, à Versailles (I, 287).

Patronage de la Roche-Guyon, dirigé par M. l'abbé Portier; — *mention honorable* (I, 295).

Seine-Inférieure.

Œuvre des Dames de la Providence formant les apprenties pour la confection de la dentelle et de la couture à Dieppe; — *medaille d'argent* (I, 291).

La même Œuvre, à raison de son École professionnelle du Filet, de son Orphelinat, de ses Écoles et de son Dispensaire; — *medaille d'argent* (XV, 211).

Orphelinat de Crosnes, fondé par M. Esnault-Peltre, ancien négociant en dentelles; — *medaille d'argent* (VII, 289).

Orphelinat de Notre-Dame-des-Flots, à Dieppe, dirigé par la sœur Elisabeth, *medaille d'argent*; — (XV, 212).

Somme.

Patronage des jeunes ouvriers. di-

rigé par M. Caille, à Amiens (I, 288).

Patronage du Bourg-d'Ault, dirigé par M. Romain fils; — *mention honorable* (I, 294).

Tarn.

Orphelinat protestant de Castres; — *médaille d'argent* (I, 291).

Tarn-et-Garonne.

Établissement fondé par M. le marquis de Bellisens, à Monbeton (II, 333).

ÉTRANGER

Suisse.

Œuvre de la Cure d'été et des Vacances en Suisse, fondée par M^{me} Engel-Dollfus; — *médaille d'argent* (IV, 22).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE

POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL

DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS

1^{re} Catégorie : — *comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.*

Ain.

Bonnet et C^{ie} (MM.), filateurs et tisseurs de soie, à Jujurieux; — *médaille d'argent* (IX, 254).

Aisne.

Compagnie des Chemins de fer du Nord, cours professionnels de Tergnier; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 268).

Maillard (M.), fabricant de châles, à Grougis; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Poilly de Brigode et de Fitz James, propriétaires de la verrerie de Follembray; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 165).

Sevart (M.), à Saint-Michel et à Paris; — *médaille* (I, 304).

Godin-Lemaire (M.), à Guise, fabrique d'appareils à vapeur; — *médaille* (I, 304).

Allier.

Boignes, Rambourg et C^{ie} (MM.), à Commeny; — *médaille d'argent* (II, 338).

Société des Forges de Châtillon et de Commeny; — *médaille d'argent* (II, 338).

Ardèche.

Blanchon (M.), à Saint-Julien-Saint-Alban; — *médaille* (I, 305).

Canson et Montgolfier (MM.), Papeterie de Vidalon-lès-Annonay; — *médaille d'argent* (II, 336).

Chabert et C^{ie} (MM.), filateurs de soie, à Chomérac; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Plantevin aîné (M.), moulinage de soie, à Veyrières, commune de Chirol, canton de Thuets; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Rostaing (M. Léon), l'un des directeurs de la Papeterie de Vidalon, près Annonay; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 431).

Ardennes.

Mines de Blanzy (Compagnie des), (I, 300)

Aube.

Poron (M.), manufacturier, à Troyes; — *médaille d'argent* (XIII, 268).

Thévenot père et fils (MM.), filateurs à Troyes; — *médaille de bronze* (XV, 213).

Bas-Rhin.

Stehelin (M^{me}), à Bischwiller; — *médaille de bronze et mention honorable* (II, 339).

Bouches-du-Rhône.

Direction des écoles professionnelles publiques de la ville de Marseille; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 165).

Messageries nationales (Transports maritimes). Établissement de La Ciotat (I, 301).

Calvados.

Duchesne-Fournet (M. Paul), filature de lin et tissage, à Lisieux; — *médaille de bronze* (II, 340); — *médaille d'argent* (IX, 255).

Charente.

Laroche-Joubert (M.), directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *médaille d'argent* (IX, 255); — *rappel de médaille d'argent* (XI, 432); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Cher.

Chauveau (M.), directeur de forges, à Tortieron; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Rivière (M.) directeur de la verrerie de Vierzon; — *médaille d'argent* (XVII, 268).

Drôme.

Lacroix (M.), filateur et moulineur de soie, à Montboucher; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Hamelin (M. A.) fils, fabricant de soie à coudre, aux Andelys; — *rappel de médaille d'argent* (VII 389).

Finistère.

Heuzé, Gouzy et Leroux, gérants de la Société linière du Finistère, à Landerneau; — *médaille d'argent* (XIX, 166).

Gard.

Carenou et Tur (MM.), fabricants de réglisse, à Moussac; — *médaille d'argent* (XV, 213).

Compagnie des mines de la Grand-Combe (I, 300).

Escale (M.), directeur des hauts fourneaux de Tamaris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Jouguet (M.), directeur des usines de Bessèges et Tamaris; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Maison protestante des sourds-muet de Saint-Hippolyte-du-Fort; — *médaille d'argent* (IV, 25).

Gironde.

Vieillard (MM. A. et Ch.), fabricants de porcelaines et poteries, à Bordeaux; — *médaille d'argent* (VII 390).

Haute-Garonne.

Bonnet frères (MM.), fondeurs, ingénieurs-mécaniciens au Grand-Rond, à Toulouse; — *médaille d'argent* (XI, 432); *médaille de vermeil* (XXI, 273).

Haute-Loire.

Colcombet et C^{ie} (MM.), à la Seauve (I, 301).

Sarde (M.), à Saint-Didier-la-Seauve; — *médaille* (I, 303).

Haute-Vienne.

Haviland et C^{ie} (MM.), fabricants de porcelaines, à Limoges; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Vignerie (M.), directeur de papeterie à Saint-Junien; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Haut-Rhin.

Association pour prévenir les acci-

dents de machines de Mulhouse ;
— *médaille* (I, 307) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Gros et C^{ie} (MM.), à Wesserling (I, 300).

Hartmann, Schmalzer et C^{ie} (MM.),
filature de laine, à Malmerspach ;
— *médaille d'argent* (II, 336).

Koechlin-Dollfus et C^{ie} (MM.), à Mulhouse ; — *médaille d'argent* (II, 337).

Siegfried (M. Jules), à Mulhouse ; —
mention spéciale de reconnaissance
(II, 343).

Trapp (M.), manufacturier, à Mulhouse (I, 306).

Hérault.

Maistre (M.), filateur, à Villeneuve
près Clermont ; — *médaille de bronze*
(IX, 256), *médaille de vermeil et*
mention spéciale de reconnaissance
(XXI, 273).

Ille-et-Vilaine.

Guy (M. Joachim), fondeur, à Rennes
— *médaille d'argent* (XI, 432).

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs,
à Rennes ; — *médaille d'argent*
(VII, 390) ; — *médaille de vermeil,*
mention spéciale de reconnaissance
(XI, 432).

Indre.

Balsan et fils (MM.), fabricants de
draps, à Châteauroux ; — *médaille*
d'argent (XI, 433).

Indre-et-Loire.

De Montgolfier (M.), directeur de la
papeterie de La Haye-Descartes,
Balesmes ; — *mention spéciale de*
reconnaissance (XV, 214).

Durand (M. Albert), à Tours ; — *médaille* (I, 303).

Mame et fils (MM.), imprimeurs, à
Tours ; — *rappel de médaille d'ar-*
gent (IX, 256).

Isère.

Durand (M. Eugène), à Vizille (I, 301).

Loire.

Alamagny (M.), à Saint-Chamond ; —
médaille d'argent (IV, 29).

Colcombet (M. Victor), fabricant de
rubans, à Saint-Étienne ; — *médaille*
de vermeil (IX, 256).

Vignat (M. Claudius), à Bourg-Argen-
tal ; — *médaille de bronze* (II, 340).

Loire-Inférieure.

Lediberder (M.), manufacture impé-
riale des Tabacs de Nantes ; — *médaille d'argent* (II, 338).

Loiret.

Augenault, sculpteur sur bois, à Orlé-
ans ; — *médaille d'argent* (XIX, 166).

Bapterosses (M. F.), fabricant de
boutons et perles, à Briare ; — *médaille d'argent* (VII, 390) ; — *men-*
tion spéciale de reconnaissance
(XIII, 269).

Gondouin (M.), directeur de la faïen-
cerie artistique, à Gien ; — *men-*
tion spéciale de reconnaissance
(XIII, 269).

Maine-et-Loire.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), fila-
teurs de chanvre, à Angers ; — *médaille d'argent* (IX, 256) ; — *rappel*
de médaille d'argent (XI, 433).

Max Richard, L. Caillaux et Segris
(MM.), filateurs de chanvre, à An-
gers ; — *médaille d'argent* (XI, 462).

Oriolle fils et Rochard (MM.), fila-
teurs de laine, à Angers ; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Marne.

Buirette-Gaulard (Eugène M.) fila-teur
à Suippes ; — *médaille de vermeil*
(XXI, 273).

Compagnie des chemins de fer de
l'Est, cours professionnels d'Éper-
nay ; — *mention spéciale de recon-*
naissance (XVII, 269).

Harmel (M.), filature et tissage de
laines (I, 302).

Ninet aîné, directeur de la Société
anonyme des décliets de la fabrique
de Reims ; — *médaille d'argent*
(XV, 214).

Pol et Firmin Charbonneaux (MM.)
maîtres de verrerie à Reims ; *médaille de vermeil* (XXI, 273).

Mayenne.

Denis (M. Gustave), manufacturier, à Fontaine-Daniel, près Mayenne ; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Meurthe-et-Moselle.

Cristallerie (La) de Baccarat, à Baccarat (I, 299) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 390).

Karscher et Westermann (MM.), mines et usines d'Ars-sur-Moselle ; — *médaille d'argent* (II, 338).

Meuse.

Salmon (M. A.) maître de forges à Abainville par Gaudricourt ; — *médaille de bronze* XXI, 273.

Varin, papeterie, de Jaud'heurs, près Bar-le-Duc ; — *médaille de bronze* (XIX, 165).

Morbihan.

Trottier, administration des Forges d'Hennebont, à Lachrist et Kerglaw ; — *médaille d'argent* (XIX, 166).

Nord.

Agache fils (M.) filature et tissage à Pérenchies ; — *médaille d'argent* (XXI, 273).

Chartier (M. Alain), maître de verrerie, à Douai ; — *médaille de bronze* (II, 257).

Danel (M. Léonard), imprimeur à Lille ; *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).

Droulers-Vernier filateur de lin à Lille ; — *mention honorable* (XVII, 269).

Scrive (MM. Jules) et fils, tisseurs de lin, à Marquette (I, 306).

Seydoux (M. Auguste), filature et tissage de laines, au Cateau ; — *médaille d'argent* (II, 335).

Thiriez (MM.) père et fils, filateurs de coton, à Lille ; — *médaille de vermeil* (IX, 257).

Oise.

Dupont (M. Philippe-Alphonse), fabricant de brosses et conseiller général, à Beauvais ; — *médaille*

d'argent (XI, 433). *Rappel de médaille d'argent* (XV, 214).

Latour et C^{ie} (MM.), fabrique de chaussures ; directeur : M. Parzudaki, à Liancourt, près Clermont ; — *médaille d'argent* (IX, 257). Parzudaki (M.), successeur, *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 214).

Lebeuf, Millet et C^{ie} (MM.) ; — *médaille* (I, 307).

Mercier (M. Auguste), directeur de la filature et tissage mécanique d'Ourscamps ; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Société anonyme des forges et fonderies de Montataire, à Montataire (siège social à Paris, rue Béranger, 21) ; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Orne.

Boissière (M.), au Gast-Tanville (I, 303).

Tailfer (M. Jules), fabricant de toiles, à Vimoutiers ; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Pas-de-Calais.

Fourment (M. le baron de), filature de laines de Boubiers-sur-Canche et de Cercamps-les-Frévent ; — *médaille d'argent* (II, 337).

Luglien-Leroy, filateur à Boubiers-sur-Canche ; — *médaille de bronze* (XIX, 167).

Rhône.

Gillet et fils (MM.), teinturiers en soie, à Lyon, quai de Serin ; — *mention honorable* (I, 307) ; — *mention honorable* (IV, 29) ; — *médaille d'argent* (VII, 391).

Martin (MM. J.-B. et Pétrus), à Lyon et Tarare (I, 301).

Saône-et-Loire.

Creusot (Le) (I, 300).

Savoie.

Champenois (M.), fabricant de tissus de soie, à Cognin, près Chambéry ; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Seine.

Baster et Viellemard (MM.), litho-

- graphes, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).
- Boileau, vice-président de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 167).
- Boullenger (M.), fabricant de porcelaine à Choisy-le-Roi; — *médaille de bronze* (II, 340). — Idem et M^{re} Boullenger; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).
- Carriot, directeur de l'Enseignement de la ville de Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 167).
- Cartier-Bresson (M.), filature de coton à Pantin, route de Flandre; — *médaille* (I, 308); — *médaille d'argent* à l'œuvre du (IV, 25); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 391).
- Chaix et C^{ie} (MM. A.), imprimeurs, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 304); — *médaille d'honneur* (VII, 40).
- Chambre syndicale de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie, à Paris; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 269).
- Chambre syndicale de la bijouterie en imitation, à Paris; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 270).
- Chambre syndicale patronale des carrossiers, charrons et selliers du département de la Seine, à Paris; — *médaille d'argent* (XVII, 270); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 167).
- Chambre syndicale ouvrière des chauffeurs, conducteurs mécaniciens à Paris; — *médaille d'argent* (XVII, 270).
- Chambre syndicale patronale de la Confection et couture pour dames et enfants; — *médaille de bronze* (XIX, 167).
- Chambre syndicale patronale des corsets et fournitures à Paris; — *médaille de bronze* (XVII, 270).
- Chambres syndicales ouvrières des ébénistes, des sculpteurs et des meubles sculptés à Paris; — *médaille de bronze* (XVII, 270).
- Chambre syndicale des fleurs, plumes et modes, à Paris; — *mention honorable* (XVII, 270).
- Chambre syndicale de l'horlogerie, à Paris; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 270).
- Chambre syndicale de la maroquinerie, gainerie, à Paris; — *mention honorable* (XVII, 271).
- Chambre syndicale ouvrière des mécaniciens en précision, à Paris; — *médaille d'argent* (XVII, 271).
- Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment, à Paris; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 271).
- Chambres syndicales de la passementerie et de la dentelle, à Paris; — *mention honorable* (XVII, 271).
- Chambre syndicale des tapissiers de Paris; — *médaille d'argent* (XIX, 167).
- Chambre syndicale des ouvriers en voitures, à Paris; — *médaille d'argent* (XVII, 271).
- Chardin (M. Ern.), fabricant de soie à coudre, à Paris, rue aux Ours, 40, et usine à Persan (Seine-et-Oise); — *médaille d'argent* — (I, 303); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 393).
- Claye et C^{ie} (MM.), imprimeurs, à Paris, rue Saint-Benoît; — *médaille d'argent* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 391).
- Compagnie (la) des chemins de fer de l'Ouest ayant son siège à Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 215).
- Deschiens (M.), fabricant de télégraphie et horlogerie électriques, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).
- Dupont (M. Paul), imprimeur, à Paris (I. 305).
- Ecole professionnelle des apprentis tailleurs, 86, rue Montorgueil; — *médaille d'argent* (XVII, 271).

- Ettlinger (M. Alb.), vice-président de la Chambre de la tabletterie, à Paris, rue du Temple, 103; — *médaille de bronze* (VII, 391).
- Favier (M.), fabricant de fleurs, rue des Jeûneurs, 27, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).
- Gérard, constructeur-mécanicien, 3, place Daumesnil, Paris; — *médaille d'argent* (XIX, 167).
- Gévelot (M.), député à l'Assemblée nationale, fabricant de munitions de guerre et de chasse, à Issy, rue de Médon, 40, et à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 30; — *médaille d'argent* (VII, 391).
- Godchaux et C^{ie} (MM. Aug.), imprimeurs, rue de la Douane, 10, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).
- Goffinon et Barbas (MM.), entrepreneurs de couverture et plomberie, boulevard de Strasbourg, 85, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).
- Groult (M. C.), fabricant de pâtes alimentaires, à Paris, rue Sainte-Appoline, 12, et à Vitry-sur-Seine; — *médaille d'argent* (I, 304); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).
- Hamelin (M.), filateur à Paris, (I, 301).
- Hayem (M. Julien), de la maison Hayem aîné, fabricant de cols-cravates (manufacture du Phénix), à Paris, boulevard Voltaire, 145; — *médaille d'argent* (VII, 392).
- Hémon (M. Alexandre), bijoutier en imitation, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).
- Huthwohl, secrétaire du Comité de patronage des tapissiers; — *médaille de bronze* (XIX, 167).
- Jolifié (M. et M^{me}), fabricants de broderies, rue des Fontaines-du-Temple, 13; — *médaille d'argent* (XI, 434).
- Leclaire (M.), entreprise de peinture dirigée par M. A. Desfourneaux; — *médaille* (I, 304).
- Lekime van den Orst (M^{me}) rue de Charenton, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 20).
- Lemaire (M.), fabricant de lorgnettes à Paris (I, 301).
- Lemoine, président-fondateur du patronage de l'Ebenisterie; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 168).
- Lombart (M.), chocolatier, 75, avenue de Choisy à Paris — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 272).
- Monnin frères (MM.), verriers, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 28).
- Morceau (M.), fabricant de tissus d'ameublement, à Paris; — *médaille* (I, 307); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).
- Muller (M. Emile), professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures, architecte de la cité ouvrière de Mulhouse, fabricant de tuiles et poteries, à Ivry; — *médaille d'argent* (II, 337).
- Najean (M.), à Saint-Denis, Seine; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Œuvre des enfants du Papier peint, à Paris (I, 305).
- Paris (M. Emile), verrerie, au Bourget; — *médaille* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).
- Petit (M. Charles), fabricant de fleurs à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 9; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 392). *Rappel et médaille de vermeil* (XV, 219).
- Piver (M. Alph.), parfumeur, à Paris, boulevard de Strasbourg, 10; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311); — *rappel de mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).
- Reblaud (M^{me}), directrice de l'Ecole professionnelle, 4^{bis}, rue des Rosiers; — *médaille de bronze* (XVII, 272).
- Sajou (M.), maison de tapisserie, à Paris (I, 305).
- Sara Mayer, Morange et C^{ie}, couturières, 5, rue du Helder; — *mention honorable* (XVII, 272).

Société pour l'assistance paternelle des enfants employés dans la fabrique des Fleurs et Plumes (I, 306).

Société pour l'assistance paternelle des enfants de l'Ébénisterie; — *médaille* (I, 306).

Turney (M. Robert), 36, boulevard Sébastopol, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Vacquerel (M.); fabricant de papiers de fantaisie, à Paris; — *médaille de bronze* (II, 340); — *mention honorable* (IV, 29).

Seine-et-Marne.

Barluet (M.), fabricant de faïences, à Montereau; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Bernard et C^{ie}, fabricants de verre à Bagneux; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 272).

Cendré (M.), directeur de la faïencerie de Montereau; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 168).

Dumont (M.), directeur des papeteries du Marais; — *médaille d'argent* (XV, 215).

Haureau (M.), imprimeur, à Lagny-sur-Marne; — *médaille de bronze* (XV, 215).

Seine-et-Oise.

Berrurier (M.) fabricant de bretelles à Saint-Cyr-l'École; — *médaille de vermeil* (XXI, 274).

Chardin (M.), à Persan; — *médaille* (I, 303).

Crété (M. Jules) imprimeur à Corbeil; — *mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 274).

Féray (M.), manufacturier, à Essonnes; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 270).

Seine-Inférieure.

Badin (M. A.), filateur de lin et coton, à Barentin; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Cheffray (M.), imprimeur sur étoffes, à Marommes; — *médaille de bronze* (XIII, 270).

Courché (M.), négociant-fondeur, 16, rue Dauphine, au Havre; — *médaille de bronze* (XVII, 272).

Fauquet-Lemaitre fils (M.), filateur de coton, à Bolbec; — *médaille d'argent* (IV, 29); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 434).

Lucas (M. Étienne-César), administrateur-gérant de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Somme.

Le Coustellier (Cyprien) fabricant de cordages, à Abbeville; — *mention spéciale de reconnaissance* (XVII, 272).

Tarn.

Sévin (M.), ingénieur-directeur de la Société anonyme des mines de Carmaux; — *médaille d'argent* (XI, 435).

Vissac (M.), directeur de la Société anonyme des aciéries du Saut-du-Tarn, près Albi; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vaucluse.

Favier, directeur et propriétaire de la papeterie de Grommel, à Vindennes; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vienne.

Hambis (M.), filateur à Ligugé; — *médaille d'argent* (XV, 215).

Vosges.

Canton de Schirmeck (M. le Maire du); — *médaille* (I, 306).

Legrand et Fallot (MM.), fabrique de rubans de coton, du Ban-de-la-Rochette; — *médaille d'argent* (II, 337).

ÉTRANGER

Alsace.

Boucard (M.), manufacturier, à Guebwiller; — *médaille* (I, 303).

Dietsch frères (MM.), manufacturiers, à Liepvre; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 213. V. aussi I, 303).

Steinheil (M.), à Rothau; — *médaille* (I, 305).

Bade (Grand-Duché de).

Metz (M.), fabrique de soie à coudre, à Fribourg-en-Brisgau; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Écosse.

Smieton (MM. James) et fils, fabrique

de toiles, à Carnoustie; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

États-Unis.

Williams Chapin (M.), filature et fabrique de tissus du Pacifique Mills, à Lawrence; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Prusse.

Schoeller, Mœvisen et Buckler (MM.) manufacture de lin, à Durin; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Suisse.

Richter Linder (M.), dévidage à Schoren, près Bâle; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

2^e Catégorie : — *comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.*

Aube.

Herbin (MM. Jules et, Alfred, manufacturiers, faubourg Savine, à Troyes; — *médaille d'argent* (XVII, 273).

Ardèche.

Blachier (M. Francisque), tissage de la soie, à Annonay; — *médaille de bronze* (II, 339).

Bas-Rhin.

Kolb (M.), fabricant de machines agricoles, à Strasbourg; — *médaille* (I, 308).

Cher.

Rétif aîné (M.), fabricant de carrosserie, à Saucouins; — *mention honorable* (XVII, 273).

Sauvard Martin (M.), manufacturier, à la Guerche; — *mention honorable* (XV, 216).

Côte-d'Or.

M. l'abbé Rey, à la colonie de Cîteau; — *médaille d'argent* (IV, 27).

Montgolfier (M.), papeterie de Fontenay, près Semur; — *médaille de bronze* (II, 340).

Robin (M^{me} V^e A.), filature de laine, à Dijon; — *médaille d'argent* (VII, 394).

Côtes-du-Nord.

Hernot (fils), sculpteur, à Lannion; — *mention honorable* (XIX, 168).

Deux-Sèvres.

Pairault (M.), sculpteur-ornemaniste, à Niort; — *médaille d'argent* (XIX, 168).

Drôme.

Latune frères (MM.), papeterie de Mirabel et Blacons, près Crest; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Daliphard (M.), manufacturier, à Rade-
pont; — *médaille* (I, 308).

Jolliot (M.), contremaître, à Rade-
pont; — *médaille* (I, 308).

Vuilliamy frères (MM.), filature de
laine, à Nonencourt; — *médaille de*
bronze (II, 340).

Eure-et-Loir.

Grandvincent (M.), directeur de la pape-
terie Firmin-Didot, à Sorel-Moussel;
— *médaille de vermeil et mention*
spéciale de reconnaissance (XIX, 169)

Grillon M. Pierre-Adolphe), fabricant
de lingerie, à Civry par Varize; —
médaille de bronze (XVII, 273).

Gard.

Péchiney (M.), fabricant de produits
chimiques, à Salindres; — *médaille*
d'argent (XIII, 271).

Hautes-Alpes.

Chancel (M.), peignerie de déchets de
soie, à Sainte-Catherine; — *mé-*
daille de bronze (II, 339).

Haute-Vienne.

Sazerat (M. L.), fabricant de por-
celaines, à Limoges; — *médaille*
d'argent (IX, 259).

Sœurs de Marie-Joseph, au Dorat; —
médaille de bronze (II, 341).

Haut-Rhin.

Dollfus Jean (M.), manufacturier, à
Mulhouse; — *médaille* (I, 308).

Hartmann et fils (MM.), à Munster, fila-
ture et tissage du coton; — *médaille*
d'argent (II, 337).

Japy frères et C^{ie} (MM.), à Beaucourt;
— *médaille d'argent* (II, 338).

Zuber et Rieder (MM.), fabrique de pa-
pier, à l'île Napoléon, près Rixheim;
— *médaille d'argent* (II, 336).

Ille-et-Vilaine.

Sacher-Delaunay (M^{me}), fabrique de
papiers peints de M^{me} Hermant, à
Rennes; — *médaille de bronze*
(VII, 394); — *rappel de médaille de*
bronze (XI, 435).

Indre.

Brillaud et C^{ie} (MM.), fabricants de
lingerie, à Argenton-sur-Creuzé;
— *mention honorable* (XVII, 273).

Lebrasseur et Faynot (M^{mes}), maison
de lingerie et couture, à Château-
roux; — *mention honorable* (VII,
394).

Majesté (M.), imprimeur, à Château-
roux; — *médaille d'argent* (XVII,
273).

Maris Guillemet (M.), fabricant de
lingerie, au Blanc; — *médaille de*
bronze (XVII, 273).

Valadon (M^{lle} A.) couturière, à Châ-
teauroux; — *mention honorable*
(VII, 394); — *médaille de bronze*
(XI, 435).

Vanvœuren (M. François), fabricant
de confections de linge, au Blanc;
— *mention honorable* (XIII, 271).

Indre-et-Loire.

Demetz (M.), directeur de la colonie
pénitentiaire, à Mettray; — *médaille*
d'argent (IV, 27).

Isère.

Auger (M.), fabricant de soieries, à
Boussieux, près Bourgeois; — *mé-*
daille de bronze (II, 339).

Malescourt (M^{lle}), à Saint-Jean-de-
Bournay; — *mention honorable*
(IV, 30).

Montessuy et Chomer (MM.), dévidage
de la soie, à Renage et à Vienne;
— *médaille de bronze* (II, 339).

Jura.

Clevénod (M.), maître de forges, à
Bourg-de-Sirod; — *médaille* (I, 308).

Guillaume (M.), maître de forges, à
Pont-du-Navoy; — *médaille* (I, 308).

Loire-Inférieure.

Buisson (M.), directeur de la manu-
facture des tabacs, à Nantes; —
médaille de bronze (IX, 260).

Brissonneau frères (MM.), construc-
teurs-mécaniciens, à Nantes; —
médaille d'argent (IX, 260); — *rap-*
pel de mention spéciale de recon-
naissance (XIX, 172).

François-Leglas, (M. Maurice), manufacture de meubles, à Nantes ; — *médaille de vermeil* (XXI, 274).

Loiret.

Fleury (M.), libraire à Orléans ; — *médaille d'argent* (XIX, 169).

Pépin-Vieillard (M.), fabricant de couvertures, à Orléans ; — *mention honorable* (XIII, 271).

Loir-et-Cher.

Beaufils (M.), fabricant de chaussures, à Blois ; — *mention honorable* (XIX, 169).

Poulain (M.), fabricant de chocolat, à Blois ; — *mention honorable* (XIX, 169).

Rousset, Estribaud (MM.), fabricants de chaussures, à Blois ; — *mention honorable* (XV, 216) ; — *médaille de bronze* (XVII, 274) ; — *médaille d'argent* (XIX, 169).

Maine-et-Loire.

Religieuses du Bon-Pasteur, à Angers (M^{mes} les) ; — *médaille de bronze* (II, 341).

Manche.

Brehier (M.), filateur de laine, à Saint-Brice-de-Landelle ; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Meurthe-et-Moselle.

Cristalleries de Saint-Louis (Compagnie des) ; — *médaille d'argent* (II, 337).

Religieuses du Saint-Cœur-de-Marie (M^{mes} les), à Nancy ; — *médaille de bronze* (II, 341).

Meuse.

Les fils d'Ulrich-Vivien (MM.), fabricants de corsets, à Bar-le-Duc ; — *mention honorable* (XVII, 274).

Nièvre.

Sœurs de Charité et Instruction chrétienne, à Nevers ; — *médaille de bronze* (II, 341).

Nord.

Dansette Joseph (M.), filateur, à Marquette-Bareuil ; — *médaille* (I, 308).

Messenger, contremaître, à Caudry ; — *médaille* (I, 308).

Rogez frères (MM.), fileterie, à Lille ; — *médaille d'argent* (XXI, 274).

L'abbé Socket (M.), directeur de l'Œuvre des apprentis du collège libre de Nancy ; — *médaille d'argent* (IV, 24).

Thiriez frères (MM.), à Esquermes, Lille ; — *médaille* (I, 308) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 169).

Toffin (M.), à Caudry ; — *médaille* (I, 308).

Oise.

Dupont et Deschamps (MM.), manufacture de tabletterie, à Beauvais ; — *médaille d'argent* (II, 338).

Patiny (M. Émile), dir. de la filature de laine de Cramoisy ; — *médaille d'argent* (XXI, 274).

Pas-de-Calais.

Bonneau (M.), président du syndicat pour la construction des navires, à Boulogne-sur-Mer ; — *médaille d'argent* (XXI, 275).

Lebas (M. Jules), fabricant de tulles et dentelles, à Saint-Pierre-lès-Calais ; — *médaille de vermeil* (XXI, 275).

Pyrénées-Orientales.

Bardou (M.), directeur de la fabrique de papiers à cigarettes, à Perpignan ; — *médaille de bronze* (XIX, 170).

Bardou frères (MM. Eugène et Léon) manufacturiers, à Perpignan ; — *médaille de bronze* (XXI, 275).

Rhône.

Teste (M.), fabricant d'aiguilles, à Lyon ; — *médaille* (I, 308).

Saône-et-Loire.

Andelle (M.), verrier, à Epinac ; — *médaille* (I, 308).

Seine.

Baras (M. F.), ingénieur-mécanicien, à Paris ; — *médaille de bronze* (XIII, 271).

Barat (M.), fabricant de robinets, à

- Paris; — *médaille de bronze* (XIX, 170).
- Chertonne (M. et M^{me}), polisseurs de mouvements de montres, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Chevalier (M. Émile), ciseleur, faubourg du Temple, 17, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 216).
- Chotin (M^{me}), polisseuse, 59, rue d'Argout, à Paris; — *médaille de bronze* (XXI, 275).
- Cohadon (M^{me}), atelier de brunissage, rue Charlot, 33; — *mention honorable* (I, 308); — *médaille de bronze* (VII, 394).
- Defourneaux et C^{ie} (MM. A.), ancienne maison Leclaire, peinture, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 395).
- Delaporte (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Delaunay (M^{me}), couturière, à Paris; — *mention honorable* (XIX, 170).
- Delhaie (M^{me}), fabricante de fleurs, aux Prés-Saint-Gervais; — *médaille de bronze* (XI, 435).
- Delvincourt (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Dostal (M.), ciseleur, 11, rue des Tournelles, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 216).
- Dubosq (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Fransioli (M^{me}), couturière, à Paris; — *mention honorable* (XIX, 170).
- Frémont (M.), polisseur sur métaux, 39, rue Volta; — *mention honorable* (XVII, 274).
- Galmiche (M.), mécanicien, rue de la Perle; — *mention honorable* (XI, 436).
- Génestine (M.), cartonnier, 14, rue Debelleye; — *mention honorable* (XVII, 274).
- Gillon (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).
- Gonelle (M.), dessinateur, à Paris; — *médaille* (I, 308).
- Guyot (M^{me}), brunisseuse, à Paris; — *médaille d'argent* (XIX, 170).
- Haffner (M.), à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Hayem (M. Armand), de la maison S. Hayem aîné, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Henry et C^{ie} (MM.), fabricants de cartonnage de luxe, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Heymann (M. Léon), de la maison Metz et C^{ie}, bijoutiers en imitation, à Paris; — *médaille de bronze* (VIII, 271).
- Honnet, M^{me} outurière, 15, rue du Quatre-Septembre, à Paris; — *médaille de bronze* (XXI, 275).
- Keyder (M^{me}), institutrice de charité, à Paris; — *mention honorable* (IV, 30).
- Lemoine-Montigny (M.), directeur du Gymnase, enfants adoptés par la Société des artistes dramatiques; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Lepetit (M.), fabricant de jumelles, à Paris; — *médaille de bronze* (XIX, 170).
- Lequin (M.), surveillant général à l'École Turgot; — *mention honorable* (IV, 30).
- Marchand (M.), verrier, à Saint-Ouen; — *mention honorable* (I, 308).
- Midocq et Guillard (MM.), fabricant de trousse de voyage, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Monot (M.), cristallerie, à Pantin; — *médaille* (I, 308).
- Montandon (M.), fabricant, à Paris; — *médaille* (I, 308).
- Mourceau (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).
- Navette (M^{me}), lingère, 226, rue Saint-Denis, à Paris; — *médaille d'argent* (XV, 217).
- Ott (M.), président de la Commission locale du XIV^e arrondissement; — *médaille de bronze* (XIX, 170).
- Paris (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308); — *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 215).

Piat (M.), fondeur, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 396).

Pleyel, Wolf et C^{ie} (MM.), manufacture de pianos, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 338).

Pointeaux (M.), horloger, à Paris; — *mention honorable* (XIII, 272).

Rollin (M^{me}), brunisseuse, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 272); — *médaille d'argent* (XVII, 274).

Rocatti (M. Giovani), tailleur, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

Talbert (M.), fondateur de l'Œuvre des apprentis du collège Rollin; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Thoury (M^{me}), blanchisseuse, à Paris; — *mention honorable* (XIII, 272).

Thuot (M^{me}), brunisseuse à Paris; — *mention honorable* (XIX, 171).

Vériac (M.), horloger, 54, rue du Temple, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 217).

Vieillemand et ses fils, imprimeurs à Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIX, 171).

Vilpelle et Gamba (MM.), graveurs sur métaux, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Wickam (M. Georges), président de la Chambre syndicale des instruments et appareils de l'art médical; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Seine-et-Marne.

Brodard (M^{me} Paul), directrice des jeunes filles de l'imprimerie Brodard, à Coulommiers; — *médaille d'argent* (XVII, 274).

Seine-et-Oise.

Berrurier (M.), fabricant de bretelles, à Saint-Cyr-l'École; — *mention honorable* (XV, 217). *médaille de vermeil* (XXI, 274).

Corbin (M. Paul), fabricant de sucre, à Magny; — *médaille d'argent* (XIII, 272).

Cerf (MM.), imprimeurs, à Versailles; — *médaille d'argent* (XIII, 272).

Delamotte (M.), directeur de la fabrique

de produits alimentaires de M. Prévot, à Meaux; — *médaille d'argent* (XXI, 275).

Baillet (M. et M^{me}), fabricants d'épingles, à Viroflay; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

Cécile (M.), fabricant de registres, à Meulan; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

Goulon (M. et M^{me}), fabricants de tricots, 9, rue Saint-Charles, à Versailles; — *mention honorable* (XV, 217).

India Rubber Company (The), fabriquant de caoutchouc; — *médaille de bronze* (IX, 260).

Lavaud (M. Jules), entrepreneur de menuiserie, à Marly-le-Roi; — *médaille de bronze* (XVII, 274).

Malot (M.), directeur de l'imprimerie Belin, à Saint-Cloud; — *mention honorable* (XV, 217).

Montier (M.), entrepreneur de serurerie, à Saint-Germain-en-Laye; — *médaille de bronze* (XV, 217).

Seine-Inférieure.

Bardin (M.), filateur de Rouen; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Fromage (M.), fabricant de tissus en caoutchouc, à Rouen; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Oviève (M.), directeur de la manufacture de MM. Fromage, à Rouen; — *rappel de médaille d'argent* (XI, 462).

Tarn.

Vidal (M.), filateur de laine, à Mazamet; — *médaille d'argent* (XV, 217).

Vaucluse.

Gros frères (MM.), imprimeurs, à Avignon; — *médaille de bronze* (VII, 260).

Vendée.

Filles de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre (M^{mes} les); — *mention honorable et médaille de bronze* (II, 41).

Vosges.

Lung frères (MM.), filateurs et tisseurs, à Moussey, près Senonès; — *médaille d'argent* (IV, 29).

ÉTRANGER

Alsace.

Bleeh (M.), manufacturier, à Sainte-Marie-aux-Mines; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Bruststein (M.), fabricant de papier, à Meynard; — *médaille* (I, 308).

Angleterre.

Akroyd (M.), filateur de laine, membre de la Chambre des Communes; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Backer (M.), inspecteur; — *médaille* (II, 27).

Tinmins Chance (M. James), verrier, à Smetwick, près Birmingham; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Belgique.

Houget (M.), Société libre pour la protection des enfants; — *médaille d'argent* (IV, 32).

Hollande.

Suringar (M.); — *médaille d'argent* (IV, 32).

Martin Coster, à Amsterdam, taille de diamants; — *mention honorable* (IV, 32).

3^e catégorie: — *comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.*

Ardèche.

Maltarèche (M. Aug.-Alexandre), moulinier en soie, à Dornas; — *mention honorable* (XVII, 275).

Palluat et C^e, filateurs et mouliniers de soie, à Largentière; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Aude.

Mir (M. Ach.), directeur général de la manufacture de Trivalle, à Carcassonne; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Côtes-du-Nord.

Hernot (Yves), carrier, à Lannion; — *médaille de bronze* (XIX, 171).

Eure.

Lucas (M.), directeur des établissements de M. le marquis de Croix, à Saint-Ernest-Serquigny; — *médaille de bronze* (II, 340).

Maréchal, fabricant de peignes à Evry; — *mention honorable* (XIX, 171).

Eure-et-Loir.

David, (M^{lle} Isménie-Eugénie) coutu-

rière, à Boisville-la-Saint-Père; — *médaille d'argent* (XXI, 276).

Foucher, née Houlier, (M^{me} Désirée) couturière, à Châteaudun; — *médaille d'argent* (XXI, 276).

Grillon, bonnetier, à Civry; — *médaille d'argent* (XIX, 171).

Lambert (M.) fabricant de sucre, à Toury; — *médaille d'argent* (XXI, 276).

Gard.

Tardieu Jarrige et Sacconney (MM.), fabricants de tapis, à Marguerittes; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Haute-Garonne.

Goudard (M.), constructeur, à Toulouse; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Haut-Rhin.

Boigeol (M.), filateur, à Giromagny; — *médaille* (I, 309).

Hérault.

Carrière (M. Émile), filateur de soie, à Ganges; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Vitalis (MM.) freres, filateurs delaine, à Lodève; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Ille-et-Vilaine.

Oberthur (M.), imprimeur, à Rennes; — *mention honorable* (I, 309).

Indre.

Langlois (M^{me} Victorine, en religion sœur Saint-Léon), directrice de l'Ouvroir des sœurs de la Providence, au Blanc; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Indre-et-Loire.

Mame (MM.), imprimeurs, Tours; — *médaille* (I, 309).

Loiret.

Gillet frères, directeurs des docks, à Montargis; — *mention honorable* (XIX, 172).

Loir-et-Cher.

Estribaud (M.), fabricant de chaussures, à Blois; — *mention honorable* (XIII, 273).

Marne.

Cabanis (M.), directeur de l'établissement du conditionnement des laines, à Reims; — *médaille de bronze* (XV, 218).

Meuse.

Cloquemain, fabricant de tricots, à Bar-le-Duc; — *mention honorable* (XIX, 172).

Nièvre.

Bréloux (M.), mécanicien, à Nevers; — *médaille de bronze* (IX, 261).

Nord.

Baillancourt (M. de), à Douai; — *médaille* (I, 309).

Oise.

Clérétet et Fortin, fabricants de boutons, à Beauvais; — *médaille de bronze* (XIX, 172).

Puy-de-Dôme.

Bourg-Descottés (M. Mathieu Antoine), apprêteur de cheveux, à Ambert; — *médaille de bronze* (XVII, 275).

Seine.

Alexandre (M.), fabricant d'orgues, à Ivry; — *mention honorable* (I, 309).

Balazuc (M.), cordonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Blanche (M.), maire de Puteaux et imprimeur sur étoffes; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Boudin Vidalat (M^{me}), couturière, 6, rue de la Boétie, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 218).

Boucher (M.), brossier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Bourgade (M^{me} V^e), brodeuse, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Calard (M.), fabricant de toiles perforées, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Collinot (M.), à Boulogne-sur-Seine, fabrique de poteries artistiques; — *médaille de bronze* (II, 339).

Collomb (M. E.), bijoutier, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Dehenne (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Delaplace (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Deroy (M.), brocheur, à Paris; — *mention honorable* (IX, 261).

Engel (M.), relieur, à Paris; — *médaille de bronze* (IX, 261).

Fourdinois (M.), fabricant de meubles, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Godefroy (M.), imprimeur sur étoffes, à Puteaux; — *médaille d'argent* (XI, 437).

Husny-Bey (M. le major); — *mention honorable* (IV, 32).

Kirmain (M.), tourneur, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Ladois (M.), fabricant d'instruments de géodésie, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Lasnier (M.), menuisier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Léoty (M^{me}), corsetière, 8, place de la Madeleine; — *mention honorable* (XVII, 275).

Leroy (M. Jean-Pierre-Hippolyte),
9, rue Casimir-Delavigne, — *médaille d'argent* (XXI, 276).

Lhermite (M.), fabricant de coffres-forts, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Michel (M.), fabricant d'instruments de précision, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Moreau-Degois (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris; — *médaille de bronze* (VIII, 396).

Moulines-Rothier (M^{me}), couturière, 14, rue des Saussaies; — *mention honorable* (XVII, 275).

Pankoucke (M.), typographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Poupinel (M.), cartonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Ramard (M.), imprimeur-lithographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Robert-Houdin fils (M.), horloger, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Sauzo (M. de), blanchisserie, 119, rue de Tocqueville; — *mention honorable* (XVII, 275).

Taborin (M.), fabricant de limes, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Vanoni (M.), président de la Chambre syndicale de la fumisterie, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 262).

Vigneau (M.), relieur, à Paris; — *mention honorable* (IX, 262).

Seine-et-Marne.

Jacquin (M.), fabricant de bonbons, à Dammarie-les-Lys; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Somme.

Aubert (M.), de la maison Aubert, Bulot, Lhotelier, à Amiens; — *mention honorable* (XIII, 273).

Boquet et C^{ie} (MM.), à Ailly-sur-Somme; — *médaille* (I, 309).

Reyder (M^{me} Marie-Clémentine), fondatrice de la maison de charité pour les filles mineures sans ressources, 217, route de Paris, à Amiens; — *médaille de vermeil* (XXI, 276).

Vendée.

Gandriaux fils, fabricant de chapeaux, à Fontenay-le-Comte; — *médaille de bronze* (XIX, 172).

4^e Catégorie : — *comprenant les Personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.*

Aisne.

Féry, instituteur, à Saint-Quentin; — *médaille d'argent* (XIX, 173).

Kretchemar (M. J.-B.), instituteur public, à Pont-à-Bucy; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Aube.

Biélanski (M^{me} née Charton), institutrice à la filature de MM. Hoppenot, à Troyes; — *médaille de bronze* (XXI, 277).

Chapelain (M^{me} Louise), institutrice

retraitée, à Troyes; — *médaille de bronze* (XVII, 275).

Gayon-Philéas (M.), ancien instituteur public, à Troyes; — *médaille de bronze* (XV, 218).

Guyot (M^{me}), institutrice, à Troyes; — *mention honorable* (XVII, 276).

Petit-Rossignol (M.), instituteur public à Troyes, — *médaille de bronze* (XV, 218), *médaille d'argent* (XIX, 173).

Petit (M^{me}), institutrice, à Troyes; — *médaille de bronze* (XVII, 276), *médaille d'argent* (XXI, 277).

Bas-Rhin.

Kunzer (M^{me} V^e), à Bischwiller; — *médaille d'argent* (IV, 28).

Bouches-du-Rhône.

Sœurs de la Sainte-Famille (M^{mes} les), attachées aux établissements de la Compagnie impériale des messageries; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Charente.

Clouzet (M. Armand), secrétaire de M. Laroche-Joubert, directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Plotz (M^{lle}), institutrice, à Angoulême; — *médaille de bronze* (XIX, 173).

Cher.

Masson (M.), instituteur public à Vierzon-Forges; — *médaille d'argent* (XXI, 277).

Vincent, instituteur aux usines de Mazières; — *médaille de bronze* (XIX, 173).

Creuse.

Drive (M. l'abbé Jean), vicaire d'Aubusson et aumônier du collège de cette ville; — *médaille d'argent* (XI, 437).

Eure.

Buffet (M. Désiré-Lambert), instituteur public, à Louviers; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Haute-Loire.

Dames de l'Instruction (les), au Pay; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 341).

Maurin (M^{me} Marie), en religion sœur Elisabeth, supérieure de la maison de la Seauve; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Colcombe, à la Seauve; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Haute-Saône.

Pochard, instituteur, à Héricourt; — *médaille de bronze* (XIX, 173).

Ille-et-Vilaine.

Cabdas (frère), sous-directeur des écoles municipales de Rennes; — *médaille de bronze* (XI, 438).

Célestin (frère), directeur des écoles municipales de Rennes; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Cornélis (frère), inspecteur des écoles municipales de Rennes; — *médaille de bronze* (XI, 438).

Fouquet, (M. Benjamin-Victor) à Rennes; — *médaille d'argent* (XXI, 280).

Bérard (M. Émile-Joseph), professeur technique, maison Oberthür à Rennes; — *médaille d'argent* (XXI, 280).

Indre-et-Loire.

Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus (M^{mes} les) dans la manufacture de M. Albert Durand, à Tours; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Tétrel Flavie (M^{me}), en religion sœur Saint-Antoine, institutrice, à la papeterie de la Haye-Descartes; — *mention honorable* (XV, 219).

Isère.

Héraud (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Loire.

Bourlès (M. Émile), directeur de l'école professionnelle de Saint-Chamond; — *médaille d'argent* (XXI, 277).

Brochet (M^{me} Marie), en religion sœur Louis-Ernest), directrice de l'Internat et des écoles de MM. Colcombet, à Bourg-Argental; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Élisa (sœur), née Marie Morin, directrice des apprenties de MM. Colcombet; — *médaille de bronze* (IX, 262).

Loiret.

Maertens (M. Henri), soldat à la 5^e section d'administration, à Orléans; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Loir-et-Cher.

Brocheton (M.), inspecteur des enfants

assistés du département de Loir-et-Cher; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Desneux, (M. Auguste) instituteur public, à Romorantin; — *mention honorable* (XXI, 277).

Loire-Inférieure.

Livet (M.), chef d'institution, à Nantes; — *médaillon d'argent* (XIX, 164).

Maine-et-Loire.

Mérou (M^{me} René), en religion sœur Sainte-Rose, institutrice de l'école de MM. Joubert, Bonnaire et C^{ie}, d'Angers; — *médaillon de bronze* (XI, 439).

Pion (M^{me} Marie), en religion sœur Sainte-Léonie, institutrice à l'école de fabrique annexée à la filature de chanvre de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaillon de bronze* (XI, 439).

Renaudier (M^{me} Louise), en religion sœur Saint-François-Xavier, institutrice à l'école de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaillon de bronze* (XI, 439).

Supérieure (M^{me} la) et les religieuses de la Charité de la Présentation, directrice de l'Orphelinat municipal pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaillon de bronze* (XI, 439).

Vaux (M^{lle} Ch. de), en religion sœur Saint-Léopold, directrice de l'école de MM. Oriolle fils et Rochard, à Angers; — *médaillon de bronze* (IX, 262).

Marne.

Buirette (M^{lle} Julia), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Delorme (M. Émile-Auguste), instituteur, à Reims; — *médaillon de bronze* (XXI, 278).

Frères de la Doctrine chrétienne employés dans la manufacture de MM. Harmel, à Bazancourt; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Maget (M^{me} Marie Cédulie), institutrice à l'école de la rue du Ruissellet, à Reims; — *mention honorable* (XV, 219).

Mangenot (M. Joseph), instituteur à l'école du boulevard Carteret, à Reims; — *mention honorable* (XV, 219).

Oury (M^{lle} Léonie), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Mayenne.

Beaumer (M^{me} Marie, née Colombey), institutrice à l'école de M. Denis, manufacturier, à Fontaine-Daniel; — *médaillon de bronze* (XI, 439).

Meurthe-et-Moselle.

Bellieni (M^{lle} Marie), école professionnelle de Nancy; — *médaillon d'argent* (XVII, 276).

Comité des apprentis du bureau de bienfaisance de la ville de Nancy; — *médaillon d'argent* (VII, 397).

Didelot (M. l'abbé), chanoine honoraire, à Nancy; — *médaillon d'argent* (XIII, 274).

Ferry (M^{lle} Léonie), institutrice, école professionnelle de Nancy; — *médaillon de bronze* (XVII, 276).

Gilles Neveu (M^{me}), secrétaire du patronage des apprentis; — *médaillon d'argent* (XVII, 276).

Millot (M.), fondateur de la Société des Familles de Nancy; — *médaillon d'argent* (XI, 440).

Sœurs Saint-Charles de Nancy (M^{mes} les), à la manufacture de M. Cartier-Bresson, à Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Meuse.

Duchemin (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Varlet (M^{lle}), institutrice, à Bar-le-Duc; — *mention honorable* (XXI, 278).

Nord.

Cattoir (M^{lle} E.), institutrice aux écoles de MM. Ravinet-Grisez et Rid frères, à Dunkerque; — *médaillon de bronze* (XI, 440).

Charlon (M. Émile), instituteur, à Douai ; — *mention honorable* (IX, 263).

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Herlem (M.), instituteur, à Sars-Poteries ; — *médaille de bronze* (XIX, 173).

Josse (M^{me}), institutrice, à Sars-Poteries ; — *médaille de bronze* (XIX, 174).

Hantz (Sœur Alexis), directrice de l'ouvroir de M. Philippe Vrau, à Lille ; — *médaille de bronze* (XXI, 278).

Tarrauzano (M.), directeur de la filature de Baillencourt, à Douai ; — *mention honorable* (IX, 263).

Villay (M.), instituteur, à Haumont, — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Oise.

Chatelain (M. Pascal), instituteur libre, chez M. Mercier, à Ourcamp ; — *médaille de bronze* (XXI, 278).

Bochant (M. Ch.-Hipp.), employé à la filature de laine de MM. Demachy et Dellièvre, à Cramoisy ; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Gouzon (M.), maison Dupont, à Hanvoile ; — *médaille de bronze* (XIX, 174).

Pigeard (M^{me}), institutrice, à Beauvais ; — *médaille de bronze* (XVII, 276).

Poulain (M.), instituteur, à Voisinlieu, près Beauvais ; — *médaille de bronze* (XV, 219).

Roisie (M.), instituteur, à Voisinlieu ; — *mention honorable* (XIX, 174).

Weber (Sœur Christine), institutrice libre, chez M. Mercier, à Ourcamp ; — *médaille d'argent* (XXI, 278).

Orne.

Feret (M. Alexandre, en religion frère Émile), instituteur, à Flers, par Domfront ; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Pas-de-Calais.

Aumont (M. Jean-Baptiste), instituteur, à Courcelles-les-Leus ; — *médaille d'argent* (XXI, 278).

Gallet (M. Stanislas), instituteur retraité, à Loos ; *médaille de bronze* (XXI, 279).

Hild (Sœur Mélanie), institutrice à Liévin ; — *médaille d'argent* (XXI, 397).

Lebas (Sœur Sidonie), directrice à l'Asile d'Auchel ; — *médaille d'argent* (XXI, 279).

Norieux (M.), instituteur, à Lapugnois ; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Pannequin (M. A.-J.-B.), instituteur aux mines de Liévin ; — *médaille d'argent* (XXI, 279).

Prévost (M. Antoine), instituteur, à Bruay ; — *médaille d'argent* (XXI, 279).

Séry (M. Auguste), instituteur à Cernamp-les-Frévent ; *médaille d'argent* (XXI, 279).

Thuillier (M. Charles-Joseph), instituteur, à Boubers-sur-Couche ; — *médaille d'argent* (XXI, 279).

Yvard (M^{me}), institutrice, à Loos ; — *mention honorable* (XXI, 279).

Rhône.

De Liguori (Sœur Alphonse), née Gilbert, de l'ordre de Saint-Joseph, supérieure de la manufacture de M. J.-B. Martin, à Tarare ; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Teste, à Lyon ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Seine.

Arnould (M. Honoré), homme de lettres, à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Barion dit Chapuis (M. Joseph) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 280).

Bachotet (M. Étienne), directeur du groupe scolaire de Puteaux ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 440).

- Brun (M. Auguste), instituteur à la faïencerie de Choisy-le-Roi ; — *médaille de bronze* (XVII, 276).
- Berger (M. Gustave), attaché à l'Imprimerie A. Chaix ; — *médaille de bronze* (III, 431).
- Canonge (M.), directeur de la Tulette, Pension d'apprentis à Paris, rue d'Albouy, 27 ; — *mention honorable* (IV, 30) ; — *médaille d'argent* (VII, 397) ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 274).
- Canonge (M^{me} Constance-Camille), 27, rue Albouy ; — *médaille d'argent* (XI, 440).
- Carpentier (M. Émile-Léonard), instituteur-adjoint à l'école de demitemps, 14, rue Michel-le-Comte ; — *mention honorable* (XVII, 277).
- Cayar (M. Auguste-Adolphe), 3, rue de Turenne, Paris ; — *médaille de bronze* (XXI, 280).
- Charpentier (M.), surveillant à l'école de dessin et de modelage de la Chambre de la Bijouterie ; — *médaille de bronze* (VII, 397).
- Demonsant (M. J.), instituteur, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 279).
- Defliez (M.), membre de commission locale, à Paris ; — *médaille de bronze* (XIX, 174).
- Duploux (M. A.-J.), agent du Patronage des jeunes détenus, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).
- Féty (M.), directeur de l'école ouvrière de carrosserie ; — *médaille d'argent* (XIX, 17).
- Fichot (M.), bandagiste, à Paris ; — *mention honorable* (IV, 30).
- Gerdalle (Sœur Onésime), de la Congrégation de Saint-Charles, directrice de l'Ouvroir des apprenties de l'Association des jeunes économes de Marie ; — *médaille de bronze* (VII, 398).
- Gresser (M. Edmond), directeur du patronage Saint-Charles, à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 398).
- Hennequin (M. Lucien), professeur de dessin à l'école de fabrique de MM. Mourceau et Leduc, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 274).
- Huré, professeur à l'école d'apprentis de M. Piat, fondeur, à Paris ; — *médaille de bronze* (XIII, 275).
- Joly (M.), directeur de l'école ouvrière des mécaniciens ; — *médaille d'argent* (XIX, 174).
- Laude (M. P.-L.), facteur à la direction générale des Postes, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).
- Legentil (M. Alexandre), membre du Comité consultatif des Arts et Manufactures, à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 398).
- Lespinasse (M.), à Aubervilliers ; — *mention honorable* (IV, 30).
- Louvel (M.) instituteur public, 14, rue Michel-le-Comte ; — *médaille d'argent* (XV, 220).
- Marais (M. Léon), instituteur à l'Imprimerie Chaix, à Paris ; — *médaille de bronze* (VII, 399).
- Moynier (M.), employé à la mairie du 1^{er} arrondissement ; — *médaille d'argent* (IV, 23).
- Porphyre (Le frère), chargé de l'école annexée aux ateliers de MM. Oberthur et fils, imprimeurs, à Rennes ; — *médaille de bronze* (VII, 399).
- Ramé (M. A.), secrétaire de la Chambre syndicale du Papier peint, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 275) ; — *rappel* (XV, 215).
- Sarcey (M. Francisque), homme de lettres, à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 399).
- Scribe (M^{lle} Louise), directrice des cours commerciaux du X^e arrondissement, 11, faubourg Saint-Martin ; — *médaille d'argent* (XVII, 277).
- Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, manufactures de MM. Harmel, Chardon, Monot, Savard, fabricants de papiers peints, etc. ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).
- Thorel (M.), délégué cantonal, à Paris ; — *médaille d'argent* (VI, 27).

Trombert (M. Albert), professeur à l'école professionnelle de M. Chaix à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 275).

Weil (M.), directeur de la Pension israélite d'apprentis; — *mention honorable* (IV, 30).

Seine-et-Oise

Le Roy de Saint-Arnaud (M. le sénateur), vice-président de l'Orphelinat du prince impérial, à Versailles; — *mention spéciale de reconnaissance* (IV, 310).

Seine-Inférieure.

Calbry (M.), instituteur libre, à Lillebonne; — *mention honorable* (XIII, 275).

Chopard (M.), instituteur libre, à Monville; — *mention honorable* (XIII, 275).

Dillois (M^{me} Léopoldine), en religion sœur Sylvie, directrice des écoles, salle d'asile, crèche, annexées à l'usine de M. Badin, à Barentin. — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 275).

Grimin (M. Georges), instituteur-adjoint, attaché à l'école de fabrication de la maison Girard et C^{ie}, à Rouen; — *mention honorable* (XIII, 275).

Lambert (M. G.), chef d'institution, au Havre; — *médaille de bronze* (XI, 441).

Leroux (M^{me} Adolphine), institutrice-adjointe, à Maromme; — *mention honorable* (XI, 441).

Meunier (M^{me} Marie-Virginie-Aline), en religion sœur Stéphanie, institutrice des œuvres diverses de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 441).

Née (M.), instituteur aux écoles de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *mention honorable* (XIII, 276).

Pégard (M.), instituteur, à Darnetal; — *mention honorable* (XIII, 276).

Rainsart (M. E.-Th.), instituteur public, à Deville-lès-Rouen; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 276).

Rousselet (M. A.), instituteur, à Maromme; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Serrurier (M.), directeur de l'école Sainte-Marie, au Havre; — *mention honorable* (XIII, 276).

Sèvres (Deux-).

Mady (M. Henry), ouvrier jardinier; — *médaille de bronze* (IX, 264).

Somme.

Barbier (M.), instituteur, à Abbeville; — *médaille de bronze* (XIX, 174), *médaille d'argent* (XXI, 280).

Lenoir (M. François-Hilaire), instituteur public, à Abbeville; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 276); — *médaille d'argent* (XV, 220).

Macque (M. Camille), instituteur, à Abbeville; — *médaille de bronze* (XXI, 280).

Dault (M.), instituteur-adjoint, à Abbeville; — *mention honorable* (XV, 220).

Macque (M.), instituteur, à Abbeville; — *mention honorable* (XIX, 174).

Les Religieuses Augustines, institutrices, à Abbeville; — *médaille de bronze* (XV, 220).

Tarn.

Estelle (M.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Falc (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Vienne.

Dubreuil (M.), ancien instituteur public, à Liguzè; — *médaille de bronze* (XV, 220).

ÉTRANGER

Alsace.

Maréchal (M^{lre}), institutrice, à Ro-

thau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Worms (M^{lre}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

PRIX SPÉCIAUX

PRIX DU COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Bouches-du-Rhône.

Francez (M. Pierre), ingénieur à Marseille; — *mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 335).

Marne.

Dauphinot (MM.) père et fils, filature et tissage de laine à Reims; — *médaillon d'argent* (XXI, 335).

Marteau frères et C^{ie} (M.), filateurs de laine, à Reims; — *médaillon d'argent* (XXI, 336).

Pouillot (M.), filature et tissage de laine, à Reims; — *médaillon d'argent* (XXI, 335).

Haute-Marne.

Bernard (M.), chef mécanicien aux forges d'Eurville; — *médaillon d'argent* (XXI, 336).

Carbillet (M.), chef mécanicien aux forges de Manois; — *médaillon de vermeil* (XXI, 336).

Forges de Clos-Mortier.

Forges d'Eurville.

Forges de Manois.

orges de Marnaval; — *médaillon de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 337).

Pasquier (M. Lucien), ingénieur aux forges d'Eurville; — *médaillon d'argent* (XXI, 336).

Vincent (M.), chef de fabrication aux forges d'Eurville, — *médaillon de vermeil* (XXI, 337).

Meuse.

Forges de Commercy; — *médaillon de*

vermeil et mention spéciale de reconnaissance (XXI, 337).

Pas-de-Calais.

Dinoire (M.), ingénieur aux mines de Lens; — *médaillon d'argent* (XXI, 336).

Seine.

Administration des Pompes funèbres de Paris; — *médaillon d'argent* (XXI, 335).

Association des industriels de France à Paris; — *médaillon de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 335).

Étienne (M.), chef d'atelier de M. E. Bourdon, à Paris; — *médaillon de bronze* (XXI, 336).

Seine-et-Oise.

Millet (M. Félix), ingénieur aux forges de Persan; — *médaillon de bronze* (XXI, 336).

Société française anonyme des munitions, aux Bruyères, commune de Sèvres; — *médaillon d'argent* (XXI, 336).

Seine-Inférieure.

Fauquet-Lemaître (M.), manufacturier, à Bolbec; — *médaillon de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 337).

Des Genetais (MM.), frères, manufacturiers, à Bolbec; — *médaillon de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XXI, 337).

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS

LE BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS

ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

(De 1867 à 1883.)

A

ABUS du travail des enfants commis dans les départements jusqu'en 1861. (Extrait des mémoires des Instituteurs sur les), I, 25. — (Pétition au Sénat, mai 1864, par M. l'abbé Aubaine, sur les) I, 26. — (Rapport de M. Dumas, sénateur, sur les), *ibid.* — Contre les mineurs au-dessous de 16 ans (proposition de loi sur les), VI, 342. — (Voy. *Travail des enfants.*)

ACCIDENTS des machines ou de fabrique (*Association*, fondée par M. Fr. Engel-Dollfus, à Mulhouse, pour prévenir les), I, 262, 307. — (Comité formé à Paris pour prévenir les), II, 284. — (Règlement de M. Chaix sur les), 285. — (Statuts de l'*Association pour prévenir les*), II, 238. — (Loi relative à la création de Caisses d'assurance en cas d'), II, 455. — (Note sur la question des), III, 209. — (Enfants victimes d'), III, 214; X, 424; XI, 332, 334; voy. *Apprentis mutilés et Jurisprudence protectrice des apprentis.* — (Statuts de la Commission des), III, 284. — Différence entre l'*Association pour prévenir les accidents* et la *Commission des accidents*, III, 284, note. — (Rapport par M. Engel-Dollfus sur l'*Association pour prévenir les*), III, 294; — Auxquels sont exposés les apprentis, par M. le Dr Marjolin, III, 358. — (Observations sur

les), par M. Tresea, 376. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les VI, 521; VII, 26. — (*Comité des*), I, 517. — (Communication de M. le Dr Marjolin sur le *Comité des*), 16. — (Lois et ordonnances en Allemagne et en Alsace-Lorraine, relatives aux), 70. — (Extraits de jugements relatifs aux), 77. — (Lettre sur la statistique des), 193. — (Règlement du *Comité des*), 108, 182. — Prix et médailles offerts, 205. — (Procès-verbaux de séances du *Comité des*), 422. — Causés par les scies circulaires, 426. — (*Œuvre des*), 484-491. — Causés par les arbres et les courroies de transmission, 493; VIII, 6. — Précautions à prendre dans les filatures de coton et de laine, VIII, 423. — (Agencements préventifs de l'Imprimerie Chaix contre les), 494. — (*Comité des*), 13. — Rapport de M. Leroux, 16. — Rapport de M. Robin pour 1874, 25, 67. — (Prix offerts par le *Comité des*), 73. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), 333. — (Rapport détaillé, par M. Leroux, sur les précautions pour éviter les), 423. — (Enquête du ministre sur les), 509. — (Rapport sur les travaux, en 1875, du *Comité des*), IX, 24. — (Concours pour prix d'un système préservatif des), 37. — Dans les scieries mécaniques, 46. — (Procès-verbal du *Comité des*), 155. — (Monte-courroie contre les), 160, 576. — (Rapport

sur les travaux, en 1876, du *Comité des*, X, 34. — (Prix offerts par le *Comité des*), 45. — (Séance du *Comité des*), 101. — (Rapport sur les enfants blessés à la suite d'), 218. — Rapport sur les explosions de meules 221. — (*Comité des*), XI, 1^{er}, 474, 576. — Demande de récompenses en faveur des inventeurs, à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, 480. — Réponse de M. le Ministre, 481. — Compte rendu de la justice criminelle, pour l'année 1877, 404. — Prévention des accidents de fabrique, XIII, 50. — (Responsabilité des), en Angleterre (bill), XIII, 460. — Les projets de loi Oviève et Nadaud. — (Réglementation préventive des) et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, XIV, 32. — (L'Association de Rouen pour prévenir les), 54. — (Projet de loi et rapport de M. Nadaud sur la responsabilité des), 61. — (Enquête sur les; ordonnée par le ministre de l'agriculture et du commerce, 63. — (Tableau statistique des) en Angleterre, 98. — (Projet de lois allemandes sur la déclaration et la réglementation des), 99 et 100. — (Discours de M. Vavas seur sur la responsabilité des), 121. — (Correspondance du Comité des), 141. — (Assurance en Allemagne contre les), 203. — Appareil protecteur dans les métiers à coton par M. Plassiard, 234. — (La loi allemande sur les assurances contre les), 294. — (Réponse au discours de M. Vavas seur sur la responsabilité des), 311. — Notice sur l'Association de Mulhouse pour prévenir les), 328. — Responsabilité, après mutilation d'enfant, XV, 109. — Rapport à l'Association de Rouen pour prévenir les), 120. — Tableau statistique (des) en Angleterre, exercice 1880. — *idem* en Prusse, 1875 à 1880, 178. — (Appareil préventif contre les) dans les filatures XVI, 7. — (*Comité des*), séance du 18 décembre 1882. — Tableau statistique (des) en Angleterre, 339. — L'Association parisienne pour prévenir les ouvriers des accidents de fabrique, XVII, 111, 385. — Circulaire de M. Plassiard sur les accidents spécialement dans les filatures, 157. Essai de statistique (des) XVIII, 154. — Tableau statistique (des) en Angleterre (1883) 206. — Rapport au Comité judiciaire sur la

nécessité des mesures préventives (contre les) par M. Tommy-Martin, 225, Tableau statistique (des) en Angleterre, 1884, XIX, 58. — Le cache-tout, vêtement protecteur (contre les), 62. — Assurance des ouvriers contre les accidents, *Cheys son*, XXI, 221. — *Chronique*, association des industriels de France pour préserver les ouvriers des accidents, Instruction sur les moteurs industriels, XXI, 378. — (Voy. *Jurisprudence*.)

ACROBATES (Les petits), IX, 634; XII, 334. — Le petit acrobate, conférence par M. Fliche, XVII, 200.

ADULTES (Cours d'), VIII, 536. — Enseignement primaire complémentaire, IX, 483.

AGE des enfants (L'), à propos de la loi sur le travail, II, 189. — (Opinion de M. Dollfus et de M. l'abbé Lantiez sur l'), II, 231. — (Propagande pour relever le *minimum* d'), II, 285. — D'admission et d'instruction des enfants, par M. Descottés, V, 348.

AGRICULTURE en Angleterre (Enquête sur l'emploi des enfants dans l'), (Orphelinats fondés pour l'), III, 333. — (Voy. *Orphelinats, Campagnes*.)

AIGNAN (Loiret). Ouvroir externe du cloître, II, 335.

Akroyd (M. Edward), (Médaille à l'Etablissement de), IV, 31.

Aldrophe (M.), secrétaire du *Comité de l'Enseignement artistique*, V, 38.

ALENÇON (Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons de la ville d'), I, 291.

ALGÉRIE (Les Enfants Assistés en) XVI, 171; XVII, 240, 241.

Alicot (M.). Rapport sur l'Œuvre des Bibliothèques, III, 189.

Allard (M. Paul). Rapport de la Société d'émulation de commerce de la Seine-Inférieure sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, III, 444.

ALLEMAGNE (Orphelinats établis en), II, 396. — (Filatures de lin en), 408. — (Apprentis imprimeurs en), IV, 62. — (Note sur le travail des enfants en), V, 325. — (Asiles en), VII, 47. — (Lois relatives aux acci-

- dents de fabrique en), 70. — (Loi sur le travail des enfants en), 177. — (Rapport de M. Neumark sur les institutions ouvrières en), VIII, 137. — Les fabriques de Berlin, inspection des machines, etc., 380. — Congrès d'Eisnach, 481; IX, 95. — (Le service de l'inspection en), X, 165. — (Congrès des ouvriers d'), 307. — (Inspection du travail des enfants en), communication de M. le Dr Marjolin, XI, 261. — (Les corporations en), VII, 82. — L'atelier annexé à l'école, 217. — Loi du 17 juillet 1878 modificative de la législation industrielle, XIII, 445. — Projet de loi sur la déclaration et la réglementation des accidents industriels, XIV, 99 et 100. — L'assurance contre les accidents, 204, 294. — Loi du 18 juillet 1881. (Corporations et apprentis en), XVI, 156. — Projet de loi sur la pension des vieux ouvriers, XX, 181. — Exécution de l'assurance obligatoire, 182. — La protection des enfants en Allemagne, 257.
- ALLIANCE UNIVERSELLE** (Comité de l'), VII, 462, 487. — (Congrès de l'), VIII, 50. — (Programme de l'), 403.
- ALSACE-LORRAINE** (État des établissements industriels en), VI, 379, 450; XI, 95, 516. — Dépopulation industrielle, IX, 85. — Toast à la ville de Mulhouse, XII, 460. — (Association d'), XIII, 477. — (Influence de l'anonymat sur les Institutions ouvrières en), XV, 401.
- ALSACIENS-LORRAINS** (*Soc. fraternelle d'*), fondée par M. Arronsohn, V, 30. — (Les apprentis), 31. — Souscription en faveur des Alsaciens-Lorrains demeurés Français, 402. — (Société de patronage des orphelins), XI, 288. — (Visite du maréchal de Mac-Mahon et du général Chanzy à l'exposition de la), XI, 387.
- AMEUBLEMENT** (Chambre syndicale de l'). — Distribution des prix, XIX, 327. (Voy: *Chambres syndicales, Ecole professionnelle.*)
- AMIENS** (Patronage des jeunes ouvriers d'), I, 28. — (Opinion de la Société industrielle d') sur le travail des enfants, II, 248.
- Amigues** (M. Jules). Article sur la Société de protection à propos de la séance de la *Société patern. des fleurs et plumes*, V, 245.
- AMIS DE L'ENFANCE**. — (Voy. *Société des Amis de l'enfance.*)
- AMSTERDAM** (Participation de la Société à l'Exposition Internationale d') médaille d'or obtenue, XVI, 255.
- ANGERS** (Patronage de N. D.-des-Champs, dirigé par les dames du Bon-Pasteur à), I, 288; II, 341.
- ANGLETERRE** (Loi sur le travail des enfants en), I, 370. — (Education et travail des enfants en), impulsion donnée par M. Chadwick, II, 3. — (Institutions ouvrières en), 409. — (De l'inspection des manufactures en), 430. — (De l'inspection du travail des enfants en), III, 10 à 40. — (Rapport semestriel des Inspecteurs des manufactures en), par M. Striber, 232; de M. Baker, 237. — (Etat des diverses industries par rapport à l'apprentissage en), 240. — (Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en), 333. — (Instruction des enfants en), V, 323. — (Situation des ouvriers en), VI, 455. — (Travail des enfants en), VII, 343, 457, 542. — Industrial schools, 352. — (Extrait d'un livre sur la législation manufacturière en), VIII, 140. — (Inspection des machines dangereuses en), 398, 433; IX, 86, 344, 30. — (Le contrat d'apprentissage en), X, 379. (Ecole nationale de cuisine en), 503. — (Législation sur le travail dans les manufactures en), XII, 83. — (Gain des classes laborieuses en), 92. — Acte législatif concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, traduit par M. J. Périn, 218. — (Troubles en), par suite de congé, édicté par la loi sur les fabriques, 301. — L'asile pour les enfants en convalescence à Norbiton, V. *Apprentissage*, 461. — Loi sur la responsabilité des accidents, XIII, 413. — Statistique des accidents de fabrique, XIV, 93. — La loi française du 7 décembre 1874 comparée à l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199. — L'enfance abandonnée ou coupable (en) XV, 80. — Tableau statistique des accidents (en), année 1880, 177. — (Organisation et rémunération de l'inspection en), 310, 255. — (Les inconvénients de l'apprentissage nommé en) XV, 404. — Analyse du

rapport de l'inspection anglaise, exercice 1882, XVI, 335. — (Tableau des accidents en) 1881, 339. — En 1883, XVIII, 206. — En 1884, XIX, 58. — (V. *Nouvelle-Angleterre*.)

ANNONAY. Communauté des Dames de la Providence, VII, 336. — Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, VII, 386. — Cercle catholique des apprentis et jeunes ouvriers, M. l'abbé Du Sert, directeur, VII, 386.

Anthoine (M.), inspecteur d'académie à Lille, *Mémoire sur l'instruction primaire dans le département du Nord*, XII, 303.

ANZIN (Conditions des enfants dans les mines d'), VII, 509.

APPRENTIS (Legs en faveur d'), I, 268 — de l'imprimerie Chaix, II, 84; — de M. Lemaire, 86. — (Notice sur des anciens), V, 416. — (Rapport sur la condition des), par M. Legentil, VII, 65. — Etat des apprentis à Paris, 149, 435. — (Conditions des), à Paris et dans la Seine, par M. Lefort, IX, 581. — Papeterie (Concours d'), X, 76. — (Comité de placement des) (Voy. *Comités*); voy. aussi *Enfants, Pensions, Maison d'apprentis, Lits, Bibliothèques*, et, en général, les noms des villes ou des établissements. (Rapport sur la réglementation de la condition des), XII, 425. — (Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des) XIII, 363. — Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis, par M. J. Périn, XIV, 139. — (La question des), XVI, 247. — Les apprenties sourdes-muettes de Laon, XVI, 294. — Les apprentis en Danemark, lois et institutions, XVII, 221. — Le patronage des apprentis de Chaumont par M. E. Nusse, XIX, 351. — Apprentis de la maison Lemaire, XX, 233. (V. *Patronage*.)

APPRENTIS ÉTRANGERS (Patronage des), III, 398.

APPRENTIS MUTILÉS (Patronage des), III, 401. — (Liste des enfants secourus comme), 404. — Suicide d'un apprenti, V, 30; XI, 332, 334.

APPRENTIS VICTIMES d'accidents; de mauvais traitements; de prétendues plaisanteries d'atelier, IV, 37. —

D'accidents, 128; VI, 433; VII, 192 VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33.

APPRENTISSAGE (Texte de la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'), I, 16. — Discordance de cette loi avec celle de 1841, 22. — (Rapport sur les Ateliers d'), par M. Délerot, 147. — (Bourses d'), à Paris, 215. — (Œuvre de la mairie du IV^e arrondissement pour l'), *ibid.* — Dans les C^{ies} de chemins de fer, 324. — Dans les usines du Creusot, 330. — (Etude historique sur l'), par M. Julien Hayem, II, 30. — Chez les Grecs, 33. — Chez les Romains, 36. — Sous le régime féodal du XI^e au XV^e siècle, 40. — Du XVI^e à la fin du XVII^e siècle, 46. — Dans les Fleurs et Plumes, par M. Hiélard, 67. — (Loi du 22 février 1851, sur le contrat d'), 165. — (Des moyens à mettre en œuvre dans l'industrie parisienne pour relever le niveau de l'), V, 111, 216, 280, 356; VIII, 511. — (Exécution du contrat d'), X, 126. — (Extrait du *Traité du Contrat d'*), par MM. J. Hayem et J. Périn, 140. — (Projet d'une école d') par M. Robert, VI, 372. — (Contrat d'), IX, 221. — (*Formule du contrat d'*), 223. — Au point de vue de la loi et des mœurs, par M. E. Nusse, X, 51. — (Du contrat d') dans le droit anglais, par M. E. Nusse, 379. — (De l') dans les métiers du bâtiment, par E. Flamant, XII, 445. — (Rapport sur ses résultats et sur le projet de loi des écoles d') par M. E. Nusse, XIII, 403. — Note historique (sur l'), par M. J. Périn XIV, 323. — Société (d') des jeunes orphelins, 286. — Les inconvénients de (l') moderne, XV, 404. — (Les causes de décadence de l'), XVI, 85. — Apprentissage et Corporations en Allemagne, 156. — En Norvège, 157. — Les institutions créées par les ouvriers en matière d'apprentissage, XVII, 364. — Influence des associations coopératives (sur l'). — 376. — Recrutement (de l') Fleurs, 445. — Dans la dentelle, 467. — L'apprentissage, 469. — Des meilleurs moyens législatifs pour relever (l'), par M. Nusse, XVIII, 115. — Discussion de ce rapport, XIX, 26. — Résumé de cette discussion, par M. Faustin Hélie, 70. — Enquête professionnelle (sur l'), 145. — Apprentissage manuel, 267. — Sanctions du contrat, 282, 285. — Manuel, 369. — Dans le

- temps passé (Juliette Parent) des fleurs et plumes, 371. Sanctions du contrat, XX, 17. — (L') d'après le livre des monographies professionnelles de M. J. Barberet, XX, 55-152. — (L') au congrès de Bordeaux, 176. V. *Association, Patronage, Placement, Société*.
- ARBRES** de Noël, fêtes des enfants à Mulhouse. Note de M. Dollfus, II, 460. — (Etablissement à Paris des), 463. — Arbres de Noël, par M. R. Jeannel, III, 72. — Comité des institutrices de charité (Fête de l'), XI, 14; XIII, 40, 436; XIII, 410.
- ARCHEVÊQUE DE PARIS** (Mgr l'). Son discours à l'impératrice Eugénie pour la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 276.
- Arès-Dufour** (M.), censeur de la Société, en 1867, I, 35.
- ARMÉE DE TERRE** (Institution de l'État pour les enfants de l'), III, 114.
- Arnault** (M. l'abbé). Observations sur le travail, II, 237.
- ARQUEBUSIERS-ARMURIERS**, XX, 55.
- ARRAS** (Maison d'apprentis fondée par le Père Halluin sous le nom de *Maison de l'Immaculée-Conception*, à), I, 78. — Etude sur cette maison, V, 374.
- Arronsohn** (M.), fondateur d'une Soc. d'Alsaciens-Lorrains, V, 30.
- ASILES** d'enfants à New-York, VII, 47. A Norbiton (Angleterre) pour les enfants convalescents, XII, 461.
- ASSISTANCE JUDICIAIRE**, V, 35. — (Règlements et bureau du Comité de l'), VII, 68, 172, 204, 489; VIII 71, 173, 331; IX, 23, 120, 145, 321, 428; X, 30, 118, 195, 212. (Voy. *Comité judiciaire*.)
- ASSISTANCES PATERNELLES**. — Aux enfants de l'imprimerie, IV, 52. — (Note sur les Sociétés d'), VII, 14. — (Discours de M. Ch. Robert aux Chambres syndicales sur les), 89; — aux enfants des Fleurs et Plumes, V, 466; VII, 320, 536; VIII, 344, 518; IX, 428; — du Papier peint, VIII, 293; IX, 184, X, 270; — de l'Ebénisterie, 494; XI, 530; — des Fleurs et Plumes, distribution des prix, 405, 609; XI, 376. — Patronage des apprentis tapissiers XII, 13; — des fleurs et plumes, XII, 70. — *idem*, distribution des prix, 204. — Voy. *Papier* (groupe syndical du).
- ASSISTANCE PUBLIQUE**, à Paris, IX, 516. — (Rapport du directeur de l') sur le service des enfants moralement abandonnés, XIV, 333. — *Idem*, 1881, XVI, 331. — Les Enfants assistés en Algérie, XVI, 171. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur les enfants moralement abandonnés en 1882, 265. — Enfants assistés en Algérie XVII, 240, 241. — Enfants assistés, XIX, 266.
- ASSOCIATION** pour le placement en apprentissage et le patronage d'orphelins des deux sexes, XV, 285. Prix, XVIII 201. XIX, 104, discours de M. Nusse. — *Id.* 1887, discours de M. Nusse, XX, 131. — Distribution de prix, discours de M. Nusse, XXI, 203.
- ASSOCIATION** pour prévenir les accidents de fabrique (Statuts de l'), II, 238; VII, 393. — (Voy. *Accidents*.)
- ASSOCIATION** pour la réforme du travail des enfants, III, 306.
- ASSOCIATION PARISIENNE** pour prévenir les ouvriers des accidents de fabrique XVII, 111. — Comment sa filiation se rattache au Comité des accidents de fabrique de la Société de protection des apprentis, 121, 385. (Voy. *Société*.)
- ASSOCIATION PHILOTECHNIQUE**, XX, 38.
- ASSOCIATION PÔLYTECHNIQUE**, liste des cours, VII, 555.
- ASSURANCES** (Loi sur les Caisses d'), II, 455. — L'assurance en Allemagne contre les accidents, XIV, 203, 294. — première application de la loi et compte rendu, XX, 182. — Des ouvriers contre les accidents, XXI, 221.
- ATELIER** (L'), annexé à la classe, V, 218. — (L'école annexée à l'), extrait de M. d'Eichthal, 311. — (L'enfant et l'), conférence par M. Fliche, XIX, 182. — D'aveugles, XVI, 244.
- ATELIERS D'APPRENTISSAGE** (Rapport sur les), par M. Délerot, I, 147.
- ATELIER** en voyage (Un), récit, IV, 60.
- ATELIERS-ÉCOLES** (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 263. — (Projet d') pour marins, 295; — pour les jeunes filles, XI, 294.
- ATELIERS-MODÈLES** (Notice sur les), II, 266. — (Lettres sur la création

d'), V. 252. — (Présentation au Conseil municipal de Paris d'), 254. — (Subsides accordés par le Préfet de la Seine aux), VI, 12. — Ateliers-modèles d'apprentissage chez MM. Oberthur, à Rennes, VII, 338. — Précautions contre les jeux des apprentis de M. Chaix, VIII, 136.

ATELIERS INSALUBRES, IX, 578.

AUCH (Œuvre des apprentis fondée par M^{lle} Debus), I, 294.

AUTRICHE (Travail des enfants en), III, 467. — (*Athenæum* en), VI, 451. Loi sur le travail des enfants dans les mines, XIX, 3-5. — Loi du 8 mars 1885 sur l'Industrie, XX, 240.

AVANT-PROPOS sur les lois et sur les efforts tentés pour protéger les enfants, avant la fondation de la Société, I, 3.

AVEUGLES (École enfantine d'), XVI, 161. — (Ateliers d'), 244. — École Braille, XIX, 271.

B

BACCARAT (La Cristallerie de), I, 299. — Sa pension d'apprentis, VII, 335-390. — (Voy. *Cristalleries, Verreries*).

BAINES (M.). Extrait de son discours sur une Méthode d'enseignement populaire, V, 240.

BAKER (M.), inspecteur du travail des enfants en Angleterre, II, 27. — De l'inspection des manufactures d'après les lois anglaises, II, 430. — (Article de M. Striber sur l'inspection de), III, 11.

BALANCIERS, XX, 56.

BALE (Législation sur le travail des manufactures de la ville de), III, 471.

BAMBERGER (M.), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 213.

BAPTEROSSES (M.). Son matériel d'installation pour les Salles d'écoles d'apprentis (avec une planche), V, 78; VII, 390.

BARAS (M.), instituteur à Liancourt. Son rapport sur les institutions scolaires et de prévoyance de la maison Ph. Latour, XIV, 288.

BARBERET (J.). L'apprentissage d'après son livre sur les monographies professionnelles, XX, 55-152.

BARBIER (M.). Note sur les Œuvres de la Savoie, III, 275; — sur l'émigration des enfants de la Savoie vers les centres industriels, III, 320. — Lettre, IX, 126.

BARRESWIL (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département de la Seine; secrétaire de la Société (1867), I, 35. — Compte rendu financier à la séance du 23 février 1868, II, 12. — Sa mort; son éloge, par M. Dumas, président (6 août 1871), IV, 106. — Sur les enfants émigrés, pendant le siège de Paris, sous sa conduite, IV, 122.

BARRET (M. J.). *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire considérée au point de vue religieux*, XII, 117.

BATIMENT (De l'apprentissage dans les métiers du), par E. Flamant, XII, 445.

BAUDUZ (M. l'abbé), directeur de la Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes, IX, 250.

BAUMERT (M. l'abbé), s.-direct. des jeunes ouvriers de Metz, V, 395.

BEAULIEU (M. A.). Rapport sur le travail des enfants dans les manufactures de coton de Rouen et environs, III, 54.

BEAUVAIS (*Œuvre du Sacré-Cœur* à), III, 90. — (Autres Œuvres à), 92.

BELGIQUE (Statuts d'une Société pour la diminution du temps du travail en), III, 480. — (Note sur le travail des enfants en), 12. — *Association pour la réforme du travail en*, 306. — (Travail des enfants en), V, 317. — (Les enfants dans les mines à charbon en), 320. — (Projet de loi sur le travail des enfants en), 400. — (Rapport sur l'industrie de la houille en), VI, 521. (Caisse d'épargne en), VII, 539. — (Congrès d'hygiène en), VIII, 484. — Congrès de Bruxelles, X, 167. — (Travail des enfants dans les mines en), XI, 382. — (École d'Art décoratif en), XII, 390. — (L'enseignement professionnel et industriel en), 465. — Commission du travail (en), XX, 183. — Loi protectrice des travailleurs, 208.

BÉRARD (M. E.-Paul), secrétaire provisoire, IV, 113; — trésorier ad-joint, puis trésorier de la Société — Exposés et comptes rendus finan-

ciers pour 1871, V, 12, 38. — Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en Angleterre, III, 333. — Note sur une nouvelle méthode d'enseignement populaire, V, 240. — Rapport sur le règlement d'administration publique déterminant les circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, VIII, 78. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants au-dessous de 12 ans, VIII, 85. — Rapport sur le règlement relatif au travail de nuit, VIII, 192. — Rapport sur le règlement relatif aux travaux fatigants ou dangereux, VIII, 230. — Rapport sur des faits relatifs à la gestion financière de la Société, XI, 487. — Rapport au Comité consultatif des Arts et Manufactures sur l'interdiction du travail des enfants dans l'industrie des couvreurs et plombiers pour toitures, XVI, 278. — Rapport au même Comité sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 37. — Conférence sur l'application aux enfants travaillant dans la verrerie de la loi du 19 mai 1874 et le soufflage mécanique du verre, 123. — La Verrerie de Folembay (par M.) XVIII, 266. — Industries ayant pour objet de dégager des poussières, travail des chiffons, os, corne, nacre, (par M.) 371. — Le travail des enfants à l'étirage de la verge de tréfilerie, XIX, 357. — Id. dans les verreries, XX, 51. — Commentaire sur les dangers du laminage des verges de tréfilerie, XXI, 243.

Berger (M. Gustave). Projet d'une Maison d'apprentis de la typographie, V, 224 à 240. — Considérations sur l'apprentissage à propos de la maison fondée par M. Piver, sous le nom de la *Tutelle*, 294 et suiv. — Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'emballage, VI, 442. — Institution en faveur de l'apprentissage à Meaux, VII, 451. — Note sur l'organisation des Caisses d'épargne scolaires, à Paris et en province: à Saint-Nicolas, à la Tutelle des apprentis, à l'imprimerie de M. Chaix, VIII, 366. — Sur l'école technique de l'Horlogerie, IX, 168. — Quelques observations à propos de l'arrêté du 10 août 1877 de M. le Préfet de la

Seine relatif aux classes d'apprentis dans les écoles de Paris, XI, 172.

Bernot (M.), président fondateur de la Société de protection de l'Enfance ouvrière de Troyes, inaugure cette Société; son discours, XIV, 383. — Son article sur l'Orphelinat de Saint-Martin des Vignes, XV, 143.

Berthier (M. Ch.), vice-président de la Société en 1867, I, 35. — Réélu vice-président en 1872, V, 8. — Président de l'*Œuvre des Lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le travail de nuit, II, 204.

Beslay (M.), sur l'inspection du travail, II, 221.

Beudant (M.), conseiller municipal de Paris. Extrait de son rapport au Conseil municipal sur les ateliers-modèles, V, 254. — Rapport sur les écoles d'apprentis, 281. — (*Voy. Ateliers-modèles.*)

BIBLIOTHÈQUES des Patronages (envois de livres aux), II, 282. — Des apprentis israélites, III, 226. — Des pensions d'apprentis, III, 229. — Rapport sur l'*Œuvre des*, III, 389. — (*Œuvre des*) confiée à M. de l'Etang, V, 36; — populaires (communication de M. Hennequin sur les), V, 342; — spéciale de la Société de protection (création de la), V, 397. — Bibliothèques des apprentis (*Œuvre des*), VII, 476, 565; VIII, 318, 409. — Bibliothèques communales, 497, 506; d'apprentis, IX, 104; 358. — Livres: M. L. Rostaing, *Conférences ouvrières*, IX, 208. — M. L. Lefebure, *Questions vitales*, X, 639. — M. Tallon (Eug.), *La vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89; — Dubail (M.), *Géographie de l'Alsace-Lorraine*, 191; — M. Robiquet, *Les origines et l'application de la loi du 19 mars 1874*, 311; — M. Georges Lassez, *L'Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504; — M. Ducarre, *Rapport sur les conditions du travail en France*, XI, 110. — Rapport de M. Lefebure sur les bibliothèques d'apprentis, 132. — M. Jules Lallos, inspecteur des prisons, *Des projets de réforme pénitentiaire*, 295. — M. G. Fagniez, *Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*, 392. — M. Victor Bohert, *La Par-*

ticipation aux bénéfices, 392 ; — M. le docteur Elie Goubert, *Des agents perturbateurs de la jeunesse*, 395 ; — MM. Joret-Desclosières et Ch. Beaufrand, *Biographie des grands inventeurs dans les arts, les sciences et l'industrie*, 706. — MM. J. Hayem et J. Périn, *Traité du contrat d'apprentissage* ; MM. Jules Périn et E. Nusse, *Commentaire de la loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie* — mêmes auteurs, *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de sallimbanques*, XI, 564 ; — M. Ch. Bonne, *Petites études d'économie sociale. (Les lois fondamentales de la société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la Patrie et l'État)*, XII, 98 ; — M. J. Barret, *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire, considérée au point de vue religieux*, 117. — M. Hubert Valeroux, *Etude sur les diverses législations qui régissent le travail des enfants et des femmes employés dans l'industrie*, XIII, 107, M. G. Bruno, *Francinat*, XII, 406, — *La science pénitentiaire au congrès de Stockholm*, MM. Fernand Desportes et Léon Lefebvre, XIV, 207. — Marie Lacroix, *Jeanne*, XIX, 179. — Tallon, *Manuel pratique*, 3^e éd., XVIII, 93. — M. Charles Constans, *Petit code de l'apprenti et du patron*, XIX, 142.

BIDACHE (Basses-Pyrénées). Atelier de ganterie, dirigé par les Filles-de-la-Croix, II, 334.

BIJOUTERIE ET ORFÈVRE (Statuts de la Société des enfants de la), II, 156. — (Ecole de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale de la), III, 412. — Récompenses à cette école, VI, 434. — Bal de souscription, VII, 184. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355 ; IX, 164, 322. — (Société d'encouragement de la), VIII, 491 ; X, 256. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de la), 362. — *Idem*, XIII, 79. — *Idem*, XVI, 315. — *Idem*, XIX, 46, 324. Ecole (de la), XX, 43.

BIJOUTERIE-IMITATION (Chambre syndicale de la), X, 366. — Compte rendu des travaux de l'année 1876, 366. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale de la), 369. —

(Chambre syndicale de la), VIII, 355. — (Création d'une école gratuite de dessin par la Chambre syndicale de la), IX, 164, 322 ; X, 366, 369. — (Distribution des prix de l'école de dessin de la), XIII, 93. — (Assemblées de la), XV, 397 ; XVI, 63, 75, 131 ; XVII, 78 ; 442, XVIII, 37, 64, 178. — Prix, 202. — (Assemblée de la), 249. — *Idem*, 360. — XIX, 35. — 46. — 95. — 97, 100. — 246. — 249. — Assemblée, XX, 31. — 35. — Prix, 35. — (Ecole de la), 44. — Séance, 109. — *Idem*, 119.

BIJOUTIERS (Apprentis), XX, 57.

BILLETES (L'Orphelinat luthérien des), I, 295 ; IV, 30.

Blanc (M. Louis). *Le Droit de protection sociale*, VII, 420.

Blanchon (Filature, dans l'Ardèche, dir. par M. Louis), I, 305 ; II, 392.

BLANZY (C^{ie} des mines de), I, 300.

Blot et Drouard (Caisse de secours et de retrait du personnel de la Maison), VIII, 359.

Bohért (M.), auteur de *La Participation aux bénéfices*, XI, 392.

Bois (M. Victor). Sa lecture sur la vie de Stephenson, par Samuel Smiles, III, 40.

Bonjean (Georges), fondateur de la Société de protection de l'enfance abandonnée ou coupable, XIII, 479. — Vice-président de la Société de protection des apprentis, XV, 4 et 17. — L'Œuvre de (M.), rapport par M. Nusse, 133. — Lettre sur l'Ecole Industrielle de la rue Clavel, XVIII, 35.

Bonne (M. Ch.), avoué, à Bar-le-Duc. (Petites études d'économie sociale, offertes à la Société par) sur les *Lois fondamentales de la société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la patrie et l'État*, XII, 98.

Bonnechose (M^{gr} de), Discours au Sénat pour la création d'inspecteurs d'ateliers, I, 159.

BON-PASTEUR (Dames du) de Strasbourg, II, 332. — (Maisons fondées par les religieuses du), II, 371. — (Maison fondée à Lyon pour les dames du), III, 88.

BORDEAUX, Ouvroir Saint-Bruno, II, 335.

Boudrand, fondateur de l'Œuvre de Notre-Dame-de-Bon-Conseil, à Lyon, XI, 430.

BOULANGERIE, XX, 64.

BOULOGNE-SUR-MER. Patronage d'apprentis fondé et dirigé par M. Flour, I, 292.

BOURG D'AULT (Somme). Patronage dirigé par M. Romain fils, I, 294.

Bourreuil (M. de), ancien conseiller d'Etat et secrétaire général du Ministre de l'Agriculture, etc. Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35. — Rapport de la Commission des récompenses à distribuer par la Société, 282.

Bouteiller (M. de). Son allocution, comme délégué du conseil municipal à la séance extraordinaire du 30 juillet 1882. (6^e fête de l'Enfance ouvrière), XV, 207.

Boyer (M.), inspecteur principal départemental du travail des enfants, XII, 156.

BRASSERIE, voir *Cafés*.

BREST (Offre d'une prime de 50,000 fr. pour l'établissement d'une cotonnerie d'Alsace dans l'arrondissement de), V, 247.

Breton (M.), I, 308. — (Orphelinat de la papeterie de), 407.

BRONZE ET MÉTAUX (Détermination sur les enfants des Chambres des), III, 421. — Cours, XIX, 59. — Instruction professionnelle, XX, 65.

BRUXELLES (Rapport sur le Congrès d'hygiène et de sauvetage tenu à), IX, 533.

Buisson. Rapport sur l'instruction primaire à l'Exposition de Vienne, IX, 483.

Buisson (M.), ingénieur, directeur de la manufacture de tabac de Nantes, IX, 260.

Burat (M.). Rapport sur le travail des enfants dans les mines, II, 240.

CABARETIER (Danger pour l'apprenti), VI, 333.

CACHE-TOU (V. *Accidents de fabrique*).

CAEN. Orphelinat avec apprentissage, I, 290.

CAFÉS ET BRASSERIES (De l'emploi de filles mineures dans les), par M. Faustin Hélie, XVI, 18. — Projet d'arrêt d'interdiction de l'emploi des mineures (dans les), XVIII, 110.

Caille (Patronage dirigé par M.), I, 288.

CAISSES D'ASSURANCE, en cas d'accidents (Loi relative à la création de), II, 455.

CAISSES DES ÉCOLES, I, 213. — (Situation des), II, 453. — (Lettre du Ministre de l'instruction publique sur les), IV, 66. — (Note relative à l'organisation des, 67; — des II^e et XIX^e arrondiss^{ts} de Paris, 70. — (Projet d'organisation dans une commune rurale et statuts des), 73. — (Circulaire du Ministre de l'instruction publique sur les), 76. — (Création d'une, à Versailles, III, 422. — (Assemblée à Versailles de la Société des), IV, 90. — (Création de nouvelles), V, 327; VII, 345; IX, 199. — (Extrait du Rapport de M. Sigismond Lacroix sur les), et l'Enseignement professionnel, XI, 90, 287. — (Situation de la) au 1^{er} juin 1878, XII, 95. — (Statuts de la) du II^e arrondissement, 402. — (Circulaire de la Société à MM. les Présidents des), XIV, 134.

CAISSES D'ÉPARGNE en Belgique, VII, 539, 558. — Caisse de participation de l'imprimerie Godchaux, VIII, 128. — (Note sur l'organisation des) VIII, 146, 366; — scolaires à Saint-Nicolas, 371; — à l'établissement de la *Tutelle*, 373; — chez M. Chaix, 375, 534; — de Saint-Nicolas, IX, 94; X, 394.

CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES (Communication de M. de Malarce sur les), VII, 417, 498; X, 394.

CAISSE de patronage. (V. *Patronage*.)

CAISSES DE PRÉVOYANCE pour les ouvriers du Touage de la Seine, X, 193.

CAISSES DE RETRAITE, de secours, d'assurances, à l'École professionnelle des typographes de M. Chaix, VI, 489. — De la maison Blot et Drouard, VIII, 359.

CALIFORNIE Les Écoles en), VII, 184.

CALVADOS (Note sur les enfants employés dans les manufactures du), II, 301.

CAMPAGNES de l'Est (Condition des enfants dans les), III, 102.

CANADA. Projet de *Réforme* de la législation ouvrière; travail des enfants, XVI, 235.

CARRIOT (M.). Rapport sur l'enseignement professionnel, XV, 46.

CARROSSERIE. — V. Société d'Instruction. — Apprentissage, XX, 166.

CARTONNAGE, voir *Papiers*.

CASTRES (Tarn). (Orphelinat établi près de), I, 290; V, 390.

CAUTERETS (Maison hospitalière de). (Communication de M. J. Périn sur la), IX, 523; — (de M. E. Nusse sur la), XI, 216.

CÉRAMIQUE (Lettre au Ministre du commerce par la Chambre syndicale de la), VI, 394. — Apprentissage de la céramique, XX, 75.

CERCLE DES JEUNES OUVRIERS, dirigé à Paris par M. Maigren, I, 289.

CERCLE DES MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE (Directeur, le Rev. P. Montazeau, à Paris), VII, 387.

CERNAY. Orphelinat, II, 334.

CERFBERG (M. Th.). Notice sur les apprentis dans les campagnes de l'Est, III, 102. — Note sur la colonie de Gentilly, près Nancy, 439.

CERTIFICATS d'études (sujet de composition pour), V, 327.

CHAIX (M. A.). Distribution des prix aux élèves de l'imprimerie de), I, 173. — (Maison de M.), 304. — (Les apprentis de l'imprimerie), II, 82. — (Visite du Ministre de l'Instruction publique aux ateliers de M.), 263. — Son règlement contre les accidents de machines, 285. — (Caisse de retraite pour les apprentis chez M.), 469. — (L'Ecole professionnelle de M.), III, 431; V, 474. — (Intérêt de participation de l'ouvrier dans les bénéfices établi par M.), V, 408. — Projet de local pour les apprentis pendant les heures de repas, VI, 382. — Notice et renseignements sur son Ecole professionnelle des typographes, VI, 480; VII, 409. — (Précautions contre les accidents de machines chez M.), VII, 494. — Prix décernés à l'Ecole professionnelle, 523; IX, 615; X, 390; XI, 545. — Précautions contre les jeux, VIII, 136. — Discours aux

prix de l'Ecole, 455. — (Caisse d'épargne d'apprentis, chez M.), VIII, 534. — Inauguration du buste de M. Napoléon Chaix, X, 396. — Distribution des prix à l'Ecole professionnelle XIV, 399; XV, 391; XVI, 80, 314. — Participation aux bénéfices de l'imprimerie, XVII, 381. — Distribution des prix, XVIII, 67. — 363 (Voy. *Typographes*.)

CHALES (Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de), par M. Maillard, I, 318.

CHAMBÉRY (Établissement de sourds-muets à), III, 275.

CHAMBRES SYNDICALES (Protection accordée aux apprentis par les), II, 288. — (Notions sur les Œuvres des), III, 452. — (Réponse des) sur l'Enseignement technique, V, 256; — de l'Ameublement, XI, 239; XII, 71; — des Appareils de chauffage, VII, 532; VIII, 452; IX, 92; — des Arts et Industries appliqués au culte et aux édifices religieux, XI, 239; — de la Bijouterie, X, 256, 265, 266, 362; — médaille de bronze à l'Exposition universelle de 1878, XII, 100; — de la Bijouterie-imitation, VIII, 355; IX, 164, 312; X, 366. — (Distribution des prix de l'Ecole de dessin de la), 369; XI, 242; XII, 72, 369; — de la Bimbeloterie, XI, 92, 246; — de la Bouche-rie, VIII, 452; — du Caoutchouc et des Toiles cirées, X, 79; — de la Chaussure, IX, 168; X, 280; — des Chocolatiers et Confiseurs, XI, 248; — de la Corderie, Boissellerie, Sparterie, X, 80; — des Doreurs, Miroitiers et Ornemanistes, XII, 377; — des Emballeurs, VIII, 512; IX, 93; X, 82; — des Entrepreneurs de charpente, X, 279; — des Fleurs et Plumes, VII, 166; IX, 605; X, 82; XII, 378; — de la Fumisterie, VIII, 359, 453, 515; IX, 83; — de la Ganterie, IX, 168; X, 84; — de l'Horlogerie, IX, 168; X, 281; — des Instruments et appareils de l'art médical, XI, 248; XII, 74; — des Maîtres Tailleurs, IX, 181; XI, 252; XII, 75, 201; — de la Maroquinerie et Gainerie, XII, 75; — des Mécaniciens, Chaudronniers, Fondeurs, etc., VI, 407; — du Papier et des industries qui le transforment, VII, 437; VIII, 352; IV, 92; 187, 322, 501; X, 85, 148, 270; XI, 25, 386; XII, 76. — (Distribution

des prix aux apprentis du, 198, 207, 370; — de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans, VIII, 517; XI, 254; — des Pâtisseries, XII, 210, 303; — de la Tabletterie, proposition de statuts pour une école, VIII, 323; X, 161; XI, 259; des Tapissiers, IV, 12; V, 280; VII, 165, 532; IX, 534; — de la Teinture et du Nettoyage, X, 161; — des Doreurs, Miroitiers, Ornemanistes, XII, 448; — des Pâtisseries, 450; — de la Bijouterie-imitation, XIII, 74; — des Doreurs Ornemanistes, *ibid.*; des Fleurs, Plumes et modes, 75; — des Instruments et appareils de l'art médical, 77; — des Sculpteurs Ornemanistes, *ibid.*; — de l'Ameublement, 206; — de la Bijouterie-imitation; — de la Bonneterie en gros; — de la Brosserie, 207; de la Confection pour dames et enfants; — des Doreurs Ornemanistes, Miroitiers et Encadreurs, 208; — des Fabricants d'appareils à gaz; — des Fils et toiles de lin; — des Fleurs, plumes et modes, 209; — de l'Horlogerie, 211; — du Papier, règlement sur le concours des apprentis, 211; — des Entrepreneurs de couverture, XIII, 411; — de la Maroquinerie et gainerie, XIV, 78; — de la Photographie, 81; — des Marchands tailleurs, 82; — de la Bijouterie-imitation, 87; — de la Passementerie, 162; — de la Maroquinerie, 162; — des Pâtisseries, 163; — des Fabricants d'appareils d'éclairage, 171; — de la Bijouterie-imitation, 171; — des Corsets, 172. — L'Enseignement professionnel ouvrier (par les), 222. — Chambre de la passementerie, 255; — des Pâtisseries, 255; — de la Maroquinerie, 257; — De la Serrurerie, — des Marchands tailleurs, 394; — de la Passementerie, de la Photographie, 395; — des Emballeurs, de la Passementerie, XV, 78; — des Fabricants de lampes et ferblanterie, 155; — des Fabricants d'appareils d'éclairage et chauffage par le gaz, 156; — des Corsets et accessoires, 157, 158, 160; — de la Bijouterie-imitation, 161, 163; — de la Photographie, 165; — de la Maroquinerie et gainerie, 169; — de la Passementerie, 171; — des Emballeurs, 172; — de la Maroquinerie, 298; — des Fabricants de lampes et ferblanterie, 299; — des Chaudronniers étameurs, 299; — de la Pas-

sementerie, 300; — des Marchands tailleurs, 301; — de la Maroquinerie, 301. — des Fabricants d'appareils d'éclairage et chauffage par le gaz, 302; — des Marchands tailleurs, 394; — de la Passementerie, 395; — Maroquinerie, gainerie, 396; — Chaudronniers-étameurs, 397; — des Dentelles, tulles, broderies, 398; — des Fabricants d'appareils d'éclairage, XVI, 61; — des Corsets, *ibidem*; — de la Maroquinerie, 65; — de la Passementerie, 66; — des Industries diverses, 66; — des Corsets, 74; — des Ouvriers jardiniers, 79; — des Corsets, 125; — de la Photographie, 128; — Syndicat général, 138; — Ouvriers tisseurs de Lyon, 145; — Chauffeurs-mécaniciens, 146; — Maroquinerie, 198; — Lampistes-ferblantiers, 199; — Layetiers-emballeurs, 206; — Doreurs-encadreurs, 207; — Corsets, 207; — Chaudronniers, 208; — Corsets, 212; — Maroquinerie, 213; — Chaussure, 216; — Passementerie, 298; — Appareils à gaz, 299; — Chaussure, 303; — Bijouterie-imitation, 304; — Syndicat général, *ibidem*; — Corsets, 310; — Grains et farines, *ibidem*; — Prix de la Chambre des dentelles, 311; — Photographie, XVII, 69; — Corsets, 69; — Marchands tailleurs, 70; — Passementerie, 73; Bronze-imitation, 73; Négociants-Commissionnaires, 74; — Corsets, 79; — Syndicat général, 83; — Corsets, 90; — Ferblantiers-lampistes, 90; — Marchands tailleurs, 173, 182, 187; — Ganterie, 190; — Maroquinerie, 192; — Corsets, 193; — Confection, 194; — Chapeaux de paille, 194; — Tailleurs, 197; — Des ouvriers en voitures, distribution des prix, 199; — Syndicat général, 337; — Tailleurs, 338; — Mégissiers, 338; — Chapellerie, 340; — Chaussure en gros, *ibidem*; — Ferblantiers-lampistes, 343; — Brosserie, 344; — Ganterie, 346; — Syndicat général, 347; — Emballeurs, 348; — Corsets, 350; — Chemisiers, 351; — Passementerie, 353; — Ferblantiers-lampistes, 354; — Chapeaux de paille, 354; — Chambres syndicales ouvrières; leurs créations en matière d'apprentissage, 364; — Marchands tailleurs, 441; — Ferblantiers, 442; — Passementerie, 449; — Diamants, 450; — Grains, farines, 451; — Confec-

tion, 452; — Diamants, XVIII, 37; — Maroquinerie, 38; — Bonneterie, 50; — Passementerie, 53; — Tailleurs, 54; — Dentelles, 63; — Corsets, 66; — Chapeaux de paille, 67; — Tailleurs, 67; — Emballeurs, 178; — Confection, 179; — Corsets, 179; — Tailleurs, 185; — Ganterie, 190; — Tailleurs, 190; — Passementerie, 192; — Maroquinerie, 193; — Corsets, 193; — Grains, 197; — Syndicat général, 197; — Confection, 199; — Tailleurs, 243; — Corsets, 234; — Tailleurs, 234; — Passementerie, 236; — Corsets, 237; — Enseignement libre, 238; — Grains, 245; — Industries électriques, 245; — Diamants, 248; — Enseignement libre, 249; — Ouvrier pensionnaire de la Chambre de l'ameublement, 300. — Passementerie, 360; — Dentelles, 361; — Tailleurs, XIX, 31; — Instruments de l'art médical, 35; — Fabricants de lampes, 35; — Tailleurs, 44, 45; — Corsets, 45; — Tailleurs, 95; Corsets, 98; — Pelleterie, 100; — Dentelles, prix 102; — Tailleurs, 244; — Corsets, 248; — Dentelles, 249; — Instruments de l'art médical, 252; — Tailleurs, 316, 320; — Corsets, 321; — Ameublement, distribution de prix, 327; — Congrès des chambres syndicales en 1886 et rapport des délégués de la Société de Protection, XX, 12; — Tailleurs, 20; — Enseignement libre et laïque, 20; — Tailleurs, 21; — Bonneterie, 22; — Passementerie, 30; — Bijouterie-imitation, 31; — Corsets, 32; — Bonneterie, 33; — Tailleurs, 33; — Corsets, 34; — Chapellerie, 34, 109; — Corsets, 113; — Passementerie, 113; — Bonneterie, 114; — Graveurs, 116; — Tailleurs, 118; — Industries diverses, 120; — Passementerie, 124; — Corsets, 124; — Congrès (des) ouvriers d'Algérie, 183; — Chemisiers, 190; — Industries diverses; exposé de l'enseignement professionnel, 191; — Bonneterie, 212; — Tailleurs, 214; — Graveurs, 214; — Tailleurs, 215; — des industries diverses : Enseignement professionnel à l'école ou à l'atelier, 269. — *Bijouterie imitation*, 280; *Papier et industries qui le transforment*; — Rapport de M. Chapuis, 281; — Marchands tailleurs de Paris, 284; — Tapisiers, distribution des prix, 284; — Bijouterie, joaillerie, 285; — Bijou-

terie-imitation; séance du 4 novembre 1887; — Composition du bureau de revision pour règlement de l'école de dessin, XXI, 22; — du papier et industries qui le transforment; — Rapport de M. Chapuis sur l'exercice 1886-1887, XXI, 23; — Ganterie, peaux pour gants, séance du 12 décembre 1887, 52; — des marchands tailleurs de Paris, 53, 56, 152; — Bijouterie-imitation. — Rapport sur l'école de dessin, 158; — Récompenses, 169; — Papier et industries qui le transforment. Rapport de M. Chapuis, 174; — Ganterie et peaux pour gants, 176; — du papier et des industries qui le transforment, 176; — Maîtres tailleurs de Paris, 177 et 178; — passementerie, mercerie, boutons et rubans, 180; — Graveurs en tous genres, 181; — Maîtres tailleurs de Paris, 191; — Bijouterie-imitation, 193; — Maîtres tailleurs de Paris, 196, 197, 209; — Graveurs en tous genres, 202; — du papier et des industries qui le transforment, 219; — (*Voy. Horlogerie, Papier, Fleurs et Plumes, Bijouterie-Imitation.*)

CHAPELLERIE, l'apprentissage (de la), XX, 152. — (*V. Ecole professionnelle.*)

Chapin (M. Williams). Sa Maison de jeunes filles, aux Etats-Unis, II, 342. — (*Note sur les Fabriques de*), 411.

Chapuis. — Rapport à la séance du 7 octobre 1887, XX, 281. — Rapport sur l'exercice 1886-1887, XXI, 23; — Rapport, 174.

Chardin (La fabrique de soie de M. Ernest), I, 303. — (*Note sur la Maison de M.*), II, 387; VII, 393.

CHARITÉ MATERNELLE (Société de), son histoire, VIII, 307.

CHARPENTIERS ET SCIEURS DE LONG; enseignement professionnel, XX, 154.

CHARRONS. (*V. Carrosserie.*)

Charton (M. Edouard), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

CHARTRES (Sœurs de Saint-Paul à), II, 362.

Château (M.). Rapport sur le concours pour éviter les accidents de fabrique, IX, 37. — *Note sur un monte-courroie*, 160.

CHATILLON ET COMMENTRY (L'Orpheli-

- nat de), II, 338. — (Orphelinat de la C^{ie} de), 379.
- CHAUDRONNIERS**, apprentissage, XX, 171.
- CHAUFFAGE** (Chambre syndicale du), IX, 92.
- CHAUFFEURS, CONDUCTEURS, MÉCANICIENS**, leurs cours professionnels, XVII, 364; — XVIII, 301.
- CHAUMONT**, le Patronage des apprentis (de), par M. E. Nusse, XIX, 351.
- Chaurand** (Baron), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 226.
- Chauveau-Lagarde** (M.), juge honoraire au tribunal civil de la Seine, Président du Comité judiciaire de la Société, III, 213; V, 37. — Article nécrologique, XIV, 30.
- CHEMINS DE FER** (Apprentissage dans les C^{ies} de), I, 324. — Dans celle du Nord, XVIII, 70. — Distribution des prix en 1885, XVIII, 260.
- Chevalier** (M. Michel), membre de l'Institut, Censeur de la Société en 1867, I, 35.
- Cheysson** (M.), ingénieur en chef des ponts et chaussées. — Assurance des ouvriers contre les accidents, XXI, 221.
- CHIFFONS** (V.) *Poussière*.
- CHINE**. — Jeunes gens envoyés en France et en Angleterre, XII, 390.
- CHRONIQUE**. — L'apprentissage, XX, 292; — L'école d'ameublement, 293; — Les écoles d'enfants de troupe, 293; — Institutions en faveur de l'enfance, 294; — en Russie, 296; — Enquête ouvrière en Hollande, 296; — Propagande coopérative par les femmes, 297; — Association contre les accidents en Suisse, 297; — Lois protectrices des travailleurs; — Cours publics pour apprentis en Suisse, XXI, 93. *Voir* SUISSE; — Enfance abandonnée, XXI, 94; — Asile-ouvroir municipal, 236; — Cours professionnel du chemin de fer du Nord, 236; — Fleurs et plumes, 237; — Association des industriels de France pour préserver les ouvriers des accidents.
- Instructions** sur les moteurs industriels, 378 — le saint et noble ordre des Chevaliers du travail, 392; — Exposition universelle de 1889, 398; — les bourses commerciales, 399.
- CIRCULAIRE** du Ministre de l'intérieur du 25 sept. 1854 sur l'inspection des enfants dans les manufactures, I, 23; — du Ministre de l'agriculture sur l'inspection des enfants dans les manufactures, II, 448; — du Ministre de l'instruction publique relative au certificat d'étude exigé par la loi du 19 mai 1874, X, 111; — du Ministre de la justice sur les procès-verbaux dressés par les Inspecteurs divisionnaires, 113; — du Ministre de l'intérieur aux préfets, XI, 28; — du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la loi du 19 mai 1874, 158; — du Ministre de la justice prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, XII, 352, du Ministre du commerce sur le certificat dit abrégé XIX, 20. — (Voy. *Ministres*.)
- CLASSES LABORIEUSES** (Enquête sur la condition des), V, 82. — Libertinage, VI, 455.
- CLASSES SPÉCIALES** pour apprentis (Lettre du Préfet de la Seine aux maires de Paris), V, 344. — (Lettre d'un maire de Paris sur les), 427. — (Rapport de M. Gréard sur les), 460. — (Voy. *Ecoles*.)
- Claude** (M.), député des Vosges. — Son discours sur le travail des enfants, VI, 165.
- Claye** (M.), (Atelier d'instr. typographique de), III, 221. — (L'Œuvre de), IV, 28. — (Note sur l'atelier de), V, 369; VII, 391.
- Clémendot** (M.). Sur le travail de nuit, II, 202; — sur les classes spéciales, V, 431.
- CLUNY** (Sœurs de Saint-Joseph de), II, 364.
- CLUSES**. — (V. *École d'horlogerie*.)
- Cochin** (Augustin), membre du Conseil d'honneur de la Société; sa mort, V, 131.
- Cohadon** (Atelier d'apprentissage de brunissage dirigé par M^{me}), I, 154-305. — (Visite du Ministre de l'instruction publique à l'atelier de M^{me}), II, 265. — (Compte rendu d'une visite

à l'atelier de M^{me}, par M. Robiquet, III, 434. — (Émigration, pendant le siège de Paris, de l'atelier de M^{me}), IV, 112. — (Situation de l'atelier de M^{me}), V, 123. — (Don fait par la Société à M^{me}), V, 261. — (Note de M. Havard sur l'atelier de brunissage de M^{me}), VI, 448; VII, 394.

Colcombet frères (MM.), à Saint-Etienne (fabrique de), I, 301. — (Rubanerie de), II, 388; IX, 256.

COLLÈGE MUNICIPAL DE SAUMUR, XX, 39.

Collinot (M.) (Note sur l'atelier de), II, 271, 339.

COLOMBIE. (V. *États-Unis de la*.)

Colombier (M.), inspecteur, à Rouen. — Son discours à la distribution des récompenses des élèves des écoles de fabrique de Rouen, XI, 499. — Sa nécrologie, XII, 310.

COLONIE agricole et pénitentiaire de Gentilly, près Nancy, VII, 14; — de Sainte-Foy (Rapport sur la), XII, 383; — d'orphelins, XVI, 161; — agricole et maritime de Belle-Ile-en-Mer, 286; scolaire, XVIII, 379.

COMITÉS de la Société: 1^o de publication, 2^o des recettes, 3^o des dépenses (Liste des membres composant les), I, 34; — d'enseignement religieux, composition de ses membres, I, 57; — d'enseignement élémentaire, composition de ses membres, *ibid.*; — d'enseignement artistique, 104. — (Ancienne composition des), V, 10; — de l'enseignement artistique, 37. — (Renouvellement des divers), 37. — (Observations faites sur les), 423. — (Comptes rendus des), X, 12, 101, 195. — (Voy. *Comité des Accidents de fabrique*, *Comité des Institutrices de charité*, *Comité judiciaire*, *Comité des Sociétés d'assistance paternelle et Comité du placement des apprentis*.) **COMITÉ DES BIBLIOTHÈQUES**.

COMITÉ DES PUBLICATIONS (Règlement du), VII, 9.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE. — Donne naissance à l'Association parisiennne pour prévenir les accidents de fabrique; XVII, 121; — Histoire, but, essais de statistique d'accidents, XVIII, 154. — (Voy. *Accidents de fabrique*.)

COMITÉ DES BIBLIOTHÈQUES. — Règlement, XX, 268.

COMITÉ JUDICIAIRE de la Société, sa formation, II, 10; III, 160; — sa composition, 213. — (Compte rendu du), *ibid.* — (Appendice au compte rendu du), 406. — (Comptes rendus du), V, 7, 127. — (Question sur le contrat d'apprentissage posée au), IV, 130. — (Maintien du), V, 37. — Comptes rendus, V, 128, 179; X, 420; XI, 155, 324, 490, 583, 587; XII, 16, 117, 130, 326, 422; XIII, 19, 120, 325, 401; XIV, 21, 25, 136, 236, 321; XV, 18, 100, 114, 260, 327; XVI, 13, 101, 177, 181, 259; XVII, 19, 133, 326, 329, 397. — (Constitution de Sociétés en vue de création d'écoles d'apprentissage), XV, 260; XVI, 13, 102, 177, 259. — Revision de la loi de 1874, XVII, 398; XVIII, 30. — Comptes rendus, XVIII, 29, 105, 109. — Réformes de l'apprentissage, discussion, 218-227. — Rapport du Comité judiciaire sur les dangers de la pornographie pour l'enfance, 375; Séance du 9 décembre 1885, XIX, 21, discussion sur les publications obscènes; — *idem*, 16 novembre 1885; — séance, 21 décembre 1885; — discussion sur les moyens de remédier à la décadence de l'apprentissage, 26; — *idem*, 1^{er} février 1886, 26. — Rapport de M. Faustin-Hélie sur les délibérations de ce Comité au sujet de mesures intéressant l'apprentissage, 70; — séance du 12 avril 1886; — discussion sur les livrets, 75. — Séance du 7 juin 1886; discussion sur les sanctions du contrat d'apprentissage 282. — Séance du 22 novembre 1886, même sujet, 285. — Séance du 27 décembre 1886, XX, 17. — Séance du 28 mars 1887, 92; — *idem*, du 25 avril 1887, 93. — Séance du 14 novembre 1887; danger de l'extension des fêtes foraines. — Discussion concernant la déclaration, par les patrons, des accidents arrivés à leurs ouvriers, 263. — Séance du 23 janvier 1888, XXI, 18. — Séance du 12 mars 1888; approbation de l'ordonnance du préfet de police interdisant le service des filles mineures dans les brasseries, 19; — Vœu tendant à maintenir les commissions locales, 20; — Séance du 23 janvier 1888, 103; — Rapport de M. Louiche-Desfontaines sur l'école municipale Diderot, 104.

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ. — (Voy. *Institutrices de charité*.)

COMITÉ DE PATRONAGE. — (Voy. *Patronage*.)

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS.
— (Voy. *Placement des apprentis*.)

COMMISSIONS dont se composait la Société : 1° des mines, agriculture ; 2° imprimerie, papier ; 3° bijouterie, horlogerie ; 4° filature, tissage, impressions ; 5° tissus divers ; 6° confections diverses ; 7° bâtiment ; 8° ameublement et accessoires ; 9° industries diverses. Listes des membres composant ces commissions, I, 37 ; — du travail des enfants chargée d'examiner le projet de loi de M. Joubert, V, 22. — (Observations faites aux), V, 425 ; — de surveillance du travail des enfants à Mulhouse (réponses au questionnaire du Ministre de l'agriculture par la), I, 363.

COMMISSION DES RÉCOMPENSES accordées par la Société. — (Rapport de la), par M. de Boureuille, vice-président d'honneur de la Société, I, 282.

COMMISSIONS LOCALES de surveillance (Nomination de membres des), dans la Seine, VIII, 42 ; IX, 19, 136 ; — dans l'Oise, la Seine-Inférieure, la Somme, 141 ; — dans la Manche, Eure, Orne, 296 ; — Calvados, Ile-et-Vilaine, 300 ; — Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, 302 ; — Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, 304 ; — Finistère, Morbihan, 306 ; — Haute-Garonne, 308. — (Circulaire du préfet de l'Aude sur les), 310. — *Idem*, du préfet de l'Ariège, 315. — Aveyron, Cantal, Tarn, 316. — Pyrénées-Orientales, 317. — Nord et Pas-de-Calais, 424. — (*Bulletin des*), X, 21, 205. — (Rapport de la 2°) de Paris, 21. — (Rapport de l'ancienne 4°) de Paris, 115. — (Composition des nouvelles) de la Seine, 205. — Rapport des Commissions locales à M. le Préfet de police sur l'ensemble de leurs travaux en 1877, XI, 35. — (Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur l'assiette et la formation des), XI, 158. — (Rapport de la 8°), présenté au conseil général de la Seine par M. de Heredia, XI, 164. — (Rapport adressé à M. le Préfet de police par la 3°) pour 1877, 344. — Article de M. Robiquet sur la protection de l'enfance ouvrière, 499. — (Rapport au nom de la 8°), présenté par M. de Heredia au Conseil général de la Seine, 638. —

Compte rendu de la 5°) (*Panthéon*), 658. — (Rapport de la) du VIII° arrondissement de Paris sur ses travaux en 1878, XII, 45 ; — du III° arrondissement, 157 ; — du VI° arrondissement, 159 ; — du IX° arrondissement, 163 ; — du XVII° arrondissement, 170. — (Recrutement des membres des), 318. — (Instruction du Préfet de police sur les dépenses des), 363, 364. — (*Bulletin des*), rapport des Commissions locales avec les Inspecteurs du travail des enfants, 444. — Rapport de la 6° Commission locale, XIII, 65. — Réunion générale des présidents et des secrétaires du département de la Seine, 158. — Décision du Conseil général de la Seine sur leur composition, *ibid.* — Rapport des 1°, 14°, 17° 19° 21°, 36° Commissions locales, 165 et suivantes. — (Compte rendu des séances des) du département de Seine-et-Oise, 359. — (Recueil de décisions et instructions à l'usage des), XIII, 413. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 429. — *Idem*, XIV, 67. — Rapport de la 19° Commission locale, 69 ; — de la Commission locale de l'arrondissement de Troyes, 155. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), XIV, 357. — *Idem*, XV, 56. — Extrait du rapport de la 21° Commission locale, hommes, 269. — *Idem*, de celle de Troyes, 270. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 367 ; XVI, 37. — Observations de la XIX° sur l'emploi des enfants dans les ateliers de force motrice, 49. — Les Commissions locales de la Seine par M. E. Nusse, XVI, 15. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 317. — *Idem*, XVII, 48. — 429. — (Note sur les) par M. F. Fabre, XVIII, 111. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 169. — *Idem*, 318 ; — *Idem*, XIX, 234. — Rapport de la Commission de Troyes, 307. — Lettre de la XIX° commission locale au Conseil général de la Seine, 311. — Réunion générale des présidents et secrétaires, des secrétaires, XXI, 126. — *Idem*, 352.

COMMISSION SUPÉRIEURE du travail des enfants. Renouvellement des membres de la Commission, XI, 619. — Rapport de M. le président ; X, 7 ; XI, 337 ; XII, 342 ; XIII, 143,

- XIV, 113; XVII, 403; XVIII, 309, XIX, 291.
- COMMISSION SUPÉRIEURE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL DES ENFANTS. — (Rapport présenté à M. le préfet de police par la), XII, 373. — *Idem*, exercice 1879, XIII, 414. — (Observations de M. le Dr Perrin devant la), sur l'exécution de l'art. 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249. — (Voy. *Travail des enfants*.)
- COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST, ses institutions en faveur de l'Enfance ouvrière, XIV, 284; ses trains scolaires d'apprentis et d'excursion pour ouvriers, XIX, 265.
- COMPIÈGNE (Collège d'apprentissage à) fondé par Napoléon I^{er}, I, 118.
- COMPTES RENDUS (Echange de) entre les diverses Œuvres, II, 280; III, 386; — dirigé par M. Fouchet, V, 36. — (Liste des) échangés entre les Œuvres et reçus par le secrétaire, V, 61. — (*Comité de l'Echange des*), V, 395; VI, 421.
- CONCOURS pour le prix d'un système préservatif des accidents dans les fabriques, II, 37.
- CONDAMNATIONS (Relevés des) par le tribunal de simple police pour infractions à la loi sur le travail des enfants, V, 94; XI, 705. — (Voy. *Comité judiciaire*.)
- CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Composition du Patronage des), VII, 190.
- CONDÉ-SUR-ITON (Orphelinat fondé à), V, 390.
- CONFÉRENCE sur St Vincent de Paul, protecteur des apprentis, III, 483. Conférence professionnelle, XIV, 402. — Conférence de Troyes, XV, 87, 310.
- CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES (Orphelinats fondés par les), II, 347; — (Voy. *Orphelinats*.)
- CONGRÈS DE BORDEAUX (L'apprentissage au), XX, 176.
- CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT. — Questions posées, XI, 292, 555.
- CONGRÈS DES CHAMBRES SYNDICALES XX, 12. — ouvrières d'Algérie, 183; des *Chambres syndicales* de France, XXI, 39.
- CONGRÈS des instituteurs au Havre. Programme de travail manuel, XIX, 61.
- CONGRÈS DES OUVRIERS CUISINIER, XX, 176.
- CONGRÈS NATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, IX, 103.
- CONGRÈS INTERNATIONAL (Projet du). — De la protection de l'Enfance dans l'industrie, XI, 152.
- CONGRÈS OUVRIERS, IX, 632; XI, 291; XIII, 473.
- CONGRÈS PÉNITENTIAIRE, XI, 557.
- CONGRÈS SOCIALISTE, XIV, 402.
- CONSEIL D'HYGIÈNE (Composition du), VIII, 535.
- CONSEILS de Prud'hommes (Articles sur les), XI, 106.
- CONSEIL d'honneur de la Société; membres dont il se compose, I, 58.
- CONSEIL d'honneur d'administration (Elections du), I, 35; VI, 1; VII, 413; VIII, 1; IX, 370; XII, 6.
- CONSEIL GÉNÉRAL de la Seine. — Séances du 24 juillet 1875, VIII, 400; des 23 et 30 octobre; des 4, 6, 11, 16, 18, 23 novembre 1875, 489, 535, du 28 novembre 1876, IX, 573; des 26 et 29 janvier 1878; 7 et 14 février 1878; propositions de MM. Saugeon, Lefev, Dujarrier et de Heredia, XI, 105, 278. — Rapports de M. de Heredia, 164, 638, 771. — Création d'un service médical des écoles municipales et salles d'asile, XII, 305. — Frais d'inspection du travail des enfants, 443.
- CONSEIL GÉNÉRAL des manufactures. Ses délibérations pour faire exécuter la loi de 1841 sur le travail des enfants, I, 15.
- CONSEILS GÉNÉRAUX, leurs vœux de 1852 à 1864 au sujet de l'exécution inégale de la loi sur le travail des enfants, I, 24. — (Réponse des) sur le travail des enfants, II, 126.
- CONSEIL MUNICIPAL de Paris (Rapport au) sur la création d'une Ecole d'apprentis, par M. Beudant, V, 214. — Sa reconnaissance légale de l'Œuvre des apprentis dirigée par les frères, VI, 423. — Sur la gymnastique, VIII, 306; préaux des écoles, VIII, 306; — Discussion sur divers projets d'écoles, IX, 347, 512. — Installation d'écoles de demi-temps, rue Bouret, XI, 278. — Séances du 18 mai 1878 et du 8 juin, 383. — Proposition de M. Mailhard, 701; — de M. Hovelacque, XIII, 305.
- CONTRAT d'apprentissage, I, 16. —

- Exemples d'exécution du', III, 217; V, 126. — (Extrait du *Traité du* par MM. Hayem et J. Périn, V, 140. — Modèle de), IX, 221. — (Voy. *Comité judiciaire*.)
- CONTRAVENTIONS aux lois régissant le travail des enfants, XI, 329.
- CONTREMAITRES faisant des Cours d'apprentis, II, 160.
- Corbin** (M. Henri). Note sur le travail des enfants dans les sucreries, II, 245.
- Cordier** (M.), député. Son discours sur l'âge de l'apprentissage, VI, 28.
- Cornudet** (M. Michel). Rapport sur les médailles à décerner pour 1870, IV, 17.
- CORPORATIONS D'ARTS ET MÉTIERS (Anciennes), à Lyon, XI, 685, action moralisatrice des, XIX, 147. Aux États-Unis, XX, 184.
- COTON (Travail des enfants dans les manufactures de), à Rouen, III, 54.
- Coulon** (M.), membre du *Comité judiciaire*. Communication sur la salubrité des logements, III, 378.
- Coulon** (M. Henri). Rapport sur l'emploi des filles mineures dans les débits et autres lieux publics, XVII, 146.
- Coulonge** (M. Christian de). Etudes sur les Œuvres de patronage : Patronage des garçons de la ville de Paris, I, 208. — Sur le repos du dimanche, II, 206. — Sur le placement des apprentis, XI, 206. — (Les causes de la décadence de l'apprentissage, par), XVI, 85.
- COUTURE (Ouvroir de la Caisse des écoles du V^e arrond^t pour les travaux de), VI, 475.
- COUVREURS. (Rapport de M. Paul Bérard sur la nécessité d'interdire le travail des enfants dans les industries des) et des plombiers pour toitures, XVI, 278. — Décret prohibant ce travail, 284, jurisprudence, XIX, 29.
- CREUSOT (LE), I, 300. — (De l'apprentissage dans les usines du), 330. — (Condition des enfants au), VIII, 526; XI, 386.
- CRISTALLERIES ET VERRERIES (L'enfant dans les), I, 350. — Baccarat, Gast, Epinac, Saint-Ouen, Pantin, Le

Bourget, Saint-Denis, *ibid.* — (Voy. *Verreries*.)

Crouslé (M. L.). Rapport sur la création d'une Ecole d'apprentis dans le V^e arr^t, V, 220.

Crozatier (Concours pour le prix de M.), IX, 357.

CUISINE (Académie de); ses cours professionnels, XVII, 364.

CULTES DIVERS (Œuvre pour les enfants de), I, 226.

D

Dabin (M. l'abbé), fondateur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon, XI, 429.

Dalsème (J.-M.). Sa conférence sur la taksymétrie, XII, 413.

DANEMARK (Loi sur le travail des enfants en), VI, 375, 422. — Les apprentis (lois et institutions), XVII, 221.

Decaisne (Dr). Sa brochure : Des effets du tabac chez les enfants, IV, 48.

DÉCRET reconnaissant la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures comme établissement d'utilité publique, II, 175; — relatif à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants employés dans l'industrie, X, 108. — Du 22 septembre 1879, interdisant le travail des enfants dans les établissements dénommés au tableau A et l'autorisant dans ceux dénommés au tableau B, XII, 349. — Du 31 octobre 1882, interdisant le travail des enfants dans certaines industries dangereuses, XV, 362. — Interdisant l'emploi de certains mineurs comme producteurs de force motrice, 363. — Dans le triage ou le défilage des chiffons, 363. — Sur la traction par des enfants, 364. — Sur les travaux dégageant des poussières, 365. — Sur les travaux de couvreurs et de plombiers, 366; XVI, 284. — Sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 47.

Délaissement (M.), inspecteur. Son discours aux prix décernés à Toulouse, IX, 564.

Delaporte (Don de 500 fr. par M^{lle}), IV, 114. — (Don de 1,500 fr. aux Ecoles professionnelles de jeunes filles par M^{lle}), V, 181.

Délégation cantonale pour l'instruction du II^e arrond. (Communication de M. Thorel à la), IV, 100.

Délerot (M. Émile), Conservateur de la Bibliothèque de Versailles. Avant-propos sur la situation faite aux enfants dans les ateliers avant la fondation de la Société, I, 3. — Secrétaire du Comité de publication, I, 36; V, 37. — Rapport sur les pensions d'apprentis, I, 64; — sur les ateliers d'apprentissage, I, 147. — Compte rendu à l'assemblée de la Caisse des écoles de Versailles, IV, 90. — Secrétaire provisoire de la Société, 113. — Les enfants de l'industrie émigrés de Paris pendant le siège, IV, 122. — Note sur les classes d'enfants, V, 428.

DEMI-TEMPS pour le travail des enfants adopté en Angleterre et à Mulhouse par M. J. Dollfus, I, 370. — (Discussion sur le), II, 194; en Angleterre, IV, 34. — (Proposition de M. Descottes sur le), V, 333. — (Voy. *Ecoles, Travail des Enfants*.)

Denière (M.), président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104; V, 38.

DENTELLE (Apprentissage dans l'industrie de la) XVII, 467. Cours professionnels de dessin des Chambres de la dentelle et de la passementerie, XX, 45.

DÉOLS (Indre). Orphelinat pour les jeunes filles, I, 294; VII, 387.

DÉPOT de la Préfecture de police (Visite au), VII, 186, 562.

Descottes (M.), ingénieur des mines. Observations sur l'âge d'admission et l'instruction des enfants dans les manufactures, V, 332, 348 et suiv.

Désir (M^{lle}). Présidente du Comité des institutrices de charité, II, 159. — Ses écoles professionnelles, VII, 347. — Notice nécrologique, VIII, 332.

DESSIN et modelage (Statuts de l'École de), fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie, III, 412. — (Distribution des prix à l'École pro-

fessionnelle de), V, 284. — (Programme de l'enseignement du) dans les écoles primaires et supérieures, XI, 384. — Distribution des prix aux élèves de l'École de la ville de Paris, XII, 398.

Devienne (M^{lle}), fondatrice d'un Ouvroir, à Beauvais, III, 92.

DIACONESSES PROTESTANTES (Œuvres fondées par les), II, 374.

DIDEROT. — Voy. *Ecole municipale*.

Didot (M. Ambroise-Firmin) préside la séance du Patronage des enfants de la Papeterie, III, 420.

DIEPPE. Œuvre des apprentis pour la confection de la dentelle et la couture, I, 291. — (Les sœurs de la Providence de), II, 360. — (Les institutions charitables de), XIII, 434.

Dieterle (M.), vice-président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.

Dietsch (M.), I, 308. — (Écoles fondées à Liepvre (Haut-Rhin) par), III, 425. — (Etat récapitulatif des fondations de M.), 427. — Propose de décerner des médailles, V, 260. — (Notice nécrologique sur M.), VIII, 62. (Institutions de prévoyance de la maison), XV, 311.

Dietz-Monnin (M.), membre du Conseil municipal et de la Chambre de commerce. — Discours à la Chambre syndicale de l'Horlogerie, X, 281.

Dollfus (M. Jean), de Mulhouse, vice-président d'honneur en 1867, I, 35, 308. — Rapport sur une médaille à décerner, II, 27; — sur le travail du demi-temps, 195; — sur la loi du travail des enfants, 231. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7; — opte avec ses ouvriers pour la nationalité française, 247.

Dubois (M.), (Enquête sur la situation des enfants dans la verrerie, par), IV, 46; — sur les enfants de la verrerie, V, 336.

Dubosq (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris, VII, 395.

Ducarre (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 216. — Rapport sur les conditions du travail en France, XI, 110.

Ducellier (M.), sur l'inspection du travail, II, 222.

Ducholet (M. le Dr), président d'une Association de patronage, I, 227. — Distribution des prix de ce patronage, XVII, 355. Article nécrologique, XX, 78.

Dufourc d'Antist (M.), chargé des envois des livres aux bibliothèques, II, 282.

Dufrenoy, fabricant de soies (Nécrologie de M. Gabriel), II, 15.

Dumangin, président de la 2^e Commission locale de Paris. Rapport au Préfet de la Seine, X, 21.

Dumas (M.), membre de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. *Président de la Société de protection*, I, 39; — rapport sur les abus du travail des enfants en 1864, I, 27; — discours d'ouverture à la séance d'inauguration, I, 45; — discours à la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 278; — préside les séances des 9 et 19 juin 1868 pour la discussion de la loi sur le travail des enfants, II, 194, 209; — allocution comme président de la séance du 27 décembre 1868, II, 323; — préside la séance du 19 juin 1870, IV, 3; — du 6 août 1871, 105; — du 2 mai 1872, V, 183; — réélu président de la Société, V, 8; — sur l'enseignement pratique, 188; son rapport sur le travail des enfants, IX, 13. — Rapport sur le fonctionnement de la loi du 19 mai 1874, X, 7. — Rapport présenté à M. le Président de la République par le président de la commission supérieure du travail des enfants, XI, 337. — (Allocution de) à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, 404. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, XII, 342. — (Allocution de) à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 216. — Lettres à MM. J. Périn et Ernest Nusse au sujet de la mutation du secrétariat, XIV, 15 et 16. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, 143. — (Allocution de M.) à la sixième fête de l'enfance ouvrière, XV, 187. — Mort de M. Dumas; les

adieux de la Société, XVII, 113. Statue de M. Dumas, XX 84.

Dumoustier de Frédilly (M.), directeur du commerce intérieur au Ministère de l'agric. et du comm. Discours : à la distribution de l'Ecole de dessin de la Chambre de la Bijouterie et Joaillerie, VI, 437; — à la séance de la Société des Fleurs et Plumes, VII, 321; — à la distribution des récompenses de la Société, 358; — de l'Ebénisterie, VIII, 288; — aux prix de l'Ecole supérieure de commerce, 492; — à la Chambre syndicale du Papier peint, IX, 187; — à la Chambre syndicale de la Bijouterie, X, 363; — à la Société des enfants du Papier peint, 273; — à la distribution des récompenses des enfants des Fleurs et Plumes, XI, 377; — à la distribution des prix des enfants de l'Ebénisterie, 536.

Dupin (M. le bon). Son projet de loi sur le travail des enfants, présenté à la Chambre des pairs le 15 février 1847, I, 10. — Censeur de la Société, en 1867, 35.

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord, I, 311.

Duproy (Notice nécrologique sur M. Isaac), II, 15.

Dupuy de Lôme (M.). Sur les périls de l'atelier, 217.

Durassier (Léon). Le repos du dimanche dans les verreries, XX, 223. — Étude sur l'inspection du travail dans l'industrie, XXI, 55. — Patronage laïque du xviii^e arrondissement, 374.

Duvergier (M.), anc. Président de section au Conseil d'Etat; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

E

ÉBÉNISTERIE (Société des enfants de l'), I, 231. — Société paternelle de l'), 330. — (Récompenses à la Soc. paternelle des enfants de l'), II, 145. — (Concours de 1868 pour les enfants de l'), 274. — (Etat de la Société des enfants de l'), III, 411. — (Distribution des prix aux enfants de l'), V, 15. — (Notice sur la Société des enfants de l'), V, 118. —

(Séance solennelle du Patronage des enfants de l'), V, 15, 473. — (Patronage des enfants de l'), V, 367. — Distribution des prix, VI, 152, 409. — Séance solennelle du 7 février 1875, VIII, 283. — Distribution des prix pour 1875, IX, 494. — Allocation de la Société de protection, XI, 14. — (Distribution des prix aux enfants de l'), 530. — *Idem* en 1881, XIV, 95. — *Idem* en 1882, XV, 149. — *Idem* en 1883, XVI, 147. — *Idem* en 1884, XVII, 198. — *Idem* en 1885, XVIII, 200. — *Idem* en 1886, XIX, 103. — Patronage industriel des enfants (de l'), XX, 45. — Distribution de prix, 126.

ÉCOLE-ATELIER (L'). — Article de M. P. Robiquet sur la proposition de loi de M. Martin-Nadaud, XII, 188.

ÉCOLES COMMUNALES (Création d'un service médical dans les) et salles d'asile de la Ville de Paris, XII, 305. — Sortie des enfants pour prendre leurs repas, 305. (Surveillance des élèves en dehors du temps des classes des), XV, 267.

ÉCOLES intermédiaires pour les professions, I, 120; — professionnelle de Paris (Rapport sur les), 137; — d'apprentis de MM. Trapps et Steinhil, I, 378; — diverses de l'Etat inscrites comme membres perpétuels de la Société, II, 274; — d'apprentis (Mémoire au Préfet de la Seine sur les), par M. Gérard, V, 65. — (Choix des métiers pour les), 66. — (Organisation des), 69. — (Frais d'installation et budget des), 72. — (Matériel d'installation, tables, encriers, etc. des), 78. — (Projet de création des, d'après le rapport de M. Gréard, V, 111. — (Rapport au Conseil municipal de Paris sur la création d'une), V, 214, 287. — (Projet d'école à fonder dans le V^e arr^t), 220. — (Vote du Conseil municipal pour la création d'une), 284; — professionnelle de dessin fondée par la Chambre de la Bijouterie, 284; VI, 434. — D'apprentissage (article de M. Robert sur les) à établir dans les Magasins-Réunis, VI, 372. — (Article de M. Em. Corra sur les), VIII, 39; IX, 201. — Ecoles techniques, article de M. Marjolin, 435. — Discussions sur les Ecoles municipales, 347. — Règlement de l'Ecole

municipale d'apprentis de Paris, 468. — *Ibid.*, 512. — Ecole du boulevard de La Villette, IX, 468. — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473. — Projet de lois tendant à la création d'Ecoles professionnelles dans chaque département, X, 145. — Enfants d'aveugles, XVI, 161. — D'enfants de troupe, 243. — Braille d'aveugles. V. *Aveugles*.

ÉCOLES D'APPLICATION, XVII, 110.

ÉCOLE D'APPRENTISSAGE (Projet d'une) par M. Robert, VI, 372; — de couture, 475. — (Discussion devant la Chambre des députés du projet de loi sur les), Proposition de M. Lorois, 153; XI, 365; XII, 16. — (Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les), XIII, 29. — (Rapport de la Commission du Sénat sur les), 35. — (Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés sur les), 46. — (Projet de la Commission présenté au Sénat sur les), 47. — (Discussion au Sénat d'une proposition de loi sur les), 124. — Rapport supplémentaire au Sénat, 349. — (Rapport sur le projet de loi des) XIII, 403, XVI, 168. — Les écoles d'apprentissage, XVIII, 381; XIX, 367.

ÉCOLES D'ARTS ET MÉTIERS (Conseil général de la Seine au sujet d'une), VIII, 489. — Industrielles pour réprimer le vagabondage (Rapport par M. Robin sur les), VII, 35. — De M. Mourceau, 167. — *An Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecoles de mendiants à Londres, VIII, 60. — Prix à l'Ecole de commerce de Paris, 402. — Ecole professionnelle de typographie chez M. Chaix, distribution des prix, 455. — Ecole de commerce, 492. — (Article de M. Salicis sur les), VI, 335. — Distribution de récompenses à l'Ecole de dessin et de modelage de la bijouterie, 434; — de la ville de Paris, 473; — des typographes fondée par M. Chaix, 480 et suiv.; — de MM. Goffinon et Barbas, VIII, 124, 146. — Projet d'école d'apprentis pour la Tabletterie, IX, 323, 468; — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473, XIII, 469. — Création à Lille et à Nevers, XIV, 112. — (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES DE DEMI-TEMPS à Lille, II, 297. — Acte du Massachusetts, IV,

101. — (Annexion d') à celle de la rue Bouret, XI, 278. — (Réflexions sur les) par MM. Nusse et J. Périn, à propos d'une visite faite à l'école de demi-temps de Puteaux, 504. — (Ouverture par la Ville de Paris de trois), 554; XI, 278.

ÉCOLES DE FABRIQUE (Lettre de M. Colombier sur les), X, 107; — de la Ville de Paris, 393.

ÉCOLE GUTENBERG (Ecole professionnelle syndicale d'imprimerie. (Rapport de M. Nusse sur l'), XX, 287.

ÉCOLE DE GROSSE CHAUDRONNERIE, XVII, 240.

ÉCOLE D'HORLOGERIE (V. *Horlogerie*.)

ÉCOLES DE JEUNES DÉTENUÉS (Création d'), XI, 556.

ÉCOLE DE LAITERIE, XIX, 367.

ÉCOLES ET MUSÉES D'ART INDUSTRIEL (Projet de création d'), XII, 309.

ÉCOLE INDUSTRIELLE (L') de la rue Clavel, par M. E. Nusse, XVII, 454. Lettre de M. G. Bonjean (sur l'), XVIII, 35, de M. Nusse, secrétaire de la Société, 167. — Ecole industrielle de Versailles, 300.

ÉCOLES MANUELLES D'APPRENTISSAGE. (Projet de décret approuvé par le Conseil d'Etat, XXI, 121.

ÉCOLE MÉNAGÈRE, XVIII, 302.

ÉCOLE (L') MUNICIPALE D'APPRENTIS, boulevard de La Villette, VI, 473; IX, 103, 468, 473; X, 392, 498; XI, 659. — (Don fait à l'), XI, 278. — Diderot, XVIII, 299.

ÉCOLE (L'), municipale de physique et de chimie industrielle, XV, 180.

ÉCOLE MUNICIPALE THÉORIQUE ET PRATIQUE D'HORLOGERIE (Règlement de l'), de Besançon, communiqué à la Société par M. Is. Roche, XII, 79.

ÉCOLE NATIONALE DES ARTS DÉCORATIFS, XVII, 38.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE des apprentis tailleurs, XV, 278; — de la maroquinerie (Statuts), 298; — de la passementerie, 300; — des fabricants d'appareils à gaz, 302. — Ménagère, XVII, 111. — Statuts révisés de l'Ecole des tailleurs, 178. — Ouvrière de l'ameublement, 364. — Des ouvriers mécaniciens en précision, 364; XX, 44 — du meuble et de la serrurerie, XVIII, 208; — du passage Saint-Pierre, 301. — V. *Chemins de fer*. — Des apprentis mécaniciens de M. Gérard (rapport par M. Nusse), XIX, 112. — Municipale des apprentis dessinateurs-lithogra-

phes, 147. — De l'ameublement (municipale), 369; — de chapellerie de Villenoy, XX, 40; des apprentis tailleurs, 41; — de l'Est, XX, 39.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE JEUNES TYPOGRAPHES de l'imprimerie *Chaise* — (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES PROFESSIONNELLES de Paris (Rapport sur cinq), par M. Émile Pereire fils, I, 137. — Les Écoles professionnelles, XIV, 401. — De la rue Hauteville à Paris, XVI, 119. — (V. *Société*); XVII, 469. — (Projet d'exposition des), XVIII, 56. — Municipales de Paris pour jeunes filles, par M. Nusse, XIX, 48.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE DE JEUNES FILLES, directrice M^{me} Carot, à Paris, IX, 252; — de couture à Paris, M^{lle} Trembley directrice, XIV, 283; — de Levallois-Perret, XX, 42.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES FILLES DE NANCY (l'), dirigée par M^{lle} de Metz. — (Extrait du rapport annuel de), XI, 542; XII, 211. — (Allocation à l'), 319. — L'Ecole professionnelle de Sainte-Anne de Nancy, XV, 280. — Extrait du rapport annuel, XVI, 242.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DU COMMERCE (Voyage entrepris par l'), XI, 286.

ÉCONOMIE CHARITABLE (Société d'), VIII, 52. — (Résolutions adoptées dans le Congrès d'), 155.

ÉCONOMIE DOMESTIQUE (Exposition universelle d'), en 1872, V, 181.

ÉCOSSE (Les habitations ouvrières en), XV, 84.

ÉDUCATION des enfants apprentis par la famille, I, 235; — par l'atelier, 242; — par le dimanche (Discours du père Hyacinthe), 245.

Eichthal (M. Eug. d'). Observations sur le projet de loi sur le travail des enfants, V, 265. — Extrait d'une brochure sur le *Travail des Enfants*, 311.

ELANCOURT. Orphelinat de l'Assomption, fondé et dirigé par M. l'abbé Méquignon, I, 294.

Elhounghne (M. d'), député belge. Opinion sur le travail des enfants, III, 135.

EMBALLAGE (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans l'industrie de l'); Statuts, VI, 424.

EMBALEURS (Chambre syndicale des), VIII, 512; IX, 92. — L'Emballeur parisien, IX, 356.

ÉMIGRATION de Paris, pendant le siège, des enfants de l'industrie, IV, 122.

EMPLOI DES ENFANTS (De l') dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc., par MM. E. Nusse et J. Périn, XI, 187. — Jurisprudence, XII, 334. — Réclamations sur l'inexécution de la loi, XIV, 107. — Rapport par M. Emile Salle sur cette inexécution, 119. — Circulaire de M. le Préfet de police sur cette inexécution, 151. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, par M. E. Nusse, 199. — Exécution des lois protectrices de l'Enfance, par M. Ad. Faustin-Hélie, 1298. — Note sur les tours de force au moyen âge, par M. J. Perrin, 323. — Rapport de M. Tournier, sur les exercices de dislocation, 324. — Rapport de M. Marjolin sur les exercices dangereux, XV, 14. — Infractions; jurisprudence, XVII, 138. — Conséquences sur le système osseux des exercices de dislocation, 238. — V. *Enfants dans les professions ambulantes, acrobates.*

ENCOURAGEMENT AU BIEN (Société d'), récompenses offertes, VI, 424; VII, 503.

ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE, XIII, 478. — Projet de modification à la puissance paternelle, XIV, 103. — (Circulaire de l'Assistance publique sur), 104. — (Projet de loi sur l'), 296. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur le service des Enfants moralement abandonnés, XIV, 333; — leur protection, 400. — En Portugal, Suisse et Mexique, XV, 86; — en Angleterre; *ibid.* — L'Œuvre de M. Georges Bonjean en faveur de l'), 133. — L'Œuvre de l'adoption des petites filles, 182. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur l'), 331. — Circulaire de M. le Procureur de la République sur la mendicité des enfants, XVI, 110. — Placement en province des enfants abandonnés, 162. — (Institutions charitables de New-York en faveur de l'), 221. — (Rapport du directeur de l'Assistance publique sur l') en 1882, 265. — Com-

ment on devient criminel, étude sur la précocité des malfaiteurs à notre époque, par M. Louis Fliche, XIX, 121. — Mendicité et cruauté, 269. — Union française pour la défense des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, XX, 258.

ENFANCE INFIRME OU INCURABLE A PARIS, XV, 272. — (V. *Aveugles.*)

ENFANTS (Les). — (Œuvre des vacances des), fondée par M^{me} Dollfus à Mulhouse, IV, 22; — de l'industrie, émigrés pendant le siège de Paris, 122. — De troupe, écoles, XVI, 243. Leur santé par les maisons d'été et les maisons de santé, XVIII, 83; — magnétisés ou anesthésiés, 208.

ENFANT des manufactures (L'), par M. Migneret, I, 200. — (Relèvement de l'âge des), II, 286. — (Article de M. Wolowski sur les), II, 91. — (Vacances des), III, 327; — dans les imprimeries, VIII, 20. — Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger leur santé, XIII, 373. — L'enfant et l'atelier, conférence par M. Fliche, XIV, 182. — en Suède, ordonnance du 18 novembre 1881, XVI, 159. — (Voy. *Instruction, Récréations, Vacances.*)

ENFANTS SURCHARGÉS, V, 128. — Victimes d'accidents, III, 214; IV, 37, 128; V, 128, 179; VII, 77, 95, 172, 493; IX, 23, 146, 321; X, 122, 214; XI, 294, 388, 555. — Décret, XV, 364. — Rapport de M. P. Bérard au Comité consultatif des arts et manufactures sur la surcharge des enfants, XVI, 189. Décret, 194.

ENFANTS dans les professions ambulantes, VI, 342; VII, 458. — (Texte de loi relative à la protection des), 143. — Adoption et correction des enfants abandonnés ou vicieux, 150, 307. — (Lettre du Ministre sur les), 400. — (Infraction à la loi sur les), VIII, 144; X, 310. — (De l'emploi des), commentaire de la loi, XI, 187. — XVIII, 302. — Petits chanteurs dans les cafés-concerts, XIX, 59-269.

ENFANTS MALHEUREUX (Les), II, 705.

ENFANTS MINEURS (Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs), VI, 465. — Leur emploi aux théâtres, XV, 117. — (Circulaire de M. le Procureur de la République sur les), XVI, 195.

ENFANTS MUTILÉS (Patronage des), V, 36, 53.

ENFANTS PATRONNÉS (Les), XI, 712.

ENFANTS PAUVRES (Création à Ashford (Angleterre) d'une école. d'), VII, 45.

ENFANT de la rue (L'), chronique, V, 27. — (Condamnations contre l'), V, 327. — Transformé en apprenti, 413. — (Deux types opposés d'), VI, 525. — (Cas de vol commis par des), VII, 97, 189, 564; IX, 205 — à New-York, VII, 47, 463; VIII, 54. — (V. *Enfance abandonnée*.)

ENGAGÉS volontaires d'un an (Examen professionnel à subir par les), V, 411.

Engel-Dollfus (M. F.), de Mulhouse. — Article sur les arbres de Noël, II, 460. — Communication et rapports divers au nom de la Commission pour les accidents de machines à Mulhouse, III, 284. — Communications sur les législations de Zurich et de Bade, III, 469. — Médaille pour son Œuvre des vacances des apprentis, IV, 22. — Rapport à la Société d'instruction de Mulhouse, 83; — offre les *bulletins de l'Association pour prévenir les accidents*, V, 199. — Sa lettre sur les accidents de machines, VI, 519; VII, 26, 30; VIII, 333. — Lettre sur le Congrès d'Eisenach, 70. — Influence de l'anonymat sur les Institutions ouvrières d'Alsace-Lorraine. — Sa vie et ses œuvres, article nécrologique, XVII, 99.

ENQUÊTE sur l'Enseignement professionnel en 1863, I, 125. — Sur la situation des classes ouvrières, V, 82, 246, 326; — sur l'Enseignement technique, 256 et 336; — sur l'état de l'instruction des apprentis, 34a, 427; — sur les conditions du travail, 406; — VIII, 486; — sur les institutions et œuvres d'assistance, d'épargne et de mutualité créées soit par les chefs d'industrie en faveur de leurs ouvriers, soit par leurs ouvriers eux-mêmes pour améliorer leur condition physique et morale, XI, 28. — Questionnaire sur ladite enquête, XI, 30. — Professionnelle sur l'apprentissage, XIX, 145.

ENSEIGNEMENT LIBRE. — (V. *Chambres syndicales*.)

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, dans les campagnes, VI, 524. — Rapport sur l'enseignement primaire à Vienne (Autriche), par M. Buisson, IX, 483. — (Rapport de M. Sigismond Lacroix sur l') et les Caisses des Ecoles, XI, 90. — (Les moussets et l'), XVI, 170. — (Voy. *Dessin, Instruction primaire*.)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Notes sur l'), article de M. Migneret, I, 151. — (Rapport du g^r Morin sur l'), VII, 513; — à l'étranger, XVIII, 91.

ENSEIGNEMENT POPULAIRE (Nouvelle méthode adoptée en Suisse et en Angleterre pour l'), V, 240.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (Coup d'œil historique sur l'), par M. Migneret, I, 107; — technique (projet de loi présenté le 2 juin 1865 sur l'), 127. — (Note sur les écoles d') à Mulhouse, 132. — (Ecole d') religieux fondée par l'abbé Chevrier à Lyon, III, 89. — (Amendement de M. Darimon sur l'), 106. — Pratique (sur l'), V, 183. — (Observations en séance publique sur l'), 183. — (Conclusions de la Société sur l'), 197. — (Observations sur l'), par M. Ch. Robert, 212. — Lettre de M. le président de la Société à M. Beudant, conseiller municipal, et à M. le Préfet de la Seine, 252. — (Enquête sur l'), réponses des Chambres syndicales, 256. — (Observations sur l'), par M. d'Eichthal, 311. — (Enquête sur l'), 339. — Enseignement primaire et apprentissage, VI, 334. — (Observation à l'Académie des sciences morales sur l'), 378. — Primaire à l'Ecole de M. Mourceau, VII, 167. — (Questionnaire d'), 183. — (Notes sur l'utilité publique de l'), 317. — Prix décernés chez M. Chaix, 523. — (Rapport de M. Manès sur l'), VIII, 112. — (Rapport sur l') par M. Favre, VIII, 511; — dans le Rhône, IX, 353. — (Séances du Sénat et de la Chambre des Députés du 16 janvier sur l'), XII, 13; — de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, par M. E. Flamant, 445. — (L') en Belgique, 465. — Distribution des prix aux élèves de l'école professionnelle de dessin et de modelage de la bijouterie, XIII, 79. — de l'école de dessin de la Bijouterie-initiation, 13. — Cours de coupe et

d'assemblage, XIV, 64. — L'enseignement manuel, 212. — Le travail manuel dans les écoles, 215. — L'enseignement professionnel ouvrier par les Chambres syndicales, 222. — (Rapport de la Commission instituée par le préfet de la Seine sur l'), XIV, 392. — (Rapport de M. Carriot sur l'), XV, 46. — Des Institutions créées par les ouvriers en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, XVII, 364, 471. — (Institutions d') de la compagnie du chemin de fer du Nord, par M. Nusse, XVIII, 70. — Discussion à la Société d'économie politique, XX, 174. — Exposé de la question de l'enseignement professionnel par M. Limousin, 191. — Enseignement technique, XX, 258.

Esnault-Peltre (M. P.), fondateur d'un Orphelinat, à Crosne, VII, 389.

ESPAGNE. Loi du 24 juillet 1873, réglant le travail des Enfants dans les fabriques et ateliers, X, 497.

Estelle (M.), inspecteur libre pour le travail des enfants, I, 311, 372. — Inspecteur à Mazamet; son tableau pour les apprentis, II, 235.

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES (Crédit alloué par la Ville de Paris pour), V, 327. — (Circulaire du Préfet de la Seine sur l'instruction et les), 344. — Insalubres (Règlement sur les), VIII, 248.

ÉTAT (Institutions de l') en faveur des enfants, I, 340.

ÉTATS-UNIS (Filature et fabrique de MM. Chapin, aux), II, 411. — (Règlement de l'école et du travail aux) de l'État de Massachusetts, IV, 401; VII, 514. — (Sociétés protectrices de l'Enfance aux), X, 86. — Lois obtenues par une Société fondée à New-York en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Dispositions de ces lois, 94. — Fondation en faveur des femmes, 382. — Modifications, loi du Massachusetts, XV, 84. — (L'enseignement des femmes aux), XVI, 341. — Santé des enfants par des maisons de santé et d'été, XVIII, 83 (V. *New-York*). — L'idée corporative (aux), XX, 184.

ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE. Loi sur la protection de l'enfance en Colombie, 257.

ÉTRANGER (Renseignements divers sur le travail à l'), VI, 375, 450, 521.

— (Asiles et écoles d'enfants à l'), VII, 45, 177. — Ecoles en Californie, 184. — (Revue de l'), 343, 457. — *Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecole de mendiants à Londres, VIII, 60. — En Alsace et en Belgique, 112. — Inspection du travail de fabrique en Allemagne, 380. (Voy. *Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie*, etc.)

ÉTRANGERS (Patronage des apprentis), III, 398; V, 36; X, 418.

ÉTRANGERS (Pays). Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, par M. E. Nusse, XI, 350, 513.

Ettlinger (M.), sa proposition sur les Pensions d'apprentis, VI, 370; VII, 391.

EXPOSITION de 1876 à Philadelphie (Devoirs d'écoliers américains recueillis à l'), X, 401; — de 1879 à Sydney (Australie), XII, 309; — scolaire à Lausanne, 309.

EXPOSITION de 1878 à Paris (Circulaire du Comité du contentieux à l'), X, 30. — (Participation de la Société de protection à l'), X, 322, 415; XI, 22, 148, 312, 319, 479; — (Bibliothèque d'ouvrages techniques à l'), XI, 107. — Règlement des conférences et Congrès à l'), 279. — (Distinctions honorifiques accordées aux membres de la Société à l'occasion de l'), 553.

EXPOSITION de 1883 à Amsterdam, médaille d'or obtenue par la Société, XVI, 251, 255.

EXPOSITION DES SCIENCES APPLIQUÉES A L'INDUSTRIE, XII, 90, 320, 401.

EXPOSITION DES SCIENCES ET ARTS INDUSTRIELS de 1887, XX, 37.

EXPOSITION universelle d'Économie domestique (Groupes composant l'), V, 247. — (V. *Écoles professionnelles*.)

EXTERNAT d'apprentis (Devis d'un), V, 238.

F

Fabre (M. Jules). Rapport au Comité judiciaire sur la revision de la loi du 19 mai 1874, XVII, — sur la 3^{me} édition du manuel pratique de M. Tallon. — XVIII, 93. — (Notes sur les commissions locales, par), 111. 331.

FAIENCE. (Voy. *Gien*.)

Falize aîné (M.), Président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, III, 413. — Son discours à la distribution des prix de l'École profess. de dessin, V, 285. — *Ibid.*, VI, 434.

Fagniez (M. Gust.), auteur d'*Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècles*, XI, 392.

Fanien (MM.), fabricants de chaussures à Lillers. — Fondation d'une école, XI, 551.

Faure (M. Félix), V. *Nadaud*.

FEMMES, (enseignement des) aux États-Unis, XVI, 341.

Feray (M.), député. — Son discours sur la durée de la journée pour les enfants, VI, 46.

Ferry (M. E.), son discours à l'École professionnelle de M. Chaix, IX, 624.

FÊTES organisées pour les enfants; vacances des enfants des manufactures, III, 327. — des Rois dans un Patronage, III, 329. — Récréations offertes aux enfants à Paris et à Mulhouse, III, 396. — (Voy. *Arbres de Noël*).

FÊTES DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (Distribution des récompenses de la Société de protection). — (1^{re}), 27 octobre 1867, I, 271. — *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868, II, 319 et du 21 juin 1870, IV, 10-33. — (2^e), 5 juillet 1874, VII, 357-410; IX, 11, 123. — (3^e), 30 avril 1876, 229. — (Programme des prix de la 4^e), XI, 5. — (4^e), 28 juillet 1878, 401. — (Programme des prix de la 5^e), XIII, 5. — Compte rendu de cette fête, 229. — (Programme des prix de la 6^e), XV, 5. — Compte rendu de cette fête, 185. — Rapports sur les travaux de la Commission des récompenses et l'organisation de la 6^e Fête par M. Is. Roche, XVI, 34. — Programme de la 7^e fête, XVII, 5. — Compte rendu de cette fête, 245. — Liste des lauréats, 267. — Programme de la 8^e fête, XIX, 5. — Compte rendu de cette fête, 150. — Liste des lauréats, 163. — Programme de la 9^e fête, XXI, 5. — Distribution des récompenses, 241. — Liste des lauréats, 271.

FILATURES (École de), fondée à Mul-

house, I, 134. — (Manufacture de M. Harmel pour la), 332. — (Salaires des enfants employés dans les), VIII, 176. — (Précautions à prendre pour éviter les accidents dans les), VII, 423. — de Betton-Bettonnet, Savoie, 475. — Métiers à tisser (nettoyage des), VII, 7. — De MM. Thiriez, à Loos-lez-Lille, IX, 335. — Appareil préventif contre les accidents de fabrique (dans les), XVI, 7. — Circulaire de M. Plasiard sur les accidents (dans les), XVII, 156.

FILLES (Écoles professionnelles à Paris pour les), I, 138. — (Ateliers de travaux à l'aiguille pour les), 149. — (Rapport sur l'organisation du travail des jeunes), II, 345. — (Limite d'âge pour l'apprentissage des), VI, 7. — (Note sur le travail des) par M. Joseph Lefort, 469.

FILLES DE LA SAGESSE à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), II, 341.

FILLES MINEURES (Emploi des) dans les cafés et brasseries, par M. Faustin-Hélie, XVI, 18. — Rapport sur leur emploi dans les débits et autres lieux publics, par M. H. Coulon, XVII, 146. — (Notes sur l'interdiction de l'emploi des) dans les cafés, débits, brasseries, XVIII, 110. — Arrêté du maire de Douai à ce sujet, 301.

FILON (F.); notice nécrologique sur M. Marguerin, XVII, 464.

Flamant (M. E.). De l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, XII, 445.

FLEURS. Patronage pour les jeunes filles, fondé par M. l'abbé Foucault, I, 294.

FLEURS ET PLUMES (Société fondée par les fabricants de). — (Séance d'inauguration de la Société des), (Note sur l'apprentissage des), I, 172. — (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans les fabriques des), I, 232. — (Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des), X, 428; — (à la Société des), 306. — (Apprentissage des), à Clamecy, I, 387. — (De l'apprentissage et de l'assistance donnée aux enfants dans l'industrie des), II, 67. — (Etat dans Paris de la fabrication des), II, 68. — (Distribution de récompenses à la Soc. des), II, 151.

— (Société paternelle des enfants des), III, 410. — (Lettre de M. Ch. Petit sur les apprentis des), V, 122. — (Assemblée générale de la Société des), 466. — (Séance du 20 avril 1873 de l'Assistance paternelle aux enfants des), VI, 397. — du 11 novembre 1873, 507. — (Projet de Pensionnat-Ecole pour les apprentis des), VII, 92. — (Assemblée générale de la Société des), 535. — (Chambre syndicale des), 166. — Récompenses du 29 mars 1874, 32. — Séance du 10 novembre 1874, 535. — Séance du 4 avril 1875, VIII, 344. — Assemblée générale du 16 novembre 1875, 518. — Récompenses du 23 avril 1876, IX, 609. — (Chambre syndicale des), X, 82. — (Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des enfants employés dans les), XI, 376. — Assemblée générale du 19 novembre 1878, 665. — (Compte rendu de la séance du 23 décembre 1878 de la Société d'assistance paternelle des), XII, 70. — (Distribution des prix aux enfants des), 196. — Assemblée de la chambre syndicale, XIII, 433. — XIV, 78, 173. — (Distribution des prix de l'Assistance paternelle des), 180. — Assemblées de la chambre syndicale, 256, 258, 264, 277, XV, 79. — (Distribution des prix aux enfants de l'assistance paternelle des), 287. — (Assemblées de la Chambre syndicale des), 289, 291, 296. — (Assemblée de la Chambre syndicale des), 392; XVI, 64. — (Assistance paternelle des), 67. — (Assemblée de la Chambre des), 77, 131. — Prix de l'Assistance paternelle, 218, 304; XVII, 66, 82, 183, 187, 337, 338, 356 (Prix), 443, 445, 451. Assistance paternelle (des), XVIII, 40, 54. — Chambre syndicale, 180, 194, 245. — *Idem*, 10 juillet 1885, 340. — Assistance paternelle, 24 novembre 1805, groupes de famille, XIX, 36. — Concours, 94. — Chambre syndicale, 247. — (Prix) Assistance, 255. — Assemblée du patronage, XX, 26. — Notice, XX, 49. — Prix, 219. — Séance du 6 novembre 1887. — Compte rendu du secrétaire, XXI, 27. — Compte rendu du trésorier, 30. — Groupes de familles, 32. — Elections, 39. — Concours libre de 1888, 179. — Chronique, 237.

Fliche (M. Louis). L'enfant et l'a-

telier, conférence, XIV, 182. — Rapport sur les propositions de loi Faure et Nadaud concernant l'hygiène et la sécurité du travail industriel, XVII, 22. — Le petit acrobate, conférence, 200. — Comment on devient criminel, étude sur la précocité des malfaiteurs à notre époque, XIX, 121. — Danger de l'extension des fêtes foraines, XX, 263.

Flour (M. Edouard). Son projet d'atelier-école pour marins, II, 235.

FOEY. Colonie professionnelle, I, 298.

FOLEMBRAY (Les enfants de la verrerie de), III, 112. — La verrerie (de), par M. Paul Bérard, XVIII, 266.

Follet (M.), secrétaire du Patronage du papier peint. — Son compte rendu, VIII, 301. — Président du Patronage industriel des enfants du Papier peint, XI, 176. — Censeur de la Société, 7.

FONDEURS TYPOGRAPHES (ouvriers), leurs cours professionnels, XVII, 364.

Forcade (Rapport sur l'inspection du travail des enfants, par M. de), II, 439.

FORCE (Dordogne) (Orphelinat de la), II, 333.

FORCE MOTRICE (Emploi des mineurs comme production de), XV, 363. — [Nécessité de réglementer l'emploi des Enfants dans les ateliers dits de), XVI, 49.

Fouchet (M. Paul). Rapport sur la manufacture de MM. Harmel frères, I, 332. — Note sur l'atelier de M. Collinot, I, 271. — Note sur les apprentis décorateurs sur porcelaine, III, 279. — Rapport sur l'échange des comptes rendus entre les Œuvres, III, 386. — Notice sur l'apprentissage en Suède, III, 473.

FOURCHAMBAULT. Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Comoy, VII, 388.

Fourment (Orphelinat de M. de), II, 337. — (Note sur l'Orphelinat de), 379.

Fourneyron (Nécrologie de M. Benoit), II, 16.

FRÈRES de la Sainte-Famille, à Voiron (Isère), fondateurs de l'Orphe-

- linat de Notre-Dame de Vouize, XI, 429.
- FRÈRES des Écoles chrétiennes.** Fondent plusieurs écoles professionnelles au XVIII^e siècle, I, 112. — (Patronage dirigé par les), I, 216, 284, 310. (Voy. *Patronages*.)
- Frère-Orban,** Ministre des finances en Belgique. Son opinion sur le travail des enfants, III, 141.
- Freycinet (M. de).** Rapport sur le règlement d'administration publique relatif au travail des enfants dans les mines, VIII, 180. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants dans les établissements classés comme dangereux ou insalubres, 248.
- Froger de Mauny (M.).** Rapport au Comité judiciaire sur la proposition d'exclusion des enfants de moins de 16 ans de tous travaux dangereux, XII, 118. — Notice nécrologique sur M. Chauveau-Lagarde, XIV, 303.
- Froment-Meurice (M.),** secrétaire de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.
- FUMISTES ET RAMONEURS** (Œuvre des jeunes), II, 426. — (Patronage des), VIII, 531. — (But de l'Œuvre des), X, 162.
- FUMISTERIE** (Chambre syndicale de la), VIII, 359, 453, 515; X, 83.
- Funck (M.).** Discours au Parlement belge sur le travail des enfants, III, 120.
- FUTRAU (Meuse).** Œuvre d'apprentissage fondée par M. l'abbé Aubry, I, 288.

G

- Gagny (M^{lle} Paula),** fondatrice de l'Orphelinat de la rue d'Auvergne, à Lyon, XI, 430.
- GANTERIE** (Apprentissage dans les ateliers de), à Chaumont, II, 306. — (Chambre syndicale de la), à Grenoble, X, 84.
- GARDIENS (les)** d'enfants, XV, 87.
- GARDIENS DE LA PAIX** (Lettre du Président de la Société à M. le Préfet de Police sur les récompenses à décerner aux), X, 9, 413; XI, 148. — (Lettre de M. le Préfet de Police à

- M. le Président de la Société, envoyant la liste des) méritant d'être récompensés, 310. — (Démarche faite par M. le Président de la Société auprès de M. le Préfet de Police relativement aux récompenses à décerner aux), 316. — (Récompenses décernées aux) à la quatrième Fête de l'Enfance ouvrière, 463. — (Listes de) ayant constaté une infraction à l'article 3 du décret du 13 mai 1875, 464.
- Génin (M^{lle} Louise),** fondatrice d'un établissement à Saint-Denis, XI, 430.
- GENTILLY** (Notice sur la Colonie agricole et pénitentiaire de), par M. Cerfberr, III, 439.
- Geoffroy-Saint-Hilaire (M.)** Président du Comité des recettes et Dépenses, V, 38.
- GÉOGRAPHIE** (Méthode d'enseignement de la), V, 44.
- Gérard.** — (V. *Mécaniciens, Ecole professionnelle*.)
- Gerdalle (M^{re} sœur Onésime)** de la congrégation de Saint-Charles, à Bar-le-Duc, VII, 398.
- GIEN** (Travail des enfants à), III, 268. — (Fabrique de faïence à), 271.
- Gilet-Piéron** (Fabrique de M.), I, 307. — (Rapport sur la teinturerie de M.), 337.
- Gillon (M. Paulin),** député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 240.
- Giraud (M.),** président de la Chambre syndicale des marchands-tailleurs, IX, 181; XI, 252; XII, 75, 201.
- Goblet (M. René),** député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 287.
- Godchaux** (Don de cahiers par M.), II, 283. — (Caisse de participation de l'imprimerie, séance solennelle. VIII, 128; IX, 258.
- Godin (M.),** député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 90.
- Goffin (M.),** président de la Soc. des Amis de l'enfance, II, 261.
- Goguel (M.)** (Notice nécrologique sur), VII, 474.
- Goldenberg (M.).** Lettre à M. Te

- Ministre du commerce sur le travail des enfants, II, 129. — Discussion sur l'âge des enfants, II, 189. — Son polissoir ventilateur, IV, 48. — (Notice nécrologique sur), V, 132.
- Goldschmidt** (M. Léopold). Don à l'*Œuvre des Bibliothèques*, V, 26.
- Goubert** (M. le docteur Elie), a publié un ouvrage intitulé : *Des Agents perturbateurs de la Jeunesse*, XI, 395.
- GRADIGNAN**. Orphelinat agricole dirigé par M. l'abbé Moreau, VIII, 386.
- GRAND'COMBE** (Gard), (Compagnie des mines de la), I, 3.
- Gras** (M.). Son école typographique, à Montpellier, III, 223.
- Graux** (M. Georges), avocat, secrétaire du Comité de l'*Assistance judiciaire*, VII, 68.
- Gréard** (M.), membre de l'Institut, inspecteur général de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine; président du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37. — Extraits de son mémoire sur les Ecoles d'apprentis, V, 65. — Directeur de l'enseignement primaire, V, 328. — Rapport sur les classes spéciales, 460. — Sur l'instruction élémentaire, IX, 100. — (Extrait d'un mémoire publié à l'occasion de l'Exposition universelle de 1878, par) sur l'enseignement primaire à Paris et dans le département de la Seine, XI, 659.
- GRENOBLE** (L'asile Sainte-Agnès de), IV, 23.
- Grosselin** (M.), fondateur d'un Orphelinat de sourds-muets (Notice sur), IV, 14.
- Groult** (M.) (Maison de), I, 304. — (Internat manufacturier de), II, 303. — (Compte rendu d'une visite à l'internat de), II, 420. — Sur l'enseignement technique, V, 139. — (Prix fondé par), V, 247. — nommé offic. d'Académie, 328; VII, 392.
- GROUPES DE FAMILLE**, V. *Fleurs et Plumes*.
- Guerrier de Haupt** (M^{lle} Marie), lauréat de l'Académie française et

de la Société de Protection des apprentis, XI, 462. — La Clé d'or (Histoire de deux apprentis par), 466.

Guichard de Choisy (M^{lle}), fondatrice-directrice de l'Orphelinat du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 248.

GYMNASTIQUE (Résultats de la), III, 298. — (Arrêté préfectoral sur la), V, 327. — (Exercices de) pour le dimanche, III, 107. — Création par la Ville de Paris de cinq gymnases, XII, 305.

H

HABITATIONS (les) ouvrières en Écosse, XV, 84. En France, XVI, 85.

Halluin (Le rév. P.), directeur de l'*Immaculée-Conception*, maison d'apprentis à Arras, I, 78, 288. — Article sur l'organisation de cette Maison, V, 374 à 390; VII, 388.

Hamelin (M.), compte rendu de la distribution des récompenses à l'atelier de jeunes ouvrières pour dévider la soie, I, 166. — (L'établissement de), 301. — (Fabriques de soie de), II, 382; VII, 389.

Hansen (M. Pierre-Ch.), secrétaire de la Chambre de commerce de Kiel. Article sur l'apprentissage dans le Schleswig-Holstein, XII, 394.

Harmel frères (Établissement de MM.), I, 302. — (Rapport sur la manufacture de MM.), 332. — (Extrait d'une brochure faite par), XI, 546.

Havard (M.), président de la Chambre de la Papeterie, III, 420. — Discours à la Chambre syndicale du papier, VII, 449; VIII, 352; X, 158.

HAVRE (École d'apprentissage au), II, 292.

Hayem (M. Armand), mention honorable, I, 308; — secrétaire de l'*Œuvre des lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le repos du dimanche, II, 207.

Hayem (M. Julien), Étude sur l'Apprentissage depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, II, 30. — Extrait du *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. J. Pé-

rin, V, 140; VII, 392. — Note sur l'enseignement primaire. (l'Ecole annexée à l'atelier), IX, 588. — (Rapport présenté par), à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, sur un projet de création et d'organisation d'un service alimentaire, destiné aux écoles communales, XII, 51.

Hébert (M.), vice-président de la Société des enfants de l'ébénisterie, V, 21.

Hébert-Duperron (M.). Note sur les écoles annexées aux manufactures, dans l'arr. de Lisieux, II, 471.

Hélie (M. Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, — président du Comité judiciaire en remplacement de M. Eug. Tallon, nommé avocat général à Lyon, XI, 155; — vice-président de la Société, XIV, 14. — Son article sur l'exécution des lois protectrices de l'Enfance ouvrière, 298. — Rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes dans les théâtres, XV, 117. — Rapport sur l'emploi des filles mineures dans les cafés et les brasseries, XVI, 18. — Rapport sur les délibérations du Comité judiciaire touchant certaines mesures proposées dans l'intérêt de l'apprentissage, XIX, 79. — Compte rendu du petit code manuel de l'apprenti et du patron, par M. Charles Constans, 142.

Hément (Félix), secrétaire du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37.

Hémon (M. A.), bijoutier, à Paris. — (Notice sur les ateliers de), par M. E. Nusse, XI, 552.

Héraud (M.), inspecteur des enfants assistés du département de l'Isère, I, 311.

Hermant (M^{me}). Lettre sur une fête de Noël, à Rennes, VIII, 10.

Hervé-Mangon (M.), membre de la Commission supérieure départementale du travail des enfants, XIII, 157.

Hiéland (M. Léon), président du Syndicat général d'industries parisiennes. — De l'apprentissage dans les fleurs artificielles et plumes de parure, II, 67; — dans l'industrie parisienne; les pensions d'apprentis, III, 165. — Compte rendu

de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, 11 novembre 1873, VI, 507. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, X, 152.

HOLLANDE (Loi sur le travail en), III, 479. Enquête ouvrière en Hollande, XX, 295.

HONGRIE (Loi sur l'Industrie du 21 mai 1884), XIX, 360.

HORLOGERIE (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), IX, 168. — (Projet d'une Ecole technique d'), 17; X, 281. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), XIII, 65. — Création d'une Ecole d'Horlogerie à Paris, XIV, 91. — Son inauguration, 94. — (Chambre syndicale de l'), 398. — *Id.*, de Lyon, distribution de prix, XV, 76. — (Bal de l'), XVI, 79. — Distribution des prix à l'Ecole, 219. — Bal, XVII, 98. — Prix, 362. — *Idem*, XIX, 258. — L'Ecole d'Horlogerie, XX, 42. — Prix, 1887, 221. — Ecole d'Horlogerie de Cluses, XIX, 368.

Houget (M.) de Verviers (Belgique). Lettre sur l'initiative en Belgique, III, 158. — Communication sur les Associations pour la réforme du travail des enfants, III, 306. — Extraits de sa brochure sur la réforme du travail des enfants, 481; IV, 31. — Lettre sur la loi de l'apprentissage, 42.

Hudelot (M.), inspecteur départemental du travail des enfants, XIII, 158.

Hyacinthe (P.). Conférence sur les devoirs de l'industrie envers l'enfance, I, 180. — Discours sur l'éducation des apprentis, I, 235, 313.

HYGIÈNE de l'atelier (Discussions sur l'), II, 209; III, 196. — (Conseils d') donnés par le Dr Magnin aux apprentis de M. Chaix, VIII, 451. — Congrès d'hygiène et de sauvetage, à Bruxelles, VIII, 484; IX, 524. — Rapport sur les propositions Faure et Nadaud au sujet de l'hygiène du travail industriel, XVII, 22.

Impératrice Eugénie (L') reçoit une députation de la Société, I, 99. — (Discours de M^{re} l'Archevêque de Paris à), 276. — (Discours de M. le sénateur Dumas à), 278.

Imprimerie (Institutions de protection en faveur des enfants de l'), III, 218. — (Statuts de la *Société paternelle des enfants de l'*), *ibid.* — (*Société paternelle de l'*), IV, 52. — (Les apprentis allemands de l'), 62. — (Accidents dans l'), VIII, 16, 22.

INDUSTRIE (Loi sur l'). V. *Autriche*.

INSALUBRITÉ de l'industrie. Mèches à fumer, X, 578.

INSPECTION du travail des enfants créée dans le département de la Seine en 1864, I, 28; — d'ateliers, dans les pensions d'apprentis, I, 71; — des études dans les mêmes pensions, *ibid.* — Spéciaux pour le travail des enfants, article de M. Ch. Robert, V, 41; — des apprentis (instruction des), 35; — (Discussion du projet de loi sur les), VI, 235. — (Communication des), VII, 94. — (Loi sur les), 267. — (État des circonscriptions et nomination des), VIII, 82. — Séance de réunion avec le Bureau de la Société, 164. — (Tableau du service des), 280. — Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur les accidents atteignant les enfants, 420, 509; — sur les fonctions, attributions et le serment des inspecteurs XI, 161 et 163. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — (Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'), 653. — Nomination d'inspecteurs et d'inspectrices départementaux, 655. — Leurs rapports avec les commissions locales, XII, 444. — Circulaire de la Société à MM. les Inspecteurs divisionnaires sur l'état de l'inspection départementale, XIV, 17. — Lettre de l'inspection sur la concordance des lois de 1874 et de 1882, XVI, 9. — (Voy. *Inspection*.)

INSPECTION du travail des enfants, (Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 septembre 1854 sur l'), I, 23. — (Pétition au Sénat sur l'), 360. — (Discussion sur l'), II, 218. — (Rapport du Ministre sur l'), 439. — (Décret chargeant les ingénieurs des mines de l'), 445. — (Commission supérieure de l'), 446. — (Circulaires du Ministre aux Préfets sur l'), 448 et suiv.; — en Angleterre; article de M. Alphonse

Sriber, III, 41 à 40; — en Silésie, VIII, 383. — Frais d'inspection du travail des enfants, XII, 443. — Lettre de MM. les Inspecteurs départementaux de la Seine, XIII, 64. — Remise aux enfants de la II^e circonscription des récompenses décernées par la Société de protection, 358. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XIII, 412. — (L') et le Conseil général de la Seine, XV, 85. — (Organisation et rémunération de l') en Angleterre, 310, 255. — Lettre de l'inspection sur la concordance des lois de 1882 et de 1874, XVI, 9. — Lettre de félicitations (à l') par M. le ministre du commerce, 189. *Idem*, 1885, XVIII, 166. — Liste des 21 inspecteurs divisionnaires, 379.

INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE (étude sur l') XXI, 55, par M. Durassier.

INSTITUT NORMAL catholique fondé par M^{lle} Désir (séance de l'), VIII, 54. — (Voy. *Société*.)

INSTITUT PRIMAIRE MODÈLE (Article sur un), par N. Salieis, répétiteur à l'Ecole polytechnique, VI, 331.

INSTITUTION Lenoir de Versailles, XX, 38.

INSTITUTION Livet à Nantes, XIII, 103.

INSTITUTIONS PRIVÉES en faveur des enfants, I, 347. — (Comité des), X, 406, 427.

INSTITUTRICES DE CHARITÉ (*Comité des*), II, 158; V, 36; VII, 110, 197; X, 406, 427; XI, 157, 474, 492, 618; XII, 26, 336. — (Règlement du *Comité des*), VII, 176, 490. — (Fête du *Comité des*), VIII, 13. — (Nécrologie de M^{lle} Désir, présidente du *Comité des*), VIII, 332. — Fête de l'Arbre de Noël, XI, 14. — (Distribution des récompenses aux élèves des cours d'ateliers, dirigés par les), 301. — Fête de l'Arbre de Noël, XII, 19, 436; XIII, 149. — (Les élèves apprenties des), 353; XIII, 410; XIV, 141.

INSTRUCTION des enfants des manufactures (Discours de M. Jules Simon sur l'), I, 252. — (Discussion sur l'), II, 206. — (Enquête sur l'état d'), V, 427. — Des apprentis (extrait d'un discours de M. Müller concernant l'), V, 109. — (Notice par M. Michel Alcan sur l'), dans

les fabriques de Bohain (Somme), 110. — Instruction primaire, VIII, 38, 46, 491; IX, 483. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire élémentaire, 441; — sur le même objet, XIII, 150; — sur le visa des certificats d'instruction, 152. — Classes spéciales pour les apprentis, 156. — Circulaire du préfet de police sur le visa des certificats d'instruction, XIV, 248. — Circulaire sur le certificat dit abrégé, XIX, 20.

INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE des enfants de 10 à 12 ans, IX, 10. — (Cours complets d') dans une institution fondée par M^{me} Hippolyte Menier, XI, 387. — (Statistique de l'), XII, 555. — (Projet de loi sur l'), XII, 94.

INTÉMPÉRANCE (De l') chez les enfants, par M. Joseph Lefort, VIII, 33.

INTERNAT D'APPRENTIS (Projet de pétition à présenter au Conseil municipal en faveur d'un), X, 197. — (Rapport de M. Is. Roche sur les), XI, 133. — (Considéranls votés sur les), par M. Lefébure, secrétaire général de la Société, 140. — (Rapport de M. Nusse sur les), 305. — (Commission des), XII, 401. — (Rapport de la Commission des), présenté à la Société par M. Nusse, secrétaire de ladite Commission, 105.

INTERNATS de charité, fondés par les congrégations religieuses et par les laïques, article de M. Monnier, II, 345; — d'apprentis des sœurs de Marie-Auxiliatrice (Rapport de M. Marjolin), IX, 329.

INTERNAT MANUFACTURIER (Nouvel) de Vitry-sur-Seine, II, 303. — Internats divers, 378. — (Visites à l') de M. Muller, 413; — (à l') de M. Groult, 420.

INVALIDES du travail, à Lille (Lettre de M. Longhaye sur l'Œuvre des), VIII, 337.

ISRAËLITE (Œuvre pour les enfants du culte), I, 225. — (Pension d'apprentis du culte), II, 262. — Distribution de prix, XVIII, 200. — XIX, 47, XX, 127.

ITALIE (Condition des enfants dans les fabriques en), X, 676. — Opinion sur l'intervention du législateur pour la réglementation du travail des enfants, XII, 392. —

Les Pifferari, XIII, 216. — Projet de loi sur le travail des enfants dans l'industrie, 378.

J

JAPON (Instruction primaire au), IX, 517.

Japy (M.), président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours, X, 284.

Jardiniers. Leurs cours professionnels, XVII, 364.

Jay (M. Raoul). Son livre sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, XIII, 384.

Jeannel (M. R.). Articles sur les arbres de Noël, III, 72.

Joret-Desclosières (M.), secrétaire du Comité judiciaire, IX, 23. — Son livre sur les grands inventeurs dans les sciences, les arts et l'industrie, XIII, 385. — Compte rendu de l'ouvrage de MM. Léon Lefébure et Desportes, sur la science pénitentiaire, XIV, 207.

Joubert (M. Ambroise), membre de l'Assemblée nationale. Sa proposition de loi sur le travail des enfants; amendement à cette proposition, IV, 870. — *Ibid.*, V, 22. — Délibération sur son projet de loi, son discours, V, 438; VI, 33; VII, 225, 270; VII, 385.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers, IX, 256.

Jourdain (M.), vice-président de l'Œuvre des lits d'apprentis, II, 82. — Notice sur les apprentis de l'Imprimerie Chaix, II, 180. — Rapport (1869) de l'Œuvre des lits d'apprentis, III, 382.

Jullien (M. l'abbé), directeur-fondateur de l'Orphelinat professionnel de l'Immaculée-Conception à Toulouse, 249.

JURISPRUDENCE protectrice des apprentis, V, 94, 100, 272, 354; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33; XII, 24, 137, 140, 142, 331, 334; XIII, 328; XIV, 28, 243. — Travail des mines, 243. — (Visite aux orphelinats), 245. — Travail des mines, nuit, XV, 28, 107. — Responsabilité après mutilation d'enfant, 109. — Cumul de peines, contraventions, 111. — Res-

ponsabilité, imprudence de l'enfant, 263. — Tailleterie de diamants, 264. — Machine mue à bras d'hommes, 265. — Procès-verbaux, dangers, insalubrité, commission locale, 328. — Machines dangereuses, engins protecteurs, imprudence de l'enfant, XVI, 102. — Livret, travaux dangereux, cumul, récidive, traction, 184. — Machines dangereuses, arbres de transmission, 262. — Interdiction du service des femmes dans les débits, 264. — Cumul des amendes prononcées en vertu de la loi du 19 mai 1874, XVII, 136. — Excès commis par des acrobates dans l'emploi de jeunes enfants, 138. — Application de la loi du 19 mai 1874 aux enfants étrangers, 328. — Responsabilité du patron; incendie, limite, XVIII, 108. — Gestion par la femme, responsabilité pénale du patron; fonction publique des inspectrices, 221. — Police d'atelier, livret, visite, enfant travaillant pour le compte d'autrui, 223. (Voy., *Comité judiciaire*.) — Plombier couvreur; — interdiction d'employer des enfants, XIX, 29. — Associé, responsabilité pénale, peine, cumul, 77. — Travail des enfants, infractions à la loi. Durée de la prescription, XX, 19. — Appareils dangereux, arbre de transmission, accident de fabrique, 94. — Enfant loué pour un service à vie sans valeur en argent; nullité du contrat, 189.

K

Keller (M.), député. Son discours dans la discussion de la loi sur le travail des enfants, VI, 235.
KEMBS (Haut-Rhin). Orphelinat.
Krisvéol (M. O.). Les Institutions de l'Etat en faveur des enfants, 340.
Krafft (M. Théodore), directeur de l'établissement protestant de Neuhof, V, 396.

L

Laboulaye (M.), vice-président de la Société en 1872, V, 8.
Lacroix (M. Sigismond). (Extrait du Rapport de) sur les Caisses des Ecoles de l'Enseignement professionnel, XI, 90.

Ladoucette (Patronage de M^{me} de), I, 285. — (Rapport de M. le B^{on} de), 360.

Lallon (M. J.), auteur des *projets de réforme pénitentiaire*, XI, 295.

Laneyrie (M.), avocat à la Cour de cassation. Analyse des lois anglaises du 16 août 1878 (ayant pour objet de prévenir les accidents causés par les machines à battre le grain), et du 27 mai 1878 (sur le travail dans les établissements industriels), XII, 83.

Langénieux (M^{sr}), fondateur de la Soc. Paternelle de l'Ebénisterie, II, 145. — (Œuvre fondée par), VI, 25.

Lantiez (M. l'abbé). Sa communication sur la question d'apprentissage, II, 233. — Sur les classes spéciales, V, 434. — Président de l'enquête sur la suppression du vagabondage, VII, 31, 112.

Lassez (M. G.), auteur de *l'Enseignement professionnel; ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504.

LAUSANNE (Exposition scolaire à), XII, 309.

Lavollée (M. C.). Sa discussion sur la loi du travail des enfants, II, 187.

LAYETIERS-EMBALLERS. — (Voy. *Emballers*.)

Leclaire (M.), entrepreneur de peinture. — (Distribution des prix aux apprentis de la Maison), I, 165. — (L'Etablissement d'apprentis de M.), I, 304. — (Nouveaux Statuts de la Maison), II, 468. — Sa mort, V, 328. — (Société de prévoyance et de secours mutuels de la Maison), Banquet du 11 mars 1877, X, 189. Apprentis de la Maison, XVIII, 212.

Lefebure (M. Léon), ancien député, *Secrétaire général de la Société*, 1872, V, 9. — Sur l'enseignement pratique, 193. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 245. — Rapport sur les travaux et les récompenses de la Société de protection en 1875-76, IX, 234. — Livre intitulé : *Les Questions vitales*, 623. — Rapport à la séance solennelle de 1874, VII, 367. — Discours sur l'instruction populaire et le devoir, 545. — Son livre sur les *Questions vitales* (Compte rendu de), 639. — (Rapport de),

- sur les Bibliothèques d'apprentis, XI, 132. — (Rapport de) sur l'exercice 1879-1880 de la Société et des récompenses qu'elle décerne, XIII, 232. — (La science pénitentiaire au Congrès de Stockholm par M.), XIV, 207.
- Lefort** (M. Joseph). Note sur le travail des jeunes filles, VI, 459. — Statistique des salaires des enfants, VII, 143. — Sur les enfants dans les mines d'Anzin, 509. — De l'intempérance chez les enfants, VIII, 33; — *Intempérance et misère*, VIII, 539. — Salaires des enfants dans les filatures, 178. — Condition des enfants au Creusot, 526. — Condition des apprentis à Paris, IX, 581. — (Article bibliographique de), XI, 564. — La collection *Législation protectrice de l'Enfance ouvrière*.
- Legentil** (M.). Rapport sur la condition des apprentis à Paris, VII, 65; VII, 398.
- LÉGISLATIONS** anglaise et autres (Quelques mots sur le travail dans les), I, 4.
- LÉGISLATION**. — (Voy. *Loi*.)
- Legouvé** (M.), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.
- Legrand** (M. Anatole). Notice sur les apprentis de M. Lemaire, II, 86. — Notice sur les ateliers-mo-dèles, II, 266.
- LEGS** en faveur d'apprentis à l'hospice de Versailles, par M^{me} Lespinasse de Florentin, I, 268.
- Lekime** (M^{me}), directrice de l'atelier de cigarières, IV, 26. — Emigration pendant le siège de Paris, 124. — (Don fait par la Société à), V, 261.
- Lemaire** (M.) (Fabriquede), I, 302. — (Les apprentis de), II, 86. — (Visite du Ministre de l'Instr. publ. aux ateliers de), II, 264.
- Lemoine** (M. Henri). Allocution à la séance de la Société paternelle de l'Ebénisterie, II, 145; — président du Patronage des enfants de l'Ebénisterie, V, 15; — président de la Société de l'Ebénisterie, III, 411. — Notice sur la Société des enfants de l'Ebénisterie, V, 118. — Discours aux prix des enfants de l'Ebénisterie, VII, 152; VIII, 284; IX, 494. — Rapport à la distribution du Patronage de l'Ebénisterie, XI, 531.
- Lequien** (M. Justin). Son offre de 25 places gratuites pour le dessin, I, 260. — (L'Ecole de), IV, 30.
- Leroux** (M. Emile), ingénieur. — Rapport sur les accidents de machines dans les imprimeries, VIII, 16; — dans les filatures, 423. — Visite à Mulhouse, 330. — Sur un concours pour éviter les accidents, IX, 37. — Secrétaire du Comité du placement des Apprentis; rapports sur le placement des apprentis, X, 13, 91; — sur une allocation de secours à certains apprentis, 102. — (Rapport de) sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XI, 19. — (Rapport de), XI, 112.
- LES DAMES DE LA PROVIDENCE DE DOUAI**, patronage de jeunes filles, IX, 221. XIX, 76.
- Lespinasse de Florentin** (M^{me}) sœur de Saint-Vincent-de-Paul, ancienne supérieure de l'Hôpital civil de Versailles. — Legs en faveur d'apprentis, I, 268.
- L'Étang** (M. de), chargé de l'Œuvre des bibliothèques, V, 36.
- Leurent** (M.), député. Discours à l'Assemblée sur le travail des enfants, VI, 14.
- LIBÉRÉS** (Patronage des). — (Voy. *Société pour le patronage des libérés*.) — Œuvre (des) de Saint-Lazare, XVIII, 210.
- LIBRAIRIE** (Soc. paternelle des enfants de l'Imprimerie et de la), IV, 52.
- LILLE**. Œuvre de la jeunesse, I, 291. — Congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, I, 294. — (Distribution des prix offerts aux Ecoles professionnelles de), II, 297.
- Limousin**. Exposé de la question de l'enseignement professionnel, XX, 191.
- Linaires** (M.), la loi sur le travail des enfants dans Seine-et-Oise, XV, 125.
- LISIEUX** (Ecoles annexées aux manufactures dans l'arrond.ⁿ de), II, 471.
- LITS D'APPRENTIS** (*Œuvre des*), II, 174. — (Souscripteurs, à l'*Œuvre des*), II, 283. — (Rapport, en 1866, de l'*Œuvre des*), III, 382; V, 39.
- LIVRETS** des enfants travaillant dans l'industrie. (Rapport sur les), XVII, 151. XIX, 76.

LOGEMENTS et établissements industriels (De la salubrité des), III, 378. — (Loi relative à l'assainissement des), III, 379. — Des apprentis, communication de M. Simon Schloss, V, 342. — (Extrait du rapport de la Commission des), XI, 669.

Lois d'Autriche-Hongrie. V. *Autriche*.

Loi du 22 mars 1841 sur les enfants employés dans les manufactures. Texte, I, 5. — Insuffisance de cette loi, 9. — (Projet de) sur le travail des enfants, présenté par M. Dupin à la Chambre des pairs, le 15 février 1847, texte, 10. — Avantages sérieux de ce projet de loi, 11. — (Texte de) voté par la Chambre des pairs le 21 février 1848, 14. — (Texte de) sur les contrats d'apprentissage, promulguée le 4 mars 1851, 15. — (Texte de la proposition de), par M. Wolowski, en août 1848, II, 118. — Sur le travail des enfants, en 1841, 161. — Sur les contrats d'apprentissage en 1851, 165. — Discussion en forme d'enquête préparatoire à la loi sur le travail des enfants, 184. — (Observations de M. Houget sur le projet de), IV, 42. — (Proposition de) sur le travail des enfants, par M. Ambroise Joubert, et amendement à cette proposition, 116. — *Idem*, V, 22. — (Travaux de la Commission de l'Assemblée pour le projet de) sur le travail des enfants V, 39. — (Etat du même projet de), V, 92. — Sur le travail des enfants (texte de projet de), V, 205. — (Note sur le projet de) par M. d'Eichthal, 264. — Sur l'instruction, IX, 129. — (Article additionnel à la), 294. — Modification de la loi du 19 mai 1874, discussion au Sénat et à la Chambre des députés, 379. — (Voy. *Travail*.)

LOI DU 19 MAI 1874 sur le travail des enfants employés dans l'industrie (texte de la), V, 389. — (Circulaire de M. le Ministre du commerce relative à la), VI, 347. — Texte de la loi, VII, 305. — Enquête relative aux règlements d'administration publique, VII, 506; VIII, 105. — Application de la loi en Savoie, 19. — Proposition de modification à la loi, par M. Testelin, IX, 294. — (Rapport de M. Dumas sur le fonctionnement de la), IX, 13. — (Proposition ayant pour but de modifier la), 380. — (*Explication*

théorique et pratique de la), par M. Jules Périn, avocat, X, 226, 336, 436; XI, 53. — (L'origine et l'application actuelle de la), par M. Paul Robiquet, X, 311. — (Circulaire du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la), XI, 158. — (Observations relatives à l'exécution de la), 313. — (Recueil des instructions et décisions relatives à l'application de la), XIII, 313. — (Rapport au comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de la), 240. — (Circulaire de M. le Préfet de police sur l'interprétation de l'article 10 de la), 247. — (Observations de M. le Dr Perrin sur l'inobservation de l'article 14 de la), 149. — Contravention, peine, cumul, XV, 111. — Dans le département de Seine-et-Oise, 125. — Rapport de M. Nusse sur la conciliation des lois de 1874 et de 1882, XVI, 15. — Circulaire de l'Inspection sur le même sujet, 9. — Rapport sur les livrets des enfants travaillant dans l'industrie, XVII, 151. — (Circulaire de M. le Ministre du commerce sur les améliorations à introduire dans la), 159. — Rapport sur la revision (de la) au Comité judiciaire, 331. — (Voy. *jurisprudence*). — Les divers projets de lois portant modification de la loi du 19 mai 1874, XX, 138. — Loi protectrice des travailleurs en Belgique, 298.

PROJET DE LOI sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, XXI, 345.

LOI ALLEMANDE du 17 juillet 1868 modifiant la législation industrielle, XIII, 143.

LOI ANGLAISE sur la responsabilité des accidents, XIII, 460.

LOI FÉDÉRALE SUISSE (des 19-23 mars, 3 décembre 1877), concernant le travail dans les fabriques, XI, 98.

LOIRET (L'apprentissage dans le dépd), III, 259.

Longhaye (M. Aug.). Son rapport sur l'apprentissage dans les filatures de M. Thiriez, à Lille, IX, 335.

Lorois (M.). Rédaction d'un projet de loi sur les Ecoles d'apprentissage soumis à la Chambre des députés et adopté, XII, 153.

Lossler (M.). Sa note sur l'observation de la loi d'apprentissage en Prusse, II, 310.

LUNDI (Société du travail du), II, 300.

LUNÉVILLE. Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels, dirigé par M. Cobus, I, 293.

Luynes (M. de). Rapport sur un matériel d'installation d'école d'apprentis, imaginé par M. Bapterosses, V, 78.

LYCÉE FONTANES (Allocation à la Société), XII, 8.

LYCÉE LOUIS-LE-GRAND (Allocation à la Société), XI, 130; XII, 8.

LYON (Distribution des prix à l'École d'enseignement professionnel de), I, 162. — (L'Œuvre des apprentis de), 268. — Providence Saint-Bruno, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, II, 335. — (Orphelinats des sœurs de Saint-Joseph à), 354. — (Succursales des sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux, à), 395. — (Les Œuvres de la ville de), III, 78 et suiv. — (L'Œuvre des dames tutrices établie à), IV, 21. — (L'Œuvre des dames zélatrices établie à), *ibid.* — Fondation Pleney, X, 399.

M

MACHINES MUES A BRAS D'HOMME. XI, 333. — (Rapport au Comité judiciaire sur les), par M. E. Nusse, XII, 18.

Maffre (M.) (Notice nécrologique sur) VII, 475.

Maignen (M. Maurice) (Cercle de jeunes ouvriers fondé par), I, 289. — Offre au Cercle des jeunes ouvriers des lits d'apprentis, II, 276.

Maillard (M.). Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de châles, I, 318. — Son école établie à Grougis (Aisne), II, 343.

MAISON D'APPRENTIS TONNELÉ, directeur: M. l'abbé Archambault, à Tours, IX, 249.

MAISONS D'ÉCOLE. Leur insalubrité à Paris blâmée par M. le Dr Marjolin, V, 337. — Règles applicables à leur construction, *ibid.* (note).

MAISON DE FAMILLE fondée par la Société des Amis de l'enfance

(Visite du Ministre de l'Instr. publ. à la), II, 261.

MAISON D'APPRENTIS. Œuvre de l'Immaculée-Conception, à Arras, V, 374.

MAISON D'APPRENTIS de la ville de Nancy, IX, 250.

MAISON DE CONVALESCENCE (La) des enfants, XII, 215.

MAISON DE NOTRE-DAME DU BON CONSEIL, fondée par M. Bondrand, à Lyon, XI, 430.

MAITRES (Droits et devoirs des), extrait du *Traité du contrat d'apprentissage*, par MM. Hayem et Périn, V, 141.

MAITRE D'ÉCOLE prussien (Le), VII, 497.

Malarche (M. de). *Manuel des caisses d'épargne*, IX, 112. — (Communication de) sur les Caisses d'épargne scolaires, X, 498. — Création d'un Bureau d'épargne des manufactures et ateliers, 502.

Malartre (M.), député. — Son discours sur la loi sur le travail des enfants, VII, 227.

Malescourt (M. Louis), Internat manufacturier, IV, 30. — Lettre à la Société, V, 200. — Autre lettre, 261. — Orphelinat à Saint-Jean-de-Bournay (Isère), V, 341.

Mame (MM.), I, 309. — (Fête à l'Imprimerie de), à Tours, 426, VII; IX, 256.

MANUFACTURES (Rapport sur le travail des enfants dans les) de Rouen, par M. A. Beaulieu, III, 54. — (Travail des enfants dans les), VIII, 78, 180, 192, 230, 248. — (Voy. *Travail des enfants*.)

Marceille (M. l'abbé), directeur du Patronage de Saint-Cernin, à Toulouse. — (Lettre de) à M. le Président de la Société, XI, 27.

Marguerin (M.), directeur de l'école Turgot (Livre donné à), I, 313. — Président du Comité du *Bulletin*, V, 37. Notice nécrologique (sur) XVII, 464.

Marie (M.), ancien bâtonnier, Censeur de la Société, en 1867, I, 5.

Marierval (M.). Son rapport au Patronage des Fleurs et Plumes, VI, 514; VII, 325; VIII, 525.

MARINE (Institutions de l'État, en

- faveur des enfants dans la), I, 340.
— (Voy. *Messageries*.)
- MARINS** (Projet d'atelier-école pour l'instruction des jeunes), II, 295.
- Marjolin** (M. le Dr) (Discours de), II, 143. — Sur l'âge des enfants pour le travail, II, 192. — Sur l'hygiène de l'atelier, 212. — Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les jeunes apprentis, III, 358. — Sur l'Enseignement technique, V, 192. — Sur le Demi-temps et les Ecoles, 334. — Sur les Ecoles, 427. — Quelques réflexions sur la loi du travail des enfants, VI, 317. — Rapport sur l'Orphelinat de Saint-Joseph, 410. — Sur l'enquête du vagabondage, VII, 31, 112. — Rapport sur l'Internat des sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Article sur les Ecoles techniques et professionnelles, 435. — Délégué au Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles; son rapport, 533; — son allocution à la séance du 4 janvier 1877. — (Communication faite par), sur l'inspection en Allemagne, XI, 261. — Discours à la séance de rentrée du 7 novembre 1878, XI, 569. — Observations sur le danger de la préparation des enfants aux exercices acrobatiques, XV, 14.
- Marochetti** (M.), ingénieur civil, secrétaire du Comité de placement des apprentis, XI, 708. — (Rapport de), 706. — Rapport à M. le Préfet de police de la VIII^e Commission locale, en 1878, XII, 45; — Rapport au Comité de placement, sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337. — Sur l'exercice 1881, XV, 29.
- MARSEILLE**. Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon, I, 293. — Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Timon-David, I, 291.
- Martin** (MM. J.-B. et Pétrus), 301. — (Notice nécrologique sur M. J.-B.), II, 17.
- MARTIN** (M. Tommy). Rapport sur la nécessité des mesures préventives contre les accidents industriels XVIII, 225.
- Mathieu** (M. H.). De l'appren-
- tissage dans les Compagnies de chemins de fer, I, 324.
- Mauge du Bois des Entes** (M.) (Notice nécrologique sur), IX, 206.
- Maurice** (M. Gustave), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, V, 332. — Communications, VIII, 452. — Lettre à la Société de protection, IX, 8. — Observations sur l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 80. — Lettre à la Chambre syndicale de la Fumisterie, 83. — Lettre demandant une rectification, XII, 44.
- Max Richard** (M.), député. Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 146.
- Mayniel** (M. E.). Note sur l'Œuvre des fumistes et ramoneurs, II, 425.
- MAZAMET** (Règlement sur l'apprentissage dans la commune de), I, 372.
- Mazaroz** (Programme d'apprentissage de M.), V, 358.
- MEAUX** (Institutions pour favoriser l'apprentissage à); distribution de récompenses, VIII, 448.
- MÉCANICIENS** (Projet d'École d'internes pour les apprentis), VI, 407. — École professionnelle (des apprentis) de M. Gérard, par M. Nusse, XIX, 111. Distribution des prix, 326.
- MÉDAILLES** accordées aux membres des Commissions à propos de la séance solennelle du 27 oct. 1867, I, 313. — A propos de la séance du 27 déc. 1868, II, 343. — (Voy. *Récompenses*.)
- Melun** (M. le C^{te} de). Compte rendu d'une fête de Patronage, I, 265. — Fondateur des Patronages des frères des Ecoles chrétiennes, I, 284, 312. — Discours à l'Assemblée sur la loi du travail des enfants, VI, 39, 279; VII, 385.
- MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ** (Liste des) en janvier 1887, etc., I, 39, 94, 95, 181, 269, 390. — II, 171, 316, 475. — III, 331, 334. — IV, 104. — Listes générales, IV, 134. — V, 481. — VI, 533. — VII, 567. — VIII, 548. — IX, 651. — X, 509. — XI, 715.
- MEMBRES CORRESPONDANTS** de la Société de protection des apprentis (Instruction pour les), I, 270; VI, 530.
- MÉMOIRES** des instituteurs (Extraits

- des) sur les abus du travail des enfants en 1861, I, 25.
- MENDICITÉ DES ENFANTS.** — (V. *Enfance abandonnée ou coupable.*)
- MÉNIL-SAINT-FIRMIN.** Orphelinat dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny, II, 335.
- MENUISIERS** en bâtiments, leurs cours, XVII, 364.
- MESSAGERIES** (De l'enfant dans les services maritimes des), I, 347.
- MÉTIERS.** — (Voy. *Filatures.*)
- METTRAY** (La Colonie de), IV, 27.
- METZ** (Rapport à la Société des jeunes ouvriers de), V, 393.
- METZ** (Œuvre du Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de), I, 295 ; VII, 389.
- Metz** (M.). Maison de jeunes filles, II, 342. — (Orphelinat fondé à Fribourg-en-Brisgau par), II, 399.
- MEULES** (Rapport du conseil d'hygiène sur les précautions à prendre dans l'emploi des), X, 221.
- MEXIQUE** (L'Enfance abandonnée au), XV, 80.
- MEYSENTHAL** (Les enfants dans la verrerie de), III, 111.
- Midocq** (M.), (Ateliers de), II, 267.
- Migneret** (M.), ancien conseiller d'Etat ; vice-président en 1867, I, 35. — Sa circulaire aux membres du conseil demandant à établir la situation des enfants dans l'industrie, 104. — Coup d'œil historique sur l'origine, la marche, les progrès, et l'état actuel de l'Enseignement professionnel, 107. — L'enfant des manufactures, à Mulhouse, 200. — Rapport sur les récompenses aux industriels pour les soins qu'ils donnent à leurs apprentis, 296. — Allocation sur le projet de fondation de pensions d'apprentis à Paris, 314. — Préside la séance du 23 février 1878, II, 3. — Préside la séance du 15 mai 1868, son discours, II, 184. — Réélu vice-président en 1875, V, 8.
- Million** (M^{lle}), directrice de l'Œuvre de Sainte-Catherine, à Lyon, III, 81.
- MINES** (Rapport sur le travail des enfants dans les), II, 240. — (Règle-
- ment d'administration pour les enfants employés dans les), VI, 180. — Le travail de nuit de l'enfant dans les mines est-il illicite ? rapport par M. Tournier, XV, 20. — Observations sur le même sujet, par M. Eugène Tallon, 102. Le travail des enfants dans les mines, par M. E. Nusse, XIX, 327. — Loi autrichienne sur le travail des enfants dans les mines, XIX, 365.
- MINISTRE DE LA JUSTICE** (Circulaire du), prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, X, 113 ; XII, 352.
- MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE** (M. le). Circulaire sur l'inspection par les ingénieurs des mines, V, 448. — Allocations à la Société, V, 89 ; VI, 457. — (Lettre du), sur l'inscription de diverses Ecoles du gouvernement, II, 274. — (Lettre du), XI, 130. — (Circulaires du), relatives à la loi du 19 mai 1874, 158. — (Discours du), à la 4^e fête de l'Enfance ouvrière, 408. — (Lettre du) accordant 500 entrées gratuites à l'Exposition, 574. — Circulaire ordonnant une enquête sur les accidents de fabrique, XIV, 63. — Idem sur le travail des enfants dans les manufactures, 153. — Lettre de félicitations à l'Inspection parisienne, XVI, 189. — Circulaire de M. le Ministre du commerce sur les améliorations à introduire dans la loi du 19 mai 1874, XVII, 159. Lettre du Ministre du Commerce à l'Inspection parisienne, XVIII, 166. Circulaire sur le certificat dit abrégé, XIX, 20.
- MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.** Discours à la distribution des prix à l'école d'Enseignement professionnel de Lyon, I, 162. — Visite dans les ateliers, II, 258 ; — à la Société, V, 89. — (Instruction du), sur l'instruction primaire des enfants des manufactures, VIII, 341. — Instruction relative au certificat d'instruction primaire, IX, 129. — Ecoles, 345. — Circulaire relative à l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 111. — Allocation à la Société, XI, 129. — Lettre au président de la Société s'excusant de ne pouvoir assister à la 4^e fête de l'Enfance ouvrière, 401. — (Arrêté du), instituant une Commis-

- sion spéciale pour l'étude des questions relatives aux bâtiments et matériel scolaires, XII, 303. — (Décret du), du 13 mai, créant un musée pédagogique et une bibliothèque centrale de l'instruction primaire, 305. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire 441. — Circulaire sur les cours normaux de coupe et d'assemblage, XIV, 64. — Circulaire (du) sur la surveillance des enfants en dehors des classes, XV, 267.
- MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (M. le).** Allocation à la Société, VI, 457. — Lettre à tous les préfets du 17 janvier 1878, XI, 28. — (Exposition collective du), 701.
- Monnier (M. Fréd.).** Rapport sur la distribution des récompenses à la séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Organisation du travail manuel des jeunes filles, 345. — Vice-président du Comité judiciaire de la Société, II, 213.
- MONTARGIS (Société d'assistance de),** III, 264.
- MONTATAIRE (Organisation des usines de),** VIII, 303.
- MONTBÉLIARD. (Association évangélique pour le patronage des enfants indigents),** I, 291.
- Monteaux (M.).** Observations sur l'hygiène et l'inspection des ateliers, I, 214, 219. — Sur l'Enseignement professionnel, V, 192. — Sur l'âge d'admission, 334.
- Moore (Georges),** sa biographie, XV, 316.
- Mouchy (duc de),** prince de Poix, secrétaire général de la Société, en 1867, I, 35. — Compte rendu sur l'organisation et les travaux de la Société, à la séance d'inauguration, 56. — Compte rendu, 102. — Compte rendu fait à la séance du 10 septembre 1867, 183. — Compte rendu des séances des 27 octobre et 12 décembre 1867, 271. — Compte rendu des actes de la Société à la séance du 23 février 1868, II, 8. — Compte rendu de la séance du 25 mai 1868, 179. — Vœux exprimés par la *Société de protection*, 253. — Compte rendu de la séance du 27 décembre 1868, 321. — Compte rendu de la séance du 12 juin 1869, III, 159. —
- Compte rendu de la séance du 19 juin 1870, IV, 4. — Sa démission de membre du Bureau, V, 33.
- Mourceau (Fabrique de M.),** I, 307. — Son Ecole pour les apprentis, VII, 167, 392.
- Mousses (Ecoles de),** subventionnées par l'Etat, I, 341. — (Les) et l'enseignement primaire, XVI, 170.
- MULHOUSE (Les Ecoles techniques de),** I, 132. — (Ecole de filature fondée à), I, 134. — (L'enfant des manufactures à), 200. — (Réponse au questionnaire du Ministre de l'agriculture, par la Commission de surveillance de), 363. — (Ecole d'apprentis, de M. Trapp à), 378. — (Association pour prévenir les accidents de machines, fondée à), II, 234 ; VII, 393. — (Société industrielle de), III, 297. — (Société des amis de l'instruction populaire de), IV, 81. — (Exposition industrielle à), IX, 342. — Notice sur l'association (de) pour prévenir les accidents de fabrique, XIV, 328.
- Müller (M. Émile).** Discours sur la question de l'apprentissage, V, 109. — (Etablissement de), II, 337. — (Description de l'internat de), 337.
- MUSÉE CANTONAL (Le).** Observations de M. G. Wickam, XII, 308.
- MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS (Le),** XII, 307.
- MUSÉE INDUSTRIEL (Le),** au Champ de Mars, XII, 94.

N

NACRE. — (*V. Poussières.*)

Nadaud (M. Martin). (Examen du Rapport de), par M. E. Nusse, XI, 589. — (Rapport de), à la Chambre des députés, 621. — Projet de loi sur la responsabilité des accidents de fabrique, XIV, 61. — Examen de ce projet, par M. Ernest Nusse, 32. — Rapport sur le projet de loi déposé par M. Nadaud et M. Félix Faure sur l'hygiène et la sécurité du travail industriel, XVII, 22.

Najean (M.). Son Internat pour les enfants de la Passenterie, III, 432. — (Œuvre de), IV, 29.

NANCY (Œuvre des apprentis de),

- I, 286. — Sœurs Saint-Charles, chez M. Cartier-Bresson. I, 310; II, 363. — (Orphelinat des sœurs du Saint-Cœur de Marie à), II, 341, 355. — (Comité des Apprentis du Bureau de bienfaisance de la ville de), VII, 397. — (Ecole professionnelle Sainte-Anne à), IX, 627.
- NANTES (Ecole d'apprentis à), I, 261. — Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-Joie, I, 290.
- Napias** (M. le Dr H.). Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger la santé des enfants travaillant dans l'industrie. XIII, 373.
- NÉCROLOGIE. MM. Gabriel Dufrenoy; II, 15; Isaac Duproy, 15; Benoit Fourneyron, 16; J.-B. Martin, 17; Martin Riess, 18; Roche, 19; J.-J. Roquebert, 20; Sallandrouze, 21; Sommier, 22. — Aug. Cochin, V, 131; Goldenberg, 132; Leclair, 328; — Philib. Pompée, VII, 101; H. de Triqueti, 354; Goguel, 474; Maffre, 475; Sahler, 475; Rouvenat, 564. — Dietsch, VIII, 62; Defourneux, 538. — Mange du Boisd-Entes, IX, 206; Schlumperger, 639. — Ern. Labbé, X, 88; Isid. Carlhian, 89. — Six Titus-salt; Henri Haffely-Patek; Vincent Dubochet; J.-B. Pastré; E. Moiana; A. Wallaert; Jean Brunet; Debain; Ch. Reboux; Heynin; Ch. Semon; M^{me} Chisholm; Miss Carpenter; Lud. Duchesne; Juteau; Weill-Picard; Mathias; Ch. Gundelach, XI, 109; — Schloss, 294; Germ. Thibaut, 390; Jules Riotot, 562. — Benjamin Colombier, XII, 310; El. Bachotet, 407; M^{me} Canonge, 408. M. Hippolyte Topart, 477. — M. Courvoisier, XIII, 227. — M. Hénou aîné, *ibid.*; M. Cartier-Bresson, 479. — M. l'Inspecteur Maurice, XIV, 112. — M. Chauveau-Lagarde, 303. — M. le baron James-Édouard de Rothschild, 406. — M. Albert Cécille, XV, 88. — M. le comte de Butenval, XVI, 172. — M. le docteur Graugnard, *ibidem.* — M. Engel-Dollfus, XVII, 99. — M. J.-B. DUMAS, 113. — M. Marguerin, 464; — M. Eugène Bourdon, XVIII, 97; — M. Bontemps, 207; — M. Bapte-rosses, 296; — M. Tresca, 298; — M. Ducholet, XX, 78.
- NEUHOF (Orphelinat de), II, 333. — (Etablissement protestant à), V, 396.

NEVERS (Sœurs de), II, 341. — (Orphelinats fondés par les Sœurs de charité de), 359.

NEW-YORK (Les asiles d'enfants à), VII, 47. — (La misère et le crime à), par M. Brace, VII, 463. — (Les enfants des rues à), VIII, 54. — Lois du Parlement de New-York, obtenues par la Société créée en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Teneur de ces lois, 94. — Les enfants travaillant dans l'industrie (à), par M. Ernest Nusse, XVI, 150. — Institutions charitables de New-York en faveur de l'enfance, par M. E. Nusse, 221. — Suite et fin, XVII, 225.

NIEDERBRONN (Bas-Rhin). (Sœurs du Divin Rédempteur à), II, 363.

NORD (Rapport fait en 1868, au Conseil général du), II, 249. — (Application de la loi sur le travail des apprentis, dans le département du), III, 156. — (L'instruction primaire dans le département du), par M. Anthoine, inspecteur d'académie à Lille, XII, 303. — Rapport sur les enfants blessés et mutilés, X, 218. Nord (C^{ie} du chemin de fer du), V. — Chemin de fer.

NORWÈGE. Modifications à la législation industrielle sur les apprentis, XVI, 157.

NOUVELLE-ANGLETERRE (Réclamations contre les patrons de la), XVI, 241.

Nusse (M. Ern.), avocat. Conférence sur l'apprentissage, au point de vue de la loi et des mœurs, X, 51. — Rapport sur l'étude de M. André Morillot, *De la nécessité de modifier la loi du 19 mai 1874*, 125; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. J. Périn (voy. ce nom), 226, 336, 436; XI, 53. — Rapport à la Commission chargée de décerner quatre livrets de la Caisse d'épargne, 323. — *Etude sur le contrat d'apprentissage dans le droit anglais*, 379. — (Notice de), sur la loi fédérale suisse concernant le travail dans les fabriques des 19-23 mars, 3 décembre 1877, 96; — *De l'Emploi des Enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.*, en collaboration avec M. J. Périn, 187; — Rapport sur les internats d'apprentis 306

— Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire dans les pays étrangers, 350; — Secrétaire du Comité des Publications de la Société, 474; — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504; — Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 513; — Notice sur les ateliers de M. Hémon, bijoutier à Paris, 552; — (Communication de), secrétaire des publications de la Société sur divers ouvrages publiés sous les auspices de la Société, 577; — Examen du Rapport de M. Martin Nadaud, 589; — *Le Travail de l'enfant dans l'arrachage de la betterave, les Sucreries agricoles, et les Accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. J. Périn, 671. — Relation de la fête de l'Arbre de Noël des apprentis des ateliers, XII, 10. — Rapport sur les machines mues à bras d'homme, 18. — (Rapport présenté à la Société au nom de la Commission des Internats d'apprentis, par), 195. — Rapport sur les modifications à introduire dans la loi du 19 mai 1874, 121. — La Maison hospitalière de Cauterets, 216. — Les ouvriers meuliers de La Rerté-sous-Jouarre (Étude de), 368. — Rapport sur la réglementation de la condition des apprentis, 425. — Rapport sur les contradictions existant entre la loi du 4 mars 1851 et celle du 19 mai 1874 et le mode d'interprétation proposé pour les lever, 432. — L'Arbre de Noël, 438. — Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les écoles d'apprentissage, XIII, 29. — L'institution Livet à Nantes, 103. — Les élèves apprenties des institutrices de charité, 353. — Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des apprentis de France, 362. — Rapport sur les résultats de l'apprentissage et sur le projet de loi des écoles d'apprentissage, 403. — L'Arbre de Noël, 410. — Le petit vagabond du pays de Caux et les institutions charitables de Dieppe, XIII, 434. — Secrétaire de la Société de protection des apprentis, XIV, 14. — Lettre de M. J.-B. Dumas à ce

sujet, 16. — Les projets de loi Oviève et Nadaud, réglementation préventive des accidents de fabrique et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, 32. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199. — L'enseignement professionnel ouvrier par les Chambres syndicales, 222. — Rapport au Comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874, 240. — Les institutions de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest en faveur de l'Enfance ouvrière, 284. — Réponse au discours de M. Vavasseur sur la responsabilité des accidents de fabrique, 311. — Rapport sur la durée du travail industriel, XV, 24. — L'Orphelinat des Arts et les Dames fondatrices, 69. — L'œuvre de M. Georges Bonjean, 133. — La Société d'instruction professionnelle et artistique de la Carrosserie, 147. — Compte rendu bibliographique de *Jeanne*, par M^{lle} Marie Lacroix, 179. — L'enfance infirme et incurable à Paris, 272. — L'École professionnelle des apprentis tailleurs, 278. — L'École professionnelle de Sainte-Anne de Nancy, 281. — Les Institutions de prévoyance de la maison Dietsch frères, 311. — L'histoire d'une boîte de sardines (par M.), 385. — Rapport sur la conciliation des lois du 19 mars 1874 et du 28 avril 1882, XVI, 15. — Les Commissions locales de la Seine (par M.), XVI, 52. — La Société pour le placement en apprentissage des jeunes orphelins (par M.), 112. — L'École professionnelle pratique de la rue d'Hauteville, 119. — Les enfants travaillant dans l'industrie à New-York, 150. — Les Institutions charitables de New-York en faveur de l'enfance, 221. — Projet de réforme de la législation ouvrière au Canada, 235. — Accusation contre les patrons de la Nouvelle-Angleterre, 241. — La Colonie agricole et maritime de Belle-Ile-en-Mer, 286. — Les apprentis sourdes-muettes de Laon, 294. — Frédéric Engel-Dollfus, sa vie et ses œuvres, XVII, 99. — Mort de M. J.-B. Dumas; les adieux de la Société, 113. — Rapport sur le livret des enfants travaillant dans l'industrie 151. — Les Institutions charitable

de New-York en faveur de l'Enfance (suite et fia), 225. — Discours prononcé à Troyes, le 22 juin 1884, 357. — Les Institutions créées par les ouvriers en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, 364. — L'École Industrielle de la rue Clavel, 454; — Les Institutions d'enseignement professionnel de la compagnie du chemin de fer du Nord en faveur de l'Enfance ouvrière, XVIII, 70; — La santé des Enfants par les maisons d'éducation et de santé, traduit de l'anglais, 83; — Des meilleurs moyens législatifs de relever l'apprentissage dans le double intérêt de l'Enfant et de l'Industrie, 115; — Lettre sur l'École Industrielle de la rue Clavel, 167; — Discours à la Distribution des prix de l'École professionnelle du chemin de fer du Nord, 260; — Les pupilles de la Ville de Paris (par M.), 272. — Les tapisseries de Paris et leur patronage industriel, 365. — Les jeunes filles apprenties des écoles professionnelles municipales de la Ville de Paris, XIX, 48. — Discours prononcé à la Sorbonne à la distribution des prix de l'Association pour le placement en apprentissage d'orphelins, 104. — L'École professionnelle des apprentis mécaniciens de M. Gérard, 112. — Les papeteries du marais et de Sainte-Marie, 259. — Le travail des enfants dans les mines, XIX, 327. — Le patronage des apprentis de Chaumont, 351. — Rapport du jury des classes 5 et 6 à l'Exposition internationale des sciences et des arts industriels, XX, 37. — Ernest Guillaume Ducholet, article nécrologique, 78. — Discours prononcé à la distribution des prix de l'Association pour le placement en apprentissage et le patronage des orphelins, 131. — Les divers projets de loi portant modification de la loi du 19 mai 1874. — Les apprentis de la maison Lemaire, 231. — École Gutenberg professionnelle, syndicale d'imprimerie, XX, 287. — Discours à la distribution des prix; association pour le placement en apprentissage des orphelins des deux sexes, XXI, 203.

O

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs à Rennes, I, 309. — Leur

atelier d'apprentissage, VII, 338, 530.

OBJETS D'ART donnés aux réunions d'enfants, III, 398.

OBSERVATIONS (Quelques), à propos de l'arrêté de M. le Préfet de la Seine, relatif aux classes d'apprentis, dans les écoles de Paris, par M. Berger, membre de la Commission locale du XI^e arrondissement, XI, 172.

ŒUVRES ANNEXES de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, VII, 14. — (Voyez *Comités annexes*.)

ŒUVRE DE JEUNES APPRENTIES, dirigée par la sœur Mogniol, à Paris, I, 290.

ŒUVRES OUVRIÈRES catholiques (Congrès des directeurs des), VIII, 404; IX, 515.

ŒUVRE DE JEUNES OUVRIÈRES, à Grenelle, fondée par M^{lle} Payen, I, 290.

ŒUVRE DU PATRONAGE DES JEUNES OUVRIÈRES ET APPRENTIES, sous la direction de M^{me} la baronne de Ladoucette, I, 285.

ŒUVRE DES JEUNES OUVRIÈRES, fondée à Paris par M^{lle} Léocadie, I, 292.

ŒUVRE DE SAINT-NICOLAS, à Paris, médaille d'argent, I, 292; IX, 253. — (Distribution des prix aux élèves des classes supérieures et aux apprentis de l'), XII, 404.

ŒUVRE DES PETITS RAMONEURS ET FUMISTES DE PARIS, II, 334. — (Note sur l'), par M. Mayniel, 425. — (Compte rendu de), VIII, 531. — (But de l'), X, 162. — (Lettre du directeur de l') à M. le secrétaire de la Société de protection, 164. — (Lettre du Directeur de l'), à M. le secrétaire, XI, 26. — (Allocution à l'). Société de protection, 26. — (Remise d'une médaille à l'), 580. — (Allocution d'un livret à l'), XII, 103.

ŒUVRE DES ZÉLATRICES (M^{me} la supérieure de l'), à Fourvières, IV, 21.

ŒUVRE générale des Écoles professionnelles catholiques, à Paris, IX, 252.

ŒUVRE des apprentis orphelins à Auteuil (But de l'), X, 378.

ŒUVRE des apprentis de la ville de Nancy (Récompense à l'), I, 286.

ŒUVRE des vestiaires, VII, 184.

ŒUVRE D'HOSPITALITÉ DE NUIT POUR FEMMES ET ENFANTS, à Paris, rue Saint-Jacques, 253 et 255; XII, 305; — Boulevard de Vaugirard, n° 14, 307.

OFFRES d'apprentis à placer, V, 87. 133. — Par les patrons, de places d'apprentis, V, 249; — D'apprentis, 250, 329, 419, 479.

OISE (Œuvres du département de l'), III, 90.

Ollivier (M.) (Lettre d'adhésion de), IV, 5.

ORLÉANS. Œuvre des Apprentis, I, 290. — (Société de Patronage, à), III, 259.

ORPHELINAT DE NOTRE-DAME-PRÉSERVATRICE, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT et Écoles professionnelles des sœurs de la Providence-Sainte-Marie, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT. — Du Prince impérial (Œuvre de l'), I, 211. — De garçons à Versailles, 287. — Des Saints-Anges, à Paris, 289. — De Luzarches, 263, 292. — Protestant, à Orléans, 295. — De MM. Harmel, I, 336. — D'Allemagne, II, 397. — Du Prince impérial (situation en 1868 de l'), III, 117. — A Castros ('carn), V, 390. — De Saint-Joseph, à la cristallerie du Bourget, VI, 271, 410. — Orphelinat agricole, dans le Gard, 421. — En Vendée, VII, 454. — Dans la Haute-Marne, 456. — Société générale de Patronage des Orphelinats agricoles, VIII, 51. — Des pauvres écoliers, à Paris, 364. — Des Sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Des sœurs fidèles compagnes de Jésus, 509. — Du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 263. — D'Auteuil, X, 378. — De Notre-Dame-de-Vouize, à Voiron, XI, 429. — De la Ducheraie, commune de Cambon, 419. — Pour les garçons de la ville d'Angers, 430. — De la rue d'Auvergne, à Lyon, 430. — De M^{lle} Génin, à Saint-Denis, 430. — De l'Adoption, XII, 459. — Des arts et les Dames fondatrices, XV, 69. — De Saint-Martin des Vignes, à Troyes, 143. — Du Commerce, XVI, 124.

ORPHELINS (de la Garde des) au moyen âge, note de M. J. Périn, IX, 149.

— (Association pour le placement en apprentissage et le patronage d') des deux sexes, XV, 285. — (Société d'apprentissage des jeunes), 286. La Société pour le placement en apprentissage (des jeunes), — par M. Ernest Nusse, XVI, 112. — Association pour le placement en apprentissage d'orphelins des deux sexes, distribution des prix, 149. — Société pour le placement (des jeunes), *idem*, 150. — Colonies agricoles (d'), 161; — et abandonnés de la Seine, 243. — Leur adoption par les anciennes corporations, XIX, 146.

Os V. Poussières.

Oscar de Vallée (M.), sur le travail de nuit, II, 205.

OUVRIERS. Les Institutions créées (par les) en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel, XVII, 364.

OUVRIERS EN VOITURES, leur cours professionnel, XVII, 364. — Prix, XVIII, 255.

OUVRIERS MÉCANICIENS EN PRÉCISION, leur école professionnelle, XVII, 364.

OUVROIR Saint-Pierre à Chartres, II, 334. — De la Providence à Beauvais (Oise), III, 92. — Marie (Note sur l'), VIII, 135; — Sainte-Geneviève, VIII, 480.

OUVROIR du V^e arr^t (Ecole d'apprentissage et de couture), VI, 475; VII, 388.

P

Paillard (M. Victor), sur l'Enseignement professionnel, V, 192.

PAIN (Bons supplémentaires de), donnés aux ouvriers, VII, 99.

PAPETERIES (Notes sur diverses), II, 405; V, 476. — du Marais et de Sainte-Marie, XIX, 259.

PAPIER (Groupe syndical du). (Distribution des prix aux apprentis du), VII, 319. — Séance de distribution de récompenses, 437. — (Concours ouvert par la Chambre syndicale du), VIII, 119. — (Séance de la Chambre syndicale du), discours de M. Havard, 352. — (Chambre syndicale du), X, 85. — (Distribution

des prix à la Chambre syndicale du), IX, 92, 184, 322; X, 148, 270. — (Règlement sur le concours des apprentis du), XIII, 211. — Assemblée de la Chambre syndicale, XIV, 83. — Commission du concours des apprentis, 84. — Chambre syndicale, concours des apprentis, 164. — Distribution des prix, 179. — Programme des cours, XV, 172. — Distribution des prix, 287. — Assemblée de la Chambre syndicale (du), 396. — Du papier, XVI, 62, 129. — Comité du cartonnage, 139, Rapport concours apprentis, 208, 213. — Prix, 217. XVII, 91. (Prix) 355, 443; XVIII, 39. — Assemblée de la chambre syndicale, 236. — Prix, 256. — Assemblée de la Chambre, 360. — Rapport sur une excursion scolaire, XIX, 32. — Programme des concours, 91. — Prix, 98. — Rapport concours, 101. — *Idem*, 244. — *Idem*, 250. — Prix, 254. — Assemblée de la Chambre syndicale, 321. — Cours professionnels, XX, 47. — Programme des concours en 1887, 84. — Assemblée de la Chambre, 116. — *Idem*, 124. — Rapport sur le concours des apprentis, 217. — Distribution des prix, 220.

PAPIER PEINT (Distribution des prix à l'Œuvre des apprentis du), I, 169. — (Société des enfants du), 221. — Distribution des récompenses, II, 275, 305. — (Note sur l'industrie du), VI, 425. — (Distribution des prix aux enfants du), VII, 159; VIII, 293. — (Société d'assistance paternelle aux enfants du), X, 270. — Distribution des prix, XIV, 94. — *Id.* en 1882, XV, 149. — En 1883, XVI, 148. En 1884, XVII, 199. En 1885, XVIII, 201. — XX, 127.

PARENTS (Responsabilité des) pour leurs enfants mineurs : Ordonnance de police à ce sujet, VI, 465.

PARIS (École municipale d'apprentis de la ville de), VI, 473. — Paris industriel depuis un demi-siècle, ouvrage de M. Devincq, VII, 147. — (Allocation à la Société, par la ville de), XII, 8. — Pupilles de la ville de Paris par M. E. Nusse, XVIII, 272. — Ecoles professionnelles municipales de jeunes filles, par M. Nusse, XIX, 48.

PARTICIPATION de l'ouvrier aux bénéfices, dans l'imprimerie de M. Chaix, V, 408. — Dans l'imprimerie de M. Godchaux, VIII, 128. — Dans

la librairie de M. Masson, 134; — chez M. Chaix, XIII, 174; XVII, 381. — (Voy. *Caisses*.)

PARZUDAKI, successeur de Ph. Lator; ses institutions à Liancourt en faveur de l'enfance, XIV, 288.

PASSEMENTERIE (Internat des enfants de la), III, 432. — (Banquet de la Chambre de la), VIII, 517. (V. *Dentelles*.)

PATRONAGES (Études sur les Œuvres de), par M. de Coulange, I, 203. — Dirigés par les frères des Ecoles chrétiennes, 216. — Dirigés par les sœurs de St-Vincent-de-Paul, 218. — De la Société de St-Vincent-de-Paul, 220. — (Association de fabricants et d'artisans pour les) d'orphelins des deux sexes, 227. — De la confession d'Augsbourg, 286. — De la *Providence Sainte-Marie*, *ibid.* — De l'Eglise réformée, a Nîmes, 292. — Des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon, 292. — Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers sous le nom de Saint-Jean, à Paris, I, 293. — Visite faite à deux patronages, par le Ministre de l'Instr. publ., II, 259. — De l'Eglise réformée, 287; VII, 387. — Des apprentis étrangers, II, 260; III, 398. — Des apprentis mutilés, 401. — Société d'assistance paternelle, VI, 367. — Patronage à Bordeaux, VII, 342. — Pour l'amélioration de l'apprentissage, dans le département de Seine-et-Marne, 451. — Notre-Dame-de-Nazareth, I, 275; VIII, 388, 481. — Des enfants étrangers, X, 413. — Allocations à l'Association pour le patronage d'orphelins des deux sexes, XII, 102. — Patronage Saint-Charles, 319. — Patronage des apprentis du XIII^e arrondissement (Caisse de), Société de protection et de placement, XV, 150. — (Association pour le) des orphelins des deux sexes, 285. — Comité de Patronage du XVII^e arrondissement. Prix, XVIII, 257. — Le patronage des apprentis de Chaumont, par M. E. Nusse, XIX, 351. — Patronage du temps passé : Juliette Parent des fleurs et plumes, 371.

PATRONAGES INDUSTRIELS. — (Voy. *Assistance paternelle*, *Société des*). — *Papier peint*. — *Ebénisterie*. — *Tapissiers*.

PATRONAGE LAÏQUE D'APPRENTIS. — Distribution des prix, XX, 128. —

Patronage laïque du XVII^e arrondissement, par Léon Durassier, XXI, 374.

PAYS-BAS (Le travail des enfants dans les), VII, 343.

Paz (M. Eugène). Offre de son gymnase pour ledimanche, III, 107.

PENSIONS d'apprentis (Établissement des). Articles de M. Délerot, I, 64. — (Organisation et description des), 66. — A Strasbourg, dite Ecole des Arts et Métiers, *ibid.* — A Mulhouse en 1842, 74. — A Nancy, en 1845, 76. — A Arras, 78. — A Lyon et dans d'autres villes, 79. — Situation de ces pensions, à Paris, 84. — A Tours, fondation de M^{me} Tonnellé, 86. — (Allocution de M. Migneret sur la fondation de), 314. — (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 258. — La Tutelle; les apprentis protestants; Providence Sainte-Marie; Maison de famille; apprentis israélites, 258; récompenses, 334; — (Note sur les), 276. — De Saint-Ambroise-Popincourt (fondée par l'abbé Chevojon), II, 279. — (Étude sur les), par M. Héliard III, 165 à 182. — Lettre de M. Schloss, V, 342. — Proposition aux Chambres syndicales pour les), par M. Ettlinger, VI, 370; VII, 172. — (Projet de budget pour les), 329. — Pension d'apprentis de Baccarat, 335. — Ecole d'apprentis de l'industrie parisienne, IX, 323.

PENSIONS PROFESSIONNELLES, XX, 84. — Des vieux ouvriers, projet de loi en Allemagne, 181.

PENSIONNAT de jeunes filles. — De l'Église réformée à Paris, I, 294; — d'apprentis de la typographie (projet d'un), V, 224. — (Enseignement dans le), 234. — (Devis pour un), 237. — La Tutelle, fondée par M. Piver, 294; VIII, 472. — (Voy. Orphelinats, Internats, Maisons.)

Pereire (M. Émile) fils. Rapport sur cinq Ecoles professionnelles de Paris, I, 13.

Pericoli (M.), député italien. Projet de loi sur la responsabilité des entrepreneurs de travail, en cas d'accident atteignant les ouvriers, XII, 23.

PÉRILS et police de l'atelier (Discussion sur les), II, 209.

Périn (M. Jules), avocat à la Cour

d'appel, docteur en droit, suppléant du Juge de paix du V^e arr. de Paris.

— *Projet de Traité de la Responsabilité des Accidents qui atteignent les personnes dans les travaux industriels*, I, 263. — Membre, puis secrétaire du Comité judiciaire, II, 180, 322; III, 213; V, 37. — Secrétaire de la Société, V, 9. — A publié: *Le travail des apprentis et des enfants des manufactures, devant la Jurisprudence*, III, 183, 406. — Lettre à M., Engel-Dollfus sur les Accidents dans les Scieries mécaniques (devant la Jurisprudence), IX, 46, 91. — Comptes rendus du Comité judiciaire, III, 213; IV, 37, 127; V, 128, 179. — Communications diverses, sur l'hygiène et les périls de l'atelier, II, 209; les Chambres syndicales, 289; la Soc. du travail du lundi, 300; l'apprentissage de Benvenuto Cellini, III, 52, note. — Situation de la Société, plan de son Bulletin, V, 3. — L'enfant de la rue, 27. — Compte rendu de la séance du 4 avril 1872, 135. — Extrait de son *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. Julien Hayem, V, 149. — Compte rendu de la séance du 2 mai 1872, 183. — Lettre aux secrétaires des Chambres syndicales, 202. — Note sur l'apprentissage dans les industries parisiennes, 216. — Compte rendu des séances ordinaires de la Société, du 6 juin, 251; du 1^{er} août, 331; du 7 novembre 1872, 421, etc. — Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs enfants mineurs (Note sur la), VI, 465. — *Bibliothèque de l'enfance ouvrière*: Histoires d'apprentis des divers métiers, VII, 477. — Note sur la garde des Orphelins au moyen âge, IX, 46, 149. — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. E. Nusse. avocat, 326, 336, 436; XI, 53. — De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes des saltimbanques, acrobates, etc., 187. — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504. — Allocution sur la tombe de M. J. Riotot, 563. — *Le Travail des enfants dans l'arrachage de la betterave, les sucreries agricoles, et les acci-*

- dents les plus fréquents dans ces industries, en collaboration avec M. E. Nusse, 671. — Traduction de l'Acte anglais, concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, XII, 218. — Ordre du jour du bureau de la Société concernant sa retraite des fonctions de secrétaire, XIV, 15. — Lettre de M. J. Dumas sur le même sujet, 15. — Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis, 139. — Note historique sur l'apprentissage, 323; — sur les tours de force au moyen âge, 323.
- Périsse** (M. Antoine). (Écoles établies à Lyon, par), III, 87.
- Pernolet** (M.), député, son discours sur le travail des enfants, VI, 63, 83; VII, 232.
- Péronne** (M.), rapport sur l'École d'apprentissage, V, 199.
- Perrin** (M. le Dr). Discussion sur l'âge des enfants, II, 191. — Sur l'hygiène, IX, 156. — Chevalier de la Légion d'honneur, 519; — Officier d'académie, X, 88. — Note sur les améliorations hygiéniques à apporter dans l'opération du bronzage, 142. — (Observations de) présentées à la commission départementale supérieure sur l'exécution de l'article 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249. — Rapport sur la comptabilité de la Société en 1885 et projet de budget pour 1886, XIX, 14 et 19.
- Petit** (M. Ch.), président-fondateur du Patronage des Fleurs et Plumes (Rapport de), à l'Assemblée générale des Fleurs et Plumes, 663. — Discours à la distribution des récompenses, II, 150. — Lettre sur les apprentis, V, 122. — Censeur de la Société, préside la séance du 1^{er} août 1872, V, 331. — Sur les classes spéciales, 428. — Rapport à la Soc. des Fleurs et Plumes, 470; VII, 392. — Son rapport aux enfants des Fleurs et Plumes, VIII, 518. — Vice-président de la Société, IX, 1. — Nommé Président-fondateur du Patronage, avec médaille d'or, XII, 70.
- PHILADELPHIE.** — V. Tissage.
- Piel** (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, IX, 165. — Discours à l'Assemblée générale, 1877, X, 371.
- Piétri** (M.), ancien Préfet de police Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35.
- Pirmez** (M.), Ministre de l'Intérieur en Belgique. Opinion sur le travail des enfants, III, 132.
- PITHIVIERS** (Œuvres établies à), III, 266.
- Piver** (M. Alphonse), fondateur de la Tutelle, maison d'apprentis, à Paris, I, 86. — Pensionnat d'apprentis, fondé sous l'impulsion de la Société, 175, 311. — Maison d'apprentis la Tutelle, V, 294. — Président de l'Œuvre du placement des apprentis, IX, 217. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, XIII, 315.
- PLACEMENT des apprentis** (Comité du), V, 87, 133, 183, 249, 329, 419; VI, 527; VII, 28, 101, 191, 35, 479, 566; VIII, 62. — Séances du 5 avril 1875, VIII, 157; du 8 juin, 313. — (Observations sur le), 66. — Conditions d'admission, 158. — Situation du Comité, 321; IX, 115, 217, 359; 1^{er} fév. 1877, X, 91. — Séance du 20 nov., 643. — (Communication sur le), 411. — (Rapport de M. Leroux sur le), 102; XI, 19. — (Distribution de livrets de Caisse d'épargne aux apprentis du), 20. — Séance du 2 juillet 1877, 111. — (Rapport de M. Leroux, secrétaire du Comité du), 112. — Séance du 26 décembre 1877, 114. — (Règlement du Comité du), 116. — (Avis donnés à MM. les membres de la Société, par le Comité du), 127. — (Lettre de M. de Coulange au), 296. — Lettre de M. Roche, adressée au Président de la Société, en réponse à une lettre de M. de Coulange, 396. — (Compte rendu des travaux du), pendant les 10 premiers mois de l'année 1878, par M. Marochetti, 708. — (Elections du), 710. — Procès-verbal de la séance du 3 janvier 1879, 26. — (Rapport au nom du Comité de), sur l'exercice 1878, par M. Is. Roche, vice-président, 28. — Procès-verbal de la séance du 28 mars 1879, 149. — Séance du 20 juin 1879. Rapport sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337. — Rapport sur l'exercice 1879, présenté par M. Is. Roche, vice-président, XIII, 53. — Rapport sur l'exercice 1880, présenté par M. Is. Roche, XIV, 43. — Idem sur l'exercice

1881, présenté par MM. Roche et Marochetti, XV, 29. — Placement des apprentis du XIII^e arrondissement, XV, 150. — Association (pour le) en apprentissage et le patronage d'orphelins des deux sexes, 285; XVI, 112. — Rapports sur l'exercice 1883, XVII, 28. — Rapport sur l'exercice 1884, XVIII, 141. — Rapport sur l'exercice 1885, XIX, 79. — Rapport sur l'exercice 1886, XX, 97. — Rapport sur l'exercice 1887, XXI, 110.

PLAISANCE. Orphelinat de jeunes filles dirigé par le pasteur Paumier, I, 291; VII, 388. — Rapport (sur le), 1882, XVI, 24.

Plassiard (M.), inspecteur divisionnaire à Nancy. Sa lettre sur les appareils de sécurité pour nettoyer les métiers à coton, XIV, 234. — Sur les appareils préventifs dans les filatures, XVI, 7. — Circulaire sur le même sujet, XVII, 156.

PLOMBIERS pour toitures. — (V. *Couvreurs*.)

Poan de Sapincourt (M.), Membre correspondant du Comité des accidents de fabrique, XIV, 10. — Article sur l'association de Rouen pour prévenir les accidents de fabrique, 54. — Rapport à cette association, exercice 1880-1881, XV, 120.

Poiré (M.), Livre sur les principales industries, IX, 104.

POITIERS (Orphelinat des filles de la Croix à), II, 357.

POLISSOIRS à ventilateurs de M. Goldenberg, IV, 48.

PONT-AUDMER. Patronage d'apprentis, dirigé par M. Malherbe, I, 293.

PONT-A-MOUSSON. Orphelinat, dirigé par les sœurs, II, 335.

PORCELAINES (Apprentis décorateurs sur), III, 279.

PORNOGRAPHIE. (Voir *Publications obscènes*.)

PORTUGAL. Écoles professionnelles d'apprentissage, XI, 383. — L'enfance abandonnée en, XV, 80.

Portz (M^{lle}) (Asile établi à Versailles par), III, 95.

POUL-AR-BACHET (Finistère) (Ouvroir de), II, 333.

POUSSIÈRES. Industries qui les dégagent : chiffons, os, corne, nacre, par M. Bérard, XVIII, 371.

Pouyer-Quertier (M.), député. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 203.

PRÉFECTURE DE POLICE (Le dépôt de la), VII, 186, 562. — (Rapport de la 2^e Commission locale de Paris, à la), X, 21; — (de l'ancienne 4^e Commission locale de Paris, à la) 115. — Statistique des apprentis et enfants employés dans les manufactures, XI, 277. — Enquête faite par les ordres de M. le Préfet de police, 384. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'inspecteur, 655. — (Inspecteurs et Inspectrices nommés par la), pour compléter le service de l'inspection, XII, 43. — (Décision préfectorale du 26 avril 1879, relative aux livrets d'apprentis, délivrés par la), 155. — (Rapport de la Commission départementale supérieure du travail des enfants à la), 353. — Lettres à M. le Président de la République, 363. — (Note de la), concernant les dépenses des Commissions locales, 364. — Rapports des inspecteurs sur le travail des enfants avec les Commissions locales, 444. — Visa des certificats d'instruction, XIII, 152. — Etat des livrets délivrés en 1879, 154. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XIII, 412. — Circulaire sur la salubrité des ateliers, XIV, 66. — Idem sur l'exécution de la loi des 7-20 décembre 1874 pour les enfants employés par les acrobates, 151. — Circulaire sur l'interprétation de l'article 10 de la loi du 19 mars 1874, 247. — Idem, sur le visa des certificats d'instruction, 248.

PRÉFET DE LA SEINE (Lettres à M. le), sur les Ecoles techniques, V, 252. — (Sur l'instruction des apprentis, circulaire du), 344. — Circulaire aux instituteurs, VIII, 38. — Circulaire aux instituteurs sur l'application de la loi du 19 mai 1874, IX, 132; — sur les Ecoles de demi-temps, 134-135. — Circulaire aux maires sur la réorganisation des cours d'adultes, X, 330 et 332. — Circulaire aux instituteurs sur le certificat à délivrer aux enfants employés dans l'industrie, XIII, 150. — Circulaire sur les classes spéciales d'apprentis, 156.

Prétavoine (M.), député. Discours

sur la loi sur le travail des enfants, VI, 187.

Prévost et Lambert (MM.). Atelier de porcelaine, III, 279.

PRÉVOYANCE (Institutions de), IX, 103, 203, 357. — (Congrès de la), XI, 287. — Institutions (de) de la maison Diestch, XV, 341.

Prieur de la Comble (M.), banquier; trésorier de la Société en 1867, I, 35. — (Voy. aussi VI, 114, et V, 38).

PRIX décernés par la Société. — Offerts par le Comité des accidents pour 1876, VIII, 73. — Liste des prix à décerner en 1876, VIII, 543. — Pour le concours contre les accidents, IX, 37. — A la Chambre syndicale du Papier peint, 184. — Liste des prix à décerner en 1878, XI, 5. — (Voy. *Récompenses*.)

PROCÈS-VERBAUX des séances de la Société. — (Voy. *Société*.)

PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE. Circulaire sur la mendicité des enfants, XVI, 110. — Sur l'exécution de la loi du 7 décembre 1874, 195.

PROTECTION de l'enfance ouvrière (article de M. Robiquet, sur la), XI, 499. — En Allemagne, XX, 257.

PROTESTANT (Œuvre pour les enfants du culte), rue de Charonne, I, 224. — (Etablissement) de NeuhoF, V, 396.

PRUSSE (Situation des apprentis en), I, 375. — (Observ. de la loi d'apprentissage en), II, 310. — (Les écoles de fabrique spéciales en), X, 167. — (Inspection du travail des enfants, dans les manufactures en), XII, 392. — Statistique des accidents (en) de 1875 à 1880, XV, 178.

PUBLICATIONS OBSCÈNES. Démarches de la Société pour les combattre, XVIII, 214, 307. — Rapport du Comité judiciaire sur les dangers de la pornographie pour l'enfance, 375, XIX, 21, 23, 59, 67, 143. — Motion de M. Chabert au conseil municipal, 268. — Faits dénoncés, 274.

PUPILLES de la Ville de Paris, par E. Nusse, XVIII, 272, 377.

PUY (Le). Orphelinat, I, 293. — Institut des Dames et Béates de l'Instruction, II, 341.

R

Ramard (M.), imprimeur lithographe, à Paris, I, 309.

Rambaud (École de M. l'abbé), à Lyon, III, 81.

RAMONEURS. — (Voy. *Œuvre des Petits Ramoneurs*.) — Les Petits Ramoneurs, XIII, 225.

RAPPORT présenté par le Président de la Commission supérieure du travail des enfants, à M. le Président de la République, XI, 337; XII, 342; XIII, 143; XIV, 113; XVII, 403; XVIII, 309.

RÉCEPTION de la députation de la Société par l'impératrice Eugénie, I, 99.

RÉCOMPENSES accordées par la Société aux Œuvres de bienfaisance, séance solennelle du 17 octobre 1867 (rapport de M. de Boureuille sur les), I, 282. — A donner aux industriels, pour leurs soins envers les apprentis (rapport de M. Migneret), I, 296. — (Rapport de M. Monnier sur les), séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Rapport de MM. de Rothschild et Cornudet sur les), séance du 19 juin 1870, IV, 10, 17. — Récompenses décernées aux étrangers, IV, 31. — (Distribution de), par une Commission de Mulhouse, pour réduire les causes d'accidents, III, 291. — Récompenses diverses, accordées par la Société, VII, 199. — (Distribution des) en séance solennelle, 385. — Récompenses aux institutions charitables, 386, aux Œuvres manufacturières, 289, aux contremaîtres, 399, aux apprentis, 403. — Prix décernés par les Œuvres annexes, 408. — Distribution solennelle du 30 avril 1876, IX, 229. — A l'Ecole professionnelle de M. Chaix, 615. — A la Chambre syndicale du Papier, 148. — Distribution (des) en 1882, XV, 185. — Liste (des) en 1882, 210. — Rapport sur la Commission (des), par M. Thomas, XVII, p. 393. — *idem*, (1886) par M. Roche, 277.

RÉCOMPENSES AUX AGENTS DE L'AUTORITÉ POUR SURVEILLANCE, IX, 35 X, 9.

RECOUBEAU (Drôme), (Maison de), II, 332. — (Ateliers dir. par des sœurs à), 393.

- CRÉATIONS aux enfants, III, 396.
- RÉFORME pénitentiaire (Art. de M. Robiquet), VII, 559.
- RÈGLEMENT DU COMITÉ. (Voy. *Comités.*)
- REIMS. Patronage, fondé par la Société industrielle, I, 295.
- RENNES. Œuvre de Patronage fondée par M. l'abbé Bourdon, I, 291.
- Renault** (M. Léon), avocat, député; — nommé membre de la Commission supérieure du travail des enfants, XII. — Rapport à la séance du 30 juillet 1882 sur l'exercice 1880-1882, XV 191. — Rapport à la séance du 29 juin 1884 sur l'exercice 1882-1884, XVII, 256. — Allocution à l'installation de M. Say, XVIII, 9. — Rapport à la séance du 4 juillet 1886, sur l'exercice 1884-1886, 154. — Rapport à la séance du 1^{er} juillet 1888, XXI, 258.
- REPOS des dimanches et fêtes (Discussion sur le), II, 206.
- RESPONSABILITÉ. Du patron qui impose à son apprenti des travaux et des fatigues excessifs pour son âge et ses forces, XIII, 24. — Du patron employant un enfant dans une industrie non comprise dans le décret des 22-24 mai 1875, 137. — Pour défaut de surveillance, 142.
- Reuil (fondations de M. l'abbé), à Lyon, III, 78.
- Reverdy (prix fondé par M.), IX, 347. — (Legs), XI, 390.
- Rey (M. l'abbé). Colonie de Citeaux, IV, 27.
- RHÔNE (Œuvres et institutions du département du), III, 77.
- Ribains (M. l'abbé de), directeur du Patronage Notre-Dame, à Toulouse, IX, 249.
- RIBEAUVILLÉ. Orphelinat dirigé par les sœurs de la Divine-Providence, II, 334.
- Richter-Linder à Bâle (Établissement de M.), II, 342. — (Orphelinat allemand de M.), 397.
- Riess (Notice nécrologique sur M. Martin), II, 18.
- Riottot (M. Jules), Président de la Soc. des enfants du Papier peint. — Sur la loi du travail, II, 186. — Sur les enfants du Papier peint, V, 429. — Discours aux prix des enfants du Papier peint, VII, 160; VIII, 249; IX, 185; X, 271. — (Nécrologie de), XI, 562.
- Risse (Rapport sur la Soc. des jeunes ouvriers de Metz par l'abbé), V, 393. — Sa lettre, 435.
- Rivarol (M. le C^{te} de), Directeur de la *Maison de famille*, II, 261.
- Robert** (M. Charles), anc. conseiller d'Etat; vice-président en 1867, I, 35. — (Circularité de), secrétaire général du Ministre de l'Instruction publique, adressant un exemplaire du n^o 2 du Bulletin de la Société, à tous les fournisseurs et principaux des lycées et collèges de l'Empire, I, 102. — Préside la réunion du 10 sept. 1867, I, 190. — Préside les récompenses de la Soc. paternelle de l'Ebenisterie et des Fleurs et Plumes, II, 145. — Discours sur M. Barreswil, IV, 109. — Réélu vice-président en 1872, V, 8. — Préside la séance des enfants de l'Ebenisterie, discours, V, 15. — Article sur la nécessité de créer des inspecteurs spéciaux nommés et rétribués par l'Etat, V, 41. — Discours sur l'enseignement technique, à la séance du 2 mai 1872, V, 183. — Notes relatives à l'Enseignement technique, V, 212. — Préside la séance du 6 juin 1872, 251. — Préside les prix de l'Ecole professionnelle de dessin, son discours, 289. — Préside la séance du 7 novembre. 421. — Son discours à l'Assemblée de la Soc. des Fleurs et Plumes, 466. — Discours à la séance de l'Assistance des Fleurs et Plumes, VI, 378. — Au syndicat des Chambres syndicales sur les Assurances paternelles, VII, 89. — Conférence intitulée: Ecole ou prison, 140. — Discours à l'Ecole de M. Chaix, 528. — Aux enfants du Papier peint, VIII, 296. — Aux enfants des Fleurs et Plumes, 345. — Aux apprentis de M. Chaix, 468; — à la 3^{me} distribution des prix de la Société de protection, IX, 231; — aux apprentis de M. Chaix, 620. — Discours prononcé à la distribution des récompenses aux enfants des Fleurs et Plumes, X, 429. — Lettre à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, pour récompenses en faveur d'inventeurs, non brevetés, de procédés ou d'appareils propres à rendre inoffensives les machines reconnues d'un emploi dangereux, XI, 480. — Discours à la

- distribution des prix de l'Ecole professionnelle de M. Chaix, XII, 451.
- Robert** (M. Victor). Sur les Sociétés de secours mutuels, II, 237. — Lettre sur le même sujet, III, 108. — La Société de Protection et les Sociétés de secours mutuels, II, 434.
- Robin** (M. Albert), secrétaire de l'Œuvre des enfants mutilés. Rapport sur le patronage des apprentis mutilés et blessés, III, 401. — Etude médico-chirurgicale sur le travail des enfants dans les manufactures, V, 54. — Secrétaire du Comité des accidents de fabrique; son rapport pour 1874, VIII, 25. — Même rapport pour 1875, IX, 24. — Même rapport pour 1876, X, 34. — Nommé officier d'académie, 191.
- Robin** (M. le pasteur). Son rapport sur les Ecoles industrielles, leur but et leur nécessité, VII, 35. — Extrait de son livre sur la Question pénitentiaire, VII, 55.
- Robiquet** (M. Paul). Compte rendu d'une visite à l'Internat de M. Müller, II, 413; — de M. Groult, 420; — d'une visite à l'atelier de M^{me} G., III, 434. — Elu secrétaire du Comité des publications de la Société. — Membre de l'ancienne 4^{me} Commission locale. Rapport à M. le Préfet de police, X, 115. — Son étude sur l'origine et l'application de la loi du 19 mai 1874, 311. — Démission de ses fonctions de secrétaire du Comité des publications, XI, 473. — (Article de), sur la protection de l'Enfance ouvrière, notamment à Paris, 499. — Observations sur la nouvelle loi suisse, 694. — Rapport de la 6^{me} Commission locale, XII, 159. — (Article de), sur l'Ecole-Atelier, 188. — Rapport de la 6^{me} Commission locale, XIII, 65. — Président de la séance du 29 juin 1884 (7^e fête de l'enfance ouvrière). Son discours à cette occasion, XVII, 247.
- Roche** (M. Isid.), ingénieur civil, vice-président du Comité de placement. Rapport au nom du Comité de placement, sur les Pensions ou internats d'apprentis, XI, 134. — Lettre en réponse à celle de M. de Coulonge, 396. — (Rapport présenté par), au nom du Comité de placement des apprentis sur l'exercice 1878, XII, 28; — sur l'exercice 1879, XIII, 53; — sur l'exercice 1880, XIV, 43. — sur l'exercice 1881, XV, 29. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'exercice 1881, 93. — Rapport sur le placement des apprentis, exercice 1882 (par M.), XVI, 21. — Sur les travaux de la Commission des Récompenses et l'Organisation de la 6^e Fête, 34. — Son rapport sur la comptabilité de l'exercice 1883, 95. — Rapport sur les travaux du Comité de placement des apprentis en 1883, XVII, 28. — En 1884, XVIII, 141. — En 1885, XIX, 79. — Rapport sur les travaux de la Commission des récompenses, 277. — Rapport sur l'exercice 1886, travaux du Comité de placement, XX, 97. — Rapport sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XXI, 110.
- Roche** (M^{me} Eugénie), en religion sœur Saint-Augustin de la Présentation de la Vierge, fondatrice d'un cercle et d'un asile, pour les jeunes ouvrières et demoiselles employées dans le commerce, XI, 431.
- Roche** (Nécrologie sur M.), II, 19.
- ROCHE-GUYON** (La). Patronage dirigé par M. l'abbé Portier, I, 295.
- Rodanet**, président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. — (Voy. *Horlogerie*.)
- Rolland** (M.), directeur général des manufactures; vice-président en 1867, I, 37.
- ROLLIN** (Les apprentis du collège). I, 389. — (L'Œuvre du collège), IV, 24.
- Roquebert** (Nécrologie sur M. Jean-Jacques), II, 20.
- Rostaing** (M. Léon). Communication sur l'extension de la Société, VII, 415. — Conférences sur les Questions ouvrières, IX, 105, 208.
- Rothschild** (M. le baron James-Nathaniel de). Rapport sur les récompenses, le 19 juin 1870, IV, 10. — Vice-président en 1872, V, 8. — Membre du Conseil d'honneur, XII, 7.
- Rothschild** (M. le baron Edmond de). Sa lettre au Maire du IX^e arrondissement (Don de 100,000 francs, en vue de favoriser l'apprentissage), X, 398.
- ROUEN** (Rapport sur le travail des

- enfants, à), III, 54. — (Association de) pour prévenir les accidents de fabrique, XIV, 54. — Rapport à cette association sur l'exercice 1880-1881, XV, 120.
- ROUMANIE, projet de loi protectrice du travail, XX, 182.
- Roussel** (M. l'abbé), Directeur de l'*Œuvre des Apprentis orphelins*, à Paris-Auteuil, IX, 253.
- Roussel** (M. Théophile), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 116; VII, 253.
- Rouvenat** (M.). Sur les classes spéciales, V, 428. — (Nécrologie sur), VII, 564.
- Rouville** (M. de). Proposition pour l'Enseignement de la géographie, V, 244.
- RUILLÉ-SUR-LOIR (la communauté des sœurs de), VII, 387.
- RUSSIE (Fondation d'écoles professionnelles en), VI, 376. — L'industrie et les ouvriers en Russie, XIII, 463. — Avis du Conseil d'Etat de l'Empire (de), pour les mesures concernant le travail des enfants employés dans l'industrie, XV, 308; XVII, 236. — Les enfants travaillant dans l'industrie (en), 462. — Avis du Conseil de l'Empire sur le travail de nuit, XX, 256. — Institutions en faveur de l'enfance, XX, 296.
- S**
- SACRÉ-CŒUR (L'Œuvre du), à Beauvais (Oise), III, 90.
- Sahler** (A.) (Notice nécrologique sur M. le pasteur), VII, 475.
- SAINT-BRIEUC (Orphelinat des filles du Saint-Esprit, à), II, 359.
- SAINTE-CATHERINE (L'Œuvre de), à Lyon, I.
- SAINT-FOY (Colonie agricole de Dordogne). (Rapport de la), XII, 383.
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Sœurs de la Nativité, à). — Orphelinat de jeunes garçons, I, 291; II, 367.
- SAINT-LAURENT-SUR-SÈVRES (Vendée). (Orphelinat des filles de la Sagesse, fondé à), II, 341, 358.
- SAINT-LAZARE. — (Voy. *Libérées*.)
- Saint-Mauris** (M. René de). Études sur les Sociétés paternelles, fondée par les patrons, à Paris, I, 229.
- SAINT-NICOLAS (Œuvre de). — (Voy. *Œuvre*.)
- Saint-René-Taillandier** (M.). Discours à la séance du 18 juillet 1870, de la Société paternelle de l'Imprimerie, IV, 54.
- SAINT-VINCENT-DE-PAUL, I, 340. — (Orphelinat des sœurs de), II, 349.
- Sajou** (M. et M^{me}), directeurs d'un atelier de travail à l'aiguille, I, 147, 305.
- SALAIRES des enfants dans les diverses industries (Statistique des), par M. J. Lefort, VII, 143.
- Salicis** (M.), répétiteur à l'École polytechnique. Les Écoles professionnelles, VI, 335.
- Sallandrouze de Lamornaix** (Nécrologie de M. Charles-Jean), II, 20.
- Salle** (le vénérable Abbé de la); fondateur d'une École professionnelle, en 1668, I, 110.
- Salle** (M. Emile), son rapport sur les exécutions de la loi du 20 décembre 1874, XIV, 119.
- SALUBRITÉ DES ATELIERS (La), extrait du Rapport de la Commission des logements insalubres, XI, 669. — (Circulaire de M. le Préfet de police sur la), XIV, 66.
- Sarda** (Fabrique de velours de M.). I, 303. — (Rubanerie de M.), II, 390.
- SARDINES (L'histoire d'une boîte de), par M. Ernest Nussé, XV, 385.
- Saunier** (M. Claudius), vice-président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours à la séance du 3 mars 1877, V, 293.
- Saveney** (M. Edgar). Extrait de son article sur les vœux des ouvriers, II, 290.
- SAVOIE (Les Œuvres en faveur de l'Enfance, en), III, 275, 320.
- SAXE (Ecoles du soir pour les apprentis, en), V, 181.
- Say** (Léon), vice-président d'honneur de la Société, V, 7. — Rapport sur l'exécution de la loi du 19 mai 1874 en Seine-et-Oise, XV, 125. — Nommé président de la Société, XVIII, 4 et 8. — Son installation, 8.

- Allocution à la séance du 4 juillet 1886, 150.
- Son allocution à cette occasion, 18. Son allocution à la séance extraordinaire du 1^{er} juillet 1888, XXI, 245.
- SCHLESWIG-HOLSTEIN (L'apprentissage dans le), par M. Pierre Ch. Hapsen, XII, 394.
- Schneider** (M.), ancien président du Corps législatif, vice-président d'honneur en 1867, I, 35.
- Schœlcher** (M.), Rapport sur l'enfance abandonnée ou coupable en Angleterre, XV, 80.
- SCIERIES mécaniques (Lettre de M. J. Périn sur les accidents des), IX, 46, 578.
- SCIEURS DE LONG. (V. *Charpentiers*.)
- SCULPTURE (État de l'Enseignement technique de la), à Paris, V, 340.
- SÉANCES de la Société. — (Voy. *Société*.)
- SECOURS MUTUELS (Extension aux enfants des Sociétés de), II, 434. — (Sociétés de), pour protéger les apprentis, III, 108. — (Le Congrès des), XIV, 301. — La confrérie des compagnons cordonniers, XIX, 146.
- SEINE-ET-OISE (Œuvres et institutions de), III, 95. — La loi du 19 mai 1874, dans le département (de), XV, 125.
- SEINE-INFÉRIEURE (Rapport sur le travail des enfants, à la Société d'émulation de la), III, 444 à 467.
- Serstevens** (M. T.). Son rapport sur diverses pétitions, présentées à la Chambre belge, III, 126.
- Sérurier** (M. le C^{te}). Sa communication sur les enfants de l'imprimerie, III, 218. — Président de la Société paternelle des enfants de l'imprimerie, IV, 52. — Préside la séance d'inauguration du 18 juillet 1870.
- SERVICE ALIMENTAIRE des élèves des écoles communales : Rapport présenté à la délégation cantonale du XI^e arrondissement par M. Julien Hayem, XII, 51.
- SILÉSIE (Voy. *Inspection*.)
- Simon** (M. Jules). Discours sur l'instruction des enfants employés dans les manufactures, I, 252. — Discours à la distribution des prix des Fleurs et Plumes, XII, 196.
- Sivan** (M^{lle}), à Bordeaux (Maison de), II, 331. — (Note sur l'Établissement de), 376.
- Smiles** (M. Samuel). Son ouvrage : la *Vie de Stephenson*, III, 40.
- SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES. — Influence sur l'apprentissage, XVII, 376.
- SOCIÉTÉ d'apprentissage des jeunes orphelins, XV, 286. (Distribution de prix), XVII, 199. *Idem*, 1885, XVIII, 205. *Idem*, 1886, XIX, 104. — Préceptes appris à ses apprentis, 268. — Distribution des prix en 1887, XX, 130.
- SOCIÉTÉ DE PROTECTION DE L'ENFANCE OUVRIÈRE A TROYES. (Voy. *Troyes*.)
- SOCIÉTÉ des Amis de l'enfance, I, 222, 287. — Fonde la *Maison de famille*, II, 261.
- SOCIÉTÉ des Amis de l'instruction populaire de Mulhouse (Statuts et actes de la), IV, 81.
- SOCIÉTÉ des Artistes dramatiques, IV, 23.
- SOCIÉTÉ d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure (Rapport de M. Allard à la), III, 444 à 467.
- SOCIÉTÉ d'encouragement au bien (Séance de la), dirigée par M. Honoré Arnoul, V, 247 ; VI, 421.
- SOCIÉTÉ d'encouragement de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie, X, 256. — Reconnue comme établissement d'utilité publique, 265. — (Statuts de la), 266.
- SOCIÉTÉ d'encouragement des ouvriers. — Lettre de M. Fougereuse, entrepreneur de travaux publics, XI, 107.
- SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION aux bénéfices, formée pour faciliter l'étude pratique des diverses méthodes de participation du personnel dans les bénéfices de l'entreprise, XII, 301.
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS (Constitution de la), X, 186.
- SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE de Mulhouse. Ses vœux, en forme de projet de loi sur le travail des enfants, III, 297.
- SOCIÉTÉ DE L'ORPHELINAT de LA SEINE (Assemblée générale de la), XI, 288.
- SOCIÉTÉ de tempérance, XI, 291.
- SOCIÉTÉ d'instruction professionnelle

et artistique de la carrosserie, XV, 147. — Distribution de prix, XVI 149. — *Idem*, 1885, XVIII, 204, *Idem*, 1886, XIX, 104, notice XX, 47

SOCIÉTÉ générale pour le patronage des libérés ; But, XI, 289, 556.

SOCIÉTÉ de patronage des Alsaciens-Lorrains. Son but, XI, 288.

SOCIÉTÉ d'instruction primaire, à Lyon, IV, 72.

SOCIÉTÉS PATERNELLES fondées par les patrons (Etudes sur les) ; par M. de Saint-Mauris, I, 229. — (Distribution de récompenses aux), II, 145. — (Situation, en 1868, des), 274.

SOCIÉTÉ de prévoyance et de secours mutuels de la maison Leclaire. — Banquet du 11 mars 1877, X 189.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES. — (Séance préparatoire de la), I, 32. — Statuts provisoires, 33. — (Conseil de la), 35. — (Comités de la), 36. — (Commissions de la), 37. — (Séance d'inauguration de la), I, 45. — Compte rendu financier, 60, 61. — (Réception par l'impératrice Eugénie d'une députation de la), 99. — Séance du 10 septembre 1867, 183. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (27 octobre 1867), 271. — Séance du 12 décembre 1867, 314. — (Mention de la) dans l'exposé de la situation de l'Empire, 361. — Séance du 23 février 1868, II, 3. — Compte rendu financier, 12. — Séances du 25 mai, 179 ; du 9 juin, 194. — Reconnue comme établissement d'utilité publique. Décret 175. — (Subvention accordée à la), 179. — Séance du 19 juin, 209. — (Vœux exprimés par la), 523. — Séance solennelle du 27 décembre 1868, 319. — Distribution des récompenses, 331. — (Les Sociétés de secours mutuels et la), 434. — Séance du 20 mars 1869, III, 3. — (Allocation, par la ville de Paris, à la), 106. — Séance du 12 juin 1869, 158. — Statuts, 487. — (Propagande pour relever l'âge des apprentis, organisée par la), 489. — (Ecrits fixant l'âge des apprentis, mis à la disposition des industriels par la), *ibid.* — Séance générale du 19 juin 1870, IV, 3. — Réunion du 6 août 1871, 105 ; du 8 novembre 1870, 114. —

Assemblée générale du 23 décembre 1871, V, 6. — Exposé financier, pour 1871, 12. — Séance générale du 8 février 1872, 33. — Sa situation et son *Bulletin* en 1872, 3. — (Propagande pour accroître les souscripteurs perpétuels de la), 31, 34. — (Comités annexes de la), 35. — (Lettre du Ministre de l'Inst. publ. accordant une subvention à la), 89. — (Lettre du Min. du Commerce accordant une subvention à la), 90. — Séance générale du 4 avril 1872, 165 ; du 2 mai, 183 ; du 6 juin, 251. — (Compte rendu financier trimestriel de la), 91. — (Allocation de la ville de Paris à la), 251. — (Compte rendu financier de la), 91, 263. — (Dondumin. de l'Intérieur à la), 331. — Compte rendu financier, 348, 459. — Séance du 7 novembre 1872, V, 431. — Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1873, VI, 5 ; — du 6 mars 1873, discussion sur la loi du travail des enfants, 345 ; — du 1^{er} mai 1873, 381. — Demande un traité international pour le travail des enfants, 350, 386. — Compte rendu financier. 388. — Obtient un diplôme de mérite à Vienne, 428. — Séance du 3 juillet 1873, 428 ; du 6 novembre 1873, 457 ; — (allocation par les Ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture à la), 457. — Instructions pour les membres correspondants, VI, 530. — Séance du 8 janvier 1874, VII 11. — Note sur son but, 5. — Souscripteurs perpétuels, 7. — Du 5 mars 1874, 105. — Procès-verbal de la séance du 5 mai 1874, 193. — Listes de ses récompenses, 199. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (5 juillet 1874), 357. — Procès-verbal de la séance du 2 juillet, 411. — Rapport financier pour 1872 et 1873, par M. Bérard, 418. — Procès-verbal de la séance du 5 nov. 1874, 481. — (Allocation par la ville de Paris et par le ministère de l'Intér. à la), 481. — Compte rendu financier, 12, 488. — Séance du 6 janv. 1875, VIII, 5. — Compte rendu financier, 2. — Séance du 4 mars, 65 ; — du 3 mai 1875, 161. — Séance de réunion avec les Inspecteurs, 164. — Rapport financier pour 1874, 171. — Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 1875, 325 ; — du 4 novembre 1875, 413. — Liste de ses récompenses, 543,

— Séance du 6 janvier 1876, IX, 5; du 2 mars, 117. — Distribution des récompenses pour l'année 1876, 229. — Séance du 4 mai, 285. — Séance du 6 juillet, 365. — du 2 novembre, 521. — Rapport financier pour 1875, 375. — Séances du 4 janvier 1877, X, 5; — du 1^{er} mars, 97; — du 3 mai, 193; — du 5 juillet, 313; — du 8 novembre, 405. — (Etat financier de la), 316. — Rapport des censeurs, pour l'année 1876, 326. — (Voy. *Statuts*.) — Participation à l'Exposition universelle de 1868, IX, 528. — (Allocation de M. le Ministre de l'Instruction publique à la), X, 129. — Séances du 3 janvier 1878, XI, 11; — du 7 mars 1878, 129. — (Allocation de M. le proviseur du Lycée Louis-le-Grand), 130. — Séance du 2 mai 1878, 301. — Séance du 6 juin 1878, 315. — Séance du 4 juillet 1878, 473. — Liste des récompenses décernées en 1878, 478. — Rapport des censeurs pour l'année 1877, 482. — Etat financier, 487. — Séance du 7 novembre 1878, 569. — Diplôme d'honneur décerné à la Société par M. le Ministre de l'Intérieur, XII, 5. — Séance du 9 janvier 1879, XII, 6. — Décision qui réduit les séances de la Société à quatre par an, et rend la publication de son Bulletin trimestrielle. — Séance du 3 avril 1879, 97. — Séance du 3 juillet 1879, 313. — Compte rendu financier de l'année 1878, 321. — Séance du 6 nov. 1879, 409. — Programme des prix à décerner en 1880 à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 5. — Séance du 15 janv. 1880, 11; — du 8 avril 1880, 112. — Compte rendu de la distribution des récompenses de la 5^e fête de l'enfance ouvrière, 229. — Rapport sur l'exercice 1879-1880 de la Société et des récompenses qu'elle décerne, 232. — Allocation de M. le Président de la Société, 256. — Séance du 1^{er} juillet 1880, 305. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, 315. — Séance du 4 novembre 1880, 389. — Réimpression des statuts, XIV, 5. — Séance du 13 janvier 1881, 7. — Elections *ibid.* — Rapport des censeurs sur l'exercice 1880, 18. — Séance du 7 avril 1881, 113. — Ordre du jour sur l'inexécution de

la loi du 20 décembre 1894, 117. — Circulaire de la Société à MM. les Présidents de la Caisse des Ecoles, 134. — Séance du 7 juillet 1881, 217. — Séance du 3 novembre 1881, 305. — Programme des prix à décerner en 1882 à la 6^e fête de l'enfance ouvrière XV, 5. — Séance du 5 janvier 1882, 11. — Séance du 20 avril 1882, 89. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'exercice de 1881, 93. — Séance extraordinaire du 30 juillet 1882, distribution des récompenses, 185. — Allocation de M. Dumas, président, 187. — Rapport de M. Léon Renault, secrétaire général, 191. — Allocation de M. de Bouteiller, délégué du conseil municipal, 207. — Séance du 6 juillet 1882, 255. — Séance du 9 novembre 1882, 321. — Séance du 11 janvier 1883, XVI, 5. — Du 5 avril 1883, 89. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1883, 95. — Séance du 5 juillet 1883, 173. — Séance du 8 novembre 1883, 253. — Médaille d'or obtenue à l'exposition Internationale d'Amsterdam (1883), 251, 255. — Programme de la 7^e fête de l'enfance ouvrière, XVII, 5. — Séance du 10 janvier 1884, 11. — Rapport des censeurs sur l'exercice 1884, 13. — Séance du 3 avril 1884, 119. — Séance extraordinaire du 29 juin 1884, 245. — Discours de M. Jules Simon, président, 247. — Rapport de M. Léon Renault, 256. — Liste des lauréats, 267. — Séance ordinaire du 10 juillet 1884. — Séance du 13 novembre 1884, 389. — Rapport de la Commission des récompenses, 393. — Du 8 janvier 1885, XVIII, p. 5. — Séance extraordinaire du 26 février 1885, 8. — Allocation de M. Renault, 9. — De M. Say, installé comme Président, 18. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1884, 24. — Séance ordinaire du 30 avril 1885, 101. — Séance ordinaire du 16 juillet 1885, 213. — Séance ordinaire du 5 novembre 1885, 305. — Programme de la 8^e fête de l'enfance ouvrière, XIX, 5. — Séance ordinaire du 14 janvier 1886, 11. — Rapport des censeurs sur l'exercice 1885, 14. — Projet de budget, 19. — Séance ordinaire du 8 avril 1886, 65. — Séance extraordinaire du 4 juillet 1886, 149. — Allocation de M. Léon Say, 150. — Rapport de

- M. Léon Renault**, 154. — Liste des lauréats, 163. — Séance ordinaire du 22 juillet 1886, 231. — Séance ordinaire du 11 novembre 1886, 273. — Rapport de la Commission des Récompenses, 277. — Séance du 13 janvier 1887, XX, 5. — Rapport des censeurs sur l'exercice 1886, 8. — Rapport des délégués de la Société au Congrès des Chambres syndicales, 12. — Séance du 21 avril 1887, 89. — Séance du 21 juillet 1887, 185. — Séance du 10 novembre 1887, 261. — Séance du 12 janvier 1887 XXI, 11. — Rapport des censeurs sur les finances, 13. — Projet de budget, 17. — Séance du 19 avril 1888, 98. — Subventions, 98. — Séance extraordinaire du 1^{er} juillet 1888, 241. — Allocution de M. L. Say, 245. — Rapport de M. Léon Renault, 258. — Liste des lauréats, 271. — Commentaire sur les dangers du laminage des verges de tréfilerie, par M. P. Bérard, 243. — Séance du 9 août, 341.
- SOCIÉTÉ de protection et de placement des apprentis du XIII^e arrondissement**, XV, 150.
- SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL** (Patronages de la), I, 220, 286.
- SOCIÉTÉ pour l'Instruction professionnelle des femmes**, XVI, 340.
- SEURS BLEUES** (Maisons des), II, 367.
- SEURS DE MARIE-AUXILIATRICE**. — Leur internat d'apprenties, IX, 329.
- SEURS fidèles compagnes de Jésus**. — Leur orphelinat, IX, 509.
- SEURS de Saint-Vincent-de-Paul**. (Patronages dirigés par les), I, 218.
- SOIE** (Jeunes ouvrières employées, à Lyon, au dévidage de la), III, 3.
- Sommier** (Nécrologie de M. Pierre Alexandre), II, 22.
- SOURDS-MUETS**. Œuvre des sourds-muets, de Bourg-la-Reine, II, 335. — (Atelier de lingerie, au Puy, pour les) 335. — Etablissement de), à Chambéry, III, 275. — (Maison protestante, établie dans le Gard, pour les), IV, 25. — (Société pour les publications, à l'usage des), X, 99. Les apprenties sourdes-muettes de Lyon, XVI, 294, leur distribution de prix, XIX, 323.
- Spuller** (M.), député. Discours à la Distribution des prix de l'école de Dessin, de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation, XII, 73.
- Sriber** (M. Alphonse). Article sur l'inspection du travail des enfants et des femmes, dans les manufactures anglaises, III, 11. — Rapport sur la comptabilité de la Société en 1887 et projet de budget pour 1888, XXI, 13.
- STATUTS provisoires**, lors de la fondation de la Société, I, 33. — (Approbation des), II, 176. — (Modification aux), IV, 34.
- Steinheil** (M.), I, 305. — (École d'apprentis de M.), 331.
- Stephenson** (La vie des), par Samue Smiles, III, 40.
- STRASBOURG** (École israélite des *Arts et Métiers*, de), I, 285. — Union chrétienne, II, 334. — (Sœurs de la Croix, à), II, 365.
- SUBLIME** (le), ou le Travailleur en 1870, étude sur l'apprentissage, V, 359.
- SUCRERIES** (Travail des enfants dans les), II, 245. — (Accident à un enfant employé dans une), XII, 142. — V. *Travail des enfants*.
- SUÈDE** (Note sur l'apprentissage, en), III, 473. — (Le travail des enfants en), X, 171. — (L'instruction industrielle en), XIII, 105. — Ordonnance du 18 novembre 1881 sur l'emploi des mineurs dans l'industrie, XVI, 159. — Loi sur le travail de nuit des enfants en Suède, XIX, 366.
- SUISSE** (Enquête sur le travail des enfants en), III, 313. — Législation du canton de Zurich, 469; de la ville de Bâle, 471. — (L'instruction primaire en), VI, 452. — (Sur le repos du dimanche en), VII, 93. — (Le travail des enfants en), 345, 457. — Une école d'horlogerie, à Genève, VIII, 141. — Loi fédérale des 19-23 mars 1877, 3 décembre 1877, concernant le travail dans les fabriques. Observations de M. Robiquet sur la nouvelle loi, 694. — L'enfance abandonnée (en) XV, 80. — Loi protectrice du travail des femmes, XX, 175. — Assurance contre les accidents, 297. — Cours publics des classes ouvrières XXI, 93.
- SURCHARGE**. (V. *Enfants, Surcharges*.)
- SURVEILLANCE MATERNELLE** (Maison de), à Lyon, III, 88.
- SURVEILLANT** (Rôle du), dans les Pensions d'apprentis, I, 73.
- Suzainnecourt** (C^{ie} de), fondateur

de la colonie de Gentilly, près Nancy, III, 439.

SYDNEY (Australie). (Exposition de), XII 309.

T

TABAC, ses effets chez les enfants, IV, 48. — (Décret rendu par le Conseil d'Unterwalden (Suisse), contre l'usage du), IV, 50.

TABLETTERIE (Projet d'école d'apprentis par la Chambre syndicale de la), VII, 92; IX, 323. — (Chambre syndicale de la), X, 161.

Taborin (L'apprentissage dans les ateliers de M.), I, 386; I, 309.

TAILLE des Diamants (La), XIV, 299.

TAILLEURS, l'École professionnelle des apprentis, XV, 278. (V. *Chambres syndicales, écoles professionnelles*).

Talbert (M.). Œuvre des apprentis, au collège Rollin, à Paris, IV, 24.

Tallon (M. Eugène), avocat général à la cour de Lyon, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, ancien député. — Rapport sur la proposition de loi du travail des enfants, V, 203; — Observations sur ce rapport, 264. — Ses discours, 457; VI, 24, 70 et 153; VII, 228. — Mention spéciale de reconnaissance, VII, 385. — Livre sur la *Vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89. — Président du Comité judiciaire, 118. — *Manuel pratique pour l'application de la loi du 19 mai 1874*, sur le travail des Enfants employés dans l'industrie, 212. — Rapport sur l'exercice 1877-78 de la Société, à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, XI, 412. — Les anciennes Corporations d'arts et métiers, à Lyon. (Discours prononcés par), à l'audience de rentrée de la Cour d'appel, 685. — Observations sur le travail de nuit des enfants dans les mines XV, 102. — Note sur l'application de l'art. 12 de la loi de 1874 et l'emploi des mineurs aux métiers de tissage à la main comme producteurs de force motrice, XVI, 104. — Article bibliographique sur la 3^e édition de son manuel, XVIII, 93.

TAPISSIERS (Communication de la Chambre syndicale des), VII, 165. — (Statuts du Patronage des), 532.

— (Chambre des), IX, 354. Distribution des prix de leur patronage, XVIII, 264. — Les Tapisseries de Paris et leur patronage industriel, par M. Nusse, 364. — Prix, XIX, 256. — Patronage des apprentis tapisseries, XX, 46.

TEINTURERIE de soie (Rapport sur la de M. Gilet-Piéton, à Lyon, I, 337.)

Teisserenc de Bort (M.). — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 199. — (Discours de), à la Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 408.

TEMPÉRANCE (Société française de), VIII, 53; IX, 215.

THÉÂTRE. Rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes (au), par M. Faustin-Hélie, XVIII, 302. — Enfants dans les cafés-concerts, XIX, 59. — Motion de M. Chabert au conseil municipal, 268. — Figurantes de l'Eden-Théâtre, XX, 87.

Thénard (M. Arnould). Rapport sur la teinturerie de M. Gilet-Piéton, I, 337. — Étude sur l'état matériel et moral des jeunes ouvriers, à Lyon, III, 3 à 10. — Note sur le Patronage des apprentis étrangers, III, 398.

Thiriez (MM.), à Esquermes, Lille, I, 308. — Organisation de l'apprentissage dans leurs filatures, IX, 335-257.

Thomas (M.). Rapport sur les travaux de la Commission des récompenses, t. XVII, p. 393. — Histoire du Comité des accidents de fabrique, son but, ses essais de Statistique, XVIII, 154.

Thorel (M.), conseiller municipal Paris, délégué cantonal, IV, 27.

TISSAGE (École théorique et pratique de), à Mulhouse, I, 132. Emploi des enfants et filles mineures dans les ateliers (de) par M. Tallon, XVI, 104. Rapport sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 37. — Son apprentissage à Roanne, XIX, 63. — École (de), à Philadelphie, XX, 176.

TISSEURS (Ouvriers, de Lyon), leurs cours professionnels, XVII, 364.

Tonnellé (M^{me}), et son fils, Alfred Tonnellé. Fondation de leur Maison d'apprentis, à Tours, I, 86. — (Règlement de la Maison d'apprentis, établie à Tours par M.), II, 277.

Topart (M.), vice-président de la

Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation. Son discours, X, 374.

TOUAGE de la Seine, caisse de prévoyance de la Compagnie, IX, 193.

TOULOUSE (Organisation des apprentis à), IX, 140. — (Distribution des prix, à), 562.

Tournier (M.). — Son rapport sur les exercices de dislocation XIV, 324. — Rapport sur la question de savoir si le travail de nuit de l'enfant dans les mines est licite, XV, 20.

TOURS (Fabrique de M. Albert Durand à), I, 303. — Œuvre du Patronage de N.-D.-la-Riche, I, 294. — (Sœurs de la Présentation, à), II, 365.

Trapp (M.), I, 306. — Son École d'apprentis à Mulhouse, 378.

TRAVAIL (Enquête sur les conditions du), VIII, 486. — (Durée de) dans les manufactures, XIV, 403. — Rapport sur la durée du travail industriel, XV, 24. — Manuel du congrès des instituteurs du Havre, XIX, 61. — Manuel du congrès de Rouen, 252. — Manuel, 267. — Commission (du), en Belgique, XX, 183. — Législation protectrice (du), en Roumanie, 182.

TRAVAIL DES ENFANTS. En Angleterre, I, 259. — (Réponses de la Commission de Mulhouse sur le), I, 363. — Discours de M. Wolowski, les 14 et 17 avril 1868, au Conservatoire des arts et métiers, II, 91 à 125. — Inconvénients du travail prématuré et prolongé, lettre de M. Goldenberg, 129 à 143. — (Discussion préparatoire à la loi sur le), 184 à 258. — Considéré au point de vue de l'économie sociale, III, 118. — Devant le Parlement belge, 120. — Devant la jurisprudence, étude de M. J. Périn, 183. — (Vœux de la Soc. ind. de Mulhouse sur le), 297. — (Rapport à la Société de la Seine-Inférieure sur le), 444 à 467. — (La réforme du), par M. Houget, 481. — (Projet de loi sur le), V, 22, 39, 92. — (Étude médico-chirurgicale sur le), par M. A. Robin, V, 54. — (Projet de loi sur le), V, 205, 264. — (Règlement sur le), 277. — (Observations de M. Descottes sur le), 347. — (Délibération de l'Assemblée nationale sur le), 438. — (Société du), 478. — (Discussion à l'Assemblée nationale (2^e lecture), de la loi sur le), VI, 14 à 316. —

Quelques réflexions sur cette loi, par M. le Dr Marjolin, VI, 317. — Discussion sur la même loi, VI, 345. — (Article sur la loi du), VII, 208. — (3^e délibération à l'Assemblée nationale, de la loi sur le), 216 à 304. — (Texte de la loi sur le), 305. — Commission supérieure chargée de l'application de la loi, 428. — (Lettre de M. Louis Blanc sur la question du), 429. — (Questionnaire relatif à la loi sur le), 505. — (Actes de la Sous-Commission nommée en exécution de la loi sur le), VIII, 78. — (Revue des diverses industries, questionnaire relatif à la loi sur le), 85. — Emploi des enfants au-dessous de 12 ans, 96. — Emploi des enfants dans les travaux souterrains, 184. — (Règlements d'administration sur le), 192. — *Idem* sur le travail fatigant ou dangereux, 230. — *Idem* sur le travail insalubre, 248. — Établissements dans lesquels le travail des enfants est interdit, 251 et suiv. — Instruction sur le travail et sur l'instruction primaire, 341. — (Inspection du), 399. — Documents relatifs à la loi sur le), 420. — (Rapport de M. Dumas sur le), IX, 13. — (Conférence sur les conditions du), 105, 208. — (Voy. Lois.) Dans l'arrachage de la betterave, les sucreries et les accidents les plus fréquents dans ces industries, par MM. E. Nusse et J. Périn, XI, 671. — (Frais d'inspection du), XII, 443. — (Rapports des commissions locales avec MM. les inspecteurs du), 444. — Circulaire de M. le Ministre du Commerce sur le), XIV, 153. — Interdiction (du) dans certaines industries dangereuses, décret du 31 octobre 1882, XV, 362. — Interdiction de l'emploi de certains mineurs comme producteurs de force motrice, décret du 31 octobre 1882, 363. — Dans le tirage ou le délisage des chiffons, 363. — Dans la traction des fardeaux, 364. — Dans les ateliers d'où se dégage la poussière, 365. — Dans les chantiers de couvreurs et de plombiers, 366. — Observations de la XIX^e Commission locale sur la réglementation de l'emploi des enfants dans les ateliers dits de force motrice, XVI, 49. — Dans l'industrie à New-York, 150. — Décret sur la surcharge des enfants français, 194. — Canada, projet de loi sur la législation ouvrière

(et le), 285, en Russie, XVII, 462. — Travail des enfants dans les mines, par M. E. Nusse, XIX, 327. — dans l'étirage de la verge de tréfilerie, par M. E. Bérard, 357. — Loi autrichienne sur le travail des enfants dans les mines, XIX, 365. — Dans les verreries, par M. P. Bérard, XX, 51. — Repos du dimanche dans les verreries, par M. Léon Durassier, XX, 223. — (V. *Enfants surchargés*.)

TRAVAIL DE NUIT pour les enfants (discussion sur le), II, 202. — (Enquête et règlement d'administration sur le), VIII, 192. — Décret du Ministre du Commerce, relatif au travail de nuit et du dimanche, XI, 159. — Industrie non comprise dans celles spécifiées au décret des 22-24 mai 1825, XII, 157. — Est-il licite dans les mines? Rapport de M. Tournier, XV, 20. — Jurisprudence, 28. — Observations de M. E. Tallon sur le travail de nuit des enfants dans les mines. 102. — Arrêt de Cassation, 107. — Travail de nuit des enfants en Suède, XIX, 336. — En Russie, XX, 256.

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS (Fondation de la Société d'encouragement des), V, 86.

TRAVAUX FATIGANTS OU DANGEREUX (Règlement d'administration sur les), VIII, 230, 248. — Application de l'art. 12 de la loi, emploi des enfants dans les métiers de tissage, par M. E. Tallon, XVI, 104. — Décret prohibant ces travaux, 284. — Rapport de M. P. Bérard sur l'emploi des enfants dans l'industrie du tissage à la main, XVII, 37. — Décret sur cet emploi, 47. — Rapport de M. P. Bérard sur la nécessité de prohiber le travail des enfants dans les professions de plombiers-couvreurs, XVI, 278.

Tresca (M.). Observations sur les accidents de fabrique, III, 376.

Trévoux (École de M.), à Lyon, III, 86.

TROYES. Patronage d'apprentis, fondé par M. l'abbé Tridon, I, 292. — Société de protection de l'enfance ouvrière, statuts, XIV, 88. — (Voy. *Commission locale*.) — Inauguration de la Société de protection de l'enfance ouvrière de), XIV, 383. — Conférences de cette Société, XV, 87, 310. — (L'Orphelinat de Saint-Martin-des-Vignes à), 143. — (Extrait

du rapport de la Commission locale de) pour 1882, 270. Concours entre les enfants (de), travaillant dans l'industrie, XVI, 85. — Compte rendu des récompenses (1883), 342. — Distribution des prix, 1884, XVII, 357. id. XVIII, 265. — Rapport de la commission locale (de) XIX, 307. — Distribution de prix, 323.

Turney (M. R.), trésorier de l'Assistance des Fleurs et Plumes; rapports, VI, 404, 513. — Secrétaire du Syndicat général; rapports, VII, 315; — VIII, 524; — IX, 258. — Président de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, XII, 70. — Lettre sur un cas d'inobservation de la loi de 1874, 375.

Turquetil (M. Jules). Sur l'inspection du travail, II, 224. — Lettre sur la loi de travail des enfants, V, 200.

TUTELLE (Ouverture de la). Maison d'apprentis, fondée par M. Piver, I, 175. — Visitée par le min. de l'Instr. publ., II, 258. — Pensions d'apprentis, conditions, VIII, 472; IX, 327. — La Question des Tutelles, XII, 52. Arrêté du 22 Prairial an V sur (la) d'office, XVIII, 227. V. *Pupilles*.

TyPOGRAPHES (École professionnelle, fondée par M. Chaix pour les), notices et conditions, I, 173; VI, 480. — Formules et tableaux de comptabilité, 496. — Distribution des prix, 503. — (L'apprentissage et projet d'une maison d'apprentis de), V, 224 à 240. — (Atelier d'instruction de M. Claye, pour les), II, 221; V, 369. — (École professionn. de), 474. — Documents relatifs à cette école, VI, 479. — Distributions des prix école Chaix, VII, 523; VIII, 455; X, 396; XI, 545; XII, 403, 451; XVI, 80; XVII, 381; XVIII, 67, 363; XIX, 323.

U

Union française pour la réforme des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, XX, 258.

V

VACANCES. — (Voy. *Enfants*.)

VAGABONDAGE (Enquête sur les moyens de prévenir le), VII, 31, 112. — (Rapport sur les causes du), par

- M. Marjolin, 119 — (Cas de), 347-
(Le) et le Dépôt de la Préfec-
ture de police, XI, 109. — Arresta-
tion de vagabonds, XII, 307. — Le
petit vagabond du pays de Caux,
XIII, 434.
- VALENCE (Drôme), (Orphelinat de),
I, 289.
- Valroger (M^{lle} de), à Caen (Bar-
nière à la Maison de), II, 331. —
Note sur cette même maison, 376.
- Vavasseur (M.), avocat à la Cour
d'appel. — Discours sur la respon-
sabilité des accidents de fabrique,
XIV, 121. — Réponse à ce discours
par M. Nusse, 311.
- VERGE DE TRÉFILERIE (Le travail des
enfants à la), par M. P. Bérard, XIX,
357.
- VERRERIES ET CRISTALLERIES. Verre-
rie de M. Boissière, I, 303. —
(L'enfant dans les), I, 350. —
(Règlements intérieurs de plu-
sieurs), II, 465. — (Règlements
des enfants dans les), III, 111.
— (Travail des enfants dans les),
III, 442. — (Situation des enfants
dans les), par M. Dubois, IV, 46. —
(Emploi des enfants dans l'industrie
de la), V, 335. — (Orphelinat de
Saint-Joseph, au Bourget, pour les
apprentis de la), VI, 374. — (Exposé
fait aux membres de la Commission
par la Chambre syndicale de la),
VI, 390. — (Rapport de M. Marjolin
sur l'Orphelinat du Bourget, pour
les enfants de la), 410. — Con-
férence de M. P. Bérard sur l'ap-
plication de la loi du 19 mars 1874
au travail des enfants employés
dans la verrerie, et sur le soufflage
mécanique, XVII, 123. — (Travail
des enfants dans les), par M. P. Bé-
rard, XX, 51. — Repos du dimanche
(dans les), par M. Léon Durassier,
XX, 223. — (Voy. Céramique, Cris-
talleries, Folembroy.)
- VERSAILLES (L'Orphelinat de), I, 287.
— (Asile maternel de M^{lle} Portz, à),
I, 293; III, 95. — (Statuts de la
Caisse des écoles de), III, 422. —
(Société de la Caisse des écoles, à),
IV, 90.
- VERVIERS (Belgique). (Association pour
la réforme en faveur des enfants
à), III, 306.
- VESTIAIRES (But de l'Œuvre des), VII,
184.
- Vever (M.), président de la Chambre
syndicale de la Bijouterie, Joail-
lerie et Orfèvrerie. Discours, X,
362.
- VIDALON-LES-ANNONAY (Papeterie de),
II, 405; V, 476.
- VIENNE (L'*Athenæum* de), VI, 451. —
(Rapport sur l'Enseignement pri-
maire, à l'Exposition de), par
M. Buisson, IX, 48¹.
- VILLE DE PARIS. — (Voyez *Paris*.)
- Villeminot (Règlement de la manu-
facture de M. Jouanny), II, 309.
- Vilpède et Gamba, I, 308. —
(Ateliers de MM.), II, 266.
- Viollet-le-Duc (M.). Sa conférence
sur l'enseignement des arts du
Dessin, X, 172.
- VISITES du Ministre de l'Instr. pub.
à divers établissements industriels :
Chaix, etc., II, 258.
- VIZILLE (Manufacture de M. Durand
à), I, 302. — (Note sur la même)
II, 391.
- VŒUX exprimés par la Société de pro-
tection, et présentés au Ministre,
II, 253; — des Délégations ou-
vrières, sur les apprentis, 290.

W

Wickham (M. Georges), président de
la Ch. syndic. des Instruments et
Appareils de l'art médical. —
Observations au sujet du Musée
de M. Twining de Twickenham,
XII, 308. — Biographie de George
Moore, XV, 316. — L'enseignement
technique à l'étranger, XVIII, 91.

Wolf (M.), École d'apprentissage,
I, 174.

Wolowski (M.). Rapport sur une
médaille à décerner, II, 23. — Le
travail des enfants dans les ma-
nufactures, cours d'économie poli-
tique au Conservatoire des arts et
métiers, leçons des 14 et 17 avril
1868, II, 91. — Vice-président
d'honneur de la Société, V, 7. —
Son discours sur la loi du travail
des enfants, VI, 171.

WORKHOUSE. (Établissements de cou-
ture), VI, 451.

Z

ZURICH (Législation relative aux en-
fants dans le canton de), III,

LISTE GÉNÉRALE

DES

MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

MEMBRES PERPÉTUELS (FONDATEURS)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ;
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ;
M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ;
LA VILLE DE PARIS.

Abadie, fabricant, à Paris. Adelson-Monteaux, propriétaire. Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord). Agard (Michel), à Marseille. Alamagny, fr., à Saint-Chamond (Loire). Albert, négociant, à Paris. Andreeff (E.), professeur à l'Institut agricole, à Saint-Petersbourg (Russie). Archino-Valenti, à Paris. Arlès-Dufour, négociant. Asile (l') de Vincennes. Aubert, à Lisleux. Aubert (L.), à Nancy. Auger, propriétaire, à Paris. A. ... Backer, inspecteur général du travail des enfants dans les manufactures, à Londres. Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen. Barreswil (feu), ancien secrétaire de la Société de protection. Barreswil (M^{me}). Baude, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris. Bellay (M. de), à Paris. Bérard (P.), trésorier de la Société de protection. Berger (H.), à Montbéliard. Berteaux, à Paris. Berthier, ancien président de la Chambre de commerce, à Paris. Bertrand, ingénieur civil, à Paris. Bessan, dir. de la Belle-Jardinière, à Paris. Besson (le docteur Eug.), à Paris. Bigo-Danel, imprimeur, à Lille.	Bixio, libraire-éditeur, à Paris. Blache (le docteur), à Paris. Blanche, manufacturier, à Puteaux. Blanzy, à Boulogne (Pas-de-Calais). Boissière, maître verrier, au Gast (Orne). Bollaert, agent général des mines de Lens (Pas-de-Calais). Boucicaut (M^{me}), négociant, à Paris. Boulenger, à Choisy-le-Roi. Brault, maître de forges. Bréant, fabricant de châles, à Paris. Brenot (M^{me}), à Paris. Butenval (comte de). Cacheux, ingénieur à Paris. Cahen, d'Anvers, banquier, à Paris. Gail, constructeur-mécanicien, à Paris. Carcenac, maire du 11^e arrt, à Paris. Cartier-Bresson fils, à Paris. Cartier-Bresson (C.), à Paris. Cartier-Bresson (J.), à Paris. Cary, négociant, à Paris. Chabert (J.), à Chomérac. Chaix, imprimeur-typographe, à Paris. Chambre des notaires, à Paris. Chambre syndicale du caoutchouc, à Paris. Champonnois, ingénieur civil, à Paris. Chapuis de Montlaville, à Saint-Étienne. Charbonneau et C^{ie}, maîtres-verriers, à Flaviac. Charlier, à Paris. Chartreux (les) de la Gr.-Chartreuse. Chiris (E.), à Grasse. Chiris (S.), à Grasse. Cliff, fabricant, à Saint-Quehtin.
---	---

(1) Les noms des *Membres perpétuels* figurent également sur la *Liste générale des Sociétaires* ci-après :

Clotilde (la princesse).
Colombet, fabricant, à Saint-Étienne.
Collège Rollin (le), à Paris.
Collesson, négociant, à Paris.
Commission locale du VI^e arrondissement, à Paris.
Commission locale du VIII^e arrondissement de Paris (n^o 14 hommes).
Compagnie des forges du Creusot.
Compagnie générale marit., à Paris.
Compagnie des mines de Vicoigne-Neux (Pas-de-Calais).
Courcy (de), dir. Comp. d'assur. gén.
Couturier, à Vizille (Isère).
Crochard (M^{me}), à Paris.
Cuvillier, négociant, à Paris.
Damon, négociant, à Paris.
Daubresse, directeur des mines de Carvin (Pas-de-Calais).
Davanne, chimiste, à Paris.
Delafoy (Laurent), à Argenteuil.
Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
Delaporte (Georges), ingénieur, à Tarare.
Délérat (Emile), à Versailles.
Delicourt, à Paris.
Delori et C^{ie}, à Andres.
Depresle, à Paris.
Deschiens, constructeur-mécanicien, à Paris.
Desfontaines, horloger, à Paris.
Dheur, à Paris.
Dietsch, à Liepvre (Haut-Rhin).
Dollfus (Jean), à Mulhouse.
Dommartin, à Paris.
Donon, avenue Gabrielle, 42.
Dorvault, directeur de la Pharmacie centrale, à Paris.
Drouin, négociant en droguerie, à Paris.
Du Boys, notaire, à Paris.
Dubrunfaut, chimiste, à Bercy.
Dumas, (J.-B.), ancien *Président de la Société*.
Dumas (Alexandre).
Dumon, directeur des papeteries du Marais (Seine-et-Marne).
Dumont, agent général des mines de la Compagnie de Béthune.
Duplay (le professeur), à Paris.
Dupont et Hervé, manufacturiers, à Paris.
Dupont et Deschamps, fab., à Beauvais.
Dupuy de Lôme, memb. de l'Institut.
Durrene, fab. de chaudières, à Courbevoie.
Dussaut, à Paris.
Dutfoy (G.), négociant, à Moscou.
Dutfoy (Henri), négociant, à Moscou.
Dutfoy (F.), ingénieur-construct., à Lyon.
Duvergier (M^{me} V^e), rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).
Ecole d'Aix.
Ecole d'Angers.
Ecole centrale des arts et manufact.
Ecole de Châlons.
Ecole d'horlogerie de Cluses.
Ecole des mineurs de Saint-Étienne.
Ecole des mines.
Ecole des maîtres mineurs d'Alais.
Ecole normale supérieure.
Ecole des ponts et chaussées.
Engel (Alfred), à Mulhouse.
Engel (Eugène), élève de l'Ecole centrale des arts et manufactures.

Engel (Gustave), à Mulhouse.
Engel-Dollfus (Fr.).
Engel-Gros, à Mulhouse.
Escher-Ghesquière, à Biches-St-Waast (Pas-de-Calais).
Fannien, manufacturier à Paris.
Farcot, ing.-mécanicien, à Saint-Ouen.
Fauquet-Lemaistre, à Bolbec.
Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonnes.
Follot (Félix), fabricant de papier peint à Paris.
Frémont-Mustel, à Paris.
Froger de Mauny, ancien magistrat, Paris.
Fromage, fabricant, à Paris.
Froment-Meurice, orfèvre, à Paris.
Froment-Meurice (M^{me}).
Gandriaux fils, manufacturier à Fontenay-le-Comte.
Gautier-Bouchard, fabricant, à Paris.
Giot, avoué à la Cour d'appel, à Paris.
Gobley, de l'Académie de médecine.
Godard-Desmarests, président de la Compagnie de Baccarat.
Godchaux, imprimeur-éditeur, à Paris.
Godillot (Alexis), à Paris.
Goffin, président de la Société des Amis de l'Enfance.
Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff.
Gosselin (le professeur), à Paris.
Goulier (le colonel), à Paris.
Gouvy (H.), maître de forges, à Dieulouard.
Goy, à Paris.
Gratien-Milliet, manufacturier.
Griffon, négociant, à Paris.
Grosdidier, fils et gendre, à Commercy.
Grosselin (A.), à Paris.
Gruyelle.
Guerlain (A.), à Paris.
Guerlain (J.), à Paris.
Guillou, négociant.
Guillout, fabricant, à Paris.
Guimet (Emile), à Lyon.
Guizot (Guillaume), à Paris.
Gundelach, d'uché de Bade.
Hadingue (fils), manufacturier à Béthune (Pas-de-Calais).
Hamelin, manufacturier, à Paris.
Herbette (M^{me}), née Barreswil.
Heuzé, Gouvy et Leroux, gérants de la Société linière du Finistère, à Landerneau.
Houget, manufact., à Verviers (Belgique).
Hubault, à Paris.
Hughes, parfumeur, à Grasse.
Hugot, fabricant de sucre, à Lens (Pas-de-Calais).
Hulot, à Paris.
Husny-Bey (le commandant).
Jacqz, président de la Société la Philanthropie commerciale, à Paris.
Joannès Vintry, à Lyon.
Joly (Pierre-César), à Argenteuil.
Joly (Pierre-Théophile), à Argenteuil.
Joriaux, négociant, à Paris.
Julien, filateur, à Rouen.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), à Paris.
Kœchlin (Rodolphe), à Mulhouse.
Kœchlin frères, à Mulhouse.
Lacan (Gustave), chef du secrétariat général du chemin de fer du Nord.
Lagoutte (J.), maître de forges, à Paris.

Lamé Fleury, ingén. des mines, à Paris.
Landon, négociant, à Paris.
Larrey (baron), inspecteur général du corps médical militaire.
Laumonier, manufacturier, à Flers.
Laurent-Richard, à Paris.
Lebaudy, raffineur de sucre, à Paris.
Leclert, négociant en bois, à Paris.
Le Coustellier, manufacturier, à Abbeville.
Lefebvre-Ducatteau, manufacturier, à Ro-baix.
Lefèvre (Emile), négociant, à Anvers.
Légrand, secrétaire de la Société des Amis des sciences.
Lemaire, fabricant, à Paris.
Lemaréchal (M^{lre}), à Paris.
Lemoine-Montigny, directeur du théâtre du Gymnase.
Lemoine (H), fabricant de meubles, à Paris.
Lepreux, fabricant, à Boulogne-sur-Mer.
Leroux (Emile).
Leroy (J.), fabricant de papier, à Paris.
Liebig (Johan).
Liebig (la bar.), à Reichenberg (Bohême).
Lombart, fabricant de chocolat, à Paris.
Loreau (A.), à Paris.
Luglien Leroy, manufacturier à Bouders (Pas-de-Calais).
Lung frères, à Moussey.
Lycée Condorcet.
Lycée Charlemagne.
Lycée Henri IV.
Lycée Louis-le-Grand.
Lycée Fontanes.
Lycée Saint-Louis.
Macé (Jean), pensionnat du petit château de Monthiers (Aisne).
Maillard, ancien négociant, à Louviers.
Mallet, négociant, à Paris.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Marjolin (le docteur), à Paris.
Marochetti (M^{me} V^e), à Paris.
Martin, manufacturier, à Tarare.
Martin-Baron, à Paris.
Masquelier fils, au Havre.
Maurice (M^{me} V^e), à Paris.
Mazaroz-Riballier, à Paris.
Mercier, directeur de la Société d'Ourscamps.
Meunié (Félix), rentier, à Paris.
Meuriot (le Dr André), à Paris.
Michel, ingénieur des ponts et chaussées.
Migneret, à Paris.
Millescamps, à Paris.
Mines de Marles (Pas de-Calais).
Mines de Bruay (Pas-de-Calais).
Mines de Meurchin (Pas-de-Calais).
Mines de Flechinelle (Pas-de-Calais).
Moisset-Foye, à Paris.
Monduit, entrep. de plomberie, à Paris.
Monjean, directeur du collège Chaptal.
Mouchy (duc de).
Mouchy (duchesse de).
Mouchy (de) fils.
Mourceau, négociant, à Paris.
Müller (A.), manufacturier, à Paris.
Murat (princesse).
Najean, manufacturier, à Paris.
Nattan (Georges), manufacturier, à Paris.
Nusse (Ernest), avocat, docteur en droit,

secrétaire de la Société de protection des apprentis.
Oberthur, imprimeur à Reannes.
Odiot, orfèvre, à Paris.
Ouvriers de la maison Christophle (les), à Paris.
Payen, négociant en soieries, à Paris.
Pelouze (Eug.), chimiste.
Peltureau, manufacturier, à Paris.
Pensionnat des frères de Passy.
Périn (Jules), Dr en droit, Secrétaire honoraire de la Société de protection des apprentis.
Perrin (le Dr), à Paris.
Petit (Francis), à Paris.
Piat, fondeur en métaux, à Paris.
Pillet (M^{me}).
Piver, fabricant de parfumerie.
Plassiard, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nancy.
Pommairac.
Porion, distillateur, à Wardrecques.
Portier, à Billy-Montigny.
Poure O'Kelly, à Boulogne-sur-Mer.
Prévot, avoué, à Paris.
Pruvost, à Lapugnot.
Raingo (Victor), à Paris.
Rallet, propriétaire, à Grenoble.
Ranchon (Georges), architecte, à Paris.
Rapet, inspecteur général honoraire de l'enseignement primaire.
Renard, entrepreneur de travaux publics, à Paris.
Richard aîné, fabricant, à Paris.
Richard (Max), député.
Roche (Isidore), ingénieur civil, à Paris.
Richou, à Paris.
Robert (Charles), directeur de la Compagnie l'Union (Vie), Vice-Président de la Société de protection des apprentis.
Robin (Albert), le docteur, à Paris.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour de Paris.
Rondelet, chasublier, à Paris.
Rothschild (baron de).
Roy, négociant, à Paris.
Saint (Charles), manufacturier, à Paris.
Sahler (Léon), à Audincourt.
Sakakini, à Paris.
Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel.
Salle (Julien-Hippolyte), banquier (Caisse commerciale).
Sauvage, ingénieur des mines, 4, rue Chaptal.
Schæffer, à Paris.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schneider, directeur du Creusot.
Sciama frères, marchands de diamants, à Paris.
Scott (Charles-Newton), à Paris.
Seydoux, à Paris.
Société houillère de Lievin.
Société de la Vieille-Montagne.
Société industrielle de Reims.
Souplet, à Saint-Quentin.
Teisserenc de Bort, ancien ministre de l'agriculture et du commerce.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez.
Teste, manufacturier, à Lyon.
Thénard (M^{me} Henri).
Tissier fils, manufacturier, au Conquet.
Trapp, à Mulhouse.
Trille (Edmond), à Paris.

Trille (P.), à Paris.
Turner (Luke), à Londres.
Vancauwenbergh, **Seys** (E.), **Snowden** et C^{ie}, filateurs, à Dunkerque.
Vatry (M^{me} la baronne), à Paris.
Vatry (baron Edgar de), à Paris.
Verdè-Delisle (Ad.), à Paris.
Verdè-Delisle (Paul), à Paris.

Vilmorin (Henri), à Paris.
Vulliamy (Edward), à Tilières-sur-Avre (Eure).
Wappler (C.), agent général de la Société suisse d'assurances de Wintorthur.
Weens, employé de commerce à Paris.
Weldon (M^e), à Paris.
Zégut, manufacturier, à Tusey.

MEMBRES SOCIÉTAIRES ⁽¹⁾

Abadie, fabric., rue Saint-Martin, 243.
Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Adelson-Monteaux, propriétaire, rue Notre-Dame-de-Lorette, 40.
Agard (Michel), rue Nicolas, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Alamagny, fabricant de lacets, à Saint-Chamond (Loire).
Alavoine et C^{ie}, ameublements, rue Caumartin, 9.
Alberti, fabricant de fruits artificiels, rue d'Aboukir, 121.
Alexandre (Octave), 38, rue des Trois-Couronnes.
Alicot (M^{me}), rue Sainte-Foy à Montpellier (Hérault).
Alicot (M.), avocat, avenue de Messine, 14.
Allain, négociant, rue Dieu, 40.
Allmayer, négociant en tissus élastiques, rue Scribe, 40.
Alphand, ing^r en chef des ponts et chaussées, boulevard Beauséjour, 4.
Amson (A.), fabricant, rue de la Folie-Méricourt, 68.
Amson (G.), fabricant, rue de la Folie-Méricourt, 68.
André (M^{me} v^e J.), au Vieux-Thann (Alsace).
Appert frères, verriers, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 66.
Archdeacon (M^{me}), avenue des Champs-Élysées, 45.
Archambault (J.), ancien professeur de l'Université, 9, boulevard du Temple.
Armingaud (J.), violoniste-compositeur, rue d'Hauteville, 44.
Arnett (Georges), fabricant de tulles, rue Neuve, 28, à Calais (Pas-de-Calais).
Arthus (Fr.), fabricant de cuirs vernis, rue Richer, 23.

Asile de Vincennes (l'), à Saint-Maurice, près Charenton (Seine).
Attias, nég^t, 43, rue de l'Entrepôt.
Aubert, à Lisieux (Calvados).
Aubert (L.), à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Aubry-Vitot, rue Barbot-de-Jouy, 9.
Aucoq (André), fabricant, rue de la Paix, 8.
Audiffred (J.-F.), boul. des Capucines, 8.
Augé, tourneur en cuivre, rue Ménilmontant, 26.
Aurientis, directeur de l'usine de Bornel, à Bornel (Oise).
Babey, manufacturier, à Saint-Pierre-les-Calais (Nord).
Bac, fabricant, rue Portefoin, 43.
Badin (A.), filateur, à Bareilly (Seine-inférieure).
Badouilleau-Levillain, r. de Courcelles, 73.
Baecque (E. de), ancien nég., rue de l'Annonciation, 39.
Baecque (Ch. de) et **Beau**, Faub. Poissonnière, 9.
Bagriot, graveur, rue Saint-Denis, 468.
Baillienecourt, président de la Chambre de commerce, Douai (Nord).
Balguerie d'Egmont (M^{me}), rue Phalsbourg, 40.
Balsan (C.), manufacturier, rue de la Baume, 8.
Baraban, architecte, rue Perroquet, 116, à Neuilly-sur-Seine.
Baradoz (Louis), nég., porte Saint-Jean, à Bordeaux.
Barbedienne, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.
Barbey, rue du Regard, 22.
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Barreswil (M^{me}), r. Fortuny, 17.
Barthélemy, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 40.

(1) Avis. — MM. les Membres de la Société sont priés de signaler (avant le 1^{er} février 1889) les rectifications et modifications de noms, professions et adresses, qui devront être apportées à cette Liste.

Nous attachons le plus grand intérêt à tenir au courant ce Répertoire de nos Sociétaires, destiné à faciliter les rapports entre eux, en même temps qu'à assurer l'exactitude du service du *Bulletin*.

- Basquin**, fabricant, rue du Collège, à Saint-Quentin (Aisne).
- Baudoin** (Achille), ancien manufacturier, avenue d'Orléans, 52.
- Baudrillart**, membre de l'Institut, rue de Tournon, 42.
- Baumgartner** (Henri), à Mulhouse (Alsace).
- Bayvot** (G.), av. des Champs-Élysées, 93.
- Beaufour**, syndic, rue de la Boétie, 8.
- Bèche**, bijoutier, rue Vieille-du-Temple, 58.
- Becker**, avocat, avenue Victoria, 24.
- Beer** (J.), rue des Mathurins, 34.
- Béhier** (A.), boulevard Haussmann, 28.
- Bellay** (de), boulevard Beaumarchais, 91.
- Bellet**, négociant, quai de Béthune, 13.
- Belin**, fabricant de sucre, à Saint-Martin-aux-Laërt, par Saint-Omer (Pas-de-Calais).
- Bellon** (Joseph), place Louis XVI, à Lyon.
- Bérard** (Paul), chimiste, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, vice-président de la Société, rue Casimir-Delavigne, 2.
- Bérard** (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.
- Bérard**, filateur, à Chateaufort-de-Mazenc (Drôme).
- Berger-Levrault**, impr-libraire, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Berger** (Henri), de la maison Ed. Sahler, filature et tiss., à Montbéliard.
- Bernard**, de la maison Bonjean, à Saint-Etienne (Loire).
- Bernard** (Martial), ancien juge au tribunal de commerce, boul. Malesherbes, 49.
- Bernot**, présid. de la Commission locale, à Troyes (Aube).
- Berrurier**, manufacturier, à Saint-Cyr-l'École.
- Berteaux**, rue d'Aboukir, 40.
- Berthe et Wulveryck**, fabricants de boutons, à Joulain, arrond^t d'Avesnes (Nord).
- Berthelemy**, constructeur-mécanicien, rue Dauphine, 46.
- Berthier**, ancien présid. du Tribunal de commerce, place de la Madeleine, 30.
- Berthier** (Ch.), rue Daubigny, 6.
- Berthier** (G.) fils, capitaine d'état-major, à Tours.
- Bertin** (M^{me}), rue Ballus, 41 bis.
- Bertinot**, avoué près le Trib. civil, rue Vivienne, 40.
- Bertrand** (Ch.), expert-mécanicien, boulevard Beaumarchais, 69.
- Besançon**, chef de division à la Préfecture de police.
- Bessan**, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.
- Besselièvre** (Ch.), manufacturier, rue de Crôgne, 24, à Rouen.
- Besson** (Eugène), Dr, rue de Seine, 95.
- Besson** (Joseph), changeur, à l'Isle-Adam, rue de l'Ecluse (Seine-et-Oise).
- Beurné** (H.) directeur du Patronage de Puteaux, rue des Pavillons, 42, à Puteaux.
- Bezançon**, fabricant de céruze, rue du Château-des-Rentiers, 187.
- Bianchi**, agent de change, rue Jean-Goujon, 6.
- Bibliothèque du Sénat**, à Madrid.
- Bibliothèque de la Ville de Paris**.
- Bigo-Danel**, imprimeur, rue Nationale, à Lille (Nord).
- Bigo** (Emile), trésorier de la Société industrielle, à Lille (Nord).
- Bigot, Jacquemet et Dajoncuoy**, fabricants de chaussures, à Sainte-Mesme (Seine-et-Oise).
- Binder** (L.), ancien manufact., av. des Champs-Élysées, 402.
- Bironneau**, pass. Taucanier, 45 (Fbg-St-Antoine).
- Bischoffsheim**, banquier, r. Taitbout, 3.
- Biver**, administrateur de Saint-Gobain, rue Meissonnier, 8.
- Bixio** (Maurice), quai Voltaire, 47.
- Blache**, doct^r-médecin, r. de Suresnes, 5.
- Blanche** (le docteur), rue des Fontis, 15.
- Blanche**, manufact., à Puteaux (Seine).
- Blandin** (M^{me} V^e), pl. de la Madeleine, 49.
- Boissière**, maître verrier, au Gast, par Mortrée (Orne).
- Bollaert**, agent général des mines de Lens (Pas-de-Calais).
- Bonamy**, mécanicien à Saint-Just-en-Chaussée (Oise).
- Bonjean** (Georges), juge au Trib. civ. de la Seine, rue de Lille, 47.
- Bonnard**, manufacturier à Argenteuil (Seine-et-Oise).
- Bontemps** (M^o V^e), rue de Lisbonne, 66.
- Bouasse-Lebel**, imagier, rue Saint-Sulpice, 29.
- Boudoux**, manufacturier, à Saint-Quentin (Aisne).
- Bouilhet** (H.), l'un des direct. de la maison Christoffe, rue de Bondy, 56.
- Bouilhet** (M^{me} H.), rue de Bondy, 56.
- Bouillaut** (Emile), ingénieur, fabricant de sucre, à Brébière, par Vitry (Pas-de-Calais).
- Boulenger aîné**, fabricant de carreaux mosaïques, à Auneuil (Oise).
- Boulenger**, fabric. de faïence, à Choisy-le-Roi.
- Boulley** (M^{me}), rue Monceau, 65.
- Bourdon**, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
- Bourdon** (H.), négociant, rue du Conservatoire, 6.
- Bourez**, manufacturier, à Béville-le-Comte (Eure-et-Loir).
- Bourgoin**, rue Lafayette, 126.
- Bournat**, avocat à la Cour de Paris, rue Jacob, 20.
- Bourreau**, employé de commerce, rue Guy-la-Brosse, 2.
- Bourreille** (de), ancien sec. général du Ministère des Travaux publics, rue de Tournon, 42.
- Boursant** (E.), inspecteur général des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, avenue Malakoff, 123.
- Bouvier** (Marius), moulinier en son, à Vie (Drôme).
- Bouvry** (E.), imprimeur, rue du Larcin, 4, à Arras (Pas-de-Calais).
- Boyard fils** (M^{me} V^e) et **Brinon**, manufacturiers, à Pussay (Seine-et-Oise.)
- Brault et Bethouart**, fondeurs en métaux, à Chartres (Eure-et-Loir).
- Bréant**, fabricant de châles, r.d'Aboukir, 60.
- Briez fils**, manufacturier, faubourg Romille, à Arras.

- Brion**, march. de chevaux, r. de Clichy, 49.
Brissonneau frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes (Loire-Inf.).
Brochard (Ed.), rue du Temple, 434.
Brodard, imprimeur à Coulommiers (Seine-et-Marne).
Broglie (Paul de), rue Bernard-Palissy, 4.
Bruère, directeur des fonderies de Saint-Ouen, près Vendôme (Loir-et-Cher).
Brunet, batteur d'or, rue Oberkampf, 125.
Bucquet, inspect. général des établissements de bienfaisance, avenue d'Antin, 69.
Burat (Louis), rue de Châteaudun, 47.
Buiette-Gaulard, filature et teinture, à Suippes (Marne).
Buiette (Léon), fils, élève de Sainte-Barbe, place du Pantheon.
Bussy, passementier, à Arques (Pas-de-Calais).
Cacheux, ingénieur des arts et manufactures, quai Saint-Michel, 25.
Cahen d'Anvers, banquier, rue de Grenelle, 448.
Caizergues (Auguste), instituteur libre, à Saint-Epien par Mouy (Oise).
Cambier-Deprez, fabricant, Pont-à-Vendin (Pas-de-Calais).
Camus fils aîné, rue Barbette, 2.
Candelier, fabricant, à Graincourt-les-Lavri court par Cambrai (Nord).
Carcenac, rue des Capucines, 20.
Carénou et Turr, fabricants de réglisse, à Moussac (Gard).
Carlhian (M^{me} V^e), rue de Berlin, 37.
Carré (Charles), boulevard Voltaire, 58.
Carré. Jaudin et C^e manufacturiers, à Montereau-Faut-Yonne (Seine-et-Marne).
Carriot, inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement primaire de la Seine, boulevard Saint-Michel, 79.
Cartier, boulevard des Italiens, 9.
Cartier-Bresson fils aîné, boul. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (C.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (J.), b. Sébastopol, 86.
Cary, négociant, rue Réaumur, 33.
Castel (Constant), négociant, à St-Etienne (Loire).
Cauvet, miroitier, faubourg Saint-Antoine, 100.
Cavaillé-Coll, f. d'org., av. du Maine, 45.
Célérier, nég., rue Monthabor, 43.
Cendré, directeur de la manufacture de Montereau (Seine-et-Marne).
Cerf, imprimeur, rue Duplessis, 59, à Versailles (Seine-et-Oise).
Cerf et fils, fabricants, boulevard de Sébastopol, 59.
Cerfbeer, agriculteur, à Oberwiller, par Sarrebourg (Lorraine A.).
Chabert et C^{ie} (J.), à Chomérac (Ardèche).
Chaix (A.), imprimeur, rue Bergère, 20.
Chalandre, rue Saint-Roch, 37.
Chambre syndicale du bâtiment, rue de Lutèce, 3.
Chambre des Notaires de Paris, place du Châtelet.
Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments, rue des Archers, à Lyon.
Chambre syndicale du Caoutchouc, b. St-Germain, 422 (M. Striber, prés.).
Chambre syndicale des Carrossiers, 3, rue de Lutèce.
Chambre de commerce de Toulon et du Var, à Toulon (Var).
Champonnois, ingénieur civil, rue des Petits-Champs, 45.
Changer-Blanchon, moulinier en soie, à Flaviac (Ardèche).
Chapel, fabric. r. N.-D.-de-Nazareth, 39.
Chappotteau, négociant, rue Ouvrier, 44.
Chapuis-de-Montlaville, avocat, à Saint-Etienne (Loire).
Charbonneau et C^{ie}, maitres-verriers, à Reims (Marne).
Chardin, m^e de soies, r. Etienne-Marcel, 44.
Charlier (Timothée), ing., r. Blanche, 42.
Charmet aîné, nég., b. de L., Tour. 28.
Charnelet, apprêteur d'étoffes, rue de Meudon, 42, à Billancourt (Seine).
Charpentier, horloger, rue Garancière, 7.
Chartiau, architecte, boul. St-Michel, 44.
Chartier, fabricant de meubles artistiques, rue des Cannelles, 2^e.
Chartreux (les) de la Grande-Chartreuse.
Chenest et fils et Grandgeorge, rue des Jeuneurs, 23.
Chevalier, de la mais. Chevalier-Cheylus, quai de Grenelle, 64.
Chirade (Arm.), négociant, rue de Marivaux, 41.
Chiris (E.), à Nice.
Chiris (L.), fab. de mat. prem. pour la parfumerie, à Grasse.
Christofle, orfèvre, rue de Bondy, 56.
Clavé Bertrand, manufacturier, à Coulommiers (Seine-et-Marne).
Claudon (G. fils), pr^e, b. Malesherbes, 37.
Claudon (M^{me} G.), b. Malesherbes, 37.
Clémantot, ingén. civil, boulevard des Batignolles, 26.
Clerc, manufact. à Vierzon-Village (Cher).
Clermont (de), nég., rue Barbette, 41.
Cliff, fabricant de dentelles, à Saint-Quentin (Aisne).
Coignet père et C^{ie}, manufacturiers, rue de Lafayette, 430.
Golcombet, fab. de rubans, à St-Etienne.
Collège Rollin (le), avenue Trudaine.
Collège St-Barbe (le), pl. du Pantheon.
Colleson, nég., quai de la Loire, 22.
Collette, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.
Collin, fabricant d'instruments de chirurgie, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.
Collin, horloger, place du Théâtre-Français, 2.
Colmet d'Aage, doyen de la Faculté de droit, boul. Saint-Germain, 426.
Commission locale du travail des enfants du V^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants du VI^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants du VII^e arrondissement hommes.
Compagnie des mines de Vicoigne-Neux (Pas-de-Calais).
Compagnie générale d'assurances maritimes, rue de Richelieu, 87.
Compagnie des forges du Creusot.
Comptoir veuve Lyon-Alemand, r. Montmorency, 43.
Comptoir de l'industrie linière, à Frevent (Pas-de-Calais).

Conseil des Prud'hommes de Nîmes-Gard).
Constant, avocat, boulevard Saint-Michel, 48.
Copin, syndic au Trib. de commerce, r. de l'Odéon, 15.
Corbin, manufacturier, boulevard Haussmann, 155.
Cormouls-Houlé, fabricant, à Mazamet (Tarn).
Cornély (Maximilien), négoc., 8, boul. de Strasbourg.
Corrard (A.), rue de Monsigny, 17.
Corroyer (Aug.), mécanicien, à Lillers-Pas-de-Calais).
Coulon (Henri), avocat, rue des Petites-Ecuries, 39.
Coulon, greffier en chef de la Cour de cassation, cité Malesherbes, 12.
Coulange (Christian de), rue Notre-Dame-des-Champs, 30.
Couroy (de), dir. de la C^{ie} d'Assurances générales, rue de Richelieu, 85.
Couturier, chez MM. Durand fr., à Vizille.
Crété, imprimeur, à Corbeil (S.-et-O.).
Crété (Léon), imprimeur à Corbeil (Seine-et-Oise).
Crochard (M^{me}), rue Médecins, 7.
Croizier, à Saint-Étienne (Loire).
Croué, juge au Tribunal de commerce, rue Grange-Batelière, 15.
Dabin (l'abbé), directeur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (Loire-Inférieure).
Daguin, négociant, rue Château-Landon, 44.
Dambricourt frères, fabricants, à Hallines (Pas-de-Calais).
Damon (Emile), négociant, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 74.
Darblay (P.) fils, rue du Louvre, 4.
Darmet, manufacturier, à Vierzon (Cher).
Dautriche (Francis), directeur du patronage de Nazareth, rue Stanislas, 44.
Davanne (A.), chimiste, rue des Petits-Champs, 82.
David, Trouiller et C^{ie}, rue des Jeûneurs, 24, et à Saint-Quentin.
David, manufacturier, rue La Fontaine, à Arcueil (Seine).
Daubresse, Direct. des mines de Carvin.
Daum, propriétaire de verreries, à Nancy.
Debaugé, direct. de la filature d'Amiens.
Decauville, manufacturier, à Petit-Bourg (Seine-et-Oise).
Decaux, directeur des teintures aux Gobelins, rue Notre-Dame-des-Champs, 107.
Decœur, pâtissier, rue Mouffetard, 42.
Deffez (Louis), constructeur d'instruments de physique, rue St-Séverin, 34.
Degousse, batteur d'or, rue du Terrage, 7.
Degrois, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.
Dehors, négociant, rue des Vieilles-Haudriettes, 8.
Delaby (Ed.), maire, à Courcelles-les-Lens (Pas-de-Calais).
Delacroix-Vaucher, à Mulhouse.
Delafay (L.), à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Delagrave (Ch.), édit., rue Soufflot, 15.
Delalain frères, imp., rue des Ecoles, 36.
Delaporte (M^{me}), artiste dramatique, rue de l'Arcade, 15.

Delaporte (Georges), ingénieur de la Société anonyme des teintures et apprêts, à Tarare (Rhône).
De la Vallée, rue de Lisbonne, 47.
Delavigne (M^{me}), boulev. Haussmann, 45.
Délorot (Emile), bibliothécaire de la Ville, à Versailles.
Deleuil, fabricant d'instruments de précision, rue des Fourneaux, 42.
Délicourt, Faubourg-Saint-Honoré, 43.
Delmiche, ingénieur, directeur des mines de Brocourt, à Hénin-Lietard (Pas-de-Calais).
Delori et C^{ie}, fabricants de sucre à Ardres (Pas-de-Calais).
Demeure, direct. de la Société des Acieries de France, à Isbergues (P.-de-Cal.).
Demont, directeur de manufacture, à Gonesse (Seine-et-Oise).
Danière (M.), boul. Malesherbes, 29.
Denis, court. en vins, port de Beroy, 40.
Denis (Gustave), tisseur et filateur de coton, à Fontaine-Daniel, près Mayenne.
Depresle (O.), rue de la Victoire, 94.
Derbanne, direct. de la C^{ie} d'assurances maritimes, rue Prony, 54.
Deschamps, construction d'appareils télégraphiques, boul. Saint-Michel, 123.
Desfontaines, horloger, galerie Montpensier, 13 (Palais-Royal).
Desgenetals frères, à Bulbec (Seine-Inf.).
Destors (M^{me}), boul. Saint-Michel, 95.
Detraux, filateur, à Arques (Pas-de-Calais).
Desurmort, filateur de lin, r. de l'Hospice, à Seclin (Nord).
Deutsch, négoc., rue Saint-Georges, 30.
Deviolaine, directeur de la verrerie de Vauxrot, à Cuffies (Aisne).
Dheur, rue du Val-de-Grâce, 41.
Didot (P.), négociant, rue de Beaune, 2.
Diederichs, tisseur et constructeur de machines, à Jailleu, près Bourgoin (Isère).
Dietsch, manufacturier, à Liepvre (Alsace).
Dietz-Monnin, sénateur, rue Labruyère, 38.
Directeur de la Filature du Cros-Moulin, à Amilly, près Montargis (Loiret).
Dollfus (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.
Dollfus (E.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (G.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (E.), coloriste, à Dornach.
Dollfus-Dettwiller, à Mulhouse.
Dommartin, rue Cambon, 41.
Donon, avenue Gabriel, 42.
Doucet, rue de la Paix, 21.
Douvin, filateur, à Fourmies (Nord).
Drouin, négociant en drogueries, avenue de l'Opéra, 43.
Dubonnet (V^e), négociant en vins, rue Sainte-Anne, 49 bis.
Dubourguet, boul. Magenta, 33 bis.
Dubuffe (E.), avenue de Villers, 43.
Ducher, rue de Richelieu, 42.
Duchesne-Fournet, à Lisieux.
Ducholet (M^{me}), présidente de l'Association pour le placement des orphelins des deux sexes, rue de Rivoli, 70.
Ducray-Chevallier (M^{me}), opticien, p. du Pont-Neuf, 15.

- Dulac**, ing. des arts et manufactures, rue du Château-d'Eau, 53.
- Dumas** (M^{me}), rue Saint-Dominique, 3.
- Dumas** (Alex.), membre de l'Académie française, av. de Villiers, 98.
- Dumas-Gardeux**, fab. de brosses, rue Geoffroy-Langevin, 17.
- Dumont**, ad.-dir. de la Société des papiers du Marais et Sainte-Marie au Marais par Jouy-s.-Morin (Seine-et-Marne).
- Dumont**, agent général de la compagnie des mines de Béthune (Pas-de-Calais).
- Duplay**, professeur agrégé de la Faculté de médecine, rue de Penhièvre, 2.
- Dupont** (A.), fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).
- Dupont et Fould**, maîtres de forges, à Pompey (Meurthe-et-Moselle).
- Dupont et Hervé**, manufacturiers, rue d'Aboukir, 6.
- Dupont**, fab. de chaussures, à Arpajon (Seine-et-Oise).
- Durassier** (Léon), ingénieur civil des mines, secrétaire de la Société, Avenue de Wagram, 53.
- Durenne**, constructeur, à Courbevoie.
- Duriez**, filateur de lin, à Seclin (Nord).
- Dutfoy** (G.), avenue Montaigne, 85.
- Dutfoy** (Henri) avenue Montaigne, 85.
- Duval-Arnould** (Louis), avocat à la cour d'appel, rue de Rennes, 95.
- Duvergier** (M^{me} V^e), rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).
- Du Vergier** (Ernest), avocat à la Cour d'appel, rue de Turenne, 59.
- Duviard**, avocat à la Cour d'appel, rue Bonaparte, 19.
- Ecole Centrale des Arts et Manufactures**, rue Mongolfier, 1.
- Ecole des Arts et Métiers d'Aix.**
- Ecole des Arts et Métiers d'Angers.**
- Ecole des Arts et Métiers de Châlons.**
- Ecole supérieure des Mines**, boulevard Saint-Michel, 60.
- Ecole des Mineurs de St-Etienne.**
- Ecole des Maîtres Mineurs d'Alais.**
- Ecole des Ponts et Chaussées**, rue des Saints-Pères, 28.
- Ecole d'Horlogerie de Cluses.**
- Ecole Normale supérieure**, à Paris rue d'Ulm, 45.
- Elèves du pensionnat des frères de Passy**, rue Basse, à Passy.
- Engel** (Alfred), manufacturier, à Mulhouse.
- Engel** (Gustave), manufact., à Mulhouse.
- Engel** (Eugène), ingénieur, à Dornach (Alsace).
- Engel** (Michel), relieur, rue du Cherche-Midi, 91.
- Engel-Gros**, manufacturier, à Mulhouse.
- Engelman** (G.), à Mulhouse.
- Erlanger** (Michel), négociant, place des Vosges, 9.
- Eschger Ghesquiere**, manufacturier, à Binches-Saint-Waast (Pas-de-Calais).
- Fabre** (J.), avocat, r. des Petits-Hôtels, 24.
- Famchon** (E.) Directeur de la Société des ciments français, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).
- Fannien** (A.), manufacturier, rue de Chabrol, 32.
- Fau** (Augustin), flateur, à Lodève (Hérault).
- Fauquenbergue** (J.), Scierie et tonnerie mécanique, à Neufchâtel (Pas-de-Calais).
- Fauquet-Lemaitre**, manufact., à Bolbuc.
- Faure-Baulieu**, fabricant, rue de Taegert, 18 et 20 (Villette).
- Favart** (M^{me} V^e), rue Pierre-Charron, 45.
- Favre et Braun**, à Mulhouse.
- Fayaud**, négociant, rue Saint-Denis, 77.
- Féray**, flateur, rue Turbigo, 74.
- Féray** (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonne (Seine-et-Oise).
- Féron-Vrau**, rue du Pont-Neuf, à Lille (Nord-et-Loire).
- Ferré** (Armand), ingénieur, Directeur général de la Compagnie des chemins de fer de l'Etat Serbe, rue de Rome, 67.
- Ferrière** (Sylvestre de la), syndic des Courtiers de commerce, rue de la Chaussée d'Antin, 23.
- Fiévet** (Edouard), raffineur de sucre, à Sain-le-Noble arrond. de Douai (Nord).
- Firmin-Didot**, Directeur des papeteries à Sorel-Mosel (Eure-et-Loir).
- Fiollet et Aubebert**, fabricants à Saint-Omer (Pas-de-Calais).
- Follot** (F.), fab. de papiers peints, rue Beccaria, 10.
- Fontaine**, rue de la Bienfaisance, 33.
- Forges** d'Eurville (Haute-Marne).
- Forget**, censeur du Comptoir d'Escompte, rue de Courcelles, 14.
- Fouché-Lepelletier**, ancien député, côte de Grâce, à Honfleur (Calvados).
- Fouchet** (M^{me}), rue de Berlin, 43.
- Fouchet**, banquier, rue du Faub.-Poissonnière, 7.
- Fougasse**, rue d'Algérie, à Lyon.
- Fould** (P.), avoc., avenue d'Inéa, 62.
- Fourcy père**, ingénieur constructeur, à Corbehem (Pas-de-Calais).
- François** négociant, rue de Paris, à Brest.
- Frémont-Mustel**, banquier, rue Bertin-Poirée, 14.
- Freté**, et C^{ie}, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 12.
- Frey et C^{ie}**, à Mulhouse (Alsace).
- Friedel**, ing. des mines, rue Michelet, 9.
- Froger de Mauny**, ancien magistrat, rue Washington, 28.
- Fromage** (L.), fab. de tissus élastiques, à Darnetal (Seine-Inférieure).
- Froment-Meurice** (M^{me}), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
- Froment-Meurice**, joaillier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
- Fumouze fils**, rue du Faub.-St-Denis, 78.
- Gabriel** (Henri), découpeur à la mécanique, avenue Daumesnil, 37.
- Gagneau**, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 113-117.
- Galet**, rue d'Hauteville, 38.
- Gallien**, manufacturier, à Longjumeau (Seine-et-Oise).
- Gandriaux** (fils), manufacturier, à Fontenay-le-Comte (Vendée).
- Gandy** (Paul), docteur en médecine, président du Patronage Saint-Joseph, à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées).
- Garnier** (Charles) père, négociant en drogueries, avenue de Messine, 15.
- Garnier** (Ernest) fils, rue des Francs-Bourgeois, 56.

Gauthier, directeur des forges de Persan, à Persan-Beaumont (Seine-et-Oise).
Gellé, parfumeur, avenue de l'Opéra, 6.
Genain fabricant, à Bailleur-sire-Berthoult (Pas-de-Calais).
Georges (Octave), négociant, à Dijon (Côte-d'Or).
Gerard père et fils, entrepreneurs de charpente et de menuiserie, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Gérardin (M^{me} V^e), propriétaire, boulevard Saint-Michel, 83.
Gerault, négociant en papier, rue Montmorency, 10.
Gérôme, art. peintre, boul. de Clichy, 65.
Gibou, radlneur, rue de l'Argonne, 17.
Gillet (F.) père, à Lyon.
Gillet (F.) fils, à Lyon.
Gillet et fils, teinturiers, quai de Serin, 9, à Lyon.
Gillou, fabricant de papiers peints, passage Charles-Ballerey, 5 et 7.
Gimbel, directeur de l'Ecole israélite, à Mulhouse.
Gindre (C.), rue du Puits-Gaillet, à Lyon.
Giot, avoué d'appel, 3, rue de Lutèce.
Giraud (Alexandre) et C^{ie}, manufacturiers à Lyon.
Giraud, président de la Chambre syndicale des maîtres tailleurs, rue Neuves-Petits-Champs, 61.
Glaudel (M^{lle}), fabricant, boulevard d'Argenson, 52, à Neuilly (Seine).
Glénard, fab. de filets, boulevard Bonne-Nouvelle, 12.
Godchaux, éditeur, rue de la Douane, 10.
Godillot (Alexis), fab^r d'équipem. militaires, 21, rue Royale.
Goffinon, ancien entrepreneur de travaux publics, boulevard Magenta, 76.
Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff, près Saverne (Alsace).
Goldschmidt (Léo), rue Murillo, 10.
Goldschmidt (F.), négociant, place Malesherbes, 15.
Goulier (le colonel), 6, rue d'Estrées.
Goupil, éditeur de gravures, r. Chaptal, 9.
Goupy (Victor), imprimeur, rue de Rennes, 74 bis.
Gourdault (M^{me}), avenue du Poirier, 5, à Saint-Mandé (Seine).
Gourdin et **Gravier**, manufacturiers, à Orléans (Loiret).
Gouvry, maître de forges, à Dieulouard (Meurthe-e.-Moselle).
Goy, négociant, rue d'Hauteville, 85.
Grados, estampeur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 106.
Gravelin fils, rue Charlot, 10.
Gréard, insp. gén. direct. de l'enseign. prim. de la Seine, à la Sorbonne.
Grelault-Lécuyer, manufacturier, à Nemours (Seine-et-Marne).
Grellou, nég., rue François 1^{er}, 19.
Gresland, filateur, place d'Aligre, 2.
Griffon (Jules), à Clairvaux-du-Jura (Jura).
Grimault, négociant, quai Jemmapes, 66.
Grosdidier, fils et gendre, maîtres de forges, à Commercy (Meuse).
Gros Roman Marozeau, à Wesserling.
Grosselin (Emile), à la Chambre des Députés.

Groult, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Apolline, 12, et à Vitry (Seine).
Gruyelle, fabricant et maire de la commune, à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais).
Gueneau de Mussy (D^r Henri), rue du Cirque, 15.
Gueny (M^{me} V^e), rue de l'Arcade, 20.
Guéret (L.), constructeur d'appareils à boissons gazeuses, boul. de la Gare, 72.
Guerlain (J.), rue de la Paix, 13.
Guerlain (A.), parfumeur, r. de la Paix, 17.
Guillemin (frères), orfèvres, rue des Moulins, 2.
Guignery (Alfred), ancien industriel, rue du Moulin-Vert, 9.
Guillot, négociant en huiles, rue Pavée, 13, au Marais.
Guillout, fabricant, avenue du Trocadéro, 158.
Guimet (Emile), fabricant, place de la Miséricorde, 1, à Lyon.
Guinet, fabricant, rue du Griffon, à Lyon.
Guizot (Guillaume), rue Monceau, 42.
Guy, négociant, quai de Valmy, 29.
Guy, fondeur, à Rennes (Ille-et-Vilaine).
Guy (F.), directeur de l'Ecole typographique des pupilles de la Seine, à Alençon (Orne).
Guyot (M^{lle} Louise), brunisseuse, rue du Pont-aux-Choux, 22.
Haas, fabricant de chapellerie, rue du Temple, 71.
Hachette et C^{ie}, lib.-édit., boul. Saint-Germain, 79.
Hadamard (David), r. de Châteaudun, 53.
Hadengue (Emile) fils, fabricant d'équipements militaires, à Béthune (Pas-de-Calais).
Halphen (G.), rue Blanche, 2.
Halphen (J.), négociant, rue Drouot, 18.
Hamelin (M^{me}), avenue de Messine, 28.
Haguelon, négociant, quai Bourbon, 19.
Hanicotte (Léon), distillateur, à Béthune (Pas-de-Calais).
Haret, entrepreneur de menuiserie, rue de Bruxelles, 14.
Harmel frères, au Val-des-Bois, par Bazancourt (Marne).
Hartog (J.), manufacturier, rue de la Pépinière, 23.
Haussmann (baron), député, rue Boissy-d'Anglas, 12.
Hayem père, fabricant de chemiserie, rue du Sentier, 38.
Hecht (Myril), négociant, rue de la Victoire, 60.
Hecht (Albert), négociant, rue de la Victoire, 60.
Hecht (Henri), négociant, rue de la Victoire, 60.
Heilbronn (J.), négociant, r. de Messine, 30.
Heilmann-Ducommun et **Steinlen**, à Mulhouse (Alsace).
Heilmann frères, à Mulhouse.
Helbronner (Maurice), négociant, rue d'Hauteville, 35.
Hellot (le colonel), boul. Malesherbes, 62.
Heine, maître verrier, à Rougemont, par Cloyes (Eure-et-Loir).
Hémonel (E.), emballer, r. St-Denis, 210.
Hendlé (E.), avocat, r. de Châteaudun, 17.
Henrivaux directeur de la manufacture de Saint-Gobain (Aisne).

Henry-Lepaute, horloger, r. Lafayette, 6.
Herbette, directeur de l'administration pénitentiaire, 17, rue Fortuny.
Heredia (de), député, boulevard de Courcelles, 177.
Hérissey, imprimeur, à Evreux.
Hermann, négociant, rue Miroménil, 83.
Hersent, entrepren. de travaux publics, rue de Londres, 60.
Hertemathe, archit., boul. St-Michel, 63.
Hervé-Mangon (M^{me}), rue St-Dominique, 3.
Herzog (Antoine), manufacturier, au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin).
Heuze, Gouvy et Leroux, gérants de la société linière du Finistère, à Landerneau (Finistère).
Hié, fabricant de toiles, à Bailleul (Nord).
Riélard, fab. de fleurs, à Fontenay-sous-Bois (Seine).
Horevitzze, rue Washington, 21.
Houget, manuf., à Verviers (Belgique).
Hubault (E.), rue Amelot, 64.
Hubner (Albert), manufacturier, rue de Tehéran, 9.
Huet, inspecteur général des ponts et chaussées, boul. Raspail, 42.
Hugot (Arthur), fabricant de sucre, à Lens (Pas-de-Calais).
Huques, parfumeur, à Grasse.
Hulot, place Vendôme, 26.
Humann, avocat à la Cour de Paris, rue Thouin, 42.
Humbert, verrier, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).
Hutchinson, manufacturier, à Langlée, par Montargis (Loiret).
Jacquemart, inspecteur général de l'enseignement technique, boulevard Saint-Michel, 115.
Jamme, à Mazamet (Tarn).
Jennin (M^{me} Phil.), rue de Provence, 49.
Javey, négociant, rue Saint-Denis, 224.
Jay (Raoul), rue Villars, à Grenoble.
Jenny et C^{ie}, filateurs à la Chapelle (Aisne).
Jessé, arbitre de commerce, place de la Madeleine, 13.
Joaquin Salgueiro d'Almeda, Dr à Lisbonne (Portugal).
Joannès, propriétaire, rue de Rome, 46.
Jolibois, représentant de la maison Colcombet, de Saint-Etienne, rue Hérold, 18.
Jolly, orfèvre, rue Rollin, 13.
Joly (Pierre-César), constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joly (Pierre-Théophile), constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joly frères et C^{ie}, Saint-Quentin (Aisne).
Joret-Desclosières, avocat à la Cour d'appel, 6, rue Garancière.
Jouanny, Faubourg-du-Temple, 70.
Jourdain, propr., boul. Malesherbes, 84.
Jovart (Alph.), avocat à la Cour de Paris, rue de Florence, 2.
Jubin (Emile), commissionnaire en marchandises, rue des Mathurins, 47.
Juillard et Mégnin, à Mulhouse.
Julien (le général), à Epinay (Seine).
Kahn (J.), négociant, rue Drouot, 7.
Khtentzy (Léon), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Kingsbourg, directeur de l'usine du Marais, à Argenteuil (Seine-et-Oise).

Klotz, négociant, place des Victoires, 2.
Kœchlin (Rodolphe), manufacturier, chez M. Dollfus-Mieg, rue Saint-Pierre, 9.
Kœchlin (Fritz), à Mulhouse.
Kœchlin frères, négoc., à Mulhouse.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), rue Pierre-Charron, 14.
Krantz (Camille), maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue de Turin, 24.
Kullmann et C^{ie}, manufacturiers, à Mulhouse.
Küss, conserv. des hypoth., à Mulhouse.
Kusel, négociant, rue de l'Isly, 5.
Labarthe (M^{me}), rue de Tournon, 2.
Lacan (Gustave), chef du secrétariat général du chemin de fer du Nord, rue de Provence, 43.
Lacan (M^{me}), rue de Provence, 43.
Lacarrière (Amédée), r. de l'Entrepôt, 16.
Lacour (J.-B.), apprêteur, à Sainte-Marie-aux-Mines (Alsace).
Lacroix, fleur et moulineur de soie, à Saint-Joseph, près Montélimar (Drôme).
Lacroix (Victor de), à Mulhouse.
Lafêche (Jules), fabricant de tissus élastiques, boulevard Sébastopol, 43.
Lagoutte (J.), ancien malt. de forges, rue de Lille, 72.
Lalance (Auguste), à Mulhouse.
Laligant, fabricant de papier, à Maresquel, par Beaurainville (Pas-de-Calais).
Lallemant, boulevard Haussmann, 116.
Lambert (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue du Quatre-Septembre, 2.
Lambert, fabricant de sucre, à Toury (Eure-et-Loir).
Lambry, fabricant de sucre, à Louez-les-Duissans (Pas-de-Calais).
Lamé Fleury, ing. en chef des Mines, conseiller d'Etat, rue de Verneuil, 62.
Lamourette et Leroux frères, filateurs de laines peignées, rue Blanche, 35, à Tourcoing (Nord).
Landon, négociant, rue Montorgueil, 67.
Lang (Emmanuel) fils, filateur, à Nancy.
Lang et fils, fab. de toiles métalliques, à Schlestadt (Bas-Rhin).
Landier, directeur de la cristallerie de Sèvres, au Bas-Meudon (Seine-et-Oise).
Langenhagen (de), fabricant et juge au Tribunal de Commerce, à Nancy.
Langénieux (Mgr), archevêque de Reims (Marne).
Langlois, rentier, b. Saint Germain, 3.
Laniel (Eugène), manufacturier, à Vimoutiers (Orne).
Lannes (J.-L.), manufacturier, à Agen (Lot-et-Garonne).
Lanthonne et Lecocq, distillateurs, à Ablain-Saint-Nazaire (Pas-de-Calais).
Lantz (Lazare), à Mulhouse.
Laporte, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, à Paris.
Larcher, fait, à Annay (Pas-de-Calais).
Laroche imprimeur, à Arras (Pas-de-Cal.).
La Roche-Joubert, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 9.
Larrey (le baron P.), président du Conseil de santé des armées, membre de l'Institut, rue de Lille, 94.
Lassource, fabricant, à Mazamet.
Laumonier, manuf., à Flers (Orne).

Laurin, fabricant de saïences, à Bourg-la-Reine (Seine).
Laval (M^{lle} M.), directrice de l'Institut normal, rue Jacob, 39.
Laveissière (E.), rue de la Verrerie, 58.
Lavenne (Oscar), directeur des mines de Courcelles, à Courcelles-lez-Sens (Pas-de-Calais).
Lavollée, ancien préfet, rue de Passy, 78.
Lebaudy, raffineur de sucre, rue de Flardre, 23.
Leblan frères, filateurs à Lille (Nord).
Leblanc (J.) boul. de Strasbourg, 65.
Lebon, fab. de boîtes, r. Bouchardon, 45.
Le Bris (M^{me}), rue de Monceau, 93.
Leclert (C.), notaire, à Charenton.
Leclert (M^{me}), b. Malesherbes, 37.
Lecler, négociant, Passage des Petites-Ecuries, 5.
Leclert, n^e en bois, rue Michel-Ange, 24.
Lecocq frères, fabricants de sucre, à Annay (Pas-de-Calais).
Lecomte, fabricant, rue Saint-Martin, 220.
Le Coustellier (C.), manufacturier, à Abbeville (Somme).
Lederlin, directeur de la blanchisserie et teinturerie de Thaon (Vosges).
Leduc, nég. en chapeaux de paille, rue du Faubourg-Poissonnière, 5 et 7.
Lefebvre (Léon), ancien sous-secrétaire d'Etat, membre de la Commission supérieure du Commerce, av. Marceau, 36.
Lefebvre (Th.) et C^{ie}, rue de Douai, 105, à Lille.
Lefebvre-Ducatteau, man., à Roubaix.
Lefèvre (Emile), nég. en laines, à Anvers (Belgique).
Lefèvre, fab. de vernis, r. de la Cerisaie, 43.
Le franc, fab. de coul., r. de Turenne, 64.
Legendre, négociant, r. de Phalsbourg, 10.
Legentil, membre du Comité consultatif des arts et manufact., rue Paradis-Poissonnière, 51.
Legouez (M^{me}), boulev. de Versailles, 17, Saint-Cloud (Seine-et-Oise).
Legouvé, de l'Académie française, rue Saint-Marc, 14.
Legrand (A.), av. des Champs-Élysées, 37.
Legrand (les fils de Th.), filateurs, à Boulogne-sur-Mer (Nord).
Lehideux, banquier, rue Drouot, 3.
Lelogeais, nég., port de Bercy, 42.
Lemaigre, tapissier, 44, rue de Birague.
Lemaire, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.
Lemaire-Seveste, manufacturier à Pussay (Seine-et-Oise).
Lemaistre-Pavotte et fils, manufacturiers, à Bolbec.
Lemaitre (Léon), manufacturier, à Bolbec.
Lemaitre, rue du Bac, 36.
Lemarchand, manufacturier, à Rouen.
Lemaréchal (Lucien), négociant en métaux, rue Chapon, 3.
Lemaréchal (M^{lle}), rue Chapon, 3.
Lemoine (Henri), fab. d'ébonisterie, rue des Tournelles, 17.
Lentaigne (M^{me}), r. Louis-le-Grand, 44.
Lepreux, fabricant de plumes métalliques, à Boulogne-sur-Mer (P.-de-Calais).
Leroux (Emile), ingénieur civil, rue Cambon, 46.

Leroux, dépositaire de M. Bruzon, fab. de céreuse, r. Bourg-Tibourg, 46.
Leroy (J.), fabricant de papiers peints, rue Château-Landon, 41.
Letestu, fab. de pompes, r. du Temple, 414.
Levaigreur (F.), rue Taitbout, 80.
Levaigreur (M^{me} F.), rue Taitbout, 80.
Levainville et Rambaud, manufacturiers, rue du Parc-Royal, 44.
Liebig (M^{me} la b^{ne}), à Reichenberg Bohême-Autriche.
Linzeler (E.), joaillier-orfèvre, rue Vignon, 28.
Loewenstein, nég., r. de Courcelles, 45.
Loizillon (M^{lle}), inspectrice générale des salles d'asile et des écoles des filles, avenue de la Mothe-Piquet, 17.
Lombart, fabricant de chocolat, avenue de Choisy, 75.
Loreau (A.), rue d'Anjou, 40.
Louche-Pélessier, fabricant de carton, à Vizelle (Isère).
Louiche-Desfontaines, avocat à la Cour d'appel, rue de Berry, 42.
Loysel, administ. de la C^{ie} d'assurances marit., avenue des Champs-Élysées, 12.
Luc, tanneur-corroyeur, à Nancy.
Lucas (Charles), architecte, président de la XVII^e Commission locale, boulevard de Denain, 8.
Luglien-Leroy, manufacturier, à Boubers par Frévent (Pas-de-Calais).
Lung fr., à Moussey, pr. Sénonex (Vosges).
Lycée Charlemagne.
Lycée Condorcet.
Lycée Henri IV.
Lycée Louis-le-Grand.
Lycée Saint-Louis.
Macé (Jean), pension. du petit château de Monthiers, par Neuilly-St-Front (Aisne).
Magnier, négociant, rue d'Uzès, 9.
Majesté, imprimeur, à Châteauroux (Indre).
Maillard, ancien négociant, rue de Siam, 48.
Maistre, manufac., à Villeneuve, par Clermont (Hérault).
Mallet (Alph.), de la Chambre de commerce, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 37.
Mallet, négociant, boul. de la Villette, 34.
Mallet-Bachelier, anc. imp.-lib., rue de Médecins, 17.
Malliavin, fabricant de velours, à Mareuil par Arras (Pas-de-Calais).
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Mansais (Jules), référendaire au sceau de France, rue Fortuny, 46.
Manuel frères, filateurs, à Toulouse.
Marbeau, conseiller d'Etat, rue de Londres, 27.
Maro, directeur de la Société française des munitions à Bruyères-de-Sèvres (Seine-et-Oise).
Marestaing de Mauran (Hippolyte), directeur de la Préservatrice, rue Louis-le-Grand, 8.
Margueritte, chim., Faub.-St-Honoré, 203.
Mariolle-Pinguet, maire de Saint-Quentin à Saint-Quentin (Aisne).
Marjolin (Dr), chirurgien hon. des hôpitaux, vice-président de la Société, rue Chaptal, 46.

Marjolin (Georges), 1, rue de la Paix.
Marochetti (M.), rue Tronchet, 8.
Marochetti (M^{me} V^e), rue Tronchet, 8.
Marquet, négociant, rue Vieille-du-Temple, 15.
Marteau, ingénieur civil, r. de Lancry, 54.
Marti (Pierre), horloger, à Montbéliard (Doubs).
Martin, fabricant, à Tarare (Rhône).
Martin, rue Sedaine, 56.
Martin (Emile), distillateur, à Vaulx-Vrancourt (Pas-de-Calais).
Martin (Tommy), avocat à la Cour d'appel, rue Bastiat, 3.
Martin-Baron, ancien négociant, rue de Constantinople, 8.
Martinet, imprimeur typographe, rue Mignon, 2.
Masquelier fils, au Havre.
Massignon (M^{me}), cité de Londres, 2.
Masson (Georges), libraire-éditeur, boul. Saint-Germain, 120.
Masurier, armateur, au Havre (Seine-Inférieure).
Mathieu, ingénieur au chemin de fer du Midi, rue Las-Cases, 26.
Mathieu, vice-président de l'Association pour le placement des apprentis, rue Meslay, 40.
Maunoury, Wolff et C^{ie}, fab. de papiers, rue des Archives, 40.
Maurice (M^{me}), rue Daubigny, 16.
Max Richard, à Versailles.
May (Ernest), secrét. gén. banque Franco-Egyptienne, boulevard Haussmann, 32.
Mayniel, ancien auditeur au Conseil d'Etat, rue des Ecuries-d'Artois, 20.
Mazade (A. de), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 107.
Mazaroz-Riballier, fabricant de meubles d'art, boul. Richard-Lenoir, 94.
Meignan, pr^e, avenue des Champs-Élysées, 93.
Melouzay, professeur d'histoire au lycée Fontanes, rue Clapeyron, 18.
Ménage, rue Port-Mahon, 6.
Ménier, manufacturier, rue de Château-dun, 56.
Méquillet, Noblot et C^{ie}, à Héricourt (Haute-Saône).
Mercier, directeur de la Société d'Ours-camps, par Carlepont (Oise).
Mérice, président de la XXI^e commission locale, passage du Trône, 3.
Merlin, tapissier, rue Godot-de-Mauroy, 34.
Merner de Mérode, rue Saint-Guil-laume, 44.
Meunie (F.), rue de Turin, 24.
Meurliot (André), docteur-médecin, rue Berton, 47.
Meyer, parf., boul. de Strasbourg, 37.
Meys, syndic, boulevard Magenta, 59.
Michaut, de la manufac. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 20 bis.
Mieg (Ch.) et C^{ie}, à Mulhouse.
Millescamps (Gustave), r. Lamennais, 40.
Millet, ingénieur, directeur des forges de Persan (Seine-et-Oise).
Milliot, avoué près le Trib. de la Seine, rue Grange-Batelière, 8.
Ministre de l'instruction publique.
Ministre du commerce et de l'industrie.

Ministre de l'intérieur.
Mines de Marles (Les), (Pas de Calais).
Mines de Bruay (Les), (Pas de Calais).
Mirault (H.), avocat, Fbg.-Poissonnière.
Moisset-Foye, tapis et literie, rue des Petits-Champs, 63.
Moisson, courtier d'assur. maritimes, rue de la Boétie, 130.
Mollet-Desjardins, manufacturier, rue Henri IV, à Amiens.
Mondolot, fabricant d'appareils gazogènes, rue du Château-d'Eau, 72.
Monjean, direct. du collège Chaplat.
Monot, maître-verrier, à Pantin (Seine).
Monbrun (M. de), au château de Saint-Augustin, par Théroutanne (Pas-de-Calais).
Monteil, directeur de la Société du matériel agricole, à Vierzon (Cher).
Moreau (M^{me} A.), rue de Monceau, 7.
Moreau-Chaslons (Georges), rue Prony, 26.
Morel-Motsch, à Cernay.
Morhange, robes, rue du Helder, 5.
Motel, propriétaire, 6, r. du Foin (Marais).
Mouchy (duc de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duchesse de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duc de) fils, à Mouchy-Noailles (Oise).
Mourceau, fabricant, rue Vignon, 16.
Moutier (Paul), serrurier, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
Mousset-Grisson, fabt, Faubourg-Saint-Antoine, 2.
Muller (A.), ancien juge au Tribunal de commerce, rue de Londres, 56.
Müller (Em.), professeur à l'Ecole centrale, avenue du Trocadéro, 20.
Muron (M^{me} C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (A.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Nadeau, inspecteur divisionnaire en retraite, rue d'Arras, 164, à Lille.
Nast (Emile), avoué à la Cour d'appel, rue Lafayette, 62.
Nattan (G.), bijoutier, rue Grétry, 5.
Naud, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.
Neau (Ernest), fabricant de boutons, rue d'Angoulême, boul. Voltaire, 42.
Neyme, négociant, à Nordansques par le Recousse (Pas-de-Calais).
Noël (Ch.), banquier, Faubourg-Poissonnière, 9.
Noël, rue du Regard, 5.
Norberg (J.), maison Berger-Lovrault, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Normand frères, à Romorantin (Loir-et-Cher).
Normand (Jacques), avocat, rue Rembrandt, 2.
Nusse, avocat à la Cour d'appel, boulevard Saint-Michel, 52, censeur de la Société.
Nusse (M^{me} V^e), rue du Foin, 6 (au Marais).
Oberndorffer (Hugo), banquier, avenue de Messine, 30.
Oberthur, imprimeur, à Rennes.
Odiot, off^r, rue Basse-du-Rempart, 72.
Ogier, rue de l'Université, 12.
Olivier (Emmanuel), attaché au Minist. des finances, place Vintimille, 3.

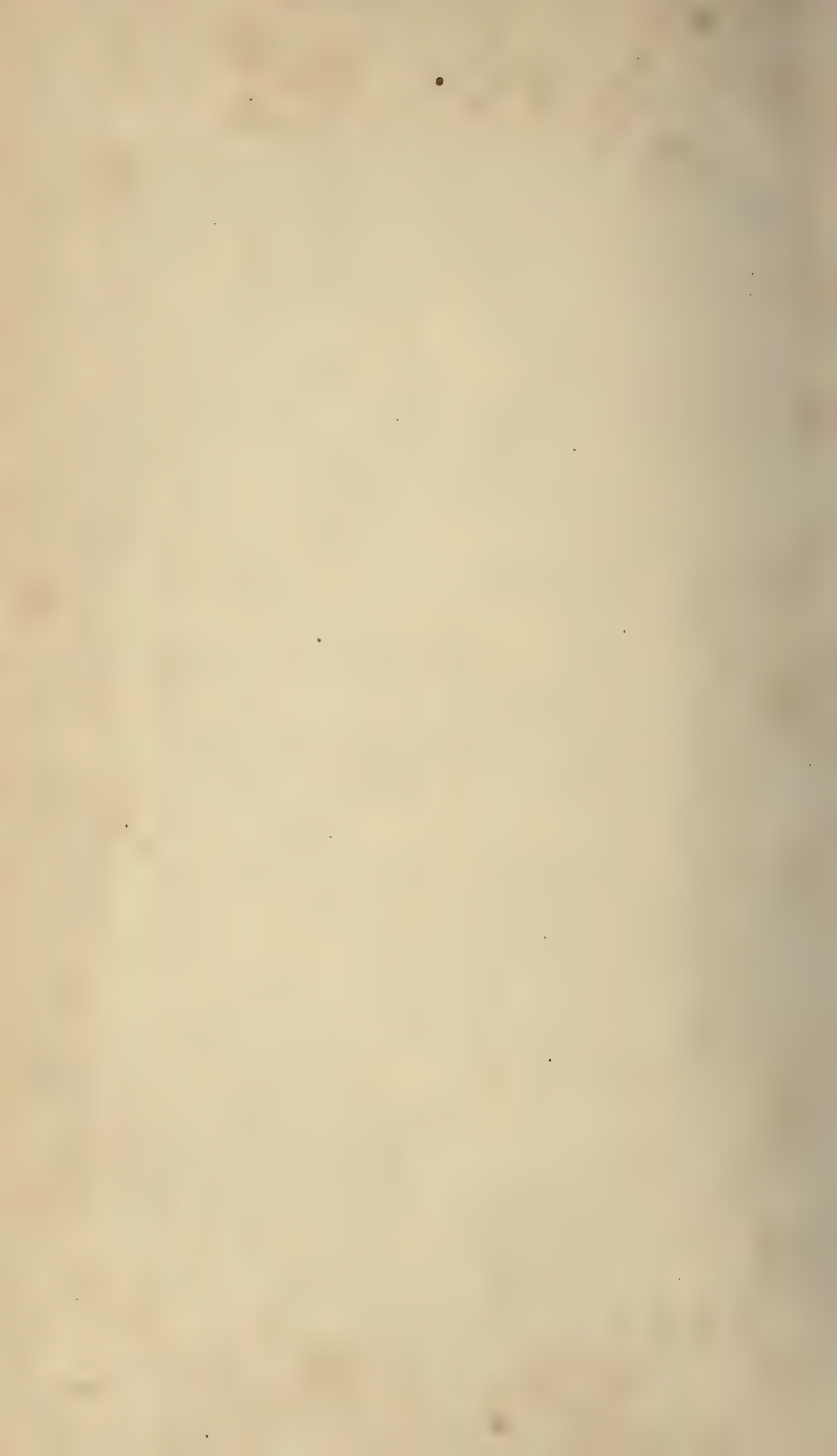
- Origet (M.)**, et **Destreicher**, négociant, rue du Conservatoire, 10.
- Oriollet fils et Rochard**, filateurs de laine, rue Beaurepaire, 42, à Angers.
- Orville**, anc. magistrat, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 5.
- Ouvriers** (les) de la maison Christoffe et Cie, rue de Bondy, 56.
- Ouvré**, manufacturier, à Souppes (Seine-et-Marne).
- Pacon** (Victor), négociant, passage Saulnier, 3.
- Pagniou** (F.), publiciste, rue de Rivoli, 208.
- Papeteries** du pont de Claix, rue Mazarine, 60.
- Parfoury**, marbrier, rue Saint-Sabin, 62.
- Paris** (Ch.), maître-verrier, au Bourget.
- Parisot**, fab. decoutellerie, r. de la Paix, 24.
- Pasquier**, fabricant de papiers, à Beauchêne, par Loulaye-l'Abbaye (Orne).
- Patin** (E.), filateur, à Cramoisy, par Creil (Oise).
- Péchiney**, fabricant de produits chimiques, à Salindres par Alais (Gard).
- Pelpel**, nég., rue de Rivoli, 456.
- Peltier** (M^{me}), à Château-Renault.
- Pereire** (G.), Faub.-Saint-Honoré, 33.
- Périn** (Jules), avocat à la Cour de Paris, secrétaire honoraire de la Société de protection, rue des Ecoles, 8.
- Perrin** (le docteur), secrét. de la Com. des logements insalubres, r. de Saintonge, 66.
- Péru frères**, entrepreneurs, à Corbehem (Pas-de-Calais).
- Pestel** (Augustin), rue d'Aguesseau, 41.
- Petibon**, rentier, rue de l'Eglise, 43, à Boulogne (Seine).
- Petit** (Francis), expert en tableaux, rue Godot-de-Mauroy, 42.
- Petit** (Ch.), ancien membre de la Chambre de commerce, rue Jean-Jacques-Rousseau, 40.
- Petit** (Léon), juge suppléant, conseiller d'arrondissement, à Evreux (Eure).
- Petit-Rossignol**, instituteur, à Troyes (Aube).
- Pétry**, mécanicien-horloger, à Montbard (Côte-d'Or).
- Peyramont** (Georges de), 31, rue d'Er-langer.
- Philippe**, président de la 38^e Commission locale, rue Cart, 6, à Saint-Mandé (Seine).
- Piat**, fondeur en métaux, r. St-Maur, 49.
- Picot**, juge au Tribunal de la Seine, rue Pigalle, 54.
- Pierret**, rue Ancelle, 6, à Neuilly (Seine).
- Pillivuyt** (Louis), fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.
- Pilster**, fabricant de machines agricoles, rue Alibert, 24.
- Pinet**, président de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures, rue Paradis 44.
- Pitet**, fabricant de pinceaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24.
- Piver** (Al.), rue Chaligny, 42.
- Plassiard**, à Nancy.
- Plichon**, f. en fer, rue du Chemin-Vert, 107.
- Plon fils**, imprimeur, r. Garancière, 8-10.
- Poan** de **Spapincourt**, ingénieur, rue Jeanne-d'Arc, 3 à Rouen (Seine-Inférieure).
- Pochebonne**, fabricant à Hermes (Pas-de-Calais).
- Poirot**, fab. de fils de laine, boul. de Sébastopol, 27.
- Poirier**, manufacturier, rue Lafayette 105.
- Pombas**, constr.-mécanicien, à Reims.
- Pommairac**, directeur des mines de Ferfay, à Auchel (Pas-de-Calais).
- Ponche** (Narcisse), filateur, à Amiens (Somme).
- Porcher**, directeur de l'Ecole Turgot, rue de Turbigo, 69.
- Porion**, distillateur, à Wardrecques (Pas-de-Calais).
- Portier**, C^{ie} des mines de Courrières, à Billy-Montigny (Pas-de-Calais).
- Pottier-Martin**, scierie mécanique, à Lillers (Pas-de-Calais).
- Poure O'Kelly**, manufacturiers, à Boulogne-sur-Mer (Pas de-Calais).
- Poron fils et Mortier frères**, manufacturiers, à Troyes.
- Poulain** (Paul), rue Payenne, 14.
- Poulet** (Charles), fabricant du tissu de crin, rue de Turenne, 130.
- Poussielgue-Rusand**, fab. de bronzes, rue Cassette, 5.
- Président** (le) du Comité de patronage du XVII^e arrondissement.
- Prevet**, manufacturier, à Meaux (Seine-et-Marne).
- Provins** (M^{me} V^{ve}) et fils, fabricants de sucre, à Bapaume (Pas-de-Calais).
- Pruvost fils**, filateur de coton à Lapugnoy (Pas-de-Calais).
- Quenay** (Edouard), avenue du Bois-de-Boulogne, 40.
- Raingo** (V.), rue de Prony, 40.
- Rallet** (A.), propriétaire, à Grenoble.
- Ramousset**, architecte, rue d'Obli-gado, 9.
- Ranchon** (Georges), architecte, rue du Faubourg-Poissonnière, 427.
- Ratisbonne** (E.), rue d'Angoulême, 52.
- Raynaud**, parfum., r. Saint-Honoré, 207.
- Reber** (J.-G.), teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
- Reblaub**, directeur de l'école de travail professionnel israélite, rue des Rosiers, 4 bis.
- Redgrave**, chief inspector, home department, Whitehall, London.
- Redouly et C^{ie}**, entrepreneurs de peinture (ancienne maison Leclaire), rue Saint-Georges, 44.
- Regnier**, directeur du Concert parisien, rue de Vienne, 17.
- Regnier** (J.), rue Logelbach, 3.
- Regnier** sœurs, couturières, rue de Vaugirard, 60.
- Remy**, filateur, à Boulogne-sur-Mer (Pas de Calais).
- Renard**, entrepreneur de travaux, rue de l'Université, 179.
- Renault** (Léon), sénateur, secrétaire général de la Société, rue Murillo, 8.
- Renouard**, avenue Bugeaud, 48.
- Renty** (C. de), directeur de la faïencerie de Creil (Oise).
- Reynoird** (E.), commissionnaire en marchandises, rue de la Victoire, 63.
- Reynier** dessinateur industriel, rue Bé-ranger, 47.

Rhens et Cie, parfumeurs, boulevard des Italiens, 29.
Rhodé, nég., en soies, rue St-Lazare, 93.
Ribot, agréé près le Trib. de commerce, rue d'Hauteville, 18 bis.
Riché (Léon), nég., rue de Belzunce, 18.
Richébois, propriétaire, rue Chaligny, 12.
Ridoux, administrateur de la Société des mines de Flechinelle (Pas de Calais)
Richou, ingénieur civil, av. A. 5.
Riéder (Aimé), à Mulhouse.
Rime et Renard, fabricants de couvertures, à Orléans.
Rimmel, parfumeur, boulevard des Capucines, 9.
Riottot (Jules) fils, négociant, passage Saulnier, 3.
Riquier (Ernest), manufacturier, à Fresnoyville, par Valines (Somme).
Rivière, fabricant de bretelles, rue Grammont, 29, à Rouen (Seine-Infér.).
Rivière, maître-verrier, à Bourges. (Cher).
Robert (Charles), directeur de la Compagnie l'Union (Vie), Vice-Président de la Société de protection des apprentis, rue de la Banque, 15.
Robin (D'Albert), rue de St-Petersbourg, 4.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue Madame, 70.
Roche (Pl.), avoué près le Trib. civil, rue Sainte-Anne, 10.
Roche (Isidore), ingénieur civil, trésorier de la Société, rue de Strasbourg, 17.
Rodanet, président du la Chambre syndicale de l'horlogerie, rue Vivienne, 36.
Rollin, directeur de la C^{ie} d'assurances la France, rue de Châteaudun, 24.
Rollin (M^{me}), brunisseuse, rue Grange-aux-Bolles, 39.
Rondelet, chasublier, r. Madame, 11.
Roret, libraire, rue Hautefeuille, 12.
Rose, dir. des ventes de Baccarat, rue Paradis, 30 bis.
Rostaing (Léon), manufacturier, à Vidalon-lès-Annonay (Ardèche).
Rothschild (A. de), rue St-Florentin 29.
Rothschild (Gustave de), rue Laffitte, 23.
Roussel (M^{me}), boul. Haussmann, 135.
Rousset, fabricant de chaussures, à Blois.
Rousset, rue Visconti, 43.
Rouvenat et Després, fabricants de joaillerie, rue d'Hauteville, 62.
Rouvière-Houlès, propriétaire, à Mazamet (Tarn).
Roy (Gust.), nég., avenue Hoche, 1 bis.
Royaux fils, manufacturier, à Le Forest (Pas-de-Calais).
Sagnier, fabricant de sucre, à le Transloy (Pas-de-Calais).
Sahler (L.), filatr., à Audincourt (Doubs).
Saint (Charles), manufacturier, rue du Pont-Neuf, 4.
Saint frères, manufacturiers, à Flixecourt (Somme).
Saint-Phal (de), directeur des usines de Mazières, à Bourges (Cher).
Sakakini (J.), rue Boissy-d'Anglas, 45.
Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel, boulevard Haussmann, 39.
Salle (Julien-Hippolyte), banquier (Caisse commerciale), à Saint-Denis (Seine).
Salmon, maître de forges, à Abainville (Meuse).

Sarrail (A.), président du Conseil des prud'hommes, à Bordeaux.
Sartiaux (Romain), usine métallurgique à Hédin-Liétard (Pas-de-Calais).
Sauvage, ingénieur des mines, 4, rue Chaptal.
Sauvageot et C^{ie}, marchands verriers, rue du Faub. Poissonnière, 54.
Savard, fabi-bijoutier, rue St-Gilles, 22.
Savart, fabricant de chaussures, rue Rubens, 5.
Say (Léon), sénateur, président de la Société, rue Fresnel, 21.
Sazerat (L.), fabricant de porcelaine, à Limoges.
Schaeffer, industriel, boulevard Haussmann, 488.
Schaeffer (Gustave), à Dornach (Alsace).
Schloss (W^{am}), avenue de Messine, 30.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schlumberger (A.), à Guebwiller (Alsace).
Schlumberger, Steiner et C^{ie}, à Mulhouse.
Schmidt (Paul), rue Oberkampf, 123.
Schneider et Cie, au Creusot.
Schetter (J. - Joseph), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 63.
Schryver (Isidore), industriel, à Hautmont (Nord).
Schwartz et C^{ie}, à Mulhouse.
Sciama frères, marchands de diamants, rue d'Enghien, 6.
Scott (Charles-Newton), r. de l'Arcade 22.
Seydoux, fabi., rue de l'Université, 39.
Siben (M^{lle}), rue Truffaut, 35.
Siéber, régent de la Banque de France, rue de Paradis, 23.
Siegfried (J.), député, Rond-Point des Champs-Élysées, 6.
Signal, memb. de l'Institut, r. d'Assas, 83.
Simon (J.), sénateur, pl. de la Madeleine, 10.
Sirot, maître de forges, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord).
Six (Charles), fileteur de laine, rue du Château, 62, à Tourcoing.
Smith, directeur de la fabrique de caoutchouc et appareils télégraphiques, à Persan-Beaumont (Seine-et-Oise).
Société de la Vieille-Montagne, rue Richer, 21.
Société anonyme des anciens établissements Cail, quai de Grenelle, 15.
Société des Ingénieurs civils, cité Rougemont, 10.
Société de secours mutuels de la maison Leclair, rue Saint-Georges, 11.
Société alsacienne de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Société industrielle de Reims.
Société de patronage du 17^e arrondissement, Paris.
Société houillère de Lievin (P.-de-Cal.).
Société anonyme de constructions en fer de Saint-Sauveur, à Arras.
Société de patronage de Chaumont (Haute-Marne).
Somasco (Ch.), ingénieur civil, à Creil (Oise).
Sommier fils, raffineur, r. de Flandre, 145.
Soulier (Ch.), à Lyon.
Souplet, à Saint-Quentin.
Sourdat, mécanicien, rue Myrrha, 16.
Sriber (Alphonse), président de la Cham-

- bre syndicale du caoutchouc, boulevard Saint-Germain, 122.
- Spriet** (G.), fondeur à Lens (P.-de-Calais).
- Stein** (A.), fab. de fils métalliques, à Belfort (Haute-Saône).
- Steinbach** (Georges), à Mulhouse.
- Stern**, graveur, pass. des Panoramas, 47.
- Stoecker**, à Mulhouse (Alsace).
- Stoclin** (J.-B.), fabricant de sucre, à St Marie Kerque, par Audruicq (P.-de-Cal.).
- Strohl** (Aug.), à Bâle (Suisse).
- Suzor** (A.), nég. en mercerie, boulevard Sébastopol, 62.
- Sydenham** (V.), filat., à Doullens (Somme).
- Taborin** (M^{me}), boulevard Bourdon, 9.
- Tachard** (Albert), à Nieder-Morschwiller.
- Tailbouis**, fabricant de bonneterie, Saint-Just-en-Chaussée (Oise).
- Tailbouis** (M^{me}), Saint-Just-en-Chaussée (Oise).
- Taneur**, imprimeur en taille-douce, rue Lacépède, 38.
- Teissereno de Bort**, avenue Marceau, 80.
- Teissonnière**, rue des Pyramides, 27.
- Terninck** (A.), fab. de sucre, à Rouez, par Villequier-Aumont (Aisne).
- Tessier** (F.), nég., r. du Port-de-Bercy, 12.
- Teste**, fabr. d'éping, à Lyon-Vaise (Rhône).
- Tétard, Laine et C^{ie}**, fabricants de tapis, à Beauvais (Oise).
- Thénard** (baron Arnoul), p. St-Sulpice, 6.
- Thénard** (Mme Henri), rue de Sèvres, 17.
- Théard**, commissionnaire, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Thiébault** (V.), fond., rue Guersant, 32.
- Thièble**, fabricant de pièces d'horlogerie, à Ruyaulcourt par Bertincourt (P.-de-C.).
- Thierry**, serrurier, rue Coustou, 4.
- Thierry-Mieg et C^{ie}**, à Mulhouse.
- Thiriez** (père et fils), filateurs, à Lille.
- Thiry**, ingénieur, directeur de la Société des mines de Meurchin, à Bauvin (Nord).
- Thomas**, banquier, r. Boissy-d'Anglas, 6.
- Thomas** (Ernest), docteur en médecine, rue d'Argenteuil, 5.
- Thomas** (Isidore), fabricant de papiers peints, rue de Reuilly, 23.
- Thuot** (M^e), rue du Roi-Doré, 6.
- Tissier** fils, manufacturier, au Conquet (Finistère).
- Tixier**, rue de Reuilly, 73.
- Tollu**, notaire, rue Saint-Lazare, 70.
- Tournier, Gluch et C^{ie}**, à Mulhouse (Al.).
- Tournier** (F.), avocat à la Cour de Paris, rue de Condé, 13.
- Trapp**, manufacturier, à Mulhouse.
- Trélat**, direct. de l'Ecole d'architecture, prof. au Conservatoire des arts et métiers, boul. Montparnasse, 136.
- Tresca** (Alfred), ing. civil, 57, r. Turbigo.
- Trille** (P.), rue Monsieur-le-Prince, 14.
- Trille** (E.), rue Monsieur-le-Prince, 14.
- Trottier** (Jules), maître de forges, à Honnebont (Morbihan).
- Troty-Latouche**, manufacturier, à Rueil (Seine-et-Oise).
- Turner** (Luke), manufacturier, à Leicester (Angleterre).
- Turney**, nég., rue Saint-Martin, 4.
- Vacquerel**, fabric. de papiers, rue Réaumur, 41.
- Vaillant** (Armand), propriétaire, boulevard Voltaire, 88.
- Vaissier** (J.) et C^{ie}, fabricants de papier, à Fréteval par Morée (Loir-et-Cher).
- Valdampierre**, fabricant de cartonnage (fantaisie), boulevard Magenta, 56.
- Vancouwenbergh, Seys, E. Snowden et C^{ie}**, filateurs de jute et fabricants, à Dunkerque (Nord).
- Vandendorpel**, fab. de papiers dorés, rue du Temple, 176.
- Van-Grutten**, maire de la ville de Saint-Pierre-lez-Calais (Pas-de-Calais).
- Varennès** (M^{is} de), avenue des Champs-Élysées, 47.
- Varin-Bernier**, banquier, à Bar-le-Duc (Meuse).
- Vatin**, rue Joffroy, 58.
- Vatry** (baron Edgar de), boulevard Haussmann, 102.
- Vaucher** (E.), à Mulhouse.
- Vaury**, négociant, rue Marengo, 6.
- Vautier** (Max), archit., r. de Lisbonne, 23.
- Vée** (Amédée), r. Vieille-du-Temple, 24.
- Verde-Delisle** (A.), rue Cambon, 47.
- Verde-Delisle** (P.), fabricant de cachemires, rue Cambon, 47.
- Vermesch** (M^{me} V^e), fabricant à Arques, près Saint-Omer (Pas-de-Calais).
- Vernay** (Victor), fabricant de papiers de fantaisie, à Ablon (Seine-et-Oise).
- Vernes**, pasteur, rue des Batignolles, 7.
- Verstraete** (Emile), référendaire au Sceau de France, boul. Saint-Germain, 147.
- Vidal** (E.), filateur, à Mazamet.
- Vieillelard**, imprimeur, rue de la Glacière, 16.
- Villard et Weill**, fabricants de jouets d'enfants, à Lunéville (Meurthe-et-Mos.).
- Vilmorin** (H.), boul. Saint-Germain, 149.
- Vinchon et C^{ie}**, filateurs, à Roubaix.
- Vinot**, Directeur du Patronage des apprentis de Grenelle, rue Lourmel, 29.
- Viol**, rue de Cléry, 25.
- Vivier**, directeur de l'Ecole professionnelle des tailleurs, boul. des Italiens, 28.
- Voisin** (A.), directeur des mines de Bourges, à Hénin-Liétard (P.-de-Calais).
- Vuillemin**, Direct. de la Compagnie des mines d'Aniche, à Auberchicourt (Nord).
- Vulliamy** (Edward), manufacturier, à Tillières-sur-Avre (Eure).
- Waddington**, manufacturier, à Saint-Remy-sur-Avre (Eure-et-Loir).
- Wallaert frères**, filateurs, à Lille.
- Wallerand**, teinturier, à Cambrai.
- Wapler** (C.), rue Louis-le-Grand, 7.
- Weber**, administrateur de la tannerie de la Providence, à Coulommiers (S.-et-M.).
- Weens**, employé de commerce, rue de Paris, 10, à Vincennes.
- Weill**, relieur, 5, rue Christine.
- Wickham** (Georges), docteur en chirurgie herniaire, rue de la Banque, 16.
- Wiener** (René), papetier, rue des Dominicains, 53, à Nancy.
- Wild et fils**, fab. de chapeaux à Nancy.
- William Booth**, président de la Children's Aid Society (New-York).
- Worms** (M^{me}), boul. Haussmann, 45.
- Zegut**, à Tusey, près Vaucouleurs.
- Zeyer**, teinturier, à Ste-Marie-aux-Mines.
- Zuber** (E.), allée Napoléon, près Mulhouse.
- Zuber** (Yvan), fab. de papiers, à Rixheim (Alsace).

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER. — IMPRIMERIE CHAIX
RUE D'ERGÈRE, 20, PARIS. — 27855-12-8.







331.3106244 S678B v.21

c.1 Societe de protect
Bulletins.

OISE



3 0005 02023645 4

331.3106244

S678B

v.21

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employés
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B

v.21

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res
Bulletins

